

Conseil d'administration du mardi 30 janvier 2024

Numéro	Objet de la délibération	Pages
D2024-01-01-ins	Contrat pluriannuel du site Lyon-Saint-Etienne 2022-2026 : volet spécifique à l'université	2
D2024-01-02-ins	Contrat pluriannuel de la Communauté d'universités et d'établissements "ComUE Lyon Saint-Etienne" 2022-2026 : volet commun (avis)	23
D2024-01-03-fin	Calendrier budgétaire prévisionnel pour l'exercice 2024	46
D2024-01-04-ins	Rapport d'activités du service des affaires culturelles	48
D2024-01-05-fin	Remise commerciale_facture 210064472	103
D2024-01-06-fin	Remise gracieuse_Mme S.A.N.	105
D2024-01-07-fin	Remise gracieuse_M.D.N.	107
D2024-01-08-fin	Remise gracieuse Mme C.C.L.	109
D2024-01-09-ins	Avis consultatif sur le fin des fonctions de la seconde vice-présidente étudiante	111
D2024-01-10-ins	Avis consultatif sur la nomination du second vice-président étudiant	112
D2024-01-11-sco	Calendrier des congés universitaires étudiants	113
D2024-01-12-fin	Attribution d'une bourse d'études à une étudiante de l'IAE	115
D2024-01-13-sco	Attribution de subventions au titre de la CVEC	116
D2024-01-14-sco	Architecture Parcoursup	118
D2024-01-15-acc	Convention de mécénat 2023 UNICAP_2023-11-G-170	122
D2024-01-16-acc	Convention résidence artiste Arnaud Theval Trous de mémoire_2023-11-G-174	128
D2024-01-17-acc	Convention de subvention Agence bibliographique_2023-12-G-187	133
D2024-01-18-acc	Convention subvention FSDIE "Danse éco-solidaire Sénégal"_2023-11-G-169	139
D2024-01-19-ins	Contrats de marchés publics notifiés sur l'exercice 2023	143
D2024-01-20-acc	Conventions pour information	149

Délibération n°D2024-01-01-ins
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 30 janvier 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-4 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu l'avis du CSAE du 12 décembre 2023 ;
Vu l'avis du conseil académique réuni en formation plénière le 23 janvier 2024,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Exposé des motifs

Le volet spécifique à l'établissement du contrat pluriannuel du site Lyon-Saint-Etienne 2022-2026 comprend un axe « politique de site » et 4 axes librement choisis par l'université.

Ce volet spécifique a été soumis à l'avis du CSAE du 12 décembre 2023 et du conseil académique du 23 janvier 2024.

Décide

d'approuver le volet spécifique du contrat pluriannuel 2022-2026, tel qu'annexé à la présente délibération.

La présente délibération a été approuvée par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	30
✓ Nombre de voix pour :	23
✓ Nombre de voix contre :	3
✓ Nombre d'abstentions :	4

Lyon, le 30 janvier 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique



Gilles BONNET



**MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



CONTRAT PLURIANNUEL DU SITE DE LYON - SAINT ÉTIENNE 2022-2026

VOLET SPÉCIFIQUE DE L'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN - LYON 3

Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

Contrat de l'université Jean Moulin - Lyon 3 pour les années 2022-2026

entre

- Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
représenté par Mme Sylvie Retailleau, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche

d'une part

- L'université Jean Moulin Lyon 3
représentée par M. Éric Carpano, président

d'autre part

Sommaire

I. Présentation générale	4
---------------------------------------	----------

II. Axes stratégiques et objectifs	6
---	----------

Axe 1 : Participation active à la structuration du site

Axe 2 : Accessibilité et qualité des formations

Axe 3 : Une recherche impliquée dans la société

Axe 4 : Enjeux et défis de la transition écologique

Axe 5 : Qualité de vie universitaire

III. Mise en œuvre du contrat.....	16
---	-----------

IV. Annexe : récapitulatif des indicateurs et des jalons	17
---	-----------

I. Présentation générale

L'établissement, son identité et son environnement

L'université Jean Moulin, qui fête ses 50 ans en 2023, est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel qui accueille et forme près de 26 000 étudiantes et étudiants en formation initiale et plus de 1500 stagiaires en formation continue, au sein de cursus diplômants du niveau Bac jusqu'au Doctorat, sur ses deux campus de Lyon et son campus de Bourg-en-Bresse, mais aussi à l'étranger (formations délocalisées) ou à distance. Ces formations se déploient dans les domaines du droit, de la gestion, des langues, des sciences humaines et sociales, des lettres et de la philosophie pour composer une offre caractérisée par sa richesse et sa diversité : 9 mentions de Licences, 13 mentions de Licences professionnelles, 3 spécialités de Bachelors universitaires de technologie, et 50 mentions de Masters.

L'université Jean Moulin mène également une activité de recherche dans ces différents domaines qui l'inscrivent dans un riche écosystème scientifique. Plus du tiers de ses équipes sont ainsi mutualisées avec d'autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche, principalement parmi les membres de la COMUE de Lyon-Saint-Étienne. L'établissement peut compter sur l'engagement de 1500 personnels, agents administratifs, techniques, enseignants et enseignants-chercheurs. Ce sont 13 unités de recherche et 6 UMR partagées qui font vivre une recherche de premier plan et ce sont plus de 100 associations étudiantes qui contribuent à la vie des campus.

L'université Jean Moulin-Lyon 3 est une université singulière, y compris dans son fonctionnement, qui a su développer ses ressources propres pour pallier une dotation financière de l'État par étudiant et une allocation en personnels titulaires parmi les plus faibles de France, ramenées à ses effectifs, y compris pour des universités relevant des mêmes domaines de formation et de recherche.

Le bilan dressé par le HCERES à l'issue du précédent contrat (2016-2020) souligne le poids d'un processus inabouti de fusion des universités lyonnaises (IDEX) douloureusement supporté par les personnels et qui a également ralenti certaines dynamiques structurantes de l'université. La double ambition de ce contrat-ci, porté par une nouvelle équipe de direction, réside dans l'alliance d'une *exigence* encore accrue dans la qualité des formations et de la recherche et d'une volonté de *partage* avec l'ensemble de la communauté universitaire. Le dialogue social se situe ainsi au cœur des pratiques quotidiennes de l'université, qui entraîne l'institution vers la co-construction d'objectifs communs. Actions, indicateurs et jalons présents dans ce document sont le fruit d'une telle mise en œuvre collective, respectueuse des conditions de vie, de travail et d'étude de tous les personnels et de tous les étudiants. La lutte contre les précarités étudiantes comme contre toutes les formes de discrimination constitue en effet une idée-force des axes et objectifs décrits dans le présent contrat, tant l'amélioration des conditions de vie et d'étude s'impose à l'évidence comme une clef de l'égalité réussie des étudiants. De nouveaux modes de gouvernance et un réexamen collégial des relations de subsidiarité avec et entre les composantes, permettront enfin à l'organisation de l'établissement, en conformité là encore avec les recommandations du HCERES, de gagner en lisibilité comme en efficacité.

L'action plurielle de l'université, telle qu'incarnée dans ce contrat, se caractérise par la *cohérence* de nos expertises reconnues localement, nationalement et internationalement d'une part, et de nos méthodes de travail comme de nos objectifs à l'horizon 2026 d'autre part. Cette cohérence permet à notre université, de taille humaine, fortement intégrée dans le paysage socio-économique local, avec un taux d'insertion professionnelle remarquable quantitativement et qualitativement¹ d'agir en *convergence* avec les grandes orientations de politique publique définies par le MESR. Cohérence et convergence permettent à l'université Jean Moulin Lyon 3 de se proposer comme un lieu de continuité de ses champs d'expertise reconnus, où la qualité de la formation et de la recherche rencontre les grands enjeux sociétaux actuels, au premier rang desquels la transition écologique, mais également comme un lieu d'expérimentation susceptible de se bâtir en démonstrateur sur des sujets au cœur de son projet d'établissement comme l'accessibilité et la qualité de vie universitaire.

Les orientations présentes dans ce contrat quinquennal reflètent l'engagement de l'université Jean Moulin dans un modèle d'*université solidaire*, déployé et incarné dans son projet d'établissement 2021-2026. Soucieux d'accueillir, de former et d'accompagner ses étudiantes et étudiants, notre établissement inscrit ses objectifs dans le cadre nettement défini d'une vision stratégique fondée sur l'attachement à nos missions de service public et à un socle de valeurs que l'on trouvera déclinées au fil de ce document.

¹ Source : data.enseignementsup-recherche.gouv.fr. Exemple : *Taux d'insertion professionnelle de 87% en master, toutes disciplines confondues, avec un taux d'emploi de 97% en 2022, 30 mois après la diplomation. L'insertion professionnelle en région Auvergne-Rhône-Alpes est majoritaire (58%). Près de 80% des diplômés en emploi occupent des fonctions de cadres (contre 60% au niveau national).*

II. Axes stratégiques et objectifs

Axe 1 : Participation active à la structuration du site

L'université Jean Moulin Lyon 3 promeut une politique de coopération en termes de formation et de recherche avec tous les établissements du site. Elle défend le modèle d'un système universitaire de régulation et de coordination territoriale pour porter le site de Lyon-Saint-Étienne (LSE) au meilleur niveau national et international en termes de formation, de recherche et d'innovation. Au regard des spécificités du site, caractérisé par une grande diversité et richesse d'établissements d'enseignement supérieur, et pour tirer les leçons de l'échec de l'IDEX, l'université souhaite contribuer à une construction réticulaire et confédérale du site (plutôt qu'à une approche intégrative globale), autour de grands pôles partagés mieux à même que ne le serait un établissement chef de file, de favoriser des coopérations interdisciplinaires renforcées.

Objectif 1 : Contribuer au positionnement de la COMUE

L'université Jean Moulin reconnaît l'importance stratégique, comme la nécessité, du rôle de coordination de la COMUE à l'échelle du site, pour permettre le développement des stratégies propres et collectives des établissements au sein du système universitaire Lyon-St Étienne. Elle s'impliquera dans la promotion des actions communes au niveau de la COMUE et défendra la nécessité que les projets d'intérêt commun transversaux soient portés par la COMUE. Celle-ci doit remplir une fonction de régulation du système universitaire en favorisant la coordination et la complémentarité des actions des établissements du site et en interface avec les partenaires institutionnels extérieurs. La COMUE doit participer à une meilleure visibilité du site. Lyon 3 soutient la création d'une COMUE expérimentale, pour entériner ce passage d'une structure intégrative à une structure de régulation et de coordination. Lyon 3 a pris en charge en 2023 la coordination de la rédaction des nouveaux statuts qui permettent au fonctionnement de la COMUE de gagner en simplicité et en transparence.

Jalon 1 : Création de la COMUE expérimentale (2023)

Objectif 2 : Soutenir le développement du centre d'entrepreneuriat étudiant du site

Le site de Lyon-Saint-Étienne a été pionnier dans le développement de l'entrepreneuriat étudiant (25000 étudiants sensibilisés à l'entrepreneuriat), notamment grâce à l'action de l'Université Jean Moulin Lyon 3 qui en a été le fer de lance. Aujourd'hui, l'entrepreneuriat étudiant est porté par le Centre de l'entrepreneuriat de la COMUE Université de Lyon (labelisé PEPITE) mais est hébergé sur le campus de l'université Lyon 3 (e-Factory) et soutenu à hauteur de 5 ETP par Lyon 3. Lyon 3 lui apporte également un soutien tant technique (l'incubateur Manufactory Lyon 3 est intégré dans le Centre de l'entrepreneuriat et sert de modèle aux autres incubateurs créés sur les campus de LSE) qu'académique (universitaires spécialistes en entrepreneuriat). Lyon 3 continuera son investissement au soutien du développement de l'entrepreneuriat étudiant en promouvant par ailleurs un entrepreneuriat social et environnemental pour répondre à la demande des étudiants et aux besoins de la société. Lyon 3 portera une *graduate school* SFRI (structuration de la formation par la recherche dans les initiatives d'excellence) sur l'entrepreneuriat.

Indicateur 1 : Activité du centre d'entrepreneuriat Lyon-Saint-Étienne (CELSE)

Mesure 1.1 : Nombre d'étudiants titulaires du SNEE, dont inscrits au D2E

Objectif 3 : Renforcer les interactions en formation et en recherche avec les partenaires du site

L'université Jean Moulin-Lyon 3 se conçoit comme une université ouverte sur les spécificités du territoire auquel elle appartient et avec lequel elle est en interaction continue, en entretenant des relations privilégiées

avec les mondes économique, culturel et associatif comme avec les collectivités territoriales. Université réputée pour son exigence en matière de formation et de recherche, elle se définit aussi comme une « université solidaire », opérant le lien entre exigence et partage, en plaçant son action au cœur de réseaux de collaboration, allant des acteurs institutionnels, du monde judiciaire et économique, aux acteurs sensibles aux mêmes enjeux de responsabilité sociétale et d'équité sociale et environnementale (ADEME, acteurs de l'économie sociale et solidaire, etc.).

Sur le plan académique, notre établissement est membre associé du projet Excellence Shape-med@lyon et apporte en outre son expertise SHS en matière de santé et d'environnement. Il est tutelle principale de l'UMR Environnement Ville Société partagée avec les autres établissements du site. Lyon 3 entend mobiliser ses ressources pour développer plus encore les humanités environnementales en soutien aux enjeux de transition écologique en lien avec nos partenaires, tant sur le plan de la recherche que de la formation, au sein de l'Ecole universitaire de la transition écologique à Lyon 3 comme du futur Institut de la transition écologique envisagé par les universités Lyon 1 et Lyon 2, ou du Collège des hautes études Lyon Sciences (CHELS).

C'est dans le cadre du CHELS, que Lyon 3 a rejoint en 2023, qu'une d'hybridation disciplinaire de la formation et de la recherche, nettement affirmée par les partenaires, pourra se déployer. Cette hybridation des formations entre établissements va bien au-delà des simples doubles diplômes ou des diplômes co-accrédités et permet de promouvoir la pluridisciplinarité tout en créant des liens institutionnels renforcés entre établissements. L'École universitaire de la transition écologique de Lyon 3 est ce creuset d'humanités environnementales qui bénéficiera à l'ensemble des partenaires du CHELS tant sur le plan de la recherche que de la formation, initiale et continue. Grâce au CHELS, les étudiants de master auront la possibilité de suivre un module d'enseignement dans l'un des établissements partenaires et, à l'inverse, les étudiants des autres partenaires pourront suivre un module d'enseignement à Lyon 3.

Enfin, Lyon 3 prendra sa pleine part au développement des SHS sur le site, en renforçant notamment son implication dans le développement de la Maison des Sciences de l'Homme (MSH), dont elle est tutelle et dont elle entend soutenir, tant sur le plan scientifique que financier, les projets prioritaires relatifs aux grandes transformations sociétales. Sur tous ces sujets, Lyon 3 privilégie une approche par les projets plutôt qu'une approche institutionnelle intégrative *a priori*.

Jalon 2 : Intégration de Lyon 3 au CHELS (2023)

Axe 2 : L'accessibilité et la qualité des formations

L'université Lyon 3 fait de l'accès à une formation de qualité un devoir démocratique et une responsabilité sociale prioritaire. L'objectif est ici de réconcilier deux grandes orientations des politiques universitaires, qui ces dernières années ont plutôt eu tendance à s'opposer frontalement : le discours de « l'excellence » d'une part ; la prise en compte des enjeux sociaux et l'égalité des chances d'autre part. Lyon 3 veut être, plus que jamais, une *université ouverte* : ouverte à toutes et à tous comme ouverte sur l'Europe et sur le monde. C'est ainsi dans le cadre d'une formation inclusive envisagée comme un parcours individualisé, depuis le lycée jusqu'à l'insertion professionnelle puis à l'adaptation à l'évolution des métiers, qu'elle envisage sa mission de formation tout au long de la vie. Son action entend concilier le soutien au savoir académique, indispensable à l'émancipation de l'individu dans sa formation à une citoyenneté universitaire fondée sur un esprit critique, et l'orientation efficace vers des débouchés professionnels en lien avec les formations dispensées. La mise en œuvre de la réforme du cycle de Licence constitue la clef de voûte de cette conciliation des projets professionnel et personnel au service de la réussite des étudiants. Il s'agit en effet de reconnaître la diversité croissante des profils des néo-entrants et de mettre en place des dispositifs pédagogiques inclusifs adaptés.

Objectif 1 : Devenir un démonstrateur d'accessibilité et d'inclusion pour l'enseignement supérieur

Tout en réaffirmant sa politique volontariste en matière d'accessibilité des bâtiments et des campus, l'université entend intensifier ses actions pour l'accessibilité des savoirs et des contenus, notamment par le développement de nouveaux services numériques (projet INCLUDE – AAP DemoES coordonné par Lyon 1) pour soutenir la réussite des étudiants en situation de handicap par une meilleure intégration dans les

parcours de formation et au sein de la communauté universitaire.

Plus largement, l'université se veut exemplaire en matière d'accueil et d'accompagnement, dans une logique de démonstrateur et avec la volonté d'essaimer les solutions déployées vers d'autres établissements, pour assurer l'égalité réelle des étudiants dans toute leur diversité. Le projet BASE (Bureau d'Accompagnement Social des Étudiants) constitue une des actions emblématiques de cette ambition. Il s'agit de créer un pôle de services d'accueil et d'action sociale des étudiants dans une logique de lieu unique. Au-delà d'un simple guichet unique, BASE est destiné à accompagner les étudiants dans leurs premières démarches et dans leurs premiers besoins (matériel informatique, accompagnement social, etc.) afin de contribuer à la vie de campus, de lutter contre l'isolement et les précarités en délivrant une information ciblée et pertinente.

L'université portera une attention particulière aux conditions d'accès aux études supérieures sur l'ensemble de ses campus, en insistant sur la nécessité d'un maillage territorial optimisé (notamment à Bourg-en-Bresse).

Indicateur 2 : Accompagnement des étudiants en situation de handicap

Mesure 2.1 : Nombre d'étudiants accompagnés par le Pôle handicap étudiant de l'université

Jalon 3 : Mise en place d'une solution numérique de guidage « GPS » sur les campus (2023)

Jalon 4 : Ouverture d'un Bureau d'Accompagnement Social des Étudiants - BASE (2024)

Jalon 5 : Mise en place d'une cartographie des aménagements de parcours proposés par profil étudiant (2024)

Objectif 2 : Vers une individualisation des formations

L'université a d'ores et déjà engagé une réforme importante dans la structuration de son offre de formation en licence, en préparant un dispositif qui combine majeures et mineures. Les étudiants pourront ainsi individualiser leur parcours de formation, mono ou bi-disciplinaire, au sein d'un large ensemble de parcours types. Cette nouvelle structure de l'offre de formation doit ainsi permettre d'aller plus loin que les traditionnels portails disciplinaires et de faciliter l'orientation des étudiants au début de leur cursus, et leur réorientation éventuelle durant celui-ci.

L'université veut offrir à tous les étudiants la possibilité de progresser dans leur cursus au rythme qui leur est le plus adapté. Ainsi, tout en soutenant le développement des cursus de licence aménagés en 4 ans, elle entend également encourager des dispositifs plus denses et exigeants comme les doubles licences et les formations sur admission (collège de droit, collège des langues, licence trilingue).

C'est en tenant compte des aspirations des étudiants comme des opportunités qui peuvent se présenter à eux dans ou hors de l'université, que l'université doit également penser l'étendue de son offre de formation, en facilitant par exemple la possibilité pour un étudiant de porter un projet entrepreneurial en marge de son cursus principal, ou encore en valorisant son engagement social, culturel ou sportif à travers la reconnaissance de l'engagement étudiant, sous la forme d'une option attributive de crédits ECTS ou d'une bonification de la moyenne semestrielle.

Enfin, l'université souhaite intensifier le recours au tutorat étudiant et en étendre le périmètre sur le modèle des *faculty advisors* des établissements anglo-saxons, convaincue que l'accompagnement par les pairs, dans une logique de solidarité et de responsabilité, s'avère un complément indispensable aux vecteurs traditionnels de l'enseignement universitaire. Cette action sera expérimentée sur le campus de Bourg-en-Bresse, dans l'optique d'améliorer une orientation de proximité qui constitue déjà une signature de ce campus.

Indicateur 3 : Adaptation des parcours et soutien individualisé pour la réussite étudiante

Mesure 3.1 : Part de néo-bacheliers en parcours aménagé (4 ans) en 1ère année licence

Mesure 3.2 : Nombre d'étudiants sollicitant une validation de leurs compétences, connaissances ou aptitudes par l'engagement

Jalon 6 : Structuration de l'offre de formation en majeures-mineures (2023)

Jalon 7 : Expérimentation des *Faculty advisors* (2024)

Objectif 3 : Bâtir un continuum de formation pour une véritable FTLV

Le déploiement de l'approche par compétences dans les formations universitaires constitue un enjeu majeur en premier lieu pour la réussite des étudiants et leur insertion professionnelle, qui constituent une priorité pour l'université, mais également pour donner tout son sens à la notion de formation tout au long de la vie.

La construction de ce continuum implique une organisation facilitant tout d'abord la mise en relation des composantes en charge des formations avec les différents publics, mais également l'adaptation aux évolutions du secteur, notamment celui de la formation professionnelle continue. Il s'agit ainsi d'offrir aux composantes le soutien nécessaire à la mise en œuvre de leur offre de formation dans un cadre conforme aux objectifs stratégiques de l'établissement, en particulier en matière de développement de l'alternance au sein des formations universitaires.

L'université pourra s'appuyer sur les liens forts qu'elle a déjà su tisser, et qu'elle souhaite encore intensifier, avec le monde socio-économique pour garantir la pleine intégration des formations dans leur environnement, en réponse aux besoins des employeurs et aux aspirations des apprenants, notamment dans le cadre de la généralisation des conseils de perfectionnement. Elle soutiendra par ailleurs les nombreuses actions menées en faveur de l'orientation des lycéens et des étudiants pour élargir encore ce continuum, de Bac-3 jusqu'à la diplomation universitaire et à l'insertion professionnelle (Pôle réussite, actions avec les lycées, renforcement des actions liées au PPPE, journées portes ouvertes, présence aux forums et salons, etc.).

Indicateur 4 : Développement de la formation professionnelle continue

Mesure 4.1 : Nombre de stagiaires de formation continue

Mesure 4.2 : Part des stagiaires en formation continue dans les effectifs totaux

Jalon 8 : Réflexion sur l'adaptation de l'organisation aux nouveaux enjeux de la FTLV (2024)

Jalon 9 : Déploiement de l'approche par compétences (2025)

Objectif 4 : Renforcer l'ouverture des formations à l'international

L'université Jean Moulin Lyon 3 veut renforcer sa signature en matière de mobilité étudiante, entrante et sortante, au semestre ou à l'année, mais aussi dans le cadre de programmes courts (Programme Intensif Hybride ou BIP, « Blended Intensive Programme ») ou de stages. Elle se veut notamment plus active auprès des établissements du Royaume-Uni, d'Irlande et d'Amérique du Nord, relevant de zones considérées comme prioritaires pour l'université, toutes disciplines confondues. L'université entend parallèlement développer la mobilité des personnels (enseignants et administratifs) en les incitant à participer à des formations courtes (Staff Week) thématiques et /ou linguistiques.

L'université soutient l'organisation de formations à l'étranger, qui doivent favoriser l'émergence de doubles diplômes comme la construction de partenariats stratégiques dans le domaine de la recherche.

Dans cette perspective, l'université a entrepris de mettre en place une alliance internationale des universités méditerranéennes francophones (AIME). Cette Alliance se construit sur la base des liens existants entre ses membres afin de développer des projets de recherche communs autour des quatre thématiques : i) diversité culturelle et linguistique, ii) humanités numériques, iii) citoyenneté et iv) transition écologique. Cette alliance contribuera donc aussi au développement de l'Ecole Universitaire de la Transition Écologique. Ce consortium regroupera des universités francophones partenaires situées en Turquie, en Tunisie, en Algérie, au Maroc, en Égypte et au Liban.

L'ouverture des formations à l'international passe enfin par le renforcement des compétences en langues des étudiants, et par leur accompagnement, pédagogique et logistique, dans les démarches de certification en langues étrangères. L'université s'appuiera sur son nouveau Centre de Compétences en Langues, également destiné aux personnels de l'établissement qui s'y voient proposer un accompagnement pédagogique adapté à leurs besoins professionnels.

Indicateur 5 : Activité internationale

Mesure 5.1 : Nombre de mobilités d'études entrantes

Mesure 5.1 : Nombre de mobilités d'études sortantes

Mesure 5.3 : Nombre de diplômes en partenariats internationaux : nombre de doubles-diplomations parmi les formations délocalisées/nombre de double diplômes avec échanges/Nombre de diplômes conjoints

Jalon 10 : Création du Centre de Compétences en Langues (2022)

Jalon 11 : Transformation du SGRI en Direction des Relations Internationales (2023)

Axe 3 : Une recherche impliquée dans la société

L'université souhaite développer une recherche soucieuse de qualité et de rigueur, adossée à son offre de formation, et qui s'étende de la sensibilisation des étudiants de Licence jusqu'à l'encadrement du Doctorat. Cette recherche assume son plein rôle de laboratoire d'idées, afin de veiller à la diffusion et à la valorisation de ses résultats comme à leur transfert dans le tissu social, scientifique et culturel, à l'échelle locale, nationale et internationale. Ainsi, cette recherche ambitieuse et exigeante participera pleinement à la vie de l'espace public par un dialogue renouvelé avec la société et le territoire, en explorant notamment une voie originale d'articulation entre science ouverte, Science Avec et Pour la Société (SAPS) et développement durable. L'établissement structure son action scientifique selon deux directions principales : d'une part, l'accompagnement des laboratoires et des chercheurs vers des coopérations consolidées avec des partenaires du site comme vers des projets internationaux, en particulier européens, d'autre part l'association aux projets de recherche des acteurs de la société civile, par des actions de médiation scientifique orientées vers une démocratisation des savoirs. Ces ambitions ne se conçoivent qu'intégrées à une politique de soutien des divers acteurs de la recherche au sein de l'université. Un « Plan Ambition Recherche 2025 » doté de 2,5M€ doit structurer au sein de l'établissement ce soutien à la recherche, organisé en 4 volets : budgétaire (augmentation de la dotation des laboratoires), immobilier (création d'une Maison de la Recherche), RH (accompagnement des Directeurs d'unités et gestionnaires, soutien au dépôt de projets) et institutionnel (passage à une DRED).

Objectif 1 : Développer l'appui aux chercheurs

L'université a pour objectif de redonner du temps aux chercheurs, dans le but d'améliorer les conditions d'activité des chercheurs comme l'attractivité des fonctions de recherche, deux axes majeurs de la labellisation HRS4R, dont le renouvellement sera sollicité en septembre 2024 (label HRER). Cette volonté implique une meilleure valorisation des activités de recherche, notamment par la révision du référentiel d'équivalences horaires et des dispositifs de soutien à la production scientifique.

Les chercheurs doivent trouver le soutien nécessaire à l'exercice de leurs activités au sein même de leur laboratoire, dans une logique de proximité. L'université accompagnera ainsi la professionnalisation des gestionnaires grâce à la formation et à la mise en réseau. Ils doivent aussi pouvoir compter sur des ressources à haute technicité partagée au niveau de l'établissement, comme par exemple en matière d'appui au montage des projets, à travers le renforcement d'un pôle ingénierie recherche au sein de la Direction de la recherche et des études doctorales (DRED) dont la création, annoncée depuis 2015, doit désormais être réalisée au plus tard en 2024.

Enfin, dans un contexte de grande tension sur les locaux universitaires qui conduit trop souvent à négliger les activités autres que la formation, l'université dégagera de nouveaux espaces pour la recherche, qui permettront l'émergence de nouvelles pratiques.

Indicateur 6 : Actions validées dans le cadre de la labellisation HRER

Mesure 6.1 : Nombre de dépôts accompagnés aux appels à projets nationaux et internationaux

Mesure 6.2 : Superficie des espaces dédiés à la recherche

Jalon 12 : Transformation du Service général de la recherche en Direction de la recherche et des études doctorales (2023)

Objectif 2 : Améliorer l'impact sociétal de la recherche académique

L'université entend renforcer la visibilité de la production scientifique de ses chercheurs, et plus globalement de ses activités de recherche. Elle souhaite pour cela se doter des outils nécessaires pour quantifier cette production (bibliométrie et utilisation des identifiants uniques), et parvenir, dans le cadre d'une mission dédiée, à qualifier son impact sociétal

L'université soutiendra ses laboratoires et ses chercheurs dans le développement de projets de médiation scientifique conçus comme de nouvelles interfaces de dialogue entre sciences, recherche et société. Dans le cadre de ses actions SAPS, elle se fixe comme objectifs prioritaires la valorisation auprès du monde socio-économique du savoir-faire des laboratoires de l'établissement et la mise en valeur de son potentiel d'expertise, de recherche-action, de recherche-intervention (établissement d'un répertoire des chercheurs par spécialités, à destination des collectivités et des médias).

L'université poursuivra sa politique volontariste en faveur de la Science ouverte par une intensification des mesures d'accompagnement des chercheurs (dépôts dans HAL par exemple), par l'aide à l'éditorialisation et à la publication de leur production (Plateforme Prairial) mais également par la structuration d'une politique de gestion des données de la recherche vers l'*open data*.

Indicateur 7 : Actions pour renforcer la visibilité des activités de recherche

Mesure 7.1 : Part des dépôts des publications en texte intégral sur le portail HAL Lyon3 / références total

Jalon 13 : Déploiement de l'application BiblioRef et de son module BiblioHAL (2024)

Jalon 14 : Construction d'un kit d'identification et d'évaluation des actions SAPS de l'université (2024)

Objectif 3 : Promouvoir la formation à et par la recherche

Conformément aux recommandations émises par le HCERES, l'université entend généraliser le déploiement des dispositifs de sensibilisation à la recherche en licence et d'initiation à la recherche en master. Cette volonté traduit et réaffirme la nécessité du lien entre recherche et formation à l'université mais doit également permettre de susciter des vocations pour les parcours doctoraux. L'université expérimentera également à ce titre, et dans le cadre d'un projet SFRI, une *graduate school* dans le domaine de l'entrepreneuriat et du management de l'innovation, offrant des perspectives concrètes de parcours scientifique de haut niveau dans une logique de continuum master-doctorat.

L'insertion professionnelle des docteurs et son suivi, via l'enquête annuelle menée par la COMUE en collaboration avec l'ensemble des établissements du site, constituent une priorité pour l'établissement. L'université sera ainsi attentive à l'attractivité et à la valorisation du doctorat auprès des employeurs : au-delà du dispositif CIFRE, le nouveau cadre réglementaire des études doctorales doit permettre d'intensifier les relations avec le monde socio-économique et de répondre à ses besoins en compétences de très haut niveau.

Indicateur 8 : Formations à la recherche

Mesure 8.1 : Nombre d'étudiants inscrits dans des cursus de type *graduate school*

Jalon 15 : Mise en place d'une étude sur la qualité de l'insertion professionnelle des docteurs de Lyon 3 (situation de l'emploi, rémunération) (2024)

Axe 4 : Enjeux et défis de la transition écologique

Dès la publication du rapport Jouzel, l'université Jean Moulin Lyon 3 s'est mobilisée pour en décliner les recommandations principales en un plan d'actions ambitieux associant les atouts historiques de l'établissement, tels que sa pluridisciplinarité et son expertise déjà ancienne en humanités environnementales (droit et éthique de l'environnement), aux nouveaux défis de formation initiale et

continue de cohortes massives d'étudiants. Lyon 3 souhaite s'affirmer comme un démonstrateur et un bassin d'expérimentation pour la déclinaison et la mise en œuvre des référentiels nationaux de compétences – à la construction desquels elle a contribué directement – au sein de son offre de formation. Au-delà, c'est bien l'ensemble des secteurs d'activité et des personnels de l'université qui relèvent le défi de la transition écologique et du développement soutenable, reconnus et assumés comme priorités à l'échelle de ce contrat. Les actions menées dans ce but renforceront les liens et les coopérations entre les établissements du site Lyon Saint-Étienne comme avec les collectivités territoriales, les entreprises et les associations, écosystème naturel de l'université Jean Moulin.

Objectif 1 : Former les étudiants et les personnels aux enjeux de la transition écologique

L'objectif de l'université est de former et de sensibiliser l'ensemble de la communauté universitaire (personnels et usagers) aux enjeux de la transition écologique, en systématisant notamment les enseignements obligatoires sur le sujet au sein de tous les parcours de licence, selon le référentiel défini par l'État. Les enseignants-chercheurs et étudiants de l'université seront associés dans des groupes de réflexion afin de parvenir à la co-construction d'une articulation harmonieuse entre le socle commun de compétences (tel que l'UVED le propose à distance, par exemple) et des déclinaisons disciplinaires qui pourront être assurées par les EC de l'université. Les modalités de sensibilisation et de formation pour les personnels seront multiples (fresques du climat, ateliers 2 tonnes, etc.), et intégreront des actions adaptées aux différents métiers exercés dans l'établissement (enseignant, chercheur, acheteur, ingénieur patrimoine, etc.).

L'université mènera également cette politique de formation dans le cadre de ses partenariats académiques et territoriaux afin de répondre aux enjeux sociétaux liés à la transition écologique, en adéquation notamment avec les besoins des collectivités et du monde-socioéconomique comme en synergie avec les autres établissements du site Lyon-Saint-Étienne, notamment dans le cadre du CHELS.

Indicateur 9 : Formation aux enjeux de la transition écologique

Mesure 9.1 : Taux d'étudiants de Licence ayant suivi au moins un enseignement sur enjeux de la transition écologique

Mesure 9.2 : Taux de personnels ayant suivi au moins une formation aux enjeux de la transition écologique

Objectif 2 : Améliorer la performance environnementale de l'université

Au-delà de la mise en œuvre de son plan de sobriété énergétique, l'université vise à améliorer sa performance environnementale selon la trajectoire fixée par l'État, notamment en matière de décarbonation de ses activités. Cet objectif sera décliné en différentes actions au sein des structures de l'établissement, par champ d'activité, comme la production d'un bilan carbone par tous les laboratoires.

Pour garantir la cohérence et la pertinence des investissements de l'établissement pour sa propre transition écologique, le futur schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) sera complété par un schéma directeur de l'énergie ainsi que par un plan de mobilité. Une attention particulière sera accordée aux modalités d'achat pour ses besoins de fonctionnement (clauses écologiques dans les marchés, réflexion sur le cycle de vie et l'empreinte carbone de ses acquisitions, etc.).

Les différentes actions menées et/ou projetées sont structurées par la mise en place d'une démarche qualité, visant l'amélioration continue des actions pour la performance environnementale de l'université. Cette démarche s'inscrit dans une dynamique qui la conduira à solliciter la labellisation DD&RS qui fait aujourd'hui référence pour les établissements d'enseignement supérieur.

Indicateur 10 : Performance environnementale de l'université

Mesure 10.1 : Nombre de laboratoires ayant produit un bilan carbone

Mesure 10.2 : Évolution de la consommation énergétique (MWh/M²)

Jalon 16 : Labellisation DD&RS de l'université (2025)

Objectif 3 : Mobiliser la communauté universitaire et les partenaires

Au-delà de son fonctionnement, l'université doit également adapter son organisation pour répondre aux défis de la transition écologique. Ainsi, la coordination des nombreuses actions entreprises par l'établissement doit être centralisée et lisible : ce sera la mission confiée au service de la transition écologique.

Ce service, sous l'autorité d'un vice-président de plein exercice, a la charge d'animer les différents dispositifs pour mobiliser la communauté universitaire, de façon participative (ex : groupes de travail mixtes étudiants et personnels), mais également les partenaires de l'établissement sur les questions de transition écologique et de durabilité. Au sein du service, l'École universitaire de la transition écologique aura plus particulièrement le rôle de coordonner et de susciter les initiatives des composantes de formation comme de soutenir des projets de recherche dans le champ des humanités environnementales.

Par ailleurs, la transition écologique doit renforcer l'ancrage territorial de l'université auprès des collectivités, des entreprises, mais également d'autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche, en France comme à l'international, grâce notamment à la participation à de nouvelles alliances européennes.

Jalon 17 : Création du Service de la transition écologique et de l'École universitaire de la transition écologique (2022)

Jalon 18 : Élaboration d'un schéma directeur de la transition écologique pour un développement soutenable

Axe 5 : Qualité de vie universitaire

La notion de « qualité de vie universitaire » se situe à la croisée d'appellations plus traditionnelles : « qualité de vie au travail », « vie de campus », « vie universitaire », et dépasse ainsi les segmentations habituelles, pour rapprocher étudiants et personnels – administratifs, techniques, enseignants et chercheurs. Le plan d'action afférent entend en effet prendre en considération l'ensemble de la communauté universitaire, afin d'améliorer les conditions de travail et d'études, mais également de favoriser les interactions et les pratiques décloisonnées. Notre établissement, conscient en effet de la double nature des fragilités sociales et économiques qui touchent la population étudiante, mais également une partie des personnels, s'engage dans une politique volontariste de solidarité visant à faire de la lutte contre les précarités, conjoncturelles ou endémiques, l'une de ses priorités. Parce que garantir l'égalité professionnelle exclut *de facto* toute forme de discrimination, l'université se dotera, en cohérence avec son projet solidaire, des moyens de pilotage et de gouvernance nécessaires à la lutte contre toutes les formes d'exclusion, de harcèlement et de violence.

Objectif 1 : Améliorer les conditions d'études et de vie étudiante

La lutte contre les précarités constitue la première exigence de la politique sociale étudiante de l'université. Cela se traduit par le soutien aux projets associatifs, comme l'épicerie sociale et solidaire étudiante, ou encore par la mise en place d'actions en matière d'hygiène menstruelle et de promotion de la santé. Le Bureau d'accompagnement social des étudiants (BASE, voir *supra*) a vocation à être le centre névralgique de cette politique, qui associera les travailleurs sociaux et le service de santé étudiante, et qui se donnera pour objectif un fonctionnement conforme au programme ServicesPublics+.

La vie étudiante sera également soutenue, en tant que vecteur de sociabilisation, de solidarité entre pairs mais également de réalisation de projets culturels, artistiques ou sportifs, en lien avec le renforcement de l'offre de service de l'université dans ces domaines. La vie étudiante disposera de nouveaux espaces sur les différents campus de l'université qui de la sorte combleront une partie de leur retard historique en la matière.

Enfin, l'amélioration des espaces de travail, déjà engagée depuis plusieurs années, sera intensifiée durant l'ensemble de la période du contrat : mise en qualité des locaux d'enseignement, création d'espaces de travail collaboratif, renforcement de la couverture et de l'intensité du signal Wifi dans les enceintes et locaux, maintien d'un haut niveau d'accueil dans les bibliothèques universitaires (nombre de jours et plages horaires d'ouverture), etc.

Indicateur 11 : Amélioration des conditions d'études et de vie étudiante sur les campus

Mesure 11.1 : Surface dédiée à la vie étudiante et part sur la superficie totale (m² et %)

Mesure 11.2 : Disponibilités horaires des places assises par étudiant (en heure)

Objectif 2 : Améliorer les conditions de recrutement, d'emploi et de travail

L'université a organisé dès 2022 une conférence sociale et en assurera le suivi périodique : cette démarche vise à mieux reconnaître et valoriser l'investissement de ses personnels (fidélisation par l'amélioration des conditions d'emploi et de rémunération), et à développer sa marque employeur auprès des futurs collaborateurs (attractivité). Couplée avec des procédures et des outils de recrutement modernisés, elle doit permettre de conserver les talents et d'en attirer de nouveaux.

Cette politique concourt à l'amélioration de la qualité de vie au travail, qui doit être cependant envisagée dans toutes ses dimensions et ainsi faire l'objet d'une structuration sous la forme d'un schéma directeur pour la Qualité de vie et des conditions de travail (QVCT), qui participera à la fidélisation des agents et à l'attractivité de l'établissement. La simplification des circuits opérationnels par des solutions logicielles doit apporter plus de fluidité dans le fonctionnement de l'établissement, et ainsi de meilleures conditions de travail, par l'automatisation des tâches les plus répétitives. L'équipement de l'ensemble des personnels (y compris les enseignants-chercheurs et enseignants) en matériel informatique, associé à un bon niveau de service d'accompagnement, doit également contribuer à l'amélioration des conditions de travail.

Jalon 19 : Organisation d'une conférence sociale (2022)

Jalon 20 : Adoption d'un schéma directeur QVCT (2024)

Objectif 3 : Lutter contre toutes les formes de discriminations et de violences

La lutte contre toutes les discriminations est un engagement primordial pour l'université, qui se décline à travers de nombreuses mesures et décisions: redéfinition des missions de la Cellule d'Action contre les Discriminations et le Harcèlement (CADH), création d'une vice-présidence chargée de l'Égalité et de la lutte contre toutes les discriminations, soutien aux projets étudiants pour la diversité, combat contre tous les faits de discriminations au sein de la communauté universitaire ou vis-à-vis de tiers, etc.

Dans le domaine des ressources humaines, un nouveau plan pour l'égalité femmes-hommes devra être élaboré pour la période 2024-2026. Il comprendra notamment la publication en toute transparence d'un index de l'égalité professionnelle construit sur le modèle du secteur privé.

Les actions de prévention du harcèlement sous toutes ses formes, ainsi que des Violences Sexistes et Sexuelles, notamment à travers des formations déjà ouvertes à l'ensemble des personnels et étendues aux étudiants, seront poursuivies et intensifiées. Elles seront planifiées et décrites dans un Plan de lutte contre les discriminations et les VSS dont l'ensemble de la communauté pourra s'approprier le contenu.

Indicateur 12 : Dispositifs de lutte contre les VSS

Mesure 12.1 : Taux de personnels ayant suivi au moins une action de formation en matière de VSS

Mesure 12.2 : Taux de responsables d'associations étudiantes ayant suivi au moins une action de formation en matière de VSS

Jalon 21 : Elaboration d'un index de l'égalité professionnelle (2024)

Objectif 4 : Une gouvernance éthique et responsable

Les précédents objectifs ne pourront être atteints que si la structuration institutionnelle de l'établissement s'adapte au mieux à leurs exigences spécifiques et déploie de façon exemplaire, à son échelle, les plans d'actions cités *supra*. Rendre plus lisible l'organigramme, comme le préconise le HCERES, n'a de sens que dans le cadre d'une mutation méthodologique, qui oriente l'université vers une conception participative de la gouvernance, capable de mobiliser l'ensemble de la communauté universitaire autour des chantiers majeurs et des grandes orientations stratégiques.

Une charte de bonne gouvernance viendra formaliser ces intentions et ces pratiques, qui s'appuieront sur

un réseau nouveau d'organes consultatifs complémentaires et non rivaux des conseils existants : Commission Accessibilité, Handicap et Inclusion, Assemblée Consultative Etudiante, Commission Transition Ecologique

L'extension du périmètre des instances consultatives exige, pour que des synthèses efficaces et opérationnelles voient le jour, des outils de pilotage toujours plus affûtés. La grande qualité du SID dont s'est doté Lyon 3 constitue un atout majeur, que des évolutions (Sirocco, notamment) viendront conforter. L'élaboration progressive de Contrats d'Objectifs et de Moyens avec les composantes autorisera quant à elle un pilotage budgétaire plus fin et pluriannuel.

En comparaison des autres universités françaises, Lyon 3 bénéficie d'une moindre subvention de charge pour service public et de personnels titulaires en nombre plus réduit, rapportés à son nombre d'étudiants. L'établissement entend donc faire valoir la qualité et la rigueur de son pilotage dans les échanges avec les tutelles, afin de parvenir à un rattrapage partiel de son retard à l'échelle de ce contrat. Parallèlement, elle développe une dynamique de création de ressources propres capable de lui offrir des marges de manœuvre appréciables dans la réalisation de ses projets stratégiques.

Indicateur 13 : Performance économique et pilotage budgétaire de l'université

Mesure 13.1 : Part des ressources propres dans les ressources de l'établissement

Jalon 22 : Institution d'une Assemblée consultative étudiante (2022)

Jalon 23 : Élaboration des contrats d'objectifs et de moyens avec l'ensemble des composantes (2026)

III. Mise en œuvre du contrat

Un rendez-vous de dialogue annuel permettra de faire le bilan de la mise en œuvre des orientations et des actions du présent contrat, et de faire un point sur la situation financière de l'université Lyon 3 et sur ses principaux projets contribuant à la réalisation des objectifs décrits ci-dessus.

IV. Annexe : récapitulatif des indicateurs et des jalons

INDICATEURS	Année 2022 (2022/2023)	Année 2026 (2026/2027)
AXE 1. Participation active à la structuration du site		
Indicateur 1 : Activité du Centre d'Entrepreneuriat de Lyon Saint-Etienne (CELSE)		
Mesure 1.1 : Nombre d'étudiants titulaires du SNEE, dont inscrits au D2E	27 (10)	60 (20)
AXE 2. L'accessibilité et la qualité des formations		
Indicateur 2 : Accompagnement des étudiants en situation de handicap		
Mesure 2.1 : Nombre d'étudiants accompagnés par le Pôle handicap étudiant de l'université	606	810
Indicateur 3 : Adaptation des parcours et soutien individualisé pour la réussite étudiante		
Mesure 3.1 : Part de néo-bacheliers en parcours aménagé (4 ans) en 1ère année licence	3,4%	4,5%
Mesure 3.2 : Nombre d'étudiants sollicitant une validation de leurs compétences, connaissances ou aptitudes par l'engagement	147	200
Indicateur 4 : Développement de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage		
Mesure 4.1 : Nombre de stagiaires de formation continue	1 781	2 100
Mesure 4.2 : Part des stagiaires en formation continue dans les effectifs totaux	6%	7,5%
Indicateur 5 : Activité internationale		
Mesure 5.1 : Nombre de mobilités d'études entrantes	805	850
Mesure 5.2 : Nombre de mobilités d'études sortantes	704	750
Mesure 5.3 : Nombre de diplômes en partenariats internationaux : nombre de double-diplomations parmi les formations délocalisées/Nombre de double-diplômes avec échanges/nombre de diplômes conjoints	23/19/0	24/24/1
AXE 3. Une recherche impliquée dans la société		
Indicateur 6 : Actions validées dans le cadre de la labélisation HRS4R		
Mesure 6.1 : Nombre de dépôts accompagnés aux appels à projets nationaux et internationaux	37	70
Mesure 6.2 : Superficie des espaces dédiés à la recherche	3 605	3 875
Indicateur 7 : Actions pour renforcer la visibilité des activités de recherche		
Mesure 7.1 : Part des dépôts des publications en texte intégral sur le portail HAL Lyon3 / références total	25%	35%
Indicateur 8 : Formations à la recherche		
Mesure 8.1 : Nombre d'étudiants inscrits dans des cursus de type graduate school	0	40
AXE 4. Enjeux et défis de la transition écologique		
Indicateur 9 : Formation aux enjeux de la transition écologique		
Mesure 9.1 : Taux d'étudiants de Licence ayant suivi au moins un enseignement sur enjeux de la transition écologique	8,1%	100%
Mesure 9.2 : Taux de personnels ayant suivi au moins une formation aux enjeux de la transition écologique	ND	100%

Indicateur 10 : Performance environnementale de l'université		
Mesure 10.1 : Nombre de laboratoires ayant produit un bilan carbone	1	17
Mesure 10.2 : Consommation énergétique en KWh/m2	89,3	80/85
AXE 5. Qualité de vie universitaire		
Indicateur 11 : Amélioration des conditions d'études et de vie étudiante sur les campus		
Mesure 11.1 : Surface dédiée à la vie étudiante et part sur la superficie totale (m² et %)	4 340	5 093
Mesure 11.2 : Disponibilités horaires des places assises par étudiant (en heures)	194	195
Indicateur 12 : Dispositifs de lutte contre les VSS		
Mesure 12.1 : Taux de personnels ayant suivi au moins une action de formation en matière de VSS	7%	20%
Mesure 12.2 : Taux de responsables d'associations étudiantes ayant suivi au moins une action de formation en matière de VSS	30%	100%
Indicateur 13 : Performance économique et pilotage budgétaire de l'université		
Mesure 13.1 : Part des ressources propres dans les ressources de l'établissement	24%	25%

JALONS	2022	2023	2024	2025	2026
AXE 1. Participation active à la structuration du site					
Jalon 1 : Création de la COMUE expérimentale					
Jalon 2 : Intégration de Lyon 3 au CHELS					
Jalon 3 : Mise en place d'une solution numérique de guidage adapté sur les campus					
Jalon 4 : Ouverture d'un Bureau d'accueil social des étudiants (BASE)					
Jalon 5 : Mise en place d'une cartographie des aménagements de parcours proposés par profil étudiant					
Jalon 6 : Structuration de l'offre de formation en majeures-mineures					
Jalon 7 : Expérimentation des <i>Faculty advisors</i>					
Jalon 8 : Réflexion sur l'adaptation de l'organisation de l'université aux nouveaux enjeux de la FTLV					
Jalon 9 : Déploiement de l'approche par compétences					
Jalon 10 : Création du Centre de compétences en langues					
Jalon 11 : Transformation du SGRI en Direction des Relations Internationales					
Jalon 12 : Transformation du Service général de la recherche en DRED					
Jalon 13 : Déploiement de l'application BiblioLabs et de son module BiblioHAL					
Jalon 14 : Construction d'un kit d'identification et d'évaluation des actions SAPS de l'université					
Jalon 15 : Mise en place d'une étude sur la qualité de l'insertion professionnelle des docteurs de Lyon 3 (situation de l'emploi, rémunération)					
Jalon 16 : Labellisation DD&RS de l'université					
Jalon 17 : Création du Service de la transition écologique et de son École universitaire de la transition écologique					
Jalon 18 : Élaboration d'un schéma directeur de la transition écologique pour un développement soutenable					
Jalon 19 : Organisation d'une conférence sociale					
Jalon 20 : Adoption d'un schéma directeur QVCT (2024)					
Jalon 21 : Élaboration d'un index de l'égalité professionnelle					
Jalon 22 : Institution d'une Assemblée consultative étudiante					
Jalon 23 : Élaboration des contrats d'objectifs et de moyens avec l'ensemble des composantes					

Fait à Paris, le

La ministre de l'enseignement Supérieur et de la recherche Sylvie RETAILLEAU	Le président de l'université Jean Moulin Lyon 3 Éric CARPANO
---	---

Pour les conventions de coordination territoriale :

Le/La président/présidente de l'établissement XX XX	Le/La président/présidente de l'établissement XX XX
--	--

En présence de :

Le ministre de XX XX	Le ministre de xx XX
---	---

En partenariat avec les organismes de recherche :

Le président-directeur général du XX XX	Le président-directeur général du XX XX
Le président-directeur général du XX XX	

Délibération n°D2024-01-02-ins
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 30 janvier 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-4 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu l'avis du CSAE du 12 décembre 2023,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Exposé des motifs

Le contrat pluriannuel de la Communauté d'universités et établissements « ComUE Lyon Saint-Étienne » 2022-2026 expose les stratégies, les axes prioritaires et les déclinaisons faites des principales politiques gouvernementales en termes d'enseignement supérieur et de recherche. C'est un document d'orientation négocié avec le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Il constitue le volet commun pour la politique de site. Ce volet commun a été soumis à l'avis du CSAE le 12 décembre 2023 et porté à l'information des membres du conseil académique le 23 janvier 2024.

Décide

d'émettre un avis favorable sur le volet commun du contrat pluriannuel 2022-2026, tel qu'annexé à la présente délibération.

La présente délibération a été approuvée par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	31
✓ Nombre de voix pour :	27
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstentions :	4

Lyon, le 30 janvier 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique



Gilles BONNET



**MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



CONTRAT PLURIANNUEL DE LA COMMUNAUTÉ D'UNIVERSITÉS ET ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITÉ DE LYON 2022-2026

VOLET COMMUN DU CONTRAT

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Contrat pluriannuel de la Communauté d'universités et établissements Université de Lyon pour les années 2022-2026
--

entre

- Le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
représenté par

Madame Sylvie Retailleau, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

d'une part

- La Communauté d'universités et établissements Université de Lyon
représentée par

Monsieur Frank Debouck, président

d'autre part

Sommaire

I. Présentation générale.....	4
II. Axes stratégiques et objectifs	5
Axe 1 – Transformer et organiser la structure de coordination territoriale	5
<i>Objectif 1 : Réaliser la transformation institutionnelle en ComUE expérimentale, adaptée à une organisation confédérale.....</i>	6
<i>Objectif 2 : Adopter une organisation interne efficiente et agile en capacité de répondre pleinement aux missions confiées</i>	6
<i>Objectif 3 : Définir un projet d'attractivité et d'évolution des talents au sein de la ComUE.....</i>	7
<i>Objectif 4 : Assurer la stabilité financière de la ComUE et la qualité de ses procédures.....</i>	7
Axe 2 – Accompagner et soutenir les stratégies des établissements	8
<i>Objectif 1 : Proposer une coordination des stratégies RSE des établissements pour en amplifier la portée et l'ambition.....</i>	8
<i>Objectif 2 : Assurer une coordination en formation et en recherche</i>	9
<i>Objectif 3 : Favoriser l'émergence et accompagner des projets de structuration du site</i>	11
Axe 3 – Coordonner et piloter des objets d'intérêt commun	11
<i>Objectif 1 : Définir une politique immobilière partagée et pluriannuelle avec l'objectif principal de développer la résilience des campus</i>	11
<i>Objectif 2 : Renforcer les actions en faveur d'une politique vie étudiante partagée pour favoriser le bien-vivre des étudiants sur le site</i>	12
<i>Objectif 3 : Développer le continuum entrepreneuriat-innovation-transfert</i>	13
<i>Objectif 4 : Soutenir la diffusion des savoirs au plus grand nombre (Sciences & Société).....</i>	14
<i>Objectif 5 : Assurer un portage efficace et robuste d'objets issus d'appels à projets en cours et à venir</i>	15
Axe 4 – Valoriser le site et l'ancrer dans son écosystème.....	15
<i>Objectif 1 : Consacrer les liens avec les collectivités territoriales pour inscrire le système universitaire dans des dynamiques conjointes</i>	16
<i>Objectif 2 : Conforter la dynamique des relations internationales, via les dispositifs d'accueil communs et de nouveaux projets de coopération inter-établissements.....</i>	17
<i>Objectif 3 : Coordonner une stratégie de marques pour assurer le développement de chacun des établissements et du collectif au service du rayonnement et de la lisibilité du site.....</i>	18
III. Mise en œuvre du contrat.....	18
IV. Annexe : récapitulatif des indicateurs et des jalons	19

I. Présentation générale

Le site universitaire de Lyon Saint-Étienne se caractérise par une offre extrêmement riche en matière d'enseignement supérieur et de recherche de haut niveau couvrant l'ensemble des domaines disciplinaires et un large spectre allant de la recherche fondamentale à l'innovation.

Comptant 11 établissements membres et 24 associés¹, alliant universités et grandes écoles publiques et privées, rassemblant 6 800 chercheurs et enseignants-chercheurs, 4 700 doctorants (800 thèses ont été soutenues en 2021), 177 laboratoires de recherche, le site s'est en particulier distingué par la labellisation d'outils au service d'une recherche et d'une formation d'excellence : 11 LabEx², 2 Instituts Convergence, 2 EUR³, 1 IRT⁴, 1 ITE⁵, 1 SATT⁶, 2 IDEFI⁷, 1 NCU⁸, 1 e-FRAN⁹, etc.

Implanté sur deux aires métropolitaines d'influence, le site accueille plus de 200 000 étudiants dont plus de 152 000 au sein des établissements membres et associés de la ComUE (rentrée 2020-21) avec des effectifs en constante augmentation qui attestent de leur attractivité (diversité et qualité de l'offre de formation et de la recherche déployées dans les établissements).

Au cours des 15 dernières années, plusieurs étapes de coopération ont été menées entre les établissements du site visant à coordonner les actions de chacun et à en maximiser l'impact : d'abord regroupés au sein du PRES, puis de la ComUE « Université de Lyon », la perspective de création d'une Université-cible a finalement été écartée suite à l'arrêt du projet IDEXLYON en octobre 2020. Dans ce contexte post-IDEX, la création à l'échelle de la ComUE d'une grande université fusionnée n'apparaît plus comme une perspective adaptée pour un site comptant autant d'établissements.

L'ensemble des acteurs lyonnais et stéphanois soutient la mise en œuvre d'une coordination territoriale organisée et lisible : c'est le travail engagé depuis mars 2022 par la nouvelle gouvernance de la ComUE avec la refondation du projet territorial. L'engagement premier porte sur la définition d'un projet collectif, venant en appui des stratégies de chacun des établissements membres et associés.

La ComUE, en se dotant d'un cadre institutionnel expérimental mieux adapté à ses missions, s'attachera en premier lieu à valoriser l'excellence scientifique et académique du site, relevant ou non de la tutelle du MESR. La ComUE Université de Lyon présente en effet, la particularité, parmi les regroupements

¹ Membres actuels : Université Claude Bernard Lyon 1 | Université Lumière Lyon 2 | Université Jean Moulin Lyon 3 | Université Jean Monnet Saint-Etienne | Ecole normale supérieure de Lyon | Ecole Centrale de Lyon | Institut national des sciences appliquées de Lyon (INSA) | Sciences Po Lyon | VetAgro Sup | Ecole nationale des travaux publics de l'état (ENTPE) | Centre national de recherche scientifique (CNRS)

Associés : ENSSIB | ENSATT | INSERM | EMLYON | CPE | ISARA | ITECH | ECAM | ENSAL | ENSASE | UCLY | ENMSE | CNSMD | IFPEN | ANSES | Université Gustave Eiffel | ESADSE | INRIA | CNAM | ENSBA | INRAE | BIOASTER | CROUS | La Comédie Saint-Etienne

² Laboratoires d'excellence

³ Ecoles universitaires de recherche

⁴ Instituts de recherche technologiques

⁵ Instituts pour la transition écologique

⁶ Société d'Accélération du Transfert de Technologies

⁷ Initiatives d'excellence en formation innovante

⁸ Nouveaux cursus à l'université

⁹ Espaces de formation, de recherche et d'animation numériques

universitaires français, de compter parmi ses membres des établissements ayant d'autres Ministères comme tutelle, notamment VetAgro Sup qui relève du ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire, d'une part, et l'ENTPE qui relève du ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires, d'autre part.

Ainsi dotée d'une dimension fédérative adossée aux forces d'enseignement et de recherche du territoire, la nouvelle ComUE expérimentale apparaît comme un espace de coopération et de collaboration dans lequel les établissements trouveront un relai et une expertise facilitant l'émergence et le développement de projets communs.

Le présent contrat témoigne d'un travail de priorisation des missions de la ComUE : développement d'une politique d'innovation ambitieuse dans toutes ses dimensions ; coordination d'une offre de formation doctorale au meilleur niveau européen et international ; réflexion et actions conduites en commun en matière de parcours transverses et d'hybridation des formations ; représentation auprès des collectivités territoriales pour porter les grands schémas stratégiques (SDU, SRESRI, Schéma Campus) constituent quelques exemples clés de l'action de la ComUE, qui alimentent les axes stratégiques du présent contrat pluriannuel.

Investie, en 2023, dans le déploiement d'un nouveau modèle institutionnel, la ComUE « Université de Lyon », se dotera d'instances de gouvernance allégées et adaptées à son positionnement et à la récente redéfinition de ses missions intervenue en 2023. Cette organisation renouvelée lui permettra de redéfinir, à l'horizon 2023/2024, une politique de compétences internes en adéquation avec le mandat que lui ont collectivement confié ses établissements membres. Elle aura vocation à définir et mettre en œuvre, en concordance avec le nouveau projet partagé du site, une trajectoire économiquement soutenable.

II. Axes stratégiques et objectifs

La dynamique collective des établissements de la ComUE, qui a entamé une phase de transition institutionnelle et opérationnelle, doit être confortée au cours de la période 2022-2026. Les établissements, désormais organisés en coordination confédérale, doivent pouvoir articuler de façon optimale les activités et projets relevant de leurs missions d'enseignement supérieur et de recherche pour répondre aux enjeux de demain. À ce titre, des espaces d'échanges et de coordination doivent être pérennisés au service des établissements et du collectif. L'émergence de projets structurants pour le site (université pluridisciplinaire issue de la fusion des Universités Claude Bernard Lyon 1 et Lumière Lyon 2, collège d'ingénierie formé par Centrale Lyon, l'INSA Lyon, l'ENTPE et l'École des Mines de Saint-Étienne ...) seront des temps forts de la période contractuelle. Enfin, quatre grands axes de développement de ce contrat sont développés ci-dessous :

1. Transformer et organiser la structure de coordination territoriale ;
2. Accompagner et soutenir les stratégies des établissements du site ;
3. Porter et piloter des sujets d'intérêt commun ;
4. Valoriser le site et l'ancrer dans son écosystème.

Axe 1 – Transformer et organiser la structure de coordination territoriale

L'évolution de la coordination territoriale doit se faire sur l'ensemble de ses dimensions et en prenant en compte les enjeux et stratégies de l'ensemble de ses membres et associés. Une des évolutions majeures sera celle de la structure ComUE Université de Lyon, en tant qu'organe opérateur de la coordination territoriale.

Objectif 1 : Réaliser la transformation institutionnelle en ComUE expérimentale, adaptée à une organisation confédérale

Les établissements du site Lyon Saint-Étienne, membres et associés de la ComUE, ont renouvelé en 2022 leur volonté de pérenniser les actions collectives dans l'espace de la coordination territoriale. La nouvelle gouvernance de la ComUE, élue en mars 2022, porte un projet de coordination confédérale en accord avec cette dynamique, dont les contours permettront de répondre pleinement aux attentes des établissements tout en garantissant leur autonomie sur l'intégralité de leur champ de compétences. La ComUE anime donc un travail qui doit permettre de **définir le cadre général de la future ComUE et de son projet partagé : le système universitaire Lyon Saint-Étienne (Action 1)**.

Ce cadre général, où les principes politiques, de gouvernance et de fonctionnement auront été largement débattus et validés par les établissements et les instances de la ComUE, doit permettre une transformation institutionnelle de la structure dès l'été 2023. Le renouveau de la coordination territoriale s'incarnera dans un établissement avec de nouvelles missions, sur la base de ce projet partagé : **de nouveaux statuts, simples et robustes, adaptés à une coordination confédérale, seront écrits et validés par les instances (Action 2)**, et la ComUE devrait se transformer en ComUE expérimentale au 1^{er} décembre 2023.

Ce changement de statuts enclenchera donc les transformations institutionnelles nécessaires au fonctionnement d'une ComUE renouvelée dans sa forme et dans ses missions. Une nouvelle gouvernance sera mise en place et les nouvelles instances créées (collèges formation, recherche et vie étudiante notamment) s'empareront dans les meilleurs délais de leurs missions pour enclencher la dynamique collective sur leurs champs d'action. **Ces transformations institutionnelles seront mises en œuvre (Action 3)** dans les semaines qui suivront le changement de statuts pour une finalisation au premier semestre 2024.

Jalon 1 : Entrée en vigueur des nouveaux statuts (2024)

Objectif 2 : Adopter une organisation interne efficiente et agile en capacité de répondre pleinement aux missions confiées

Le renouvellement institutionnel et statutaire de la ComUE doit s'accompagner de changements structurels qui lui permettront de répondre pleinement aux compétences dont elle a la charge. La simplification de son fonctionnement sera également de nature à rassurer la communauté.

En tant qu'instrument de coordination territoriale, la ComUE assure les missions qui lui sont confiées par la loi et les établissements, et doit également être en capacité de s'adapter aux priorités annuelles et pluriannuelles de ses établissements membres et associés. La ComUE doit donc **définir une organisation interne agile (Action 1)**, dès 2024, et faire preuve de réactivité structurelle, notamment grâce à un personnel polyvalent et adaptatif.

La ComUE engagera la modernisation de ses procédures (Action 2), à l'image d'une gouvernance simple, grâce au caractère expérimental de l'établissement. La performance des services supports de la ComUE doit être un atout pour le portage de projets communs.

À cet effet, la nouvelle gouvernance de la ComUE a demandé dès avril 2022 un audit financier et organisationnel, confié à l'Inspection générale de l'Éducation, du Sport et de la Recherche (IGESR). Le rapport rendu début 2023 permettra aux services de la ComUE d'obtenir une vision claire et précise de la situation de l'établissement, notamment sur son volet financier. **La ComUE devra ainsi s'appuyer sur les recommandations de l'audit de l'IGESR (Action 3)**, notamment pour répondre à ses impératifs en termes de gestion souple et réactive.

Ces mutations opérationnelles permettront à la ComUE de **proposer une plateforme de services aux établissements, dont une assistance au montage et à la gestion de projets (Action 4)** grâce à des ressources adaptées à ce type de mission.

Jalon 2 : Mise en œuvre de la transformation opérationnelle et interne de la ComUE (2024)

Jalon 3 : Mise en place de coopérations conduites entre établissements membres sur les fonctions support : formation des personnels, politique d'achat, ... (2025)

Objectif 3 : Définir un projet d'attractivité et d'évolution des talents au sein de la ComUE

La ComUE est un formidable espace pour le déploiement de projets collectifs et transversaux dont la force tient notamment à un personnel résilient et motivé face aux enjeux actuels et à venir. La ComUE doit donc se renouveler dans ses pratiques auprès de ses personnels mais également adapter les parcours professionnels aux priorités annuelles et pluriannuelles définies en concertation avec les membres et associés. En effet, l'historique indique que le spectre de projets portés est mouvant et que les équipes évoluent, en taille et en compétences, en fonction de ces priorités. La ComUE doit donc **définir un nouveau plan d'accompagnement et d'évolution des personnels et de leurs parcours professionnels (Action 1)**. Ce plan permettra à chacun de s'épanouir pleinement dans son travail d'aujourd'hui, et d'évoluer, demain, vers les emplois dont la ComUE aura besoin pour répondre à ses missions, grâce à un programme de formation ambitieux et d'accompagnement sur une véritable trajectoire professionnelle, dont les finalités pourront être internes ou externes.

La ComUE définira également un cadre professionnel adapté aux missions de chacune et chacun (Action 2). Ce cadre s'appuiera sur la confiance réciproque et la reconnaissance de l'investissement et des qualités de chacun, notamment sur la question d'une rémunération juste, qui sera en cohérence avec les politiques salariales des établissements de la ComUE. Il prendra également en considération les nouvelles modalités de travail, notamment le développement du télétravail, et la nécessaire concertation entre homologues issus de la ComUE et des établissements.

Enfin, cet enjeu doit s'adosser à une meilleure attractivité en tant qu'employeur, à la fois dans son image externe, mais aussi dans le développement d'un sentiment d'appartenance à l'établissement et à sa spécificité de coordination territoriale. L'établissement doit être un vecteur fort d'attractivité des talents tout en entretenant la notion de collectif des agents. **La ComUE doit donc valoriser sa marque employeur (Action 3)** pour consolider l'expertise de son personnel et faire bénéficier des meilleures compétences aux établissements du site.

Indicateur 1 : Valorisation de la marque employeur

- Unité de mesure 1 : Nombre candidats / offre
- Unité de mesure 2 : eNPS (Employee Net Promoter Score) - Taux de recommandation par les employés de la ComUE en tant qu'employeur)

Jalon 4 : Élaboration de « projets de service » par direction/service (2024)

Objectif 4 : Assurer la stabilité financière de la ComUE et la qualité de ses procédures

L'enjeu de la santé financière de la ComUE est essentiel pour assurer une coordination efficace du site universitaire. Les mutations en cours nécessitent une révision du mode de financement et une nouvelle stratégie budgétaire. La ComUE doit prendre en compte dans ses modèles la logique pluriannuelle des

financements obtenus pour la mise en œuvre des missions et projets, les établissements impliqués dans chaque action, et les missions portées au nom du collectif ou pour le bénéfice d'un sous-ensemble d'établissements. À cet égard, **la ComUE doit donc définir un nouveau modèle économique pluriannuel des projets collectifs et de son fonctionnement (Action 1)**. Ce nouveau modèle s'incarnera dans l'exercice budgétaire 2024, avec la mise en œuvre d'une stratégie budgétaire révisée tant sur ses modes de financement que sur une utilisation des fonds en adéquation avec les priorités politiques.

La ComUE a développé une expertise dans le portage de projets collectifs pluriannuels (Plan Campus, LabEx, IDEX, appels à projets, etc.). L'objectif au cours du contrat est de travailler sur l'amélioration continue du suivi et de la gestion, notamment sur le volet financier. Le levier budgétaire est stratégique et doit être en cohérence avec les priorités discutées avec les établissements. En accord avec son nouveau modèle économique, **la ComUE doit assurer un suivi et un pilotage budgétaire et financier renforcés (Action 2)** de son activité pour lui permettre d'asseoir sa santé financière et d'envisager sereinement les nouveaux projets et priorités. Le renforcement du contrôle de gestion et le développement du contrôle interne, notamment grâce à une cartographie économique exhaustive et aux recommandations de l'audit de l'IGESR, lui permettront de déployer ses missions avec une plus grande efficacité.

Inscrivant son projet de développement dans un dialogue constructif avec ses établissements et dans l'objectif de permettre de déployer de nouvelles actions, **la ComUE recherchera de nouvelles sources de financement pour les projets collectifs (Action 3)**, en accord avec les priorités des établissements. Elle pourra utiliser les différents leviers à sa disposition : appels à projets, mécénat, partenariats, etc.

Indicateur 2 : Santé financière de la ComUE

- Unité de mesure 1 : Évolution du fonds de roulement mobilisable
- Unité de mesure 2 : Évolution de la trésorerie mobilisable

Jalon 5 : Mise en œuvre du nouveau modèle économique de la ComUE (2024)

Axe 2 – Accompagner et soutenir les stratégies des établissements

L'évolution institutionnelle et opérationnelle de la ComUE lui permettra de répondre pleinement à sa mission première de coordination territoriale : l'accompagnement et le soutien aux stratégies des établissements, pour engager une vraie complémentarité d'actions. Cette articulation pourra se faire sur trois objectifs principaux : les transitions et enjeux d'avenir, la coordination en formation et en recherche, et la capacité à accompagner les projets structurants du site.

Objectif 1 : Proposer une coordination des stratégies RSE des établissements pour en amplifier la portée et l'ambition

L'enjeu de la responsabilité sociétale et environnementale (RSE) est devenu largement prégnant au cours des dernières années au sein de la société civile. Le milieu de l'enseignement supérieur et de la recherche doit également faire face aux enjeux et potentiels impacts, autant qu'aux attentes de ses communautés et des citoyens.

Les établissements du site Lyon Saint-Étienne ont tous entamé une démarche de transition de leur activité, avec des spécificités propres à chacun et aux contextes dans lesquels ils évoluent. La question d'une mise en commun de ces travaux apparaît dès lors comme une nécessité afin de faire un état des lieux des avancées de chacun et de la réponse collective que le site apporte à ces défis. **La ComUE élaborera une cartographie des stratégies RSE des établissements (Action 1)** pour dresser le bilan des initiatives, projets et actions et engager une démarche commune sur ce sujet d'importance.

À ce titre, la ComUE pourra pleinement jouer son rôle de coordination territoriale en animant un réseau des référents au sein duquel **elle organisera le partage de bonnes pratiques et d'initiatives (Action 2)**. En effet, si l'état des lieux doit permettre d'identifier les avancées des établissements sur les différents volets de la RSE, le partage au sein du réseau sera l'étape qui permettra de dupliquer les actions pertinentes et concrètes et de faire émerger des projets collectifs.

Par ailleurs, la ComUE sera en capacité de capter et d'analyser les initiatives et les pratiques sur d'autres sites universitaires, dans les milieux socio-économiques et plus largement dans la société civile, aux niveaux local, national et international. La ComUE s'attachera à coordonner la rédaction d'un volet commun pour les schémas directeurs DD&RSE, en cohérence avec les objectifs du Plan Climat-Biodiversité du MESR. Elle accompagnera **les établissements dans leur réflexion sur la RSE par un travail de veille (Action 3)**. Sa connaissance des établissements et du contexte local lui permettra de proposer des formats adaptés d'initiatives externes.

Enfin, pour anticiper les impacts à moyen et long termes, en particulier ceux liés au changement climatique et aux évolutions sociétales, **la ComUE organisera une réflexion prospective avec les acteurs institutionnels du site (Action 4)**. Cette projection permettra aux établissements de se projeter à un horizon relativement lointain mais pour lequel il est nécessaire d'engager des actions pluriannuelles dès les prochaines années. Cette réflexion pourra être mise à jour régulièrement pour s'adapter au mieux aux travaux et actualités les plus récents.

Jalon 6 : Élaboration de la cartographie des stratégies RSE des établissements (2024)

Jalon 7 : Coordination de la rédaction d'un volet commun pour les schémas DD&RSE (2025)

Objectif 2 : Assurer une coordination en formation et en recherche

Une des grandes missions dévolues par la loi aux ComUE concerne la coordination de l'offre de formation et de la stratégie de recherche et de transfert sur la base du projet partagé. Il s'agira de décliner cette mission en tant qu'organe de coordination d'une confédération d'établissements tous autonomes quant à leurs stratégies. L'accompagnement et le soutien à la mise en œuvre des stratégies des établissements passent par une connaissance fine des enjeux et défis auxquels chaque établissement souhaite contribuer.

Afin de garantir ce niveau de connaissance, une instance de dialogue et concertation a été mise en place : il s'agit du « Groupe Académique », réunissant les Vice-présidents et Directeurs Recherche et Formation des établissements membres et associés, ainsi que des Organismes de Recherche.

Sa vocation : **Partager et coordonner des sujets communs en matière de formation et de recherche et échanger sur les initiatives et bonnes pratiques (Action 1)**.

Sa feuille de route porte sur les sujets suivants :

- Volet formation : suivi des projets qui lui sont confiés au service de la coordination entre établissement et de la réussite étudiante (masters co-accrédités, suivi des appels à projets dans le domaine de la formation), développement des initiatives partagées en matière de parcours conjoint université-grandes écoles, suivi des initiatives et projets dans le domaine de l'innovation pédagogique, échanges sur les appels à projets en cours et à venir (en lien si besoin avec la Cellule ingénierie de projet), échanges sur l'adéquation des formations aux besoins du territoire.
- Volet recherche : co-construction de la feuille de route du site sur la recherche et l'innovation ; déclinaison d'une politique de site en matière d'éthique de la recherche dont la définition et l'animation seront confiées à un Comité d'Éthique de la Recherche, échanges sur la politique

doctorale, réflexion prospective et partagée sur la structuration scientifique du site (dont l'avenir des LabEx).

La coordination du Groupe Académique est assurée par la ComUE. Avec une fréquence soutenue (réunions mensuelles), le Groupe Académique est force de propositions pour coordonner les stratégies académiques des acteurs du site universitaire et encourager les projets partagés.

En matière de recherche, le site universitaire demeure un site majeur pour le doctorat au niveau national avec 17 écoles doctorales et plus de 800 thèses soutenues par an. Dans ce cadre, la ComUE – à travers le Collège Doctoral unique – poursuit sa mission de **coordonner une politique doctorale, notamment au service de l'employabilité des doctorants (Action 2)**. Cela se traduit par l'animation d'une politique doctorale commune (charte des thèses, critères d'excellence dans la formation doctorale) et la mise en œuvre d'actions mutualisées parmi lesquelles : le catalogue des formations transversales non disciplinaires ; le suivi des doctorants via un logiciel de gestion unique ; les « formations-actions » permettant une mise en situation professionnelle des doctorants et une mise en visibilité auprès des partenaires socio-économiques (les Doctoriales, l'Académie de l'innovation). Les échanges organisés en Groupe Académique permettront de coordonner les efforts des établissements en faveur d'un niveau d'exigence soutenu concernant la qualité de la formation scientifique, technique et humaine des doctorants inscrits dans les 12 établissements¹⁰ délivrant le diplôme de doctorat.

De manière très opérationnelle, le Groupe Académique s'est donné pour priorité de **réaliser une cartographie des forces en formation et en recherche et de valoriser les parcours croisés inter-établissements (Action 3)**. Ce diagnostic des forces en présence sur le territoire constitue un préalable au renforcement des interactions possibles entre établissements. Le Groupe Académique intégrera dans ses travaux la dimension de valorisation de cette cartographie auprès d'un large public, académique et non académique, pour une meilleure connaissance de la diversité des champs de recherche. Enfin, lorsqu'un ou plusieurs établissements du site sont engagés dans une logique de développement de projets innovants en formation et/ou recherche, la ComUE soutiendra une dynamique de coordination et d'ouverture.

Enfin le Groupe Académique se veut être un espace de discussion pour **organiser une réflexion prospective sur la formation et la recherche avec les acteurs publics et privés (Action 4)**. Ces échanges permettront de mener une réflexion permanente, en lien avec les collectivités, pour adapter l'offre aux besoins du territoire et des acteurs socio-économiques, notamment sur la question de l'évolution des effectifs étudiants.

Indicateur 3 : Politique doctorale commune

- Unité de mesure 1 : Nombre de thèses soutenues annuellement par grand champ disciplinaire
- Unité de mesure 2 : Taux d'insertion professionnelle des docteurs

Jalon 8 : Élaboration d'une cartographie des forces du site en formation/recherche (2024)

¹⁰ Université Claude Bernard Lyon 1, Université Lumière Lyon 2, Université Jean Moulin Lyon 3, Université Jean Monnet Saint-Etienne, Institut national des sciences appliquées de Lyon, Ecole normale supérieure de Lyon, Ecole Centrale de Lyon, Ecole nationale des travaux publics de l'état de Lyon, Ecole des Mines de Saint-Etienne, VetAgro Sup, Ecole nationale supérieure d'architecture de Lyon, Université Gustave Eiffel

Objectif 3 : Favoriser l'émergence et accompagner des projets de structuration du site

La ComUE, en tant que structure de coordination territoriale, est l'un des principaux lieux d'échanges et de partage entre les établissements du site Lyon Saint-Étienne. Elle est donc dans une position idéale pour susciter de nouvelles initiatives collectives car elle est à l'écoute permanente des membres, associés et partenaires du site, de leurs besoins et de leurs stratégies. À ce titre, **la ComUE pourra susciter, faire naître et/ou accompagner de nouvelles initiatives structurantes sur le site (Action 1)**, en faisant se retrouver des établissements autour d'une thématique commune ou de réponse à un appel à projets par exemple.

Au-delà des initiatives thématiques déjà en place (santé, ingénierie, arts et culture, chose publique, etc.), si de nouvelles dynamiques se dessinent autour d'axes structurants, **la ComUE sera en mesure d'accompagner le montage de ces projets inter-établissements (Action 2)**. La capacité de la ComUE à mettre à disposition des compétences dès la genèse des projets et pendant leur construction permettra de faire émerger des initiatives innovantes et inscrites dans le temps, en accord avec les stratégies des établissements concernés.

Le soutien à ces projets pluriels pourra également se concrétiser par le choix de **faire porter par la ComUE un projet impliquant plusieurs établissements (Action 3)**. La ComUE sera ainsi un outil de gestion et de *reporting* en laissant toute leur place aux établissements pour définir les orientations stratégiques de leurs projets. Cette architecture de projet permet également à la ComUE de trouver pleinement sa place, au cœur des projets des établissements, pour créer les liens inter-établissements nécessaires à une coordination territoriale dynamique et innovante.

Axe 3 – Coordonner et piloter des objets d'intérêt commun

La ComUE poursuivra sa mission de pilotage d'actions mutualisées et coordonnées sur des sujets d'intérêt majeur et commun. Leur portage et pilotage se font et se feront au bénéfice de tous les membres et associés de la ComUE, selon deux modalités : certains projets seront portés au nom du collectif des acteurs de l'enseignement supérieur et la recherche, tandis que d'autres pourront bénéficier à un périmètre d'établissements spécifique au projet et souhaitant bénéficier de l'accompagnement de la ComUE. Ces actions devront également bénéficier d'une ComUE qui assumera une gestion réactive et efficace, et qui recherchera des ressources complémentaires pour amplifier la portée des projets.

Objectif 1 : Définir une politique immobilière partagée et pluriannuelle avec l'objectif principal de développer la résilience des campus

La question du bâti universitaire est devenue un levier majeur des stratégies des établissements, tant du point de vue de l'impact financier, à l'investissement ou à l'usage, que sur le soutien au déploiement des stratégies académiques.

Le contexte énergétique de 2022 a été révélateur du caractère crucial de la rénovation des bâtiments, tant l'impact du coût des fluides a pu avoir des répercussions fortes sur les établissements. Avec environ 1 500 000 m², les établissements de la ComUE disposent d'un patrimoine important, dont une moitié a été recensée en 2017 comme nécessitant une rénovation énergétique. Les travaux menés dans le cadre du Plan Campus ont permis d'améliorer la performance énergétique d'une surface de près de 300 000 m². **La ComUE actualisera les besoins et recherchera les financements permettant une rénovation énergétique ambitieuse du bâti universitaire (Action 1)** à moyen et long termes.

L'enjeu énergétique ne se limitera toutefois pas seulement à la question de la rénovation énergétique et devra également prendre en compte les activités des établissements. **La ComUE accompagnera les établissements sur la réduction de la consommation d'énergie liée aux usages (Action 2)**. Cet

accompagnement se matérialisera par le déploiement d'économies de flux dans les établissements et le développement d'outils permettant d'identifier et de suivre les économies d'énergie. Le réseau qui sera animé par la ComUE dans le cadre d'une stratégie RSE partagée pourra servir d'appui pour que ces actions puissent diffuser au sein du collectif.

Les établissements d'enseignement supérieur et de recherche s'intègrent dans un environnement changeant et dont les contours se dessinent sur des horizons parfois lointains. De nombreux facteurs peuvent nécessiter de revoir les ressources en patrimoine des établissements : évolution des effectifs, nouvelles modalités d'apprentissage, recherche partenariale, etc. **La ComUE, grâce à son expertise sur le sujet, accompagnera les établissements dans leur réflexion sur leurs besoins en patrimoine liés à ces évolutions académiques (Action 3).**

En complémentarité de la rénovation et des usages, **la ComUE recherchera des opportunités de financements sur les volets énergétiques connexes, notamment sur l'approvisionnement en énergie décarbonée (Action 4).** La connaissance du patrimoine des établissements et l'identification des besoins immobiliers permettront d'inclure ces démarches additionnelles dans les stratégies immobilières des établissements.

Indicateur 4 : Politique immobilière

- Unité de mesure 1 : Nombre de m² rénovés via une assistance ComUE

Objectif 2 : Renforcer les actions en faveur d'une politique vie étudiante partagée pour favoriser le bien-vivre des étudiants sur le site

Le site Lyon Saint-Étienne est un espace étudiant d'ampleur, comptabilisant plus de 200 000 étudiants dont plus de 152 000 issus des établissements membres et associés de la ComUE. L'enjeu de leur bien-vivre au moment de leur parcours universitaire doit donc être considéré avec la plus grande attention.

Au regard des difficultés qu'ils ont rencontrées lors de la récente crise sanitaire, la question de la santé des étudiants est un facteur critique de leur réussite et de leur bien-être. Le réseau des référents santé, rassemblant les acteurs de la santé des établissements, est un atout formidable du collectif pour répondre à ces enjeux. Le travail de fond mené au sein de ce réseau permet de proposer des solutions au plus près des réalités du terrain et en lien avec les autres acteurs du territoire, institutionnels notamment. Aussi, et en lien étroit avec les établissements et partenaires, **la ComUE coordonnera le déploiement de dispositifs permettant de répondre aux besoins en santé physique et mentale des étudiants du site (Action 1).** En plus du soutien aux dispositifs existants (cellules d'écoute, étudiants relais santé, formations, sensibilisation et prévention, etc.), un Centre de Santé Mentale Étudiant devrait voir le jour courant 2024 pour s'attaquer spécifiquement à cet enjeu.

Cet axe saillant de la santé mentale et physique n'est toutefois pas la seule problématique à laquelle sont confrontés les étudiants. En effet, pour différentes raisons, les étudiants font face à de multiples formes de précarité : alimentation, logement, hygiène, mobilité, renoncement aux soins... Les solutions sont multiples, prennent des formes variées et surtout impliquent un ensemble d'acteurs très hétérogène. Le travail mené conjointement par la ComUE et le Crous de Lyon pour construire le Schéma Directeur de la Vie Étudiante (sur la période 2022-2027 dans sa version actualisée) a impliqué ces acteurs sur une politique globale de vie étudiante sur le site universitaire, et en particulier sur ces problématiques. Ce travail **permettra à la ComUE de coordonner les actions pour lutter contre toutes les formes de précarité et de développer une approche inclusion en lien avec le CROUS (Action 2).** La ComUE pourra recueillir les initiatives pilotes en matière de lutte contre la précarité initiée par ses établissements membres et d'en étudier la transférabilité et/ou la mutualisation.

Enfin, la vie étudiante est aussi celle d'un territoire et d'activités culturelles, sportives et récréatives riches et très diverses. **La ComUE poursuivra la promotion et le développement des activités en dehors de la vie universitaire dont peuvent bénéficier les étudiants (Action 3).** L'accès à la culture et à des infrastructures permettant la pratique d'un sport doit être facilité par une action collective, en partenariat étroit avec les collectivités territoriales, qui participent au bien-vivre des étudiants sur le territoire.

Indicateur 5 : Mise en œuvre du Schéma directeur de la vie étudiante 2022-2027

- Unité de mesure 1 : Taux de réalisation des actions prévues dans le schéma Directeur de la Vie Étudiante 2022-2027

Indicateur 6 : Précarité étudiante

- Unité de mesure 1 : Nombre de visites sur le portail « Mes aides » mis en place par la ComUE

Jalon 9 : Ouverture du centre de santé mentale (2024)

Jalon 10 : Constitution d'un espace transversal de dialogue sur la précarité étudiante (2024) et identification des initiatives développées entre membres de la ComUE (2026)

Objectif 3 : Développer le continuum entrepreneuriat-innovation-transfert

L'Université de Lyon développe plusieurs dispositifs performants visant à participer, au service des stratégies des établissements, au renforcement de l'entrepreneuriat et de l'innovation jusqu'au transfert de technologies auprès des étudiants et des chercheurs en lien étroit avec les acteurs socio-économiques :

- Le Centre d'Entrepreneuriat pour sensibiliser les étudiants à l'esprit d'entreprendre, former et accompagner les étudiants dans leur projet de création ou de reprise d'entreprise ;
- La Fabrique de l'Innovation, pour mettre les talents de l'université (étudiants, enseignants chercheurs) et les ressources technologiques au service des entrepreneurs et entreprises depuis la phase de génération d'idée jusqu'au prototypage ;
- La Société d'accélération du transfert de technologies (SATT) Pulsalys, pour valoriser les résultats de la recherche des établissements du site et favoriser leur transfert vers le monde socio-économique.

Ces dispositifs s'appuient dès lors sur l'expertise des étudiants, des chercheurs et des infrastructures de recherche (plateformes technologiques, etc.) de ses établissements membres et associés pour permettre leur réussite collective.

Bénéficiant d'une labellisation pilote du MESR en matière d'innovation, la ComUE se donne pour objectif de coordonner et de mettre en œuvre un plan stratégique de la valorisation et du transfert, pour contribuer aux défis économiques de l'écosystème lyonnais et stéphanois. Cette initiative, portée en commun, doit permettre le déploiement d'un véritable Pôle Universitaire d'Innovation labellisé au niveau national.

La ComUE entend poursuivre son action pour **mettre en réseau les acteurs de l'innovation avec les dispositifs déployés (Action 1)** et ainsi contribuer aux défis économiques de l'écosystème territorial. Cette coordination passe par une animation régulière des acteurs qui interviennent afin de valoriser les spécificités de l'écosystème (thématiques scientifiques, caractéristiques socio-économiques du territoire en cohérence avec les filières stratégiques définies au niveau national), faire connaître l'offre de services déployée, en renforcer l'impact global et la promotion auprès des acteurs socio-économiques du territoire.

Cette « plateforme » de coordination des acteurs de l'innovation trouvera sa pleine traduction

opérationnelle en 2025 avec la **construction de la I-Factory (Action 2)**. Ce lieu totem de l'innovation de 6 500 m², situé au cœur du campus LyonTech-la Doua vise à :

- Offrir aux porteurs de projet un parcours complet allant de la génération d'idées à la création de start-up en passant par le prototypage ;
- Accroître la capacité de détection de projets à potentiel : meilleure formation/sensibilisation à la valorisation (collaboration ; transfert et startup) via un dispositif unique et centralisé ;
- Mettre en réseau les acteurs de l'innovation : réseau des FabLabs académiques, collectif d'experts du prototypage, plateformes technologiques, réseau des enseignants-chercheurs et de tiers-lieux, etc.

En parallèle, la ComUE poursuit son action pour **accroître la sensibilisation et la détection de projets chez les étudiants et les jeunes chercheurs (Action 3)**. Cela s'inscrit dans la feuille de route du Centre d'Entrepreneuriat Lyon Saint-Etienne (Pôle PEPITE) au travers du programme phare « Campus Création » (concours virtuel à la création d'entreprises ouvert à l'ensemble des étudiants du site regroupés en équipes pluridisciplinaires/inter-établissements) ou des 4 incubateurs, véritable porte d'entrée pour la sensibilisation au cœur des campus. Les actions menées auprès des doctorants et jeunes docteurs se font en partenariat étroit avec le Service des Etudes Doctorales, la Fabrique de l'Innovation ainsi que la SATT PULSALYS afin de proposer un parcours d'accompagnement original qui se démarque au niveau national.

Jalon 11 : Ouverture I-Factory (2025)

Indicateur 7 : Sensibilisation à l'entrepreneuriat

- Unité de mesure 1 : Nombre d'étudiants sensibilisés à l'entrepreneuriat
- Unité de mesure 2 : Nombre de doctorants et jeunes docteurs engagés dans un parcours entrepreneurial

Objectif 4 : Soutenir la diffusion des savoirs au plus grand nombre (Sciences & Société)

La ComUE présente la particularité, unique en France, d'intégrer un Centre de Culture Scientifique, Technique et Industriel – Pop'Sciences – permettant ainsi au site universitaire d'avoir un outil spécifique, subventionné et efficace pour la promotion des sciences auprès du grand public.

Pop'Sciences doté d'un site web, recense les ressources, articles, événements, conférences, etc. en lien avec l'activité scientifique du site. La richesse et la diversité des établissements et des thématiques scientifiques locales permettent d'y inscrire un contenu à la fois complet et varié. La plateforme est aussi un média et une vitrine grâce à un réseau de 200 partenaires, avec plus de 250 000 utilisateurs depuis son lancement en 2017. L'équipe en place réalise régulièrement des dossiers thématiques, des interviews et des reportages pour mettre en regard l'actualité et la production scientifique du site. **La ComUE pérennisera et développera Pop'Sciences comme une plateforme incontournable et reconnue des ressources scientifiques du site (Action 1)**, y compris hors du territoire.

En complémentarité de la solution numérique, la diffusion des savoirs doit aussi s'emparer de l'espace public pour créer la rencontre et le dialogue entre les sciences et les citoyens de tous horizons. La ComUE coordonne à ce titre deux événements majeurs sur le territoire : la Fête de la Science et le festival Pop'Sciences. Ces rendez-vous attendus des citoyens (40 000 visiteurs chaque année), gratuits et intergénérationnels, sont l'occasion pour les chercheurs et partenaires d'amener leurs recherches au plus près du grand public. **La ComUE poursuivra son investissement sur ces grands événements scientifiques à destination du grand public (Action 2)** avec un objectif d'élargissement de son public.

L'actualité récente, et en particulier lors de la crise sanitaire liée à la Covid-19, a mis en lumière la question de la défiance croissante vis-à-vis de la recherche et des institutions scientifiques. La démarche scientifique doit être comprise et partagée par le plus grand nombre afin que les travaux qui en sont issus puissent

être considérés comme une source de savoir fiable et éclairante. **La ComUE promouvra la recherche scientifique et la lutte contre la désinformation (Action 3)**. Le premier levier sera celui des rendez-vous réguliers « Pop’Sciences Jeunes » en milieu scolaire, avec des journalistes et chercheurs, déjà en place et qui se poursuivra. Le deuxième volet s’intègre dans le projet LYSIERES² (Label Sciences Avec et Pour la Société) et mettra en lien, via des rencontres régulières, les chercheurs et les journalistes.

Indicateur 8 : Développement de la plateforme Pop’Sciences

- Unité de mesure 1 : Nombre d'utilisateurs de la plateforme Pop’Sciences

Objectif 5 : Assurer un portage efficace et robuste d’objets issus d’appels à projets en cours et à venir

Les opportunités de financement offertes aux établissements d’enseignement supérieur et de recherche via des appels à projet ou appels à manifestation d’intérêt sont devenus des leviers critiques pour le soutien à leurs stratégies de transformation et le développement des activités, qu’elles soient académiques ou non. Le portage d’objets est un atout indéniable de la ComUE sur lequel elle a fait ses preuves (LabEx, EUR, Instituts Convergences, etc.), au bénéfice de l’ensemble du site.

La ComUE poursuivra dans cette voie pour assurer une gestion optimale d’objets collectifs issus d’appels à projets (Action 1). La réussite à des appels à projets futurs permettra un développement complémentaire du site, et le portage et la gestion des objets qui en seront issus devront se faire de manière fluide et transparente. L’expertise de la ComUE sur la gestion d’opérations pluriannuelles d’envergure (Plan Campus par exemple) servira l’ensemble des projets qui lui seront confiés.

La ComUE devra également optimiser ses services supports, notamment concernant ces objets (Action 2). En lien avec les recommandations de l’audit de l’IGESR, mais pas seulement, les services supports (RH, SI, finances, etc.) doivent répondre aux meilleurs standards pour que le cœur du projet puisse se faire sans être pénalisé par des difficultés administratives.

Enfin, la ComUE porte actuellement de nombreux projets dont les financements arriveront bientôt à terme, dont les impacts scientifiques, patrimoniaux ou administratifs ont été majeurs pour le site. Ces échéances prochaines sont l’occasion d’engager un renouvellement du processus de fin de financement et de transition des projets, quels qu’ils soient. L’enjeu des LabEx, dont la fin est prévue pour fin 2024, sera l’objet de la plus grande attention. **La ComUE engagera une réflexion sur la continuité d’objets en fin de financement (Action 3)**.

Jalon 12 : Bilan des LabEx et proposition d’un modèle post LabEx (2024)

Axe 4 – Valoriser le site et l’ancrer dans son écosystème

L’articulation et la valorisation des actions proposées doivent permettre de mettre en exergue les forces et les réussites du site pour susciter une dynamique coopérative. L’excellence de nos établissements est régulièrement reconnue et démontrée par les classements et les réussites aux appels à projets. La nouvelle dynamique de site et la cohérence des projets qui émergeront dans les années à venir contribueront à la visibilité du site et à sa reconnaissance comme un site universitaire de premier plan, répondant aux meilleurs standards internationaux. Enfin, le monde académique doit être en interaction constante avec son écosystème et s’intégrer au mieux dans les réalités économiques, sociales et politiques. Le rôle de la ComUE sera ainsi conforté en tant qu’interlocuteur et facilitateur à l’interface avec les écosystèmes d’innovation, les collectivités et le monde socio-économique.

Objectif 1 : Consacrer les liens avec les collectivités territoriales pour inscrire le système universitaire dans des dynamiques conjointes

La ComUE entend poursuivre son rôle d'interlocuteur des collectivités, au regard de sa mission de coordination et d'articulation des stratégies portées par les établissements du site Lyon Saint-Étienne. Ce travail permet d'inscrire le système universitaire au cœur des dynamiques territoriales et **d'articuler les stratégies universitaires avec les schémas directeurs des collectivités territoriales (Action 1)**, en particulier :

- La Stratégie Régionale de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'innovation (SRESRI) 2022-2028 piloté par la Région Auvergne-Rhône-Alpes ;
- Le Schéma de Développement Universitaire « Ambition 2030 » (SDU) co-piloté avec la Métropole de Lyon ;
- Le Schéma Campus de Saint-Étienne Métropole.

Par ce travail de dialogue et de concertation, la ComUE constitue un relai des établissements auprès des collectivités territoriales pour contribuer à la définition d'axes d'intervention les plus pertinents au regard des enjeux de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Les thématiques suivantes, issues des schémas métropolitains et régionaux, feront l'objet d'un travail concerté avec les collectivités :

- Les conditions d'accès à l'enseignement supérieur ;
- La réussite étudiante, la vie de campus ;
- L'animation et la coordination d'une politique d'innovation en soutien au développement économique ;
- La valorisation de la recherche et les partenariats public-privé ;
- La diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle ;
- Le rayonnement du système universitaire à l'échelle européenne et internationale et les outils de sa promotion.

Cette coordination permettra à la ComUE de répondre à l'objectif du meilleur alignement possible des stratégies des opérateurs du MESR et des collectivités locales sur les questions de déploiement territorial de l'offre de formation, de mobilité étudiante au niveau des aires métropolitaines. Elle visera également l'identification de pistes de travail et les opportunités de financements pour les établissements (dispositifs financiers développés par les collectivités via des appels à projets, etc.).

La ComUE constituera en outre un échelon de dialogue approprié pour aborder les problématiques de répartition territoriale et de gestion de la démographie étudiante, en élargissant son périmètre aux agglomérations de Roanne et de Bourg-en-Bresse. Ces implantations d'antennes universitaires sont appelées, dans le contexte particulier de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, à jouer un rôle important dans la régulation des flux d'étudiants inscrits. La ComUE s'efforcera d'apporter une expertise en matière de prospective et d'aménagement universitaire.

La ComUE accompagnera la mise en œuvre des actions du Schéma de Développement Universitaire – ambition 2030, aux côtés de la Métropole de Lyon (Action 2). Pensé comme une plateforme collaborative, le SDU intègre un plan d'actions auquel chaque acteur contribue de manière opérationnelle. Ainsi le plan d'action 2023-2026 comprend 19 fiches actions dont 7 sont pilotées par la ComUE. Ce travail contribue à construire une identité renouvelée du système universitaire dans son territoire au regard des tendances de fond : l'augmentation des effectifs étudiants, la digitalisation des enseignements, la précarisation des étudiants, les grandes transitions, etc.

Enfin, la ComUE proposera de **mettre en place auprès des collectivités, à leur demande, un comité scientifique, pour anticiper les enjeux et évaluer les politiques publiques (Action 3)**. L'appui de la

recherche doit ainsi permettre de faire progresser les politiques publiques et de les évaluer au regard des enjeux sociétaux et environnementaux.

Jalon 13 : Mise en place du comité scientifique auprès des collectivités (2025)

Jalon 14 : Bilan du plan d'actions SDU 2023-2026 (2026)

Objectif 2 : Conforter la dynamique des relations internationales, via les dispositifs d'accueil communs et de nouveaux projets de coopération inter-établissements

La ComUE entend poursuivre son action au service de la visibilité du système universitaire au niveau européen et international. Cela passe par la reconnaissance de la richesse du site grâce à des alliances académiques de premier rang, en favorisant la coordination des stratégies internationales menées par les établissements membres et associés et le dynamisme du territoire.

Pour répondre à ces enjeux, **la ComUE entend poursuivre la mobilisation de la commission internationale, pour faire émerger de nouveaux projets (Action 1)** et définir une feuille de route partagée. Le Groupe de travail « international et attractivité » réunit les Vice-présidents aux relations internationales des établissements membres et associés, en vue de porter des projets et réflexions transversales, dans le but de resserrer les liens avec les acteurs académiques, scientifiques, économiques et institutionnels. La ComUE et ses établissements entendent investir dans le rayonnement académique et l'attractivité du site. Cela passe par la consolidation des dispositifs existants pour attirer et retenir les talents sur le site universitaire : le Students Welcome Desk (guichet unique d'accueil des étudiants internationaux), l'espace ULYS-Centre Euraxess (accueil des scientifiques internationaux), le Collegium de Lyon (Institut d'Études Avancées).

Il s'agira de **stabiliser les dispositifs d'accueil et les rendre efficaces et robustes (Action 2)** en travaillant sur leur offre de services et leur modèle économique. Ainsi, après dix années d'existence, le Collegium de Lyon fait l'objet d'une réévaluation de son positionnement au niveau national et européen. Afin de faire rayonner le potentiel scientifique de l'Université de Lyon, le Collegium de Lyon visera à :

- S'affirmer comme lieu d'incubation de la recherche, structure support au développement de la recherche ;
- Se positionner comme outil support à l'action publique en associant les collectivités territoriales ;
- Identifier des thématiques prioritaires permettant de traiter des nœuds scientifiques ou défis sociétaux, avec les membres de la ComUE et ses partenaires.

La ComUE entend poursuivre son rôle de coordination pour **promouvoir des coopérations renforcées avec d'autres métropoles internationales (Action 3)** en garantissant une cohérence d'ensemble (cibles, thèmes, actions), notamment au niveau européen. Les Entretiens Jacques Cartier, espace d'échanges et de collaborations entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Québec, constituent un modèle de coopération à suivre dans lequel la ComUE entend contribuer sur le volet enseignement supérieur et recherche.

Enfin, la ComUE en artisan de la visibilité du site universitaire, entend **coordonner des actions de promotion internationale du site (Action 4)**. Cela passe notamment par l'organisation d'événements à forte visibilité internationale (candidature du site à l'accueil d'événements internationaux dont l'EAIE en 2027, par exemple), l'accueil et la constitution de délégations internationales, l'insertion dans des réseaux thématiques et/ou d'influence, et la promotion via les outils de communication de la ComUE.

Jalon 15 : Élaboration d'une nouvelle feuille de route du Collegium de Lyon (2024)

Objectif 3 : Coordonner une stratégie de marques pour assurer le développement de chacun des établissements et du collectif au service du rayonnement et de la lisibilité du site

Les contextes national et international de concurrence universitaire ont fait de la lisibilité et de la visibilité, des questions cruciales pour permettre aux établissements de se différencier et de recruter les étudiants les plus à même de réussir leur cursus et les meilleurs chercheurs internationaux. Le contexte local décline cette problématique sur un site où le nombre et la diversité des établissements sont à la fois une force et une complexité.

La coordination territoriale étant l'un des principaux lieux de discussion et d'échanges entre établissements, y compris au-delà de la tutelle du MESR, ces enjeux de rayonnement peuvent être largement débattus dans le cadre de la ComUE. **La ComUE coordonnera une architecture de marques répondant aux objectifs de lisibilité et de visibilité des établissements et du site (Action 1)**. Cette architecture doit permettre de rendre visible l'excellence en recherche du site à l'international mais également de mettre en avant l'offre de formation de grande qualité disponible dans les établissements. La question du nom du système universitaire et de la communication associée fera l'objet d'échanges et d'un travail spécifique.

Au-delà de son rôle de coordination sur la question des marques et de leur articulation, la ComUE doit pouvoir également utiliser son influence pour contribuer au rayonnement du site. **La ComUE promouvra les établissements membres et associés via ses canaux (Action 2)** pour leur permettre d'étendre leur audience et de mettre en valeur les travaux de recherche, résultats, événements, conférences, etc.

Enfin, les établissements ne sont pas les seuls facteurs d'attractivité pour les étudiants, les enseignants-chercheurs, les chercheurs et les personnels administratifs. Les collectivités territoriales ont d'ores et déjà des stratégies de promotion territoriale, pour faire valoir l'environnement et les avantages locaux, auprès de l'ensemble de la population. **En lien étroit avec les collectivités et leurs stratégies existantes, la ComUE promouvra également le territoire (Action 3)**, afin de mettre en synergie l'attractivité académique et l'attractivité territoriale.

Jalon 16 : Élaboration d'une architecture de marques (2024)

III. Mise en œuvre du contrat

Un rendez-vous en fin de période contractuelle permettra de faire un point sur la réalisation des principaux projets contribuant à la réalisation des objectifs décrits ci-dessus.

IV. Annexe : récapitulatif des indicateurs et des jalons

INDICATEURS	2022	2023	2024	2025	VALEUR 2026
AXE 1 - Mode d'organisation et évolution souhaitée					
1. Valorisation de la marque employeur					
1.1. Nombre de candidatures par offres d'emploi	Val. Init.				Val. Cible
1.2. eNPS (Employee Net Promoter Score)	Val. Init.				Val. Cible
2. Santé financière de la ComUE					
2.1. Évolution du fonds de roulement mobilisable	Val. Init.				Val. Cible
2.2. Évolution de la trésorerie mobilisable	Val. Init.				Val. Cible
AXE 2 - Accompagner et soutenir les stratégies des établissements					
3. Politique doctorale commune					
3.1. Nombre de thèses soutenues annuellement par grand champ disciplinaire	Val. Init.				Val. Cible
3.2. Taux d'insertion professionnelle des docteurs					
AXE 3 - Coordonner et piloter les sujets d'intérêt commun					
4. Politique immobilière					
4.1. Nombre de m ² rénovés	Val. Init.				Val. Cible
5. Mise en œuvre du Schéma directeur de la vie étudiante 2022-2027					
5.1. Taux de réalisation des actions prévues dans le schéma Directeur de la Vie Étudiante 2022-2027	Val. Init.				Val. Cible
6. Précarité étudiante					
6.1. Nombre de visite sur portail « Mes Aides » mis en place par la ComUE	Val. Init.				Val. Cible
7. Sensibilisation à l'entrepreneuriat					
7.1. Nombre d'étudiants sensibilisés	Val. Init.				Val. Cible
7.2. Nombre de doctorants et jeunes docteurs engagés dans un parcours entrepreneurial	Val. Init.				Val. Cible
8. Développement de la plateforme Pop'Sciences					
8.1. Nombre d'utilisateurs de la plateforme Pop'sciences	Val. Init.				Val. Cible
AXE 4 – Valoriser le site et l'ancrer dans son écosystème					

JALONS	2022	2023	2024	2025	2026
AXE 1 - Mode d'organisation et évolution souhaitée					
1. Entrée en vigueur des nouveaux statuts			X		
2. Mise en œuvre de la transformation opérationnelle et interne de la ComUE			X		
3. Mise en place de coopérations conduites entre établissements membres sur les fonctions support : formation des personnels, politique d'achat, ...				X	
4. Élaboration de « projets de service » par direction/service			X		
5. Mise en œuvre du nouveau modèle économique de la ComUE			X		
AXE 2 - Accompagner et soutenir les stratégies des établissements					
6. Élaboration de la cartographie des stratégies RSE des établissements			X		
7. Coordination de la rédaction d'un volet commun pour les schémas DD&RSE				X	
8. Élaboration d'une cartographie des forces du site en formation/recherche			X		
AXE 3 - Coordonner et piloter les sujets d'intérêt commun					
9. Ouverture du centre de santé mentale			X		
10. Constitution d'un espace transversal de dialogue sur la précarité étudiante (2023) et identification des initiatives développées entre les membres de la ComUE (2026)		X			X
11. Ouverture I-Factory			X		
12. Bilan des LabEx et proposition d'un modèle post LabEx		X			
AXE 4 – Valoriser le site et l'ancrer dans son écosystème					
13. Mise en place du comité scientifique auprès des collectivités				X	
14. Bilan du plan d'actions SDU 2023-2026					X
15. Élaboration d'une nouvelle feuille de route du Collegium de Lyon		X			
16. Élaboration d'une architecture de marques			X		

Fait à Paris, le

La ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche Sylvie Retailleau	Le président de la Communauté d'universités et établissements Université de Lyon Frank Debouck
---	---

En présence des parties prenantes du contrat de site porté par la Communauté d'universités et établissements
Université de Lyon :

Le président de l'Université Claude Bernard Lyon 1 Frédéric Fleury	La présidente de l'Université Lumière Lyon 2 Nathalie Dompnier
Le président de l'Université Jean Moulin Lyon 3 Éric Carpano	Le président de l'Université Jean Monnet Saint- Etienne Florent Pigeon
Le Président de l'École Normale Supérieure de Lyon Emmanuel Trizac	Le directeur de l'École Centrale de Lyon Pascal Ray
Le directeur de l'INSA de Lyon Frédéric Fotiadu	La directrice de l'Institut d'Études Politiques de Lyon Hélène Surrel
La directrice de l'Institut VetAgroSup Mireille Bossy	La directrice de L'ENTPE Cécile Delolme

La directrice de l'ENSSIB Nathalie Marcerou-Ramel	Le directeur de l'ENSATT Laurent Gutmann
	Le président-directeur général du CNRS Antoine Petit

En partenariat avec :

Le président-directeur général de l'Inserm Didier Samuel	Le président-directeur général de l'INRAÉ Philippe Manguin
	Le président-directeur général d'INRIA Bruno Sportisse

Délibération n° D2024-01-03-fin
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 30 janvier 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3 et suivants ;

Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Décide

d'approuver la procédure d'élaboration budgétaire telle que définie dans le calendrier budgétaire prévisionnel précisant la programmation des activités sur l'exercice 2024, en annexe de la présente délibération.

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	31
✓ Nombre de voix pour :	31
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 30 janvier 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique



Gilles BONNET

CALENDRIER BUDGETAIRE PREVISIONNEL - Programmation des activités sur l'exercice 2024

BUDGET 2024 - Programmation des BR											
JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
		Analyses financières après l'arrêté des comptes 2023 et l'approbation du Compte financier (CA du 12/03)	01/04 (au plus tard) Envoi de la note technique pour le lancement du BR 1		du 16/05 au 14/06 Instruction du BR 1 par la DAFA	CA 02/07 BR 1 Reprogrammations relatives aux OPA + Réajustement des prévisions budgétaires, notamment issues de l'analyse des comptes 2023			Remontée à la DAFA au plus tard le 11/10 des Projets de BR 2 des composantes et services		
		Réunions de partage du diagnostic à l'issue des analyses financières selon besoin		du 01/04 au 15/05 Instruction du BR 1 par les services, composantes	14/06 Envoi BR 1 au Rectorat	04/07 Envoi de la note technique pour préparation du BR2 Déprogrammation			DU 14/10 au 08/11 Instruction des dossiers de BR 2 par la DAFA	Courant novembre Envoi du Projet de BR 2 au Rectorat	CA (date à définir) BR 2 Reprogrammation des OPA et déprogrammation des crédits hors OPA
BUDGET INITIAL 2025 - Procédure d'élaboration budgétaire											
JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
		Analyses financières après l'arrêté des comptes 2023 et l'approbation du Compte financier (CA du 12/03)	Rédaction de la Lettre d'Orientation Budgétaire	CA 28/05 DOB (Débat d'Orientation Budgétaire)			DAFA : Elaboration du pré-projet / instruction des dossiers et construction d'un Projet de BI 2025 et séances de validation (arbitrages)				Réunion Pré-CA avec le Rectorat
		Lancement de la procédure d'élaboration budgétaire 2025	Préparation des données cartographiques des Composantes et services						Envoi aux services, composantes, labos de la lettre technique de notification de moyens		CA (date à définir) BI 2025
				Pré-projet budgétaire 2025 transmis par les composantes et services 15 jours avant la réunion de dialogue : besoins incompressibles et projets					Remontée à la DAFA au plus tard le 31/10 des Projets de BUDGET 2025 des composantes et services	Courant novembre Envoi du Projet de BI 2025 au Rectorat	
					17/06 au 19/07 Mise en place des Conférences d'Orientations stratégiques et de Moyens (COSMO) avec les composantes de formation et les Services centraux, généraux et communs						

N.B : les dates des CA de fin d'exercice ne sont pas encore connues au moment de l'élaboration du calendrier budgétaire. Le rétroplanning du BI a été élaboré sur la base d'un CA le 17 décembre; il pourra donc être modifié si le CA se tient plus tôt.
En fonction des modifications qui pourraient intervenir pour le BI, des modifications pourraient également être apportées au rétroplanning du BR2 de déprogrammation.
Rappel : les documents doivent être envoyés au Rectorat 15 jours avant la présentation au CA. La computation de ce délai s'apprécie selon les règles de la procédure civile, soit pour exemple, un envoi le vendredi 29 novembre pour un CA qui aurait lieu le mardi 17 décembre

Délibération n° D2024-01-04-ins
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 30 janvier 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3 et suivants ;

Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,

Benoît AUCLERC, chargé de mission à la culture a présenté aux membres du conseil d'administration le rapport d'activités 2022-2023 du service des affaires culturelles.

Lyon, le 30 janvier 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique



Gilles BONNET

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022-23

SERVICE DES AFFAIRES CULTURELLES



pointculture@univ-lyon3.fr

04 78 78 78 00

Manufacture des Tabacs
6 rue Pr. Rollet | Espace sud | Lyon 8^e

POINT
CULTURE

Développer et diversifier les pratiques artistiques aussi bien que **culturelles** des étudiants fait partie des missions de l'université, et le service des affaires culturelles s'y est particulièrement attaché cette année encore. Parce qu'elles font de l'université un lieu où les étudiants sont invités à créer, à inventer, à découvrir, un lieu où rencontrer des œuvres et des personnes venues d'horizons divers, les activités artistiques et culturelles constituent un facteur d'épanouissement important. Elles sont aussi un puissant **levier d'inclusion et de réussite** : l'effort pour proposer sur les trois campus une offre d'ateliers de pratique artistique diversifiée, gratuite et ouverte à tous s'inscrit dans cette perspective. Les pratiques de médiation, en particulier la communication entre pairs via l'équipe étudiante du Point Culture, jouent également un rôle central dans l'accomplissement de cette mission.

Pour que les activités culturelles s'intègrent à l'ensemble de la vie étudiante et jouent pleinement ce rôle de facteur de réussite, la politique engagée ces dernières années, visant à associer étroitement les activités culturelles aux autres missions de l'université, a été prolongée. C'est ainsi que la collaboration avec le SCUIO-IP s'est renforcée : outre la participation reconduite à l'opération « Objectif réo », des rencontres sur les métiers de la culture ont été coorganisées avec le Bureau d'Aide à l'Insertion Professionnelle. La commission culture, mise en place en 2021, qui réunit des représentants étudiants, de l'ensemble des composantes et des services partenaires (SGR, SACSO, Bibliothèques universitaires, DIL, ...), est par ailleurs un lieu d'échange, de mise en place de synergies, plus globalement d'élaboration d'une **politique culturelle concertée**. D'une manière générale, une attention particulière est apportée à l'articulation entre politique culturelle, formation et recherche, alliée à l'**inscription** de ces actions **dans la cité** afin de contribuer au rayonnement de l'université. Nombreuses sont les actions qui ont permis de **faire se croiser culture, enseignement et recherche**, comme le Prix France Culture Télérama ou les actions mises en place dans le cadre de la Fête de la Science. La deuxième édition des Journées internationales de théâtre **MERAKI** en est aussi un exemple emblématique, qui cette année encore a mobilisé de nombreux étudiants, mais aussi des enseignants, des chercheurs, et des partenaires extérieurs : réunissant des troupes lyonnaises et étrangères (venues d'Espagne, d'Irlande et d'Italie), le festival a permis de reconduire le partenariat avec le TNP, où ont eu lieu la plupart des représentations devant des salles remplies ; ce festival a été aussi l'occasion d'une journée d'études organisée par des équipes de recherche de l'université, à laquelle les étudiants ont participé en nombre. Cette année, la collaboration avec le service des Relations internationales a rendu possible la mise en place d'échanges Erasmus avec des universités étrangères, ce qui a permis d'établir des liens tout au long de l'année entre les étudiants des différents établissements. Plus généralement, c'est

aussi l'apprentissage et la recherche par la création qui se trouve mis en jeu, comme on a pu le constater à l'occasion de la **résidence de la compagnie « Commun monde »** que dirige Guillaume Carron, dont le travail sur *Dans la solitude des champs de coton*, de Koltès, a été ponctué par des ateliers de dramaturgie à destination des étudiants et par une participation à la journée d'études de MERAKI.

La célébration, cette année, du cinquantenaire de notre université, a permis en outre de confirmer le **rôle privilégié de la culture dans la construction d'une communauté universitaire reliée à son environnement territorial** : l'accompagnement de l'association étudiante Patrimuse pour son exposition sur le passé industriel de la Manufacture des Tabacs, ou la signature en juin dernier d'une convention avec le mémorial de la Prison Montluc, qui a déjà permis de nombreuses visites de ce site pour les étudiants et personnels de l'université, et se traduira par la suite par des conférences et expositions organisées en commun, en sont des exemples. Au-delà de ces actions, les expériences partagées à l'occasion des ateliers de pratique artistique, des projets culturels, sont autant de façon de nouer de nouveaux liens et de promouvoir les valeurs d'ouverture et d'égalité portées par l'université Jean-Moulin, promotion permise également par la collaboration étroite du Service des affaires culturelles avec la Vice-Présidence à l'Égalité et à la lutte contre les discriminations.

L'action culturelle de l'Université Jean-Moulin Lyon 3 entend ainsi œuvrer à l'affirmation des talents étudiants dans leur diversité et à la pluralité des pratiques culturelles, par une politique ouverte sur la cité, accueillante pour les artistes, et projetant vers le monde les réalisations de notre communauté universitaire.

Benoît AUCLERC,

Chargé de mission à la Culture

SOMMAIRE

PARTIE 1 : LES ATELIERS DE PRATIQUE ARTISTIQUE	7
PARTIE 2 : PROGRAMMATION CULTURELLE	12
SECTION 1 : FESTIVAL INTERNATIONAL DE THÉÂTRE UNIVERSITAIRE MERAKI #2	14
SECTION 2 : LE FESTIVAL ÉTUDIANT L'ART AU MOULIN	20
SECTION 3 : RÉSIDENCE D'ARTISTE DE LA CIE COMMUN MONDE	28
SECTION 4 : AUTRES MANIFESTATIONS EN PARTENARIAT	32
SECTION 5 : MANIFESTATIONS INSTITUTIONNELLES À RAYONNEMENT REGIONAL, NATIONAL ET INTERNATIONAL	40
PARTIE 3 : MÉDIATIONS, DIFFUSION ET VALORISATION	46
SECTION 1 : LE POINT CULTURE, UN LIEU STRATEGIQUE	48
SECTION 2 : MOMENTS FORTS DE VALORISATION	50
SECTION 3 : COMMUNICATION AUPRÈS DES PUBLICS	51

Lexique des abréviations :

- **MDE : Maison des étudiants de la Métropole de Lyon** (90 Rue de Marseille, 69007 Lyon)
- **TNG : Théâtre Nouvelle Génération**
- **TNP – Villeurbanne : Théâtre national populaire de Villeurbanne**
- **Cie : Compagnie**



Représentation de *Courage*, par les étudiants de l'atelier théâtre en français dirigé par Anne-Laure Pommier.

PARTIE 1 : LES ATELIERS DE PRATIQUE ARTISTIQUE

Les ateliers proposés par le service des affaires culturelles sont destinés aux étudiants de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et leur donnent l'occasion de pratiquer gratuitement une activité artistique tout au long de l'année. Les étudiants peuvent bénéficier d'une bonification de cette activité.

Pour cette année 2022-2023, les ateliers proposés étaient au **nombre de 18** répartis dans divers domaines : théâtre et arts scéniques, arts visuels, musique et écriture (26 ateliers l'année précédente). Il y a eu 15 ateliers sur les campus lyonnais et 3 ateliers à Bourg-en-Bresse.



INSCRIPTIONS / EFFECTIFS :

- **1^{er} semestre : 463 étudiants** (406 à Lyon / 57 à Bourg-en-Bresse)
- **2nd semestre : 328 étudiants** (258 à Lyon / 70 à Bourg-en-Bresse)

➔ 2021-2022 : 343 au premier semestre / 311 étudiants au 2nd semestre (TOTAL : 654)

DOMAINES	INSCRIPTIONS S1	INSCRIPTIONS S2		
Arts plastiques & visuels (photo, vidéo)	165	119	284	36%
Théâtre, lecture, voix	212	138	350	44%
Musique, chant	55	61	116	15%
Écriture	31	10	41	5%
TOTAUX	463	328	791	100%

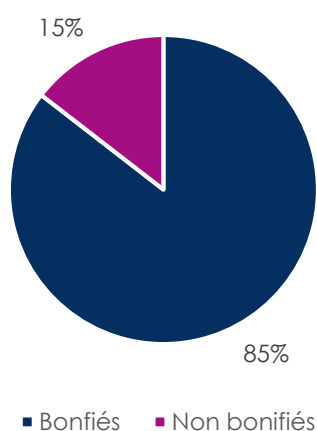
Nota bene : La baisse des effectifs entre les deux semestres est à pondérer : en effet, au premier semestre sont comptabilisés les étudiants qui ont participé à au moins une séance.

LISTE DES ATELIERS

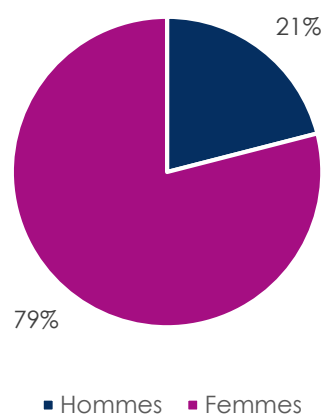
<u>Arts plastiques et visuels</u>	<u>Théâtre, lecture, voix</u>	<u>Musique, chant</u>	<u>Écriture</u>
<ul style="list-style-type: none"> • Ateliers d'arts plastiques, animés par Jean-Baptiste SAVOY puis Marie PERRIAULT au second semestre • Création documentaire, animé par Vincent NOCLIN • Atelier photo, animé par Vincent NOCLIN • CINESMART, animé par Lionel LACOUR • Masterclass d'initiation au cinéma – Bourg-en-Bresse dirigée par Aurélie MARPEAUX (uniquement second semestre) 	<ul style="list-style-type: none"> • Création théâtrale débutant, animé par Anne-Laure POMMIER • Création théâtrale intermédiaire, animé par Corinne GINISTI • Théâtre Forum, animé par Séverine PUEL • Théâtre du geste - LSF, animé par Géraldine BERGER et Anthony GUYON (Annulé) • Théâtre en italien, animé par Ilaria MORETTI • Théâtre en espagnol, animé par Francisco VILLANUEVA MACIAS • Théâtre en anglais, animé par Oliver FIRTH, Clara GRIFFITHS et Rebecca MUMBY • Lecture à voix haute, animé par Frédérique BRUYAS • Improvisations Voix-Corps-Langage, dirigées par Claudine OLIVIER • Théâtre (deux créneaux) – Bourg-en-Bresse dirigé par Philippe NAUZE 	<ul style="list-style-type: none"> • Orchestre étudiant, dirigé par Thierry VAYSSE • Chorale – Bourg-en-Bresse dirigée par Stéphanie BALLANDRIN BULIN • Atelier langue des signes - Bourg-en-Bresse animé par Said TAMGALTI 	<ul style="list-style-type: none"> • Écriture et performance : fiction, encadré par Élise BONNARD • Écriture – Bourg-en-Bresse animé par Sylvie PFEIFFER

STATISTIQUES & OBSERVATIONS DIVERSES

BONIFICATION DES ETUDIANTS



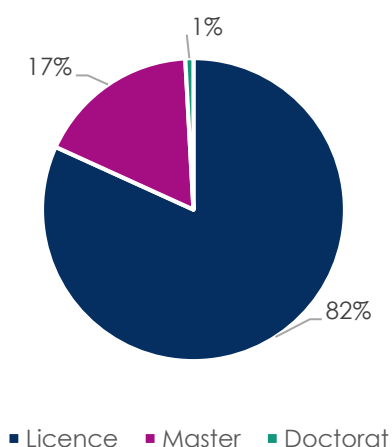
RÉPARTITION FEMMES/HOMMES



Une large part des étudiants inscrits aux ateliers a choisi de valoriser sur le plan pédagogique son engagement et de profiter de la bonification : cette possibilité est pour les étudiants un facteur d'attractivité de plus en plus marqué, comme le confirme l'augmentation du taux de bonification (en 2021-22, 68% d'étudiants au 1^{er} semestre, 79% au 2nd semestre).

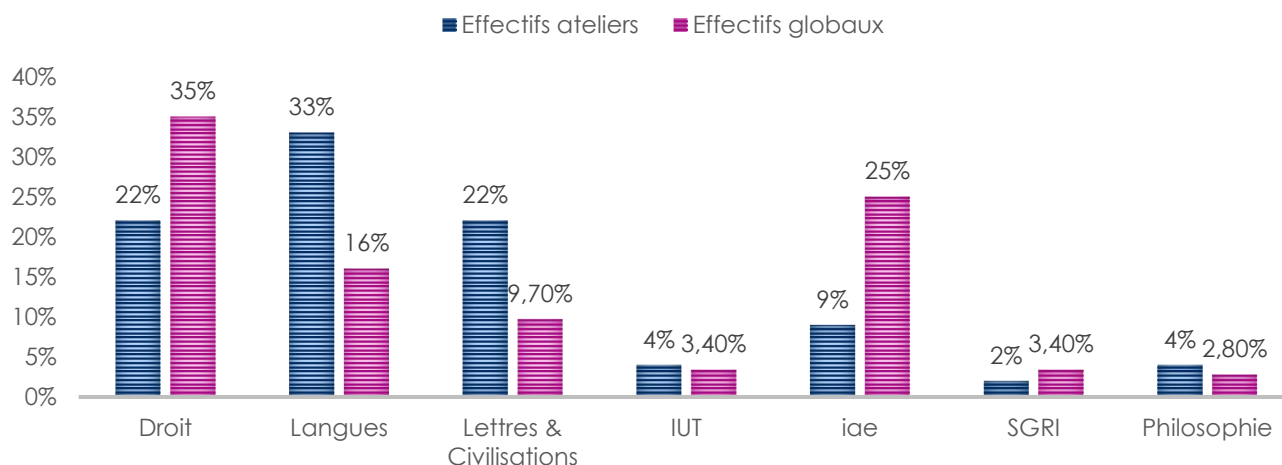
Les femmes représentent 79% des étudiants ayant une pratique artistique à l'Université, ce qui correspond à une légère surreprésentation par rapport à la population étudiante générale de l'université, composée à 66 % de femmes.

RÉPARTITION PAR NIVEAUX D'ÉTUDES



D'après le Portrait des étudiants (éd. 2022), il y a 69% d'inscrits en licence contre 29% en master : les étudiants en licence sont donc surreprésentés parmi les inscrits aux ateliers. Cela est dû notamment à une augmentation des étudiants de licence, le nombre d'étudiants de niveau master étant resté à peu près stable : les actions du service menées dans le cadre de « Lyon 3, Mode d'emploi » ont ainsi permis de toucher davantage les nouveaux arrivants à l'université.

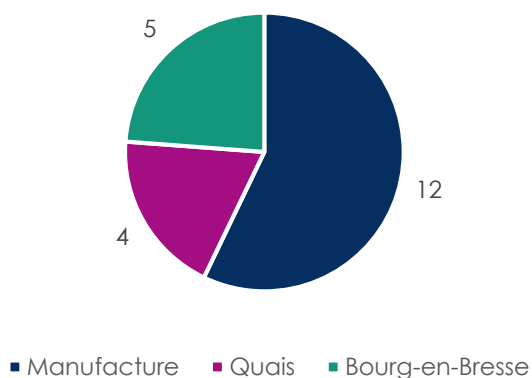
RÉPARTITION PAR FILIÈRES



Comme les autres années, les étudiants issus de la faculté des langues et de celle des lettres et civilisations sont surreprésentés, ce qui s'explique sans doute par une certaine proximité entre les pratiques artistiques et les contenus des enseignements choisis par ailleurs. Ce constat invite à continuer à développer une information entre pairs dans toutes les composantes (toutes représentées parmi les étudiants du Point Culture) et à prolonger la concertation avec les filières sous-représentées dans le cadre de la Commission culture.

L'un des freins à la pratique est l'irrégularité des emplois du temps, qui empêche certains étudiants de participer régulièrement aux ateliers : afin d'éviter cet écueil, certains ateliers ont été programmés le samedi. Beaucoup d'étudiants rentrant chez eux le week-end, cette proposition n'est pas optimale, mais elle permet d'éviter les chevauchements avec des cours.

Répartition des ateliers par campus



L'offre est amenée à évoluer à nouveau, pour répondre à ces difficultés comme à la demande des étudiants : le dédoublement d'ateliers pour lesquels la demande est forte (théâtre en anglais), des formats d'atelier ponctuels sous forme de stages d'une semaine. L'accueil de lycéens aux restitutions des ateliers est un moyen de renforcer la continuité entre lycée et université (-3/+3).



PARTIE 2 : PROGRAMMATION CULTURELLE

La programmation culturelle proposée par l'université est gratuite et ouverte à tous. Elle se compose d'une variété d'événements annuels comme les festivals *L'Art au Moulin* – où sont montrées les productions réalisées dans le cadre des ateliers – et *MERAKI*, ainsi que des événements ponctuels tels que le spectacle *Le Dragon*, proposé par la Troupe Lyon 3 en mars 2023. Cette programmation est l'occasion de mettre en avant les initiatives internes à l'université aussi bien que d'accueillir des propositions extérieures : ainsi, les élèves du Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Lyon se produisent un mardi par mois à l'université dans le cadre des « *Music Hours* », et les ciné-rencontres ont elles aussi lieu tous les mois. Ces manifestations réunissent un public diversifié, constitué des étudiants et personnels de l'université mais aussi de personnes extérieures à l'établissement.

Cette programmation culturelle s'articule aux grandes manifestations nationales permettant à notre université de présenter un agenda culturel et intellectuel en lien avec l'agenda national. Ainsi, notre établissement participe aux Journées Européennes du Patrimoine ou à la Fête de la Science mais aussi à la Semaine d'actions et d'éducation contre le racisme et l'antisémitisme. À travers ces actions, l'université Jean-Moulin Lyon 3 promeut des valeurs d'ouverture sur le monde et de tolérance, tout en s'intégrant au réseau culturel de la métropole.

La programmation culturelle tisse également des liens avec les missions d'enseignement et de recherche de l'université. Cela a notamment été possible lors de la rencontre organisée avec le collège de Droit en résonnance avec le spectacle *1983* présenté au TNP. De même, le Festival international de théâtre universitaire - *MERAKI*, organisé au printemps en partenariat avec le TNP, a fait se croiser des spectacles étudiants et une journée d'études au sein de l'université.



Représentation de *Génération black out* dans le cadre de Meraki par les étudiants de l'atelier théâtre en français dirigé par Corine Ginisti

SECTION 1 : FESTIVAL INTERNATIONAL DE THÉÂTRE UNIVERSITAIRE MERAKI #2

Cette seconde édition du festival de MERAKI s'est déroulée du 22 mai au 27 mai 2023 avec le Théâtre National Populaire de Villeurbanne.

Trois troupes de théâtre étudiantes étrangères ont été conviées : la troupe de théâtre irlandaise de **DUBLIN CITY UNIVERSITY (DCU)**, la troupe de théâtre espagnole de **L'ESCUELA SUPERIOR DE ARTE DRAMÁTICO DE SEVILLA (ESAD)** et enfin la troupe de théâtre italienne de **L'UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI PADOVA** (Padoue). La troupe de théâtre de **L'UCLY** a également participé au festival. Enfin, les troupes des **ateliers théâtre en français intermédiaire, espagnol et italien** du Service des affaires culturelles de l'Université Lyon 3 ont proposé des représentations.

Durant les jours de représentations au TNP, les troupes étudiantes ont été accueillies par les équipes du TNP et ont répété dans leurs locaux.

Tout au long du festival, le journal quotidien **L'ENTRACTE** a été édité par une équipe étudiante coordonnée par le service de affaires culturelles : 6 numéros ont été publiés et diffusés sur les campus, au TNP et dans les instituts culturels partenaires. Une exposition photographique consacrée à la fabrique de ce journal a été réalisée au Point Culture de l'université Jean Moulin Lyon 3.

Les moments forts du festival ont été mis en lumière via deux expositions photographiques « Coup de projecteur » : l'une présentée sur le campus de la Manufacture des Tabacs, l'autre à l'Institut Cervantes de Lyon. Ces expositions, constituées de photographies réalisées par les étudiants des universités participant au festival, ont été conçues pour être itinérantes.

PROGRAMMATION

- **Lun. 22 mai** à l'Université Jean Moulin Lyon 3

Un **workshop** de théâtre forum proposé par Séverine PUEL (Cie Les Transformateurs) s'est également tenu avec des étudiants internationaux.

Des visites guidées du campus de la Manufacture des Tabacs en espagnol et en italien ont eu lieu en espagnol et en italien notamment pour les troupes de Séville et de Padoue.

Une soirée d'inauguration du festival en présence des troupes invitées, des divers partenaires, d'Illaria MORETTI (coordinatrice scientifique, pédagogique et artistique du festival), de la présidence de l'université, et du TNP à travers Florence Guinard (directrice-adjointe du TNP).

- **Mar. 23 mai** à l'Université Jean Moulin Lyon 3)

JOURNÉE D'ÉTUDES : « Quand le théâtre universitaire s'attaque à la violence »

Cette journée a été organisée à Lyon 3 en collaboration avec les centres de recherche MARGE et IHRIM et avec le soutien du Service Général de la Recherche de Lyon 3 et de l'Institut International pour la Francophonie 2iF.

Conférence en espagnol de **Francisco VILLANUEVA MACIAS** (enseignant, Université Jean Moulin Lyon 3) et modérée par **Agnès CUREL** (maîtresse de conférence, Université Jean Moulin Lyon 3) : **¿Por qué no ir hasta la línea de fuego con nuestro teatro?**

Conférence en français de **Antonella CAPRA** (maîtresse de conférences, Université Toulouse - Jean Jaurès) et modérée **Céline FRIGAU MANNING** (professeure des universités, Université Jean Moulin Lyon 3) : **Secouer les esprits, ou comment traduire la société dans le théâtre étudiant.**

Ces conférences ont été traduites en simultané de l'espagnol au français pour la première et du français à l'anglais pour la seconde par des traducteurs professionnels

Des workshops de pratique théâtrale ont été proposés aux troupes durant l'après-midi :

- **un atelier de dramaturgie** « Koltès et le désir de théâtre » dirigé par **Guillaume CARRON**, directeur et metteur en scène de la Cie Commun, autour de l'œuvre *Dans la solitude des champs de coton*,
- **un atelier de jeu et de lecture (en espagnol)** « Espacio, ritmo, cuerpo : poética de la violencia » dirigé par **Nieves RODRIGUEZ GOMEZ**, metteuse en scène, Escuela Superior de Arte Dramático de Sevilla,
- **un atelier d'improvisation** « Vivre l'émergence », mêlant théâtre, chant, performances vocales et corporelles dirigé par **Claudine OLIVIER**, maîtresse de conférences, Université Jean Moulin Lyon 3.

Ces workshops ont donné lieu à une table ronde en présence de répondants qui ont assisté à ces ateliers : Ross Louis, professeur en *Performance Studies* à la Xavier University (Louisiane, États-Unis) ; Agnès Curel, maîtresse de conférences, Université Jean Moulin Lyon 3 et Laetitia Dumont-Lewi, maîtresse de conférences, Université Lumière Lyon 2

Une performance théâtrale mise en scène par **Sylvie MONGIN ALGAN** et (3.8 et Cie) et **Géraldine BERGER** (Cie ON OFF) est proposée par la troupe éphémère de l'atelier **NOSOTRES** (d'après *Esquisse des hauteurs* d'Alicia KOZAMEH).

Cet atelier théâtral multilingue initié par le service des affaires culturelles a accueilli **7 étudiantes de l'Université.**

- **Mer. 24 mai** au Théâtre National populaire de Villeurbanne

Un atelier de training théâtral dirigé par les artistes Matthieu Tune et Marie Marquet, artistes de la compagnie du TNP a accueilli plus de **30 étudiants des différentes troupes invitées**.

Génération black-out – Atelier théâtre de l'Université Jean-Moulin Lyon 3

Création originale à partir de témoignages d'étudiants, d'articles de presse, de blog et autres écrits ancrés dans le présent. Parce que les plaies sont à vif face au dérèglement climatique, à la santé mentale des étudiants, aux ravages de la société de consommation, à l'absence de futur et la difficulté de se projeter dans un rôle de parent à l'avenir. Il ne reste qu'une solution : le BLACK OUT !

Le cercle de craie caucasien – Troupe de théâtre de l'UCLY

Adapté du texte de Berthold Brecht. Dans une Géorgie bouleversée par la guerre, une série de péripéties tragi-comiques se déroule avec en fond le questionnement mythique du jugement de Salomon : « Qui est la vraie mère d'un enfant ? ».

- **Jeu. 25 mai** au Théâtre National populaire de Villeurbanne

An inspector calls – Atelier théâtre anglais de l'Université Jean-Moulin Lyon 3

Les étudiants présentent une tragi-comédie écrite en 1944, adaptée de J. B. Priestley mettant en scène les luttes entre différentes classes sociales en Angleterre. Les Birling fêtent les fiançailles de leur fille Sheila Birling et de Gerald Croft, fils du concurrent principal de Arthur Birling. La visite de l'Inspecteur Goole vient perturber leur paisible soirée.

Bród – Atelier de théâtre multilingue, Dublin City University

Cette création trilingue et musicale fait le récit de la tragique histoire vraie de Declann Flynn, tué dans un parc dublinois en 1982 à cause de son homosexualité. Cette pièce questionne la violence de l'environnement dans lequel les personnes queer baignent depuis les années 1980.

Est aussi proposé un atelier de théâtre en italien « I sentimenti bui » / « Les sentiments obscurs », dirigé par Ilaria Moretti, directrice artistique du festival, en partenariat avec l'Institut Culturel Italien de Lyon

- **Ven. 26 mai** au Théâtre National populaire de Villeurbanne

Une rencontre interculturelle « L'usage de la langue dans la création théâtrale contemporaine et la vie quotidienne », en partenariat avec le Service des Relations Internationales de Lyon 3, le Consulat d'Irlande et l'Association Franco Irlandaise de Lyon entre les troupes et une visite de Lyon.

Mujer y encierro – Atelier théâtre espagnol de l'Université Jean-Moulin Lyon 3

Portant sur la violence exercée sur les femmes dramaturges, le texte devient la scène privilégiée du corps enfermé et de la violence qui se mue en territoire de création pour ces artistes. Dans cette écriture ambivalente, le geste agressif renvoie le plus souvent au silence assourdissant qui condamne à l'insignifiance.

Diario de una jaula – Escuela Superior de Arte Dramático de Sevilla Melilla

17 juillet 1936. L'Espagne ne sera plus jamais la même pour personne. La peur s'empare de la population et, dans la prison Victoria Grande, huit femmes sont emprisonnées. Amitié, amour et conflits quotidiens suivent ce groupe de femmes incarcérées. Les geôlières sont les seules à avoir accès au monde extérieur. *Diario de una jaula* revendique la liberté de rêver... même prisonniers d'une cage.

- **Sam. 27 mai** au Théâtre National populaire de Villeurbanne

Phèdre et autres grecques - Atelier PULPO en partenariat avec l'institut CERVANTES.

Lecture de différentes adaptations de la tragédie Phèdre par les troupes de l'ESAD et de l'atelier de théâtre en espagnol de l'Université Jean Moulin Lyon 3. Adaptation et mise en scène Ana Benito et Sylvie Mongin-Algan (3.8 et Cie)

Visites en français et anglais de la Manufacture des Tabacs

Rebelles et vaincus – Atelier de lectures performées multilingues, Università degli Studi di Padova

Une expérience collective et polyphonique qui donne à entendre un répertoire de textes poétiques issus de littératures d'Europe de l'Est et d'Europe centrale. Ce parcours, qui va au-delà des frontières géographiques, brise les barrières linguistiques, et propose une promenade qui fait résonner les voix des marginaux, des rebelles, des vaincus.

L'imbécile – Atelier théâtre anglais de l'Université Jean-Moulin Lyon 3

Adapté du texte de Luigi Pirandello, *L'imbécille* est un texte écrit en 1912 et joué pour la première fois en octobre 1922, quelques jours avant la marche sur Rome. Dans cette pièce, la violence est représentée d'une manière absolument moderne. On y observe le pouvoir qu'un chef peut exercer sur ses subordonnés et surtout la violence de la masse qui contient déjà les prémises d'un régime totalitaire.

Bilan quantitatif

- Etudiants artistes accueillis : 93 (dont internationaux : 39)
- Soirée d'inauguration : 85 personnes
- Journée d'études : 105 personnes (conférence et table ronde)
- Workshops & ateliers : 143 personnes
- Spectacles : 674 personnes
- Visites guidées : 46

Total des publics : 1 053 personnes



Représentation de *C'est pas (que) du jeu* par les étudiants de l'atelier Théâtre forum dirigé par Séverine Puel

SECTION 2 : LE FESTIVAL ÉTUDIANT L'ART AU MOULIN

L'ART AU MOULIN - HIVER 2022 (DU 30 NOV. 2022 AU 4 FÉV. 2023)

Les ateliers de pratique artistique ont proposé pour ce premier semestre 5 performances, 2 expositions et 2 concerts au sein de l'université et hors-les-murs.

LES PERFORMANCES SCENIQUES

Atelier Improvisations Voix-corps-langage | Dirigé par Claudine OLIVIER

- 3 décembre 2022 en salle de combat : les étudiants ont convié le public à une séance ouverte (*work in progress*) intitulé : « *La voix est plus grande que le corps mais ne nous empêche pas de marcher (au pays des petits poissons).* » Un atelier de travail autour du corps et de la voix.

Atelier Fictions - Écriture & performance | Dirigé par Elise BONNARD

- **Le dernier voyage du Minotaure** - 7 décembre 2022 à la Maison des étudiants : Le dernier voyage du Minotaure est un récit collectif inédit écrit par les 16 étudiants de l'atelier FICTIONS, qui explore les capacités humaines à vivre ensemble aux confins de l'univers.

Atelier Lecture à voix haute "La Voix des Mots" | Dirigé par Frédérique BRUYAS, Cie Escargot Ma Non Troppo

- **Le Cantique des oiseaux** - 7 décembre 2022 au bar le Malting Pot : les étudiants ont donné à entendre un extrait de poésie persane : *Le Cantique des oiseaux* de Farîd od-dîn 'Attâr (1190) traduit en 2014 par Leïli Anvar.

Atelier Théâtre en anglais | Dirigé par Oliver FIRTH, Clara GRIFFITHS, Rebecca MUMBY

- **Enchanted to meet you** - 8 décembre 2022 à l'Auditorium Malraux : Une histoire d'amour et de découverte de soi écrite et mise en scène par les étudiants de l'atelier de théâtre anglais.

Atelier Théâtre Forum | Dirigé par Séverine PUEL, Cie Les Transformateurs

- **Et si on en parlait ?** - 13 décembre 2022 en salle 329 : Comment réagir dans des situations conflictuelles ou d'injustice ? La représentation propose de débattre, de réfléchir collectivement et, pourquoi pas, de monter sur scène autour de la problématique proposée !

LES EXPOSITIONS

Atelier Arts plastiques | Dirigé par Jean-Baptiste SAVOY & Marie PERRIAULT

- **Exposition É-MOTIO** - 7 décembre 2022 au 18 janvier 2023 dans les halls d'accueil du campus des quais : Qu'est-ce qu'une émotion ? Comment la matérialiser ? Comment rendre plastique et visible ce processus intellectuel et sensible ? À partir de ces questions, les étudiants ont présenté des œuvres inspirées par des études artistiques et scientifiques.

Atelier Photographie | Dirigé par Vincent NOCLIN

- **Exposition La Manufacture invisible** - 1^{er} décembre 2022 au 4 février 2023 dans le couloir du 1^{er} étage de la Manufacture des Tabacs : « Cette exposition parle de vie étudiante. Et de celles et ceux qui connaissent la solitude et l'angoisse engendrées par la masse. Cette partie de la population étudiante noyée dans la Manufacture des Tabacs est représentée dans notre exposition par une frise qui suit deux étudiantes de la bibliothèque universitaire aux amphis, en passant par les cours sud et nord, et nous plonge dans leur quotidien. »

LES CONCERTS

Atelier Orchestre étudiant | Dirigé par Thierry VAYSSE

- **Le 1000^e musiciens** - 30 novembre à l'Auditorium Malraux : les étudiants célèbrent les 1000 musiciens qui ont joué depuis 2003 (dont 800 étudiants de Lyon 3, plus de 100 choristes de Lyon 3 et près de 100 musiciens de la région lyonnaise). Parmi les musiciens, des étudiants en échanges sont venus de plus de 30 pays sur 5 continents.
- **Au carrefour de l'histoire** - 16 décembre à l'Auditorium Malraux : le concert revient sur le parcours de l'orchestre à travers celui de son chef, Thierry Vaysse

Cette édition hivernale a accueilli 617 personnes.

L'ART AU MOULIN - PRINTEMPS 2023 (DU 27 MARS 2023 AU 1^{ER} JUIN 2023)

Pour ouvrir le festival de l'Art au Moulin – Printemps 2023, un **Cluedo géant** a été organisé par les étudiants médiateurs. Ensuite, les **restitutions des ateliers** ont eu lieu du 27 mars au 1^{er} juin.

L'OUVERTURE DU FESTIVAL - LE CLUEDO GÉANT

Le 27 mars 2023 : « Seuls ou en équipe de 2 à 6 joueurs, partez pour 1h30 d'enquête sur le campus ! Enfilez vos plus jolis trenchs, chapeaux, loupes de détectives pour interroger les suspects. »

Entre les murs de l'Université 5 équipes se sont affrontées pour découvrir le coupable de l'attaque dont a été victime le professeur de théâtre. Durant l'interrogatoire des différents suspects, les participants ont découvert la programmation du festival et l'existence des différents ateliers mais aussi d'autres actions du Service des affaires culturelles. L'action a beaucoup plu et sera à renouveler à l'avenir.

LES ARTS PLASTIQUES ET VISUELS

L'atelier Cinésmart | Dirigé par Lionel LACOUR

Projection de Courts-métrages - 27 mars au bar l'Upper Side : Les étudiants ont réalisé cette année des courts-métrages sur smartphone avec pour consigne de s'inspirer du film *L'Armée des ombres* Jean-Pierre Melville

L'atelier photographie | Dirigé par Vincent NOCLIN

- **Exposition "Manufacturé"** – Vernissage le 3 avril au bar l'Upper Side : Les étudiants posent ce semestre un regard singulier sur la Manufacture des Tabacs, et interrogent ce lieu par la photographie.

L'atelier documentaire | Dirigé par Vincent NOCLIN

- **Projection de "En quête"** – 3 avril au bar l'Upper Side : Les étudiants se sont intéressés au quotidien d'un célèbre écrivain, mais suite à plusieurs rebondissements, ils sont forcés de réinventer leur documentaire.

L'atelier arts-plastiques | Dirigé par Jean Baptiste SAVOY & Marie PERRIAULT

- **Exposition "Vivre et faire vivre le lieu"** – Vernissage le 5 avril en salle d'exposition : Le travail de ce semestre a porté sur le rapport à l'espace, aux lieux, connus ou inconnus, vastes ou exigus, accueillants ou hostiles, réels ou fantasmés.

LES PERFORMANCES THÉÂTRALES

L'atelier lecture à voix haute | Dirigé par Frédérique BRUYAS, Cie Escagot Ma Non Troppo

- **"Le Cantique des oiseaux"** - 29 mars à la Maison des étudiants : En 2014, Leïli Anvar a livré une traduction en vers du *Cantique des oiseaux* de 'Attar : un long et difficile voyage de milliers d'oiseaux en quête de Sîmorgh. Cette lecture intégrale donne à entendre les 4725 distiques de l'œuvre.

L'atelier improvisations Voix-corps-langage" | Dirigé par Claudine OLIVIER

- Le 1^{er} avril à l'Auditorium Malraux : Séance ouverte durant laquelle les étudiants expérimentent leur corps et leur voix dans l'espace. Cette performance est suivie d'un *Bouquet de chansons du monde*.

L'atelier théâtre forum | Dirigé par Séverine PUEL, Cie Les Transformateurs

- **"C'est pas (que) du jeu"** - 4 avril à la Maison des étudiants : Restitution de l'atelier à la Maison des étudiants de la métropole de Lyon. Comment réagir dans des situations conflictuelles ou d'injustice ? Du théâtre pour débattre et réfléchir ensemble. Les étudiants ont proposé un temps de théâtre participatif.

L'atelier Théâtre en français débutant | Dirigé par Anne-Laure POMMIER, Cie Drôle de Trame

- **"Courage !"** - 5 avril à la MJC Monplaisir Le Karbone : Les étudiants ont proposé une création originale mettant en scène des personnages en quête du courage de vivre : « *Citoyen, citoyenne de Lyon bonsoir ! Bienvenue ! Ce soir c'est le grand soir, ce soir c'est spécial, ce soir c'est théâtre... Ce soir nous allons vous raconter d'incroyables et véritables histoires de courage et de lâcheté.* »

L'atelier Théâtre en anglais

- **"CRAZY IN LOVE"** - 6 avril à la MJC Monplaisir Le Karbone : La pièce aborde l'importance de la santé mentale, et se focalise sur la compréhension de troubles allant de l'anxiété au TOC. Cette sensibilisation aux problèmes de santé mentale est élaborée sur un ton léger ou humoristique.

CONCERTS

L'atelier Orchestre étudiant | Dirigé par Thierry Vaysse

- Le 26 avril à la MJC Monplaisir : au programme, Schubert, Babadjanian, Chopin, Monti, Chausson, Mozart, Mendelssohn et Schumann.
- Le 1^{er} Juin à l'Auditorium Malraux : au programme, Brahms, Debussy, Mendelssohn et Haendel.

ÉCRITURE

L'atelier écriture de fictions | Dirigé par Elise BONNARD

- **"Mille et un rêves" - 5 avril en salle d'exposition** : L'atelier présente la lecture du recueil écrit collectivement *Mille et un rêves*, le magazine qui décrypte vos nuits. « Est-ce un bon signe de rêver de la reine des neiges ? Faut-il garder son doudou après 18 ans ? Comment dormir sur ses deux oreilles ? Nos plus grands spécialistes se réunissent pour présenter le résultat de leurs recherches et répondre à toutes vos questions. Rêveurs de tous niveaux acceptés ! »

RESTITUTION DES ATELIER DE BOURG-EN-BRESSE – 30 MARS

Les étudiants des **deux troupes de théâtre**, dirigées par leur enseignant Philippe NAUZE, ont joué les pièces de Jean-Michel Ribes : « **Théâtre sans animaux** » et « **Musée haut, musée bas** ».

Ces saynètes théâtrales sont rythmées par des **interprétations de la chorale**, dirigée par Stéphanie BALLANDRIN BULIN et par la lecture de textes / slams des étudiants de l'**atelier écriture** guidés par l'enseignante Sylvie PFEIFFER.

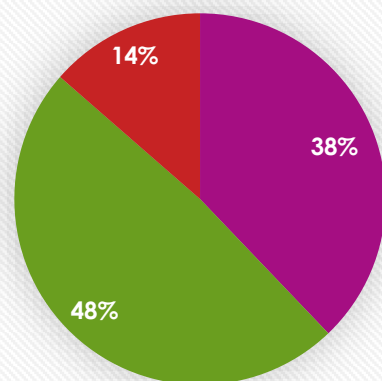
Clou du spectacle, les étudiants de l'**atelier langue des signes** accompagnés de leur enseignant Said TAMGALTI, sont venus signer la chanson « **Savoir aimer** » de Florent PAGNY, accompagnés les étudiants de la chorale.

Cette soirée a été l'occasion de découvrir en avant-première, le court métrage réalisé par les étudiants de la **masterclasse d'initiation au cinéma**, encadrés par Aurélie MARPEAUX.

Pour cette édition printanière 2023 du festival étudiant l'Art au Moulin, 18 ateliers (parmi lesquels les 5 ateliers de Bourg-en-Bresse) ont donné lieu à une restitution.

Sur cette édition, nous avons accueillis **346 personnes**

PROFIL DES PUBLICS - ART AU MOULIN PRINTEMPS 2023



■ Externe ■ Étudiant ■ Personnel

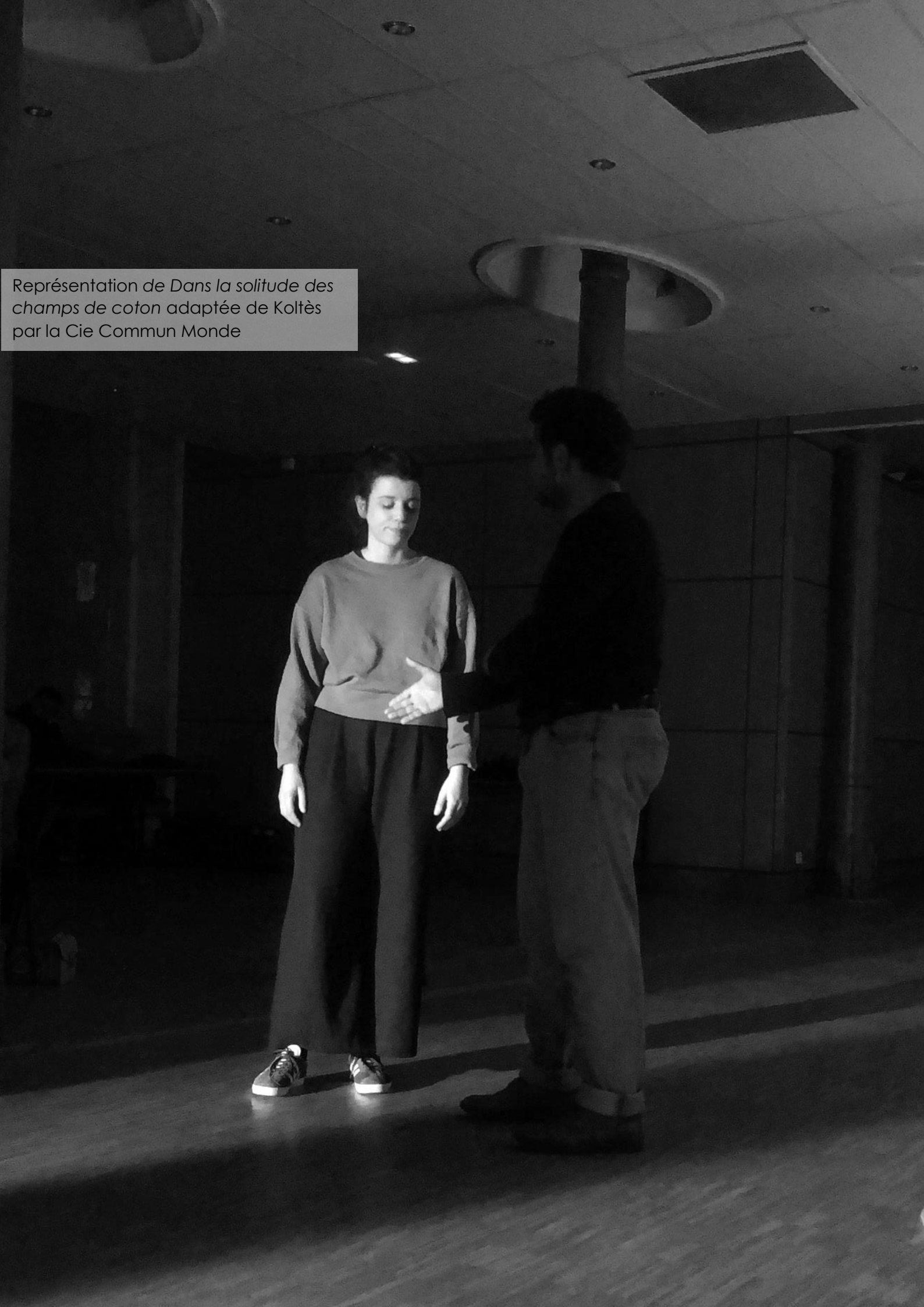
RESTITUTIONS DANS LE CADRE DU FESTIVAL MERAKI #2 (MAI 2023)

Certains ateliers ont donné lieu à restitution dans le cadre du festival MERAKI #2. Ces derniers ont été détaillés dans la section consacrée à MERAKI.



Vernissage de l'exposition *Manufacturé*
des étudiants de l'atelier Photographie
dirigé par Vincent Noclin

Représentation de *Dans la solitude des
champs de coton* adaptée de Koltès
par la Cie Commun Monde



SECTION 3 : RÉSIDENCE D'ARTISTE DE LA CIE COMMUN MONDE

En 2022-23, la Cie Commun monde est entrée en résidence à l'Université Jean Moulin Lyon 3. Cette résidence s'est déroulée en deux temps : des masterclasses ouvertes aux étudiants et une représentation de fin de résidence. Leur travail a également été conduit en partenariat avec le Théâtre National Populaire de Villeurbanne, avec lequel la compagnie est en compagnonnage, et qui a lui aussi accueilli une représentation dans ses murs.

La compagnie, créée en 2021 est dirigée par Guillaume Carron, docteur en philosophie, lauréat du prix de thèse de l'université Jean-Moulin Lyon 3 en 2010 et ancien scénographe auprès de Christian Schiaretti au TNP (directeur de 2002 à 2019). Elle se pense « comme un monde », c'est-à-dire comme un lieu ouvert et vivant, nourri d'imaginaire et d'idéaux, capable de construire entre des personnes et des institutions différentes des relations à la fois solides et singulières. C'est pourquoi les membres de la compagnie ne sont pas tous issus du monde du théâtre mais de la société dans son ensemble. Samuel PELRAS, président de l'association, est enseignant et Florence RUTSCHI, trésorière, est informaticienne. L'enjeu est d'inscrire la vie du théâtre dans la réalité sociale et d'entrelacer la vie de la compagnie et ce qui se passe sur le territoire.

LES MASTERCLASSES

Plusieurs ateliers ouverts aux étudiants de Lyon 3 se sont déroulés d'octobre 2022 jusqu'en mai 2023 et ont permis de comprendre et de développer un savoir-faire propre au théâtre : chaque séance est dédiée à un aspect spécifique.

Ces séances sont dirigées par **Guillaume CARRON**. Après plusieurs années d'enseignement au lycée, il revient à sa première passion : le théâtre. Il a travaillé notamment, en tant que conseiller littéraire et dramaturgique de Christian SCHIARETTI. Puis, il a rapidement l'idée de monter sa compagnie, et créé sa première pièce en résidence au sein de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Ces ateliers ont aussi permis d'associer les étudiants au projet de création de la pièce *Dans la solitude des champs de coton* adaptée de Bernard-Marie KOLTÈS.

Les séances ont permis d'aborder divers sujets :

- « La dramaturgie : un métier à inventer »
- « Mise en scène et scénographie : la matière du spectacle »
- « Le dialogue et le théâtre »
- « Lecture à voix haute du texte »
- « Atelier de dramaturgie "Koltès et le désir de théâtre" » (MERAKI#2)

En accord avec le metteur en scène, les sujets sont restés larges afin de pouvoir échanger avec un public étudiant sans contrainte de niveau.

LA REPRÉSENTATION THÉÂTRALE

La représentation de la pièce *Dans la solitude des champs de coton* a eu lieu le 8 mars 2023 au Salon des symboles Nord portée par les comédiens Clémentine ALLAIN et Mickaël PINELLI.

« Un dealer, un client. Deux personnages seulement désignés par leur fonction. Ils se rencontrent. Rien ne les destinait à se parler. Une déviation a eu lieu, quelque part, à un moment ; mais qui a changé de chemin ? Le dealer aborde alors le client pour tenter de comprendre l'objet de son désir, un objet qu'il serait prêt à lui donner. Mais alors qu'une attraction énigmatique se crée entre les deux personnages, le client refuse sans cesse les propositions du dealer, au point d'instaurer dans le dialogue un combat que les mots ne suffiront pas à résoudre. » (Guillaume Carron)



Atelier de dramaturgie « Koltès et
le désir de théâtre » dirigé par
Guillaume Carron durant Meraki

À L'OCCASION DE LA RÉSIDENCE
CATHERINE URSIN À L'UNIVERSITÉ

MERCREDI 26 OCTOBRE



Vincent NOCLIN

Projection du documentaire *Le processus de co-création artistique* de Vincent Noclin dédié   la résidence de Catherine Ursin en 2021-22.

SECTION 4 : AUTRES MANIFESTATIONS EN PARTENARIAT

Chaque année, une programmation est proposée par le service des affaires culturelles, en lien avec le réseau culturel de la Métropole de Lyon. Elle se déploie dans les domaines musical, théâtral, audiovisuel, littéraire ou encore plastique

Nombre d'événements sont coorganisés en partenariat avec une structure extérieure, permettant ainsi d'insérer l'université dans le tissu culturel du territoire et de faire connaître ces structures à la communauté universitaire.

PROGRAMMATION MUSICALE

MUSIC HOURS EN PARTENARIAT AVEC LE CNSMD DE LYON

Cette année encore, les étudiants du Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Lyon proposent les concerts **MUSIC HOURS** à l'université une fois par mois à raison de 6 rendez-vous sur l'année.

Ces moments musicaux sont à la fois l'occasion pour ces jeunes professionnels de se produire devant un public et ils permettent à la communauté étudiante de découvrir des compositions classiques du Moyen-Âge à nos jours gratuitement.

Ces concerts ont réuni 657 personnes.

CHEMIN BAROQUE EN PARTENARIAT AVEC LE PÔLE LYRIQUE D'EXCELLENCE

Le Pôle Lyrique d'Excellence situé en région Rhône Alpes est une formation accueillant de jeunes chanteurs lyriques professionnels ou en voie de professionnalisation qui a pour objectif de transmettre aux jeunes chanteurs les outils leur permettant d'intégrer le milieu professionnel lyrique.

Dirigée par Cécile DE BOEVER, artiste lyrique, directrice artistique et pédagogique, enseignante en Art Lyrique, cette structure articule ses formations autour de six sessions annuelles de travail, auxquelles s'ajoutent trois concerts complémentaires entre septembre et juillet.

Le concert proposé donne à entendre la musique baroque des XVII^e et XVIII^e siècles.

Ce concert a accueilli 139 personnes

LA TEMPÊTE DE PURCELL, D'APRÈS SHAKESPEARE EN PARTENARIAT AVEC LE CHŒUR DU CONCERT DE L'HOTEL DIEU

The Tempest (1611) est la pièce de Shakespeare la plus fréquemment mise en musique. Le compositeur anglais Henry Purcell et son élève John Welden ont composé en 1695 une œuvre librement inspirée de cette pièce.

Le Chœur du Concert de l'Hotel Dieu en propose des extraits, accompagnés d'autres œuvres de Purcell. Il dialogue avec des étudiants du cours de littérature comparée de Mme Franchini qui, après l'avoir étudiée, lisent des extraits de la pièce sur scène.

Ce concert a accueilli 253 personnes

PROGRAMMATION THÉÂTRALE

HISTOIRE SOUS CASQUE EN PARTENARIAT AVEC LE THÉÂTRE NOUVELLE GÉNÉRATION-CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL DE LYON

Chaque spectateur-auditeur s'équipe d'un casque audio sans fil. Un comédien lit une histoire accompagnée d'une atmosphère sonore originale, diffusée simultanément dans l'ensemble des casques audio. Des textes forts, sensibles ou poétiques, qui donnent aux auditeurs une expérience sensorielle inédite des textes littéraires !

Imaginées par le collectif **Haut et Court**, ces « Histoires sous casques » sont des propositions artistiques légères et tout terrain. L'histoire lue pour cette occasion s'intitule *Romance* de Catherine Benhamou et est interprétée par Philippe Chareyron. L'auteure raconte l'implacable chute d'une jeune femme dans une cité, oubliée par l'école, oubliée par les adultes, oubliée par une société qui n'offre aucune perspective à sa jeunesse.

L'évènement a rassemblé 18 étudiants.

RÉSONANCE | 1983, UN TOURNANT POUR COMPRENDRE LE MONDE D'AUJOURD'HUI EN PARTENARIAT AVEC LE THÉÂTRE NATIONAL POPULAIRE DE VILLEURBANNE

En résonance au spectacle « 1983 » présenté au TNP de Villeurbanne et en collaboration avec le Collège de droit de l'université est proposée une conférence débat : « **1983 : un tournant pour comprendre le monde d'aujourd'hui** », en présence d'Alice CARRÉ et Margaux ESKENAZI (respectivement autrice et metteuse en scène du spectacle). Sont abordés les thèmes de la migration, de la lutte pour l'égalité des droits et du racisme.

L'évènement a rassemblé 20 personnes

LE DRAGON PAR LA TROUPE LYON III

La Troupe Lyon III est une association étudiante de l'université qui met à l'honneur le théâtre amateur. Elle propose sa représentation annuelle *Le Dragon* adapté de Evgueni Schwartz (1944) à la MJC Monplaisir.

Le Dragon raconte l'histoire de Lancelot qui arrive dans un village persécuté par un mystérieux dragon exigeant le sacrifice d'une jeune fille, chaque année, en échange de la paix. Lancelot prend vite conscience que personne ne s'est jamais rebellé contre le monstre et propose son aide aux villageois pour sauver la jeune Elsa, dont il tombe très vite amoureux.

Conte satirique écrit en 1943, *Le Dragon* nous plonge dans un univers fantasque où le merveilleux se mêle au subversif. Les archétypes du conte sont ici mis au service d'une dénonciation virulente de l'autoritarisme. Le fantastique transforme le message politique en une ode à la liberté et au libre arbitre.

Cette représentation a accueilli **86 personnes**



Représentation du *Dragon* adapté
de Evgueni Schwartz, par
l'association Troupe Lyon III

PROGRAMMATION AUDIOVISUELLE

PROJECTION DU *PROCESSUS DE CO-CREATION ARTISTIQUE* UN DOCUMENTAIRE DE VINCENT NOCLIN SUR LA RÉSIDENCE DE CATHERINE URSIN

Ce documentaire conclut la résidence de Catherine Ursin durant l'année 2021-2022 à l'Université Jean Moulin Lyon 3. Pendant un an, l'artiste a investi les lieux et développé son univers artistique à destination de la communauté universitaire, dont les membres ont été invités à devenir acteurs des installations, performances et créations. Le réalisateur Vincent Noclín a suivi Catherine Ursin, afin de garder trace de ce processus de cocréation artistique.

Il a ainsi documenté la manière dont l'université accueille un artiste et l'accompagne dans sa création artistique.

Cette projection a rassemblé 77 personnes.

Une seconde projection a également eu lieu à Paris au 100 ECS (Etablissement Culturel Solidaire).

Un livret artistique et scientifique a également été édité pour documenter la démarche de l'artiste, comprenant un texte de Lawrence Gasquet (professeur des universités, Université Lyon 3), une mise en page de Catherine Ursin et le CD du documentaire de Vincent Noclín.

CYCLE OMBRE & LUMIÈRE

Pour la 2^e année, un cycle de projections cinéma a été proposé à destination des étudiants à raison de 4 séances durant l'année universitaire :

- ***Le silence des agneaux* de Jonathan DEMME** (1990) : autour du sujet de la santé mentale
- ***Un divan à Tunis* de Manele LABIDI** (2020) : autour de la migration et de l'intégration dans un nouveau pays en présence de l'association EMF
- ***Laurent Garnier: Off the record* de Gabin RIVOIRE** (2021) : autour de la création musicale actuelle, notamment de la scène électro
- **Séance de courts-métrages avec l'association du LYF** : autour de la création cinématographique jeune et le Festival du film jeune (devenu Que du feu), en présence de l'association

74 étudiants ont assisté à ces projections.

PROGRAMMATION LITTÉRAIRE

LE ROMAN DES ÉTUDIANTS 10^E EDITION AVEC FRANCE CULTURE – TÉLÉRAMA

Ce prix lancé par France Culture et Télérama, avec le soutien du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation et du Centre national du Livre permet de récompenser chaque année un roman de la rentrée littéraire écrit en langue française. L'objectif de ce prix est de « faire découvrir la littérature d'aujourd'hui aux jeunes d'aujourd'hui ».

Cette année, les romans en lice étaient :

- Kaouther Adimi, *Au vent mauvais*, Ed. du Seuil
- Claire Baglin, *En salle*, Ed. de Minuit
- Diaty Diallo, *Deux secondes d'air qui brûle*, Ed. du Seuil
- Monica Sabolo, *La vie clandestine*, Ed. Gallimard
- Lucie Rico, *GPS*, Ed. P.O.L.

Les livres en compétition ont été remis aux **247 étudiants jurés** de l'université ayant participé aux cafés et rencontres littéraires. Ont été accueillies lors des rencontres littéraires Kaouther Adimi (lauréate du prix) et Monica Sabolo. Les événements organisés ont été animés par Sandrine Rabosseau, enseignante à la Faculté des Lettres et Civilisations, coordinatrice de ce projet.

Les rencontres ont réuni **100 étudiants** jurés

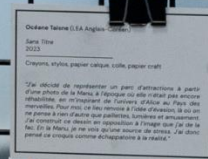
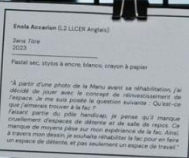
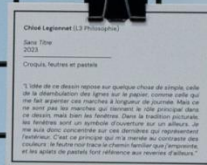
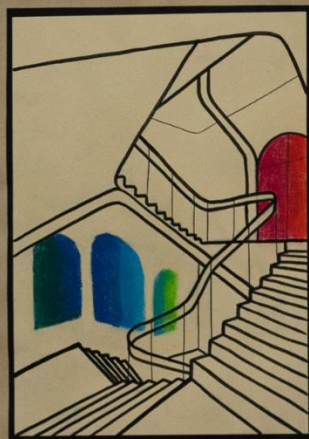
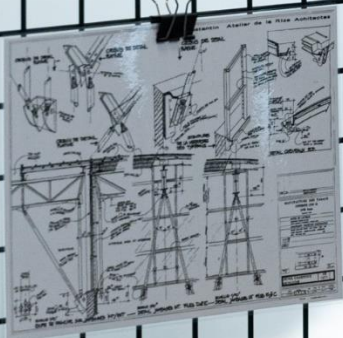
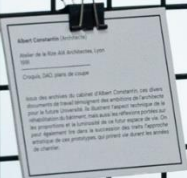
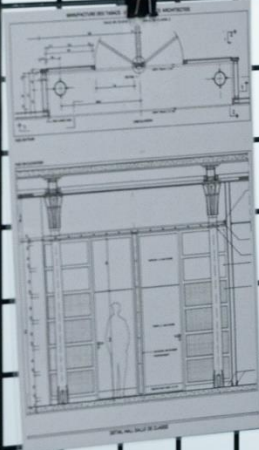
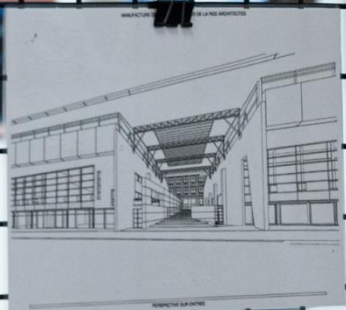
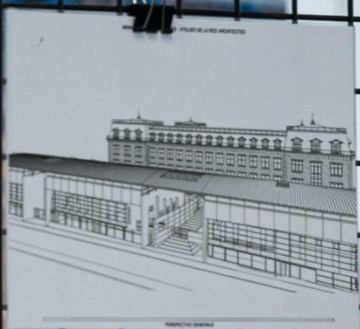
PROGRAMMATION ARTS PLASTIQUES

EXPOSITION LA MANUFACTURE DES TABACS, UNE UNIVERSITÉ AU PASSÉ INDUSTRIEL

Cette exposition est créée par l'association étudiante PatriMuse et intégrée à la programmation des 50 ans de l'université. Elle est le résultat d'un travail porté depuis 2020 par l'association étudiante PatriMuse qui réunit des étudiants du Master Patrimoine et Musées de la Faculté des Lettres et Civilisations.

Elle invite à découvrir le passé industriel de la Manufacture des Tabacs jusqu'à sa transformation en campus universitaire Tabacs à travers des photographies, archives audiovisuelles, maquettes, témoignages d'ouvriers, architectes, élus qui ont participé à sa réhabilitation. L'exposition s'est tenue dans la salle d'exposition au sous-sol de la Bibliothèque Universitaire.

Cette exposition a accueilli **4 000 visiteurs** en un mois.



Exposition La manufacture des tabacs,
une université au passé industriel par
l'association étudiante Patrimuse



Conférence-débat « Mondialisation et protection de l'environnement », avec Ludivine Chalençon et Noémie Dominguez dans le cadre de la Fête de la science

SECTION 5 : MANIFESTATIONS INSTITUTIONNELLES À RAYONNEMENT REGIONAL, NATIONAL ET INTERNATIONAL

JOURNÉES EUROPÉENNES DU PATRIMOINE

2 parcours de **visites guidées** sont proposés. Au total, 12 visites ont été menées par 9 guides.

- Parcours 1 : *La Manufacture des tabacs, lieu industriel transformé en campus durable*. Cette visite supervisée par Guy Olagnon (DIL) met l'accent sur l'histoire ouvrière du lieu et sa réhabilitation en campus universitaire.
- Parcours 2 : *La Manufacture des tabacs, lieu de culture & d'identités croisées*. Cette visite est en lien avec le Festival Identités Croisées organisé conjointement par l'université et l'association e-graine. Le parcours se termine sur l'exposition *Nous d'ailleurs* dont l'objectif est de sensibiliser le public aux migrations et à leurs enjeux.

Ces visites ont rassemblé **251 personnes**

En lien avec le festival « Identités Croisées », **4 conférences-débats** ont eu lieu (voir le détail p.43).

Ces conférences ont accueilli **180 participants** au total

LE FESTIVAL « IDENTITÉS CROISÉES »

Ce festival est organisé en partenariat avec l'association e-graine Auvergne Rhône-Alpes et propose des actions d'éducation populaire sur les migrations à travers des manifestations culturelles et scientifiques. Cette première édition comprend une exposition, quatre spectacles et quatre conférences.

L'**exposition** *Nous d'ailleurs* : à la différence d'un jeu de rôle dans lequel le participant doit interpréter un personnage, cette exposition se nourrit de la singularité de ses visiteurs. Ils sont alternativement amenés à endosser différents rôles et à adopter différents points de vue, qui permettent d'aborder des phénomènes migratoires et d'appréhender la multiculturalité de la France. Conçue à partir de méthodes de pédagogie active, cette exposition a pour ambition de permettre à ses visiteurs de trouver leurs propres réponses. De nombreuses visites guidées ont été organisées par l'association.

Un cycle de **conférences** est proposé en lien avec les Journées européennes du Patrimoine :

- 1- L'histoire des migrations à Lyon : avec **Léla BENCHARIF**, géographe et présidente de Traces Migrations, **David ROSSET**, chef de projet action pédagogique aux Archives du Rhône et **Olivier CHAVANON**, sociologue des migrations. Moment de partage de l'Histoire des migrations à Lyon avec l'arrivée des différentes vagues d'immigration.
- 2- Lyon, ville cosmopolite et plurielle : avec **Yasmine BOUAGGA**, maire du 1^{er} arrondissement de Lyon, **Yaël EPSTEIN**, ethnologue-musicologue, **Florent OTTELLO**, artiste de LALCA et **Lison LENEVELER**, doctorante en droit, Le Rize. Découverte du caractère cosmopolite de la métropole lyonnaise : variété des origines de ses habitants, visibilité de sa diversité dans l'occupation et l'animation des espaces publics.
- 3- Les discriminations vécues au quotidien par les personnes migrantes : Avec **Catherine MERCIER-SUISSA**, maîtresse de conférences à l'IAE et responsable pédagogique du D.U. Passerelle Étudiants en exil, **Laurent DEELBOS**, Chef de mission plaidoyer, Forum Réfugiés-Cosi, et **Birgit VYNCKIER**, chargée du pôle entrepreneuriat SINGA LYON. Prise de conscience des stéréotypes et discriminations vécues par les personnes migrantes, étrangères et exilées à Lyon à travers différents aspects de leur quotidien : obtenir des papiers, se loger, travailler etc.
- 4- D'où viennent les préjugés liés aux migrations : Avec **Abdellatif CHAOUI**, rédacteur en chef de la revue *Écart d'identité*, **Marie MONCADA**, post-doctorante, BRIDGE, **Tania RACHO**, docteur en droit, membre Désinfox-Migrations et les Surligneurs, **Nina GHEDDAR**, rédactrice en cheffe de *Guiti News* et **Marie-José BERNARDOT**, autrice de *Étrangers, immigrés : l'intégration à (re)penser*.

Au total, ce cycle de conférence a accueilli **180 personnes**.

Enfin, 4 **spectacles** ont eu lieu

- Conférence-gesticulée « Nos ancêtres les migrants » : avec l'historien **Gérard NOIRIEL** et la comédienne **Martine DERRIER**. Ce spectacle met en scène les analyses développées par Gérard Noiriel dans son livre *Une histoire populaire de la France* (Agone 2018). Le but est de rappeler que les migrations sont une composante essentielle de notre histoire commune. Le spectacle est suivi d'un échange avec le public.
- Ciné-débat : « Regards croisés sur deux générations migrantes » autour des films *Le théâtre des Chibanis* produit par Acte Public Compagnie et Collège Maurice Scève du réseau TRACES Migrations. Ces documentaires retracent le parcours de deux générations de migrants qui participent à « la grandeur de la France ». Cette soirée s'est déroulée en présence des réalisateurs **Patrice PEGEAULT** et **Antoine DUBOS** et est suivie d'un échange avec le public.

- Un Concert-conférence : « **Une odyssée musicale de l'Oud par-delà les siècles et les frontières** », collaboration père-fils des musiciens et musicologues **Marc et Thomas LOOPUYT SEI**. Père et fils échangent musicalement, comme des générations et cultures se sont échangés et appropriés l'oud (instrument de musique).
- Une Performance théâtre & danse : « **SOLAS** » avec la Cie les Corps Indocile, interprétation de **Eliane UMUHIRE** et mise en scène de **Fernanda AREIAS**. Quatre femmes migrantes irakienne, japonaise, roumaine et tunisienne racontent, à travers la voix de la comédienne, leurs expériences vécues de migrations dans leur intimité et la variété de leurs perceptions culturelles.

Pour ces **spectacles** nous avons accueilli un total de **200 spectateurs**.

LA FÊTE DE LA SCIENCE

5 évènements sont organisés en lien avec le Service Général de la Recherche :

- 1- **Un atelier interactif** « L'entraide, une réponse à la crise écologique ? » dirigé par Gregorio Paz Iriarte, doctorant (IRPhIL)
- 2- **Une projection documentaire** : *Êtres en transition : le vivant nous questionne* de François Stuck, présentée et animée par Claire Harpet, Ingénieure de recherche (Centre EVS), en partenariat avec IDÉtorial
- 3- **Une conférence-débat** « Mondialisation et protection de l'environnement, avec Ludivine Chalençon, maîtresse de conférences à l'IAE et Noémie Dominguez, maîtresse de conférences à l'IAE (Centre Magellan)
- 4- **Une projection documentaire** : *Partir à l'aventure : récits de parcours migratoires en contexte agricole* de Lucie Hautbout, Gabrielle Bichat, Christine Forestier et Colombine Proust, présentée par Annie Lascaux (Centre EVS) et Seny Sonko (IRPhIL), doctorants
- 5- **Une balade urbaine** « *Changement climatique, architecture et espaces publics dans la ville ancienne de Lyon* » menée par Bernard Gauthiez, professeur des universités (Centre EVS)
- 6- La Bibliothèque universitaire propose également une **exposition** intitulée *Design, Designs, Designers* en partenariat avec l'université Jean-Monnet Saint-Étienne, l'INSA de Lyon et l'École Supérieure d'Arts appliqués La Martinière Diderot

Nous avons accueilli au total **247 participants** (hors exposition)

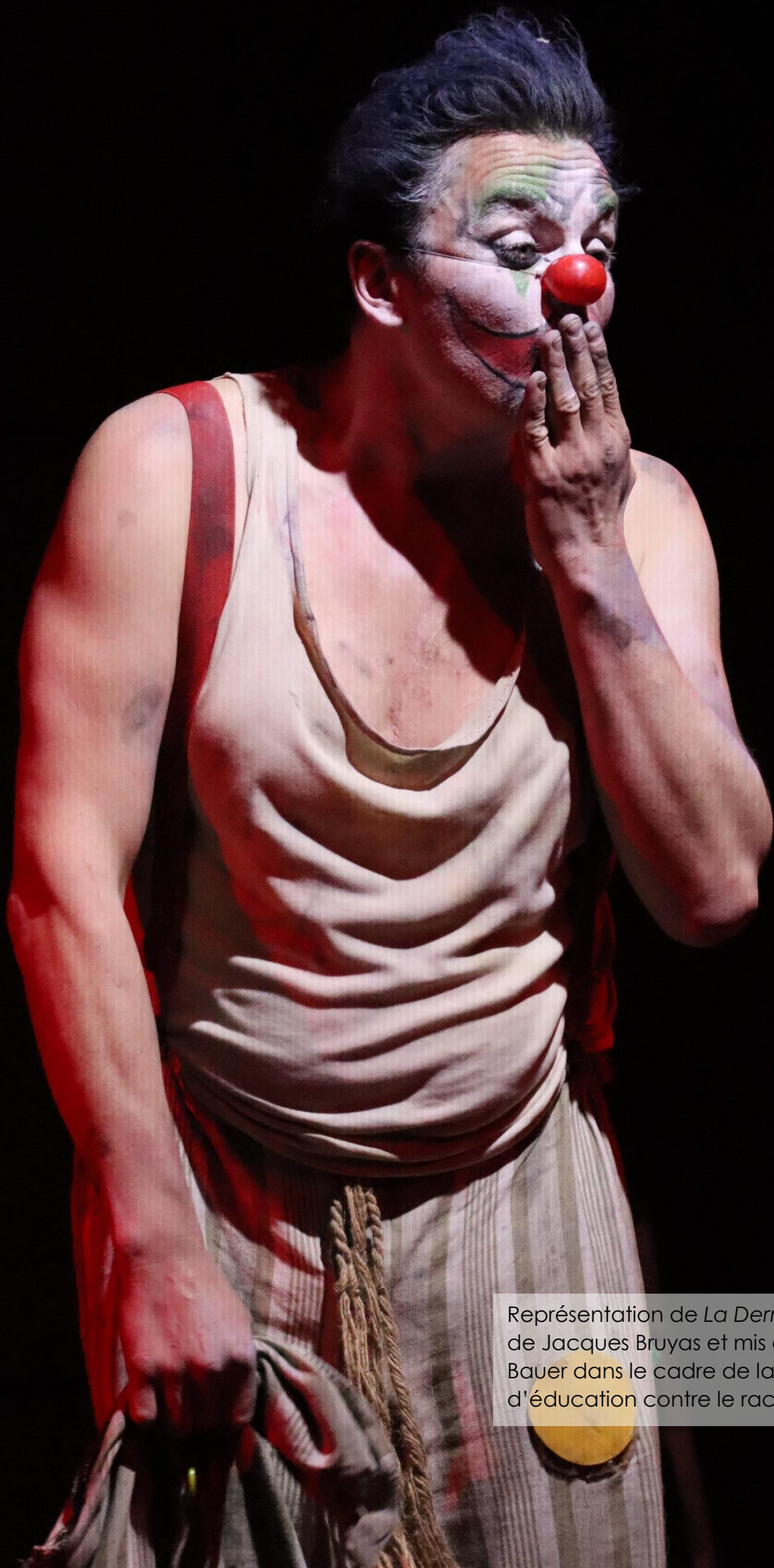
SEMAINE D'ACTIONS ET D'EDUCATION CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME

L'Université Jean-Moulin Lyon 3 réaffirme son engagement dans la lutte contre toutes formes de discriminations au travers d'une série d'actions culturelles : **théâtre, cinéma, visites, conférence-débat et ateliers de pratique artistique**. Ces actions s'inscrivaient dans la célébration des 50 ans de l'université.

Cette année le programme est intitulé : **Repanser les mémoires de la Shoah en 2023**.

- 1- **Rencontre littéraire** avec **Jacques Bruyas**, auteur de *La dernière grimace* animée par Sandrine Rabosseau, enseignante en lettres : ont été présentées des lectures d'étudiants de l'atelier « Lecture à voix haute » dirigé par Frédérique BRUYAS et des étudiants de lettres. Durant le semestre, les étudiants de L1 de Lettres modernes ont étudié le texte dans le cours de Sandrine Rabosseau intitulé « La représentation de l'occupation et de la Shoah dans la littérature et le cinéma au XX^e et XXI^e siècle »
- 2- **Représentation théâtrale** *La dernière grimace* mise en scène par Sandrine Bauer et produit par le théâtre Espace 44. Cette pièce retrace l'histoire du clown Smesny, un clown atypique mort durant la Seconde Guerre mondiale en compagnie de 480 enfants internés dans le camp de Terezin, puis exterminés à Auschwitz la veille même de la libération du camp par les forces alliées. La pièce est suivie d'un bord de scène avec les acteurs et la metteuse en scène.
- 3- **Visites guidées du Mémorial national de la prison de Montluc** : Après la découverte de l'histoire de la prison, les visiteurs pénètrent dans les espaces cellulaires afin de prendre conscience des conditions de détention et du rôle de la prison dans l'organisation répressive nazie.
- 4- **Conférence-débat** avec Pierre-Jérôme Biscarat autour de *La nouvelle histoire de la Shoah* : Alexandre Bande a codirigé l'ouvrage collectif paru en 2021 aux éditions Passés Composés. L'objectif de cette rencontre est donc de transmettre des éléments essentiels de notre histoire aux nouvelles générations et d'interroger les liens entre histoire et mémoire.
- 5- **Projection-débat** du documentaire de David Teboul *Simone Veil et ses sœurs*, en présence du réalisateur, au cinéma Le Comoedia : Les filles d'André Jacob et d'Yvonne, Madeleine, de son surnom Milou, Denise et Simone vivent une enfance heureuse à Nice jusqu'à ce que la Seconde Guerre mondiale brise leur bonheur familial.
- 6- **Ateliers de Théâtre Forum étudiant au Tournoi de la Fraternité de la LICRA AURA** : Le Tournoi de La Fraternité rassemble chaque année des équipes venues principalement de la Métropole lyonnaise, mais aussi de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Il a rassemblé 112 écoliers de niveau CM1 & CM2.
- 7- **Atelier de Théâtre Forum au Lycée Edouard Herriot** : Les étudiants dirigés par Séverine Puel proposent une séance d'atelier à un jeune public (15 lycéens de 1^{ère} option Théâtre et leur 5 enseignants).

Au total **617 personnes** ont participé à ces événements.



Représentation de *La Dernière grimace* adaptée de Jacques Bruyas et mis en scène par Sandrine Bauer dans le cadre de la Semaine d'action et d'éducation contre le racisme et l'antisémitisme



Fiona, membre de l'équipe étudiante du Point Culture lors d'un concert Music Hours

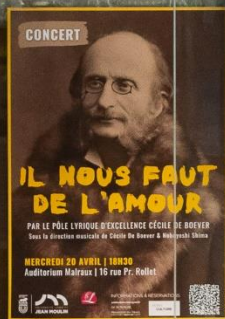
PARTIE 3 : MÉDIATIONS, DIFFUSION ET VALORISATION

Afin de toucher la communauté universitaire, le service met en place plusieurs dispositifs de médiation pour rendre visible la **programmation culturelle** et organise les **ateliers de pratique artistiques**.

Dans cet objectif, une **équipe** de 16 étudiants-médiateurs accompagne le service dans ses missions et communique auprès de ses pairs. Cette équipe anime le Point Culture, lieu d'accueil des publics et de diffusion de la programmation. Elle est aussi chargée des médiations lors des événements de la programmation.

D'autres dispositifs ont été mis en place pour valoriser nos actions et plus largement les actions culturelles, comme la diffusion de l'offre de la Métropole, la vente du Pass Culture de la Métropole, l'offre du Passport Kino, la mise à disposition d'une boîte à livres.

Le Point Culture



HORAIRES POINT CULTURE	
CAMPUS MANUFACTURE	
Lundi	10h-16h
Mardi	10h-16h
Mercredi	10h-13h
Jeudi	10h-16h
Vendredi	10h-12h



Le Point Culture et ses étudiants-médiateurs

SECTION 1 : LE POINT CULTURE, UN LIEU STRATEGIQUE

UN LIEU D'ACCUEIL ET DE DIFFUSION

Le Point Culture est un lieu d'accueil et de diffusion rattaché au service des affaires culturelles, il demeure l'interlocuteur privilégié de nos publics pour toutes nos actions. Cet espace est ouvert du lundi au vendredi et accueille entre 8 et 10 personnes quotidiennement.

Les étudiants-médiateurs assurent l'accueil des publics au Point culture, lieu d'échanges et de promotion de la programmation culturelle, des ateliers et des bons plans (Pass Culture, Passeport Kino, etc.). Ils ont en charge la prise de réservation des publics, la valorisation de nos actions (affichage, réseaux sociaux, tractage, documentation), la vente du Pass culture, la distribution du Passeport Kino.

En outre, ils valorisent l'offre culturelle de la Métropole et diffusent les programmes et flyers des structures partenaires dans nos espaces dédiés : des informations sur la programmation des théâtres, cinémas, les concerts, expositions, conférences, rencontres littéraires, sont ainsi mises à disposition.

Un second Point Culture est situé dans la Cour nord de la Manufacture et permet de donner de la visibilité à nos actions phares (festivals, manifestations nationales). Il abrite également une boîte à livre.

LA BOÎTE À LIVRES : LES TRESORS DE PANDORE

En 2022, les étudiants médiateurs ont été à l'initiative de la restauration de la boîte à livres du Point culture Nord. En coordination avec la DIL, a été imaginé de recycler d'anciens mobiliers inutilisés pour remplacer la structure en cartons utilisée auparavant. Afin de proposer des ouvrages variés, nous avons bénéficié du soutien de la librairie Terre des livres (86 rue de Marseille, Lyon 7^E). Dans cette boîte peuvent être partagés tous type d'objets culturels : DVDs, CDs, livres, dessins, tableaux. Il y a, en moyenne, 90 livres.



LES BONS PLANS

LE PASS CULTURE DE LA MÉTROPOLE

La Métropole de Lyon propose une offre dédiée aux étudiants qui leur permet d'accéder pour 18 euros à 4 événements culturels (3 spectacles vivants, 1 place de cinéma) dans plus de 100 structures partenaires.

En lien avec la Maison des étudiants, le Point Culture est une antenne de vente pour les étudiants de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et d'autres établissements de la Métropole.

Le bilan des ventes pour l'année 2022-2023 :

La vente a été lancée le 8 septembre 2022 et 200 pass ont déjà été vendus fin octobre. Un nouveau stock de 100 Pass a été mis en vente. Ce rythme de vente s'est maintenu : **la totalité des 300 Pass a été vendue en 5 mois**. Cela montre un réel engouement des étudiants pour ce dispositif.

On constate que **70% des ventes ont été réalisées auprès d'étudiants de Lyon 3** et que cette année **19% des ventes ont été réalisées auprès des étudiants internationaux** (25% en 2021-2022). Concernant les filières, **46% des étudiants** qui ont achetés le Pass Culture sont issus des filières de **Droit, Langues ou Lettres**.

LE PASSEPORT KINO DE LA MÉTROPOLE

Le passeport Kino est une offre de la Métropole de Lyon soutenue par le Ministère de la Culture et la Région AURA, dédiée aux festivals de cinéma. Il est composé de 17 coupons correspondant chacun à festival. Munis du passeport, les étudiants ont droit à une séance offerte par festival.

L'offre a été destinée plus particulièrement aux étudiants boursiers, qui ont pu retirer gratuitement un passeport auprès du Point culture. Quant aux étudiants non boursiers, ils ont pu acheter leur passeport pour la somme de 10 euros en ligne et le recevoir ensuite par courrier.

Cette année, **les 60 passeports achetés par le service ont été distribués aux étudiants boursiers de Lyon 3.**

SECTION 2 : MOMENTS FORTS DE VALORISATION

LA JOURNÉE D'ACCUEIL DES ÉTUDIANTS

Durant cette journée d'accueil nous avons promu l'offre du Pass Culture en présence de la Maison des étudiants. De plus, nous avons eu l'occasion de valoriser les ateliers de pratique artistique et le passeport Kino.



Un stand a été animé dans l'espace rue Sud devant le Point culture par nos étudiants-médiateurs et beaucoup d'étudiants ont été touchés à cette occasion. Le bilan de cette manifestation est très positif car elle a permis de faire connaître le service et les actions qu'il mène.

LYON 3 MODE D'EMPLOI



Ce dispositif a permis d'intervenir dans les amphithéâtres pour présenter nos actions, lors des réunions de pré-rentrée (l'offre des ateliers de pratique artistique, présentation du Pass Culture de la Métropole et du passeport KINO). À cette occasion la Cie Chatha en résidence en 2021-22 a donné une performance dansée intitulée HEAVEN.

L'objectif de notre participation était de faire connaître nos actions auprès des nouveaux étudiants (en première année ou les nouveaux arrivants), ce qui a bien fonctionné, les ateliers ayant été complets peu de temps après l'ouverture des inscriptions.

JOURNÉES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (JES)

A l'occasion de la venue des lycéens, des étudiants-médiateurs ont tenus un stand pour promouvoir nos actions auprès des futurs étudiants. Cela a permis de leur donner un aperçu de la vie étudiante à Lyon 3, aspect pouvant orienter leur choix d'université.

Cette action a touché environ 100 lycéens rencontrés.

OUVERTURE SUR LA METROPOLE : LES NUITS DE FOURVIÈRE

Dans le but de promouvoir le festival des Nuits de Fourvière auprès des étudiants, nous nous sommes associés à la Maison des étudiants et au festival pour proposer un *blind test* avec des places de concert, des Pass culture et des affiches à la clé pour les étudiants.

Ce moment festif a réuni 40 participants.

SECTION 3 : COMMUNICATION AUPRÈS DES PUBLICS

Notre communication se déploie sur différents canaux, numériques et imprimés, et permet de valoriser nos actions auprès des publics internes et externes à l'université.

L'ESPACE CULTURE – SITE INTERNET INSTITUTIONNEL

L'espace culture en ligne nous permet de valoriser nos 4 grands champs d'action : la programmation, les ateliers de pratique artistique, les résidences d'artistes et les bons plans culturels.

PROGRAMME IMPRIMÉ DU FESTIVAL L'ART AU MOULIN – HIVER ET PRINTEMPS

Des programmes de l'édition Hiver et Printemps du l'Art au Moulin ont été diffusés sur les campus de la Manufacture des Tabacs et des quais ainsi que lors des restitutions des ateliers. En tout pour les deux éditions, 500 exemplaires distribués.

PROGRAMME IMPRIMÉ DU FESTIVAL DE THÉÂTRE MERAKI#2

Il a été imprimé environ 700 exemplaires du programme du festival MERAKI #2 diffusés sur le campus de la Manufacture des Tabacs et au TNP durant le festival.

Des cartes postales ont aussi été créées et diffusées auprès des participants du festival, ainsi qu'un programme de salle pour chaque spectacle.

DIFFUSION DE L'ENTRACTE - LE QUOTIDIEN DU FESTIVAL MERAKI

6 numéros avec une impression de 80 exemplaires par numéro soit 480 exemplaires au total diffusés sur le campus de la Manufacture des Tabacs et au TNP durant le festival.

NOS RÉSEAUX SOCIAUX

Deux étudiantes-médiatrices ont été responsables de nos réseaux sociaux Facebook, Instagram et Twitter. Nous avons privilégié l'utilisation d'Instagram qui touche une plus grande population étudiante.

PAGE INSTAGRAM : [Point culture Lyon 3](#)

De nombreuses actions mises en place l'année précédente (2021-2022) ont été reconduites comme : **les coups de cœurs*** (5 cette année), **les focus atelier*** (4 cette année) et **les mises en avant des événements** (une dizaine cette année).

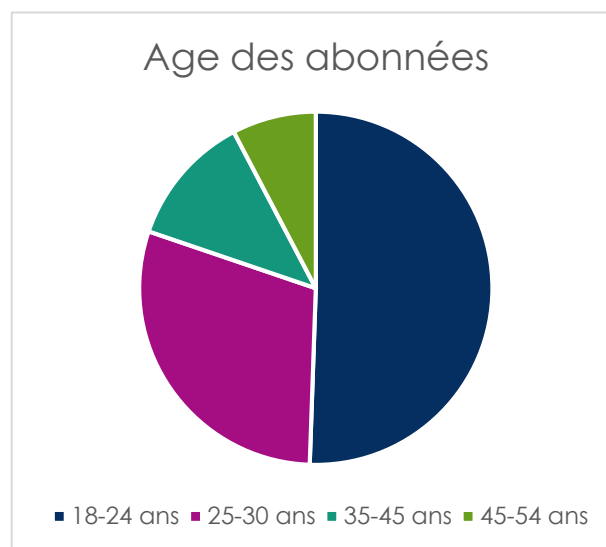
**Les coups de cœur sont de courtes vidéos où un étudiant du Point Culture partage avec le public un coup de cœur culturel : livre, film, exposition, musique, spectacle vivant etc.*

**Les focus atelier ont permis de valoriser les ateliers de pratiques artistiques proposés aux étudiants par le service*

- Nombre d'abonnés : **1095** en mai 2023 (884 en mai 2022)
- Nouveaux abonnements cette année : **211**
- Nombre de publications : **412** et environ **550** stories

Il y a eu moins d'évènements que l'année dernière mais un nombre important de personnes a suivi les actualités du service via Instagram avec environ 250 personnes touchées par post. Cela nous conforte dans l'utilisation de ce réseau, apprécié par le public étudiant.

Partenaires taggés dans les stories : Patrimuse, Lyon 3 Orchestra, Lyon campus, CNSMD, le Festival du film jeune de Lyon, la Troupe Lyon III, le Pôle Lyrique d'excellence, la Cie On/off et bien d'autres.

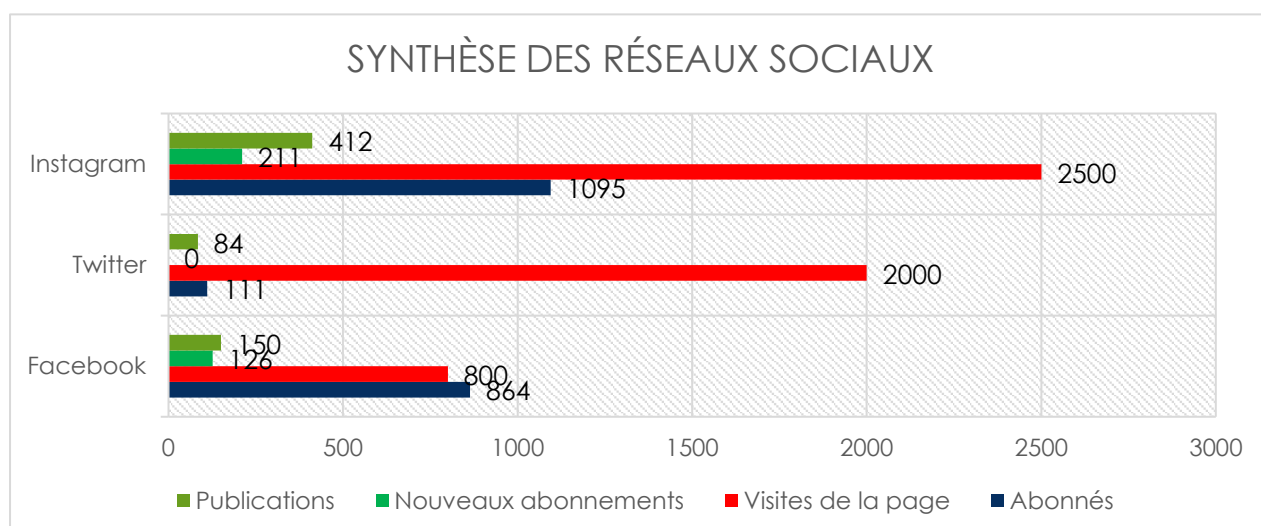


PAGE FACEBOOK : [Cortex Point culture](#)

- Nombre d'abonnés : **864** en juin 2023 (738 en juin 2022)
- Nouveaux abonnements : **126**
- La tranche d'âge la plus touchée : 15 et 34 ans
- Nombre de publications : **155**

PAGE TWITTER : [@PointCulture3](#)

- Nombre d'abonnés : 111
- Nouveaux abonnements cette année : 8
- Nombre de tweet :



Chiffres clés de la saison

Le service des affaires culturelles c'est

1 046
spectateurs et
participants
pour MERAKI

1 000
spectateurs
pour les évènements
musicaux

50
évènements
organisés

19 ateliers de
pratique
artistique gratuits à
destination des étudiants
de l'Université

54% de
spectateurs
étudiants
lors des évènements

24 établissements
culturels
partenaires

3 000
spectateurs
pour les
évènements

2 festivals
étudiants l'Art
au moulin – Hiver et
Printemps et MERAKI



Délibération n° D2024-01-05-fin
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 30 janvier 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3, L. 719-9 et R. 719-89 ;
 Vu le décret n° D2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 193 ;
 Vu la délibération n° D2017-10-07-Ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
 Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,

Après avis favorable de la composante,
 Après avis favorable de la direction des affaires financières,
 Après avis favorable de M. l'agent comptable,

Après en avoir délibéré,

Décide

de répondre *favorablement* à la demande de remise commerciale suivante :

Montant Convention	N° Facture	Nature prestation	Composante	Motivation de la demande de remise commerciale	Montant à recouvrer	Montant de la remise demandée	Avis DAF	Avis AC	Avis composante
180.00 €	210064472	Colloque « Le contentieux de l'assistance éducative » du 13 juin 2023	DROIT ELJ	Pb de santé empêchant le participant d'assister au colloque. Les frais d'inscription sont une charge importante pour un professionnel libéral à temps partiel.	180.00 €	180.00 €	Favorable	Favorable	Favorable

La présente délibération a été approuvée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 31
- ✓ Nombre de voix en faveur de la demande de remise commerciale : 30
- ✓ Nombre de voix contre la demande de remise commerciale : 1
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 30 janvier 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique,



Gilles BONNET



Si vous estimez que cette décision est contestable vous pouvez former : soit un recours gracieux auprès de Monsieur le Président de l'Université, soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon. Le recours contentieux doit intervenir dans un délai de **deux mois** à compter de la notification de la décision.

Délibération n° D2024-01-06-fin
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 30 janvier 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3, L. 719-9 et R. 719-89 ;
Vu le décret n° D2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 193 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-Ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,

Après avis favorable de la composante,
Après avis favorable de la direction des affaires financières,
Après avis favorable de M. l'agent comptable,
Après en avoir délibéré,

Propose

de répondre favorablement à la demande de remise gracieuse, conformément à l'avis de la DAF, de l'agent comptable et de la composante :

Montant Convention	N° Facture	Nom du redevable	Nature prestation	Composante	Motivation de la demande de remise gracieuse	Montant à recouvrer	Montant de la remise demandée	Avis DAF	Avis AC	Avis composante
7 500,00 euros	210062352 210063163 210064030	Mme S.A.N	M2 : management des industries pharmaceutiques et des technologies médicales	IAE	Étudiante libanaise. Impossibilité de payer la formation au regard de la situation financière du pays et de ses habitants et du contexte géopolitique.	7 500,00 €	7 500,00 €	Favorable	Favorable	Favorable

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	31
✓ Nombre de voix pour la remise gracieuse :	31
✓ Nombre de voix contre la remise gracieuse :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 30 janvier 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique,



Gilles BONNET

Si vous estimez que cette décision est contestable vous pouvez former : soit un recours gracieux auprès de Monsieur le Président de l'Université, soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon. Le recours contentieux doit intervenir dans un délai de **deux mois** à compter de la notification de la décision.

Délibération n° D2024-01-07-fin
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 30 janvier 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3, L. 719-9 et R. 719-89 ;
 Vu le décret n° D2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 193 ;
 Vu la délibération n° D2017-10-07-Ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
 Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,

Après avis favorable de la composante,
 Après avis favorable de la direction des affaires financières,
 Après avis favorable de M. l'agent comptable,
 Après en avoir délibéré,

Propose

de répondre favorablement à la demande de remise gracieuse, conformément à l'avis de la DAF, de l'agent comptable et de la composante :

Montant Convention	N° Facture	Nom du redevable	Nature prestation	Composante	Motivation de la demande de remise gracieuse	Montant à recouvrer	Montant de la remise demandée	Avis DAF	Avis AC	Avis composante
7 500,00 euros	210062767 210063170 210064035	M.D.N	M2 : management et commerce international- International Business Realities (IBR)	IAE	Étudiant libanais. Impossibilité de payer la formation au regard de la situation financière du pays et de ses habitants et du contexte géopolitique.	6 000,00 €	6 000,00 €	Favorable	Favorable	Favorable

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 31
- ✓ Nombre de voix pour la remise gracieuse : 31
- ✓ Nombre de voix contre la remise gracieuse : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 30 janvier 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique,



Gilles BONNET

Si vous estimez que cette décision est contestable vous pouvez former : soit un recours gracieux auprès de Monsieur le Président de l'Université, soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon. Le recours contentieux doit intervenir dans un délai de **deux mois** à compter de la notification de la décision.

Délibération n° D2024-01-08-fin
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 30 janvier 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3, L. 719-9 et R. 719-89 ;
Vu le décret n° D2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 193 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-Ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,

Après avis favorable de la composante,
Après avis favorable de la direction des affaires financières,
Après avis favorable de M. l'agent comptable,
Après en avoir délibéré,

Propose

de répondre favorablement à la demande de remise gracieuse, conformément à l'avis de la DAF, de l'agent comptable et de la composante :

Montant Convention	N° Facture	Nom du redevable	Nature prestation	Composante	Motivation de la demande de remise gracieuse	Montant à recouvrer	Montant de la remise demandée	Avis DAF	Avis AC	Avis composante
6 800,00 euros	210062346 210063186 210064046	Mme C.C.L	Master 1 : Marketing, vente	IAE	Étudiante taiwanaise. Impossibilité de payer la formation au regard de difficultés financières importantes.	4 760,00 €	4 760,00 €	Favorable	Favorable	Favorable

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 31
- ✓ Nombre de voix pour la remise gracieuse : 31
- ✓ Nombre de voix contre la remise gracieuse : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 30 janvier 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique,



Gilles BONNET



Si vous estimez que cette décision est contestable vous pouvez former : soit un recours gracieux auprès de Monsieur le Président de l'Université, soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon. Le recours contentieux doit intervenir dans un délai de **deux mois** à compter de la notification de la décision.

Délibération n° D2024-01-09-Ins
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 23 janvier 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3 et suivants ;

Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2023-01-08-ins du 31 janvier 2023 rendant un avis positif sur la nomination de Madame Lucie COUTANT en tant que vice-présidente étudiante au conseil d'administration,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Décide

de rendre un avis favorable sur la décision du président de mettre fin aux fonctions de vice-présidente étudiante au conseil d'administration de Mme Lucie COUTANT.

La présente délibération a été approuvée par :

✓ Nombre de membres présents ou représentés :	30
✓ Nombre de voix pour :	21
✓ Nombre de voix contre :	3
✓ Nombre d'abstentions :	6

Lyon, le 30 janvier 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique



Gilles BONNET

Délibération n° D2024-01-10-Ins
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 30 janvier 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu l'arrêté n° 22-268 relatif aux résultats des élections des représentants des usagers aux conseils centraux de l'université Jean Moulin du 18 octobre 2022 ;

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Exposé des motifs

Aux termes de l'article 6 des statuts de l'université Jean Moulin Lyon 3 : « [...] Le président est assisté par deux vice-présidents étudiants. L'un est le vice-président élu par le conseil académique au sein de la commission de la formation et de la vie universitaire, en charge notamment des questions de vie étudiante en lien avec les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (C.R.O.U.S.). L'autre vice-président étudiant, proposé par le président, est nommé après avis consultatif du conseil d'administration parmi les représentants étudiants élus de l'un des deux conseils de l'université. ».

Les deux vice-présidents étudiants sont membres de l'équipe présidentielle et assistent le président dans ses missions : un vice-président étudiant élu par le conseil académique, et un vice-président étudiant nommé par le président après avis consultatif du conseil d'administration.

Décide

de rendre un avis favorable sur la nomination de Monsieur Louis-Antoine GRANJON en tant que vice-président étudiant.

La présente délibération a été approuvée par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	31
✓ Nombre de voix pour :	23
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstentions :	8

Lyon, le 30 janvier 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique



Gilles BONNET

Délibération n° D2024-01-11-sco
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 30 janvier 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du 23 janvier 2024,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Exposé des motifs

Le calendrier des congés universitaires des étudiants est fixé en concertation avec les autres établissements du site. Il sert de base pour l'établissement du calendrier universitaire.

Décide

d'approuver le calendrier des congés universitaires des étudiants tel que présenté en annexe de la présente délibération.

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	31
✓ Nombre de voix pour :	31
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 30 janvier 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique



Gilles BONNET

Calendrier des congés universitaires étudiants 2024-2025 (17/01/2024)



Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août
1 D	1 M	1 V Férié	1 D	1 M Férié	1 S	1 S	1 M	1 J Férié	1 D	1 M	1 V
2 L	2 M	2 S	2 L	2 J	2 D	2 D	2 M	2 V	2 L	2 M	2 S
3 M	3 J	3 D	3 M	3 V	3 L	3 L	3 J	3 S	3 M	3 J	3 D
4 M	4 V	4 L	4 M	4 S	4 M	4 M	4 V	4 D	4 M	4 V	4 L
5 J	5 S	5 M	5 J	5 D	5 M	5 M	5 S	5 L	5 J	5 S	5 M
6 V	6 D	6 M	6 V	6 L	6 J	6 J	6 D	6 M	6 V	6 D	6 M
7 S	7 L	7 J	7 S	7 M	7 V	7 V	7 L	7 M	7 S	7 L	7 J
8 D	8 M	8 V	8 D	8 M	8 S	8 S	8 M	8 J Férié	8 D	8 M	8 V
9 L	9 M	9 S	9 L	9 J	9 D	9 D	9 M	9 V	9 L Férié	9 M	9 S
10 M	10 J	10 D	10 M	10 V	10 L	10 L	10 J	10 S	10 M	10 J	10 D
11 M	11 V	11 L Férié	11 M	11 S	11 M	11 M	11 V	11 D	11 M	11 V	11 L
12 J	12 S	12 M	12 J	12 D	12 M	12 M	12 S	12 L	12 J	12 S	12 M
13 V	13 D	13 M	13 V	13 L	13 J	13 J	13 D	13 M	13 V	13 D	13 M
14 S	14 L	14 J	14 S	14 M	14 V	14 V	14 L	14 M	14 S	14 L Férié	14 J
15 D	15 M	15 V	15 D	15 M	15 S	15 S	15 M	15 J	15 D	15 M	15 V Férié
16 L	16 M	16 S	16 L	16 J	16 D	16 D	16 M	16 V	16 L	16 M	16 S
17 M	17 J	17 D	17 M	17 V	17 L	17 L	17 J	17 S	17 M	17 J	17 D
18 M	18 V	18 L	18 M	18 S	18 M	18 M	18 V	18 D	18 M	18 V	18 L
19 J	19 S	19 M	19 J	19 D	19 M	19 M	19 S	19 L	19 J	19 S	19 M
20 V	20 D	20 M	20 V	20 L	20 J	20 J	20 D	20 M	20 V	20 D	20 M
21 S	21 L	21 J	21 S	21 M	21 V	21 V	21 L Férié	21 M	21 S	21 L	21 J
22 D	22 M	22 V	22 D	22 M	22 S	22 S	22 M	22 J	22 D	22 M	22 V
23 L	23 M	23 S	23 L	23 J	23 D	23 D	23 M	23 V	23 L	23 M	23 S
24 M	24 J	24 D	24 M	24 V	24 L	24 L	24 J	24 S	24 M	24 J	24 D
25 M	25 V	25 L	25 M Férié	25 S	25 M	25 M	25 V	25 D	25 M	25 V	25 L
26 J	26 S	26 M	26 J	26 D	26 M	26 M	26 S	26 L	26 J	26 S	26 M
27 V	27 D	27 M	27 V	27 L	27 J	27 J	27 D	27 M	27 V	27 D	27 M
28 S	28 L	28 J	28 S	28 M	28 V	28 V	28 L	28 M	28 S	28 L	28 J
29 D	29 M	29 V	29 D	29 M		29 S	29 M	29 J Férié	29 D	29 M	29 V
30 L	30 M	30 S	30 L	30 J		30 D	30 M	30 V	30 L	30 M	30 S
	31 J		31 M	31 V		31 L		31 S		31 J	31 D

Les formations dispensées en alternance ou réservées à un public en formation continue peuvent déroger au calendrier universitaire proposé, dès lors que les étudiants sont informés du calendrier spécifique dès la rentrée.

Délibération n° D2024-01-12-fin
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 30 janvier 2024

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L. 712-3 et suivants ;

Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu l'avis du conseil de l'IAE du 29 novembre 2023 ;

Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du 23 janvier 2024,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré

Exposé des motifs

Dans le cadre du projet SFRI Graduate Initiative, l'IAE de Lyon développe la Graduate school « International Entrepreneurship and Innovation for Society » (IEIS), parcours spécifique proposé à une promotion d'excellence. Cette Graduate school vise à accroître l'attractivité de l'université sur la thématique de l'entrepreneuriat et de ses capacités transformatives de la société. Le projet prévoit notamment l'attribution de bourse à des étudiants de master 2.

Le conseil de l'IAE du 29 novembre 2023 a donné un avis favorable à l'attribution d'une bourse à une étudiante en master 2 Etudes et recherches en management, pour une mission de recherche, sur la thématique de l'entrepreneuriat social en collaboration avec l'équipe de recherche CREATE.

Le montant de la bourse est de 10 000€ et sera imputée sur le budget du projet SFRI.

Décide

d'approuver le versement en 2024 d'une bourse d'étude de 10 000 € à une étudiante du master 2 Etudes et Recherches en Management, dans le cadre de Graduate School « International Entrepreneurship and Innovation for Society ».

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	31
✓ Nombre de voix pour :	31
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 30 janvier 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique



Gilles BONNET

Délibération n° D2024-01-13-sco

**Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 30 janvier 2024**

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3 et suivants et L. 841-5 et D. 841-2 à D. 841-7 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifié portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifié portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-07-32-sco du 9 juillet 2019 portant approbation par le conseil d'administration de la composition de la commission CVEC et de son fonctionnement ;
Vu la délibération n° D2021-05-14-sco du 4 mai 2021 portant modification par le conseil d'administration de la composition de la commission CVEC ;
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du 23 janvier 2024,

Sur proposition du président de l'université,

Après en avoir délibéré,

Exposé des motifs

La commission relative à la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) s'est réunie le 11 janvier 2024 pour examiner les demandes de dotations présentées par les services de l'université Jean Moulin.

Conformément à la délibération du conseil d'administration de l'université Jean Moulin en date du 9 juillet 2019 relative à la composition de la commission CVEC et son fonctionnement, les propositions de la commission CVEC sont soumises à l'avis de la commission de la formation et de la vie étudiante et à l'approbation du conseil d'administration de l'université.

Décide

d'approuver l'attribution des dotations aux services de l'université selon les montants figurant en annexe, sous réserve de la disponibilité des crédits.

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	31
✓ Nombre de voix pour :	31
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 30 janvier 2024

**Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique**



Gilles BONNET

ANNEXE

PROPOSITION D'ATTRIBUTION DE DOTATIONS AU TITRE DE LA CVEC (COMMISSION 11 JANVIER 2024)

N°	Service porteur	Intitulé du projet	Date du projet	Montant total du projet	Montant demandé	Montant total attribué	Financement 2024	Part de fonctionnement 2024	Part d'investissement 2024	Part de masse salariale	Remarques
1	Service des Affaires Culturelles	Achat matériel de musique	Janvier/février 2024	5 892,55 €	5 892,55 €	5 893 €	5 893 €	908 €	4 985 €	- €	
2	Service des Affaires Culturelles	Festival "Identités Croisées"	5 au 17 février 2024	31 347,00 €	10 000,00 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	- €	- €	
3	Service des Affaires Culturelles	Festival MERAKI n°3	Juin 2023 - mai 2024	57 938,59 €	25 538,59 €	25 539 €	25 539 €	15 300 €	- €	10 239 €	
4	Service des Sports	Achat appareil de musculation	Printemps 2024	11 281,86 €	11 281,86 €	11 282 €	11 282 €	- €	11 282 €	- €	
5	Pôle Vie Etudiante	Délivrances - Pherein	Septembre 2024	11 500,00 €	5 000,00 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	- €	- €	
TOTAL				117 960,00 €	57 713,00 €	57 714 €	57 714 €	31 208 €	16 267 €	10 239 €	

Délibération n° D2024-01-14-sco
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 30 janvier 2024

Vu le code de l'éducation, notamment son article L. 123-3, L. 612-3 et D. 612-1 et suivants ;
Vu la délibération n° 2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin,
Vu la délibération n° 2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n°D2023-12-12-sco du conseil d'administration du 19 décembre 2023 ;
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du 23 janvier 2024,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Exposé des motifs

Le parcours « prépa IEP » de la faculté de droit ne figurera pas sur l'architecture Parcoursup 2024, comme notifié par le rectorat.

Décide

d'approuver l'architecture Parcoursup telle que présentée en annexe de la présente délibération.

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	31
✓ Nombre de voix pour :	31
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 30 janvier 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique



Gilles BONNET

CAPACITÉS D'ACCUEIL Première année de 1er cycle d'enseignement supérieur (20/12/2023)

ÉTABLISSEMENT : UNIVERSITÉ LYON 3

			Capacités d'accueil 2023-2024		Capacités d'accueil 2024-2025		
Composante ou domaine	Mention	Parcours	Capacité Parcoursup* (Néo + réo)	Capacité globale**	Capacité Parcoursup* (Néo + réo)	Capacité globale**	Observations
1. LICENCES NON SÉLECTIVES							
PHILOSOPHIE	PHILOSOPHIE	Licence Philosophie	120	140	120	140	Ancien intitulé : Licence - Portail Philosophie
TOTAL PHILOSOPHIE			120	140	120	140	
IAE	GESTION	Bourg - Licence Gestion et Management	80	108	80	108	Ancien intitulé : Licence Gestion - Parcours Gestion et Management
IAE	GESTION	Lyon - Licence Gestion et Management	710	972	710	972	Ancien intitulé : Licence Gestion - Parcours Gestion et Management
IAE	GESTION	Lyon - Licence Business Management	45	48	45	48	Ancien intitulé : Licence Gestion - Parcours Gestion et Management
TOTAL IAE			835	1 128	835	1 128	
DROIT	DROIT	Bourg - Licence Majeure Droit - mineure Droit	130	180	130	180	Ancien intitulé : Licence - Portail Droit
DROIT	DROIT	Bourg - Licence Majeure Droit - mineure option Santé	20	20	20	20	Ancien intitulé : Licence - Portail Droit - Accès Santé (LAS)
DROIT	DROIT	Licence Majeure Droit - mineure Droit	1 270	1 670	1 205	1 600	Ancien intitulé : Licence - Portail Droit
DROIT	DROIT	Licence Majeure Droit - mineure Science politique	330	436	330	436	Ancien intitulé : Licence - Portail Science politique - Droit
DROIT	DROIT	Licence Majeure Droit - mineure option Santé	60	60	60	60	Ancien intitulé : Licence - Portail Droit - Accès Santé (LAS)
DROIT	DROIT	Licence Majeure Droit - mineure Finance			65	70	Nouveau parcours (intégré en 2023-24 dans la Licence Droit)
DROIT	DROIT	Licence Majeure Droit - mineure Prépa IEP			60	60	Ouverture du parcours à part entière à la rentrée 2024 - Refusée : les capacités sont réintégrées dans la mineure Droit
DROIT	DROIT	Licence Portail Droit - Projet d'insertion en licence professionnelle métiers de l'immobilier	30	30			La licence devient une licence professionnelle sur 3 ans (Licence sélective)
TOTAL DROIT			1 840	2 396	1 810	2 366	
LETTRES ET CIV	HISTOIRE	Bourg - Licence Histoire	65	72	65	72	Ancien intitulé : Licence - Portail Histoire
LETTRES ET CIV	HISTOIRE	Licence Histoire	230	288	230	288	Ancien intitulé : Licence - Portail Histoire
LETTRES ET CIV	GÉOGRAPHIE ET AMÉNAGEMENT	Licence Géographie et Aménagement	115	136	115	136	Ancien intitulé : Licence - Portail Géographie et Aménagement
LETTRES ET CIV	LETTRES	Licence Lettres - Littératures, Langues et Cultures de l'Antiquité	30	36	30	36	Ancien intitulé : Licence - Portail Lettres - LLCA (anciennement lettres classiques et humanités)
LETTRES ET CIV	LETTRES	Licence Lettres - Lettres	135	144	135	144	Ancien intitulé : Licence - Portail Lettres (antérieurement Lettres modernes)
TOTAL LETTRES ET CIVILISATIONS			575	676	575	676	
LANGUES	LLCER	Licence Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales Allemand	36	36	36	36	Licence - Portail Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales Allemand
LANGUES	LLCER	Licence Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales Anglais	260	310	260	310	Licence - Portail Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales Anglais
LANGUES	LLCER	Licence Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales Arabe	40	72	40	72	Licence - Portail Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales Arabe
LANGUES	LLCER	Licence Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales Arabe - Grands débutants (cursus 4 ans)	36	36	36	36	Licence - Portail Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales Arabe (Grand débutant) Cursus 4 ans
LANGUES	LLCER	Licence Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales Chinois	40	54	40	54	Licence - Portail Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales Chinois
LANGUES	LLCER	Licence Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales Chinois - Grands débutants (cursus 4 ans)	18	18	18	18	Licence - Portail Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales Chinois (Grand débutant) Cursus 4 ans
LANGUES	LLCER	Licence Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales Italien	60	72	60	72	Licence - Portail Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales Italien
LANGUES	LLCER	Licence Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales Japonais	76	108	76	108	Licence - Portail Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales Japonais
LANGUES	LLCER	Licence Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales Russe	15	26	15	26	Licence - Portail Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales Russe
LANGUES	LLCER	Licence Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales Russe - Grands débutants (cursus 4 ans)	10	10	10	10	Licence - Portail Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales Russe (Grand débutant) Cursus 4 ans
LANGUES	LEA	Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Allemand	70	75	70	75	Licence - Portail Langues Étrangères Appliquées Anglais-Allemand
LANGUES	LEA	Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Arabe	50	90	50	90	Licence - Portail Langues Étrangères Appliquées Anglais-Arabe
LANGUES	LEA	Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Arabe - Grands débutants (cursus 4 ans)	36	36	36	36	Licence - Portail Langues Étrangères Appliquées Anglais-Arabe (Grand débutant) Cursus 4 ans
LANGUES	LEA	Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Chinois	63	80	63	80	Licence - Portail Langues Étrangères Appliquées Anglais-Chinois
LANGUES	LEA	Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Chinois - Grands débutants (cursus 4 ans)	30	36	30	36	Licence - Portail Langues Étrangères Appliquées Anglais-Chinois (Grand débutant) Cursus 4 ans
LANGUES	LEA	Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Coréen	75	85	60	65	Licence - Portail Langues Étrangères Appliquées Anglais-Coréen

CAPACITÉS D'ACCUEIL Première année de 1er cycle d'enseignement supérieur (20/12/2023)

ÉTABLISSEMENT : UNIVERSITÉ LYON 3

			Capacités d'accueil 2023-2024		Capacités d'accueil 2024-2025		Observations
Composante ou domaine	Mention	Parcours	Capacité Parcoursup* (Néo + réo)	Capacité globale**	Capacité Parcoursup* (Néo + réo)	Capacité globale**	
LANGUES	LEA	Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Coréen - mineure Langue et Culture Japonais			15	20	Nouveau Parcours fléché proposé à partir de 2024 (les capacités ont été déduites de la LEA Anglais-Coréen)
LANGUES	LEA	Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Espagnol	230	300	205	270	Licence - Portail Langues Étrangères Appliquées Anglais-Espagnol
LANGUES	LEA	Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Espagnol - mineure Langue et Culture Portugais			25	30	Nouveau Parcours fléché proposé à partir de 2024 (les capacités ont été déduites de la LEA Anglais-Espagnol)
LANGUES	LEA	Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Italien	85	100	85	100	Licence - Portail Langues Étrangères Appliquées Anglais-Italien
LANGUES	LEA	Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Japonais	100	110	79	84	Licence - Portail Langues Étrangères Appliquées Anglais-Italien
LANGUES	LEA	Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Japonais - mineure Langue et Culture Coréen			21	26	Nouveau Parcours fléché proposé à partir de 2024 (les capacités ont été déduites de la LEA Anglais-Japonais)
LANGUES	LEA	Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Polonais	15	20	15	20	Licence - Portail Langues Étrangères Appliquées Anglais-Polonais
LANGUES	LEA	Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Polonais - Grands débutants (cursus 4 ans)	16	16	16	16	Licence - Portail Langues Étrangères Appliquées Anglais-Polonais (Grand débutant) Cursus 4 ans
LANGUES	LEA	Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Portugais	28	28	28	28	Licence - Portail Langues Étrangères Appliquées Anglais-Portugais
LANGUES	LEA	Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Portugais - Grands débutants (cursus 4 ans)	16	16	16	16	Licence - Portail Langues Étrangères Appliquées Anglais-Portugais (Grand débutant) Cursus 4 ans
LANGUES	LEA	Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Russe	35	50	35	50	Licence - Portail Langues Étrangères Appliquées Anglais-Russe
LANGUES	LEA	Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Russe - Grands débutants (cursus 4 ans)	36	36	36	36	Licence - Portail Langues Étrangères Appliquées Anglais-Russe (Grand débutant) Cursus 4 ans
TOTAL LANGUES			1 476	1 820	1 476	1 820	
TOTAL Licences non sélectives			4 846	6 160	4 816	6 130	
2. LICENCES SÉLECTIVES							
IAE	GESTION	DCG - Diplôme de Comptabilité et de Gestion	130	130	130	130	
LANGUES	LLCER	Licence Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales - Trilangue Anglais-Allemand	16	18	16	18	
LANGUES	LLCER	Licence Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales - Trilangue Anglais-Espagnol	34	40	34	40	
LANGUES	LLCER	Licence Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales - Trilangue Anglais-Italien	16	18	16	18	
DROIT/ PHILOSOPHIE	DROIT/PHILOSOPHIE	Double Licence Droit et Philosophie	42	45	42	45	
LETTRES ET CIVILISATIONS	HISTOIRE/GÉOGRAPHIE	Double Licence Histoire et Géographie-Aménagement	30	30	30	30	
LANGUES/IAE	LEA/GESTION	Double Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Allemand et Gestion et Management	20	20	20	20	
LANGUES/IAE	LEA/GESTION	Double Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Arabe et Gestion et Management	10	10	10	10	
LANGUES/IAE	LEA/GESTION	Double Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Chinois et Gestion et Management	10	10	10	10	
LANGUES/IAE	LEA/GESTION	Double Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Coréen et Gestion et Management	10	10	10	10	
LANGUES/IAE	LEA/GESTION	Double Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Espagnol et Gestion et Management	30	30	30	30	
LANGUES/IAE	LEA/GESTION	Double Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Italien et Gestion et Management	20	20	20	20	
LANGUES/IAE	LEA/GESTION	Double Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Japonais et Gestion et Management	10	10	10	10	
LANGUES/IAE	LEA/GESTION	Double Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Polonais et Gestion et Management	10	10	10	10	
LANGUES/IAE	LEA/GESTION	Double Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Portugais et Gestion et Management	10	10	10	10	
LANGUES/IAE	LEA/GESTION	Double Licence Langues Étrangères Appliquées Anglais-Russe et Gestion et Management	10	10	10	10	
DROIT	DROIT	Licence professionnelle Métiers de l'immobilier			30	30	Nouvelle Licence Professionnelle sur 3 ans en remplacement de la Licence "PILP" - Formation sélective
TOTAL Licences sélectives			408	421	438	451	
3. BUT							
IUT	CARRIÈRES JURIDIQUES	PARCOURS ADMINISTRATION ET JUSTICE, ENTREPRISE ET ASSOCIATION, PATRIMOINE ET FINANCE - Lyon	120	150	124	124	Capacités globales votées en 2023-24 erronées. Elles étaient en réalité de 120
IUT	CARRIÈRES JURIDIQUES	PARCOURS ENTREPRISE ET ASSOCIATION (EA) - Annonay	25	25	25	25	
IUT	CARRIÈRES JURIDIQUES	PARCOURS ADMINISTRATION ET JUSTICE (AJ) - Bourg	36	36	36	36	
IUT	GESTION ADMINISTRATIVE ET COMMERCIALE	PARCOURS MdFs, MRPE, MCMO	80	90	93	93	

CAPACITÉS D'ACCUEIL Première année de 1er cycle d'enseignement supérieur (20/12/2023)

ÉTABLISSEMENT : UNIVERSITÉ LYON 3

Composante ou domaine	Mention	Parcours	Capacités d'accueil 2023-2024		Capacités d'accueil 2024-2025		Observations
			Capacité Parcoursup* (Néo + réo)	Capacité globale**	Capacité Parcoursup* (Néo + réo)	Capacité globale**	
IUT	GESTION ADMINISTRATIVE ET COMMERCIALE	PARCOURS MACAST	30	30	31	31	
IUT	INFORMATION-COMMUNICATION	COMMUNICATION DES ORGANISATIONS (COMOR)	56	58	62	62	
IUT	INFORMATION-COMMUNICATION	INFORMATION NUMÉRIQUE DANS LES ORGANISATIONS (INFONUM)	28	30	31	31	
TOTAL BUT			375	419	402	402	
4. AUTRES FORMATIONS POST BAC							
TOTAL Autres formations post bac			0	0	0	0	
TOTAL Établissement			5 629	7 000	5 656	6 983	

Identifier les parcours LAS (Licences accès santé)

Pour les diplômes co-accrédités ou faisant l'objet de conventionnement avec un autre établissement, seules les capacités donnant lieu à inscriptions principales seront présentées.

* Capacité accueil Parcoursup : néobacheliers + réorientations (internes et externes)

** Capacité globale : Capacité Parcoursup + redoublants + candidats étrangers soumis à la démarche d'admission préalable prévue aux articles D.612-11 à D.611-18 du code de l'éducation

Délibération n° D2024-01-15-acc
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 30 janvier 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L. 712-3 ;

Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2021-01-05-ins du 26 janvier 2021 modifiée portant approbation de la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président,

Décide

d'approuver la convention suivante :

NUMERO	PARTENAIRES	OBJET
2023-11-G-170	Union Nationale du CME	Convention de mécénat pour l'année 2023 UNICAP

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	31
✓ Nombre de voix pour :	31
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 30 janvier 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique,



Gilles BONNET

**CONVENTION DE MÉCÉNAT
POUR L'ANNEE 2023
N°2023-11-G-170**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'Union Nationale du CME, dont le siège social est situé 31 rue Gustave Simon 54000 NANCY,

Représenté par Monsieur Daniel KOTOWSKY, en sa qualité de Président,

Ci-après dénommé « le Fonds »,

D'UNE PART,

ET :

L'UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON III, établissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social est situé 1 avenue des frères Lumière, 69372 LYON,

Représentée par Monsieur Eric CARPANO, en sa qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « Le Bénéficiaire »

D'AUTRE PART,

Ci-après individuellement dénommée "une Partie"

Et collectivement dénommées « les Parties »,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

(A) Le Fonds ...

Le Fonds a pour objet de recevoir et de gérer, en les capitalisant, les biens et droits de toute nature qui lui sont apportés à titre gratuit, en vue de lutter par tout moyen contre les fragilités sociales et de développer un soutien à toute personne atteinte par de telles difficultés. Pour parvenir à cet objectif, le Fonds soutient des projets qui visent à créer des solutions auxdites personnes en difficultés.

(B) L'université Jean Moulin Lyon III, (ci-après dénommée le « **Bénéficiaire** »),

(C) L'université s'est associée au photographe Jérôme POULALIER afin de créer et mettre place le projet UNICAP au sein de l'université. Ce projet vise à mettre en lumière les étudiants de Lyon 3 en situation de handicap à travers leurs challenges et leurs accomplissements. Une exposition photo sera créée et exposée au sein de l'université afin de sensibiliser les étudiants et la communauté éducative aux enjeux du handicap à l'université.

(D) Le Fonds a souhaité apporter son soutien au Bénéficiaire dans le développement de ses actions, dans les conditions définies dans la présente convention (la « **Convention** »).

Article 1 - Objet du Partenariat

1.1 Projets financés

La présente Convention a pour objet de fixer les modalités et contreparties du mécénat objet des présentes entre le Fonds et le Bénéficiaire, sous forme d'une subvention correspondant au projet suivant défini pour l'année 2023 (ci-après le « **Projet** ») :

- La mise en œuvre du projet UNICAP pour sensibiliser les publics de l'université par une exposition photo aux enjeux du handicap.

Ce soutien financier est exclusivement destiné à aider le Bénéficiaire à accomplir ce projet.

Article 2 - Engagements du Bénéficiaire

2.1 Information, reddition de comptes et reporting

Le Bénéficiaire, en tant que destinataire des fonds versés par le Fonds, est tenu de lui rendre compte de l'utilisation précise et détaillée de ces fonds dans le cadre d'un bilan rendant compte des actions menées dans le cadre du Projet susmentionné et dont la présente Convention fait l'objet. Ce bilan sera réalisé entre le FONDS et le BÉNÉFICIAIRE entre 6 à 12 mois après le versement des fonds objets de la présente convention.

Les indications fournies par le Bénéficiaire permettront au Fonds d'évaluer l'impact de son soutien au regard de ses objectifs.

Le Bénéficiaire s'engage à remettre au Fonds, ou à tout professionnel qu'il s'adjoindra, toute pièce comptable et toute facture justifiant de la bonne utilisation des fonds versés aux Projets.

2.2 Communication

Le Bénéficiaire et le Fonds conviennent d'obligations réciproques concernant la diffusion de leurs noms et de la communication autour des Projets faisant l'objet de la présente Convention, sans que cela puisse remettre en cause l'intention libérale du Fonds ni être assimilé à de quelconques contreparties excessives.

2.2.1 Diffusion du nom du Fonds

Dans toute déclaration relative au Projet, dans la presse écrite, radiophonique ou audiovisuelle, ainsi que sur son site internet et sur les réseaux sociaux, le Bénéficiaire s'engage à mentionner de manière valorisante le soutien du Fonds, en faisant figurer le nom et/ou le logo.

Le Fonds autorise le Bénéficiaire à inclure le mécénat dans sa communication institutionnelle, et à le citer sur :

- Ses plaquettes institutionnelles, brochures et dépliant de présentation (dès leur prochaine édition) faisant état des Projets ;
- Son site internet ;
- Pour tous les dossiers de presse, les brochures et programmes relatifs au Projet.

Cependant, tout projet de communiqué ou de communication de la part du Bénéficiaire mentionnant le Fonds devra être préalablement soumis pour validation écrite au Fonds, ou à tout professionnel qu'il s'adjoindra.

2.2.2 Droit d'usage

Par ailleurs, le Bénéficiaire autorise le Fonds à entreprendre toute forme de communication interne ou externe en lien avec son action de mécénat, y compris sur son site internet, sous réserve de l'accord préalable et express du Bénéficiaire, pendant la durée du projet et pendant les deux années suivantes. Il est convenu en particulier que le Fonds pourra faire régulièrement un point sur le Projet, notamment sur ses pages Instagram, Twitter et LinkedIn, suivant des termes et modalités convenues en liaison avec le responsable de la communication du Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire fera ses meilleurs efforts pour obtenir un droit à l'utilisation d'images des personnes, et ce sans que le Fonds n'ait à s'acquitter de droits supplémentaires. A défaut, d'autres images ou vidéos ne permettant pas d'identifier spécifiquement les personnes, mais reflétant les actions du Bénéficiaire seront fournies au Fonds. A la demande des bénéficiaires les prénoms pourront être changés. A cet égard, le Bénéficiaire déclare au Fonds qu'il est en droit de concéder de telles autorisations, et garantit celui-ci contre toute réclamation ou revendication des photographes et/ou des auteurs des photographies ou vidéos, dans le cadre des droits accordés à l'occasion dudit Projet.

Par ailleurs, le Bénéficiaire s'engage également à fournir gratuitement au Fonds les matériels de promotion dont il peut avoir besoin pour sa communication interne ou externe (notamment des brochures ou des rapports d'activité).

Article 3 - Engagements du Fonds

Le Fonds souhaite soutenir le Bénéficiaire en prenant en charge le financement du Projet.

A cet effet, le Fonds s'engage à verser au Bénéficiaire la somme globale de 5 000 € (cinq mille euros), par virement bancaire, dans les 30 jours suivant la signature de la présente Convention. Cette somme sera affectée au Projet mentionné dans la présente Convention.

Article 4 - Incessibilité

La Convention est conclue intuitu personae. Elle n'est ni cessible, ni transmissible, à quelque titre que ce soit ou sous quelque modalité que ce soit, sauf accord particulier et préalable de l'autre partie.

Article 5 - Durée de la Convention

La présente Convention entrera en vigueur à compter de sa signature, et restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2024.

Article 6 - Modifications de la Convention

La présente convention exprime l'intégralité des obligations des parties. Toute modification concernant la présente convention fera l'objet d'un avenant signé des deux parties.

Article 7 - Renouvellement

La présente Convention est conclue dans le cadre d'un mécénat ponctuel. A ce titre, elle ne pourra pas faire l'objet d'un renouvellement ou d'une reconduction.

Article 8 – Respect de l'image, propriété intellectuelle et confidentialité

Les Parties s'engagent mutuellement à ne pas porter atteinte directement ou indirectement à la réputation, à l'honneur, au nom, à l'image et aux marques de chacune d'elles par des comportements ou des propos contraires aux valeurs portées par elles.

Chacune des Parties conserve la propriété intégrale et permanente de ses droits de propriété intellectuelle relatifs notamment et sans que cette liste soit exhaustive aux marques, logos, dessins, photos, textes et illustrations.

Sauf pour les besoins de la communication sur le partenariat objet des présentes, les Parties s'engagent à conserver une stricte confidentialité concernant la présente Convention, ainsi que tout document, information, donnée, image, dessin ou graphique, quel qu'en soit le support, qu'elles pourront échanger ou dont elles disposent à l'occasion de son exécution.

Article 9 - Résiliation de la Convention

En cas de non-respect par l'une des Parties des engagements réciproques inscrits dans la présente Convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un 1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, à moins que la Partie fautive n'ait remédié audit non-respect durant ce délai.

Chaque Partie pourra, par ailleurs, résilier la présente Convention en cas de cessation d'activité de l'autre Partie, liquidation judiciaire ou toute situation produisant les mêmes effets après l'envoi le cas échéant d'une mise en demeure adressée à l'administrateur (ou au liquidateur ou toute personne compétente à cet effet) restée plus d'un mois sans réponse, conformément à la loi applicable.

En cas de survenance d'un événement de force majeure, tel qu'entendu par la loi et la jurisprudence française, les obligations souscrites par les Parties seront purement et simplement suspendues. Si l'évènement de force majeure devait se produire pour une durée supérieure à trois 3 mois, la Convention serait automatiquement résiliée.

Article 10 - Litiges

Les parties conviennent expressément que tous les litiges entre elles liés à la validité, l'exécution, à l'interprétation, ou à la résiliation de la convention, seront soumis à la loi française et portés devant les tribunaux compétents de Paris.

Article 11 - Election de domicile

Les Parties déclarent élire domicile en leurs sièges respectifs, tels que mentionnés ci-dessus. En cas de transfert du siège social, la Partie concernée devra en aviser l'autre Partie, par lettre recommandée, afin que les notifications puissent lui être valablement faites ultérieurement à cette nouvelle adresse.

Fait en deux exemplaires originaux

A Lyon, le 15 novembre 2023,

Pour le FONDS

Daniel KOTOWSKY
Président

Pour le BÉNÉFICIAIRE

Eric CARPANO
Président



Délibération n° D2024-01-16-acc
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 30 janvier 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L. 712-3 ;

Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2021-01-05-ins du 26 janvier 2021 modifiée portant approbation de la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président,

Décide

d'approuver la convention suivante :

NUMERO	PARTENAIRES	OBJET
2023-11-G-174	Arnaud Théval	Convention de résidence d'artiste d'Arnaud Théval, Trous de Mémoire

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 31
- ✓ Nombre de voix pour : 31
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 30 janvier 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique,



Gilles BONNET

CONVENTION N° 2023-11-G-174
TROUS DE MÉMOIRE
RÉSIDENCE D'ARTISTE D'ARNAUD THÉVAL

ENTRE LES SOUSSIGNÉES

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 1 rue de l'Université, 69007 LYON
Représentée par son président, Monsieur le Professeur Éric CARPANO
Ci-après désignée par le terme « Lyon 3 »,

D'une part,

ET :

Arnaud THÉVAL, Artiste, demeurant 10 rue Philippe de Lassalle - 69004 LYON
N°SIRET : 442 306 577 00010
CODE NAF : 9001 Z

Ci-après dénommé « **l'Artiste** »

D'autre part,

ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ QUE :

1. Lieu de transmission et de démocratisation des arts et du savoir, **l'Université Jean Moulin Lyon 3** est aussi un lieu de culture, vivante et créative. Ouverte sur la Cité, Lyon 3 propose durant l'année universitaire une programmation culturelle gratuite aux étudiants, aux personnels et au grand public. Elle accueille chaque année des résidences d'artistes. Le service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3 participe à l'accès à la culture pour tous, à la formation à la citoyenneté et au développement de l'esprit critique par l'éveil de la sensibilité artistique et de l'intelligence créative notamment par la mise en place d'ateliers de pratique artistique et de master classes.

2. **Arnaud Théval** est un artiste installé à Lyon. Il construit son projet artistique sur et dans l'espace social, en élaborant des dispositifs impliquant les personnes travaillant dans les institutions sociales. La prison, en tant qu'institution, est l'un de ses terrains de recherches, de résidences et de débats.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. OBJET ET DURÉE DU CONTRAT

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de mise en place de la résidence de recherche et de création d'Arnaud Théval nommée provisoirement « Trous de mémoire » pour les années 2023, 2024 et 2025.

ARTICLE 2. OBLIGATIONS DE L'ARTISTE

L'Artiste s'engage à produire une œuvre dont les éléments constitutifs seront établis et présentés à différentes étapes, sous forme notamment de conférences, débats, ateliers, master classes, expositions.

Le non-respect de cette clause par le fait de l'Artiste entraînera, sauf cas de force majeure, la résiliation du présent contrat selon les modalités fixées à l'article 9 et l'obligation pour celui-ci de restituer les sommes perçues au titre du présent contrat.

ARTICLE 3. OBLIGATIONS DE LYON 3

Lyon 3 s'engage à :

- transmettre à l'artiste les contacts et l'accompagnement favorisant le développement de l'œuvre.
- respecter les modalités de présentation de l'œuvre préconisées par l'Artiste pour l'exposer et la diffuser.

ARTICLE 4. PRIX

Lyon 3 s'engage à verser à l'artiste, en contrepartie de sa résidence de recherche et de création, une somme totale de 24 600 € (vingt-quatre mille six cents euros) selon l'échéancier de facturation ci-dessous :

« TVA non applicable. Article 293 B du Code Général des Impôts »

30 novembre 2023 : 7 900 €

30 avril 2024 : 4 400 €

30 novembre 2024 : 4 400 €

30 avril 2025 : 3 900 €

30 novembre 2025 : 4 000 €

Article 5 - MODALITÉS DE PAIEMENT

Le règlement des sommes prévues à l'article 4 sera effectué par mandat administratif selon la réglementation en vigueur, sur présentation des factures déposées sur la plateforme CHORUS ou transmises par courrier à : **Université Jean Moulin Lyon 3, AGENCE COMPTABLE**

- Service Facturier - 1C avenue des frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08 ET par messagerie électronique à compta.fournisseurs@univ-lyon3.fr, à l'ordre de :

Arnaud THÉVAL

IBAN : FR76 1027 8362 5000 0200 7440 123

Etablissement : 10278– Guichet : 36250 – N° Compte : 00020074401– Clé RIB : 23

Domiciliation : CME ENSEIGNANT NANTES

ARTICLE 6. MENTIONS OBLIGATOIRES

Toute représentation ou reproduction de l'œuvre, ainsi que tout document de communication lié à l'œuvre (catalogue, communiqué de presse, dossier de presse, site internet, etc.) devra être systématiquement accompagné des mentions suivantes (cartel) :

Arnaud Théval « *Trous de mémoire, désignation selon l'oeuvre* » (année), matériaux.
Université Lyon 3.

ARTICLE 7. GARANTIE

L'Artiste garantit à Lyon 3 que l'œuvre ne porte pas atteinte aux droits de tiers et qu'il fera son affaire de toutes réclamations, actions ou revendications qui pourraient être formées à l'encontre de Lyon 3 par un tiers.

ARTICLE 8. RESILIATION

En cas de manquement par l'une des parties à l'une quelconque de ses obligations, non réparé dans un délai de 30 (trente) jours à compter d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception notifiant le manquement, l'autre partie pourra résilier le contrat de plein droit sans ouvrir droit à une quelconque indemnité.

ARTICLE 9 : INTÉGRALITÉ ET INTÉGRITÉ DE LA CONVENTION

9.1 Le présent contrat, son préambule, ses annexes et tous éventuels avenants constituent l'expression de la volonté des parties. Cet ensemble contractuel se substitue à tout document, accord écrit ou oral, sous quelque forme que ce soit, qui a pu être échangé entre les parties préalablement à sa signature.

9.2 Dans l'hypothèse où l'une quelconque des clauses du présent contrat serait déclarée inapplicable, irrégulière ou nulle, par quelque juridiction et pour quelque cause que ce soit, et ce par une décision devenue définitive, cette clause serait supprimée sans qu'il en résulte la nullité de l'ensemble de la convention dont toutes les autres clauses demeureraient en vigueur.

ARTICLE 10 : LITIGES – DROIT APPLICABLE

Le présent contrat est soumis à la loi Française.

En cas de contestations nées de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention et à défaut d'accord amiable entre les parties dans un délai raisonnable, le tribunal administratif de Lyon est déclaré seul compétent.

ARTICLE 11 : ANNEXES

Les annexes suivantes font partie intégrante de la convention :

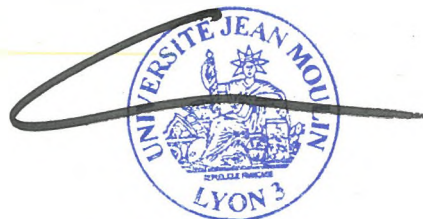
- Annexe 1 : Descriptif du projet artistique
- Annexe 2 : Biographie de l'artiste

Fait à Lyon, le 11.12.2023

En deux exemplaires originaux et sept pages paraphées

Pour l'Artiste
Arnaud THÉVAL

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3
Le Président
Eric CARPANO



Délibération n° D2024-01-17-acc
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 30 janvier 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L. 712-3 ;

Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2021-01-05-ins du 26 janvier 2021 modifiée portant approbation de la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président,

Décide

d'approuver la convention suivante :

NUMERO	PARTENAIRES	OBJET
2023-12-G-187	Agence bibliographique de l'enseignement supérieur	Convention de subvention pour participation au programme de coopération n°2023-02-040

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	31
✓ Nombre de voix pour :	31
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 30 janvier 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique,



Gilles BONNET

CONVENTION DE SUBVENTION POUR PARTICIPATION AU PROGRAMME DE COOPÉRATION N° 2023-02-040

n°2023-12-G-187

ENTRE LES SOUSSIGNES

L'Agence bibliographique de l'enseignement supérieur,
Établissement public national à caractère administratif, créé par décret n° 94-921 du 24 octobre 1994
ayant son siège 227 Avenue du Professeur Jean-Louis Viala 34193 Montpellier Cedex 5
N° de SIRET : 180 044 224 00020
Identifiant TVA intracommunautaire : FR18 180 044 224

représentée par son Directeur, Monsieur Nicolas MORIN
Ci-dessous dénommée : **Abes**

d'une part

et

L'Université Jean Moulin Lyon 3
Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP), n° de SIRET 19692437700282
dont le siège est situé 6 cours Albert Thomas – BP 8242 – 69355 LYON Cedex 08
Représentée par Monsieur Eric CARPANO, en qualité de Président
pour le SCD de l'Université Jean Moulin Lyon 3

ci-dessous dénommé : **l'Organisme**

d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

1. Créée par le décret 94-921 du 24 octobre 1994, l'Abes est un établissement public national à caractère administratif, placé sous la tutelle du Ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche. Son rôle est de recenser et localiser les fonds documentaires des bibliothèques de l'enseignement supérieur dans le but de faciliter l'accès aux catalogues bibliographiques, aux bases de données ainsi qu'aux documents. A ce titre, l'Abes assure la gestion, l'exploitation, la diffusion et le développement de la base de données Sudoc, ainsi que l'édition et la diffusion de services et produits dérivés.

2. L'Organisme, qui a signé la convention 2022-2024-040, est membre d'un ou plusieurs réseaux de l'Abes et, à ce titre, peut souscrire aux actions proposées par l'Abes dans le cadre du Programme de coopération.

3. Les organismes peuvent soumettre un projet à l'Abes pour répondre à l'Appel à initiatives lancé en 2023 dans le but de soutenir financièrement le développement d'outils bénéficiant à l'ensemble du réseau.

ARTICLE I. OBJET DE LA CONVENTION

Le projet (ci-après le « Projet ») soumis par l'Organisme à l'Abes en réponse à l'Appel à initiatives a été retenu par décision du comité de pilotage du Programme de coopération en date du 16 novembre 2023.

La présente convention définit les modalités d'attribution de la subvention à l'Organisme pour la mise en œuvre du Projet et précise les conditions dans lesquelles il doit se dérouler.

ARTICLE II. MONTANT DE LA SUBVENTION

L'Abes attribue une subvention, pour toute la durée du projet, d'un montant de **60 000 €** conformément au budget prévisionnel.

Cette subvention n'est acquise que sous réserve de l'inscription et de la disponibilité des crédits au budget de l'Abes, du respect par l'Organisme de ses obligations mentionnées dans la présente convention et des décisions de l'Abes prises en application des articles IX et XI.

ARTICLE III. MODALITES D'ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION

L'Abes attribue une subvention à l'Organisme au titre de la réalisation de l'outil décrit dans le Projet.

Le versement de cette subvention interviendra à l'issue de la signature de cette convention par les deux parties. Cette signature devra intervenir au plus tard le 11 décembre 2023 afin de permettre à l'Abes d'effectuer le versement de la subvention dans un délai raisonnable.

Les données concernant les activités ont été transmises à l'Abes par l'Organisme. La nature du Projet concerné en 2023 est :

BibliorefPlus

La subvention sera versée à l'Organisme titulaire du compte :

Université Jean Moulin Lyon 3

Au compte ouvert

TPLYON

FR76 1007 1690 0000 0010 0433 460

TRPUFRP1

Nonobstant les stipulations des articles IV, V et VIII l'Organisme s'engage à utiliser le financement uniquement pour la réalisation des activités du Projet faisant l'objet de la présente convention.

ARTICLE IV. ENGAGEMENTS D'INFORMATION

L'Organisme informe sans délai l'Abes de toute nouvelle domiciliation bancaire, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.

L'Organisme en informe l'Abes sans délai par tout moyen à sa convenance avec toutefois l'obligation de confirmer ultérieurement et dans un court délai cette information par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE V. CONDITIONS DE RÉALISATION DU PROJET

- 1- Le projet de développement d'outil, qui doit bénéficier à l'ensemble du réseau, peut être réalisé en coopération avec plusieurs établissements. L'Organisme est alors établissement porteur.
- 2- Le cofinancement assuré par l'Organisme peut être :
 - Un engagement financier pour l'achat de matériel, l'embauche de personnel contractuel ou le passage d'un marché avec un prestataire ;
 - La mise à disposition de ressources humaines en interne.
- 3- L'Organisme notifiera l'Abes, par tout moyen à sa convenance, du démarrage effectif de l'opération soutenue financièrement.
- 4- Les livrables attendus du projet sont :
 - a. L'outil décrit dans le projet ;
 - b. Les deux rapports (rapport d'étape à mi-parcours et rapport final) ;
 - c. Une communication sur le projet via un billet rédigé pour le blog de l'Abes.

ARTICLE VI. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018, et la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, lors de l'information du public, de la collecte et du traitement des données à caractère personnel.

Les parties s'engagent notamment à :

- traiter les données uniquement pour des finalités déterminées, explicites et légitimes pour la durée nécessaire à ces finalités ;

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la présente convention ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu de la présente convention s'engagent à respecter la confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- s'acquitter de leur obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

ARTICLE VII. DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de vingt-quatre mois à compter de sa signature par l'organisme bénéficiaire.

ARTICLE VIII. RAPPORTS D'ACTIVITE

L'Organisme transmettra à l'Abes un rapport d'étape à mi-parcours, soit douze mois après le début d'exécution de la présente convention.

L'Organisme transmettra à l'Abes, au plus tard le dernier jour du mois suivant la fin d'exécution du Projet, un rapport final sur l'utilisation de la somme attribuée en 2023 par l'Abes.

ARTICLE IX. SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention par l'Organisme, sans l'accord écrit de l'Abes, celle-ci peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, après examen des justificatifs présentés par l'Organisme et avoir entendu ses représentants. Le reversement sera de droit, sans qu'il y ait lieu à formalités judiciaires ou extra judiciaires.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du rapport d'activité mentionné à l'article VIII ci-dessus entraîne la suppression de la subvention ou son remboursement dans le cas où tout ou partie de celle-ci serait déjà versée.

L'Abes informe l'Organisme de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen électronique permettant de justifier la notification de ces décisions.

ARTICLE X. AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par tout moyen écrit précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai de UN (1) mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par tout autre moyen écrit.

ARTICLE XI. CONTROLES DE L'ABES

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle peut être réalisé par l'Abes.

L'Organisme s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de communication entraîne le remboursement de la subvention.

L'Abes peut contrôler à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet et peut exiger le remboursement de la partie de la subvention non utilisée ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE XII. RESILIATION

Le non-respect par l'une ou l'autre des parties des clauses administratives, financières, juridiques ou techniques de la présente convention entraîne immédiatement sa résiliation.

ARTICLE XIII. LITIGE

La présente convention est conforme à la loi française.

Tout litige qui ne pourrait se résoudre par un accord amiable sera soumis au tribunal administratif de Montpellier.

Tribunal administratif de Montpellier
6, rue Pitot
34063 Montpellier cedex
Tél : 04.67.54.81.00
Télécopie : 04.67.54.74.10
Courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

Le CBR d'Occitanie
Par Procuration

Signature
numérique de
Hélène JEAN
Motif : Avis
préalable n°
24/2023 favorable
Date : 2023.11.24
14:19:51 +01'00'



Fait à Montpellier en deux exemplaires originaux

Pour l'Abes

Nom : Nicolas MORIN

Qualité : Directeur

Date : 21 novembre 2023

Signature et cachet de l'ABES

Pour le directeur et par délégation

Nicolas BRANCHARD
Responsable du Département
administration, logistique et finances

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

Nom : Eric CARPANO

Qualité : Président

Date : 06.12.2023

Signature et cachet de l'Organisme




Délibération n° D2024-01-18-acc
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 30 janvier 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L. 712-3 ;

Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2021-01-05-ins du 26 janvier 2021 modifiée portant approbation de la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président,

Décide

d'approuver la convention suivante :

NUMERO	PARTENAIRES	OBJET
2023-11-G-169	AS Lyon 3	Convention de subvention FSDIE « Danse éco-solidaire au Sénégal »

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	31
✓ Nombre de voix pour :	31
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 30 janvier 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique,



Gilles BONNET



**Convention de subvention FSDIE entre l'université Jean Moulin et l'association Sportive Jean
Moulin Lyon 3
N°2023-11-G-169**

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par son Président, Eric CARPANO

Ci-après nommée « l'Université »

D'une part,

Et

L'association sportive Jean Moulin Lyon 3

Dont le siège social se situe : 6 cours Albert THOMAS, Lyon 8^{ème}

Représentée par son Président, Laurent CARLINO

Numéro d'enregistrement à la Préfecture 9-2003

Ci-après nommée « l'AS Lyon 3 »

D'autre part,

Préambule

L'AS Lyon 3 a formulé une demande de subvention de 5 000 € auprès de la « commission initiatives » du Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes (FSDIE) de l'Université pour son projet intitulé « Une danse éco-solidaire au Sénégal ».

En tenant compte de l'avis favorable de la commission FSDIE rendu lors de la séance du 24 octobre 2023 et de l'avis favorable de la CFVU rendu lors de la séance du 14 novembre 2023, le président de l'Université, par délégation du Conseil d'Administration, a décidé d'accorder une subvention de 5 000 € pour ce projet.

Selon les dispositions de la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, « L'autorité administrative qui attribue une subvention doit, lorsque cette subvention dépasse un seuil défini par décret, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée ». Ce seuil a été fixé à 23 000 € par an, selon le Décret n°2001-495 du 6 juin 2001. L'AS Lyon 3 ayant bénéficié de 67 500 € de subvention de la part de l'Université pour l'année 2023, la conclusion d'une convention est donc nécessaire.

Article 1^{er} – Objet de la subvention

La présente convention définit les conditions d'utilisation de la subvention d'un montant de 5 000 € attribuée à l'AS Lyon 3 par l'Université pour financer le projet « Une danse éco-solidaire au Sénégal » qui se déroulera du 18/05/2024 au 01/06/2024.

Article 2 – Modalités de versement et bilan du projet

L'Université verse la totalité des subventions à l'issue de la signature de la présente convention par l'ensemble des parties.

A l'issue du déroulement de l'événement, l'AS Lyon 3 s'engage à présenter à l'Université les éléments suivants :



- Un bilan d'activité détaillant le déroulement de l'action, la répartition des bénéficiaires de l'action (répartition étudiants/autres publics, répartition des étudiants entre établissements d'inscription et entre composantes de l'Université) et les résultats obtenus ;
- Un bilan financier retraçant l'ensemble des recettes et des dépenses de l'AS Lyon 3 relatives à l'action, accompagné des factures.

Le compte rendu financier sera rédigé à partir du modèle disponible sur l'intranet étudiant NET³ et signé par le président de l'AS Lyon 3. Il sera envoyé par messagerie électronique au Pôle Vie Etudiante de la Direction des Etudes et de la Vie Universitaire (DEVU) dans un délai maximum d'un mois après la tenue du projet, conformément au règlement applicable aux demandes de subvention à la commission FSDIE initiatives.

Article 3 – Conditions d'utilisation et de remboursement de la subvention

L'AS Lyon 3 s'engage à ce que la subvention versée au titre du FSDIE soit uniquement destinée au financement du projet « Une danse éco-solaire au Sénégal ».

En cas de non-respect de cette obligation, l'AS Lyon 3 s'expose au remboursement de tout ou partie de la subvention versée, et/ou au refus de l'Université de lui attribuer toute nouvelle subvention.

Dans l'hypothèse où les dépenses présentées au bilan financier de l'évènement seraient inférieures au montant de la subvention allouée, l'AS Lyon 3 s'engage à reverser à l'Université la somme indûment perçue.

Selon les dispositions de la circulaire n° 5811-SG du 29 septembre 2015 relative « aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations », dans l'hypothèse où le projet générerait un excédent qui ne pourrait être qualifié de raisonnable (excédent supérieur à 10 % du total des coûts du projet effectivement supportés), l'AS Lyon 3 s'engage à reverser dans les plus brefs délais à l'Université une partie de cet excédent, dont le montant sera défini en fonction de la part que la subvention FSDIE représente dans l'ensemble des recettes dont dispose l'AS Lyon 3 pour organiser sa manifestation (hors contribution en nature). Si l'AS Lyon 3 déclare un excédent inférieur à 10% du total des dépenses réalisées, alors cet excédent sera obligatoirement intégré aux recettes dont l'AS Lyon 3 dispose pour organiser la prochaine édition de l'évènement.

Si le bilan est jugé irrecevable par l'Université, l'AS Lyon 3 s'engage à rembourser l'intégralité de la subvention perçue au titre dudit projet.

Lors de la présentation du bilan financier, si des dépenses complémentaires sont ajoutées en sus des dépenses prévisionnelles et ne correspondent pas aux critères du FSDIE, alors l'AS Lyon 3 sera tenue d'effectuer un remboursement à l'université. Le montant du remboursement est calculé en fonction du pourcentage que représente la part de la subvention FSDIE au sein des recettes globales (hors contribution en nature), appliqué aux dépenses complémentaires.

Si le projet n'est pas réalisé, ou s'il est reporté à une année civile ultérieure, l'AS Lyon 3 s'engage à informer l'Université du report et à rembourser intégralement la subvention octroyée dans les plus brefs délais.

Article 4 – Obligation de publicité

Conformément à la réglementation en vigueur, le budget et les comptes de l'AS Lyon 3, la présente convention et le compte rendu financier mentionné à l'article 2, doivent être communiqués par l'Université à toute personne qui en fait la demande.

Article 5 – Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'AS Lyon 3 conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la



réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes.

Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dgd@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

Article 6 – Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 13.12.2023

M. le président de l'université
Jean MOULIN

Eric CARPANO

M. le Président de
l'association sportive Jean
Moulin Lyon 3

Laurent CARLINO

Délibération n° D2024-01-19-fin
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 30 janvier 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L. 712-3 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2021-01-05-ins du 26 janvier 2021 modifiée portant approbation de la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président,

Les marchés publics notifiés sur l'exercice 2023, annexés à la présente délibération, sont présentés pour information aux membres du conseil d'administration.

Lyon, le 30 janvier 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique,



Gilles BONNET

LISTE DES MARCHES POUR INFORMATION AUX ADMINISTRATEURS

MILLESIME	NUMERO DOSSIER MP	Intitulé du marché - Convention de groupement de commande	Forme du marché	Type de marché	Date début d'exécution	Durée du marché - convention en mois	Allotissement	Titulaire ou coordonateur de groupement de commande	Montant maximum du marché en euros ht	Descriptif du marché	Service prescripteur
2023	2023-01	GTC - TRAVAUX GTC	MAPA	TRAVAUX	02/01/2023	48	LOT 1	SIEMENS	780 000,00 €	travaux d'aménagement des bâtiments	Pôle exploitation et maintenance
2023	2023-01	GTC - MAINTENANCE gamme Siemens PX désigo CC	MAPA	TRAVAUX	02/01/2023	48	LOT 2	SIEMENS	180 000,00 €	Réparation/maintenance des équipements mécaniques des bâtiments	Pôle exploitation et maintenance
2023	2023-01	GTC - MAINTENANCE gammes TREND IQ4 ; WAGO 750 ; HONEYWELL XLWEB2	MAPA	TRAVAUX	02/01/2023	48	LOT 3	VINCI Facilities - ROIRET Services	80 000,00 €	Réparation/maintenance des équipements mécaniques des bâtiments	Pôle exploitation et maintenance
2023	2023-02	PRODUITS D'HYGIENE	AOO	FCS	01/02/2023	48	LOT 1	PLG	280 000,00 €	Produits et petites fournitures d'entretien ménager	CAI
2023	2023-02	PRODUITS D'HYGIENE	AOO	FCS	01/02/2023	48	LOT 2	PLG	400 000,00 €	Produits et petites fournitures d'hygiène et de toilette	CAI
2023	2023-04	E-ATTESTATION BEWEE	GC INSA LYON	FCS	19/01/2023	48	UNIQUE	UGAP	40 000,00 €	ACQUISITION DU LOGICIEL E-ATTESTATION ET BEWEE	Pôle métiers
2023	2023-06	TRAITEURS PFRA	AOO	FCS	01/03/2023	48	LOT 1	DEL FORNO	400 000,00 €	SERVICES DE TRAITEURS, PLATEAU REPAS	Cabinet du président
2023	2023-06	TRAITEURS PFRA	AOO	FCS	01/03/2023	48	LOT 2	DEL FORNO	400 000,00 €	SERVICES DE TRAITEURS, PLATEAU REPAS	Cabinet du président
2023	2023-06	TRAITEURS PFRA	AOO	FCS	01/03/2023	48	LOT 3	DEL FORNO	400 000,00 €	SERVICES DE TRAITEURS, PLATEAU REPAS	Cabinet du président
2023	2023-11	BIBLIOLABS	MAPA	FCS	22/03/2023	12	UNIQUE	DYONEO	30 000,00 €	DEVELOPPEMENT OUTIL BIBLIOMETRIQUE	Bibliothèques universitaires
2023	2023-14	Ressources doc numériques dans le cadre d'une convention de groupement de commandes "Accords consortium Couperin"	MAPA	FCS	01/01/2023	48	LOT 1	ARTE France DEVELOPPEMENT	43 314,08 €	DOCUMENTATIONS NUMERIQUES	Bibliothèques universitaires
2023	2023-14	Ressources doc numériques dans le cadre d'une convention de groupement de commandes "Accords consortium Couperin"	MAPA	FCS	01/01/2023	48	LOT 3	BNF Partenariat	8 574 €	DOCUMENTATIONS NUMERIQUES	Bibliothèques universitaires
2023	2023-14	Ressources doc numériques dans le cadre d'une convention de groupement de commandes "Accords consortium Couperin"	MAPA	FCS	01/01/2023	48	LOT 4	Cambridge University Press	13 294,65 €	DOCUMENTATIONS NUMERIQUES	Bibliothèques universitaires
2023	2023-14	Ressources doc numériques dans le cadre d'une convention de groupement de commandes "Accords consortium Couperin"	MAPA	FCS	01/01/2023	48	LOT 5	Cap Financials	13 260 €	DOCUMENTATIONS NUMERIQUES	Bibliothèques universitaires
2023	2023-14	Ressources doc numériques dans le cadre d'une convention de groupement de commandes "Accords consortium Couperin"	MAPA	FCS	01/01/2023	48	LOT 7	Editions législatives	17 748,38 €	DOCUMENTATIONS NUMERIQUES	Bibliothèques universitaires
2023	2023-14	Ressources doc numériques dans le cadre d'une convention de groupement de commandes "Accords consortium Couperin"	MAPA	FCS	01/01/2023	48	LOT 8	Editions Francis Lefebvre	28 108 €	DOCUMENTATIONS NUMERIQUES	Bibliothèques universitaires
2023	2023-14	Ressources doc numériques dans le cadre d'une convention de groupement de commandes "Accords consortium Couperin"	MAPA	FCS	01/01/2023	48	LOT 9	Garnier numérique	3 706 €	DOCUMENTATIONS NUMERIQUES	Bibliothèques universitaires

2023	2023-14	Ressources doc numériques dans le cadre d'une convention de groupement de commandes "Accords consortium Couperin"	MAPA	FCS	01/01/2023	48	LOT 10	Indexpresse	11 200 €	DOCUMENTATIONS NUMERIQUES	Bibliothèques universitaires
2023	2023-14	Ressources doc numériques dans le cadre d'une convention de groupement de commandes "Accords consortium Couperin"	MAPA	FCS	01/01/2023	48	LOT 11	Editions du Moniteur	20 251,38 €	DOCUMENTATIONS NUMERIQUES	Bibliothèques universitaires
2023	2023-14	Ressources doc numériques dans le cadre d'une convention de groupement de commandes "Accords consortium Couperin"	MAPA	FCS	01/01/2023	48	LOT 12	Lefebvre Sarrut Belgium	15 855,75 €	DOCUMENTATIONS NUMERIQUES	Bibliothèques universitaires
2023	2023-14	Ressources doc numériques dans le cadre d'une convention de groupement de commandes "Accords consortium Couperin"	MAPA	FCS	01/01/2023	48	LOT 13	Lextenso	20 482,95 €	DOCUMENTATIONS NUMERIQUES	Bibliothèques universitaires
2023	2023-14	Ressources doc numériques dans le cadre d'une convention de groupement de commandes "Accords consortium Couperin"	MAPA	FCS	01/01/2023	48	LOT 14	Numerique Premium	62 249,44 €	DOCUMENTATIONS NUMERIQUES	Bibliothèques universitaires
2023	2023-14	Ressources doc numériques dans le cadre d'une convention de groupement de commandes "Accords consortium Couperin"	MAPA	FCS	01/01/2023	48	LOT 15	Press Reader	26 030 €	DOCUMENTATIONS NUMERIQUES	Bibliothèques universitaires
2023	2023-14	Ressources doc numériques dans le cadre d'une convention de groupement de commandes "Accords consortium Couperin"	MAPA	FCS	01/01/2023	48	LOT 16	Statista	10 002,50 €	DOCUMENTATIONS NUMERIQUES	Bibliothèques universitaires
2023	2023-14	Ressources doc numériques dans le cadre d'une convention de groupement de commandes "Accords consortium Couperin"	MAPA	FCS	01/01/2023	48	LOT 18	Thomson Reuters Legal	15 177,72 €	DOCUMENTATIONS NUMERIQUES	Bibliothèques universitaires
2023	2023-14	Ressources doc numériques dans le cadre d'une convention de groupement de commandes "Accords consortium Couperin"	MAPA	FCS	01/01/2023	48	LOT 19	Universalis	20 603,22 €	DOCUMENTATIONS NUMERIQUES	Bibliothèques universitaires
2023	2023-14	Ressources doc numériques dans le cadre d'une convention de groupement de commandes "Accords consortium Couperin"	MAPA	FCS	01/01/2023	48	LOT 20	Elsevier	38 697,56 €	DOCUMENTATIONS NUMERIQUES	Bibliothèques universitaires
2023	2023-14	Ressources doc numériques dans le cadre d'une convention de groupement de commandes "Accords consortium Couperin"	MAPA	FCS	01/01/2023	48	LOT 21	Cairn	42 358,13 €	DOCUMENTATIONS NUMERIQUES	Bibliothèques universitaires
2023	2023-14	Ressources doc numériques dans le cadre d'une convention de groupement de commandes "Accords consortium Couperin"	MAPA	FCS	01/01/2023	48	LOT 22	Informa (Taylor et Francis)	26 104 €	DOCUMENTATIONS NUMERIQUES	Bibliothèques universitaires
2023	2023-14	Ressources doc numériques dans le cadre d'une convention de groupement de commandes "Accords consortium Couperin"	MAPA	FCS	01/01/2023	48	LOT 23	Academic Rights Press	12 008,29 €	DOCUMENTATIONS NUMERIQUES	Bibliothèques universitaires
2023	2023-16	CSPS (COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE) PFRA	AOO	FCS	04/01/2023	48	LOT 2	QUALICONSULT	60 000,00 €	CONTROLES TECHNIQUES, MISSIONS DE SECURITE, CSPS	Pôle développement immobilier
2023	2023-16	CT (CONTRÔLE TECHNIQUE) PFRA	AOO	FCS	04/01/2023	48	LOT 9	APAVE	100 000,00 €	CONTROLES TECHNIQUES, MISSIONS DE SECURITE, CSPS	Pôle développement immobilier
2023	2023-17	SOLUTION GUIDAGE INCLUSIF Tranche Ferme Manu	MAPA	FCS	14/03/2023	48	UNIQUE	OKEENEA	TF : 42400€	INFORMATIQUE – DEVELOPPEMENTS D'APPLICATION DE SYSTEMES D'INFORMATION	PAPN
2023	2023-17	SOLUTION GUIDAGE INCLUSIF Tranche Optionnelle 1 palais université	MAPA	FCS	14/03/2023	48	UNIQUE	OKEENEA	T1: 14238€	INFORMATIQUE – DEVELOPPEMENTS D'APPLICATION DE SYSTEMES D'INFORMATION	PAPN
2023	2023-17	SOLUTION GUIDAGE INCLUSIF Tranche Optionnelle 2 atréna dugas	MAPA	FCS	14/03/2023	48	UNIQUE	OKEENEA	T2 : 10 610€	INFORMATIQUE – DEVELOPPEMENTS D'APPLICATION DE SYSTEMES D'INFORMATION	PAPN

2023	2023-17	SOLUTION GUIDAGE INCLUSIF Tranche Optionnelle 3 IUT	MAPA	FCS	14/03/2023	48	UNIQUE		T3 : 10 950€	INFORMATIQUE – DEVELOPPEMENTS D'APPLICATION DE SYSTEMES D'INFORMATION	PAPN
								OKEENEA			
2023	2023-17	SOLUTION GUIDAGE INCLUSIF Tranche Optionnelle 4 palais de la recherche	MAPA	FCS	14/03/2023	48	UNIQUE	OKEENEA	T4 : 14 694	INFORMATIQUE – DEVELOPPEMENTS D'APPLICATION DE SYSTEMES D'INFORMATION	PAPN
2023	2023-17	SOLUTION GUIDAGE INCLUSIF Tranche Optionnelle 5 site de la charité Bourg en Bresse	MAPA	FCS	14/03/2023	48	UNIQUE	OKEENEA	T5 : 10 950	INFORMATIQUE – DEVELOPPEMENTS D'APPLICATION DE SYSTEMES D'INFORMATION	PAPN
2023	2023-18	BE DESENFUMAGE Plan France Relance	MAPA	FCS	15/03/2023	12	UNIQUE	EFFECTIS France	18 912,00 €	MISSIONS D'ETUDES DE DESENFUMAGE AMPHITHEATRES - PFR	SHS
2023	2023-19	MAINTENANCE LOGICIEL ARCHIVES	CGA+DEVIS	FCS	19/01/2023	36	UNIQUE	EMPREINTE DIGITALE	40 000,00 €	MAINTENANCE LOGICIEL ARCHIVE	SAJGA
2023	2023-22	SI HA OPC VIA NEGO	CGA+DEVIS	FCS	24/01/2023	48	UNIQUE	OPC	40 000,00 €	DROITS D'UTILISATION DES AUTRES LOGICIELS	Pôle métiers
2023	2023-23	AMO PROJET BIO DIVERSITE	CGA+DEVIS	FCS	20/03/2023	12	UNIQUE	HORIZON D'AILES	40 000,00 €	DIAGNOSTIC BIODIVERSITE	Service général pour la transition écologique
2023	2023-24	CERTIFICATION COMPTES MS AC AMUE	MS	FCS	21/08/2023	72	UNIQUE	KPMG	180 000,00 €	CERTIFICATION LEGALE DES COMPTES	Agence comptable
2023	2023-25	MAINTENANCE SSI	AOO	FCS	01/06/2023	48	UNIQUE	SIEMENS	350 000,00 €	REPARATION ET MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS DE SECURITE	SHS
2023	2023-27	MAINTENANCE FONTAINE	CGA+DEVIS	FCS	21/04/2023	48	UNIQUE	DEAL HYDRAULIQUE	40 000,00 €	REPARATION ET MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS SANITAIRES ET PLOMBERIE	Pôle exploitation et maintenance
2023	2023-28	BILAN CARBONE	CGA+DEVIS	FCS	20/03/2023	12	UNIQUE	GREEN LANTERNE	40 000,00 €	ETUDES BILAN CARBONE	Service général pour la transition écologique
2023	2023-29	REPORTAGE DEVU	CGA+DEVIS	FCS	22/02/2023	12	UNIQUE	JEROME POULALIER	40 000,00 €	REPORTAGE PROJET UNICAP	Pôle Vie étudiante
2023	2023-30	DIAG VENTILATION	MAPA	FCS	22/05/2023	15	UNIQUE	AKILA	76 500,00 €	DIAGNOSTICS, ORDONNANCEMENT- PILOTAGE-COORDINATION (OPC), SSI	Cellule gestion énergie
2023	2023-31	AMO MAINTENANCE PFRA	AOO	FCS	01/03/2023	48	UNIQUE	DEERNS	50 000,00 €	AMO MAINTENANCE	Service logistique manufacture
2023	2023-32	LOGICIEL E LEARNING IAE	CGA+DEVIS	FCS	15/03/2023	36	UNIQUE	BE MY MEDIA	40 000,00 €	ACQUISITION LOGICIEL BE MY MEDIA - IAE	IAE
2023	2023-34	MARCHE NATIONAL ADOBE ACADEMIC SOFTWARE - MESR	CGA+DEVIS	FCS	27/03/2023	48	UNIQUE	ACADEMIC SOFTWARE	marché à bons de commande avec estimatif à 150 000€, dans la limite de 300 000€	MARCHE NATIONAL ADOBE	Service logistique manufacture
2023	2023-36	MOE VOIX MODE DOUX	MAPA	FCS	15/06/2023	34	UNIQUE	ATELIER BRAILLON EN GROUPEMENT D'ENTREPRISES	201 050,00 €	MAITRISE D'ŒUVRE ET INGENIERIE	Pôle développement immobilier
2023	2023-37	SYSTÈME CARTOGRAPHIE SI LOGICIEL SOLU QI CNL MESR	MAPA	FCS	13/04/2023	48	UNIQUE	ABPLUS SOFTWARE	ESTIMATIF AU 20/06/2023 : 65 000 €	LOGICIELS	Service logistique manufacture
2023	2023-38	DEV KSUP VIA KOSMOS	NEGOCIE	FCS	02/06/2023	48	UNIQUE	KOSMOS	marché à bons de commande avec estimatif à 100 000 €	COMMUNICATION : CONCEPTION, REALISATION DE SITES INTERNET ET FRAIS CONNEXES	DirCom
2023	2023-39	TRI SELECTIF	AOO	FCS	01/08/2023	48	UNIQUE	RECYGO	245 000,00 €	SERVICES DE TRAITEMENT DES DECHETS PAPIER	Service logistique manufacture
2023	2023-40	FORMATION CEGOS UGAP	CGA+DEVIS	FCS	14/04/2023	24	UNIQUE	UGAP	15 000,00 €	AUTRES FORMATIONS D'ACCOMPAGNEMENT	Pôle RH Métiers et formation

2023	2023-41	TRAVAUX RENOVATION PEINTURE MENUISERIE SOLS Lot 1 : Déconstruction, Cloisonnement, Plâtrerie, Peintures, Faux-plafonds	MAPA	TRAVAUX	01/09/2023	49	LOT 1	MEUNIER	1 000 000,00 €	PLATRIERIE, CLOISONS SECHES, FAUX PLAFONDS	Pôle exploitation et maintenance
2023	2023-41	TRAVAUX RENOVATION PEINTURE MENUISERIE SOLS Lot 3 : Revêtements de sols souples	MAPA	TRAVAUX	01/09/2023	49	LOT 2	PREZ	800 000,00 €	PLATRIERIE, CLOISONS SECHES, FAUX PLAFONDS	Pôle exploitation et maintenance
2023	2023-42	DENRÉES ALIMENTAIRES GC LYON2 LOT1	AOO	FCS	11/07/2023	48	LOT 1	LYRECO	160 000,00 €	BOISSONS NON ALCOOLISEES	CAI
2023	2023-42	DENRÉES ALIMENTAIRES GC LYON2 LOT2	AOO	FCS	11/07/2023	48	LOT 2	LYRECO	20 000,00 €	EQUIPEMENTS DE CUISINE ET DE SALLE DE RESTAURATION (ELECTROMENAGER,...)	CAI
2023	2023-44	PLATEFORME INFORMATIQUE RSO IAE	CGA+DEVIS	FCS	11/10/2023	48	UNIQUE	SOCRATES	40 000,00 €	DROITS D'UTILISATION DES AUTRES LOGICIELS	IAE
2023	2023-45	AMO ASCENSEURS	CGA+DEVIS	FCS	30/05/2023	48	UNIQUE	NAMIXIS	17 000,00 €	Audit périodique et assistance technique sur ascenseurs	Pôle exploitation et maintenance
2023	2023-46	MAINTENANCE TRAVAUX ASCENSEURS	AOO	FCS	01/10/2023	48	UNIQUE	OTIS	482 080,00 €	REPARATION ET MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS DE LEVAGE	Pôle exploitation et maintenance
2023	2023-47	LICENCES CESIM IAE	NEGOCIE	FCS	05/07/2023	48	UNIQUE	CESIM OY	80 000,00 €	DROITS D'UTILISATION DE LOGICIELS SPECIFIQUES DE BUREAUTIQUE	IAE
2023	2023-49	EQUIPEMENT RFID	MAPA	FCS	11/07/2023	48	UNIQUE	BIBLIOTHECA	40 000,00 €	MAINTENANCE LOGICIELS STANDARDS DE GESTION DE BIBLIOTHEQUES	Bibliothèques universitaires
2023	2023-50	SOLUTION FIREWALL STORMSHIELD AC UGAP	AOO	FCS	14/06/2023	60	UNIQUE	UGAP	450 000,00 €	RESEAUX : EQUIPEMENTS DE RESEAUX INFORMATIQUES	Pôle support
2023	2023-51	SCANNER VULNERABILITE SERVEURS DNUM UGAP	CGA+DEVIS	FCS	15/06/2023	48	UNIQUE	UGAP	32 000,00 €	DROITS D'UTILISATION DE LOGICIELS SPECIFIQUES POUR SYSTEME ET RESEAUX	Cellule sécurité des systèmes d'information
2023	2023-52	IBM SPSS	CGA+DEVIS	FCS	20/06/2023	12	UNIQUE	IBM	12 066,00 €	DROITS D'UTILISATION DES AUTRES LOGICIELS	Pôle support
2023	2023-53	CREATION GRAPHIQUE & IMPRESSION BROCHURE	CGA+DEVIS	FCS	22/06/2023	48	UNIQUE	GUILLAUME & LAURIE	40 000,00 €	SERVICES EXTERNALISES D'IMPRESSION ET DE REPROGRAPHIE	Bibliothèques universitaires
2023	2023-54	DEVELOPPEMENT SOUS TITRAGE	AOO	FCS	04/07/2023	48	UNIQUE	AUTHOT	120 000,00 €	DROITS D'UTILISATION DES AUTRES LOGICIELS	PAPN
2023	2023-55	LOGICIELS PEDAGOGIQUES ACADEMIC SOFTWARE	AOO	FCS	30/06/2023	48	UNIQUE	UGAP	120 000,00 €	INFORMATIQUE : AUTRES MISSIONS D'ETUDES ET DE CONSEILS	Pôle support
2023	2023-56	MISSIONS ARCHITECTURE D'INTERIEUR	CGA+DEVIS	FCS	11/07/2023	12	UNIQUE	CORMAMON	40 000,00 €	MAITRISE D'ŒUVRE ET INGENIERIE	Pôle développement immobilier
2023	2023-57	PRESTATIONS TRAITEURS PETIT DEJEUNER	AOO	FCS	10/10/2023	48	UNIQUE	LA BOUCLE	360 000,00 €	SERVICES DE TRAITEURS / PLATEAUX REPAS	CAI
2023	2023-58	ENTRETIEN FLOTTE AUTO - DAE	AOO VIA CENTRALE ACHAT	FCS	05/10/2023	48	UNIQUE	ALD AUTOMOTIVE	67 200,00 €	ENTRETIEN ET REPARATION DU PARC VEHICULE	Service logistique manufacture
2023	2023-59	DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES PRODUITS D'HYGIENE POUR LES ETUDIANTS	CGA+DEVIS	FCS	19/07/2023	36	UNIQUE	LOGIPROX	40 000,00 €	MOBILIER ET EQUIPEMENTS SPECIFIQUES ERGONOMIQUES	CAI
2023	2023-60	LABORATOIRE DE LANGUES (IUT)	CGA+DEVIS	FCS	09/10/2023	6	UNIQUE	LAB MEDIA	17 089,30 €	APPAREILS DE RECEPTION, ENREGISTREMENT OU REPRODUCTION DU SON	IUT
2023	2023-63	LOCATION DE SALLE FORMATION CONTINUE IAE	AOO	FCS	05/10/2023	12	UNIQUE	CYBERSECURITY BUSINESS	181 860,00 €	BAUX ET LOYERS	IAE

2023	2023-64	FOURNITURE ET MATERIEL DE PEINTURE	CGA + DEVIS	FCS	06/10/2023	48	UNIQUE	THEODORE	40 000,00 €	FOURNITURES POUR LE REVETEMENT DES MURS ET PLAFONDS	Pôle exploitation et maintenance
2023	2023-65	FOURNITURES PRODUITS COSMETIQUES (POUR DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES ETUDIANTS)	CGA + DEVIS	FCS	31/10/2023	6	UNIQUE	UGAP	40 000,00 €	PRODUITS ET PETITES FOURNITURES D'HYGIENE ET DE TOILETTE	CAI
2023	2023-66	LOGICIEL VARONIS - AUDIT ET PROTECTION DONNEES	AOO VIA CENTRALE ACHAT	FCS	02/11/2023	36	UNIQUE	UGAP	113 233,24 €	DROITS D'UTILISATION DE LOGICIELS STANDARDS POUR SYSTEME ET RESEAUX	Cellule sécurité des systèmes d'information
2023	2023-67	LOGICIEL DARKTRACE	AOO VIA CENTRALE ACHAT	FCS	31/10/2023	16	UNIQUE	UGAP	30 195,48 €	DROITS D'UTILISATION DE LOGICIELS SPECIFIQUES POUR SYSTEME ET RESEAUX	Cellule sécurité des systèmes d'information
2023	2023-68	ACCORD CADRE LAB IAE	PROCEDURE NEGOCIEE	FCS	13/11/2023	36	UNIQUE	NOLDUS	72 127,00 €	DROITS D'UTIL. DES AUTRES LOGICIELS SCIENTIFIQUES	IAE
2023	2023-69	SPHINX OUTIL ENQUETE	CGA+DEVIS	FCS	07/12/2023	48	UNIQUE	LE SPHINX DEVELOPPEMENT	40 000,00 €	DROITS D'UTILISATION DES AUTRES LOGICIELS	Pôle métiers
2023	2023-70	PRODUITS COSMETIQUES (POUR DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES ETUDIANTS)	CGA+DEVIS	FCS	03/11/2023	6	UNIQUE	HADAR	40 000,00 €	PRODUITS ET PETITES FOURNITURES D'HYGIENE ET DE TOILETTE	CAI
2023	2023-71	CABINET DE RECRUTEMENT	CGA + DEVIS	FCS	06/11/2023	18	UNIQUE	QUADRA	40 000,00 €	ASSISTANCE, CONSEIL ET SERVICES EN RECRUTEMENT	Cabinet du président
2023	2023-72	CARTOGRAPHIE DES RESEAUX	CGA+DEVIS	FCS	23/11/2023	12	UNIQUE	ECR ENVIRONNEMENT	21 550,00 €	ETUDES PREALABLES (TOPOGRAPHIE, ETUDES DE SOL, PROSPECTION...), PROGRAMMATION	Service général pour la transition écologique
2023	2023-73	ACCES A LA PLATEFORME SITEIMPROVE	CGA+DEVIS	FCS	28/11/2023	48	UNIQUE	DISTRIBUTION AS	40 000,00 €	DROITS D'UTILISATION DE LOGICIELS STANDARDS POUR SYSTEME ET RESEAUX	SERVICE DE LA COMMUNICATION
2023	2023-74	INTELLIGENCE DE LA DONNEE CHATBOT INETUM	CGA+DEVIS	FCS	01/12/2023	12	UNIQUE	UGAP	73 385,80 €	INFORMATIQUE : ASSISTANCE A MAITRISE D'ŒUVRE	Cellule sécurité des systèmes d'information
2023	2023-75	NAVIGATOR HEBERGEMENT DE DONNEES	CGA+DEVIS	FCS	01/10/2023	48	UNIQUE	SIEMENS	25 000,00 €	DROITS D'UTILISATION DE LOGICIELS STANDARDS POUR SYSTEME ET RESEAUX	Pôle exploitation et maintenance

Délibération n° D2024-01-20-acc
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 30 janvier 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L. 712-3 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2021-01-05-ins du 26 janvier 2021 modifiée portant approbation de la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président,

Les conventions suivantes ont été signées par le président, sur délégation de pouvoir du conseil d'administration, et transmises pour information aux membres :

NUMERO	PARTENAIRE	OBJET
2023-09-F-057	ENS Lyon	Convention de partenariat à la L3 de géographie et aménagement
2023-09-F-058	ENS Lyon	Convention de partenariat à la L3 d'histoire
2023-11-F-081	Collège Emilie CIZAIN	Convention de partenariat pédagogique
2023-11-F-083	HEC Montréal	Entente de coopération avec l'IAE, Revue Mi
2023-11-F-084	Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises	Avenant n°1 à la convention de formation professionnelle avec l'IAE
2023-12-F-085	Université Claude Bernard Lyon 1	Convention de partenariat en Ethique
2023-12-F-086	Université Claude Bernard Lyon 1	Avenant n°2 à la convention 16-34
2023-10-G-142	CSB School	Contrat de location de salles par l'IAE
2023-10-G-150	Société d'études latines de Bruxelles-Latomus	Convention d'aide à la publication
2023-11-G-155	ISKO France	Convention de reversement colloque ISKO2023
2023-11-G-156	Editeur La Mémoire du Droit	Convention d'aide à la publication
2023-11-G-157	Crous de Lyon	Avenant n°3 à la convention financière de prestations de service de restauration au profit des personnels au sein de la cafétéria « Cool heure café »

2023-11-G-158	Crous de Lyon	Avenant n°1 à la convention financière de prestations de service de restauration au profit des personnels dans le restaurant « Manufacture des tabacs » du Crous de Lyon
2023-11-G-160	Ilaria Moretti	Convention atelier de théâtre en italien
2023-11-G-161	Compagnie Les Transformateurs	Convention atelier de théâtre forum
2023-11-G-162	Editions Kimé	Convention d'aide à la publication
2023-11-G-164	Compagnie Le Rayon Vert	Convention atelier de création théâtrale
2023-11-G-165	Fondation Innovation et Transitions	Convention mécénat JECO 2023
2023-11-G-168	Hermann Editeurs	Convention d'aide à la publication
2023-11-G-175	Société française des traducteurs	Convention journée mondiale de la traduction
2023-11-G-177	Comité du Rhône de la Ligue contre le cancer	Convention de mise à disposition de l'exposition itinérante de la Ligue contre le cancer
2023-11-G-178	Fondation pour l'Université de Lyon	Convention d'occupation ponctuelle des locaux JECO 2023
2023-11-G-179	Etablissement Français du Sang	Convention d'occupation ponctuelle des locaux, collecte de sang
2023-11-G-182	ComUE UDL	Convention de mise à disposition de locaux
2022-11-G-184	Trois Huit et Compagnie	Convention atelier théâtre plurilingue et en espagnol
2023-11-G-186	Elise Bonnard	Convention atelier écriture de fictions
SGR	Université Côte d'Azur	Contrat de collaboration de recherche dans le cadre de la CIFRE n°2022/1693
SGR	Université Jean Monnet	Convention subvention organisation des 29èmes Journées d'Histoire du Management et des Organisations
SGR	CNRS	Convention de financement, gestionnaire EVS
SGR	UDL	Avenant n°1 à la convention financière relative à l'appel à projets 2022 de l'Alliance Campus Rhodanien Projet « HART »
SGR	CNRS	Convention de financement MSH LSE
SGR	Université franco-allemande	Convention attribution allocation (manifestation scientifique pour jeunes chercheurs)
SGR	Mme Mafra	Convention de séjour de recherche

SGR	Dijon Métropole	Avenant n°4 accord de consortium : « Dijon, alimentation durable 2030)
SGR	Ville de Lyon, service archéologique	Convention de partenariat culturel et scientifique
SGR	Lyon 2, Université Saint-Etienne, ENS de Lyon, ICLY	Avenant n°1 à la convention cadre 2021-2025 ISERL
SGRI	Association Jeunes Ambassadeurs	Convention de partenariat 2023-2024

Lyon, le 30 janvier 2024

**Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique,**



Gilles BONNET

**CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE À LA L3 DE
GÉOGRAPHIE ET AMÉNAGEMENT**

n°2023-09-F-057

Entre

**L'Université Jean Moulin - Lyon 3,
Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Sise 1C avenue des Frères Lumière, CS 78242 69372 Lyon Cedex 08**

**Représentée par son Président, Monsieur Éric CARPANO
ci-après désignée « Université Lyon 3 »**

Et

**L'École normale supérieure de Lyon,
Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Sise 15 parvis René Descartes – BP 7000 – 69342 Lyon Cedex 07**

**Représentée par son Président, Monsieur Emmanuel TRIZAC
ci-après désignée « ENS de Lyon »**

L'Université Lyon 3 et l'ENS de Lyon conviennent de coopérer pour la troisième année de la Licence de Géographie et aménagement, option géographie et établissent à cette fin la présente convention.

Préambule

La présente convention a pour objet de déterminer, entre l'Université Lyon 3 et l'ENS de Lyon, les modalités de fonctionnement du partenariat pédagogique concernant la L3 de Géographie et aménagement, option géographie, en vue de la délivrance du diplôme de Licence de Géographie et aménagement.

1. Inscription administrative

Les normaliens élèves et les normaliens étudiants intégrant l'ENS de Lyon sont pédagogiquement admis de plein droit en Licence de Géographie et aménagement, option géographie de la Faculté des Lettres et Civilisations de l'Université Lyon 3. La commission pédagogique est informée de ce dispositif.

Le responsable de la première année de Géographie à l'ENS de Lyon remettra avant le 15 septembre de l'année universitaire la liste des normaliens concernés au secrétariat du service Scolarité de l'ENS de Lyon, au responsable de la L3 de Géographie et aménagement de Lyon 3 et au secrétariat du service de la Scolarité des L3 de la Faculté des Lettres et Civilisations de l'Université Lyon 3.

Pour finaliser leur inscription au sein de la Licence de Géographie et aménagement, option géographie, les normaliens de l'ENS de Lyon s'acquittent des droits d'inscription auprès de l'Université Lyon 3. Leur présence est requise comme celle des autres étudiants lors des réunions de rentrée de la Faculté des Lettres et Civilisations de l'Université Lyon 3, afin qu'ils procèdent à leur inscription en TD.

2. Organisation pédagogique

2.1 Scolarité

Les enseignements sont suivis et validés à l'Université Lyon 3 ou à l'ENS de Lyon selon les tableaux suivants :

Parcours « Géographie Sociale », Semestre 5 :

Université Lyon 3		ECTS	ENS de Lyon	ECTS
MAJEURE parcours géographie sociale				
UEF	Epistémologie de la Géographie		<i>Histoire et épistémologie de la géographie</i>	3
	Changements globaux 1		<i>Introduction à la géographie de l'environnement</i>	3
	<i>Aires culturelles hors Europe</i>	4		
	<i>SIG appliqués</i>	2		
	Du traitement statistique des données géographiques à l'analyse spatiale 3		<i>Géomatique</i>	3
UET	Métiers de la géographie sociale		<i>Atelier d'initiation à la recherche</i>	2
	LV (au choix : anglais, espagnol, allemand, italien)		<i>Langue vivante</i>	3
MINEURE géographie approfondissement				
	<i>Santé et environnement</i>	4		
	<i>Migrations et mobilités</i>	3		
	Analyse des données géoréférencées Les étudiants normaliens sont dispensés de cette matière	3		
		13		15

Parcours « Géographie Sociale », Semestre 6 :

Université Lyon 3		ECTS	ENS de Lyon	ECTS
MAJEURE parcours géographie sociale				
UEF	<i>Justice sociale, justice spatiale</i>	4		
	<i>Géographie des illégalismes</i>	4		
	Géographie des risques		<i>Géopolitique</i>	3
	<u>Projet SIG</u>		<i>Géomatique</i>	4
	<i>Techniques d'enquête</i>	2		
UET	Stage de terrain (thématique géographie sociale) / Stage pro		<i>Atelier d'initiation à la recherche</i>	3
	LV (au choix : anglais, espagnol, allemand, italien)		<i>Langue vivante</i>	3
MINEURE géographie approfondissement :				
	1 choix parmi : - <i>Pratiques et enjeux du développement durable</i> ou - <i>Métropolisation, inégalités et territoires</i>	4 ou 3	<i>Histoire et épistémologie de la géographie</i>	2
	<i>Webmapping</i> <i>Les étudiants sont dispensés de cette matière</i>	3		
		16 ou 17		15

Les cours présentés en italique sont ceux qui seront suivis par les étudiants de l'ENS de Lyon

Les notes obtenues à l'ENS de Lyon seront transmises par le secrétariat du service Études et Scolarité de l'École au service de la scolarité L3 de la Faculté des Lettres et Civilisations de l'Université Lyon 3, qui les reportera dans le relevé de notes semestriel de ces étudiants.

Les normaliens élèves et les normaliens étudiants de l'ENS de Lyon inscrits en L3 de Géographie et aménagement seront soumis au régime d'examen et à la charte des examens en vigueur à l'Université Lyon 3 pour l'obtention de la troisième année de licence, sous réserve des particularités instaurées au titre de la présente convention.

2.2. Coordonnées des services et calendrier de transmission des notes

Le secrétariat du service Études et Scolarité de l'ENS de Lyon peut être contacté à l'adresse suivante :

etudes_departements_lss@ens-lyon.fr

Le secrétariat du service scolarité L3 de la Faculté des Lettres et Civilisations de l'Université Lyon 3 peut être contacté à l'adresse suivante :

scol-licence3-lettres@univ-lyon3.fr

Le planning de transmission des notes est défini comme suit :

1^{er} semestre : début février ;

2^e semestre : début juin.

3. Régime d'assiduité

Dans la mesure du possible, les normaliens de l'ENS de Lyon sont tenus de suivre la totalité

des enseignements à valider à l'Université Lyon 3 sous le régime du contrôle continu.

Si, cependant, des contraintes d'emploi du temps rendent impossible le suivi de certains de ces enseignements, les normaliens élèves et les normaliens étudiants de l'ENS de Lyon seront dispensés d'assiduité et évalués selon le régime d'examen de la Faculté des Lettres et Civilisations prévu pour les étudiants dispensés d'assiduité.

La dispense d'assiduité leur sera accordée par le doyen de la Faculté des Lettres et Civilisations, sur demande explicite validée conjointement par le responsable de la L3 de Géographie et aménagement de l'université Lyon 3 et le responsable de la première année de Géographie à l'ENS de Lyon.

4. Litige

Pour tout litige que pourrait soulever l'application de la présente convention, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable.

À défaut, le contentieux sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

5. Entrée en vigueur et durée de la convention

La présente convention est applicable sur toute la durée d'exécution de l'actuel contrat quinquennal 2023-2026. Elle prend effet au 1^{er} septembre 2023 et demeure valide jusqu'au 31 août 2026.

Toute modification entraînera la rédaction d'un avenant.

La présente convention pourra être dénoncée par chacune des parties par lettre recommandée avec AR avant le 1^{er} juin de l'année en cours, pour une résiliation effective à la rentrée suivante.

Fait à Lyon en deux exemplaires originaux,

Le 06.12.2023

Le Président de l'Université
Jean Moulin - Lyon 3
Éric CARPANO

Le

Le Président de
l'ENS de Lyon
Emmanuel TRIZAC



ANNEXE : maquette de la troisième année de Licence

SEMESTRE 5	Code Matière	Type cours	Heures ens	Heures eq.TD	Heures portées	ECTS	Modalité des examens
MAJEURE						20 ECTS	
UNITE D'ENSEIGNEMENT FONDAMENTALE						16 ECTS	
UNITE D'ENSEIGNEMENT TRANSVERSALE						4 ECTS	
Projet Professionnel et Personnel		CM	3	4,5	4,5		Participation
MINEURE						10 ECTS	
TOTAL						30	

SEMESTRE 6	Code Matière	Type cours	Heures ens	Heures eq.TD	Heures portées	ECTS	Modalité des examens
MAJEURE						20 ECTS	
UNITE D'ENSEIGNEMENT FONDAMENTALE						16 ECTS	
UNITE D'ENSEIGNEMENT TRANSVERSALE						4 ECTS	
MINEURE						10 ECTS	
TOTAL						30	
TOTAL pour la Licence 3						60	

CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE À LA L3 D'HISTOIRE

n°2023-09-F-058

Entre

**L'Université Jean Moulin - Lyon 3,
Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Sise 1C avenue des Frères Lumière, CS 78242 69372 Lyon Cedex 08**

**Représentée par son Président, Monsieur Éric CARPANO
ci-après désignée « Université Lyon 3 »**

Et

**L'École normale supérieure de Lyon,
Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Sise 15 parvis René Descartes – BP 7000 – 69342 Lyon Cedex 07**

**Représentée par son Président, Monsieur Emmanuel TRIZAC
ci-après désignée « ENS de Lyon »**

L'Université Lyon 3 et l'ENS de Lyon conviennent de coopérer pour la troisième année de la Licence d'Histoire et établissent à cette fin la présente convention de partenariat.

Préambule

La présente convention a pour objet de déterminer, entre l'Université Lyon 3 et l'ENS de Lyon, les modalités de fonctionnement du partenariat pédagogique concernant la L3 d'Histoire, en vue de la délivrance du diplôme de Licence d'Histoire.

1. Inscription administrative

Les normaliens élèves et les normaliens étudiants intégrant l'ENS de Lyon sont pédagogiquement admis de plein droit en Licence de la Faculté des Lettres et Civilisations de l'Université Lyon 3. La commission pédagogique est informée de ce dispositif.

Le responsable de la première année d'Histoire à l'ENS de Lyon remettra avant le 15 septembre de chaque année universitaire la liste des élèves concernés au responsable de la licence

d'Histoire de Lyon 3, au secrétariat du service Scola-rité de l'ENS de Lyon et au secrétariat du service de la Scola-rité des L3 de la Faculté des Lettres et Civilisations de l'Université Lyon 3.

Pour finaliser leur inscription au sein de la Licence de Géographie et aménagement, option géographie, les normaliens de l'ENS de Lyon s'acquittent des droits d'inscription auprès de l'Université Lyon 3. Leur présence est requise comme celle des autres étudiants lors des réunions de rentrée de la Faculté des Lettres et Civilisations de l'Université Lyon 3, afin qu'ils procèdent à leur inscription en TD.

2. Organisation pédagogique

2.1 Scola-rité

Les enseignements sont suivis et validés à l'Université Lyon 3 ou à l'ENS de Lyon selon les tableaux suivants :

Au semestre 5 : validation de 30 ECTS

Université Lyon 3		ENS de Lyon	
MAJEURE			
Unité d'enseignement fondamentale			
<i>Un cours au choix entre Histoire ancienne approfondie (CM : 24h + TD : 20h) OU Histoire médiévale approfondie (CM : 24h + TD : 20h)</i>	6 ECTS		
Deux cours au choix dans l'option 2, à choisir entre : - Art et représentation de l'histoire - Epigraphie grecque et latine - Histoire de la Gaule romaine - Questions transversales d'histoire médiévale	3 + 3 = 6 ECTS		
Une Unité d'enseignement non choisie		<i>Cours d'Histoire générale (ancienne + contemporaine) soit 2 X 2,5 ects</i>	5 ECTS
UE Transversale (au choix) : - Le Moyen Age par les sources - Sciences auxiliaires de l'histoire médiévale - Protohistoire		<i>Devenir historien, devenir historienne HIS 3180</i>	5 ECTS
UE Transversale Langue vivante (Allemand, Anglais, Italien ou Espagnol niveau baccalauréat au moins)		<i>Langue vivante (Allemand, Anglais, Italien ou Espagnol niveau baccalauréat au moins)</i>	3 ECTS
Mineure (ancienne UEO proposée autrefois par l'ENS)		<i>Projet de recherche collective en Histoire : code HIS 3181</i>	5 ECTS
	12 ECTS		18 ECTS

Au semestre 6 : validation de 30 ECTS

Université Lyon 3		ENS de Lyon	
MAJEURE			
Unité d'enseignement fondamentale			
<i>Histoire moderne approfondie (CM : 24h + TD : 20h)</i>	5 ECTS		
<i>Histoire contemporaine approfondie (CM : 24h + TD : 20h)</i>	5 ECTS		
<i>Un cours choisi parmi les UEF restantes</i> 1 choix parmi 4 - <i>Histoire globale (mondes modernes)</i> - <i>Histoire de Lyon</i> - <i>Histoire de l'environnement</i> - <i>Histoire globale (mondes contemporains) (3)</i> <i>(CM : 24h + le cas échéant TD : 10h)</i>	2 ECTS		
Une Unité d'enseignement non choisie		<i>Cours d'Histoire générale (médiévale/moderne) soit 2 X 2,5 ects</i>	5 ECTS
Majeure UEF Un cours à choix parmi : - Histoire générale moderne - Paléographie moderne		<i>Devenir historien, devenir historienne HIS 3280</i>	5 ECTS
UE Transversale Langue vivante (Allemand, Anglais, Italien ou Espagnol niveau baccalauréat au moins)		<i>Langue vivante (Allemand, Anglais, Italien ou Espagnol niveau baccalauréat au moins)</i>	3 ECTS
Mineure (ancienne UEO proposée autrefois par l'ENS)		<i>Projet de recherche collective en Histoire : code HIS 3281</i>	5 ECTS
	12 ECTS		18 ECTS

Les cours présentés en italique sont ceux qui seront suivis par les étudiants de l'ENS de Lyon.

Les notes obtenues à l'ENS de Lyon seront transmises par le secrétariat du service Études et Scolarité de l'École au service de la scolarité L3 de la Faculté des Lettres et Civilisations de l'Université Lyon 3, qui les reportera dans le relevé de notes semestriel de ces étudiants.

Les normaliens élèves et les normaliens étudiants de l'ENS de Lyon inscrits en L3 d'Histoire seront soumis au régime d'examen de la Faculté des Lettres et Civilisations et à la charte des examens en vigueur à l'Université Lyon 3 pour l'obtention de la troisième année de licence, sous réserve des particularités instaurées au titre de la présente convention.

2.2. Coordonnées des services et calendrier de transmission des notes

Le secrétariat du service Études et Scolarité de l'ENS de Lyon peut être contacté à l'adresse suivante :

etudes_departements_lss@ens-lyon.fr

Le secrétariat du service scolarité L3 de la Faculté des Lettres et Civilisations de l'Université

Lyon 3 peut être contacté à l'adresse suivante :

scol-licence3-lettres@univ-lyon3.fr

Le planning de transmission des notes est défini comme suit :

1^{er} semestre : début février ;

2^e semestre : début juin.

3. Régime d'assiduité

Dans la mesure du possible, les normaliens de l'ENS de Lyon sont tenus de suivre la totalité des enseignements à valider à l'Université Lyon 3 sous le régime du contrôle continu.

Si, cependant, des contraintes d'emploi du temps rendent impossible le suivi de certains de ces enseignements, les normaliens élèves et les normaliens étudiants de l'ENS de Lyon seront dispensés d'assiduité et évalués selon le régime d'examen de la Faculté des Lettres et Civilisations prévu pour les étudiants dispensés d'assiduité.

La dispense d'assiduité leur sera accordée par le doyen de la Faculté des Lettres et Civilisations, sur demande explicite validée conjointement par le responsable de la L3 d'histoire de l'université Lyon 3 et le responsable de la première année d'Histoire à l'ENS de Lyon.

4. Litige

Pour tout litige que pourrait soulever l'application de la présente convention, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable.

À défaut, le contentieux sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

5. Entrée en vigueur et durée de la convention

La présente convention est applicable sur toute la durée d'exécution de l'actuel contrat quinquennal 2023-2026. Elle prend effet au 1^{er} septembre 2023 et demeure valide jusqu'au 31 août 2026.

Toute modification entraînera la rédaction d'un avenant.

La présente convention pourra être dénoncée par chacune des parties par lettre recommandée avec AR avant le 1^{er} juin de l'année en cours, pour une résiliation effective à la rentrée suivante.

Fait à Lyon en deux exemplaires originaux,

Le 06.12.2023

Le Président de l'Université
Jean Moulin - Lyon 3
Éric CARPANO

Le

Le Président de
l'ENS de Lyon
Emmanuel TRIZAC



Annexe : Maquette de la L3 d'histoire

Organisation de la formation

Glossaire	CM : Cours Magistral TD : Travaux Dirigés DA : Dispensé d'Assiduité <input checked="" type="checkbox"/> : Matières à choix	MCCC : Modalités de Contrôle des Connaissances et des Compétences : Examens en fin de semestre : TE : Terminal Écrit (1 note) TO : Terminal Oral (1 note) Droit à une seconde chance en fin d'année		Examens en cours de semestre : CC : Contrôle Continu (2 notes mini) CCi : Contrôle Continu Intégral (2 notes mini) EE : Épreuve unique (1 note)

SEMESTRE 5

Unités d'Enseignement (UE) / Matières	Volumes Horaires		MCCC			ECT S
	CM	TD	Modalité	DA	2nd chance	
MAJEURE						20
UE Fondamentale						16
<input checked="" type="checkbox"/> Histoire ancienne grecque	24	20	TE (70) 4h + CC (50)	TE (120) 4h	TE (70) 2h	6
<input checked="" type="checkbox"/> Histoire ancienne romaine						
<input checked="" type="checkbox"/> Histoire médiévale – Ve-XIIIe siècle	24	20	TE (70) 4h + CC (50)	TE (120) 4h	TE (70) 2h	6
<input checked="" type="checkbox"/> Histoire médiévale - XIIe-XVe siècle						
<input checked="" type="checkbox"/> option 1 : 1 choix parmi 4	24	10	TE (60) 4h + CC (20)	TE(80) 4h	TE (60) 2h	4
<input checked="" type="checkbox"/> Art et représentation de l'histoire	24	10	CCi (80)	EE (80)	TE (60)	4
<input checked="" type="checkbox"/> Epigraphie grecque et latine	24	10	TE (60) 4h + CC (20)	TE(80) 4h	TE (60) 2h	4
<input checked="" type="checkbox"/> Histoire de la Gaule romaine	24	10	TE (60) 4h + CC (20)	TE(80) 4h	TE (60) 2h	4
<input checked="" type="checkbox"/> Questions transversales d'histoire médiévale						
<input checked="" type="checkbox"/> option 2 : 1 choix parmi 4 + Collège Histoire Lettres			TE (40) 4h + CC (20)		TE (40) 2h	
<input checked="" type="checkbox"/> Art et représentation de l'histoire	24	10	CCi (60)	TE(60) 4h		3
<input checked="" type="checkbox"/> Epigraphie grecque et latine	24	10	TE (40) 4h + CC (20)	EE(60)	TE (40)	3
<input checked="" type="checkbox"/> Histoire de la Gaule romaine	24	10	TE (40) 4h + CC (20)	TE(60) 4h	TE (40) 2h	3
<input checked="" type="checkbox"/> Questions transversales d'histoire médiévale	24	10		TE(60) 4h	TE (40) 2h	3
+ Collège Histoire-Lettres		7.5	CCi (20)	DA impossible		1
UE Transversale						4
<input checked="" type="checkbox"/> Protohistoire	24		TE (60) 4h	TE (60) 4h	TE (60) 2h	
<input checked="" type="checkbox"/> Le Moyen Age par les sources	24		TE (60) 4h	TE (60) 4h	TE (60) 2h	3
<input checked="" type="checkbox"/> Sciences auxiliaires de l'histoire médiévale	24		CCi (60)	EE (60)		
LV : <input checked="" type="checkbox"/> anglais, <input checked="" type="checkbox"/> espagnol, <input checked="" type="checkbox"/> allemand, <input checked="" type="checkbox"/> italien		15	CCi (40)	EE (40)		1
MINEURE : au choix						10
<input checked="" type="checkbox"/> Aménagement et sciences des territoires <input checked="" type="checkbox"/> Communication, médias et organisations <input checked="" type="checkbox"/> Géographie pour non spécialistes <input checked="" type="checkbox"/> Histoire Approfondissement - parcours général <input checked="" type="checkbox"/> Histoire Approfondissement - Parcours renforcé Ancienne et médiévale <input checked="" type="checkbox"/> Humanités numériques <input checked="" type="checkbox"/> Lettres, arts et culture (LAC) pour non spécialiste <input checked="" type="checkbox"/> Philosophie <input checked="" type="checkbox"/> Professorat des Ecoles <input checked="" type="checkbox"/> Stratégies de l'information, de la donnée et du document numérique			Voir maquette de la mineure choisie			

SEMESTRE 6

Unités d'Enseignement (UE) / Matières	Volumes Horaires		MCCC			ECT S
	CM	TD	Modalité	DA	2nd chance	
MAJEURE						20
UE Fondamentale						16
<input checked="" type="checkbox"/> Histoire moderne - Première modernité	24	20	TE (60) 4h + CC (40)	TE (100) 4h	TE (60) 2h	5
<input checked="" type="checkbox"/> Histoire moderne - Deuxième modernité						
<input checked="" type="checkbox"/> Histoire contemporaine - Histoire culturelle	24	20	TE (60) 4h + CC (40)	TE (100) 4h	TE (60) 2h	5
<input checked="" type="checkbox"/> Histoire contemporaine - Histoire politique et religieuse						
<input checked="" type="checkbox"/> Histoire générale moderne	24		TE (60) 3h	TE (60) 3h	TE (60) 2h	3
<input checked="" type="checkbox"/> Paléographie moderne	24		CCi (60)	EE (60)	-	
<input checked="" type="checkbox"/> option 1 : 1 choix parmi 4			CCi (60)			
<input checked="" type="checkbox"/> Histoire globale (mondes modernes)	24	10	CCi (60)	EE (60)		3
<input checked="" type="checkbox"/> Histoire de Lyon	24	10	CCi (60)	EE (60)		3
<input checked="" type="checkbox"/> Histoire de l'environnement	24	10	TE (40) 4h + CC (20)	EE (60)		3
<input checked="" type="checkbox"/> Histoire globale (mondes contemporains) (3)	24	10		TE (60) 4h	TE (40) 2h	3
<input checked="" type="checkbox"/> option 2 : 1 choix parmi 4 + Collège Histoire Lettres			CCi (40)	EE (40)		
<input checked="" type="checkbox"/> Histoire globale (mondes modernes)	24	10	CCi (40)	EE (40)		2
<input checked="" type="checkbox"/> Histoire de Lyon	24	10	CCi (40)	EE (40)		2
<input checked="" type="checkbox"/> Histoire de l'environnement	24	10	TE (30) 4h + CC (10)	TE (40) 4h		2
<input checked="" type="checkbox"/> Histoire globale (mondes contemporains) (3)	24	10			TE (30) 2h	2
+ Collège Histoire-Lettres		7.5	CCi (20)	DA impossible		1
UE Transversale						4
Projet Personnel Professionnel / Conférences métiers et suivi de stage (spécialité histoire)	8	4	EE (40)	EE (40)		2
LV : <input checked="" type="checkbox"/> anglais, <input checked="" type="checkbox"/> espagnol, <input checked="" type="checkbox"/> allemand, <input checked="" type="checkbox"/> italien		15	CCi (40)	EE (40)		2
MINEURE : au choix						10
<input checked="" type="checkbox"/> Aménagement et sciences des territoires <input checked="" type="checkbox"/> Communication, médias et organisations <input checked="" type="checkbox"/> Géographie pour non spécialistes <input checked="" type="checkbox"/> Histoire Approfondissement - parcours général <input checked="" type="checkbox"/> Histoire Approfondissement - Parcours renforcé Ancienne et médiévale <input checked="" type="checkbox"/> Humanités numériques <input checked="" type="checkbox"/> Lettres, arts et culture (LAC) pour non spécialiste <input checked="" type="checkbox"/> Philosophie <input checked="" type="checkbox"/> Professorat des Ecoles <input checked="" type="checkbox"/> Stratégies de l'information, de la donnée et du document numérique					Voir maquette de la mineure choisie	

CONDITIONS PARTICULIERES DE VENTE BUREAU DÉDIÉ ET/OU NOMADE CSB.School, Lyon - Part-Dieu

n°2023-10-G-142

Entre les soussignées

CSB.School

Société par Actions Simplifiée au capital de 248 000.00 euros, dont le siège social est situé 39 rue de la Cité, 69003 LYON, immatriculée au RCS de LYON sous le numéro 910 905 116

Représenté par Monsieur Patrice Chelim, agissant en qualité de Directeur Général, ayant tous pouvoirs à cet effet,

Ci-après dénommée, « **CSB** » ou le « **Prestataire** »

De première part,

Et :

UNIVERSITE LYON 3 (EPSCP)

Personne morale de droit public au capital de MONTANT DU CAPITAL (sans objet), immatriculée au RCS de LYON sous le numéro 19 69 243 77 00019, représentée par ERIC CARPANO, dûment habilité(e) à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée, le « **Client** » ou « **Bénéficiaire** »

De deuxième part,

Le Prestataire et le Bénéficiaire ci-après ensemble dénommées les « **Parties** » ou individuellement la/une « **Partie** ».
Le contrat de prestation des services de mise à disposition d'espaces de bureaux (ci-après le « **Contrat** ») est constitué

1. Des présentes Conditions Particulières de vente
2. Des conditions générales de vente (Annexe 1)
3. De la grille tarifaire (Annexe 2)
4. De la convention sécurité – incendie (Annexe 3)
5. Des états des lieux d'entrée et de sortie, le cas échéant

Le Contrat s'applique de façon exclusive à toutes les prestations qui sont décrites dans les Conditions Particulières.

L'ensemble du Contrat forme un tout indissociable qui engage le Bénéficiaire et le Prestataire. Il est expressément convenu qu'en cas de contradiction, les documents constituant le Contrat prévalent dans l'ordre de la liste ci-dessus.

En signant les Conditions Particulières, le Bénéficiaire accepte expressément les termes et conditions de l'ensemble des documents constituant le Contrat et notamment des Conditions Générales de Vente. Le Contrat est un contrat d'adhésion au sens de l'article 1110 du Code civil, dont seules les Conditions Particulières peuvent faire l'objet de négociations.

Le Contrat est un contrat de prestations de services de mise à disposition d'espaces de travail et ne constitue ni une prise d'intérêt locatif, ni un bail de quelque nature que ce soit, et ne confère aucun droit de propriété, commerciale ou autre, en faveur du bénéficiaire sur le ou les espaces.

Art. 1 : Objet du contrat

Le Contrat a pour objet de définir les conditions applicables à (i) l'accès, la mise à disposition et l'usage d'un espace de bureaux équipés dédiés et/ou nomades (l'«**Espace**») et (ii) la fourniture d'infrastructures et de services d'ordre logistique et bureautique associés ((i) et (ii) sont ci-après ensemble dénommés « le(s) **Service(s)** » ou « **Prestation(s)** »).

Art. 2 : Prestations de services de mise à disposition des Espaces

2.1 Durée du Contrat

Date de début du Contrat	09-10-2023
Date de fin du Contrat	30-06-2024
Durée du Contrat	9 mois
Préavis	1 mois
Typologie de l'engagement (ferme ou flexible) (1)	Ferme

2.2 Lieu et détails de la prestation

39Cite	CSB.School - 39, rue de la Cité 69003 Lyon
--------	--

Description activité selon code NAF ou APE

Activité(s) du Bénéficiaire prévue(s) dans les locaux

Nombre de badges d'accès à mettre à disposition du Bénéficiaire et des Personnes autorisées à accéder aux Espaces	100-200
Montant du dépôt de garantie (HT) (2)	15 000 €

2.3 Détail des services et prestations récurrents, non récurrents et frais facturés en début et fin de contrat

Prestations récurrentes : Salles de Formation

Prestations récurrentes mensuelles	Quantité	Forfait choisie (Jour / Mois)	Date de début	Date de fin	Total HT (€)
Salle de Formation (25 Places)			selon devis n°2228161 & 2228162		
Salle de Formation (12 Places)			selon devis n°2228161 & 2228162		
Coût total HT					151 550,00 €

Services non récurrents facturés en début de contrat

Prestation	Unité	Tarif Unitaire HT	Total HT
Frais de dossier (paramétrage, cartes de membres, etc) (HT)	1	Offert	Offert

Art. 2 : Description des services

Art 2.1 : Description des conditions de mise à disposition des Espaces

Les Espaces mis à disposition du Bénéficiaire sont décrits aux Conditions Particulières. Le Bénéficiaire aura le choix entre (i) des bureaux dédiés privatifs (avec un droit d'accès pour un nombre prédéterminé de personnes) et/ou (ii) des espaces communs dits « nomades » (avec un nombre de postes déterminés).

Des salles de réunions sont également à disposition des Clients dans les conditions prévues aux Conditions Particulières et aux conditions générales d'utilisation des salles de réunions.

A ce titre, le Bénéficiaire autorise le Prestataire à moduler ou relocaliser l'Espace choisi par le Bénéficiaire dans les Conditions Particulières (y compris en cours de Contrat), et ce, sans que cela entraîne, sous réserve de ce qui est dit ci-après, un quelconque droit au profit du Bénéficiaire.

Dans l'hypothèse dans laquelle le Prestataire ne pourrait pas ou plus mettre à disposition le ou les Espaces choisis par le Bénéficiaire dans les Conditions Particulières, le Prestataire s'engage à : (i) informer par courrier électronique avec accusé de réception le Bénéficiaire dès que possible à compter de la date à laquelle il a connaissance de la nécessité de modulation ou relocalisation et (ii) proposer une solution de remplacement au Bénéficiaire qui ne pourra la refuser et résilier automatiquement le Contrat que si (a) sous réserve du paragraphe ci-dessous, la date de mise à disposition ou la période de mise à disposition (en cas de modulation ou relocalisation en cours de Contrat) de l'Espace est modifiée, ou (b) l'Espace réalloué ne permet pas d'accueillir la même capacité maximale de personnes ou de bénéficier du même nombre de postes de travail, ou (c) l'Espace réalloué est un espace commun dit « nomade » alors que l'Espace choisi initialement était un bureau dédié privé, ou (d) les autres Prestations prévues aux Conditions Particulières ne peuvent pas être exécutées dans l'Espace réalloué, ou (e) les conditions financières offertes par le Prestataire sont moins favorables pour le Bénéficiaire que celles prévues initialement.

Par exception à ce qui précède, le Bénéficiaire reconnaît qu'en cas de retard dans la mise à disposition des Espaces du fait (i) d'un retard des travaux de construction ou de rénovation des Espaces ou du 39Cite ou (ii) d'un Bénéficiaire occupant les Espaces préalablement à leur mise à disposition au bénéfice d'un autre Bénéficiaire et qui n'aurait pas quitté ou quitté en retard les Espaces choisis, le Prestataire pourra proposer une solution de remplacement au Bénéficiaire dans les conditions prévues ci-avant mais le Bénéficiaire ne pourra refuser la solution de remplacement sur le fondement du point (a) ci-avant, ni résilier le Contrat, qu'en cas de modification de la date de mise à disposition entraînant un retard supérieur à (y) 15 jours calendaires en cas de retard visé au point (i) du présent paragraphe ou (z) 5 jours ouvrés en cas de retard visé au point (ii) du présent paragraphe. Dans cette hypothèse, le prix des Prestations sera réduit proportionnellement au nombre de jours de retard.

Si toutefois le Prestataire était dans l'incapacité totale de fournir une solution de remplacement conformément à ce qui précède, le Bénéficiaire pourra résilier le Contrat automatiquement et dans les conditions prévues à l'Article 6 b. ci-après et il sera uniquement tenu de s'acquitter du prix des Prestations honorées jusqu'à sa date d'interruption.

Art 2.2 : Réseaux informatiques

Le Prestataire délivre auprès du Bénéficiaire les niveaux de services et garantie d'accès à Internet décrits au Règlement Intérieur.

Le Prestataire garantit un niveau de disponibilité déterminé au Règlement Intérieur et qui sera établi en relation avec l'utilisation par le Bénéficiaire du réseau informatique du Prestataire ou de l'accès à Internet mis à disposition au sein du 39Cite. En cas d'interruption du réseau, le Bénéficiaire pourra demander au Prestataire la remise en service du réseau dans un délai raisonnable après l'avoir notifié par écrit.

De façon générale, le Bénéficiaire doit prendre les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité de son réseau (ou de ses points d'entrée à Internet) et la sécurité et sauvegarde des informations qu'il y dépose. Le Bénéficiaire est tenu d'adopter toutes les mesures de sécurité qu'il juge utiles dans sa situation.

Art 2.3 : Fourniture des services logistiques et bureautiques

Le Bénéficiaire autorise le personnel de CSB.School à accéder en tout temps aux Espaces mis à disposition, y compris les espaces de bureaux dédiés, pour l'exécution des Services consentis par le Prestataire (en ce compris notamment le ménage, le nettoyage, la maintenance, les tests informatiques ou électriques ou les travaux de réparation ou rénovation autres que les inspections de routine). Toutefois et sauf cas d'urgence, le Prestataire informera au préalable le Bénéficiaire, par voie électronique, de la nécessité pour lui d'accéder aux Espaces. Le Prestataire respectera les procédures de sécurité mentionnées dans le Règlement Intérieur afin notamment de protéger la confidentialité des activités du Bénéficiaire.

Le Prestataire fera ses meilleurs efforts pour ne pas déranger le Bénéficiaire lorsqu'il accède aux Espaces.

Le Bénéficiaire ne peut en aucun cas installer de câbles, d'équipements informatiques spécifiques (autres qu'un ordinateur portable (ou un ordinateur de bureau), une imprimante personnelle, de périphériques informatiques nomades ou de connexions de télécommunication, sans le consentement préalable et écrit du Prestataire qui se réserve le droit d'en refuser l'installation ou de le faire procéder par son sous-traitant, selon sa propre appréciation. Il en est de même pour tout équipement non bureautique ou électroménager.

Avant son installation, le Bénéficiaire devra solliciter le Prestataire afin qu'il supervise l'installation de tout système informatique ou de tout système électrique spécifique dont il aurait l'usage dans le 39Cite. Au titre de ses obligations, le Prestataire devra vérifier que ces installations ne perturbent pas l'utilisation des espaces de travail des autres utilisateurs du 39Cite, ses propres installations ou les installations du propriétaire de l'immeuble. Ces vérifications ou prestations techniques spécifiques s'effectueront aux conditions commerciales convenues entre les Parties.

Art 2.4 : Fourniture des services intellectuels et d'affaires

Le Prestataire organise au sein du 39Cite des événements, des réunions et des conférences auxquels le Bénéficiaire pourra, à sa discrétion, participer. Dans ce cadre, le Prestataire propose, au travers d'un réseau de partenaires ou de prestataires, un ensemble de services intellectuels et d'affaires permettant à ses Clients d'entrer en relation d'affaires.

Ces services seront, en fonction de leur portée ou de leur sujet, mis à la disposition du Bénéficiaire soit gratuitement, soit en contrepartie d'une participation financière préalablement définie par devis. Des services intellectuels et d'affaires (audit, conseil et accompagnement, mise en relation, etc.) pourront faire l'objet d'une contractualisation spécifique séparée soit directement entre le Prestataire et le Bénéficiaire, soit en dehors du Contrat, directement entre le Bénéficiaire et tout autre prestataire sous réserve d'une notification préalable envoyée au Prestataire si l'exécution du service sollicité doit s'effectuer au sein du 39Cite. Dans ce dernier cas, le Prestataire ne pourrait à aucun moment être tenu responsable de la contractualisation et des conséquences contractuelles que le Bénéficiaire aurait avec un partenaire du Prestataire.

Art. 2.5 : Nom, adresse et domiciliation

En cas de Contrat de mise à disposition de bureaux dédiés seulement, le Bénéficiaire est autorisé à utiliser l'adresse postale du 39Cite comme boîte aux lettres pour recevoir des correspondances exclusivement professionnelles sous réserve d'une identification propre excluant toute confusion avec la personne du Prestataire. Le Contrat confère au Bénéficiaire le droit de disposer de l'adresse du 39Cite comme siège social, comme lieu principal d'activité du Bénéficiaire ou comme établissement secondaire.

Art. 2.6 : Mandat de réception de courrier et de colis postaux

Le Bénéficiaire donne mandat au Prestataire ainsi qu'à toute autre personne désignée par le Prestataire de recevoir, au nom du Bénéficiaire, toute notification (courrier simple ou colis postaux) hors courrier recommandé et signification d'huissier, à charge pour le Prestataire d'en avertir, uniquement lorsque ladite correspondance ne rentre pas dans la boîte aux lettres du Bénéficiaire, le Bénéficiaire par email, dans les vingt-quatre (24) heures suivant la date de réception de la correspondance. Ce mandat est octroyé pendant toute la durée du Contrat et prend fin en même temps que le Contrat.

Concernant les courriers recommandés, le Prestataire pourra en assurer la réception à condition que le Bénéficiaire ait signé une procuration postale au profit du Prestataire. Hormis les recommandés en cas de procuration postale signée, le Prestataire décline toute responsabilité à quelque titre que ce soit s'agissant de la bonne réception ou du stockage de toute correspondance, courrier et colis quels qu'ils soient que le Bénéficiaire se fait livrer au sein du 39Cite. Le Prestataire n'est en aucun cas responsable de la réception ou de la garde des correspondances, courriers ou colis du Bénéficiaire et d'une manière générale ne supporte aucune obligation quelle qu'elle soit ni responsabilité à ce titre.

Art. 3 : Obligations des parties

Art. 3.1 : Obligations du Prestataire

Le Prestataire s'engage, pendant la durée d'exécution du Contrat prévue dans les Conditions Particulières, et dans les conditions prévues au Contrat, à respecter l'ensemble de ses obligations contractuelles et particulièrement à fournir au Bénéficiaire l'accès à l'Espace et/ou aux Services énumérés dans les Conditions Particulières.

Le Prestataire garantit que les Prestations seront exécutées dans le respect de la réglementation applicable en vigueur.

Le Prestataire déclare être titulaire des droits et autorisations lui permettant de conclure le Contrat et de délivrer les Prestations objet du Contrat.

Art. 3.2 : Obligations du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'engage, pendant la durée d'exécution du Contrat prévue dans les Conditions Particulières, et dans les conditions prévues au Contrat, à respecter l'ensemble de ses obligations contractuelles et particulièrement à :

- tenir informé le Prestataire de toute modification concernant son activité et/ou l'identité et le nombre de Personnes Autorisées (étant précisé que le Prestataire pourra refuser d'augmenter le nombre de Personnes Autorisées et/ou de remplacer une ou plusieurs Personnes Autorisées) ;
- déclarer spontanément dans un délai de 15 jours calendaires tout changement relatif à sa forme juridique, sa dénomination et son objet, ainsi qu'à l'identité de ses représentants légaux ; demander l'autorisation préalable du Prestataire pour tous travaux d'aménagement, de rénovation ou de décoration des Espaces alloués, ce que le Prestataire pourra accepter, à des conditions financières à négocier et qui devront être réalisés par les prestataires choisis par CSB.School, étant précisé que le coût de ces travaux d'aménagement et le coût de remise en état initial des Espaces concernés seront à la charge du Bénéficiaire ;
- contracter une police d'assurance dans les conditions de l'article 8 ci-après ;
- payer les sommes dues à CSB.School dans les conditions prévues aux Conditions Particulières ;
- utiliser les Espaces et les parties communes du 39Cite (et notamment les équipements, accessoires, installations et meubles mis à disposition) en bon père de famille, à titre professionnel exclusivement et conformément aux instructions et consignes d'hygiène et de sécurité du 39Cite ; éviter toute nuisance sonore et olfactive au sein du 39Cite et d'une manière générale ne pas avoir une attitude agressive, indécente ou contraire à la morale et aux bonnes mœurs et respecter et tenir compte de la présence dans le 39Cite des autres clients du Prestataire ;
- à l'exception des endroits autorisés à savoir sur les Terrasses ou le Rooftop, ne pas fumer au sein du 39Cite ;
- rendre les Espaces alloués en bon état et à la date de fin du Contrat ;
- et ne pas utiliser ou faire circuler dans le 39Cite des produits illicites.

Lors du départ du Bénéficiaire, l'Espace devra être remis dans l'état initial dans lequel il se trouvait lors de l'état des lieux d'entrée. Ladite remise en état de l'Espace sera effectuée par le Prestataire et les frais afférents (notamment les frais dus à des travaux de réaménagement ou en réparation d'un dégât) seront à la charge du Bénéficiaire sur simple présentation des factures correspondantes à la remise en état. Les frais engagés par le Prestataire à ce titre pourront être déduits du montant du dépôt de garantie restituable au Bénéficiaire en fin de Contrat dans les conditions prévues à l'article 10 ci-après. Dans l'hypothèse dans laquelle le montant des dégradations et des réparations nécessaires serait supérieur au montant du dépôt de garantie, le Bénéficiaire s'engage à rembourser au Prestataire l'intégralité des frais supplémentaires dans un délai de 25 jours maximum à compter de la réception, par le Bénéficiaire, des factures correspondantes.

Si le Bénéficiaire laissait des biens, affaires ou matériels dans le 39Cite après son départ pour quelque raison que ce soit, le Prestataire devra mettre en demeure le Bénéficiaire de venir récupérer lesdits biens à l'accueil du 39Cite concerné dans un délai maximum de trente (30) jours calendaires suivant la réception d'une notification adressée par courrier électronique et par lettre recommandée avec accusé de réception au Bénéficiaire.

Dans l'hypothèse dans laquelle le Bénéficiaire ne serait pas venu récupérer lesdits biens au plus tard le lendemain du dernier jour prévu dans ladite notification, les biens seront considérés comme « *res derelictae* » au sens du droit civil et l'absence de récupération du Bénéficiaire considérée comme un abandon volontaire des biens de la part de leur propriétaire. A ce titre, le Prestataire aura le droit de disposer librement desdits biens comme il l'entend et notamment de jeter ou donner lesdits biens sans que le Bénéficiaire n'ait un quelconque droit de recours contre le Prestataire ou tout autre tiers ayant récupéré les biens abandonnés.

Si le Bénéficiaire continue d'utiliser le ou les Espaces alloués après la fin du Contrat, le Bénéficiaire sera responsable de toute perte, action ou responsabilité encourue par le Prestataire du fait de la non-libération des Espaces par le Bénéficiaire à la date de fin du Contrat. En outre et sans préjudice du droit pour le Prestataire d'obtenir une expulsion du Bénéficiaire des Espaces et du 39Cite et de tous dommages et intérêts supplémentaires, en cas d'utilisation des

Espaces par le Bénéficiaire au-delà de la date de fin du Contrat prévues dans les Conditions Particulières (et ce quelle qu'en soit la raison) et hors le cas du renouvellement du Contrat conformément à l'Article 5 ci-après, le Bénéficiaire sera redevable d'une indemnité d'occupation forfaitaire égale à 1.2 fois le prix de l'Espace en vigueur à la date de fin du Contrat au prorata du nombre de jours d'occupation illicite des Espaces ; étant précisé que l'indemnité sera au moins égale à 1 mois d'occupation illicite et ce, même si la durée d'occupation illicite est inférieure à un mois.

Art. 4 : Accès aux Espaces

Art. 4.1 Contrôle d'accès

Lors de son inscription, le Bénéficiaire se voit remettre pour chacune des personnes indiquées par le Bénéficiaire avant la date de début du Contrat (les « **Personnes Autorisées** ») une carte physique et/ou dématérialisée assortie d'un numéro. En cas de perte ou de vol de la carte physique, son remplacement sera facturé au Bénéficiaire au tarif stipulé dans le Guide Tarifaire du 39Cite.

L'accès aux Espaces suppose la présentation obligatoire par les Personnes Autorisées de leur carte. Cette carte, unique et personnelle, n'est utilisable que par la Personne Autorisée et n'est ni cessible ni transmissible. Dans l'hypothèse où le Bénéficiaire souhaiterait obtenir des cartes complémentaires, le Bénéficiaire devra souscrire un abonnement intégrant autant de personnes que de cartes supplémentaires demandées dont les conditions financières seront visées dans le guide tarifaire.

La carte de membre donne accès à son titulaire aux Espaces dédiés, aux parties communes du 39Cite et à l'espace nomade ou collaboratif du 39Cite. Étant précisé que l'accès du Bénéficiaire et/ou d'une Personne Autorisée ayant également accès à un Espace privé dédié, à l'espace nomade pour y travailler de façon ponctuelle ou périodique ne sera possible que sous réserve des places disponibles ; la priorité devra être laissée aux membres titulaires d'un accès unique à l'espace nomade et la présence occasionnelle du Bénéficiaire et/ou d'une Personne Autorisée ne devra pas gêner l'installation d'un membre titulaire d'un accès unique à l'espace nomade.

L'invitation dans le 39Cite de toute autre personne qu'une Personne Autorisée doit être préalablement déclarée à l'équipe du 39Cite par le Bénéficiaire pour identification auprès de la réception. L'accueil de ces visiteurs dans le 39Cite et/ou les Espaces se fera uniquement en présence du Bénéficiaire.

Afin de collaborer au respect de ses obligations de capacités par le Prestataire, conformément à l'Article 1.2 ci-dessus, le Bénéficiaire s'engage à obtenir l'autorisation de CSB.School dès lors qu'il reçoit un groupe de visiteurs.

Les Personnes Autorisées s'engagent à ne fournir ou prêter aucune carte d'accès ou aucun moyen d'accès au 39Cite à quiconque. En cas de violation par le Bénéficiaire (en ce compris toute Personne Autorisée) de cette obligation, le Prestataire pourra résilier le contrat dans les conditions de l'article 6(b) ci-après.

Art 4.2 : Règles relatives à l'accès et à l'usage des Espaces

4.2.1 Respect de la destination de l'Espace

L'accès aux Espaces est réservé à un usage de bureau à l'exclusion de tout autre usage, obligation que le Bénéficiaire s'engage à respecter comme indiqué à l'article 1.3 ci-avant.

4.2.2 Respect de la réglementation

L'Espace est un espace de bureaux régi par les conventions et lois édictées par le Code de Travail et soumis aux règles d'hygiène et de sécurité communes aux entreprises (notamment les règles de capacités applicables aux ERP de 4e catégorie, évoquées à l'Article 1.2 des Conditions Générales).

Le Bénéficiaire s'engage notamment à respecter en toute circonstance et à tout moment les consignes de bonne conduite, d'hygiène et de sécurité qui lui seront communiquées par le personnel du 39Cite et qui seront, le cas échéant, rappelées par voie d'affichage ou sur toute notice ou document commercial remis au Bénéficiaire.

Art. 4.3 : Sanctions

En cas de non-respect par le Bénéficiaire des règles et usages visés à l'article 4.2 ci-dessus, et sans préjudice des recours que pourrait exercer le Prestataire en réparation du préjudice subi, le Prestataire se réserve le droit de prendre toute mesure utile visant à faire respecter par le Bénéficiaire les règles susvisées, notamment (i) d'exclure du 39Cite le Bénéficiaire en infraction avec ces dernières et (ii) de résilier le contrat de plein droit dans les conditions prévues à l'article 6(b) ci-après.

Art. 4.4 : Etat des lieux

Au plus tard à la Date de Démarrage d'un Espace dédié, le Prestataire et le Bénéficiaire réaliseront contradictoirement un état des lieux dans l'Espace dédié mis à disposition.

A la date de fin du Contrat, le Prestataire et le Bénéficiaire établiront contradictoirement un nouvel état des lieux dans l'Espace dédié mis à disposition. Toute dégradation qui serait intervenue pendant la durée de mise à disposition sera à la charge du Bénéficiaire.

Dans l'hypothèse dans laquelle le Bénéficiaire ne souhaiterait pas signer l'un ou l'autre des états des lieux ou ne serait pas présent (pour quelque raison que ce soit), un huissier de justice procédera à l'établissement de l'état des lieux et les frais y afférent seront supportées par les Parties à parts égales.

Art. 5 : Durée

Le Contrat est conclu pour la durée fixée aux Conditions Particulières. La dénonciation du Contrat ne pourra intervenir que moyennant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception et respectant la durée de préavis fixée à un (1) mois.

Art. 6 : Résiliation

a) Le Contrat pourra être résilié à tout moment par l'une ou l'autre des Parties, sans indemnité de part ni d'autre, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception sous réserve du respect par le Bénéficiaire ou le Prestataire de la durée de préavis.

La résiliation prendra effet le dernier jour du mois au cours duquel la lettre recommandée avec demande d'avis de réception aura été reçue par le Prestataire, augmenté du délai de préavis spécifié aux Conditions Particulières (par exemple pour un préavis d'1 mois, et une lettre recommandée reçue le 20 du mois M, la résiliation prendra effet le 30 du mois M+1). Cette date constituera la date effective de fin du Contrat.

Sous réserve du cas de survenance d'un cas de force majeure, toute résiliation anticipée d'un contrat en cas de faute du bénéficiaire donnera lieu, sans préjudice des autres droits du prestataire à la réparation des préjudices subis et de toutes autres sanctions légales et/ou contractuelles, au paiement des sommes restant dues et qui auraient dues être payées si le bénéficiaire avait résilié le contrat en respectant le délai de préavis prévu au contrat augmentées d'une pénalité d'un montant de 8% des sommes restant dues au titre du préavis.

b) Le Contrat pourra être résilié automatiquement et sans qu'il soit besoin de requérir de décision de justice, après mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de la notification :

- par le Bénéficiaire (i) dans les conditions prévues à l'Article 2.1 ci-avant ou (ii) en cas de violation par le Prestataire des Articles 12.2 et 14 ci-après ;
- ou par le Prestataire en cas de (i) défaillance du Bénéficiaire dans le paiement des Prestations dans les conditions prévues aux Conditions Particulières, ou (ii) en cas de violation par le Bénéficiaire de l'une ou plusieurs de ses obligations mentionnées aux Articles 1.3, 2.6, 3.2, 4.1, 4.2, 12.1, 12.2 et 14 ;
- ou par le Prestataire en cas de manquement grave aux règles du 39Cite ou d'utilisation de l'Espace, du 39Cite ou d'un Service quelconque d'une façon susceptible d'engendrer une responsabilité civile et/ou pénale ou de porter une atteinte quelconque aux droits de tiers.

Les Parties prennent acte du fait que conformément à l'alinéa 2 de l'article 1225 du Code civil, la mise en demeure ne produira effet que si elle mentionne expressément la présente clause résolutoire. La présente clause ne limite, ni n'exclut aucun autre droit, ni recours de la partie non défaillante, y compris le droit de demander des dommages et intérêts.

c) Dans le cas où le Contrat serait dénoncé ou résilié (pour quelque motif que ce soit), le Bénéficiaire autorise le personnel de CSB.School (et ses prestataires dont l'intervention serait nécessaire) à accéder, pendant la période de préavis précédant la date de fin du Contrat ainsi résilié et spécifiée aux Conditions Particulières, aux Espaces mis à disposition, afin de permettre les visites en vue de l'attribution future des Espaces par le Prestataire à un tiers. A cette fin, le Prestataire pourra librement exercer ce droit de visite des Espaces, sous réserve d' (i) en informer le Bénéficiaire par email dans un délai raisonnable et au moins 48h à l'avance, (ii) indiquer dans l'email d'information le jour et la plage horaire de visite, et (iii) étant précisé que ces visites ne pourront être organisées un jour férié, un dimanche, ou pendant plus de 2 heures consécutives les jours ouvrables. Le Prestataire fera ses meilleurs efforts pour ne pas déranger le Bénéficiaire lorsqu'il accède aux Espaces et pour respecter et protéger la confidentialité des activités du Bénéficiaire.

d) Par ailleurs, l'une ou l'autre des Parties pourra demander la résiliation du Contrat sans indemnité de part ni d'autre, sans préavis et de plein droit, sans qu'il soit besoin d'accomplir une quelconque formalité judiciaire, par lettre recommandée avec avis de réception adressée à l'autre Partie si un cas de force majeure (au sens de l'article 1218 du

Code civil) se poursuit pendant plus de trente (30) jours consécutifs.

e) Si le Prestataire résilie le Contrat pour l'un des motifs susmentionnés au paragraphe b) ci-avant ou en cas de résiliation pour toute autre faute du Bénéficiaire, la résiliation ne mettra pas fin aux obligations du Bénéficiaire échues préalablement à la résiliation du Contrat et notamment les obligations liées au règlement des sommes dues (y compris le paiement des services supplémentaires consommés par le Bénéficiaire).

f) Dans tous les cas de fin de Contrat (à son échéance ou en cas de résiliation pour quelque raison que ce soit), le Bénéficiaire devra :

- restituer, sans qu'il soit besoin d'une quelconque demande du Prestataire, sa ou ses carte(s) d'accès (en ce compris les cartes distribuées à toutes les Personnes Autorisées) ;
- vider les Espaces et le 39Cite de l'intégralité des affaires qui lui appartiendraient et ce, au plus tard au jour de la fin du Contrat. A défaut, les stipulations de l'Article 3.2 ci-avant s'appliqueront.

Au terme du Contrat, pour quelque raison que ce soit, le Bénéficiaire s'engage à avertir qui de droit qu'il n'occupe plus aucun bureau au sein du 39Cite. Le Prestataire informera, le cas échéant, les administrations concernées dans le cadre de ses obligations légales et/ou professionnelles.

Art. 7 : Tarifs des prestations

Art. 7.1 : Modalités de paiement, tarification des Services, intérêts de retard et suspension en cas d'impayés

Les modes de paiement acceptés sont (i) le virement bancaire, (ii) le prélèvement bancaire.

Aucun escompte n'est accordé en cas de paiement anticipé.

Chaque paiement doit être effectué en euros en France auprès de CSB.School.

Le mode de paiement applicable au Bénéficiaire sera celui déterminé dans les Conditions Particulières. Le mode de paiement prévu dans les Conditions Particulières sera applicable à tous les paiements devant être effectués au titre du Contrat (à quelque titre que ce soit). Cependant si la solution de paiement retenue par le Bénéficiaire n'était, pour une raison imputable au Bénéficiaire ou à sa banque, pas mise en place ou temporairement interrompue pour le règlement de tout ou partie d'une facture, il serait de la responsabilité du Bénéficiaire de procéder au paiement immédiat de tout ou partie de cette facture par tout autre moyen de paiement disponible.

L'ensemble des tarifs sont exprimés en euros, s'entendent Hors Taxes et sont soumis à la TVA applicable. Les tarifs de toutes les Prestations proposées par CSB.School figurent dans le Guide Tarifaire communiqué au Bénéficiaire lors de la signature du Contrat et font partie intégrante du Contrat.

Les tarifs applicables au Bénéficiaire seront déterminés dans les Conditions Particulières du Contrat.

Sans préjudice de la faculté de résiliation pouvant, le cas échéant, être mise en œuvre par le Prestataire dans les conditions de l'article 6 ci-dessus, les factures non payées à échéance porteront de plein droit intérêts (sur la base du montant total TTC de la facture concernée) à un taux égal à trois fois le taux d'intérêts légal à compter du lendemain de la date d'exigibilité de la facture, sans formalité aucune ni mise en demeure préalable et ce, jusqu'au paiement intégral des sommes dues et donneront lieu, en application de la loi n°2012-387 du 22 mars 2012 et du décret n°2012- 1115 du 2 octobre 2012, à une pénalité forfaitaire non libératoire et supplémentaire de 40 euros (à régler par le Bénéficiaire au Prestataire dès le premier jour de retard), pour frais de recouvrement. Dans le cas où les frais de recouvrement exposés seraient supérieurs à ce montant, le Prestataire pourra demander une indemnisation complémentaire sur justification. Cette indemnité n'est pas exclusive du versement de dommages et intérêts en cas de préjudice subi par le Prestataire.

En cas de non-règlement des sommes dues par le Bénéficiaire au Prestataire, le Prestataire se réserve le droit de suspendre l'accès aux Espaces et au 39Cite et le bénéfice des Prestations prévues au Contrat (notamment en désactivant l'accès de la carte de membre du Bénéficiaire et de toutes les Personnes Autorisées). Cette suspension sera notifiée au Bénéficiaire par courrier électronique et prendra effet immédiatement à compter de réception de ladite notification. Durant toute la durée de suspension de l'accès aux Espaces pour cause de non-règlement des sommes dues par le Bénéficiaire au Prestataire, le Contrat continuera à produire ses effets et le Bénéficiaire sera redevable du paiement de la redevance comme s'il avait accès aux Espaces.

Il sera mis fin à cette période de suspension dès réception par le Prestataire du paiement de l'intégralité des sommes dues par le Bénéficiaire (en ce compris les éventuelles pénalités et/ou dommages et intérêts dus par le Bénéficiaire au Prestataire), si le Prestataire n'a pas entre temps résilié le Contrat dans les conditions de l'article 6 ci-avant.

Art 7.2 : Taxes et droits

Le Bénéficiaire s'engage (i) à payer en temps requis toutes les taxes sur la valeur ajoutée, l'utilisation, les droits d'accès,

les taxes de consommation et toutes autres taxes, contributions et redevances qu'il lui incombe de payer à l'administration au titre de l'usage des Espaces et des Prestations (et à apporter au Prestataire, à sa demande, la preuve de ces paiements) et (ii) à rembourser au Prestataire toute taxe acquittée par le Prestataire auprès de toute autorité gouvernementale relative à l'usage par le Bénéficiaire des locaux, notamment tout impôt ou taxe payée en son nom et qui serait en réalité due par le Bénéficiaire, toutes contributions sur les biens personnels du Bénéficiaire, les droits de timbre ou autres taxes et frais applicables.

Art 7.3 : Mode de facturation et Paiement

Le paiement des Prestations s'effectue à terme échu, mensuellement d'avance, ou à l'échéance de paiement prévue aux Conditions Particulières et en fonction des modalités définies aux Conditions Particulières.

Sauf accord écrit contraire, les Prestations seront fournies par le Prestataire aux tarifs spécifiés dans le Guide Tarifaire et précisés dans les Conditions Particulières et seront applicables pour la durée du Contrat et dans les conditions prévues au Contrat.

Tous les paiements d'avance attachés à un forfait d'utilisation seront considérés comme définitivement dus et ne seront pas remboursés alors même que les Prestations n'auraient pas été consommées. Le Prestataire adressera, chaque 1er du mois, la facture correspondante au montant à payer correspondant aux Services récurrents du mois échu.

Toutes les factures devront être payées au plus tard à la fin du mois suivant leur date d'émission (NET 30).

Le Prestataire réduit l'impact de ses activités sur l'environnement et encourage ses clients à adopter la même politique. C'est pourquoi, le Prestataire transmettra toutes ses factures de façon électronique (en respect des dispositions réglementaires).

Art 7.4 : Révision automatique annuelle

Le Prix des Prestations indiquées aux Conditions Particulières sera révisé tous les ans et automatiquement augmenté pour tous les Contrats en cours, de 3% calculé sur le tarif hors taxe de chacune des Prestations, objet du Contrat.

Art 7.5 : Remises, promotions et offres

En cas de non-respect du Contrat ou de retard répété dans le paiement des sommes dues, le Prestataire se réserve le droit de suspendre les remises, promotions ou offres qui auraient été initialement accordées au Bénéficiaire, et ceci sans préavis.

Art. 8 : Assurances

8.1: Assurance du Bénéficiaire

Il incombe au Bénéficiaire de pourvoir à l'assurance de ses propres biens qu'il apporte dans le 39Cite et à la couverture de sa propre responsabilité à l'égard de ses salariés et des tiers.

Il est précisé plus spécifiquement que le Bénéficiaire est responsable du matériel qu'il entrepose dans le 39Cite et que le Prestataire ne pourra être tenu responsable d'aucun vol dans l'Espace ou le 39Cite.

Le Bénéficiaire devra, pour la durée du Contrat, justifier de toute assurance exigée par la loi au titre de son activité professionnelle et des Espaces qu'il occupera dans le 39Cite (assurance multirisques bureaux) au moyen de :

- a) Une Police de Responsabilité Civile en vue de couvrir les dommages causés aux tiers du fait de son occupation de l'Espace, du 39Cite et de ses activités.
- b) Une Police garantissant ses biens propres et notamment ses éventuels aménagements personnels, équipements, mobilier, matériel supplémentaire ou marchandises, contre les risques d'incendie, les explosions, le vol, le dégât des eaux, recours des voisins et des tiers, (cette liste étant énonciative et non limitative), et garantissant également ses frais supplémentaires d'exploitation.

8.2 : Assurance du Prestataire

Le Prestataire devra être titulaire de polices d'assurance couvrant sa responsabilité civile d'exploitation et professionnelle, auprès d'une compagnie notoirement solvable, et devra fournir au Bénéficiaire à sa demande, les attestations d'assurance justifiant de la couverture desdits risques et de leur montant. Le Prestataire s'engage à maintenir en vigueur ces polices d'assurance tant que pèsera sur lui une quelconque obligation au titre du Contrat.

Le fait de disposer d'une assurance telle que décrite ci-dessus ne dégage pas le Prestataire de ses responsabilités

notamment en ce qui concerne les dommages causés par sa faute et qui ne seraient pas couverts par son assurance ou les dommages dont les montants excéderaient les capitaux garantis par celle-ci.

8.3: Renonciation à recours

Le propriétaire de l'immeuble, avec lequel le Prestataire est engagé contractuellement au titre d'un bail commercial, assure l'immeuble ainsi que tous les aménagements et installations de nature immobilière dont l'immeuble du 39Cite est doté.

Dans le cadre de son accord avec le Prestataire, le propriétaire-bailleur et ses assureurs ont renoncé à tout recours contre le Prestataire, l'ensemble des Bénéficiaires et leurs assureurs au titre de tout préjudice subi dans l'immeuble. Dans ce cadre, le Prestataire et ses assureurs ont renoncé à tout recours contre le propriétaire, l'ensemble des Bénéficiaires et leurs assureurs.

Par suite, le Bénéficiaire renonce à tout recours contre le Prestataire, le propriétaire, l'ensemble des autres Bénéficiaires et leurs assureurs. Il s'engage à obtenir la même renonciation à recours de la part de ses assureurs.

Art. 9 : Responsabilité des parties (à l'exception de ce qui est visé à l'article 8.3 ci-dessus)

9.1 Exclusion de responsabilité

Le Prestataire ne pourra être tenu responsable vis-à-vis du Bénéficiaire ou de tout tiers d'une faute ou comportement quelconque d'un quelconque des utilisateurs ou adhérents (y compris un Bénéficiaire) et qui causerait un préjudice à un Bénéficiaire ou un tiers.

Le Prestataire décline toute responsabilité résultant du défaut de fourniture d'une Prestation par suite d'une panne mécanique, d'une grève, de la déchéance des droits du Prestataire sur l'Espace ou le 39Cite, à moins qu'il ne soit établi que le Prestataire a agi intentionnellement ou par négligence.

D'une manière générale, les Parties déclinent toute responsabilité qui résulterait de la survenance d'un cas de force majeure (au sens de l'article 1218 du Code civil).

9.2 Définition du dommage pouvant ouvrir droit à réparation

Seuls des préjudices directs et certains ayant un lien direct avec l'exécution du Contrat pourront engager la responsabilité de chacune des Parties.

Ne pourront pas être réparés les dommages indirects, incidents, en cascade, la perte ou l'altération de chance, le manque à gagner, la perte ou l'altération de clientèle, de profits, ou de revenus.

9.3 Limitation financière de responsabilité

En tout état de cause la responsabilité du Prestataire ne pourra en aucun cas être engagée pour un montant supérieur au montant total (hors taxes) du Contrat.

9.4 Divers

Par ailleurs, le Bénéficiaire répond de tout dommage causé de son fait, du fait de ses collaborateurs ou du fait de toute personne se trouvant dans le 39Cite avec sa permission ou sur son invitation qu'elle soit expresse ou tacite (en ce notamment compris les Personnes Autorisées), notamment à l'encontre de l'ensemble des partenaires, Clients, agents ou autres personnes présentes dans l'enceinte du 39Cite du fait d'une relation d'affaires avec le Partenaire.

Art. 10 : Dépôt de garantie pour les Contrats bureaux dédiés

Un dépôt de garantie correspondant à deux (2) échéances du tarif Hors Taxes des Prestations telle que précisé dans les Conditions Particulières, est exigé et devra être versé par le Bénéficiaire, utilisateur d'Espace(s) au plus tard à la Date de Démarrage de(s) Espace(s). Le montant du dépôt de garantie dû par le Bénéficiaire est fixé aux Conditions Particulières. A défaut de paiement du dépôt de garantie avant la date d'entrée dans les lieux, le Prestataire pourra refuser l'accès aux Espaces et au 39Cite au Bénéficiaire et à toute Personne Autorisée.

Le dépôt de garantie sera conservé par le Prestataire, sans produire d'intérêts au profit du Bénéficiaire, à titre de garantie de l'exécution des obligations incombant au Bénéficiaire en vertu du Contrat. A ce titre, le Prestataire pourra conserver tout ou partie du montant du dépôt de garantie versé correspondant à toute somme due par le Bénéficiaire au titre du Contrat et non payée à la date de fin du Contrat. Il ne dispense pas le Bénéficiaire de payer toutes les mensualités jusqu'au terme du Contrat.

Le dépôt de garantie ou le solde restant dû après déduction des frais à acquitter au titre de la remise en état, des coûts du service de continuité de l'activité du Bénéficiaire et de tous autres sommes dues au Prestataire par le Bénéficiaire en vertu du Contrat, sera restitué au Bénéficiaire dans un délai maximum de 90 jours après règlement par le Bénéficiaire de son solde de tout compte.

Étant précisé que le dépôt de garantie sera automatiquement acquis au Prestataire par compensation avec toutes sommes dues pendant la durée du Contrat, à due concurrence, au fur et à mesure et au jour de la défaillance de paiement.

Le Prestataire pourra exiger du Bénéficiaire qu'il verse une avance plus élevée si les frais de mise en place du Contrat excèdent (du fait des spécifications transmises par le Bénéficiaire) le montant prévu du dépôt de garantie ou si des conditions spéciales dérogeant aux Conditions Générales sont exceptionnellement accordées au Bénéficiaire par le Prestataire.

Le Prestataire pourra également demander au cours de l'exécution du Contrat une avance à titre conservatoire si le Bénéficiaire faillit fréquemment à son obligation de payer les montants échus.

Art. 11 : Transfert du contrat

Le Contrat est conclu intuitu personae en considération de la personne du Bénéficiaire. En conséquence, sauf autorisation exceptionnelle mentionnée dans les Conditions Particulières ou résultant d'un avenant au Contrat ou d'une autorisation préalable écrite du Prestataire, le Bénéficiaire ne peut en aucun cas céder, apporter, ou transférer (y compris par voie de transmission universelle de patrimoine telle qu'une fusion) à quiconque, de quelque manière que ce soit, à titre gratuit ou onéreux, tout ou partie du Contrat ou donner accès à l'Espace et/ou au 39Cite à un tiers.

Par dérogation à ce qui précède, le Bénéficiaire pourra céder, apporter, ou transférer (y compris par voie de transmission universelle de patrimoine telle qu'une fusion), par quelque moyen que ce soit, à titre gratuit ou onéreux, tout ou partie du Contrat à toute société contrôlée par le Bénéficiaire au sens de l'article L.233-3 I et II du Code de commerce.

En tout état de cause, quel que soit le cas de transfert (autorisé par principe ou par exception), tout transfert sera par principe interdit en cas d'impayés imputables au Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire déclare accepter par avance que le Prestataire puisse céder, apporter, ou transférer (y compris par voie de transmission universelle de patrimoine telle qu'une fusion), par quelque moyen que ce soit, à titre gratuit ou onéreux, tout ou partie du Contrat, à tout tiers de son choix à condition que ce transfert n'ait pas pour conséquence une modification des termes et conditions d'exécution du Contrat prévus dans les Conditions Particulières et autres que celles prévues conformément aux Contrats). Conformément à l'article 1216-1 du code civil, le Bénéficiaire accepte par avance que le Prestataire sera, dans cette hypothèse, libéré de toute obligation restant à la charge du cessionnaire à la date de transfert du Contrat et de toute obligation future.

Il est précisé, en tant que de besoin, qu'un changement de contrôle de l'une ou l'autre des Parties n'affectera pas le Contrat.

Conformément à l'alinéa 3 de l'article 1216 du Code civil, la substitution de la qualité de partie au Contrat entre le cédant et la personne substituée devra être constatée par écrit à peine de nullité. La substitution produira effet à la première des dates suivantes : (i) la date de notification de l'acte de substitution conclu entre le cédant et la personne substituée au[x] autre[s] partie[s] au Contrat ou (ii) la date à laquelle l'[les] autre[s] partie[s] en prendra[ont] acte.

Art. 12 : Confidentialité, loi informatique et libertés

Art. 12.1 – Confidentialité des informations

Les clauses du Contrat sont confidentielles. Le Prestataire et le Bénéficiaire s'abstiennent de les divulguer en externe sans le consentement préalable de l'autre Partie, sauf si la loi ou une autorité officielle les y contraignent. Cette obligation subsiste après la fin du Contrat.

Les Parties s'engagent à traiter comme confidentielles toutes informations dont elles auraient connaissance dans le cadre de leur relation (données sur l'activité, informations commerciales...), à l'exception des informations relevant du domaine public. Tout manquement à cette clause de Confidentialité donne à l'une ou l'autre des Parties la capacité de mettre fin unilatéralement au présent Contrat dans les conditions prévues à l'article 6, sans préjudice de tout droit à indemnisation.

Par ailleurs, le Bénéficiaire s'engage à considérer et traiter comme confidentielles toutes les informations concernant les activités du Prestataire et des autres personnes physiques ou morales ayant une activité au sein de l'Espace, dont il pourrait avoir connaissance, par écrit ou oral, tout au long de l'exécution du Contrat. En particulier, le Bénéficiaire s'engage à ne jamais consulter les documents entreposés dans l'Espace par un tiers à moins d'y avoir été explicitement

invité par leur propriétaire.

Le Bénéficiaire s'engage à ne jamais divulguer l'une quelconque de ces informations. Cette obligation de confidentialité s'appliquera pendant toute la durée du Contrat et se prolongera après la rupture de celui-ci quel qu'en soit le motif pendant une durée de deux (2) ans.

Art. 12.2 – Protection des données à caractère personnel

Les Parties s'engagent à respecter les lois et réglementations en vigueur relatives aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, la loi n°78-17 modifiée dite « Informatique et Libertés » et les actes réglementaires y afférents, conformément aux conditions décrites ci-après « <https://www.cybersecurity-business.school/politique-de-confidentialite/> ».

Art. 13 : Modifications des Conditions Générales et/ou des prix des Prestations

CSB.School se réserve le droit de modifier ou de mettre à jour ses Conditions Générales à tout moment sans préavis et sans que sa responsabilité ne puisse être engagée à ce titre.

Les Conditions Générales applicables au Contrat sont celles en vigueur à la date de prise d'effet des Conditions Particulières.

Art. 14 : Conformité à la Loi

Les Parties s'engagent à mettre en place, pour les besoins de l'exécution du Contrat, les procédures et politiques appropriées pour assurer à l'autre Partie qu'elle respecte les lois et règlements applicables réprimant notamment la corruption, le trafic d'influence, le blanchiment de fraude fiscale et les infractions connexes.

Chaque Partie, en ce compris ses représentants légaux, actionnaires ou associés, salariés, filiales et tout autre représentant agissant en son nom et pour son compte, déclare et garantit que, pendant toute la durée du Contrat, elle refusera de donner ou de promettre un avantage financier ou de tout genre à toute personne du secteur privé, à un représentant de l'Etat, ou à une personne dépositaire d'une autorité publique ou titulaire d'un mandat électoral, en lien avec l'exécution du Contrat et son activité commerciale ou tout autre activité concernée par le Contrat, avec pour but :

- d'en influencer les actes ou décisions eu égard à sa qualité ;
- de le conduire à commettre un acte ou à omettre d'exécuter un acte, en infraction à ses devoirs et obligations eu égard à sa qualité ;
- de le conduire à user de son influence auprès des autorités publiques pour les influencer dans l'objectif d'obtenir une faveur, une autorisation ou un permis de leur part.

Art. 15 : Dispositions diverses

Les présentes Conditions Générales sont expressément agréées et acceptées par le Client, qui déclare et reconnaît en avoir une parfaite connaissance, et renonce, de ce fait, à se prévaloir de tout document contradictoire et, notamment, ses propres conditions générales d'achat, qui seront inopposables au Prestataire, même s'il en a eu connaissance.

Le Contrat dans son ensemble remplacera et annulera toutes déclarations, négociations, engagements, communications orales ou écrites, acceptations et accords préalables entre les Parties, relatifs à l'objet couvert par le Contrat.

En cas de contradiction entre l'une ou l'autre des dispositions des articles des Conditions Générales et des articles des Conditions Particulières, les dispositions des articles des Conditions Particulières prévaudront.

Le fait qu'une des Parties n'ait pas exigé l'application d'une clause quelconque du Contrat, que ce soit de façon permanente ou temporaire, ne pourra être considérée comme une renonciation aux droits de cette Partie découlant de ladite clause, non plus qu'une exemption de la Partie défaillante de l'accomplissement à l'avenir de ses obligations au titre du Contrat conformément à celui-ci.

Si tout ou partie d'une stipulation du Contrat est jugée illégale, invalide ou inapplicable, la stipulation s'appliquera avec les modifications minimales nécessaires pour la rendre légale, valide et exécutoire, sans que la validité, ni l'opposabilité des autres stipulations du Contrat en soient affectées. Les Parties doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour parvenir à un accord sur une nouvelle stipulation légale, valide et exécutoire, similaire en substance afin de remplacer la stipulation illégale, invalide ou inapplicable.

Chacune des Parties s'acquittera du paiement de ses propres frais (logistiques, administratifs, juridiques ou de quelque

nature que ce soit) nécessaires pour la mise en place, l'exécution et tout renouvellement du Contrat.

Les Parties agiront à tout moment en toute indépendance l'une de l'autre et aucune stipulation du Contrat ne pourra être interprétée comme créant un lien de subordination hiérarchique entre les Parties ou créant une quelconque filiale ou entreprise commune ou société créée de fait entre les Parties. Aucune des Parties ne pourra se réclamer des stipulations du Contrat pour revendiquer, de quelque manière que ce soit, la qualité d'agent, de représentant ou de préposé de l'autre Partie, ni engager l'autre Partie à l'égard des tiers au-delà des stipulations du Contrat. Aucune des Parties ne pourra se présenter comme étant co-contractant de l'autre Partie autrement qu'en vertu du Contrat. Chacune des Parties exercera son activité pour son propre compte, à ses risques, périls et profits et, de ce fait, assumera seule, sans aucun recours contre l'autre Partie toutes les obligations notamment fiscales, sociales, administratives, contractuelles et délictuelles qui en découlent.

Chacune des Parties déclare s'acquitter et s'acquittera régulièrement des diverses obligations sociales et fiscales qui lui incombent.

Le Bénéficiaire déclare parfaitement savoir et reconnaître que l'Espace mis à disposition par le Prestataire est indivisible des locaux loués par ce dernier et que le Bénéficiaire ne peut invoquer aucun droit direct à l'encontre du bailleur du Prestataire, notamment un droit au bail.

Les Parties déclarent assumer, chacune pour ce qui la concerne, le risque de survenance, pendant la durée du Contrat, d'un changement de circonstance imprévisible lors de la conclusion du Contrat et renoncent ainsi à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil en pareille hypothèse.

Par ailleurs, et sous réserve de ce qui est prévu à l'avant dernier paragraphe de l'article 2.1 des présentes, le cas échéant, en cas d'inexécution totale d'une obligation du Contrat par l'une des Parties, l'autre Partie s'interdit, par dérogation aux articles 1217, 1222 et 1223 du Code civil de solliciter ou de décider une réduction du prix ou de faire usage de sa faculté de remplacement.

En tant que de besoin, il est précisé que, conformément aux dispositions des articles 1126 et suivants du Code civil et sauf exception prévue dans le Contrat, chacune des Parties accepte expressément l'usage du courrier électronique pour la communication de toutes informations nécessaires ou demandées en vue de la conclusion du Contrat ou celles qui sont adressées au cours de son exécution. Les données enregistrées dans le système informatique de chacune des Parties constituent la preuve de l'ensemble des transactions conclues avec l'autre Partie.

Sauf exception prévue dans le Contrat ou si le Bénéficiaire le demande expressément dans les Conditions Particulières ou n'a pas accès à une boîte e-mail, toute notification, information ou communication au titre du Contrat sera adressée en priorité par courrier électronique avec accusé de réception à la dernière adresse connue figurant dans les Conditions particulières et pourra être accompagnée (i) d'une lettre recommandée avec accusé de réception (ou procédé de messagerie permettant un suivi des envois et de renommée internationale type UPS, FEDEX, DHL, etc.), ou (ii) d'une lettre remise en mains propres contre récépissé aux adresses indiquées pour chacune des Parties dans les Conditions Particulières.

Sauf exception prévue dans le Contrat, la date à laquelle la notification sera réputée être envoyée ou reçue sera :

- la date figurant sur l'accusé de réception en cas d'envoi par courrier électronique ;
- la date figurant sur le récépissé signé par la Partie recevant la notification en cas de notification en mains propres ;
- la date de l'avis de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception (ou du procédé d'identification équivalent en cas d'utilisation d'un procédé de messagerie permettant un suivi des envois et de renommée internationale) si la Partie recevant la notification a accepté la notification ;
- le 2ème jour ouvré suivant la première présentation de la lettre recommandée avec accusé de réception (ou du procédé d'identification équivalent en cas d'utilisation d'un procédé de messagerie permettant un suivi des envois et de renommée internationale) si la Partie recevant la notification n'a pas accepté la notification.

Étant précisé qu'en cas d'envoi par différents procédés avec accusé de réception, la date d'envoi ou de réception sera la date la plus récente figurant sur l'un des accusés de réception (quel qu'il soit).

Tout délai prévu au Contrat et nécessitant une notification commencera à courir à compter de la date de réception telle que définie au présent Article.

Art. 16 : Loi applicable - Attribution de juridiction

Le Contrat est soumis au droit français, tant pour sa conclusion que pour son interprétation et ses effets. Si l'une des dispositions du Contrat est déclarée nulle ou inapplicable en vertu du droit en vigueur, ladite nullité ou inapplicabilité n'aura pas pour effet d'entacher la validité des autres dispositions du Contrat.

Tout litige pouvant survenir entre les Parties à l'occasion de l'exécution du Contrat et qui n'aurait pu être transigé par la


négociation devra être porté devant les tribunaux de Paris.

Art. 17 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et la signification de tous actes, le Prestataire autorise le Bénéficiaire à élire domicile au 39Cite telles que mentionnées aux Conditions Particulières. Pour toute la durée du Contrat et sauf changement issu d'une décision extérieure au Bénéficiaire, l'adresse devant être utilisée est : 39 rue de la Cité, 69003 LYON.

Art. 18 : Liste des documents à fournir à la date de début du Contrat par le Bénéficiaire

- ~~KBIS de moins de 3 mois (ou statuts si en cours de création) Attestations d'assurance (RCP et Dommages aux biens) Numéro de TVA Intracommunautaire~~
- ~~Pouvoir de signature (le cas échéant)~~
- ~~Preuve de paiement du dépôt de garantie pour le montant figurant dans les Conditions Particulières~~
- ~~RIB en cas de prélèvement SEPA~~
- ~~Justificatif de domicile de l'auto-entrepreneur ou du représentant d'une société en formation~~

Pour le Bénéficiaire Nom : Eric Carpano Titre : Président Date : 05/10/2023	Signature 
Pour le Prestataire Nom : Patrice CHELIM Titre : Président Date :	Signature

ANNEXE 1 - CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE BUREAUX DÉDIÉS ET BUREAUX NOMADES

LES PRÉSENTES CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE DE PRESTATIONS DE SERVICES S'APPLIQUENT DE FAÇON EXCLUSIVE À TOUTES LES PRESTATIONS QUI Y SONT DÉCRITES EXÉCUTÉES PAR LA SOCIÉTÉ CSB.SCHOOL AUPRES DE SES CLIENTS. ELLES ONT POUR OBJET DE DÉFINIR LES CONDITIONS DANS LESQUELLES LA SOCIÉTÉ CSB.SCHOOL (« **LE PRESTATAIRE** ») FOURNIT AUX CLIENTS PROFESSIONNELS (« **LES CLIENTS** » OU LE « **CLIENT** » OU « **LE BÉNÉFICIAIRE** » OU « **LES BÉNÉFICIAIRES** ») QUI LUI EN FONT LA DEMANDE LES PRESTATIONS DÉCRITES CI-APRÈS.

LE PRESTATAIRE SE RÉSERVE LE DROIT DE DÉROGER À CERTAINES CLAUSES DES PRÉSENTES CONDITIONS GÉNÉRALES, EN FONCTION DES NEGOCIATIONS MENEES AVEC LE CLIENT, PAR L'ÉTABLISSEMENT DES CONDITIONS PARTICULIÈRES (LES « **CONDITIONS PARTICULIÈRES** »). EN CAS DE CONTRADICTION ENTRE LES CONDITIONS PARTICULIÈRES ET LES CONDITIONS GÉNÉRALES, LES CONDITIONS PARTICULIÈRES PRÉVAUDRONT SUR CES DERNIÈRES, UNIQUEMENT POUR LES POINTS QUI DÉROGENT AUX CONDITIONS GÉNÉRALES. LES CONDITIONS GÉNÉRALES S'APPLIQUERONT AUX POINTS NON-ÉVOQUÉS PAR LES CONDITIONS PARTICULIÈRES.

TOUTE COMMANDE DE SERVICES PAR LA SIGNATURE DES CONDITIONS PARTICULIÈRES IMPLIQUE, DE LA PART DU CLIENT, L'ACCEPTATION DES PRÉSENTES CONDITIONS GÉNÉRALES ET DE SON APPENDICE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES QUI FORMENT UN TOUT INDIVISIBLE AVEC LES CONDITIONS PARTICULIÈRES, LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU 39Cite ET, LE CAS ÉCHÉANT, DE L'IMMEUBLE ET LA GRILLE TARIFAIRE DES SERVICES (CI-APRÈS LE « **CONTRAT** »). LE CONTRAT SERA FORMÉ DANS SON INTÉGRALITÉ À COMPTER DE LA DATE DE SIGNATURE PAR LE CLIENT DES CONDITIONS PARTICULIÈRES.

LE CONTRAT EST UN CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICES DE MISE À DISPOSITION D'ESPACES DE TRAVAIL ET NE CONSTITUE NI UNE PRISE D'INTÉRÊT LOCATIF, NI UN BAIL DE QUELQUE NATURE QUE CE SOIT, ET NE CONFÈRE AUCUN DROIT DE PROPRIÉTÉ, COMMERCIALE OU AUTRE, EN FAVEUR DU CLIENT SUR LE OU LES ESPACES.

LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU 39Cite FAIT PARTIE INTÉGRANTE DU CONTRAT.

Art. 1 : Objet

Art.1.1 Nature de la prestation vendue

Au titre de son activité, CSB.School met à disposition de ses Clients, à titre onéreux, des bureaux dédiés et des espaces de bureaux nomades commun (« **coworking** ») assortis d'un ensemble de services professionnels et d'affaires, ainsi que des salles de réunion dans lesquelles des ateliers collaboratifs, des réunions, des visioconférences et des formations peuvent être organisés (ci-après les « **Services** » ou « **Prestations** »).

Art.1.2 Statut de l'Espace mis à disposition par CSB.School.

Le ou les espaces choisis par le Bénéficiaire dans les Conditions Particulières (ci-après « **l'Espace** » ou, les « **Espaces** ») mis à disposition du Bénéficiaire demeure(nt) sous le contrôle exclusif du Prestataire qui est seul locataire du 39Cite au sein duquel les Espaces sont mis à disposition (ci-après le « **39Cite** ») au titre d'un bail commercial autorisant la mise à disposition des Espaces au bénéfice des Clients du Prestataire.

Le Bénéficiaire déclare parfaitement savoir et reconnaître que l'Espace mis à disposition par le Prestataire est indivisible du 39Cite loué par ce dernier et que le Bénéficiaire ne peut invoquer aucun droit direct à l'encontre du propriétaire du 39Cite loué par le Prestataire ou du Prestataire lui-même.

Le Bénéficiaire déclare également savoir, par la signature des présentes, que le 39Cite est classé ou classable ERP de 4e catégorie (type W et R) ; qu'en conséquence, le 39Cite est assujéti aux seuils capacitaires cumulatifs (visiteurs externes) suivants :

- 300 personnes au total (seuil capacitaire global).

Afin de respecter les obligations résultant de la classification ERP du 39Cite et des Espaces ci-dessus rappelées, le Prestataire a mis en place un registre d'entrées et de sorties des utilisateurs et visiteurs extérieurs et est susceptible en outre d'effectuer des contrôles inopinés visant à comptabiliser les effectifs présents à tout moment dans le 39Cite.

Le Bénéficiaire s'engage, de son côté, à respecter les règles de capacité et la capacité d'accueil des bureaux et salles de réunions mis à disposition (utilisateurs des espaces), mettre en œuvre toutes « mesures de prévention et de sécurité

» propres à en assurer le respect.

Art 1.3 Destination du 39Cite et des Espaces

Sauf accord préalable et écrit du Prestataire, le Bénéficiaire devra occuper le 39Cite et les Espaces paisiblement et n'est autorisé à exercer dans le 39Cite que des activités professionnelles mentionnées aux Conditions Particulières et seulement à titre de bureau et exclusivement sous le nom commercial y mentionné, à l'exclusion de toutes activités privées, opérations de production industrielle ou artisanale ou de tout usage aux fins d'habitation.

Si son activité le requiert, le Bénéficiaire devrait faire son affaire personnelle de l'obtention de tous avis ou autorisations éventuellement nécessaires à l'exercice de son activité.

Le Bénéficiaire dispose de l'accès à l'Espace pour un usage de bureau à l'exclusion de toute autre utilisation, ce que le Bénéficiaire reconnaît et garantit. Aucun autre usage qu'un usage de bureau ne pourra être toléré, étant précisé que toute violation de cette stipulation entraînera de plein droit la résiliation du Contrat dans les conditions prévues à l'article 6 b) ci-après.

Il est notamment précisé que l'utilisation d'un Espace pour fournir des « services de détail » ou des « services médicaux » impliquant de fréquentes visites de personnes extérieures au sein du 39Cite et la mise à disposition de moyens de paiement au profit de ces personnes au sein du 39Cite est strictement interdite.

Le Bénéficiaire ne doit pas se livrer au sein du 39Cite à des activités concurrentes aux activités du Prestataire consistant notamment dans la formation, l'éducation, la création et la gestion d'établissements d'études supérieures sans l'autorisation expresse du Prestataire.

Le Bénéficiaire reconnaît et accepte expressément que le Contrat ne saurait être assimilé à, ni lui conférer aucun des droits susceptibles de résulter de, :

- un contrat de bail et notamment les contrats de bail commercial, professionnel, emphytéotique ou précaire;
- un contrat de sous-location ;
- un droit de propriété sur l'Espace, en ce compris un droit de propriété commerciale sur un quelconque fonds de commerce.

Art 1.4 Périmètre des Prestations

Le Prestataire s'engage à fournir au Bénéficiaire les Prestations énumérées dans les Conditions Particulières et dans les conditions prévues aux présentes.

Seules les Prestations énumérées dans les Conditions Particulières peuvent être exigées par le Bénéficiaire dans les conditions prévues aux présentes et à l'exclusion de toute autre. Toute Prestation complémentaire (en ce compris notamment des agencements ou installations particulières demandées par le Client) non incluse dans les Conditions Particulières et dont le Client souhaiterait bénéficier devra faire l'objet d'un nouvel accord entre les Parties à des conditions (notamment financières et de délai de mise à disposition des Espaces) spécifiques. Il en est de même s'agissant de tout besoin spécifique lié à l'installation du Bénéficiaire ou à l'évolution de son aménagement et de toute demande qui nécessiterait une adaptation particulière des Services initialement proposés par le Prestataire.

ANNEXE 2 – GUIDE TARIFAIRE

DOMICILIATION & BOÎTE AUX LETTRES

Tarif unitaire	50 € HT / mois
----------------	----------------

La domiciliation intègre les services suivants :

- Adresse de siège social
- Réception et tri de courrier et pli (<7kg)
- Tenue, conservation, consultation des livres, registres et documents prescrits par les lois et règlements

MISE EN SERVICE

Signalétique - Tarif unitaire	Compris
Services Généraux	Compris

POSTE DÉDIÉ – BUREAU

Tarif unitaire	250 € HT / mois
----------------	-----------------

FRAIS DE REMPLACEMENT DE CARTE (PERTE OU RENOUVELLEMENT)

Tarif unitaire	20 € HT / carte
----------------	-----------------

SERVICE DE NETTOYAGE ET REMISE EN ÉTAT DES SALLES

Tarif unitaire	Compris
----------------	---------

SALLE DE VIE MUTUALISÉE

Espace Work Café 3ème et 4ème étage	Compris
Espace de vie 5ème étage (Student Jungle)	Compris
Espace de vie 6ème étage (Rooftop)	Compris

SALLE DE VIE PRIVATISÉE

Espace de vie 5ème étage (Student Jungle)	2000€ HT / jour
Espace de vie 6ème étage (Rooftop) ¹	1500€ HT / jour

SALLE DE FORMATION

Salle de Conférence ² 100 places - Tarif unitaire	700€ HT / jour
Salle de Formation 25 places - Tarif unitaire	450€ HT / jour ou 7000€ HT / mois (forfait fixe)

¹ En cas de pluie, transfert au 5^{ème} étage du bâtiment

² Salle de conférence ne comprenant aucune table

Salle de Formation 12 places - Tarif unitaire

300€ HT / jour
ou 4000€ HT / mois (forfait fixe)

PARKING

Parking sous-sol - Tarif unitaire

15€ HT / jour

Remplacement badge parking sous-sol et hors-sol - Tarif unitaire

25€ HT / unité

Toutes les autres prestations proposées par CSB.School feront l'objet d'un tarif spécifique que CSB.School communiquera au Client à sa demande

(Tarif hors taxes sous réserve de modification ultérieures par le 39Cite)

ANNEXE 3 CONVENTION SECURITE – INCENDIE

Convention d'utilisation de l'établissement « 39Cite » entre les soussignées :

CSB.School

Société par Actions Simplifiée au capital de 200 000.00 euros, dont le siège social est situé 39 rue de la Cité, 69003 LYON, immatriculée au RCS de LYON sous le numéro 910 905 116.

Représenté par Monsieur Patrice Chelim, agissant en qualité de Directeur Général, ayant tous pouvoirs à cet effet,

Ci-après dénommée « **l'Exploitant** »

D'une part,

Et :

UNIVERSITE LYON 3 (EPSCP)

Personne morale de droit public au capital de MONTANT DU CAPITAL (sans objet), immatriculée au RCS de LYON sous le numéro 19 69 243 77 00019, représentée par ERIC CARPANO, dûment habilité(e) à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « **l'Utilisateur** »,

D'autre part.

L'Exploitant et l'Utilisateur seront ci-après dénommés individuellement une « **Partie** » et conjointement les « **Parties** ».

Préambule

L'Exploitant exerce une activité de formation et de mise à disposition de nouveaux espaces de travail collaboratifs et intelligents (espaces coworking, bureaux dédiés, salles de réunion, espaces événementiels), domiciliation d'entreprises et tiers-lieu au sens large.

A ce titre, il est titulaire d'un bail commercial de locaux situés à l'adresse du 39Cite précisé à l'Article 2 de la présente convention.

Les locaux du 39Cite sont composés de locaux d'activités, de bureaux, d'un espace de réception, d'accès internet, de photocopieuses, de salles de réunion, d'un parking

L'Utilisateur, pour les besoins de son activité professionnelle de la formation, l'éducation et notamment la création et la gestion d'établissements d'études supérieures ainsi que tout ce qui, directement ou indirectement permet ou facilite la réalisation de son objet, a contracté avec l'Exploitant afin de bénéficier d'une mise à disposition des espaces de travail précités et des prestations associées, au sein du 39Cite.

C'est dans ces conditions que les Parties sont convenues de ce qui suit.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de fixer les conditions de mise en œuvre des mesures de sécurité générale par l'Utilisateur pour l'exercice de son activité professionnelle dans les locaux, en l'absence de l'Exploitant (ci-après la « **Convention** »). La Convention est faite à titre précaire et révocable à tout moment pour des motifs d'intérêt général.

Elle n'est valable que pour le 39Cite mentionné en tête des présentes.

La Convention s'applique en l'absence de l'Exploitant du 39Cite, soit sur la période suivante :

en dehors des heures d'ouverture du 39Cite (fixées de 8H à 19H) les week-ends et les jours fériés.

La date d'entrée en vigueur de la Convention (ci-après la « **Date d'effet** ») est celle de la date d'entrée en vigueur des conditions particulières de vente du contrat mise à disposition de bureaux auquel cette convention se rattache, en tant qu'annexe (ci-après les « **Conditions Particulières du Contrat** »).

La Convention arrivera à échéance concomitamment au terme des Conditions Particulières du Contrat.

Article 2 : Description de l'établissement

Nom de l'établissement : 39Cite

Adresse : 39 rue de la Cité, 69003 LYON.

Cet établissement étant classé ou classable ERP 4e catégorie (type W et R), CSB.School n'a aucune obligation légale ou réglementaire de mettre en place un service de sécurité en permanence sur les lieux, hors heures ouvrées. C'est la raison pour laquelle la présente convention est conclue.

A titre informatif, le 39Cite est soumis au seuil de capacité maximal de 300 personnes (public) dont 200 personnes en étages et en sous-sols, équipé d'un dispositif de Détection Incendie Automatique.

Article 3 : Informations organisationnelles

Pour tout incident en dehors des heures ouvrées, notre prestataire d'astreinte LTDI, prendra le relais.

Point de rassemblement en cas d'incendie : adresse indiquée au sein du « mémento sécurité incendie » transmis par l'Exploitant, ainsi que sur les plans des Locaux affichés au sein du 39Cite.

Article 4 : Obligations de l'Utilisateur

L'Utilisateur s'engage à :


- obtenir l'autorisation préalable par écrit de l'Exploitant en cas de venue de plus de 5 visiteurs (public extérieur au 39Cite) en simultané, en dehors des heures ouvrées ;
- ne jamais dépasser les effectifs maximum autorisés dans le 39Cite ;
- ne pas exercer d'autre type d'activité que celle autorisée par la Convention ;
- informer et sensibiliser son personnel aux consignes d'évacuation et la mise en œuvre des moyens de secours et organes de sécurité du 39Cite ;
- connaître et faire appliquer les consignes de sécurité à suivre en cas d'incendie (consignes générales et consignes spécifiques de l'établissement), qui lui ont été transmises par l'Exploitant lors de la visite du 39Cite, dont notamment :
 - le respect des mesures de sécurité, l'évacuation immédiate et complète des locaux en cas d'odeur de fumée, de fumée suspecte ou d'incendie, en direction du point de rassemblement ;
 - dans ce dernier cas, la direction des secours en attendant l'arrivée de l'Exploitant et des sapeurs-pompiers, puis leur mise à disposition auprès de ces derniers ;
- s'assurer de la vacuité permanente des issues et des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique ;
- ne pas modifier les installations électriques du 39Cite.

Article 5 : Obligations de l'Exploitant

Préalablement à toute occupation des locaux, l'Exploitant s'engage à :

- faire visiter l'ensemble des locaux à l'Utilisateur et lui transmettre à cette occasion les consignes générales à suivre en cas d'incendie, ainsi que les consignes particulières propres au 39Cite ;
- remettre à l'utilisateur un « mémento sécurité incendie » expliquant sommairement le fonctionnement des équipements techniques de sécurité du 39Cite et la procédure d'évacuation.

Fait en deux (2) exemplaires originaux,

Pour le Bénéficiaire Nom : Eric CARPANO Titre : Président Date : 05/10/2023	<i>Signature</i> 
Pour le Prestataire Nom : Patrice CHELIM Titre : Président Date :	<i>Signature</i>



CONVENTION D'AIDE À LA PUBLICATION

Université Jean Moulin Lyon3

n° 2023-10-G-150

Entre

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Dont le siège social se situe : 1C avenue des frères Lumière - CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son Président, le Professeur Éric CARPANO

Agissant ès qualités et pour le compte du service général de la Recherche, représenté par la Vice-Présidente chargée de la Recherche, la Professeure Isabelle DELPLA et pour le compte de l'UMR 5189 Histoire et Sources des Mondes Antiques, dirigée par la Professeure Madalina DANA

Ci-après désigné « UNIVERSITÉ »

Et

Société d'études latines de Bruxelles-Latomus, N° de TVA intracommunautaire : BE407748210

Dont le siège social se situe : Avenue de l'Université 68, 1050 Ixelles, BELGIQUE

Représentée par Sylvie VANSEVEREN (Présidente), Emmanuel DUPRAZ (Responsable de Rédaction) et Alain MARTIN (Trésorier)

Ci-après désigné « éditeur »,

Ci-après désignées chacune individuellement « PARTIE » et collectivement « PARTIES »,

Par cette convention, il est convenu ce qui suit :

Préambule

La Société d'études latines de Bruxelles-Latomus et l'UMR 5189 Histoire et Sources des Mondes Antiques, dirigé par Madame Madalina DANA, en accord avec l'UNIVERSITÉ ont accepté de publier l'ouvrage *L'invention du théâtre antique: anthologie de paratextes savants aux éditions des poètes dramatiques latins et grecs du XVIe siècle*, dont les éditrices sont Malika Bastin-Hammou, Pascale Paré-Rey et Sarah Gaucher.

Article 1 : Objet

Dans le cadre du projet ANR ITHAC, piloté à Lyon 3 par Pascale Paré-Rey, membre de L'UMR 5189 HiSoMA (Histoire et Sources des Mondes Antiques), travail de recherche soutenu par l'UNIVERSITÉ, cette dernière a décidé de verser une aide à la publication à l'ÉDITEUR en vue de l'édition de l'ouvrage précité, aide désignée ci-après sous le terme « subvention ».

Article 2 – Date et Durée

La convention entre en vigueur à la date de signature par les PARTIES et reste applicable pour une durée de 24 mois.

Elle s'éteint de plein droit dès lors que chacune des PARTIES a rempli l'ensemble des obligations, objet de la présente convention.

Article 3 – Correspondants de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et de l'éditeur

Pour l'exécution de la présente convention, la correspondante est : Madame Pascale Jouanna, correspondante Lyon 3 de l'UMR 5189 HiSoMA (Histoire et Sources des Mondes Antiques).

Toutes les demandes d'informations complémentaires concernant l'exécution de la présente convention pourront être adressées à :

- Pour l'UNIVERSITÉ : Annelise Poulet (annelise.poulet@univ-lyon3.fr – 04 78 78 70 94)
- Pour l'ÉDITEUR : Nathalie Sojic (latomus.publications@gmail.com)

Article 4 – Modalités de paiement

Le montant de l'aide à la publication (« SUBVENTION ») citée en objet est fixé à **quatre mille deux cents euros (4200 €)**. Cette somme financera une partie des frais d'édition de l'ouvrage. Elle couvre une partie des frais engagés par l'ÉDITEUR dans son travail d'édition : gestion éditoriale, fabrication (relecture, correction formelle, mise en page de deux épreuves, impression et structuration xml), stockage, distribution et diffusion).

Le montant de l'aide tient compte d'un volume de **300** exemplaires publiés.

L'ÉDITEUR sera payé sur présentation d'une facture libellée de la manière suivante :

Université Jean Moulin Lyon3

Service facturier / Agence comptable

HiSoMA UMR 5189 : 913X326CHISOM

Eotp 19S9132639

1C Avenue des Frères Lumière

CS 78242

69372 Lyon cedex 08

Cette facture devra mentionner le contenu de la convention. Elle fera l'objet d'un paiement par mandat administratif dans les délais réglementaires dès que la totalité des pièces aura été fournie par le contractant (RIB – Relevé d'Identité Bancaire, convention signée, facture conforme).

La « SUBVENTION » sera versée sur le compte de La Société d'études latines de Bruxelles-Latomus, dont les références bancaires sont les suivantes :

ING BELGIUM S.A.

Domiciliation : Avenue Marnix 24, 1000 Bruxelles

Code BIC/SWIFT : BBRU-BE-BB-700

No de compte : BE84 3750 8411 6459 (IBAN)

Titulaire du compte : Société d'études latines de Bruxelles.

Article 5 – Remise d'ouvrages à titre gratuit et rabais

L'ÉDITEUR s'engage à faire parvenir **2** exemplaires à titre de justificatif gratuit à L'UMR 5189 HiSoMA (dont un exemplaire destiné au service de la Recherche) et **13** exemplaires destinés à Pascale Paré-Rey, Malika Bastin-Hammou, Sarah Gaucher.

Les ouvrages sont remis aux éditrices à titre personnel.

Article 6 – Mention de la participation sur l'ouvrage

L'ÉDITEUR s'engage à indiquer à l'intérieur de l'ouvrage « Ouvrage publié avec le soutien de l'université Jean-Moulin – Lyon III, du laboratoire Histoire et sources des mondes antiques (HISOMA – UMR 5189) et de l'Agence nationale de la recherche (ANR) ».

Article 7 – Cession de fonds

L'ÉDITEUR s'engage à ne pas transmettre à titre gracieux ou onéreux, ou par voie d'apport en société, le bénéfice de la présente convention à des tiers, indépendamment de son fonds de commerce, sans avoir préalablement obtenu l'autorisation de l'UNIVERSITÉ. En cas d'aliénation du fonds de commerce, si celle-ci est de nature à compromettre gravement les intérêts matériels et moraux de l'UNIVERSITÉ, celle-ci est fondée à obtenir réparation, même par voie de résiliation du contrat.

Article 8 – Droits de propriété intellectuelle

La présente convention est exclusive de tout transfert de droits de propriété, les droits de propriété intellectuelle restant la propriété de l'auteur.

Article 9 – Promotion et commercialisation

L'ouvrage sera mis en vente par tous les moyens habituels (librairies, sites internet, etc.). Les logos de l'ÉDITEUR, d'HiSoMA UMR 5189, de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et de l'ANR, devront apparaître sur tous les documents publicitaires (communiqués, affiches, flyers).

Article 10 – Modification

Toute modification à la présente convention doit faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

Article 11 – Annulation

Dans le cas où l'ÉDITEUR ne publie pas l'ouvrage, selon les engagements pris aux articles 5 et 6, dans le délai de 24 mois suivant la date d'entrée en vigueur de la présente convention, et que ce dernier a perçu, sur cette période, tout ou partie du montant de la SUBVENTION de la part de L'UNIVERSITÉ, le montant de l'aide devra intégralement être reversé à l'UNIVERSITE tant dans le délai d'un mois suivant la date de réception par l'ÉDITEUR de mise en demeure écrite notifiée par le l'UNIVERSITE par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 12 – Résiliation

La présente convention pourra être dénoncée uniquement par l'une ou l'autre des PARTIES, avant le démarrage de tout de travaux par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les dispositions prévues à l'article 11 resteront en vigueur nonobstant l'expiration ou la résiliation de la présente convention.

Article 13 – Différends et litiges éventuels

La présente convention est régie par le droit français.

Les PARTIES s'efforceront de régler à l'amiable tout différend né de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention.

Si une contestation ou un différend éventuel n'a pu être réglé à l'amiable, le litige sera porté devant la juridiction compétente.

Fait à Lyon, en quatre exemplaires originaux, le 29.11.2023

Pour l'UNIVERSITÉ
Le Président de l'Université Jean Moulin

Pour l'ÉDITEUR
Le responsable de la Rédaction



Éric CARPANO

Emmanuel DUPRAZ

Pour le service général de la Recherche
La Vice-Présidente chargée de la Recherche

Pour l'UMR 5189 HiSoMA
La directrice

Isabelle DELPLA

Madalina DANA



LATOMUS ASBL

Société d'études latines de
Bruxelles

AVENUE DE L'UNIVERSITÉ 68/4
1050 BRUXELLES (BEL)

latomus.publications@gmail.com

DEMANDE DE PAIEMENT : 2023/004

Bruxelles, le 26 octobre 2023.

Participation forfaitaire aux frais de mise en page, d'impression et de reliure de
l'ouvrage : € 4.200,00

M. BASTIN-HAMMOU, P. PARÉ-REY & S. GAUCHER (ed.), *L'invention du
théâtre antique : anthologie de paratextes savants aux éditions des poètes
dramatiques latins et grecs du XVIe siècle.*

Total € 4.200,00

Prière de verser la somme indiquée (quatre-mille-deux-cents euros) sur
notre compte auprès de la Banque ING :

IBAN: BE84 3750 8411 6459

BIC: BBRUBEBB

Pour Latomus ASBL,

Alain MARTIN - Trésorier

TVA: BE 0407748210

IBAN: BE84 3750 8411 6459 - BIC: BBRUBEBB



Collège Emile CIZAIN



**CONVENTION DE PARTENARIAT PEDAGOGIQUE
UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3
COLLEGE EMILE CIZAIN**

Convention N° 2023-11-F-081

Préambule :

Dans le cadre du développement du lien entre les établissements d'enseignements secondaires et l'Université Jean Moulin, le Pôle Réussite propose des formations à des enseignants d'établissement secondaire afin de les accompagner dans la transmission des savoirs et leur formation professionnelle. Les partenaires, ci-après désignés, sont pleinement engagés dans la réussite des jeunes et dans l'accompagnement de ces derniers dans l'enseignement supérieur et vers l'insertion professionnelle.

Entre les soussignés :

l'Université Jean Moulin Lyon 3,

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
dont le siège social est situé 1C avenue des frères Lumière, CS 78242
69372 LYON CEDEX 08.

représentée par son Président, le Professeur Eric Carpano
dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du conseil d'administration.
d'une part,

et

le Collège Emile Cizain,

1 Avenue d'Ostfeldern, 01120 Montluel

représenté par sa Principale, Madame Frédérique Cosentino

dûment autorisée à signer la présente convention par délibération du conseil d'administration de l'établissement.

d'autre part,

Considérant,

d'une part que l'Université Jean Moulin Lyon 3 est attachée au développement de l'égalité des territoires par ses différentes antennes et partenariats dans la région Auvergne Rhône Alpes,

D'autre part, que le Collège Emile Cizain souhaite renforcer sa coopération avec l'ensemble des acteurs économiques et institutionnels locaux, et notamment avec les établissements d'enseignement supérieur.

En conséquence de quoi, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet du partenariat

La présente convention a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles l'université Jean Moulin Lyon 3, par l'intermédiaire de son Pôle Réussite, animera une formation à destination des enseignants et personnels d'éducation.

Article 2 : Définition des modalités pédagogiques

Le collège Emile Cizain confie à l'Université Jean Moulin Lyon 3 et plus particulièrement à son Pôle Réussite la réalisation d'une conférence de deux heures et d'une séance de formation de trois heures.

Le thème retenu est celui de l'intelligence émotionnelle et de l'intelligence émotionnelle adaptée à la classe.

La conférence donnera lieu à une évaluation sous la forme d'un questionnaire de satisfaction (papier ou numérique) rempli par les participants. Par la suite, le Pôle Réussite transmettra une synthèse des résultats au collège Emile Cizain.

Cette évaluation n'est réalisée qu'à des fins statistiques et il sera procédé à une anonymisation des participants avant toute diffusion.

Article 3 : Organisation de l'intervention

La conférence et la formation se dérouleront dans les locaux du collège.

D'un commun accord, la date de la conférence est arrêtée au lundi 20 novembre 2023 de 17h à 19h. La date de la formation sera arrêtée ultérieurement.

L'intervenant, M. Fabien Lafay, par délégation de l'Université, animera la conférence et la formation.

Article 4 : Modalités financières

L'Université Jean Moulin Lyon 3 facturera une participation financière au collège Emile Cizain pour la réalisation de la prestation. La facturation comprendra la prise en charge de l'intervenant et des frais de fonctionnement de cette formation à hauteur de **750 euros** pour une formation de trois heures. Les frais de déplacement de l'intervenant de l'Université seront pris en charge par l'université.

Le collège Emile Cizain s'acquittera de la somme visée ci-dessus en précisant les références « CF 916X601/OTP 916REU-DIV » :

- par chèque libellé à l'ordre de « Agent comptable de l'Université Jean Moulin Lyon 3 »
- ou par virement bancaire IBAN FR7610071690000000100433460.

RIB	<u>Titulaire du compte</u> UNIVERSITÉ LYON 3 - JEAN MOULIN 1, rue de l'Université BP 0638 69239 LYON Cedex 02
Domiciliation	TRÉSORERIE GÉNÉRALE DU RHÔNE TPLYON 3 rue de la Charité 69002 LYON
Compte	10071 - 69000 – 00001004334 – 60
Code BIC	TRPUFRP1
Code IBAN	FR76 1007 1690 0000 0010 0433 460

Article 5 : Responsabilité pédagogique

La responsabilité pédagogique de la conférence et de la formation visées par la présente convention est du ressort de l'Université Jean Moulin Lyon 3. Le référent pédagogique pour l'université sera M. Fabien LAFAY. Le référent pédagogique au sein du collège Emile Cizain sera Mme. Frédérique COSENTINO.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention est signée pour une exécution ponctuelle.

Article 7 : Exécution de la convention

Pour le collège Emile Cizain Mme. COSENTINO ou son représentant désigné, s'assurera du bon déroulement du dispositif pédagogique.

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3, M. LAFAY, responsable du Pôle réussite, s'assurera du bon déroulement de la présente convention.

Article 9 : Modifications


Toute modification apportée à la présente convention devra faire l'objet d'un avenant, approuvé par les instances compétentes de l'Université et du collège.

Article 10 : Compétence juridictionnelle

Tous litiges auxquels la présente convention pourra donner lieu devront faire l'objet d'un examen amiable préalable entre les parties. A défaut, le tribunal administratif de Lyon sera seul compétent pour connaître le litige.

Fait à Lyon en 2 exemplaires, le 29.11.2023

Le Président de l'Université
Jean Moulin Lyon 3



Eric Carpano

La Principale du Collège Emile Cizain

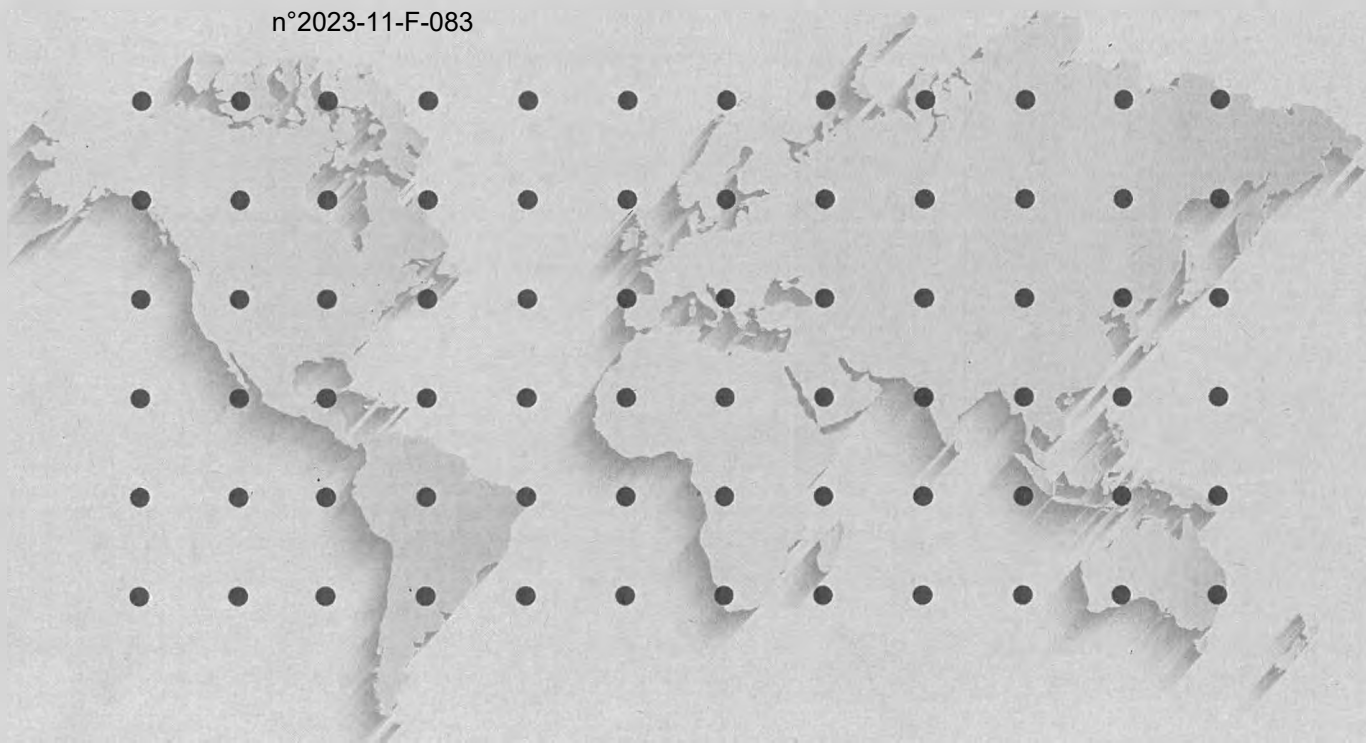
Frédérique Cosentino



**Management
international**

International Management
Gestión Internacional

n°2023-11-F-083



Entente de coopération Revue Mi et IAE Lyon School of Management

1^{er} novembre 2023

Entente de coopération

Entre **La Corporation de l'École des hautes études commerciales de Montréal**, un établissement d'enseignement de niveau universitaire constitué en vertu de la *Loi sur la Corporation de l'École des hautes études commerciales de Montréal* (L.Q. 1987, c. 136) ayant son siège social au 3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal, Québec, Canada, H3T 2A7, représentée par M. Franck Barès, Rédacteur en chef, dûment autorisé aux fins des présentes,

Et **L'Université Jean Moulin Lyon 3**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669, ayant son siège social au 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08, FRANCE, représentée par son Président, le Professeur Eric CARPANO, agissant dans le cadre d'un projet porté par sa composante **L'iaelyon School of Management**, ayant son siège social au 6 Cr Albert Thomas, 69008 Lyon, France représentée par Marie-Christine Chalus-Sauvannet, Directrice générale et Professeure des Universités, dûment autorisé aux fins des présentes

CONSIDÉRANT QUE la revue **Management international/International Management/Gestión internacional** (« **Revue Mi** ») a été fondée à HEC Montréal en 1995 ; CONSIDÉRANT QUE la **Revue Mi** et l'**iaelyon School of Management** souhaitent coopérer afin d'assurer un plus grand rayonnement et assurer une direction plus internationale à la **Revue Mi**, notamment en faisant participer des représentants de l'**iaelyon School of Management** aux instances de la **Revue Mi** ;

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

1. Objet de la présente convention

Les parties conviennent que des représentants de l'**iaelyon School of Management** seront impliqués dans les activités éditoriales et scientifiques de la **Revue Mi** et que de l'**iaelyon School of Management** sera appelée à participer au financement des activités de la **Revue Mi**.

2. Participation des représentants de l'**iaelyon School of Management** aux activités de la Revue Mi

a. **Participation de l'iaelyon School Of Management au Comité éditorial de *Revue Mi* :** **Revue Mi** s'assurera que le président ou son représentant désigné de l'**iaelyon School of Management** fasse partie du Comité éditorial de **Revue Mi**.

b. Participation aux activités éditoriales :

Tous les 2 ans, l'**iaelyon School of Management** pourra proposer la supervision d'un dossier thématique réalisé par un comité comprenant un rédacteur en chef invité de l'**iaelyon School of Management**. Cette thématique sera choisie en accord avec le comité éditorial de la **Revue Mi**.



c. Visibilité de l'**iaelyon School of Management** :

Une page de **Revue Mi** (si possible la 3e de couverture) d'un numéro de **Revue Mi** par an sera réservée pour une page publicitaire consacrée aux activités et programmes de recherche l'**iaelyon School of Management**. Les textes, l'infographie, la mise en forme et la traduction seront fournis par l'**iaelyon School of Management**, à sa charge.

3. Contribution financière de l'**iaelyon School of Management**

L'**iaelyon School of Management** s'engage à verser à **Revue Mi** une somme de cinq mille euros (5000 €), le 1er décembre de chaque année couverte par cette entente.

Année 1 : 1er décembre 2023

Année 2 : 1er décembre 2024

Année 3 : 1er décembre 2025

4. Durée du partenariat et renouvellement

La date d'entrée en vigueur de cette entente est le 1^{er} octobre 2023 et son renouvellement se fera tous les trois ans par la signature d'une nouvelle convention.

Cette entente pourra être renégociée par les parties prenantes en avril 2026.

Année 1 : 1^{er} octobre 2023 au 30 septembre 2024

Année 2 : 1^{er} octobre 2024 au 30 septembre 2025

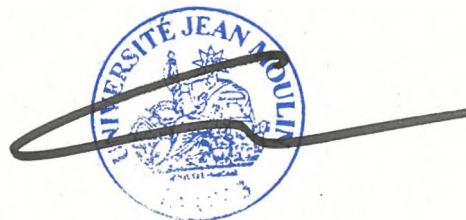
Année 3 : 1^{er} octobre 2025 au 30 septembre 2026

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente en quatre (4) exemplaires

Pour HEC Montréal

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

Franck BARES
Rédacteur en chef
Professeur titulaire
HEC Montréal



Eric CARPANO
Président
Professeur de droit public
Université Jean Moulin Lyon 3

Caroline AUBE
Directrice de la recherche et du transfert
HEC Montréal

Marie-Christine CHALUS
Directrice générale de l'**iaelyon School of Management**
Professeure des Universités
Université Jean Moulin Lyon 3



AVENANT N°1**N°2023-11-F-084****A LA CONVENTION 2023-03-F-027 DE FORMATION
PROFESSIONNELLE****N° 2022-2023-IAE207-40102****Entre :**

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669, N° SIRET 196 924 377 00282,

Sise 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08,

Représentée par son Président, le Professeur Eric CARPANO agissant dans le cadre d'un projet porté par :

L'iaelyon School of Management

Représenté par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS,

Ci-après dénommé « **iaelyon** »

D'une part,

Et

La société **Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises**, N° Siret 82765435100010,

Sise 30 Quai Perrache, 69002 Lyon,

Représentée par le Directeur des Ressources Humaines, Jean-Charles MARTIN,

Ci-après dénommée « **Le donneur d'ordre** »

D'autre part,

VU la convention 2023-03-F-027 de formation professionnelle n°2022-2023-IAE207-40102 signée le 31/03/2023.

ARTICLE 1 – CERTIFICATION OPTIONNELLE

Conformément à l'annexe 4 portant sur la certification optionnelle de la convention de formation professionnelle n°2022-2023-IAE207-40102, à l'issue du parcours, les participants qui le souhaitent se sont engagés dans une démarche de validation du bloc de compétences



Qualiopi
processus certifié

■ ■ RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

La certification Qualiopi a été obtenue au titre
des catégories d'actions suivantes
Actions de formation
Actions permettant de faire valider
des Acquis de l'Éducation

RNCP35916BC01 « S'approprier les usages avancés et spécialisés des outils numériques » du Master MAE.

Cette démarche optionnelle a nécessité la mise en place d'une évaluation spécifique et la tenue d'un jury de délibération.



Cette option est valorisée à hauteur de 1,5 jour supplémentaire soit 2 550 € nets de taxes par groupe engagé dans la démarche (8 participants).

Le reste sans changement.

ARTICLE 2 – DATE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter du 1^{er} septembre 2022. Il couvre l'année universitaire 2022-2023.

Fait en trois exemplaires originaux à Lyon, le 13.12.2023

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3, Le Président,   Eric CARPANO	Pour l'iaelyon, La Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS	Pour le donneur d'ordre, Jean-Charles MARTIN
---	---	---



Convention de reversement de solde de crédit suite collaboration organisation colloque « ISKO2023 « Epistémologie sociale des connaissances » du 19 au 20 octobre 2023 à l'université Jean Moulin Lyon3

N° 2023-11-G-155

Entre d'une part,

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel dont le siège social se situe 1C avenue des Frères Lumière | CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08, représentée par son Président, le Professeur Éric CARPANO, agissant ès qualités pour le compte du Laboratoire ELICO représenté par Madame Mabrouka EL HACHANI PU....

ci-après désignée l'« **Université** »

et d'autre part

Dénomination des parties contractantes

ISKO-France, association savante dont le siège social est situé au 5 Boulevard de Denain, 75010 Paris France et représentée par Madame MUSTAFA EL-HADI Widad en qualité de Présidente.

ci-après désignée l'« **ISKO-France** »

L'ensemble des parties à la présente convention sont dénommés conjointement ci-après par « les Parties »

Préambule :

L'université Jean Moulin participe à l'organisation d'un colloque ayant pour thème « **« Epistémologie sociale des connaissances »** », organisé du 19 au 20 octobre 2023. Cette manifestation est organisée en partenariat avec « ISKO-France ».

ISKO-France est un des chapitres nationaux de l'ISKO (International Society for Knowledge Organization). Les relations entre ISKO-France et l'ISKO International (International Society of Knowledge Organization) sont celles définies par le texte suivant : International Society for Knowledge Organization (ISKO) – Charter and preamble, In Int. Classif. 16 (1989) N°3 – ISKO News.

L'association est une société savante qui a pour objet de favoriser la recherche et les échanges, dans le domaine de l'Organisation des connaissances, au sein des sciences de l'information et de toutes les disciplines concernées, notamment par les moyens suivants :

Développement des relations et des liens à l'intérieur de la communauté des chercheurs et des praticiens des domaines et disciplines scientifiques concourant au développement de l'organisation des connaissances ;

Organisation de journées d'études, colloques ou séminaires, en particulier la manifestation scientifique du Chapitre français qui se tient tous les deux ans en alternance avec le congrès international de l'ISKO ;

Et toutes autres activités conformes à l'objet de l'association.

L'association sollicite ses membres académiques pour la préparation du colloque qui a lieu tous les deux ans (année impaire) en alternance avec le colloque de l'association internationale (année paire). C'est dans ce cadre que ISKO-France a sollicité Elico à Lyon pour la préparation de son 13^e colloque. Les parties ont travaillé conjointement à la constitution des comités, à la sollicitation des conférenciers invités, à la définition des tarifs d'inscription et la prise en charge financière du conférencier invité international en l'occurrence M. Birger HJorland Professeur émérite à la Royal School of Library and Information Science au Danemark.

Ceci ayant été exposé, les parties conviennent de ce qui suit :

Article 1^{er} – reversement du reliquat des inscriptions -objet de la convention

L'objet de la convention est de **procéder au reversement d'un reliquat après paiement** de toutes les factures générées par l'organisation du colloque.

Article 2– Engagements et responsabilités des parties

- **Engagements de l'université :** *(mise à disposition des locaux et du matériel, participation de personnels administratifs, logistique, accueil des participants et des spectateurs, gestion des repas*
- **Engagements du co contractant :** *description de l'intervention, prise en charge des coûts de transport de conférencier invité, constitution des comités scientifiques et d'organisation, diffusion de l'événement sur les canaux de l'association savante au niveau national et international, la valorisation des communications des colloques, appui académique et administratif pour l'édition des actes, sélection des meilleurs articles pour une publication dans la revue internationale « knowledge organization »*

Article 3 — Participation financière

Pour soutenir l'organisation et la mise en œuvre dudit colloque, l'université s'engage à participer aux frais d'organisation du colloque par le versement d'une subvention d'un montant de 1.496,29 € (mille quatre cent quatre vingt seize euros et vingt neuf cents)

Le règlement se fera en une seule fois après signature des parties et sur présentation à l'issue du colloque d'une facture (accompagnée d'un RIB) adressée à : Agence Comptable - Service Facturier - 1C avenue des frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08 et par messagerie électronique à compta.fournisseurs@univ-lyon3.fr

La subvention sera imputée sur le compte budgétaire : composante Lettres (905)

- Centre de coûts : 506 C Elico
- Centre financier : 905 506

Article 4 — Reversement d'un reliquat au co-contractant

L'université s'engage à verser à ISKO-France un reliquat de 1027,65 euros généré par les inscriptions au colloque co-organisé après paiement de toutes les factures liées à l'organisation du dit colloque.

Article 5 – Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, les parties s'entendent conjointement sur le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées, l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif, et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser indifféremment aux délégués à la protection des données personnelles des deux établissements partenaires :

- Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 : dpd@univ-lyon3.fr
- Pour le co contractant « ISKO-France » : widad.mustafa@univ-lille.fr

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

À l'issue de l'exécution de la présente convention, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

Article 6 — Conditions de résiliation de la présente convention

La convention peut être dénoncée avant son terme par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de préavis d'au moins trois mois.

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation, le co contractant s'engage à reverser à l'université sa participation financière au prorata des dépenses engagées au jour de la résiliation.

Article 7 — Prévention et règlement des litiges

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant le Tribunal administratif de Lyon.

Article 8 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 19/10/2023 et prendra fin dès que les obligations réciproques des deux parties auront été remplies.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, défini d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant.


En cas de non-respect de l'une des clauses du présent partenariat, chaque partie pourra résilier de plein droit l'accord 15 jours francs après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, en explicitant les griefs invoqués et demeurés sans réponse passé le délai d'un mois.

Article 9 — Prévention et règlement des litiges


En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en deux exemplaires, le 21.12.2023

Pour l'Université, son président



Eric CARPANO



Pour ISKO-France, sa présidente »

Widad MUSTAFA EL HADI



Annexe

Programme du colloque





13^{ème} Colloque international d'ISKO-France
En hommage à Jacques Maniez

Épistémologie sociale dans l'organisation des connaissances

Organisé conjointement par le Chapitre Français de l'ISKO et l'unité de recherche EUCCO

Auditorium Malraux
Université Jean Moulin Lyon 3
Manufacture des Tabacs
Métro sans Souci

contact : sophie.ray-mekhloufi@univ-lyon3.fr

19-20
octobre
2023



Programme du colloque

(mise à jour le 16 octobre 2023)



**L'EXIGENCE
EN PARTAGE**

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON III



elico

Équipe de recherche de Lyon en sciences
de l'information et de la communication



19 octobre 2023 – Auditorium Malraux Université Jean Moulin Lyon3 – site Manufactures des Tabacs (Lyon 8^e)

8h00 – 9h00	Accueil des participants
9h00 – 9h30	Ouverture du colloque
	Mabrouka El Hachani, Angèle Stalder, Omar Larouk (Elico – co-présidence ISKO2023) & Widad Mustafa El Hadi (Geriico & iSchool - université de Lille-Présidente ISKO-France) Adrian Staii (Directoire Elico) Sylvène Edouard, Doyen de la Faculté des Lettres et Civilisations-Lyon3
9h30-10h30	Hommage à Jacques MANIEZ Modération : Mabrouka El Hachani (Elico)

	Omar Larouk (Elico) Widad Mustafa El Hadi (Geriico & iSchool Université de Lille) Michèle Hudon (EBSI Montréal)	<i>Jacques Maniez in memoriam</i>
	Conférence invitée – modération : Widad Mustafa El Hadi (Geriico & iSchool Université de Lille)	
	Birger HJORLAND, Professor emeritus in Knowledge Organization, The Royal School of Library and Information Science (RSLIS) - Denmark.	<i>Social Epistemology in Knowledge Organization</i>
11h30-11h45	Pause café	
11h45-12h45	Session plénière 1 :Fondements historiques et épistémologiques de l'organisation des connaissances (Auditorium Malraux) Modération : Evelyne Broudoux (Hesam CNAM) & Mabrouka El Hachani (Elico)	
	Daniel MARTINEZ ÁVILA (Universidad de León-Spain) Tarcisio ZANDONADE (Universidade de Brasília-Brasil) M.P. SATIJA (Guru Nanak Dev University, Amritsar - India)	Bibliographic Organization and the Origins of Social Epistemology at the Graduate Library School of the University of Chicago

		<p>José Augusto GUIMARÃES (UNESP - São Paulo State University – Brasil)</p> <p>Natalia TOGNOLI (Fluminense Federal University - -Brasil),</p> <p>Ana Célia RODRIGUES (Fluminense Federal University - -Brasil),</p> <p>Raquel VALENTIM (Fluminense Federal University -</p>	La complémentarité méthodologique des traditions françaises d'analyse diplomatique e d'analyse documentaire pour l'organisation des connaissances en archives et bibliothèques
		<p>Laura RIDENOUR</p> <p>Heather MOULAISON-SANDY (University of Missouri-Columbia – USA)</p>	The Social Epistemology of Data-as-Documents in Knowledge Organization
12h45 14h15	–	Pause déjeuner (buffet - Salon des Symboles Nord– site Manufacture des Tabacs)	
14h30 16h30	–	<p>Session plénière 2: Processus dynamique d'organisation des connaissances (Auditorium Malraux)</p> <p>Modération : (modérateur en attente de confirmation)</p>	
		<p>Marcin ROSZKOWSKI (University of Warsaw - Poland)</p>	Group as an epistemic agent in collaborative Wikidata ontology development

	Rosa CORDEIRO (Fluminense Federal University - -Brasil) José Augusto C. GUIMARAES, (UNESP - São Paulo State University – Brasil)	The organic nature of film indexing: an investigative experience from the filmmakers' works of the Brazilian movement Cinema Novo
	Evelyne BROUDOUX (CNAM - Hesam université – France)	Les savoirs en tension : entre systèmes de classification et de publication alternative
	Magali ANGLES Mélina FOURNIER (Université Bordeaux Montaigne - France)	Un commun de la connaissance comme illustration de l'épistémologie sociale.
14h30 – 16h30	Session plénière 3: Mutations induites dans les pratiques professionnelles et non-professionnelles Amphi M (à côté de l'Auditorium Malraux) Modération : Angèle Stalder (Elico)	
	Amélie COULBAUT-LAZZARINI Université Grenoble-Alpes France) Aude INAUDI (Aix-Marseille) Emilie KOHLMANN (Université Grenoble-Alpes France)	Le livre dans les activités de médiation scientifique : mutation des pratiques, évaluation et dimension sociale de la médiation des connaissances
	Marc TANTI (Centre d'épidémiologie et de santé publique des armées. Service de veille sanitaire - Ministère de la Défense - France)	Proposition d'une grille d'évaluation des Systèmes de Gestion des Connaissances- Une étude de terrain dans le cadre du Système de Gestion des Connaissances sanitaires des armées françaises
	Anne LEHMANS Vincent LIQUETE Charles-Alexandre DELESTAGE (Université Bordeaux Montaigne - France)	Médiation des savoirs dans les FabLabs : bricolages dans l'organisation sociale des connaissances

16h30-17h00	Pause café
17h00-18h30	17h00 : AG ISKO-France (Auditorium Malraux)
18h30-19h30	Activité culturelle : visite du campus de la Manufacture des tabacs (patrimoine industrielle) (remplacement de la visite du musée de l'Institut Lumière pour cause de retard travaux de rénovation)
20h00	Soirée Gala : <u>Restaurant Côté Cour</u> (Adresse : 64 Av. des Frères Lumière, 69008 Lyon)

Vendredi 20 octobre 2023

Auditorium Malraux site Manufacture des Tabacs

8h00-9h00	Accueil
9h00-10h00	Conférence invitée Modération : Omar Larouk (Elico)
	Brigitte JUANALS, Professeure en sciences de l'information et communication Aix en Provence (France)

L'épistémologie sociale pour analyser l'organisation et le partage des connaissances dans l'écosystème numérique.

10h-10h15	Pause café	
10h15 – 12h15	<p>Session plénière 4 : Mutations induites dans les pratiques professionnelles et non-professionnelles (Auditorium Malraux)</p> <p>Modération : José Augusto Guimaraes (UNESP - São Paulo State University) & Mabrouka El Hachani (Elico)</p>	
	<p>Heather MOULAISON-SANDY (University of Missouri-Columbia – USA)</p> <p>Karen SNOW (Dominican University – USA)</p> <p>Brian DOBRESKI (University of Tennessee – USA)</p>	Social Dimensions of Culture, Code-Switching, and Controlled Vocabularies
	<p>Bérengère STASSIN (CREM - Université de Lorraine France)</p> <p>Elodie GEAS (Université de Reims Champagne Ardenne- France)</p> <p>Émilie LECHENAUT (Université de Lorraine – France)</p>	Les professeur·es documentalistes et le public LGBT+ : enjeux et difficultés d'une médiation documentaire.
	<p>Amel FRAISSE</p> <p>Ismail TIMIMI (Geriico- iSchool - Université de Lille - France)</p>	Social and Community Engagement as a Means to Decentering Institutional Authority and Expanding Knowledge Diversity
10h15 – 12h15	<p>Session plénière 5 : Processus et dynamique d'organisation des connaissances (Amphi M)</p> <p>Modération : Vincent Liquète (MICA)</p>	

	Aminata Kane (Université de Lille) Mohamadou SECK Mbemba NDIAYE (Université Cheikh Anta Diop de Dakar - Sénégal)	Étude des processus de production, de dissémination et de valorisation des savoirs endogènes par les peuples autochtones au Sénégal
	Arthur PERRET (MICA Bordeaux)	La dimension sociale de la documentation personnelle dans les processus et systèmes d'organisation des connaissances : une approche hypertextuelle
	Adeline SEGUI ENTRAYGUES (MICA -Université Bordeaux Montaigne - France)	Redéfinition de la culture de l'information à la lumière de l'épistémologie sociale informationnelle : le cas des RSN en contexte scolaire
12h15 - 14h00	Pause déjeuner (buffet - Salon des Symboles Nord– site Manufacture des Tabacs)	

14h00 16h00	–	Session plénière 6 : Fondements historiques et épistémologiques de l'organisation des connaissances (Auditorium Malraux) Modération : Heather Moulaison-Sandy (university of Missouri) & Mabrouka El Hachani (Elico)
	Daniel MARTINEZ-ÁVILA (Universidad de León-Spain) Andrés FERNANDEZ-RAMOS (Universidad de León-Spain) Blanca RODRIGUEZ-BRAVO (Universidad de León-Spain) Tarcisio ZANDONADE (Universidade de Brasília-Brasil))	The Theoretical Relevance of Social Epistemology in Library and Information Science and Knowledge Organization

	Lucia Maria OLIVEIRA (UNESP - São Paulo State University – Brasil) Bianca PANISSET (Universidade Federal Fluminense)	Understanding representation in archival organization knowledge considering the provenance, type of document and access
	Christian COTE (Mage - Université Jean Moulin Lyon3 - France)	Indexation d'un corpus de littérature web : problématique, méthodologie et usage des mesures vectorielles appliquées au texte littéraire.
	José Augusto C. GUIMARAES, José Antonio da SILVA Lúcia Maria Velloso de OLIVEIRA (UNESP - São Paulo State University – Brasil)	Provenance in archival knowledge organization: challenges for tackling fake news under the perspective of social epistemology
16h00 16h30	-	Synthèse et Clôture du colloque



CONVENTION D'AIDE A LA PUBLICATION N°2023-11-G-156

Entre :

L'université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique culturel et professionnel

Dont le siège social se situe 1C avenue des Frères Lumière – CS 78242 – 69372 Lyon cedex 08

Représentée par son Président, le Professeur Eric CARPANO

Ci après désigné « Université »

Et

La société : La Mémoire du Droit

Dont le siège social se situe : 5 rue Malebranche
75005 Paris

.....
Représentée parPhilippe ROLIN

Ci-après désigné « EDITEUR »

Par cette convention, il est convenu ce qui suit :

Préambule :

Un partenariat entre l'éditeur La Mémoire du Droit et deux établissements : l'Université Jean Moulin Lyon 3 et Aix-Marseille Université, au titre de l'édition de l'ouvrage « *Christian Bruschi. Un historien du droit dans la cité. Recueil d'articles* », a fait l'objet d'une convention entre l'Université Jean Moulin Lyon 3 et l'éditeur.

Article 1 – Objet : aide à la publication de l'ouvrage

Dans le cadre du projet initié par Philippe DELAIGUE, membre du Centre lyonnais d'Histoire du droit et de la pensée politique, travail de recherche soutenu par l'UNIVERSITE, celle-ci a décidé de verser une aide à la publication à l'EDITEUR en vue de l'édition de l'ouvrage précité.

Article 2 – Date et Durée

La présente convention prend effet le 2 novembre 2023 et pour une période de 3 ans.

Article 3 – Correspondants de l'Université Jean Moulin Lyon 3

Pour l'exécution de la présente convention, le correspondant est : Monsieur Philippe DELAIGUE, Maître de conférences HDR d'Histoire du droit.

Toutes les demandes d'informations complémentaires concernant l'exécution de la présente convention pourront être adressées à :

- Pour l'UNIVERSITE : DELAIGUE Philippe (philippe.delaigue@univ-lyon3.fr), 1 C Avenue des Frères Lumière – CS 78242 – 39372 Lyon Cedex 08. Tél : 0606560761
- Pour l'EDITEUR : ROLIN Philippe (editions@memoiredudroit.fr, tél : 0143294677

Article 4 – Modalités de paiement

Le montant de l'aide à la publication citée en objet est fixé à **3175€ TTC**. Cette somme financera une partie des frais d'édition de l'ouvrage.

L'EDITEUR sera payé sur présentation d'une facture libellée de la manière suivante :

Université Jean Moulin Lyon3

Activité : Aide à la publication pour la diffusion de l'ouvrage « *Christian Bruschi. Un historien du droit dans la cité. Recueil d'articles* ».

Sur le compte des éditions La Mémoire du Droit

Domiciliation : SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MONGE BIS

IBAN : **FR76 3000 3027 5700 0200 0877 213**

BIC : **SOGEFRPP**

.....

Cette facture devra mentionner la présente convention.

Elle fera l'objet d'un paiement par mandat administratif dans les délais réglementaires dès que la totalité des pièces aura été fournie par le contractant (RIB, convention signée, facture conforme).

Dans le cas où les éditions La Mémoire du Droit décideraient de ne pas éditer cet ouvrage, la somme sera intégralement reversée à l'université dans le délai d'un mois.

Article 5 – Prix de l'ouvrage, remise d'ouvrages à titre gratuit et rabais :

L'ouvrage, composé de deux volumes, sera vendu au prix de 98 euros TTC.

L'EDITEUR s'engage à faire parvenir 2 exemplaires de l'ouvrage à titre de justificatif gratuit à l'UNIVERSITE (un destiné à la BU, et un au laboratoire).

Article 6 – Mention de la participation sur l'ouvrage

L'EDITEUR s'engage à indiquer à l'intérieur de l'ouvrage « Ouvrage publié avec le concours de l'université Jean Moulin Lyon 3 ».

Article 7 : Cession de fonds

En cas de cession de fonds de commerce, l'EDITEUR s'engage à ne pas transmettre à titre gracieux ou onéreux le bénéfice de la présente convention à des tiers sans avoir préalablement obtenu l'autorisation de l'UNIVERSITE.

Article 8 - Promotion et commercialisation :

L'ouvrage sera mis en vente par tous les moyens habituels (librairies, sites internet, etc.).

Article 9 - Modification

Toute modification à la présente convention doit faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

Article 10-résiliation

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'un des cocontractants en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses.

Cette résiliation deviendra effective deux (2) mois après l'envoi par le cocontractant plaignant d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie, exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai le cocontractant défaillant n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas le cocontractant défaillant de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation de la présente convention.

Les dispositions prévues à l'article 4 resteront en vigueur nonobstant l'expiration ou la résiliation de la présente convention.

Article 11 - Différends et litiges éventuels

Si une contestation ou un différend éventuel n'a pu être réglé à l'amiable, le litige sera porté devant la juridiction compétente.

Fait à Lyon, en deux exemplaires originaux, le 18.12.2023

Pour l'UNIVERSITE
Le Président de l'Université Jean Moulin

Pour l'EDITEUR
Le Directeur des Editions La
Mémoire du Droit



Eric CARPANO

Le directeur de la société

DEVIS N° 067-20230414/1

CHRISTIAN BRUSCHI
UN HISTORIEN DU DROIT DANS LA CITÉ
RECUEIL D'ARTICLES
sous la direction de Sébastien Le Gal et Philippe Delaigue

Suite à votre demande, et tenant compte des informations fournies, je vous prie de bien vouloir trouver ci-après le devis pour la fabrication du livre ci-dessus référencé.

Caractéristiques du livre à publier :

- 2 volumes de 800 pages chacun au format, à la française, de 16 x 24 cm ;
- Impression R°/V° en noir uniquement sur papier offset blanc 80 gr ;
- Couverture souple imprimée 1 face en quadrichromie ;
- Brochage non cousu avec colle P.U.R. ;
- Tirage à 200 exemplaires avec pérennisation par POD pendant 10 ans.

Détail du devis

Composition - Fabrication - Distribution

- Création et composition de la maquette de couverture ;
- Mise en page, composition des gardes, p. de tit., table des matières ;
- Jeu d'épreuve et correction ;
- Impression et la réalisation en France ;
- Fourniture 20 exemplaires ;
- Publicité sur sites, réseaux sociaux et prestataires de distribution (Dilicom, Electre, etc.) ;
- Service presse (envoi minimum de 20 exemplaires).

Montant HT du devis	6 350,00 €
TVA (5,5 %, 10 % et 20 %)	non-assujetti
Montant TTC du devis	6 350,00 €
Prise en charge par l'Université Lyon III Jean Moulin (50 %)	3 175,00 €

Fait à Paris le 7 novembre 2023

Devis valable 1 mois à compter de sa date d'édition

Annexe au devis n° 067-20230414/1

Nombre de pages (prévisionnel) 2 x 800 p.
Nombre d'exemplaires 200 ex.
Prix de vente de l'ouvrage Sans subvention : 98 € les 2 vols.
(à confirmer)
Avec subvention : idem

Coût total de l'impression 6 350,00 €^{HT}
Type d'impression ☐ Numérique ☐ Offset
Couleur / N&B ☐ N&B ☐ Couleur
(Corpus) (couv.)

Type de papier offset 80 gr

Iconographie (images, photographies carte...) aucune
(sauf sur la couverture - à déterminer)

Type et la volumétrie de l'iconographie aucune

Édition numérique ☐ Pas d'édition numérique de l'ouvrage
(pas avant 5 ans après publication)
☐ Édition numérique uniquement
☐ Accès par abonnement ou achat. Plateforme
☐ Accès ouvert. Plateforme
☐ Barrière mobile. Plateforme

Nombre d'années 10 ans (minimum)
Qualité du prestataire ☐ Imprimeur
☐ Éditeur
☐ Diffuseur
☐ Distributeur



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**Avenant n°3 de la convention financière de prestations de service de restauration au
profit des personnels de l'Université Jean Moulin Lyon 3
au sein de la cafétéria « Cool heure café »
n°2023-11-G-157**

Entre les soussignés :

Le Centre Régional des Œuvres universitaires et Scolaires de Lyon

Sis 59, rue de la Madeleine – 69365 LYON CEDEX 07

Représenté par Monsieur Christian CHAZAL, directeur général du Crous de Lyon

Ci-après dénommé « **le Crous** »

D'une part,

Et

L'Université Jean Moulin Lyon 3

Dont le siège social est situé 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 LYON Cedex 08,

Représentée par Monsieur Eric CARPANO, en sa qualité de Président,

Ci-après dénommée « **l'Université** »,

D'autre part.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



- VU** les articles L.822-1 à L.822-5 du Code de l'Education ;
- VU** les articles R. 822-1 et R. 822-9 du Code de l'Education ;
- VU** la convention financière de prestations de service de restauration au profit des personnels de l'Université Jean Moulin Lyon 3 dans la cafétéria « Cool Heure Café » du Crous de Lyon du 01/09/2019 et ses avenants.

Il est convenu et arrêté ce qui suit

Article 1 – Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de prendre en compte l'augmentation du montant de la subvention spécifique de restauration accordée par l'Université à ses personnels.

Une annexe au présent avenant récapitule les tarifs et les nouvelles subventions applicables.

Article 2 – Entrée en vigueur de l'avenant :

Le présent avenant entre en vigueur le 01/01/2024 et fait partie intégrante de la convention précitée du 01/09/2019.

A l'exception de ce qui précède, les dispositions de la convention demeurent inchangées et continuent de régir les relations entre les parties.

Fait à Lyon, en deux exemplaires, le 13/11/2023.

**Le Président
de l'Université Jean Moulin Lyon 3**

**Le Directeur général
du Crous de Lyon**

Eric CARPANO

Christian CHAZAL

Annexe : Tarifs et subventions applicables

A compter du 01/01/2024, le prix perçu par le Crous et payé par l'agent pour son repas, dans la cafétéria « Cool Heure Café » du Crous, se décompose comme suit :

INM des agents	PRIX DU REPAS (HT)	PRIX DU REPAS (TTC)	Subvention (HT)	PIM (HT)	Prix payé par l'agent (HT)	Taux de TVA	Prix payé par l'agent (TTC)	Formule
≤ 534	5,07 €	5,07 €	3,00 €	1,39 €	0,68 €	0%	0,68 €	Formule plat chaud
	6,25 €	6,25 €			1,86 €		1,86 €	Formule plat chaud et périphérique
	8,61 €	8,61 €			4,22 €		4,22 €	Menu complet
> 534	5,07 €	5,07 €	3,00 €	0,00 €	2,07 €	0%	2,07 €	Formule plat chaud
	6,25 €	6,25 €			3,25 €		3,25 €	Formule plat chaud et périphérique
	8,61 €	8,61 €			5,61 €		5,61 €	Menu complet

La valeur du point supplémentaire est de 0.87 € HT.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**Avenant n°1 de la convention financière de prestations de service de restauration au
profit des personnels de l'Université Jean Moulin Lyon 3 dans le
restaurant « Manufacture des tabacs » du Crous de Lyon
N°2023-11-G-158**

Entre les soussignés :

Le Centre Régional des Œuvres universitaires et Scolaires de Lyon

Sis 59, rue de la Madeleine – 69365 LYON CEDEX 07

Représenté par Monsieur Christian CHAZAL, directeur général du Crous de Lyon

Ci-après dénommé « **le Crous** »

D'une part,

Et

L'Université Jean Moulin Lyon 3

Dont le siège social est situé 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 LYON Cedex 08,

Représentée par Monsieur Eric CARPANO, en sa qualité de Président,

Ci-après dénommée « **l'Université** »,

D'autre part.

- VU** les articles L.822-1 à L.822-5 du Code de l'Education ;
- VU** les articles R. 822-1 et R. 822-9 du Code de l'Education ;
- VU** la convention financière de prestations de service de restauration au profit des personnels de l'Université Jean Moulin Lyon 3 dans le restaurant « Manufacture des tabacs » du Crous de Lyon du 01/09/2022.

Il est convenu et arrêté ce qui suit

Article 1 – Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de prendre en compte l'augmentation du montant de la subvention spécifique de restauration accordée par l'Université à ses personnels.
Une annexe au présent avenant récapitule les tarifs et les nouvelles subventions applicables.

Article 2 – Entrée en vigueur de l'avenant :

Le présent avenant entre en vigueur le 01/01/2024 et fait partie intégrante de la convention précitée du 01/09/2019.

A l'exception de ce qui précède, les dispositions de la convention demeurent inchangées et continuent de régir les relations entre les parties.

Fait à Lyon, en deux exemplaires, le 13/11/2023.

**Le Président
de l'Université Jean Moulin Lyon 3**

**Le Directeur général
du Crous de Lyon**



Eric CARPANO

Christian CHAZAL



Annexe : Tarifs et subventions applicables

A compter du 01/01/2024, le prix perçu par le Crous et payé par l'agent pour son repas, dans le restaurant « Manufacture des tabacs » du Crous, se décompose comme suit :

INM des agents	PRIX DU REPAS (HT)	PRIX DU REPAS (TTC)	Subvention (HT)	PIM (HT)	Prix payé par l'agent (HT)	Taux de TVA	Prix payé par l'agent (TTC)
≤ 534	7,70 €	7,70 €	3,00 €	1,39 €	3,31 €	0%	3,31 €
> 534	7,70 €	7,70 €	3,00 €	0,00 €	4,70 €	0%	4,70 €

La valeur du point supplémentaire est de 0.87 € HT.

CONVENTION
N°2023-11-G-160
ATELIER DE THÉÂTRE EN ITALIEN

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 1C avenue des Frères Lumière | CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08
Représentée par son président, Monsieur le Professeur Éric CARPANO

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « L'ORGANISATEUR »,

D'une part,

ET

Ilaria MORETTI, entreprise individuelle sise 252bis rue Paul Bert – 69003 Lyon
Numéro de SIRET : 899 014 054 00014

Ilaria MORETTI, ci-après dénommée par le terme « LA PRODUCTRICE »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

Lieu de transmission et de démocratisation des arts et du savoir, **l'Université Jean Moulin Lyon 3** est aussi un lieu de culture, vivante et créative. Ouverte sur la Cité, Lyon 3 propose durant l'année universitaire une programmation culturelle gratuite aux étudiants, aux personnels et au grand public. Elle accueille chaque année des résidences d'artistes.

Le service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3 participe à l'accès à la culture pour tous, à la formation à la citoyenneté et au développement de l'esprit critique par l'éveil de la sensibilité artistique et de l'intelligence créative notamment par la mise en place d'ateliers de pratique artistique et de master classes.

Ilaria MORETTI, Docteur en philosophie, comédienne, metteuse en scène.

Diplômée de l'École d'art dramatique du Teatro San Giorgio, Ilaria MORETTI s'est formée en littérature italienne contemporaine à l'Université de Bergame avec un mémoire de Master 2 consacré au théâtre de Beppe Fenoglio. Elle est docteur en philosophie (ED 487 : Philosophie, Histoire, Création, Représentation) et lectrice d'italien à l'Université Jean Moulin Lyon 3 (IHRIM – UMR 5317). Sa thèse porte sur l'œuvre littéraire d'Elena Ferrante analysée par le biais des personnages féminins à la lumière de la méta-biographique et de la philosophie de la narration. Elle est chroniqueuse littéraire pour *Charta Sporca* (Université de Trieste) et elle a collaboré avec *Il fascino degli intellettuali*, *Doppiozero*, *Soft Revolution*, *Il lavoro culturale*, *Cronache letterarie*, *Critica letteraria*. Elle a suivi des séminaires centrés sur l'usage de la voix, le jeu de l'acteur et la mise en scène au Piccolo Teatro de Milan sous la direction de Luca Ronconi, Enrico D'Amato, Lydia Stix et Marise Flach. Elle s'est spécialisée en écriture dramaturgique au Teatro dei Filodrammatici de Milan grâce à un séminaire d'écriture et mise en scène centré sur le thème de l'autofiction et de la mémoire. Enseignante de théâtre en collège et au lycée, elle a travaillé pendant dix ans au sein de la compagnie théâtrale professionnelle Teatro Lavori in Corso en tant que comédienne et metteuse en scène en se confrontant

à différents registres théâtraux : répertoire classique, théâtre de rue, théâtre jeune public, itinérant et d'improvisation. Elle a participé aussi à différents festivals d'art dramatique comme In Mota Manens (Salerno) ou Per Amore o per Forza (Bergame). Elle a publié un essai monographique sur le théâtre de Beppe Fenoglio (*Oltre l'ultima quercia*, Unicopli, Milan, 2021) et elle a créé et dirige actuellement l'Atelier de théâtre en Italien de l'Université Jean Moulin Lyon 3 – Service des affaires culturelles. Elle est actuellement directrice artistique, scientifique et pédagogique de Meraki, le Festival international de théâtre universitaire, initié en 2021 par le service des affaires culturelles de Lyon 3 en partenariat avec le TNP Villeurbanne.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

La PRODUCTRICE s'engage à diriger et animer pour les étudiants de l'Université Jean Moulin Lyon 3 un atelier de théâtre en italien ouvert à la bonification culture. La restitution de l'atelier se tiendra dans le cadre de la troisième édition du festival MERAKI le **samedi 1^{er} juin 2024** à la MJC Monplaisir – salle de spectacle Le Karbone.

Les répétitions se dérouleront les **lundis de 18h à 20h30** à compter du **25 septembre 2023** jusqu'au **13 mai 2024**, à l'exception des congés universitaires, soit 27 séances de deux heures trente (ce qui équivaut à soixante-sept heures trente). Une répétition supplémentaire de sept heures trente se tiendra un samedi entre janvier et mai 2024. Les étudiants inscrits à cet atelier pourront demander à bénéficier de la bonification culture.

LIEU : Université Jean Moulin Lyon 3 – Campus de la Manufacture des Tabacs – 1, C avenue des Frères Lumière - Lyon 8^e.

Des ateliers pourront se tenir hors les murs de L'ORGANISATEUR.

L'ORGANISATEUR déclare accepter le contenu des séances précitées.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DE LA PRODUCTRICE

LA PRODUCTRICE s'engage à donner, dans les conditions définies ci-dessus, et dans le cadre du présent contrat 28 répétitions sur le lieu précité. Elle assumera la responsabilité artistique de l'atelier.

En cas de séance hors les murs, LA PRODUCTRICE s'engage à en informer le service des affaires culturelles et les étudiants inscrits au moins 15 jours avant la date de ladite séance.

En cas d'indisponibilité de l'intervenante pour des raisons de santé ou autres, LA PRODUCTRICE s'engage à déplacer la séance prévue.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR mettra à disposition de LA PRODUCTRICE une salle pédagogique en ordre de marche à **partir du lundi 25 septembre 2023** pour permettre la bonne tenue de l'atelier. Il assurera en outre le service général du lieu.

LA PRODUCTRICE a pris connaissance du dispositif technique de la salle et l'a validé. Les séances se dérouleront sous la responsabilité du service des affaires culturelles.

ARTICLE 4 - PRIX

Coût horaire : 58,50 €

L'ORGANISATEUR s'engage à verser, en deux versements, à LA PRODUCTRICE, en contrepartie de la présente cession sur présentation de **deux factures**, une somme globale de **quatre mille trois cent quatre-vingt-sept euros cinquante (4387,50 €)**, pour l'année universitaire 2023-2024 selon l'échéancier suivant :

Novembre 2023 : 12 séances de 2 heures trente soit 30 heures au total pour un coût global de **1755 €**
Avril 2024 : 15 séances de 2 heures trente et 1 séance de 7 heures trente soit 45 heures au total pour un coût global de **2632,50 €**

« TVA non applicable. Article 293 B du Code Général des Impôts »

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE PAIEMENT

Le règlement des sommes prévues à l'article 4 sera effectué après service fait par mandat administratif selon la réglementation en vigueur, sur présentation de factures **déposées sur la plateforme CHORUS PRO ou transmises par courrier** à : Université Jean Moulin Lyon 3, Agence Comptable - Service Facturier - 1C avenue des frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08

ET par messagerie électronique à **compta.fournisseurs@univ-lyon3.fr**,

à l'ordre de :

Ilaria MORETTI

IBAN : **FR76 1009 6180 0200 0619 4630 184** - BIC : **CMCIFRPP**

Etablissement : **10096** – Guichet : **18002** – N° Compte : **00061946301** – Clé RIB : **84**

Domiciliation : **CIC LYON REPUBLIQUE – 8 RUE DE LA REPUBLIQUE, 69001 - LYON**

ARTICLE 6 - RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

LA PRODUCTRICE se conformera au règlement intérieur de Lyon 3 et aux instructions techniques concernant les matériels et la sécurité. Elle assurera sa couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. Elle devra souscrire la police d'assurance de responsabilité civile adaptée aux actions conduites.

ARTICLE 7- ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat est régi par la loi française.

Le présent contrat se trouverait suspendu ou résilié de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.

Toutes modifications des conditions ou modalités d'exécution du présent partenariat, défini d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant.

En cas de non-respect de l'une des clauses du présent partenariat, chaque partie pourra résilier de plein droit l'accord 15 jours francs après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, en explicitant les griefs invoqués et demeurés sans réponse passé le délai d'un mois.

ARTICLE 8 - LOI APPLICABLE – RÉGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le 29.11.2023

En deux exemplaires originaux

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3
Le Président



Éric CARPANO

Pour l'entreprise individuelle

Ilaria MORETTI

CONVENTION
N°2023-11-G-161
ATELIER DE THÉÂTRE FORUM
CIE LES TRANSFORMATEURS

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
sise 1 rue de l'Université, 69007 LYON
Représentée par son président, Monsieur le Professeur Éric CARPANO

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « L'ORGANISATEUR »,

D'une part,

ET

La Compagnie LES TRANSFORMATEURS, association loi 1901
Adresse et siège social : 21 rue St Victorien 69003 Lyon
Numéro de SIRET : 393 042 742 000 89
APE : 9001Z
Licences d'entrepreneur du spectacle :
PLATESV-R-2022-003537 (licence 2) / PLATESV-R-2022-003538 (licence 3)
Représentée par sa présidente, Olivia FERRAND

La Cie LES TRANSFORMATEURS sera dénommée ci-après par le terme « LE PRODUCTEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

Lieu de transmission et de démocratisation des arts et du savoir, l'**Université Jean Moulin Lyon 3** est aussi un lieu de culture, vivante et créative. Ouverte sur la Cité, Lyon 3 propose durant l'année universitaire une programmation culturelle gratuite aux étudiants, aux personnels et au grand public. Elle accueille chaque année des résidences d'artistes.

Le service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3 participe à l'accès à la culture pour tous, à la formation à la citoyenneté et au développement de l'esprit critique par l'éveil de la sensibilité artistique et de l'intelligence créative notamment par la mise en place d'ateliers de pratique artistique et de master classes.

La Compagnie LES TRANSFORMATEURS

Créés en 1992, Les Transformateurs s'intéressent aux principes de décalage, au détournement des codes de représentation et des modes de perception. Les Transformateurs cherchent à parler d'aujourd'hui aux gens d'aujourd'hui en interrogeant nos préoccupations contemporaines (la frontière, la bioéthique, le travail, le rêve, la mémoire, l'habitat, la / l'(a)normalité...). Les questions de l'humain et de l'identité tracent le fil rouge de leur réflexion. Au-delà des genres et des « cloisonnements » qu'ils peuvent parfois induire, chaque idée directrice donne naissance à un projet singulier qui tente de dépasser les rapports conventionnels existants entre le plateau et la salle, le public et les artistes. À chaque nouvelle création, Les Transformateurs cherchent à définir la juste place de celui-ci : au plateau, dans l'espace public ou à la croisée. Les Transformateurs développent une pratique scénique originale qui associe plusieurs modes d'expression : théâtre, danse, musique, vidéo, marionnette, cirque... C'est le propre de leur identité.

Depuis septembre 2021, la compagnie Les Transformateurs dirige l'atelier de théâtre forum de l'Université Jean Moulin Lyon 3, atelier initié par le service des affaires culturelles de Lyon 3 dans le cadre d'un partenariat entre l'Université Jean Moulin Lyon 3 et la LICRA Auvergne-Rhône-Alpes autour d'actions croisées de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et de promotion de la laïcité.

IL EST CONVENU CE QUI SUIV :

Le PRODUCTEUR s'engage à mettre à disposition une metteuse en scène, **Séverine PUEL**, pour la direction d'un atelier de théâtre forum avec la participation des étudiants de L'Université Jean Moulin Lyon 3. Cet atelier donnera lieu à deux restitutions, une en fin de chaque semestre universitaire : la première en **décembre 2023** en partenariat avec le Lycée Edouard Herriot (Lyon 6^{ème}) et la seconde au **printemps 2024**, à l'occasion du Festival des ateliers de pratique artistique *L'Art au Moulin*, en partenariat avec la LICRA Auvergne-Rhône-Alpes.

Les répétitions se dérouleront les **mardis de 18h à 20h** à compter du **26 septembre 2023** jusqu'au **9 avril 2024**, à l'exception des congés universitaires, soit 20 séances de deux heures (ce qui équivaut à environ **40 heures**).

Les étudiants inscrits à l'atelier de création théâtrale pourront demander à bénéficier de la bonification culture.

LIEUX :

Université Jean Moulin Lyon 3, Campus des Quais :

PALAIS DE L'UNIVERSITÉ / 15 quai Claude Bernard - Lyon 7e

BÂTIMENT ATHÉNA-DUGAS / 7 rue Chevreul - Lyon 7e

CENTRE DE LA RECHERCHE EUGÈNE CHEVREUL / 18 rue Chevreul - Lyon 7e

IUT JEAN MOULIN / 88 rue Pasteur - Lyon 7e

MILC - Maison Internationale des Langues et des Cultures / 35 rue Raulin - Lyon 7^e

Des ateliers pourront se tenir hors les murs de L'ORGANISATEUR.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIV :

ARTICLE 1 - OBJET

Le PRODUCTEUR s'engage à donner, dans les conditions définies ci-après et dans le cadre du présent contrat, 20 séances d'ateliers sur les lieux précités.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

Le PRODUCTEUR assumera la responsabilité artistique des séances d'atelier.

En cas d'indisponibilité de la metteuse en scène habituelle pour des raisons de santé ou autres, le PRODUCTEUR s'engage à déplacer la séance prévue ou à remplacer la metteuse en scène par un(e) autre de compétence équivalente.

En cas de séance hors les murs, le PRODUCTEUR s'engage à en informer le service des affaires culturelles et les étudiants inscrits à l'atelier au moins 15 jours avant la date de ladite séance.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR mettra à disposition du PRODUCTEUR une salle pédagogique en ordre de marche à **partir du mardi 26 septembre 2023** pour permettre la bonne tenue de l'atelier. Il assurera en outre le service général du lieu.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le 29.11.2023

En deux exemplaires originaux

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3
Le Président

Pour la Cie Les Transformateurs
La Présidente

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a long, horizontal stroke that tapers to the right.

Éric CARPANO

Olivia FERRAND

Le PRODUCTEUR a pris connaissance du dispositif technique de la salle et l'a validé.

Les séances se dérouleront sous la responsabilité du service des affaires culturelles.

ARTICLE 4 - PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser en deux versements (novembre 2023 ; avril 2024), au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession sur présentation de deux factures, une somme globale de **deux mille deux cent dix-huit euros hors taxes (2218 € HT) avec une TVA de 5,5 %, soit un total de deux mille trois cent quarante euros toutes taxes comprises (2340 € TTC)** pour l'année 2023-24 pour 20 séances de 2 heures soit 40 heures, selon l'échéancier suivant :

Novembre 2023 (20 heures) : 1109 € HT + 5,5 % TVA = 1170 € TTC

Avril 2024 (20 heures) : 1109 € HT + 5,5 % TVA = 1170 € TTC

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE PAIEMENT

Le règlement des sommes prévues à l'article 4 sera effectué après service fait par mandat administratif selon la réglementation en vigueur, sur présentation de factures **déposées sur la plateforme CHORUS PRO ou transmises par courrier** à : Université Jean Moulin Lyon 3, Agence Comptable - Service Facturier - 1C avenue des frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08

ET par messagerie électronique à **compta.fournisseurs@univ-lyon3.fr**,

à l'ordre de :

CIE LES TRANSFORMATEURS

IBAN : **FR 3000 3024 8300 0500 3830 991** - BIC-ADRESSE SWIFT : **SOGEFRPP**

Titulaire du compte : **Les Transformateurs**

Établissement : **Banque SG**

Domiciliation : **LYON GUILLOTIERE**

ARTICLE 6 - RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

LE PRODUCTEUR se conformera au règlement intérieur de Lyon 3 et aux instructions techniques concernant les matériels et la sécurité. La metteuse en scène de l'atelier assurera sa couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. Elle devra souscrire les polices d'assurance de responsabilité civile adaptées aux actions conduites et fournir une attestation au service des affaires culturelles.

ARTICLE 7 - ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat est régi par la loi française.

Le présent contrat se trouverait suspendu ou résilié de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.

Toutes modifications des conditions ou modalités d'exécution du présent partenariat, défini d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant.

En cas de non-respect de l'une des clauses du présent partenariat, chaque partie pourra résilier de plein droit l'accord 15 jours francs après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, en explicitant les griefs invoqués et demeurés sans réponse passé le délai d'un mois.

ARTICLE 8 - LOI APPLICABLE – RÉGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

CONVENTION
N°2023-11-G-161
ATELIER DE THÉÂTRE FORUM
CIE LES TRANSFORMATEURS

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
sise 1 rue de l'Université, 69007 LYON
Représentée par son président, Monsieur le Professeur Éric CARPANO

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « L'ORGANISATEUR »,

D'une part,

ET

La Compagnie LES TRANSFORMATEURS, association loi 1901
Adresse et siège social : 21 rue St Victorien 69003 Lyon
Numéro de SIRET : 393 042 742 000 89
APE : 9001Z
Licences d'entrepreneur du spectacle :
PLATESV-R-2022-003537 (licence 2) / PLATESV-R-2022-003538 (licence 3)
Représentée par sa présidente, Olivia FERRAND

La Cie LES TRANSFORMATEURS sera dénommée ci-après par le terme « LE PRODUCTEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

Lieu de transmission et de démocratisation des arts et du savoir, l'**Université Jean Moulin Lyon 3** est aussi un lieu de culture, vivante et créative. Ouverte sur la Cité, Lyon 3 propose durant l'année universitaire une programmation culturelle gratuite aux étudiants, aux personnels et au grand public. Elle accueille chaque année des résidences d'artistes.

Le service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3 participe à l'accès à la culture pour tous, à la formation à la citoyenneté et au développement de l'esprit critique par l'éveil de la sensibilité artistique et de l'intelligence créative notamment par la mise en place d'ateliers de pratique artistique et de master classes.

La Compagnie LES TRANSFORMATEURS

Créés en 1992, Les Transformateurs s'intéressent aux principes de décalage, au détournement des codes de représentation et des modes de perception. Les Transformateurs cherchent à parler d'aujourd'hui aux gens d'aujourd'hui en interrogeant nos préoccupations contemporaines (la frontière, la bioéthique, le travail, le rêve, la mémoire, l'habitat, la / l'(a)normalité...). Les questions de l'humain et de l'identité tracent le fil rouge de leur réflexion. Au-delà des genres et des « cloisonnements » qu'ils peuvent parfois induire, chaque idée directrice donne naissance à un projet singulier qui tente de dépasser les rapports conventionnels existants entre le plateau et la salle, le public et les artistes. À chaque nouvelle création, Les Transformateurs cherchent à définir la juste place de celui-ci : au plateau, dans l'espace public ou à la croisée. Les Transformateurs développent une pratique scénique originale qui associe plusieurs modes d'expression : théâtre, danse, musique, vidéo, marionnette, cirque... C'est le propre de leur identité.

Depuis septembre 2021, la compagnie Les Transformateurs dirige l'atelier de théâtre forum de l'Université Jean Moulin Lyon 3, atelier initié par le service des affaires culturelles de Lyon 3 dans le cadre d'un partenariat entre l'Université Jean Moulin Lyon 3 et la LICRA Auvergne-Rhône-Alpes autour d'actions croisées de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et de promotion de la laïcité.

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Le PRODUCTEUR s'engage à mettre à disposition une metteure en scène, **Séverine PUEL**, pour la direction d'un atelier de théâtre forum avec la participation des étudiants de L'Université Jean Moulin Lyon 3. Cet atelier donnera lieu à deux restitutions, une en fin de chaque semestre universitaire : la première en **décembre 2023** en partenariat avec le Lycée Edouard Herriot (Lyon 6^{ème}) et la seconde au **printemps 2024**, à l'occasion du Festival des ateliers de pratique artistique *L'Art au Moulin*, en partenariat avec la LICRA Auvergne-Rhône-Alpes.

Les répétitions se dérouleront les **mardis de 18h à 20h** à compter du **26 septembre 2023** jusqu'au **9 avril 2024**, à l'exception des congés universitaires, soit 20 séances de deux heures (ce qui équivaut à environ **40 heures**).

Les étudiants inscrits à l'atelier de création théâtrale pourront demander à bénéficier de la bonification culture.

LIEUX :

Université Jean Moulin Lyon 3, Campus des Quais :

PALAIS DE L'UNIVERSITÉ / 15 quai Claude Bernard - Lyon 7e

BÂTIMENT ATHÉNA-DUGAS / 7 rue Chevreul - Lyon 7e

CENTRE DE LA RECHERCHE EUGÈNE CHEVREUL / 18 rue Chevreul - Lyon 7e

IUT JEAN MOULIN / 88 rue Pasteur - Lyon 7e

MILC - Maison Internationale des Langues et des Cultures / 35 rue Raulin - Lyon 7^e

Des ateliers pourront se tenir hors les murs de L'ORGANISATEUR.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Le PRODUCTEUR s'engage à donner, dans les conditions définies ci-après et dans le cadre du présent contrat, 20 séances d'ateliers sur les lieux précités.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

Le PRODUCTEUR assumera la responsabilité artistique des séances d'atelier.

En cas d'indisponibilité de la metteure en scène habituelle pour des raisons de santé ou autres, le PRODUCTEUR s'engage à déplacer la séance prévue ou à remplacer la metteure en scène par un(e) autre de compétence équivalente.

En cas de séance hors les murs, le PRODUCTEUR s'engage à en informer le service des affaires culturelles et les étudiants inscrits à l'atelier au moins 15 jours avant la date de ladite séance.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR mettra à disposition du PRODUCTEUR une salle pédagogique en ordre de marche à **partir du mardi 26 septembre 2023** pour permettre la bonne tenue de l'atelier. Il assurera en outre le service général du lieu.

Le PRODUCTEUR a pris connaissance du dispositif technique de la salle et l'a validé.

Les séances se dérouleront sous la responsabilité du service des affaires culturelles.

ARTICLE 4 - PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser en deux versements (novembre 2023 ; avril 2024), au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession sur présentation de deux factures, une somme globale de **deux mille deux cent dix-huit euros hors taxes (2218 € HT) avec une TVA de 5,5 %, soit un total de deux mille trois cent quarante euros toutes taxes comprises (2340 € TTC)** pour l'année 2023-24 pour 20 séances de 2 heures soit 40 heures, selon l'échéancier suivant :

Novembre 2023 (20 heures) : 1109 € HT + 5,5 % TVA = 1170 € TTC

Avril 2024 (20 heures) : 1109 € HT + 5,5 % TVA = 1170 € TTC

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE PAIEMENT

Le règlement des sommes prévues à l'article 4 sera effectué après service fait par mandat administratif selon la réglementation en vigueur, sur présentation de factures **déposées sur la plateforme CHORUS PRO ou transmises par courrier** à : Université Jean Moulin Lyon 3, Agence Comptable - Service Facturier - 1C avenue des frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08

ET par messagerie électronique à **compta.fournisseurs@univ-lyon3.fr**,

à l'ordre de :

CIE LES TRANSFORMATEURS

IBAN : **FR 3000 3024 8300 0500 3830 991** - BIC-ADRESSE SWIFT : **SOGEFRPP**

Titulaire du compte : **Les Transformateurs**

Établissement : **Banque SG**

Domiciliation : **LYON GUILLOTIERE**

ARTICLE 6 - RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

LE PRODUCTEUR se conformera au règlement intérieur de Lyon 3 et aux instructions techniques concernant les matériels et la sécurité. La metteure en scène de l'atelier assurera sa couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. Elle devra souscrire les polices d'assurance de responsabilité civile adaptées aux actions conduites et fournir une attestation au service des affaires culturelles.

ARTICLE 7 - ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat est régi par la loi française.

Le présent contrat se trouverait suspendu ou résilié de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.

Toutes modifications des conditions ou modalités d'exécution du présent partenariat, défini d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant.

En cas de non-respect de l'une des clauses du présent partenariat, chaque partie pourra résilier de plein droit l'accord 15 jours francs après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, en explicitant les griefs invoqués et demeurés sans réponse passé le délai d'un mois.

ARTICLE 8 - LOI APPLICABLE – RÉGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le 23.11.2023

En deux exemplaires originaux

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3
Le Président

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke with a large loop at the beginning and a small hook at the end.

Éric CARPANO

Pour la Cie Les Transformateurs
La Présidente

Olivia FERRAND



CONVENTION D'AIDE À LA PUBLICATION

N°2023-11-G-162

Entre :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Dont le siège social se situe : 1C avenue des frères Lumière
CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son Président, le Professeur Éric CARPANO

Agissant ès qualités et pour le compte du service général de la Recherche, représenté par la Vice-Présidente chargée de la Recherche, le Professeur Isabelle DELPLA et pour le compte l'Institut de Recherches Philosophiques de Lyon (IRPHIL) UR 4187, représenté par le Professeur Mai LEQUAN directrice de l'IRPhIL

Ci-après désigné « UNIVERSITÉ »

Et

Nom de l'éditeur : Éditions Kimé

Dont le siège social se situe : 2 Impasse des Peintres 75002 Paris

Représenté par son Directeur Général : Béatrice Charrié

Ci-après désigné « Éditeur »

Vu le code de l'Éducation,

Vu le code de la Propriété Intellectuelle,

Par cette convention, il est convenu ce qui suit :

Préambule :

Les Éditions Éditions Kimé et L'Unité de Recherche 4187 IRPHIL représentée par sa Directrice, le Professeur Mai LEQUAN, en accord avec l'UNIVERSITÉ, ont accepté de publier l'ouvrage « Poème allégorique du Capital. Baudelaire chez Benjamin ».

Article 1 – Objet : Aide à la publication de l'ouvrage

Dans le cadre du projet initié par l'auteur Yoann Loir de l'Université Jean Moulin Lyon 3, membre titulaire de l'IRPhIL, pour son travail de recherche soutenu par l'UNIVERSITÉ, celle-ci a décidé de verser une aide à la publication à l'ÉDITEUR en vue de l'édition de l'ouvrage précité.

La parution est prévue au cours du mois de septembre 2023, dans la collection Transhumanisme

L'ouvrage sera édité format 14,5 x 21 cm

Article 2 – Date et Durée :

La présente convention prend effet à la date de la signature par les parties, pour une durée de 15 mois.

Cette participation financière sera versée au cours de l'année 2023 sur présentation d'une facture adressée à l'IRPhIL de l'Université Jean Moulin Lyon 3

Coordonnées bancaires de l'ÉDITEUR :

Domiciliation : HSBC FR PARIS SEBASTOPOL

Code banque : 30056

Code guichet : 00071

Numéro de compte : 00710024342

Clé RIB : 13

IBAN : FR76 3005 6000 7100 7100 2434 213

Cette convention pourra être dénoncée à tout moment moyennant un préavis d'un mois adressé dans les formes officielles (lettre recommandée avec accusé de réception) à l'autre partie.

Article 3 – Correspondants de l'Université Jean Moulin Lyon 3 :

Pour l'exécution de la présente convention, le correspondant est : Madame Mai LEQUAN (Université Jean Moulin Lyon 3 – UR 4187 IRPhIL).

Toutes les demandes d'informations complémentaires concernant l'exécution de la prestation pourront être adressées :

Pour l'UNIVERSITÉ : Masoud Khatibi– Courrier : Université Jean Moulin Lyon 3, UR IRPHIL bureau 403 - 18 rue Chevreul 69007 Lyon - Téléphone : +33 (0)4 26 31 85 76 – E-mail : masoud.khatibi@univ-lyon3.fr.

Pour l'ÉDITEUR : – Courrier : 2 impasse des Peintres 75002 Paris – Téléphone : 01 42 21 30 72 – E-mail : kime.editions@wanadoo.fr

Article 4 – Modalités de paiement :

Le montant de l'aide à la publication citée en objet est fixé à 3000 euros (€) TTC payable après service fait (publication des premiers exemplaires). Cette somme financera une partie des frais d'édition de l'ouvrage.

L'ÉDITEUR sera payé sur présentation d'une facture libellée de la manière suivante :

Université Jean Moulin Lyon 3
Agence comptable
Service Facturier
CIHAM UMR 5648 : 913x327
1C avenue des frères Lumière
CS 78242
69372 LYON CEDEX 08

Cette facture devra mentionner le contenu de la convention. Elle fera l'objet d'un paiement par mandat administratif dans les délais réglementaires dès que la totalité des pièces aura été fournie par le contractant. (RIB – Relevé d'Identité Bancaire, convention signée, facture conforme).

Article 5 – Prix de l'ouvrage, remise d'ouvrages à titre gratuit et rabais :

L'ouvrage sera vendu au prix de 33,17 € HT + 5,5 % de TVA, soit 35 € TTC (format 14,5 x 21 cm, 450 pages, blanc et noir).

Les éditions Kimé s'engagent à faire parvenir 2 exemplaires de l'ouvrage à titre gratuit à l'université au profit de l'unité de recherche IRPhIL et de la bibliothèque universitaire. Deux autres exemplaires de l'ouvrage seront remis à titre gratuit à l'auteur.

Le centre de recherche et l'auteur bénéficieront d'un rabais de 40% sur le prix du livre.

Article 6 – Mention de la participation sur l'ouvrage :

La participation de l'Unité de Recherche IRPhIL sera mentionnée en page de mention légale par la formule « avec le soutien de l'Unité de Recherche IRPhIL ».

Le logo de l'Université Jean Moulin Lyon 3 sera également apposé sur cette page.

Article 7 – Cession de fonds

L'ÉDITEUR s'engage à ne pas transmettre à titre gracieux ou onéreux, ou par voie d'apport en société, le bénéfice de la présente convention à des tiers, indépendamment de son fonds de commerce, sans avoir préalablement obtenu l'autorisation de l'UNIVERSITÉ. En cas d'aliénation du fonds de commerce, si celle-ci est de nature à compromettre gravement les intérêts matériels et moraux de l'UNIVERSITÉ, celle-ci est fondée à obtenir réparation, même par voie de résiliation du contrat.

Article 8 – Promotion et commercialisation :

L'ouvrage sera mis en vente par tous les moyens habituels (librairies, sites internet, etc.). Les logos de l'ÉDITEUR, de l'IRPhIL et de l'Université Jean Moulin Lyon 3 devront apparaître sur tous les documents publicitaires (communiqués, affiches, flyers)

Article 9 – Modification :

Toute modification à la présente convention doit faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

Article 10 – Résiliation :

L'Université Jean Moulin Lyon 3 se réserve le droit d'annuler sa subvention si l'ouvrage n'est pas paru d'ici le 31/12/2023 ou en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses.

Cette résiliation deviendra effective deux (2) mois après l'envoi par le cocontractant plaignant d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie, exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai le cocontractant défaillant n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas le cocontractant défaillant de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation de la présente convention.

Les dispositions prévues à l'article 4 resteront en vigueur nonobstant l'expiration ou la résiliation de la présente convention.

Article 11 – Différends et litiges éventuels :

Si une contestation ou un différend éventuel n'a pu être réglé à l'amiable, le litige sera porté devant la juridiction compétente.

Fait à Lyon, en quatre exemplaires, le 29.11.2023

Le Président de l'Université Jean Moulin Lyon 3
Éric CARPANO



La Directrice des Editions
Kimé
Béatrice CHARRIÉ

La Vice-Présidente chargée de la Recherche
Isabelle DELPLA

La Directrice de l'UR IRPhL
Mai LEQUAN

CONVENTION
N°2023-11-G-164
ATELIER DE CRÉATION THÉÂTRALE
CIE LE RAYON VERT

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 1C avenue des Frères Lumière | CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08
Représentée par son président, Monsieur le Professeur Éric CARPANO

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « L'ORGANISATEUR »,

D'une part,

ET

Le Rayon Vert – Compagnie d'Arts Vivants
39 Impasse Dorieux - 69380 CHÂTILLON
Numéro de SIRET: 524 874 401 00010
APE : 9001Z
Représentée par son président, Monsieur Bernard BOCH

La C^{ie} **Le Rayon Vert** sera désignée ci- par le terme « LE PRODUCTEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

Lieu de transmission et de démocratisation des arts et du savoir, **l'Université Jean Moulin Lyon 3** est aussi un lieu de culture, vivante et créative. Ouverte sur la Cité, Lyon 3 propose durant l'année universitaire une programmation culturelle gratuite aux étudiants, aux personnels et au grand public. Elle accueille chaque année des résidences d'artistes.

Le service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3 participe à l'accès à la culture pour tous, à la formation à la citoyenneté et au développement de l'esprit critique par l'éveil de la sensibilité artistique et de l'intelligence créative notamment par la mise en place d'ateliers de pratique artistique et de master classes.

Corinne GINISTI est comédienne rattachée à la Compagnie Le Rayon Vert et metteuse en scène depuis 30 ans. Elle a joué avec de nombreux metteurs en scène : Philippe Faure, Françoise Maimone, Sylvie Mongin Algan, Bernard Rozet, Florence Mallet. Elle crée et monte de nombreux spectacles entre autres "Ciel, mon Feydeau", "En plein Cœur" à partir de témoignages sur la guerre, ou encore les "Règles du savoir-vivre dans la société moderne" de JL Lagarce. Avec la Compagnie du Rayon Vert, elle privilégie le théâtre musical avec la création de spectacles pour enfants qui mêlent les chansons et le conte ("1, 2, 3 ...Noël", "le Petit Canard Bizarre", "la petite fille et le Loup") et des spectacles pour adultes comme "Un rire a parcouru la Terre", sur des textes poétiques de R. Tagore. En mars 2022 elle a créé et mis en scène le spectacle « Femmes Debout » à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Elle travaille avec les publics dits « empêchés » et avec l'ARFRIPS (école de formation pour les éducateurs spécialisés). Elle est certifiée professeur de Technique FM Alexander et de Coordination Respiratoire MDH.

Rémi ABDELLI, comédien et metteur en scène, a commencé le théâtre au lycée en 2012, puis a continué dans l'atelier de création théâtrale dirigé par Corinne GINISTI à l'université Jean Moulin Lyon

3, durant ses études de philosophie, années durant lesquelles il a aussi rejoint l'association Troupe Lyon III en tant que comédien. En 2018, en parallèle d'études de psychologie, il a intégré la classe préparatoire de l'école Arts en Scène puis a poursuivi sa formation professionnelle de comédien l'année suivante. Depuis 2018, il participe à des cours amateurs en tant qu'assistant pédagogue et assistant metteur en scène, entre autres auprès de Corinne GINISTI. En 2022, il est assistant metteur en scène et comédien sur « Femmes Debout », spectacle écrit et réalisé par Corinne GINISTI.

IL EST CONVENU CE QUI SUIV :

Le PRODUCTEUR s'engage à mettre à disposition une metteure en scène, **Corinne GINISTI**, et un assistant metteur en scène, **Rémi ABDELLI**, pour la direction d'un atelier de théâtre en français avec la participation des étudiants de L'Université Jean Moulin Lyon 3. Cet atelier donnera lieu à une restitution le **vendredi 31 mai 2024** à l'occasion de la troisième édition du Festival International de Théâtre Universitaire – MERAKI, à la MJC Monplaisir – Salle de spectacle Le Karbone.

Les répétitions se dérouleront tous les **mercredis** de **18h à 20h30** à compter du **27 septembre 2023** jusqu'au **30 avril 2024**, à l'exception des congés universitaires, soit 24 séances de deux heures trente (ce qui équivaut à **60 heures**).

Les étudiants inscrits à l'atelier pourront demander à bénéficier de la bonification culture.

LIEU : Université Jean Moulin Lyon 3 – Campus de la Manufacture des Tabacs –1, C avenue des Frères Lumière - Lyon 8^e. Des ateliers pourront se tenir hors les murs de L'ORGANISATEUR.

L'ORGANISATEUR déclare accepter le contenu des séances précitées.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIV :

ARTICLE 1 - OBJET

Le PRODUCTEUR s'engage à donner, dans les conditions définies ci-après et dans le cadre du présent contrat, 24 séances d'ateliers sur le lieu précité.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

Le PRODUCTEUR assumera la responsabilité artistique des séances d'atelier.

En cas d'indisponibilité de la metteure en scène et de l'assistant metteur en scène habituels pour des raisons de santé ou autres, le PRODUCTEUR s'engage à déplacer la séance prévue ou à remplacer la metteure en scène ou l'assistant metteur en scène par un(e) autre de compétence équivalente.

En cas de séance hors les murs, le PRODUCTEUR s'engage à en informer le service des affaires culturelles et les étudiants inscrits à l'atelier au moins 15 jours avant la date de ladite séance.

Le PRODUCTEUR s'engage à restituer le travail artistique des étudiants de l'atelier le **vendredi 31 mai 2024** à l'occasion de la troisième édition du Festival International de Théâtre Universitaire – MERAKI, à la MJC Monplaisir – Salle de spectacle Le Karbone.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR mettra à disposition du PRODUCTEUR une salle pédagogique en ordre de marche à **partir du mercredi 27 septembre 2023** pour permettre la bonne tenue de l'atelier. Il assurera en outre le service général du lieu.

Le PRODUCTEUR a pris connaissance du dispositif technique de la salle et l'a validé.

Les séances se dérouleront sous la responsabilité du service des affaires culturelles.

ARTICLE 4 - PRIX

Coût horaire : 58,50 €

L'ORGANISATEUR s'engage à verser, en deux versements, au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession sur présentation de **deux factures**, une somme globale de **trois mille cinq cent dix euros (3510 €)**, pour l'année universitaire 2023-2024 selon l'échéancier suivant :

Novembre 2023 : 12 séances de 2 heures trente soit 30 heures au total pour un coût global de **1755 €**
Avril 2024 : 12 séances de 2 heures trente soit 30 heures au total pour un coût global de **1755 €**

« TVA non applicable. Article 293 B du Code Général des Impôts »

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE PAIEMENT

Le règlement des sommes prévues à l'article 4 sera effectué après service fait par mandat administratif selon la réglementation en vigueur, sur présentation de factures **déposées sur la plateforme CHORUS PRO ou transmises par courrier** à : Université Jean Moulin Lyon 3, Agence Comptable - Service Facturier - 1C avenue des frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08

ET par messagerie électronique à **compta.fournisseurs@univ-lyon3.fr**,

à l'ordre de :

Le Rayon Vert – Compagnie d'Arts Vivants

IBAN (International Bank Account Number) BIC (Bank Identification Code)

FR35 2004 1010 0715 8664 0G03 840 PSSTFRPLYO

Code Banque Code Guichet N° du compte Clé RIB Domiciliation/Paying Bank

20041 01007 1586640G038 40 La Banque Postale-Centre Financier 69900 Lyon cedex 20

ARTICLE 6 - RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

LE PRODUCTEUR se conformera au règlement intérieur de Lyon 3 et aux instructions techniques concernant les matériels et la sécurité. La metteure en scène et l'assistant metteur en scène de l'atelier assureront leur couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. Ils devront souscrire les polices d'assurance de responsabilité civile adaptées aux actions conduites et fournir une attestation au service des affaires culturelles.

ARTICLE 7- ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat est régi par la loi française.

Le présent contrat se trouverait suspendu ou résilié de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.

Toutes modifications des conditions ou modalités d'exécution du présent partenariat, défini d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant.

En cas de non-respect de l'une des clauses du présent partenariat, chaque partie pourra résilier de plein droit l'accord 15 jours francs après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, en explicitant les griefs invoqués et demeurés sans réponse passé le délai d'un mois.

ARTICLE 8 - LOI APPLICABLE – RÉGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le 29.11.2023

En deux exemplaires originaux

**Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3
Le Président**



Éric CARPANO

**Pour la Cie Le Rayon Vert
Le Président**

Bernard BOCH

**CONVENTION ENTRE
L'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
ET LA FONDATION INNOVATION ET TRANSITIONS
N° 2023-11-G-165**

ENTRE

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, 1 Avenue des Frères Lumière – 69008 Lyon
Représentée par son président, Monsieur Eric Carpano,
Ci-après dénommée « l'Université »,

ET

La Fondation Innovation et Transitions, Instituée par décret du 23 mars 2012 sous le nom de « Fondation pour l'Université de Lyon », reconnue d'utilité publique par décret du 24 octobre 1988 et régie par les statuts modifiés par décret du 20 décembre 2022, dont le siège social est situé 3 Place de la Bourse 69002 Lyon, représentée par sa Directrice générale, Madame Cécile Cassin, dûment habilitée,

Préambule :

La Fondation pour l'Université de Lyon a été créée en 2012 par une volonté commune du monde économique, de l'Université de Lyon et des acteurs publics. Ces partenaires partagent en effet la conviction profonde que le développement socio-économique du territoire et le développement de son pôle d'enseignement supérieur et de recherche vont de pair. Depuis, la Fondation pour l'Université de Lyon a connu une refonte statutaire, validée par le Conseil d'Etat le 20 décembre 2022, et porte désormais le nom de « Fondation Innovation et Transitions ».

La Fondation a pour objectif de favoriser le progrès de la connaissance et de l'innovation scientifique et technologique et de contribuer au rayonnement et au développement industriel, économique et social de la région de Lyon et de Saint-Etienne.

La Fondation est habilitée à recevoir des dons dans le cadre de la loi n°87-571 du 23/07/1987 sur le mécénat.

Par convention conclue le 07 novembre 2022, l'Université et la Fondation ont déterminé leurs engagements réciproques pour l'organisation de l'édition 2022 des Journées de l'Économie et prévu de conclure une convention spécifique pour les éditions ultérieures.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Université accepte d'apporter sa contribution financière à l'action de la Fondation pour la réalisation des Journées de l'Économie (JECO) organisées du 14 au 16 novembre 2023.

Article 2 : Modalités de mise en œuvre du partenariat

2.1 Obligations de l'Université :

Par la présente, et pour assurer la bonne organisation de l'édition 2023 des Journées de l'Économie, l'Université Jean Moulin Lyon 3 s'engage à verser à la Fondation la somme de **10 000 € (dix mille euros)** et à contribuer à l'organisation logistique des conférences au titre de cet événement sur ses campus. L'engagement de l'université au soutien des JECO s'inscrit dans le cadre de ses missions de service

public telles que définies à l'article L.123-3 du code de l'éducation.

2.2 Engagement de la Fondation :

La Fondation s'engage à faire apparaître le logo de l'Université ainsi que sa qualité de partenaire, à l'exclusion de tous messages publicitaires, sur :

- le site Internet des JECO en tant que partenaire de même rang que les mécènes du projet (Rubriques « Mécènes » et « Partenaires institutionnels ») ;
- le programme papier des JECO.

Elle s'engage par ailleurs à associer l'Université à l'organisation et à la programmation des JECO, sans que cet engagement ne constitue une contrepartie au niveau de la contribution mentionnée à l'article précédent.

2.3 Paiement :

L'Université s'engage à verser la contribution financière mentionnée au premier alinéa de l'article 2.1 de la présente convention en une seule fois à la signature de la présente convention sur présentation d'un appel de fonds émis par la Fondation.

La contribution est une subvention non soumise à la TVA.

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'édition 2023 des Journées de l'Économie, dans le cadre de la convention quinquennale conclue le 07 novembre 2022.

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un accord entre les parties.

Fait à Lyon, le 29.11.2023
en double exemplaire.

Pour l'Université Jean Moulin

Eric Carpano
Président



Pour la Fondation

Cécile CASSIN
Directrice Générale

CONVENTION D'AIDE À LA PUBLICATION :
Pour l'ouvrage « Promesses et limites de la psychiatrie personnalisée »

N° 2023-11-G-168

Entre :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

Dont le siège social se situe : 1C avenue des frères Lumière CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08.

Représentée par son Président, le Professeur Éric Carpano

Agissant en qualité et pour le compte de l'Institut de Recherches Philosophiques de Lyon (IRPhL), dirigé par le Professeur Mai Lequan.

Ci-après désigné « L'UNIVERSITÉ »

Et

L'Éditeur : Hermann Éditeurs des Sciences et Arts SA

Dont le siège social se situe : 6 rue Labrouste, 75 015 Paris

SIRET : 622 030 104 00047

Dont le représentant légal est Monsieur Philippe Fauvernier, Directeur général

Ci-après désigné « L'ÉDITEUR »

Vu le code de l'Éducation,

Vu le code de la Propriété Intellectuelle,

Mme Élodie Giroux, professeur des universités à l'Institut de Recherches Philosophiques de Lyon, ci-après désignée « L'AUTEUR », a participé à la réalisation de l'ouvrage intitulé **« Promesses et limites de la psychiatrie personnalisée »**.

Les Éditions Hermann ont accepté d'éditer cet ouvrage.

Par cette convention, il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet : Aide à la publication de l'ouvrage

Le projet de l'ouvrage « Promesses et limites de la psychiatrie personnalisée » a été initié par l'AUTEUR dans le cadre de son travail de recherche soutenu par l'UNIVERSITÉ. Celle-ci a décidé de verser une aide à la publication à l'ÉDITEUR en vue de l'édition de l'ouvrage précité.

La parution a été réalisée en 2023.

Article 2 – Projet éditorial

L'ouvrage intitulé « Promesses et limites de la psychiatrie personnalisée », de 306 pages environ, édité au format 150 x 230 mm, sera tiré à 500 exemplaires.

Le coût total des frais d'édition pour l'ÉDITEUR s'élève à 6 508 € TTC. Cela prend en compte notamment : la gestion éditoriale, les relectures, les corrections formelles, la mise en page, la structuration, la mise en page et le stockage.

Article 3 – Financement

Dans le cadre de ce projet éditorial, l'UNIVERSITÉ s'engage à accorder une aide financière de 853,36 € à l'ÉDITEUR.

Le montant de l'aide à la publication est fixé à 853,36 euros (€) TTC payable après service fait (publication de l'ouvrage). Cette somme financera une partie des frais d'édition de l'ouvrage.

L'ÉDITEUR sera payé sur présentation d'une facture libellée de la manière suivante :

Université Jean Moulin Lyon 3
Agence comptable
Service Facturier
1C avenue des frères Lumière
CS 78242
69372 LYON CEDEX 08

Cette facture devra mentionner le contenu de la convention. Elle fera l'objet d'un paiement par virement bancaire par l'université Jean Moulin Lyon 3.

La présente convention pourra être dénoncée à tout moment moyennant un préavis d'un mois adressé dans les formes officielles (lettre recommandée avec accusé de réception) à l'autre partie.

Article 4 - Droits de Propriété intellectuelle

La présente convention est exclusive de tout transfert de droits de propriété, les droits de propriété intellectuelle restant la propriété de l'auteur.

Article 5 – Correspondants

Pour l'exécution de la présente convention, les correspondants sont :

- Pour l'UNIVERSITÉ : représentant administratif (Masoud Khatibi – Gestionnaire du Laboratoire IRPHIL - Université Jean Moulin Lyon 3, 1C avenue des frères Lumière, CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08 – Téléphone : +33 (0)4 26 31 85 76 – E-mail : masoud.khatibi@univ-lyon3.fr).

- Pour l'ÉDITEUR : Camilla Taube - Responsable administrative Éditions Hermann - 6, rue Labrouste, 75015 Paris - 01 45 57 57 85 – mail : camilla.taube@editions-hermann.fr.

Toutes les demandes d'informations complémentaires concernant l'exécution de la prestation leurs seront adressées en priorité.

Article 6 – Remise d'exemplaires de l'ouvrages à titre gratuit et rabais

L'éditeur donnera, au titre des exemplaires d'auteur, 3 copies gratuites de l'ouvrage.

Par ailleurs, 1 copie supplémentaire sera remise au service général de la Recherche, adressée à Valérie DUTILLEUL, service général de la recherche - Université Jean Moulin Lyon 3, 1C avenue des frères Lumière, CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08.

Article 7 – Mention de la participation sur l'ouvrage

L'ÉDITEUR s'engage à indiquer à l'intérieur de l'ouvrage la mention suivante : « Ouvrage publié avec le soutien de l'Institut de recherches philosophiques de Lyon de l'Université Jean-Moulin Lyon 3 ».

Article 8 – Cession de fonds

L'ÉDITEUR s'engage à ne pas transmettre à titre gracieux ou onéreux, ou par voie d'apport en société, le bénéfice de la présente convention à des tiers, indépendamment de son fonds de commerce, sans avoir préalablement obtenu l'autorisation de l'UNIVERSITÉ. En cas d'aliénation du fonds de commerce, si celle-ci est de nature à compromettre gravement les intérêts matériels et moraux de l'UNIVERSITÉ, celle-ci est fondée à obtenir réparation, même par voie de résiliation du contrat.

Article 9 – Modification

Toute modification à la présente convention doit faire l'objet d'un avenant signé par les trois parties.

Article 10 – Résiliation

Dans le cas où l'ÉDITEUR ne pourrait pas faire face à son obligation de publier, il s'engage à reverser intégralement la participation financière à l'UNIVERSITÉ.

L'UNIVERSITÉ se réserve le droit d'annuler sa subvention si l'ouvrage n'est pas paru dans un délai de 6 mois maximum à compter de la remise du B.A.T de l'auteur ou en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses.

Toute résiliation deviendra effective deux (2) mois après l'envoi par le cocontractant plaignant d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie, exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai le cocontractant défaillant n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas le cocontractant défaillant de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation de la présente convention.


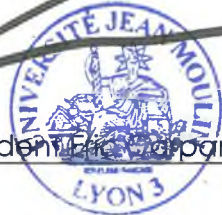
Les dispositions prévues à l'article 4 resteront en vigueur nonobstant l'expiration ou la résiliation de la présente convention.

Article 11 – Durée et prise d'effet

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par l'ensemble des parties et prendra fin à l'exécution complète des obligations des Parties.

Article 12 – Différends et litiges éventuels

Si une contestation ou un différend éventuel n'a pu être réglé à l'amiable, le litige sera porté devant la juridiction compétente.

<p>L'université Jean moulin Lyon 3 Son représentant légal Signée le 13/12/2023</p>   <p>Le président Eric Cappono</p>	<p>Les éditions "Hermann" Son représentant légal Signée le .../.../...</p> <p>Le Directeur général Philippe Fauvernier</p>
---	--



Éditeurs des sciences et des arts

Depuis 1876

Adresse de livraison

IRPHIL

Université Jean Moulin Lyon 3
18 rue Chevreul
BP 638
69007 LYON
FRANCE - FR

Adresse de facturation

Université Jean Moulin Lyon 3

Service facturier
1C avenue des Frères Lumières
CS 78242
69372 Lyon cedex 08
FRANCE - FR

DEVIS/PROPOSITION

N° 20230304 Date 15/11/2023 Code Gestion 004583 N° Compte 41100UNI

Ligne(s) : 1 - Produit(s) : 1

Code	Libellé	Qté	P.U.	Montant	T
SUB EXO	aide à la publication de l'ouvrage "Promesses et limites de la psychiatrie personnalisée" sous la direction de Christophe Gauld, Steeves Demazeux et Elodie Giroux	1	853,36	853,36	4

Base HT	Taux	Mont. TVA	Règlements	Montants
4	853,36	0,00		Total HT 853,36 €
				Total TVA 0,00
				Total TTC 853,36 €

Adr. : 6, rue Labrouste 75015 PARIS - Tél. : +33 1 45 57 45 40 - Fax : +33 1 40 60 12 93 - www.editions-hermann.fr
SA au Capital de 80 920 Euros - RCS PARIS B - Siret : 622 030 104 00047 - APE : 5811Z N° TVA : FR56 622 030 104



CONVENTION D'AIDE À LA PUBLICATION

n° 2023-11-G-172

Entre :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Dont le siège social se situe : 1C avenue des frères Lumière
CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son Président, le Professeur Eric Carpano

Agissant en qualité et pour le compte du service général de la Recherche, représenté par la Vice-Présidente chargée de la Recherche, la Professeure Isabelle Delpla et pour le compte du Centre de recherche en droit et management des services de santé (CRDMS) représenté par Guillaume Rousset.

Ci-après désigné « UNIVERSITÉ »

Et

Lefebvre Sarrut S.A., dont le siège social est situé à 1000 Bruxelles, Espace Jacqmotte, rue Haute 139 bte 6, identifié sous le numéro d'entreprise 0436 181 878 RPM Bruxelles, représenté par Monsieur Jean-Patrick Raemdonck, CFO, Monsieur Paul-Etienne Pimont, Managing director Larcier Legal, et Madame Catherine Boulanger, publisher,

Ci-après désigné « Éditeur »

Vu le code de l'Éducation,

Vu le code de la Propriété Intellectuelle,

Par cette convention, il est convenu ce qui suit :

Preamble :

L'éditeur, l'équipe de recherche du CRDMS en accord avec l'UNIVERSITÉ, ont accepté de publier l'ouvrage "Concilier santé et droits fondamentaux en période de pandémie - Une analyse juridique des expériences de la France et du Japon -".

Article 1 – Objet : Aide à la publication de l'ouvrage

Dans le cadre du projet initié par le coordonnateur de l'ouvrage, Guillaume Rousset, pour son travail de recherche soutenu par l'UNIVERSITÉ, celle-ci a décidé de verser une aide à la publication à l'ÉDITEUR en vue de l'édition de l'ouvrage précité.

La parution est prévue dans un délai maximum de 4 mois à compter de la remise par l'auteur du B.A.T de l'auteur, dans la collection « Droit, Bioéthique et Société ». L'ouvrage sera édité en format papier.

Article 2 – Financement :

Cette participation financière sera versée à parution de l'ouvrage, sur présentation d'une facture, sur le compte suivant :

Fortis : BE34 2500 0986 5490

Cette convention pourra être dénoncée à tout moment moyennant un préavis d'un mois adressé dans les formes officielles (lettre recommandée avec accusé de réception) à l'autre partie.

Article 3 – Correspondants de l'Université Jean Moulin Lyon 3 :

Pour l'exécution de la présente convention, la correspondante est le ou la responsable administratif(ve) du service général de la recherche.

Toutes les demandes d'informations complémentaires concernant l'exécution de la prestation pourront être adressées :

Pour l'UNIVERSITÉ : Marie Mathieu, responsable administrative du CRDMS, faculté de droit, 04 78 78 77 62, marie.mathieu@univ-lyon3.fr ;

Pour l'ÉDITEUR : Catherine Boulanger, publisher, 0032477 19 31 19, c.boulanger@larcier-intersentia.be.

Article 4 – Modalités de paiement :

Le montant de l'aide à la publication citée en objet est fixé à **868 €** TTC payable après service fait (publication de l'ouvrage). Cette somme financera une partie des frais d'édition de l'ouvrage.

L'ÉDITEUR sera payé sur présentation de deux factures libellées de la manière suivante :

Université Jean Moulin Lyon 3
Agence comptable
Service Facturier
1C avenue des frères Lumière
CS 78242
69372 LYON CEDEX 08

La facture d'un montant de 868 € sera adressée au CRDMS, correspondant à l'achat de 13 exemplaires en préacquisition.

Cette facture devra mentionner le contenu de la convention. Elles feront l'objet d'un paiement par virement bancaire par l'université Jean Moulin Lyon 3.

Article 5 – Prix de l'ouvrage, remise d'ouvrages à titre gratuit et rabais :

L'ouvrage, de 300 pages environ, au format monographie, sera tiré à 300 exemplaires minimum.

L'éditeur donnera, à titre justificatif, 10 exemplaires gratuits de l'ouvrage à l'auteur à titre personnel.

Par ailleurs 2 exemplaires supplémentaires précités seront remis au CRDMS et seront envoyées à parution à l'adresse suivante :

A l'attention de Guillaume Rousset
Université Jean-Moulin Lyon 3 - CRDMS
1C avenue des frères Lumière, CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

Parmi cet envoi, un exemplaire sera adressé directement à la Bibliothèque Universitaire de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

L'auteur pourra bénéficier, à titre individuel, d'un rabais de 20 % sur le prix de vente de l'ouvrage.

Article 6 – Mention de la participation sur l'ouvrage :

L'éditeur s'engage à indiquer à l'intérieur de l'ouvrage la mention suivante :
« Ouvrage publié avec le soutien du CRDMS de l'université Jean-Moulin Lyon 3 »

Article 7 – Cession de fonds

L'ÉDITEUR s'engage à ne pas transmettre à titre gracieux ou onéreux, ou par voie d'apport en société, le bénéfice de la présente convention à des tiers, indépendamment de son fonds de commerce, sans avoir préalablement obtenu l'autorisation de l'UNIVERSITÉ. En cas d'aliénation du fonds de commerce, si celle-ci est de nature à compromettre gravement les intérêts matériels et moraux de l'UNIVERSITÉ, celle-ci est fondée à obtenir réparation, même par voie de résiliation du contrat.

Article 8 – Promotion et commercialisation :

L'ouvrage sera diffusé et distribué à la vente par l'ensemble des moyens de commercialisation à la disposition de l'éditeur.

Article 9 – Modification :

Toute modification à la présente convention doit faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

Article 10 – Résiliation :

L'Université Jean Moulin Lyon 3 se réserve le droit d'annuler sa subvention si l'ouvrage n'est pas paru dans un délai de 6 mois maximum à compter de la remise du B.A.T de l'auteur ou en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses.

Cette résiliation deviendra effective deux (2) mois après l'envoi par le cocontractant plaignant d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie, exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai le cocontractant défaillant n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas le cocontractant défaillant de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation de la présente convention.

Les dispositions prévues à l'article 4 resteront en vigueur nonobstant l'expiration ou la résiliation de la présente convention.

Article 11 – Différends et litiges éventuels :

Si une contestation ou un différend éventuel n'a pu être réglé à l'amiable, le litige sera porté devant la juridiction compétente.

Fait à Lyon, le 18.12.2023

Le Président de l'Université Jean Moulin Lyon3
Eric CARPANO

Le représentant légal de l'EDITEUR
Catherine BOULANGER



La Vice-Présidente de la Recherche
Isabelle DELPLA

Directeur du CRDMS
Guillaume ROUSSET

Convention Journée Mondiale de la Traduction
N° 2023-11-G-175

ENTRE

Société française des traducteurs

Dont le siège social est situé 19 boulevard Marie et Alexandre Oyon – 72100 Le Mans

SIRET n° 381 867 32 00060

Représentée par son Président, M. Bruno CHANTEAU

Ci-après dénommée « **SFT** »,

ET

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

SIRET : 196 924 377 00282 Dont le siège se situe 1C avenue des Frères Lumière – CS 78242 LYON 8^{ème} –

69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son Président en exercice monsieur Éric CARPANO,

Ci-après dénommé « **Lyon 3** »

Ci-après dénommés individuellement « la Partie » ou collectivement « les Parties »

PREAMBULE

L'Université Jean Moulin Lyon 3 et la SFT portent conjointement le projet « Journée de la Traduction », dont le but est de promouvoir les différents métiers et pratiques de la traduction auprès des étudiants et enseignants de Lyon 3 ainsi que des traducteurs/interprètes membres de la SFT. Lyon 3 et la SFT souhaitent aussi profiter de l'événement pour promouvoir respectivement la Formation Master Traducteur Commercial et Juridique et les actions menées par la SFT, notamment auprès des jeunes qui s'installent en freelance sur le marché.

CECI EXPOSE IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir les apports respectifs de Lyon 3 et de la SFT.

La présente convention définit le rôle des Parties.

ARTICLE 2 – ORGANISATION ET FINANCEMENT DU PROJET

Pour la réalisation du Projet, Lyon 3 met à disposition le Salon des Symboles NORD, ainsi que tout le matériel (vidéoprojecteur, tables, chaises, micros... ainsi que les bouteilles et/ou bombonnes d'eau) nécessaire à l'organisation de l'événement.

Les Parties ont défini ensemble la programmation (cf. <https://facdeslangues.univ-lyon3.fr/journee-de-latraduction>) et réalisé conjointement la communication y afférente.

La SFT gère et prend en charge financièrement la pause-café et l'apéritif ainsi que les frais de déplacement, le cas échéant, d'un ou de plusieurs intervenants dans la limite maximale allouée par la SFT pour l'évènement, soit 800 euros tous frais confondus.

Lyon 3 assurera la réception des éléments livrés par le propre fournisseur de la SFT, le jour de l'évènement.

Tous les supports liés à l'évènement (affiches, mailing, etc.) porteront le logo de Lyon 3 et celui de la SFT.

La SFT installera à l'entrée du Salon des symboles, le kakemono de l'association.

Chaque Partie disposera sur une table, à l'entrée du Salon des symboles, un échantillon de brochures/flyers présentant ses activités respectives.

ARTICLE 4 – DUREE

La présente convention prend effet à compter du 15/11/2023. Elle prendra fin une fois les opérations liées à l'évènement terminées.

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DES PARTIES

Les Parties s'engagent à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation optimale de l'évènement.

ARTICLE 6 – PREVENTION ET REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

Au cas où les Parties ne parviendraient pas à résoudre leur différend, le litige sera définitivement tranché par le tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le 11.12.2023
En deux exemplaires originaux,

Pour Lyon 3

Eric CARPANO

Université Jean Moulin Lyon 3

Pour la SFT

Bruno Chanteau

Président



**Convention de mise à disposition de l'exposition itinérante de la Ligue
contre le cancer comité Du Rhône et du centre Léon Bérard (soutenu
par la région Auvergne Rhône-Alpes)**

N°2023-11-G-177

Entre :

La structure, **l'Université Lyon 3**, dont le siège est situé au 1C avenue des Frères Lumière – CS 78242 LYON 8^{ème} – 69372 LYON CEDEX 08, représentée par son président, Monsieur Eric CARPANO

Et

Le Comité du Rhône de la Ligue contre le cancer dont le siège est 75 cours Emile Zola, 69100 VILLEURBANNE représenté par son Président, Dr Jean-Pierre MARTIN,

est conclue la convention suivante :

Article 1 : objet de la convention

Cette convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition de l'exposition itinérante sur la prévention du cancer, créée par le comité du Rhône de la Ligue Contre le Cancer et le Centre Léon Bérard (CLB) soutenu par la Région Auvergne Rhône-Alpes à la structure d'accueil, **l'Université Lyon 3**, dans le cadre de sa mission prévention.

Article 2 : Détail de la mise à disposition

Le Comité Rhône de la Ligue contre le cancer propose de laisser gratuitement dans des locaux adaptés l'exposition sur la prévention des cancers, qui dans sa version complète est composée de 8 cadres en aluminium (992x1240 mm), 16 habillages/panneaux informatifs (985 x 1233 mm) et 4 écrans tactiles (ACER 27").

La structure d'accueil peut choisir d'accueillir une version partielle de l'exposition, pour disposer de la moitié de l'exposition, avec 4 cadres en aluminium, 8 habillages/panneaux et 2 écrans tactiles.

Pour la structure d'accueil, **l'Université Lyon 3**, la Ligue contre le cancer met à disposition 8 cadres en aluminium, 16 panneaux informatifs dont 4 écrans du 04/03/2024 au 18/03/2024.

En fonction de l'évolution de la situation sanitaire liée à la COVID 19 le Comité du Rhône se réserve le droit de reporter l'intervention.

Article 3 : Obligations de la structure d'accueil

La structure d'accueil, **l'Université Lyon 3**, s'engage à :

- Mettre à disposition l'exposition dans un lieu adapté à l'intérieur, dans un endroit sec, en bon état, accessible et sécurisé ayant une surface minimum de 9 m X 5 m, avec une hauteur de l'exposition de 2 m et suffisamment d'espace pour pouvoir se déplacer tout autour.
- Raccorder l'exposition à une prise de secteur de 220 volts, en bon état.
- La zone dans laquelle sera installée l'exposition devra être accessible par ascenseur si celle-ci se trouve à l'étage. En cas de non accessibilité, l'exposition ne pourra être installée.
- La structure d'accueil, **l'Université Lyon 3**, doit prendre soin de l'ensemble de l'exposition itinérante mise à disposition.

A ce titre, ne peut rien faire, ni laisser rien faire, qui puisse détériorer celle-ci sous peine d'engager sa responsabilité.

- La structure d'accueil, **l'Université Lyon 3**, est tenue de veiller à l'utilisation rationnelle de cette exposition afin d'éviter toute dégradation ou toute usure anormale des équipements. Elle signalera tous dégâts causés par mail avec descriptif détaillé et/ou photo dans les 48h.

- La structure d'accueil, **l'Université Lyon 3**, couvrira par sa propre compagnie d'assurance tous les risques liés à son utilisation de l'exposition (dégradation, perte, vol) qui lui est confiée par la Ligue contre le cancer.

Article 4 : Droits de la Ligue contre le cancer et du centre Léon Bérard

La ligue contre le cancer a un droit de veille des équipements prêtés afin de vérifier que l'activité organisée est en conformité avec l'article 2 de la présente convention.

Article 5 : Transport, installation et démontage

Le comité Rhône de la Ligue contre le cancer s'engage à organiser le transport, l'installation et le démontage de l'exposition. Ces différentes tâches pourront être effectuées par un ou plusieurs membres de la Ligue contre le cancer. Selon la nécessité la structure d'accueil, l'Université Lyon 3, s'engage à mettre à disposition un ou deux de ses agents pour aider au transport, montage et /ou démontage de l'exposition.

Le comité Rhône de la Ligue contre le cancer se réserve le droit d'annuler la prestation jusqu'au dernier moment s'il ne dispose pas des moyens humains nécessaires au bon déroulement des transports, montage et démontage.

Une fois mise à disposition dans la structure d'accueil, l'exposition est sous sa responsabilité.

La structure d'accueil devra tout mettre en œuvre pour que l'exposition soit sécurisée notamment pour les écrans tactiles.

Article 6 : Moyens mis à disposition

Le comité Rhône de la Ligue contre le cancer peut mettre à disposition des animateurs (chargées de prévention, volontaires en service civique ou bénévoles) pour animer l'exposition. Il sera nécessaire de planifier ces temps de présence au minimum deux mois avant l'installation de l'exposition interactive dans la structure.

Article 7 : Communication

Lors de toutes communications, toutes les parties seront citées : à savoir le comité du Rhône de la Ligue Contre le Cancer, et le Centre Léon Bérard soutenu par la Région Auvergne Rhône-Alpes.

Article 8 : Litiges

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution de la Convention, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable préalablement à toute procédure contentieuse.

Fait à Lyon, le 6 /12/2023, et pour accord,

Le Président du Comité Rhône de la Ligue contre le cancer, Dr Jean-Pierre MARTIN

Le directeur, directrice de la structure d'accueil, M. Eric CARPANO (président de l'université Lyon3)



CONVENTION D'OCCUPATION PONCTUELLE DES LOCAUX
n°2023-11-G-178

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social se situe 1 rue de l'Université, 69007 LYON,
Représentée par son Président, monsieur le Professeur Eric CARPANO
Ci-après dénommée « Lyon 3 »

d'une part,

Et **la Fondation pour l'Université de Lyon**, située au 3 place de la Bourse – 69 002 Lyon

Ci-après dénommée « l'occupant »

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions d'utilisation d'un local mis à disposition de l'occupant par Lyon 3 **en vue des Journées de l'Economie (JECO) les 14, 15 et 16 novembre 2023**.
La présente mise à disposition intervient **à titre gracieux**.

Article 2 : Locaux et matériels mis à disposition

Par la présente convention, Lyon 3 met à disposition les locaux (et matériels) tels que précisés en annexe à la présente convention.

Article 3 : Conditions d'utilisation des locaux (et matériels)

L'occupant s'engage à occuper les lieux dans les conditions conformes à son objet social, ne portant pas atteinte à l'état des locaux et respectant notamment la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité.

L'accès des participants aux locaux se fera sur inscription.

Les conditions concrètes de l'utilisation de ces locaux sont précisées dans l'annexe technique jointe à la présente convention (annexe 1).

L'occupant sera réputé avoir reçu les biens en parfait état. En cas de dégradation commise dans ces locaux, le coût de remise en état sera facturé à l'occupant.

Article 4 : Assurance

L'occupant doit garantir sa responsabilité civile contre tout dommage qu'il est susceptible de causer aux personnes et aux biens, en souscrivant une garantie auprès d'une compagnie d'assurance.

L'occupant remettra une attestation d'assurance avec la présente convention.

Article 5 : Dispositions financières

La mise à disposition de locaux est consentie à titre gracieux, car elle vérifie l'une ou l'autre des conditions posées à l'article L. 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, tel que modifié par l'article 18 de la loi n°2007-1787 relative à la simplification du droit du 20 décembre 2007 dans le respect du principe de spécialité de l'Université et de ses missions de service public.

Article 6 : Durée

L'occupant utilise l'auditorium Malraux et la loge associée du mardi 14 novembre 2023 au jeudi 16 novembre 2023, toute la journée.

L'ouverture au public se fera par le 16 rue Rollet.

Cette convention est à titre précaire et révocable.

Lyon 3 se réserve le droit d'y mettre fin sans préavis ni indemnité pour tout motif d'intérêt général ou en cas de force majeure. Il en sera de même en cas de faute commise par l'occupant et notamment en

cas de non respect de ses obligations légales ou réglementaires ou telles que définies dans la présente convention.

Lyon 3 et l'occupant disposent en outre de la possibilité de dénoncer la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre partie, sous réserve de respecter un préavis de 15 jours.

Article 7 : Règlement des litiges

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait à **Lyon**, en 2 exemplaires le **13/11/2023**

L'occupant,

L'Université Jean Moulin Lyon 3
Le Président,



ERIC CARPANO

**Annexe technique à la convention en date du 13/11/2023
Entre l'occupant et L'Université Jean Moulin Lyon 3**

Locaux et matériels mis à disposition :

Local

L'occupant utilise du mardi 14 au jeudi 16 novembre 2023 :

- Auditorium Malraux et la loge associée, toute la journée.

Responsable(s) des locaux :

L'occupant se verra remettre, par le service logistique une clé, qu'il remettra à la fin de son utilisation des locaux.

Horaires d'accès :

Les bâtiments sont accessibles aux horaires d'ouverture de l'Université, sauf exception accordée par écrit du Président de l'Université ou de son représentant.

Accès aux locaux mis à disposition :

L'occupant doit se présenter au poste de sécurité situé 1B avenue des Frères Lumière – Lyon 8^{ème}.

Effectifs accueillis :

Les effectifs prévus par l'organisateur ne dépassent pas la jauge maximale de l'auditorium Malraux, à savoir 294 places.

Obligations de l'occupant :

L'occupant s'engage à occuper paisiblement les Locaux et à exercer ses activités en conformité avec les missions de Lyon 3.

En particulier, il lui est interdit d'effectuer des activités à caractère commercial qui pourraient porter atteinte au principe de neutralité commerciale sur le domaine public.

Il s'engage, par ailleurs, à transmettre à Lyon 3, toute modification statutaire portant sur son objet.

Il est tenu également :

- d'obéir aux règles générales relatives à l'ordre public et aux bonnes mœurs,
- de se conformer aux normes en vigueur au sein de l'Université en matière d'hygiène, de sécurité,
- de respecter et faire respecter par les personnes placées sous son autorité, l'interdiction de fumer dans les locaux ainsi que l'interdiction d'introduire des boissons alcoolisées dans les locaux de l'Université.
- de respecter la capacité d'accueil des locaux mis à disposition.
- de restituer les locaux (et matériels) mis à disposition dans l'état dans lequel il les a trouvés : toute remise en état des meubles ou biens immeubles mis à disposition, consécutive à un usage anormal imputable à l'occupant, sera refacturé par l'Université.

CONVENTION D'OCCUPATION PONCTUELLE DES LOCAUX
n°2023-11-G-179

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social se situe 1C avenue des Frères Lumière – Lyon 8^{ème},
Représentée par son Président, monsieur le Professeur Eric CARPANO
Ci-après dénommée « Lyon 3 »

d'une part,

Et l'Etablissement Français du sang Auvergne Rhône-Alpes – 111 rue Elisée reclus – 69150 Décines-Charpieu

Ci-après dénommé « l'occupant »

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions d'utilisation d'un local mis à disposition de l'occupant par Lyon 3 **en vue de la collecte de sang, mardi 28 novembre 2023 de 9h30 à 21h.**
La présente mise à disposition intervient **à titre gracieux.**

Article 2 : Locaux et matériels mis à disposition

Par la présente convention, Lyon 3 met à disposition les locaux (et matériels) tels que précisés en annexe à la présente convention.

Article 3 : Conditions d'utilisation des locaux (et matériels)

L'occupant s'engage à occuper les lieux dans les conditions conformes à son objet social, ne portant pas atteinte à l'état des locaux et respectant notamment la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité.

L'accès des participants aux locaux se fera sur inscription.

Les conditions concrètes de l'utilisation de ces locaux sont précisées dans l'annexe technique jointe à la présente convention (annexe 1).

L'occupant sera réputé avoir reçu les biens en parfait état. En cas de dégradation commise dans ces locaux, le coût de remise en état sera facturé à l'occupant.

Article 4 : Assurance

L'occupant doit garantir sa responsabilité civile contre tout dommage qu'il est susceptible de causer aux personnes et aux biens, en souscrivant une garantie auprès d'une compagnie d'assurance.

L'occupant remettra une attestation d'assurance avec la présente convention.

Article 5 : Dispositions financières

La mise à disposition de locaux est consentie à titre gracieux, car elle vérifie l'une ou l'autre des conditions posées à l'article L. 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, tel que modifié par l'article 18 de la loi n°2007-1787 relative à la simplification du droit du 20 décembre 2007, dès lors qu'elle s'inscrit dans le cadre du soutien aux politiques publiques en matière sanitaire, dans le respect du principe de spécialité de l'Université et de ses missions de service public.

Article 6 : Durée

L'occupant utilise les Salons des Symboles Nord et Sud, mardi 28 novembre 2023 de 9h30 à 21h – site de la Manufacture des Tabacs.

Cette convention est à titre précaire et révocable.

Lyon 3 se réserve le droit d'y mettre fin sans préavis ni indemnité pour tout motif d'intérêt général ou en cas de force majeure. Il en sera de même en cas de faute commise par l'occupant et notamment en cas de non respect de ses obligations légales ou réglementaires ou telles que définies dans la présente convention.

Lyon 3 et l'occupant disposent en outre de la possibilité de dénoncer la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre partie, sous réserve de respecter un préavis de 15 jours.

Article 7 : Règlement des litiges

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait à **Lyon**, en 2 exemplaires le **13/11/2023**

L'occupant,

L'Université Jean Moulin Lyon 3
Le Président,

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke with a large loop at the beginning.

Eric CARPANO

**Annexe technique à la convention en date du 13/11/2023
Entre l'occupant et L'Université Jean Moulin Lyon 3**

Locaux et matériels mis à disposition :

Local : L'occupant utilise le 28/11/2023

- Salons des Symboles Nord et Sud de 9h30 à 21h.

Responsable(s) des locaux :

L'occupant se verra remettre une clé, qu'il remettra à la fin de son utilisation des locaux.

Horaires d'accès :

Les bâtiments sont accessibles aux horaires d'ouverture de l'Université, sauf exception accordée par écrit du Président de l'Université ou de son représentant.

Accès aux locaux mis à disposition :

L'occupant doit se présenter au poste de sécurité situé au 1B avenue des Frères Lumière - Lyon 8^{ème}.

Effectifs accueillis :

Les effectifs prévus par l'organisateur s'élèvent à environ 150 participants.

Obligations de l'occupant :

L'occupant s'engage à occuper paisiblement les locaux et à exercer ses activités en conformité avec les missions de Lyon 3.

En particulier, il lui est interdit d'effectuer des activités à caractère commercial qui pourraient porter atteinte au principe de neutralité commerciale sur le domaine public.

Il s'engage, par ailleurs, à transmettre à Lyon 3, toute modification statutaire portant sur son objet.

Il est tenu également :

- d'obéir aux règles générales relatives à l'ordre public et aux bonnes mœurs.
- de se conformer aux normes en vigueur au sein de l'Université en matière d'hygiène, de sécurité.
- de respecter et faire respecter par les personnes placées sous son autorité, l'interdiction de fumer dans les locaux ainsi que l'interdiction d'introduire des boissons alcoolisées dans les locaux de l'Université.
- de respecter la capacité d'accueil des locaux mis à disposition.
- de restituer les locaux (et matériels) mis à disposition dans l'état dans lequel il les a trouvés : toute remise en état des meubles ou biens immeubles mis à disposition, consécutive à un usage anormal imputable à l'occupant, sera refacturé par l'Université.

<p>CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX N°2023-11-G-182</p>

Entre

L'Université Jean Moulin Lyon 3,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

SIRET : 442 646 998 00025

dont le siège se situe au 6 cours Albert Thomas B.P. 8242 - 69355 Lyon Cedex 08,

représentée par son Président Monsieur Eric CARPANO,

ci-après dénommée « **L'Université** »

d'une part,

et

La Communauté d'Universités et Etablissements « Université de Lyon »

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

SIRET : 130 021 363 00010,

dont le siège est situé au 92, rue Pasteur CS30122 – 69361 LYON Cedex 07

représentée par son Président, Frank DEBOUCK

ci-après dénommée « **ComUE UdL** »,

d'autre part,

L'ensemble étant désigné par « les Parties »,

il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de mise à disposition des locaux propriété de l'Université au profit de la ComUE UdL – et plus spécifiquement pour les activités du Centre d'Entrepreneuriat, à compter du 1^{er} décembre 2021.

La facturation intervient à compter du 1^{er} janvier 2022.

Article 2 : Engagements des Parties

Les locaux mis à disposition pourront être utilisés toute l'année, hors fermeture de l'Université.

2.1 Engagements de l'Université

L'Université s'engage à :

- mettre à la disposition de la ComUE UdL les locaux et des équipements (détaillés en annexe 1 et dans les conditions prévues à l'article 5), dédiés aux activités du Centre d'Entrepreneuriat,
- assurer la passation et le suivi des contrats d'entretien du bâtiment, y compris de nettoyage et sécurité. Ces prestations seront intégrées dans les charges et réparties au prorata des surfaces occupées (cf. article 4). L'Université Jean Moulin Lyon 3 assure l'ensemble des responsabilités de sécurité, d'exploitation logistique et de maintenance technique de la Maison, de prestations numériques (couverture wifi, impression) au même titre que pour son patrimoine affecté, en régie interne ou avec de la prestation externalisée, elle s'appuie pour cela sur ses propres marchés,
- donner l'accès aux services de l'Université : l'accès au bâtiment et aux parkings (vélos et voitures) de la Manufacture selon les modalités définies à l'article 6, aux moyens d'impression,
- informer la ComUE UdL via l'équipe du Centre d'Entrepreneuriat des jours et horaires d'ouverture du bâtiment.

2.2 Engagements de la ComUE UdL

Les engagements de la ComUE UdL sont les suivants :

- dédier les locaux à l'activité du Centre d'Entrepreneuriat afin de conduire sa mission de promotion de l'esprit d'entreprendre auprès de étudiants de l'ensemble du site Lyon – Saint-Etienne, au travers différentes missions de sensibilisation, de formation, et d'accompagnement en entrepreneuriat,
- prendre en charge les moyens évoqués à l'annexe 1 et ne pas utiliser d'autres moyens de l'Université non mentionnés expressément dans la présente convention,
- régler une redevance d'occupation des locaux selon les dispositions de l'article 4,
- communiquer par mail au correspondant mentionné à l'article 6 la liste des personnels du Centre d'Entrepreneuriat présents et tout changement de cette liste,
- laisser exécuter dans les lieux loués les travaux d'amélioration du bâtiment ainsi que les travaux nécessaires au maintien en état et à l'entretien normal

des locaux mis à disposition, en garantissant aux représentants de l'Université l'accès aux locaux en cas de nécessité de service,

- ne faire aucun travail de transformation, de démolition ou de changement de destination des locaux, à ne pas entreprendre de travaux sans l'autorisation de l'Université et à restituer les locaux en bon état et dans leur état initial si l'Université le demande.

Article 3 : Règlement intérieur et sécurité du bâtiment

Le Président de l'Université Lyon 3 est responsable unique de sécurité du bâtiment. A ce titre il est garant des dispositions de sécurité du lieu dans lequel s'applique les règles de l'Université Lyon 3. Les événements sont traités dans un cadre identique à ceux de l'Université Lyon 3.

Le règlement intérieur de l'Université s'impose à l'ensemble des occupants. Le respect des règles de sécurité et du règlement intérieur de l'Université est sous la responsabilité de la ComUE UdL. Il en va de même du respect des lieux. La ComUE UdL est garante du bon déroulement des activités au sein de la Maison et garantit la sûreté des locaux contre les intrusions extérieures (fermeture volets et portes).

La notice de sécurité est fournie en annexe à la présente convention. Pour rappel les effectifs sont les suivants :

- RDC : 37
- R+1 : 39
- R+2 : 10

Soit un total de 86 personnes dans le bâtiment, ERP du 2ème groupe, de type R et de 5ème catégorie.

Article 4 : Dispositions financières

4-1 Montant de la redevance annuelle

L'annexe 1.3 indique le montant et le mode de calcul de la redevance qui comprend la refacturation des charges d'entretien et une compensation de l'amortissement. Les charges d'entretien comprennent l'entretien courant, les prestations de services administratifs, l'eau, les fluides (chauffage et électricité), la maintenance, la gestion de la sécurité et de la sûreté du bâtiment et les prestations de nettoyage, les services numériques ; elles sont acquittées par l'Université et refacturées la ComUE UdL selon des clefs de répartition indiquées dans l'annexe 1.3.

4-2 Paiement de la redevance

Les redevances pour l'hébergement seront versées annuellement par la ComUE UdL sur présentation d'une facture établie par l'Université.

Les paiements seront effectués à réception des factures par virement sur le compte suivant :

Intitulé du compte : Université Jean Moulin Lyon 3

Banque : Trésor Public

Domiciliation : TP Lyon

Code Banque : 10071

Code guichet : 69000

Numéro du compte : 00001004334 Clé RIB : 60

IBAN : FR76 1007 1690 0000 0010 0433 460

4-3 Calendrier de facturation

La refacturation des exercices 2022 et 2023 s'effectuera après signature de la présente convention.

La facturation se fera ensuite au mois de juin de l'année N, soit juin 2024 pour l'année 2024.

Article 5 : Conditions de la mise à disposition

Pendant la durée de son occupation des locaux, la ComUE UdL veille à ce que les personnels et étudiants et toute personne entrant dans les locaux en raison de l'activité qu'il y déploie se conforment aux jours et heures d'ouverture des locaux ainsi qu'à toutes les directives et instructions de l'Université destinées à la bonne administration et au bon fonctionnement du service public. En outre, la ComUE UdL se conforme aux règles de sécurité applicables dans l'enceinte du bâtiment ainsi qu'au respect de la législation en vigueur, en particulier de la réglementation concernant l'hygiène et la sécurité du travail et de l'accueil du public.

Tout affichage ou apposition de pancarte ou bannière est interdit en dehors des emplacements préalablement désignés par l'Université. L'Université se réserve le droit de poursuivre tout comportement qui pourrait porter atteinte à ses droits ou à son image.

La ComUE UdL ne pourra pas modifier les conditions d'accès aux locaux sans établir un avenant à la présente convention avec l'accord de l'Université. Il ne pourra en aucun cas changer les serrures ou l'équipement des locaux de son propre chef. La ComUE UdL est responsable des clés et/ou des cartes d'accès qui lui sont confiées ; il ne pourra pas les reproduire sans en faire la demande à l'Université qui sera la seule habilitée à les faire répliquer. Toute réplique des clés ou demande de nouvelle carte d'accès suite à une demande ou à une déclaration de perte sera à la charge de la ComUE UdL.

La ComUE UdL ne pourra en aucun cas céder sa convention, ni sous-louer, ni domicilier même gratuitement un tiers, dans tout ou partie des locaux, sans l'accord expresse de l'Université. De même, il n'utilisera pas le bâtiment et ses extérieurs pour aucun déballage, ou emballage, exposition de marchandise, ou pour placer des comptoirs, machines distributrices, kiosques ou autres installations.

L'Université procédera à un état des lieux d'entrée et de sortie.

L'Université garantit, quant à elle, que les installations qu'elle met à disposition sont dans un état conforme à leur destination et propre à leur usage normal. Elle garantit à la ComUE UdL une jouissance paisible des locaux mis à sa disposition

dans la mesure où elle reste compatible avec les besoins du service public de l'enseignement et de la recherche. Cependant, la responsabilité de l'Université ne pourra pas être engagée en cas d'impossibilité indépendante de sa volonté de garantir l'accès aux locaux ou un usage normal de ceux-ci.

L'Université et la ComUE UdL partage l'usage de la Maison selon les conditions évoquées dans l'annexe 1, point 1.1. A ce titre l'Université bénéficie de l'usage des espaces listés du 1^{er} étage 20 jours dans l'année pour ses propres activités.

Article 6 : Gestion des accès

Cet article précise les modalités d'accès selon les populations :

- **Personnels :**

Les personnels du centre disposent d'une carte professionnelle de l'Université Lyon 3 sur laquelle ils bénéficient des droits d'accès au bâtiment sur les heures d'ouverture de l'Université, aux parkings de la Manufacture : vélos et véhicules. En cas de perte de la carte le centre assume la charge de son remplacement.

- **Etudiants entrepreneurs :**

Ils bénéficient d'une carte blanche sur laquelle sont affectés les droits d'accès au bâtiment. Le centre est seul responsable de la gestion de ces cartes. Toute perte doit être portée à la connaissance du service gestionnaire de l'Université (DIL). Il ne peut y avoir en circulation plus de 100 cartes. Les droits sont annulés sur toutes les cartes blanches à la fermeture estivale de l'Université. Le centre donne à la rentrée universitaire un fichier à jour des cartes à paramétrer avec le nom et prénom du détenteur de chaque carte. Le centre assume la charge du remplacement des cartes lors de leur perte.

Article 7 : Correspondants

Afin de faciliter la coordination nécessaire à la mise en œuvre de la présente convention, les correspondants suivants sont à la disposition de chacun des organismes :

Pour la ComUE UdL:

- **Centre d'Entrepreneuriat :**

Fatiha Bouchama, directrice du centre - fatiha.bouchama@universite-lyon.fr

Gaëlle Hubert - gaëlle.hubert@universite-lyon.fr

centre-entrepreneuriat@universite-lyon.fr

Pour l'Université :

- pour les questions administratives, financières, logistique et de maintenance du bâtiment : Direction de l'Immobilier et de la Logistique – 04 78 78 70 26 – dil@univ-lyon3.fr,

- pour les questions informatiques et de téléphonie : sosmaintenance@univ-lyon3.fr,
- pour les questions de sécurité : 04 78 78 78 18 urgent / 04 78 78 78 04 non urgent

Article 8 : Responsabilité - Assurances

La ComUE devra informer immédiatement les services de l'Université de toute dégradation survenue aux moyens mis à sa disposition. Toute dégradation de son fait entraînera une facturation immédiate pour remise en état des lieux ou remplacement du matériel.

La ComUE UdL est responsable des dommages occasionnés aux moyens mis à sa disposition, aux matériels et aux personnels ainsi qu'aux autres tiers utilisateurs, du fait du comportement des personnels dont elle a la responsabilité et des visiteurs accédant aux locaux du fait de cette utilisation. Par conséquent, elle prend en charge la réparation des dommages matériels, corporels et immatériels causés au cours ou par le fait de la mise à disposition.

Par ailleurs, elle fait son affaire de tous les dommages susceptibles d'être causés à elle-même, à ses personnels et à ses biens par le personnel, les matériels ou biens et à ne pas exercer de recours contre l'Université pour ces chefs de préjudice, sauf en cas de faute lourde ou grave.

La ComUE UdL s'engage préalablement à toute utilisation des moyens mis à sa disposition à justifier de la couverture des risques liés à l'utilisation des locaux par la production d'une attestation d'assurance pour la période de la mise à disposition qui sera annexée à la présente convention et fournie tous les ans et, notamment :

- Incendie et dégât des eaux,
- Responsabilité civile pour les dommages causés au tiers, aux personnels et usagers des bâtiments,
- Dommages causés à ses propres biens

Les montants des franchises des polices d'assurance ne sont pas à la charge de l'Université.

En cas de non présentation de ces documents, l'autorisation est abrogée de plein droit par l'Université.

En cas de non-respect des règles et, plus généralement, du règlement intérieur, l'Université se réserve le droit de résilier la présente convention avec effet immédiat et sans que cela donne droit à indemnité.

Article 9 : Confidentialité

Les Parties s'engagent à ne divulguer aucune information confidentielle auxquelles elles auraient eu accès dans le cadre de leurs activités.

Article 10 : Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur rétroactivement à compter du 1^{er} décembre 2021, pour une durée initiale de cinq ans. Elle est expressément renouvelable, par voie de convention ou d'avenant.

Si l'une des parties souhaite mettre un terme anticipé à la présente convention, pour quelques motifs que ce soit, elle informe l'autre partie par pli recommandé avec demande d'avis de réception, deux (2) mois au moins avant son retrait effectif. Le silence gardé par l'autre partie pendant un délai de deux (2) mois à compter de la date de réception de la demande vaut acceptation de la demande de rupture anticipée.

Article 11 : Litige

En cas de difficulté d'interprétation de la présente convention, les Parties s'efforcent de régler à l'amiable tous les litiges pouvant survenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

En cas de désaccord persistant, le tribunal de Lyon sera compétent.

Article 12 : Modifications ultérieures

Toute modification ultérieure des clauses contractuelles de la présente convention doit faire l'objet d'un avenant signé des Parties.

Les annexes font parties intégrantes de la présente convention.

Fait en trois (3) exemplaires originaux, à Lyon le 18.12.2023

Le Président de l'Université

Jean Moulin Lyon 3



Eric CARPANO

**Le Président de l'Université de
Lyon**

Frank DEBOUCK

ANNEXE 1 : Locaux, moyens et redevance

1.1 Tableau des surfaces

Niveau	N°local	Surface m²	Usage	Observation
R+2	205	12,38	UJML 3	
	202	19,13	UJM L3	
	204	32,10	UJM L3	
	201	2,48	UJM L3	circulation
	203	14,55	UJM L3	circulation
	206	3,97	UJM L3	sanitaires
	T24	7,55	Espace commun	Local CTA
	T2	38,53	UJM L3	terrasse
	P202	1,26	UJM L4	rangement
R+1	104	11,80	ComUE UdL	
	105	3,73	ComUE UdL	
	106	3,93	ComUE UdL	
	108	32,28	ComUE UdL	
	110	10,91	ComUE UdL	
	T1	73,63	Espace partagé	terrasse
	109	32,25	Espace partagé	détente/cuisine
	101	8,30	Espace commun	circulation
	102	16,11	Espace commun	circulation
	103	5,06	Espace commun	circulation
	107	1,75	Espace commun	rangement
RDC	002	32,82	ComUE UdL	
	003	34,81	ComUE UdL	
	004	34,13	ComUE UdL	
	005	27,60	ComUE UdL	
	006	5,63	ComUE UdL	
	009	2,34	ComUE UdL	
	001	18,63	Espace commun	circulation
	007	20,76	Espace commun	sanitaires
	008	7,16	Espace commun	circulation
	010	2,71	Espace commun	local ménage
	011	13,47	Espace commun	circulation
	012	5,58	Espace commun	local technique
	T0	51,92	Espace commun	terrasse

1.2 Moyens propres de la ComUE UdL mis en place par ses soins

La ComUE UdL pourra installer dans les locaux, sous sa responsabilité et à ses frais, du matériel nécessaire à ses tâches, dont elle conserve la propriété et pour lesquels elle prend en charge le déménagement et l'assurance.

Par ailleurs, la ComUE UdL amène ses propres ordinateurs et se charge de leur maintenance informatique.

La mise à disposition comprend les clés des bureaux et des badges d'accès pour les personnels du Centre d'Entrepreneuriat (renouvellement à la charge du centre).

1.3 Calcul de la redevance

Base de calcul :

Répartition des surfaces :

Ratio d'occupation sur la base de l'activité prévisible : 15 % Université Lyon 3 DID / 85 % ComUE UdL - Centre d'Entrepreneuriat

UJM L3	124,4 m ²
ComUE UdL - CdE	199,98 m ²
Espaces partagés (cuisine et terrasse)	105,88 m ²
Autres espaces communs (circulations, sanitaires...hors R+2)	159 m ²
Total bâtiment	589,26 m ²

Répartition locaux mutualisés	UJML3 15%	39,73 m ²
	ComUE UdL 85%	225,15 m ²

Scénario :

Sur la base du DEX, le coût annuel de base de 142,51 € / m² (année 2021/2022), avec un taux d'actualisation de 4,5% /an.

Total de la redevance :

Année de référence 2022 (civile) Comue UdL : 60 585,3 €

Années suivantes : + 4,5 %/an

ANNEXE 2 : Plan des locaux mis à disposition

CONVENTION n°2023-11-G-184
ATELIER THÉÂTRE PLURILINGUE & ATELIER THÉÂTRE EN ESPAGNOL
TROIS HUIT ET COMPAGNIE

ENTRE LES SOUSSIGNÉES

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
sise 1 rue de l'Université, 69007 LYON
Représentée par son président, Monsieur le Professeur Éric CARPANO

L'Université **Jean Moulin Lyon 3** sera désignée ci-après par le terme « L'ORGANISATEUR »,

D'une part,

ET

Trois Huit et compagnie

Adresse et siège social : 125 avenue du Maréchal de Saxe, 69003 Lyon

Numéro de SIRET : 918 641 465 00011

APE : 9001Z

Licences d'entrepreneur du spectacle : PLATESV-D-2023-003720

Représentée par Philippe Liotard, en sa qualité de membre de la direction collégiale

Trois-Huit et compagnie, ci-après dénommée par le terme « LE PRODUCTEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

Lieu de transmission et de démocratisation des arts et du savoir, l'Université Jean Moulin Lyon 3 est aussi un lieu de culture, vivante et créative. Ouverte sur la Cité, Lyon 3 propose durant l'année universitaire une programmation culturelle gratuite aux étudiants, aux personnels et au grand public. Elle accueille chaque année des résidences d'artistes.

Le service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3 participe à l'accès à la culture pour tous, à la formation à la citoyenneté et au développement de l'esprit critique par l'éveil de la sensibilité artistique et de l'intelligence créative notamment par la mise en place d'ateliers de pratique artistique et de master classes.

Trois-Huit et Cie

Les Trois-Huit conçoivent le théâtre sous la forme d'une activité continue de création et de recherche. Ils/elles s'attachent à questionner le répertoire théâtral, à susciter pour la scène l'écriture contemporaine, à développer un espace public d'échange, à proposer des occasions nouvelles de rencontres avec les spectateurs et spectatrices et à soutenir la formation et l'insertion de jeunes comédiennes et comédiens.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Le PRODUCTEUR s'engage à diriger un atelier de théâtre plurilingue à destination des étudiants et des personnels de Lyon 3 et un atelier de théâtre en espagnol à destination des étudiants de Lyon 3 pour l'année universitaire 2023-2024.

A. ATELIER THÉÂTRE PLURILINGUE

Le PRODUCTEUR s'engage à mettre à disposition trois metteuses en scène, **Sylvie MONGIN-ALGAN, Géraldine BERGER et Anne FROMM**, pour la direction de l'atelier théâtre plurilingue, avec la participation des étudiants et des personnels de L'Université Jean Moulin Lyon 3.

Les répétitions se dérouleront **un samedi par mois de 10h à 16h** selon le calendrier suivant :

Semestre 1 : 30 septembre 2023 ; 21 octobre 2023 ; 25 novembre 2023

Semestre 2 : 27 janvier 2024 ; 17 février 2024 ; 16 mars 2024 ; 6 avril 2024 ; 18 mai 2024

Lieu : Université Jean Moulin Lyon 3 – Manufacture des Tabacs | 6 rue Rollet | LYON 8

Cet atelier donnera lieu à une restitution gratuite et ouverte à tous publics le **jeudi 30 mai 2024** à l'occasion de la troisième édition du Festival International de Théâtre Universitaire – MERAKI, au Théâtre du Point du Jour (7 rue des Aqueducs 69005 Lyon).

Le PRODUCTEUR s'engage donc à diriger entre le 30 septembre 2023 et le 30 mai 2024 **8 séances de 6 heures et 1 séance de 2 heures** et chaque séance sera animée par deux intervenante (ce qui équivaut à **100 heures**).

B. ATELIER THÉÂTRE EN ESPAGNOL

Le PRODUCTEUR s'engage à mettre à disposition deux metteuses en scène, **Ana BENITO et Joséphine CARABALLO**, pour la direction de l'atelier théâtre en espagnol, avec la participation des étudiants de L'Université Jean Moulin Lyon 3.

Les répétitions se dérouleront les **mardis de 17h à 19h** à compter du **26 septembre 2023** jusqu'au **12 avril 2024**, à l'exception des congés universitaires, soit **19 séances de 2 heures** (ce qui équivaut à **38 heures**).

Lieu : Université Jean Moulin Lyon 3 – Manufacture des Tabacs | 6 rue Rollet | LYON 8

Cet atelier donnera lieu à une restitution gratuite et ouverte à tous publics le **vendredi 12 avril 2024** à l'occasion du festival étudiant L'Art au Moulin, à la MJC Monplaisir – Le Karbone (25 avenue des Frères Lumière 69008 Lyon).

Le PRODUCTEUR s'engage donc à diriger entre le 26 septembre 2023 et le 12 avril 2024 **20 séances de 2 heures** (ce qui équivaut à **40 heures**).

L'ORGANISATEUR déclare accepter le contenu des séances précitées.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 – OBJET

LE PRODUCTEUR s'engage à donner, dans les conditions définies ci-après, et dans le cadre du présent contrat, 29 séances d'atelier sur les lieux précités.

Article 2 - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

Le PRODUCTEUR assumera la responsabilité artistique des séances d'atelier.

En cas d'indisponibilité des metteuses en scène habituelles pour des raisons de santé ou autres, le PRODUCTEUR s'engage à déplacer la séance prévue ou à remplacer les metteuses en scène par d'autres de compétence équivalente.

En cas de séance hors les murs, le PRODUCTEUR s'engage à en informer le service des affaires culturelles et les étudiants inscrits à l'atelier au moins 15 jours avant la date de ladite séance.

Le PRODUCTEUR s'engage à restituer le travail artistique des ateliers le **vendredi 12 avril 2024** à l'occasion du festival étudiant L'Art au Moulin, à la MJC Monplaisir – Le Karbone (25 avenue des Frères Lumière 69008 Lyon) et le **jeudi 30 mai 2024** à l'occasion de la troisième édition du Festival International de Théâtre Universitaire – MERAKI, au Théâtre du Point du Jour (7 rue des Aqueducs 69005 Lyon).

Article 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR mettra à disposition du PRODUCTEUR une salle pédagogique en ordre de marche à **partir du mardi 26 septembre 2023** pour permettre la bonne tenue des ateliers. Il assurera en outre le service général du lieu.

Le PRODUCTEUR a pris connaissance du dispositif technique de la salle et l'a validé.

Les séances se dérouleront sous la responsabilité du service des affaires culturelles.

Article 4 – PRIX

Coût horaire : 60 €

L'ORGANISATEUR s'engage à verser, en deux versements, au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession sur présentation de **deux factures**, une somme globale de **huit mille quatre cents euros (8400 €)**, pour l'année universitaire 2023-2024 selon l'échéancier suivant :

Novembre 2023 : **3360 €**

Avril 2024 : **5040 €**

« TVA non applicable. Article 293 B du Code Général des Impôts »

Article 5 - MODALITÉS DE PAIEMENT

Le règlement des sommes prévues à l'article 4 sera effectué après service fait par mandat administratif selon la réglementation en vigueur, sur présentation de factures **déposées sur la plateforme CHORUS PRO ou transmises par courrier** à : Université Jean Moulin Lyon 3, Agence Comptable - Service Facturier - 1C avenue des frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08

ET par messagerie électronique à **compta.fournisseurs@univ-lyon3.fr**,

à l'ordre de :

TROIS-HUIT ET COMPAGNIE

IBAN : FR76 4255 9100 0008 0260 9777 358

Etablissement : 42559 – Guichet : 10000 – N° Compte : 08026097773 – Clé RIB : 58

Domiciliation : Groupe Crédit Coopératif

Article 6 - RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

LE PRODUCTEUR se conformera au règlement intérieur de Lyon 3 et aux instructions techniques concernant les matériels et la sécurité.

Les intervenantes assureront leur couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. Elles devront souscrire les polices d'assurance de responsabilité civile adaptées aux actions conduites.

Article 7 - ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat est régi par la loi française.

Le présent contrat se trouverait suspendu ou résilié de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.

Toutes modifications des conditions ou modalités d'exécution du présent partenariat, défini d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

En cas de non-respect de l'une des clauses du présent partenariat, chaque partie pourra résilier de plein droit l'accord 15 jours francs après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, en explicitant les griefs invoqués et demeurés sans réponse passé le délai d'un mois.

Article 8 - LOI APPLICABLE – RÉGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le 22/11/2023

En deux exemplaires originaux

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

Le Président

Éric CARPANO

Pour Trois-Huit et Cie

Philippe Liotard, membre de la direction collégiale



CONVENTION N°2023-11-G-186

ATELIER ÉCRITURE DE FICTIONS

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 1 rue de l'Université, 69007 LYON

Représentée par son président, Monsieur le Professeur Eric CARPANO

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « L'ORGANISATEUR »,

D'une part,

ET

Elise BONNARD, artiste auteure, sise 36 rue Saint-Philippe, 69003 LYON

Téléphone : 06 33 33 32 17

Numéro de SIRET : 884 229 733 00016

Ci-après dénommée par le terme « LA PRODUCTRICE »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

Lieu de transmission et de démocratisation des arts et du savoir, **l'Université Jean Moulin Lyon 3** est aussi un lieu de culture, vivante et créative. Ouverte sur la Cité, Lyon 3 propose durant l'année universitaire une programmation culturelle gratuite aux étudiants, aux personnels et au grand public. Elle accueille chaque année des résidences d'artistes.

Le service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3 participe à l'accès à la culture pour tous, à la formation à la citoyenneté et au développement de l'esprit critique par l'éveil de la sensibilité artistique et de l'intelligence créative notamment par la mise en place d'ateliers de pratique artistique et de master classes.

Elise BONNARD est écrivaine. Autrice de carnets de poésie, de fictions et de créations sonores (notamment pour différentes émissions sur Radio Canut), Elise BONNARD met également en scène ses textes lors de performances. Depuis 2012, son travail de mise en voix a donné lieu à plusieurs collaborations artistiques avec des musiciens et plasticiens à Lyon. Depuis 2018, elle anime également des ateliers d'écriture.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Les fictions sont des planètes fascinantes. Dans cet atelier, un vaisseau collectif sera construit qui permettra aux étudiants d'explorer leurs propres récits. Par le biais de jeux d'écriture proches du jeu de rôle, ils accéderont à leurs univers imaginaires, les connecteront et les transmettront sous forme de messages écrits et oraux.

Concrètement, il s'agira de réaliser un recueil de fictions poétiques sous une forme qui sera choisie collectivement (éditions, créations sonores...) et également d'imaginer collectivement toujours une performance à la fin de chaque semestre afin de mettre en voix les récits. L'objectif de l'atelier est d'expérimenter la fiction dans une atmosphère créative et bienveillante. Ceci, en prenant conscience que les mots sont des matériaux puissants, un

processus d'émancipation est à l'œuvre : s'approprier la langue et aller vers une écriture proliférante, hybride et décomplexée.

Cet atelier sera effectué selon les modalités suivantes :

1^{ERE} SESSION 2023

10 séances de 2h avec une restitution des travaux des étudiants en décembre.

2^{EME} SESSION 2024

10 séances de 2h avec une restitution des travaux des étudiants à l'occasion du Festival L'Art au Moulin au printemps.

LIEU : Université Jean Moulin Lyon 3 – Campus des quais et/ou Campus de la Manufacture des Tabacs – LYON 7^e et/ou LYON 8^e. Des ateliers pourront se tenir hors les murs de L'ORGANISATEUR.

HORAIRE et JOUR des ateliers : **les mercredis de 10h à 12h**

L'ORGANISATEUR déclare accepter le contenu des ateliers précités.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

La PRODUCTRICE s'engage à donner, dans les conditions définies ci-après, et dans le cadre du présent contrat 20 ateliers de 2h sur les lieux précités et concevoir avec les étudiants une restitution de leurs travaux par semestre. En cas d'atelier hors les murs, La PRODUCTRICE s'engage à en informer le service des affaires culturelles et les étudiants inscrits à l'atelier au moins 15 jours avant la date dudit atelier.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DE LA PRODUCTRICE

La PRODUCTRICE assumera la responsabilité artistique et pédagogique des ateliers et des restitutions. Elle s'engage à informer le service des affaires culturelles de tout changement concernant les heures et dates des séances selon le calendrier prévisionnel des ateliers transmis par ses soins.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR mettra à disposition de La PRODUCTRICE une salle pédagogique en ordre de marche à partir du mercredi 27 septembre 2023 pour permettre la bonne tenue des ateliers selon un planning pré établi et sous réserve de leurs disponibilités.

Il assurera en outre le service général du lieu.

La PRODUCTRICE a pris connaissance du dispositif technique de la salle pédagogique et l'a validé.

Les ateliers sont destinés exclusivement aux étudiants de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et se dérouleront sous la responsabilité du service des affaires culturelles. Les étudiants pourront bénéficier de la bonification culture.

ARTICLE 4 - PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser, en **deux versements** (novembre 2023 – avril 2024), à La PRODUCTRICE, en contrepartie de la présente cession sur présentation de deux factures, une somme globale de **deux mille quatre cent cinquante-sept euros (2 457 €)** pour l'année universitaire 2023-2024 pour 20 séances de 2h et 2h pour le suivi des restitutions, soit 44h au total. Coût horaire : 58,50€.

« TVA non applicable. Article 293 B du Code Général des Impôts »

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE PAIEMENT

Le règlement des sommes prévues à l'article 4 sera effectué après service fait par mandat administratif selon la réglementation en vigueur, sur présentation de factures transmises par courrier à :

Université Jean Moulin Lyon 3, Agence Comptable - Service Facturier - 1C avenue des frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08 **ET** par messagerie électronique à compta.fournisseurs@univ-lyon3.fr **OU** déposées sur la plateforme CHORUS, à l'ordre de :

Elise BONNARD

IBAN (International Bank Account Number): **76 3000 3001 0000 0518 4098 265**

BIC (Bank Identification Code) : **SOGEFRPP**

Code Banque **30003** Code Guichet **00100** N° du compte **0000 0518 4098 2** Clé RIB **65**

Domiciliation/Paying Bank 18 rue du Chapeau Rouge, 69009 Lyon

ARTICLE 6 - RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

La PRODUCTRICE se conformera au règlement intérieur de Lyon 3 et aux instructions techniques concernant les matériels et la sécurité.

Elle assurera sa couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. Elle devra souscrire les polices d'assurance de responsabilité civile adaptées aux actions conduites et fournir une attestation au service des affaires culturelles.

ARTICLE 7 - ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat est régi par la loi française.

Le présent contrat se trouverait suspendu ou résilié de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution du présent partenariat, défini d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

En cas de non-respect de l'une des clauses du présent partenariat, chaque partie pourra résilier de plein droit l'accord 15 jours francs après l'envoi d'un courrier recommandé avec

accusé de réception, en explicitant les griefs invoqués et demeurés sans réponse passé le délai d'un mois.

ARTICLE 8 - LOI APPLICABLE – RÉGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le 06.12.2023

En deux exemplaires originaux

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

Pour l'artiste auteure

Le Président,



Eric CARPANO

Elise BONNARD



Université Claude Bernard  Lyon 1



Convention de partenariat en Ethique

N°2023-12-F-085

ÉTABLISSEMENT D'ORIGINE	L'Université Jean Moulin, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, domiciliée au 1C avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 LYON Cedex 08, représentée par son président en exercice, Monsieur Eric CARPANO, agissant pour le compte de la Faculté de Philosophie, représentée par Monsieur Thierry GONTIER, Doyen. Ci-après dénommée « Université Jean Moulin-Lyon 3 », d'une part,
--------------------------------	---

et

ETABLISSEMENT PARTENAIRE	L'Université Claude Bernard LYON 1 (UCBL) Service des Spécialités Médicales 8, avenue Rockefeller ; 69373 Lyon cedex 08 Représentée par son Président, Monsieur Frédéric FLEURY, agissant pour le compte de la Faculté UFR Lyon EST, représentée par son Doyen, Monsieur Gilles RODE Et l'EREARA, Espace de Réflexion Ethique Auvergne Rhône-Alpes, représenté par son directeur, Monsieur François CHAPUIS
---------------------------------	--

Article 1 : Objet de la convention :

- La présente convention a pour objet d'établir une coopération entre le diplôme *Master Culture et santé*, porté par la Faculté de philosophie de l'université Jean Moulin-Lyon 3, et le *Diplôme interuniversitaire « Réflexion éthique et philosophique pour le soin, l'enseignement et la recherche en santé »*, coordonné par l'Espace de réflexion éthique Auvergne Rhône-Alpes (EREARA) porté par l'université Claude Bernard Lyon 1, afin

de favoriser l'ouverture d'enseignements destinés aux étudiants des universités partenaires.

Article 2 : Modalités

- Les étudiants du *DIU « Réflexion éthique et philosophique pour le soin, l'enseignement et la recherche en santé »* de l'université Lyon 1 seront accueillis au sein de l'UE 1-B « Ethique et Bioéthique » dispensée dans le cadre du *Master Culture et santé* sous forme magistrale
- Les étudiants du *Master Culture et Santé* de l'université Lyon 3 pourront choisir un module au choix au sein du *DIU « Réflexion éthique et philosophique pour le soin, l'enseignement et la recherche en santé »* dans le cadre de l'UE « conférence » de leur maquette d'enseignement.

Article 3 : Obligation de l'Université Lyon 1

L'université Lyon 1 s'engage à ouvrir au choix des étudiants du *Master Culture et Santé* de l'université Lyon 3 un des cinq modules de huit heures chacun du *DIU « Réflexion éthique et philosophique pour le soin, l'enseignement et la recherche en santé »* dispensés à Lyon sous forme interactive en petits groupes.

L'université Lyon 1 s'engage à informer l'université Lyon 3, au plus tard le 31 mars de l'année en cours, des horaires, lieux, et intitulés des cours ouverts pour la rentrée universitaire de la même année.

Les enseignements sont soumis aux normes en vigueur à Lyon 1, relativement au calendrier et au volume horaire.

Le nombre maximum est de 4 étudiants pour chacun des cinq modules ouverts à Lyon, soit 20 au maximum.

La présente convention n'engage pas les enseignants du *DIU « Réflexion éthique et philosophique pour le soin, l'enseignement et la recherche en santé »* à effectuer le suivi pédagogique des mémoires rédigés par les étudiants du *Master Culture et Santé* ni l'évaluation de l'UE suivie par ces derniers.

Les étudiants du master 2 CS pourront solliciter l'espace éthique afin de réaliser leur stage de master, et ces demandes seront examinées avec attention par l'équipe de l'espace éthique.

Aucune compatibilité horaire ne peut être garantie.

Article 4 : Obligations de l'Université Lyon 3

L'université Lyon 3 s'engage à accueillir les étudiants du *DIU « Réflexion éthique et philosophique pour le soin, l'enseignement et la recherche en santé »* dans les cours de l'UE 1-B « Ethique et Bioéthique » dispensée dans le cadre *Master Culture et Santé*.

L'université Lyon 3 s'engage à informer l'université Lyon 1, au plus tard le 31 mars de l'année en cours des dates et horaires de l'UE « éthique et bioéthique » pour la rentrée universitaire de la même année.

Les enseignements sont soumis aux normes en vigueur à Lyon 3, relativement au calendrier et au volume horaire.

Le nombre maximum d'étudiants accueillis ne pourra excéder 20 (vingt) pour ce module de 24 heures

La présente convention n'engage pas les enseignants du *Master Culture et santé* à effectuer le suivi pédagogique des mémoires rédigés par les étudiants du DIU « *Réflexion éthique et philosophique pour le soin, l'enseignement et la recherche en santé* » ni l'évaluation de l'UE suivie par ces derniers.

Aucune compatibilité horaire ne peut être garantie.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du début de l'année universitaire 2023/2024 (1^{er} septembre 2023), et est valide jusqu'à la fin du contrat quinquennal, soit jusqu'au terme de l'année universitaire 2026/2027.


Si l'un des partenaires souhaite modifier ou dénoncer la convention, il devra en informer l'autre au plus tard le 31 mars de l'année en cours. Dans ce cas, les modifications ou la dénonciation de la convention deviendront effectives à compter de la rentrée universitaire suivante.

Les responsables des deux diplômes concernés sont chargés de l'application de la présente convention.

Article 6 : Droit applicable – Tribunaux compétents

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Lyon.

Fait à LYON, le 4 décembre 2023

ÉTABLISSEMENT D'ORIGINE	L'Université Jean Moulin Lyon 3, Pr Eric CARPANO, Président de l'Université	
	La Faculté de Philosophie, Pr Thierry GONTIER, Doyen de la Faculté	
	Visa des responsables du Master Culture et santé Pr Elodie GIROUX, Pr Pierre FOURNERET, MCU Evelyne LASSERRE	

ETABLISSEMENT PARTENAIRE	L'université Claude Bernard Lyon 1 Pr Frédéric FLEURY, Président de l'université	
	La Faculté UFR de Médecine Lyon EST, Pr Gilles RODE, Doyen	
	L'Espace de Réflexion Ethique Auvergne-Rhône-Alpes (EREARA) Pr François CHAPUIS, Directeur	

AVENANT II

n°2023-12-F-086

A LA CONVENTION 16-34

ENTRE :

D'une part, l'Université Jean Moulin-Lyon 3, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège se situe 1C avenue des frères Lumières 69008 Lyon, représentée par son Président, le Professeur Éric Carpano agissant pour le compte de la Faculté de Philosophie de l'Université Jean Moulin, représentée par son Doyen, Monsieur Thierry Gontier

ET

D'autre part, l'université Claude Bernard Lyon 1 (UCBL) Service des spécialités Médicales 8 avenue Rockefeller, 69373 Lyon Cedex 08 représentée par son Président Monsieur Frédéric FLEURY, agissant pour le compte de l'UFR Lyon EST, représentée par son Doyen, Monsieur Gilles Rode

Article 1 :

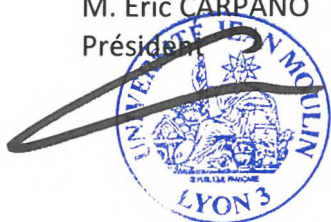
La dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 6 de la convention 16-34 est modifiée comme suit :

« Le paiement par l'Université Jean Moulin s'effectue au taux de rémunération des heures complémentaires en vigueur à la date de réalisation des enseignements ».

Fait à Lyon le 1^{er} septembre 2023, en trois (3) exemplaires originaux

Pour l'université Lyon 3

M. Éric CARPANO
Président



Pour l'université Lyon 1

M. Frédéric FLEURY
Président

Contrat de Collaboration de recherche dans le cadre de la CIFRE n°2022/1693

ENTRE

Gobert & Associés, Société civile professionnelle d'avocats dont le siège social est situé 32 rue Grignan, 13001 MARSEILLE, représentée par Monsieur Jacques GOBERT, son Gérant.

Ci-après désignée par « **Entreprise** »

ET

L'**Université Jean Moulin Lyon 3**, Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège social est situé 1C, avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08, représentée par son Président, Monsieur Éric CARPANO.

Ci-après désignée par « **Université Lyon 3** »

Agissant dans le cadre des activités de l'**équipe de recherche Louis Josserand** dirigée par Mme Pascale DEUMIER et Mme Christine BIDAUD.

Ci-après désigné par « **Laboratoire ELJ** »

ET

Université Côte d'Azur, Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège est situé Grand Château, 28 avenue Valrose, 06000 NICE, représentée par son Président, Monsieur Jeanick BRISSWALTER.

Ci-après désignée par « **Université Côte d'Azur** »

Agissant dans le cadre des activités du **Centre d'Études et de Recherche en Droit des Procédures**, UPR 1201, dirigé par Monsieur Grégoire LERAY.

Ci-après désigné par « **Laboratoire CERDP** »

L'Université Lyon 3 et Université Côte d'Azur sont ci-après désignées par les « **Établissements** ».

L'Entreprise, l'Université Lyon 3 et l'Université Côte d'Azur sont ci-après désignées individuellement par la « **Partie** » et conjointement par les « **Parties** ».



CONSIDÉRANT QUE

L'Entreprise est une société d'avocats intéressée par le droit privé et le droit public.

Le projet de thèse de Madame Océane SELLAME portant sur « La notion de titre exécutoire » s'inscrit dans les thèmes de recherche des Établissements.

L'Entreprise et les Établissements se sont rapprochés pour mettre en place une convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE) et le dossier déposé auprès de l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie (ANRT) par Madame Océane SELLAME a été sélectionné par l'ANRT.

Dans le cadre de la CIFRE n°2022/1693, conclue entre l'Entreprise et l'ANRT pour une durée de trois (3) ans, l'Entreprise a recruté en contrat à durée déterminée à compter du 17 avril 2023 madame Océane SELLAME, inscrite en Doctorat de droit à l'Université Lyon 3, pour la réalisation de Travaux de Recherche portant sur « La notion de titre exécutoire », et effectués dans la perspective d'une soutenance de thèse portant sur ce sujet.

Dans ce cadre, les Parties ont décidé de conclure le présent contrat de collaboration de recherche.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 - Objet du Contrat

Dans le cadre d'une CIFRE financée par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et gérée par l'ANRT, les Parties conviennent de collaborer aux travaux de recherche relatifs à :

« La notion de titre exécutoire », ci-après désignés les « Travaux de Recherche ».

La description des Travaux de Recherche se trouve en Annexe 1.

Ces Travaux de Recherche sont confiés par l'Entreprise à Madame Océane SELLAME, ci-après désignée la « Salariée-Doctorante », qui fait l'objet de la CIFRE n°2022/1693.

Ils feront l'objet d'une soutenance de thèse de doctorat.

Le présent contrat, ci-après le Contrat, a pour objet de définir les conditions et les modalités de cette collaboration entre les Établissements et l'Entreprise dans le cadre de la réalisation des Travaux de Recherche effectués par la Salariée-Doctorante dans la perspective d'une soutenance de thèse.

Toute réorientation importante de ces Travaux de Recherche, et par la même du sujet de thèse, devra faire l'objet d'un accord entre les Établissements et l'Entreprise.

Article 2 - Entrée en vigueur et durée

Le Contrat est conclu, sous réserve de sa signature par les Parties, à compter de la date d'entrée en vigueur de la CIFRE n°2022/1693 à savoir le 17 avril 2023 pour une durée de 36 mois, soit jusqu'au



16 avril 2026.

Le Contrat pourra être prorogé à la fin de cette période par un avenant qui précisera notamment l'objet de la prorogation ainsi que les modalités de son financement, sous réserve de l'acceptation par l'ANRT de cette prorogation.

Les stipulations des articles 7, 8 et 9 demeureront en vigueur, pour la durée qui leur est propre si une telle durée est précisée, nonobstant l'expiration ou la résiliation du Contrat.

Article 3 - Responsables scientifiques

Les Travaux de Recherche de la Salariée-Doctorante sont encadrés, au sein des Établissements, par Monsieur Thibault Goujon-Bethan, Professeur des Universités rattaché au Laboratoire ELJ de l'Université Lyon 3, et par Madame Hania Kassoul, Maîtresse de Conférences rattachée au Laboratoire CERDP de l'Université Côte d'Azur, ci-après désignés les « Directeurs de thèse ».

La Salariée-Doctorante est placée, au sein de l'Entreprise, sous la responsabilité de Mme Cécile Pion.

Les Parties s'engagent à mettre tout en œuvre pour assurer le bon déroulement des Travaux de Recherche, conformément à l'obligation de moyens, et non de résultats, qui leur incombe. Pour cela les Parties se réuniront au moins une fois par an, et, chaque fois que cela s'avèrera nécessaire, à la demande de l'une d'entre elles.

Des échanges par tout moyen, (téléphoniques, messageries électroniques, visioconférence...) entre les responsables scientifiques, en compagnie de la Salariée-Doctorante, seront organisés au moins une fois par an pour échanger sur l'avancement des Travaux de Recherche, en plus de chacune des réunions annuelles prévue ci-dessus.

Article 4 - Rapport d'activités

Les Travaux de Recherche se dérouleront par périodes de douze (12) mois, sur une période totale de trois (3) ans, à compter du 17 avril 2023 date d'effet de la convention CIFRE conclue entre l'ANRT et l'Entreprise.

Les rapports d'activités sur l'avancement des Travaux de Recherche seront préparés par la Salariée-Doctorante pour la fin de chacune des périodes précitées et remis à l'Entreprise qui les transmettra ensuite à l'ANRT. Lesdits rapports d'activités incluent notamment un rapport final de synthèse, pouvant être le manuscrit de thèse, qui sera préparé par la Salariée-Doctorante à l'échéance du Contrat ou à la date effective de sa résiliation anticipée.

Ces rapports devront être cosignés par la Salariée-Doctorante, les Directeurs de thèse et le responsable de l'Entreprise désignés à l'article 3 du Contrat.

Article 5 - Lieu d'exécution

5.1. La Salariée-Doctorante consacrera son temps à la réalisation des Travaux de Recherche. Elle partagera son temps entre l'Entreprise et les Établissements selon la répartition suivante :

- 1ère année : 60% Entreprise et 40% Hors Entreprise pour les obligations de formation requises par l'École Doctorale, le travail de bibliographie et les échanges avec les Directeurs de thèse.

- 2ème année : 50% Entreprise et 50% Hors Entreprise pour des tâches requises par l'Université Lyon 3 visées ci-dessus,
- 3ème année : 40 % Entreprise et 60% Hors Entreprise pour des tâches requises par l'Université Lyon 3, visées ci-dessus et également la rédaction de la thèse.

Dans le cadre du Contrat, pour la durée de ce dernier et selon l'état d'avancement et les besoins des Travaux de Recherche, la Salariée-Doctorante pourra également accéder librement aux locaux ainsi qu'au matériel du Laboratoire CERDP.

Un calendrier est défini d'un commun accord avec les responsables scientifiques mentionnés à l'article 3 du Contrat et la Salariée-Doctorante.

5.2. Les Parties s'engagent à accueillir dans leurs locaux la Salariée-Doctorante, afin de lui permettre d'effectuer les Travaux de Recherche qui devront la conduire à soutenir sa thèse en doctorat.

-pour l'Entreprise, les locaux sont situés au : 32 rue Grignan, 13001 Marseille

-pour l'Université Lyon 3, les locaux sont situés au Palais de l'Université, 15 quai Claude Bernard, 69635 Lyon cedex, 07.

-pour l'Université Côte d'Azur, les locaux du Laboratoire CERDP sont situés Faculté de droit et science politique - Avenue du Doyen Louis Trotabas, 06050 Nice cedex 1.

5.3. La Salariée-Doctorante reste à tout moment sous la responsabilité administrative et hiérarchique de l'Entreprise, étant donné que la Salariée-Doctorante est salariée de l'Entreprise, y compris lors de ses déplacements et lorsqu'elle se trouve dans les locaux des Établissements.

5.4. Lorsque la Salariée-Doctorante effectue les Travaux de Recherche dans les locaux des Établissements, elle est placée temporairement sous l'autorité fonctionnelle des Directeurs de Laboratoire et doit se conformer au règlement intérieur en vigueur au sein des laboratoires, lesquels seront portés à sa connaissance sur sa demande, et de façon générale, à toutes les consignes qui lui seront données en matière d'hygiène et sécurité.

5.5. L'Entreprise continuera à assurer à l'égard de la Salariée-Doctorante toutes les obligations civiles, sociales et fiscales en sa qualité d'employeur et exercera envers elle toutes les prérogatives administratives de gestion ainsi que la couverture en matière d'accident du travail et de maladies professionnelles, sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. L'Entreprise est chargée d'assurer la Salariée-Doctorante et de prendre à cet effet toutes les dispositions nécessaires, en particulier les polices d'assurance nécessaires, y compris dans le cadre de ses déplacements.

5.6. Par ailleurs, d'une manière générale, dans le cadre des Travaux de Recherche, si d'autres personnels de l'une des Parties, restant payés par leur employeur, sont amenés à travailler dans les locaux de l'autre Partie, ils devront se conformer au règlement intérieur ainsi qu'à toutes les règles générales ou particulières d'hygiène et de sécurité en vigueur au sein de l'établissement d'accueil et respecter l'ensemble des directives qui leur seront notifiées par ce dernier. Toutes les instructions nécessaires à ce sujet leur seront données au moment de leur affectation.

Néanmoins, chaque Partie continue d'assumer à l'égard du personnel qu'elle rémunère, toutes les obligations sociales et fiscales de l'employeur et d'exercer envers lui toutes les prérogatives administratives de gestion (notation, avancement, discipline, etc.). L'établissement d'accueil fournira toute indication utile à l'employeur.

Les Parties assurent l'une et l'autre la couverture de leurs agents respectifs en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers

responsables.

Par ailleurs, chaque Partie s'engage formellement, en tant que porte-fort, à ce que ses employés et personnels respectent l'ensemble des dispositions du Contrat.

5.7. Chaque Partie est responsable, dans les conditions du droit commun, des dommages de toute nature causés par son personnel à l'occasion du Contrat. Chaque Partie devant souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages de toute nature qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution du Contrat.

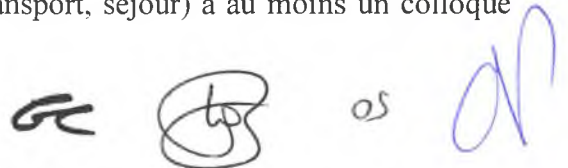
Néanmoins, il est précisé que les matériels et équipements mis par une Partie à la disposition de l'autre ou financés par cette Partie dans le cadre d'un accord spécifique, resteront la propriété de celle-ci. En conséquence, chaque Partie supportera la charge des dommages causés dans le cadre de l'exécution des Travaux de Recherche par les matériels et équipements dont elle est propriétaire. La garde de ces matériels et équipements, y compris des matériels en essais, n'est pas transférée à l'autre Partie du seul fait qu'ils lui seront confiés. La réparation des dommages causés par ces matériels et équipements incombe donc au propriétaire même si le fait des choses confiées s'est accompagné d'une faute simple de l'utilisateur ; elle pèse sur l'utilisateur ou sur celui qui doit en répondre en cas de faute lourde ou intentionnelle.

5.8. Chaque Partie supporte en ce qui la concerne toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle encourt en vertu du droit commun, en raison de tous dommages patrimoniaux et/ou extra-patrimoniaux causés aux tiers à l'occasion des travaux effectués pour la réalisation des Travaux de Recherche dans le cadre du Contrat.

Article 6 - Financement

L'Entreprise s'engage à prendre à sa charge directement :

- les salaires, charges sociales, primes et indemnités de la Salariée-Doctorante, dans les conditions prévues par la convention CIFRE ;
- les frais de déplacements (transport, séjour) de la Salariée-Doctorante et des responsables scientifiques visés à l'article 3 effectués dans le cadre des rencontres visées à l'article 3 (sur présentation de justificatifs) ;
- la mise à disposition de la Salariée-Doctorante d'un bureau et d'un ordinateur portable performant ;
- les frais occasionnés, au sein de l'Entreprise, par les Travaux de Recherche de la Salariée-Doctorante et validés par le responsable scientifique de l'Entreprise ;
- les frais de documentation/ouvrages et les frais liés aux publications et soumission de communications/résumés/abstracts /publications liés aux Travaux de Recherche proposés par les Directeurs de thèse et validés par le responsable scientifique de l'Entreprise, sur présentation de justificatifs ;
- les frais de terrain pour effectuer les Travaux de Recherche, notamment dans des bibliothèques, des laboratoires ou établissements académiques, auprès d'opérateurs, pour des enquêtes, en France ou à l'étranger (déplacement et séjour), validés par les Directeurs de thèse et le responsable scientifique de l'Entreprise sur présentation de justificatifs ;
- et les frais de formation, colloques et séminaires (inscription, déplacements et séjours) de la Salariée-Doctorante effectués dans le cadre de la réalisation des Travaux de Recherche, dispensés hors du Laboratoire ELJ ou du Laboratoire CERDP et de l'Entreprise et validés par les Directeurs de thèse, sur justificatifs. En particulier, l'Entreprise s'engage à financer la participation de la Salariée-Doctorante (inscription, transport, séjour) à au moins un colloque



par an.

Il est précisé que le Contrat n'implique aucun flux financier entre les Parties.

Article 7 - Confidentialité-Publication

7.1 Définitions

Elles s'appliquent au Contrat et en particulier aux articles 7, 8 et 9.

Le terme « Connaissances » désigne toute connaissance ou information, scientifique, technique ou commerciale et/ou tout type d'informations, notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les prototypes, les données, les bases de données, logiciels, dossiers, plans, schémas, dessins, formules de quelque nature que ce soit, quels qu'en soient la forme, brevetables ou non et /ou brevetées ou non, et tous les droits, notamment de propriété intellectuelle, en découlant.

Le terme « Connaissances non issues des Travaux de Recherche » désigne les Connaissances antérieures appartenant à une des Parties ou détenues par elle avant la date d'entrée en vigueur du Contrat et/ou développées ou acquises par elle indépendamment de l'exécution du Contrat.

Le terme « Résultats issus des Travaux de Recherche » désigne toutes les Connaissances, développées dans le cadre de l'exécution du Contrat.

7.2. Il est rappelé que la Salariée-Doctorante s'est engagée à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations concernant les Parties auxquelles elle pourra avoir accès, sous quelque forme que ce soit, et en particulier les Connaissances non issues des Travaux de Recherche et les Résultats issus des Travaux de Recherche, du fait de ses activités au sein des Parties. Elle s'est engagée à ne pas utiliser lesdites informations ou les résultats obtenus dans le cadre de ses recherches à d'autres fins que la réalisation des Travaux de Recherche et à ne pas les divulguer à des tiers sans l'autorisation préalable des Parties. En conséquence, la Salariée-Doctorante s'engage à obtenir l'accord écrit préalablement à toute communication écrite ou orale touchant aux Travaux de Recherche, pendant la durée du Contrat et pendant une durée de cinq (5) ans après son expiration ou sa résiliation quelle qu'en soit la raison.

7.3 Connaissances non issues des Travaux de Recherche

Chaque Partie s'engage à ne pas publier ni divulguer de quelque façon que ce soit les Connaissances non issues des Travaux de Recherche dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du Contrat. Cet engagement restera en vigueur pendant cinq (5) ans à compter de la date de signature du Contrat, nonobstant la résiliation ou l'arrivée à échéance de ce dernier.

Chaque Partie ne sera dégagée de ses obligations de confidentialité durant cette période qu'après accord préalable et écrit de la Partie propriétaire ou détentrice desdites Connaissances.

A l'issue des cinq ans, les Parties sont déliées de leur engagement de confidentialité susmentionné dans le présent article.

Au titre de l'engagement de confidentialité concernant les Connaissances non issues des Travaux de Recherche susvisées dans le présent article, chacune des Parties s'engage, tant pour elle-même que pour toute personne intervenant pour son compte, à moins d'une autorisation écrite contraire

donnée par les autres Parties :

- à ne communiquer tout ou partie des Connaissances non issues des Travaux de Recherche reçues d'une autre Partie qu'aux seuls membres de son personnel soumis à la confidentialité contractuellement ou statutairement, ayant à en connaître pour la réalisation des Travaux de Recherche ou l'exécution du Contrat ;
- à prendre toutes les dispositions et mesures nécessaires pour éviter la divulgation de tout ou partie des Connaissances non issues des Travaux de Recherche reçues d'une autre Partie ou toute contrevue à l'un des présents engagements ;
- à ne pas utiliser, directement ou par personne interposée, et dans un but autre que la mise en œuvre du Contrat, tout ou partie des Connaissances non issues des Travaux de Recherche reçues d'une autre Partie.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent cependant pas aux Connaissances non issues des Travaux de Recherche :

- que l'une des Parties qui les reçoit détenait licitement à la date de signature du Contrat ;
- que l'une des Parties viendrait à recevoir de tiers autorisés à les divulguer ;
- qui sont dans le domaine public, préalablement à leur communication ou postérieurement à celle-ci, sans que cela provienne d'une rupture du Contrat par l'une des Parties qui les reçoit ;
- dont leur communication a été autorisée par écrit par la Partie propriétaire ou détentrice desdites Connaissances non issues des Travaux de Recherche ;
- qui ont été développées de manière indépendante et de bonne foi par des personnels de la Partie qui les reçoit sans qu'ils aient eu accès à ces Connaissances non issues des Travaux de Recherche ;
- doivent être communiquées par application d'une disposition légale ou réglementaire ou dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale, cette communication devant être limitée au strict nécessaire. La Partie qui reçoit les Connaissances non issues des Travaux de Recherche s'engage à informer immédiatement et préalablement à toute communication la Partie dont les Connaissances non issues des Travaux de Recherche émanent afin de permettre à cette dernière de prendre les mesures appropriées à l'effet de préserver leur caractère confidentiel.

Aucune disposition de ce Contrat n'implique :

- une renonciation, pour la Partie qui les communique, à la protection de ses Connaissances non issues des Travaux de Recherche par tout droit de propriété intellectuelle ;
- une cession ou concession, par la Partie qui communique les Connaissances non issues des Travaux de Recherche, d'un quelconque droit sur ces Connaissances non issues des Travaux de Recherche au profit de l'autre Partie.

7.4 Résultats issus des Travaux de Recherche

Toute publication ou communication de Résultats issus des Travaux de Recherche, ou de Connaissances qui feraient référence aux Travaux de Recherche par l'une ou l'autre des Parties, devra recevoir, pendant la durée du Contrat et les 12 mois qui suivent son expiration ou sa résiliation quelle qu'en soit la raison, l'accord écrit des autres Parties qui feront connaître leur décision dans un délai maximum de 15 jours ouvrés à compter de la demande écrite adressée aux Parties. Passé ce délai et faute de réponse, l'accord sera réputé acquis.

En conséquence, tout projet de publication ou communication de Connaissance issues des Travaux de Recherche ou de Connaissances qui feraient référence aux Travaux de Recherche sera soumis à l'avis de chacune des autres Parties qui pourra demander de supprimer des informations confidentielles lui appartenant ou de supprimer ou modifier certaines précisions, dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à l'exploitation industrielle ou commerciale des Résultats issus des Travaux de Recherche. De telles suppressions ou modifications ne devront pas porter atteinte à la valeur scientifique de la publication.

Il est entendu que le projet de publication ou communication devra être adressé par la Partie qui sollicite l'accord aux responsables scientifiques des autres Parties mentionnés à l'article 3 du Contrat.

Ces publications et communications devront mentionner le concours apporté par chacune des Parties à la réalisation des Travaux de Recherche, sauf demande expresse faite dans les 15 jours de la réception du projet de publication ou communication, par un des responsables scientifiques de ne pas mentionner sa structure de rattachement.

Toutefois, les stipulations des articles 7.3 et 7.4 ne pourront faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant aux Travaux de Recherche de produire un rapport d'activité à l'établissement dont elle relève, dans la mesure où cette communication ne constitue pas une divulgation au sens des lois sur la propriété intellectuelle ;
- ni à la soutenance de thèse de chercheurs dont l'activité scientifique est en relation avec les Travaux de Recherche, cette soutenance devant être organisée si nécessaire de façon à garantir, tout en respectant la réglementation universitaire en vigueur, la confidentialité de certains Résultats issus des Travaux de Recherche obtenus dans le cadre du Contrat.

7.5 Usage du nom des Parties

Chaque Partie s'engage à ne pas faire usage du nom, logotype et/ou de la marque de l'autre Partie (et de ses laboratoires) ou de l'un de ses préposés, en particulier dans le cadre de l'utilisation ou l'exploitation des Résultats issus des Travaux de Recherche, notamment dans un but promotionnel et ce, quel que soit le support utilisé (vidéo, plaquette publicitaire, dossier de presse. etc.) sans avoir obtenu au préalable l'accord écrit de la Partie concernée.

Article 8 - Propriété

8.1 Connaissances non issues des Travaux de Recherche

Chacune des Parties conserve la propriété de ses Connaissances non issues des Travaux de Recherche.

Hormis les dispositions prévues dans le Contrat, rien dans ce dernier ne saurait être entendu comme conférant à une Partie un quelconque droit, notamment de propriété intellectuelle, titre ou intérêt sur les Connaissances non issues des Travaux de Recherche d'une autre Partie et pour un autre usage que celui de l'exécution du Contrat et pour la durée de validité de ce dernier.

8.2 Résultats issus des Travaux de Recherche

Les Résultats issus des Travaux de Recherche appartiennent conjointement aux Parties au prorata de leurs apports respectifs intellectuels, humains, matériels et financiers, sous réserve de la législation en vigueur concernant notamment le droit d'auteur.

Il est entendu que le manuscrit de thèse rédigé par la Salariée-Doctorante constitue une œuvre de l'esprit au sens de l'article L. 112-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur dès sa création (article L.111-1 du Code de la propriété

intellectuelle). Elle ne peut être reproduite ni représentée sans son consentement (article L.122-1 du Code de la propriété intellectuelle).

Article 9 - Utilisation et exploitation des Résultats issus des Travaux de Recherche

9.1 Utilisation aux fins de recherche

Sous réserve des dispositions de l'article 7 du Contrat et de la législation en vigueur concernant notamment le droit d'auteur, chaque Partie pourra utiliser librement et gratuitement les Résultats issus des Travaux de Recherche pour ses besoins propres de recherche et d'enseignement et dans le cadre de collaborations de recherche avec des tiers.

9.2 Exploitation

Avant tout acte d'exploitation commerciale/industrielle directe ou indirecte des Résultats issus des Travaux de Recherche, une convention précisant notamment la copropriété des Parties sur lesdits Résultats issus des Travaux de Recherche ainsi que les modalités, notamment financières, de leur exploitation sera signée entre les Parties.

9.3 Utilisation des Connaissances non issues des Travaux de Recherche

Si l'exploitation des Résultats issus des Travaux de Recherche par l'une des Parties nécessite l'utilisation des Connaissances non issues des Travaux de Recherche détenues pour partie ou en totalité par une autre, celle-ci s'efforce, sous réserve des droits consentis à des tiers, de favoriser cette exploitation. Les conditions d'utilisation des Connaissances non issues des Travaux de Recherche sont alors fixées contractuellement au cas par cas.

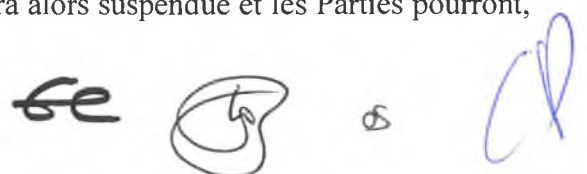
Article 10 - Résiliation

Le Contrat pourra être résilié de plein droit par l'une des Parties en cas d'inexécution par une autre Partie d'une ou plusieurs des obligations du Contrat. Cette résiliation ne deviendra effective que trois mois après l'envoi par la Partie initiatrice de la résiliation d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la volonté de rompre le Contrat, à moins que dans ce délai, la Partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou apporté la preuve d'un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce sans préjudice du paiement des dommages-intérêts dus par la Partie défaillante en réparation du préjudice éventuellement subis par la Partie plaignante du fait de la résiliation anticipée du Contrat.

Dans le cas où l'ANRT ferait connaître à l'Entreprise sa volonté de suspendre la subvention CIFRE en raison par exemple d'une interruption notable des Travaux de Recherche, l'Entreprise s'engage à le faire savoir sans délai aux Établissements. Les Parties devront alors se réunir pour étudier les suites à donner au Contrat.

En cas de résiliation de la convention CIFRE par l'ANRT, l'Entreprise s'engage à le faire savoir sans délai aux Établissements. L'exécution du Contrat sera alors suspendue et les Parties pourront,



d'un commun accord, décider de poursuivre par avenant le Contrat, sous réserve que l'Entreprise justifie du statut de salariée de la Salariée-Doctorante et assure, à sa seule charge, la rémunération de cette dernière. Faute d'un tel avenant, signé des Parties dans les trois mois qui suivront la résiliation de la convention CIFRE, le Contrat sera considéré comme résilié à la date de décision prise par l'ANRT.

Dans le cas où l'inscription de la Salariée-Doctorante en doctorat ne serait pas renouvelée, le Contrat sera automatiquement résilié de plein droit au terme de l'année d'inscription en cours. L'Université Lyon 3 s'engage à le faire savoir sans délai à l'Entreprise et à l'Université Côte d'Azur.

En cas de rupture anticipée du contrat de travail entre la Salariée-Doctorante et l'Entreprise (notamment aux cas de licenciement ou démission), le Contrat est automatiquement résilié à la date de résiliation du contrat de travail. L'Entreprise s'engage à le faire savoir sans délai aux Établissements.

Le Contrat sera résilié de plein droit dans l'hypothèse où l'Entreprise ferait l'objet d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, après mise en demeure de poursuivre ou de résilier le Contrat, adressée à l'administrateur judiciaire (ou au débiteur après avis conforme du mandataire judiciaire en l'absence d'administrateur judiciaire) ou au liquidateur selon les cas, restée plus d'un (1) mois sans réponse, sous réserve des dispositions des articles L622-13, L 627-2, L631-14 et L641-11-1 du Code de commerce.

Le Contrat sera également résilié de plein droit en cas de cessation d'activité, dissolution ou liquidation amiable de l'Entreprise.

Dans tous les cas d'expiration ou de résiliation anticipée du Contrat, chaque Partie s'engage à restituer à l'autre Partie, sur demande de cette dernière, tous les documents et divers matériels qu'elle lui aurait transmis, sans pouvoir en conserver de reproduction.

Article 11 - Intégralité du contrat

Le Contrat y compris son annexe constitue l'intégralité de l'accord entre les Parties.

Si une ou plusieurs stipulations du Contrat étaient nulles ou déclarées comme telles en application d'un traité, d'une loi ou d'un règlement, ou encore à la suite d'une décision de justice passée en force de chose jugée d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur portée et leur force obligatoire.

Les Parties pourront alors rédiger un avenant ayant pour objet le remplacement des stipulations nulles par des stipulations valables, en respectant dans la mesure du possible, l'accord de volonté existant entre les Parties au moment de la conclusion du Contrat ainsi que l'objet et l'esprit de ce dernier.

Article 12 - *Intuitu personae*

Chaque Partie reconnaît qu'elle a accepté de conclure le Contrat en considération des autres Parties, ce qui signifie que cet accord est formé *intuitu personae*. Par conséquent, aucune cession ou transfert de tout ou partie du Contrat, de même que des droits et/ou obligations en découlant, ne pourra être fait au profit d'un tiers, sans l'accord exprès écrit préalable des autres Parties, y compris dans le cas

de fusion, absorption, scission, transfert partiel d'actif.

Article 13 - Notifications

Toutes les notifications, communications et mises en demeure prévues par le Contrat seront réputées avoir été valablement délivrées si elles sont adressées aux adresses suivantes :

-pour l'Entreprise : 32 Rue Grignan, 13001 Marseille.

- Pour l'Université Lyon 3 :

Université Jean Moulin Lyon 3

Service Général de la Recherche – A l'attention de Marie-Alice Virolleaud

1C avenue des Frères Lumière, CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08

Cc : marie-alice.virolleaud@univ-lyon3.fr

-pour Université Côte d'Azur : Université Côte d'Azur

DRVI – Service Contrats et Valorisation

Grand Château, 28 avenue Valrose,

BP 2135,

06103 Nice Cedex 2

Cc : drvi-contrats-valorisation@univ-cotedazur.fr

Article 14 – Litige

Le Contrat est régi par le droit français.

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution du Contrat, les Parties s'engagent à s'efforcer de résoudre leur différend à l'amiable.

A défaut d'un accord amiable dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification du litige par l'une des Parties à l'autre, les tribunaux français compétents seront saisis pour régler le litige.

Fait en trois exemplaires originaux à Lyon, le 20/09/2023

Pour l'Entreprise

Fonction
Nom
Signature :

La Responsable - Avocate
Cécile PION
Visa :

SCP GOBERT & ASSOCIES

32, rue Grignan - 13001 MARSEILLE
Tél. 04.91.54.73.51 - Fax 04.91.54.01.39
E-mail : contact@gobert-associes.com
Site-Web : gobert-associes.com



La Salariée-Doctorante
Océane SELLAME

Visa : le 20/09/2023

Sellame

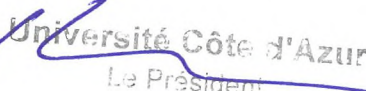
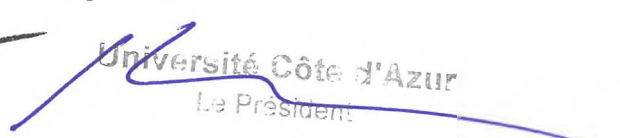
Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

Le Président
Pr Éric CARPANO
Signature :



Pour Université Côte d'Azur

Le Président
Pr Jeanick BRISSWALTER
Signature :

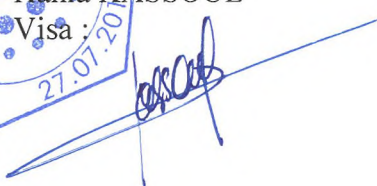


Jeanick BRISSWALTER

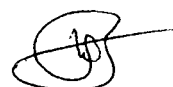
Le Directeur de thèse
Thibault GOUJON-BETHAN
Visa : 28.05.2023



La Directrice de thèse
Hania KASSOUL
Visa :



Annexe 1 - Description des Travaux de Recherche

A stylized handwritten signature consisting of several thick, sweeping strokes.A handwritten signature enclosed within a circular scribble, with a horizontal line extending from the right side.

Projet de thèse de doctorat en droit

Université Jean Moulin Lyon 3

École doctorale de Droit « ED 492 »

LA NOTION DE TITRE EXÉCUTOIRE

Doctorante : Océane Sellame

Première demande d'inscription, oct. 2022

Direction de thèse : Th. Goujon-Bethan et H. Kassoul

TABLE DES MATIERES

Table des matières	2
I. DOMAINE DE LA RECHERCHE	3
II. DESCRIPTION ET ENJEUX DU SUJET	4
1. Repères étymologiques	4
2. Eléments historiques	5
3. Essai de définition.....	5
4. Diversité de titres	6
5. Déjudiciarisation.....	7
6. Différences de régimes	8
7. Controverses persistantes. Qualités de la créance.....	9
8. Controverses persistantes. Formule exécutoire.....	9
9. Controverses persistantes. Étendue de la force exécutoire	10
10. Fonctions du titre exécutoire.....	11
III. PROBLEMATIQUE.....	11
IV. OBJECTIFS DE LA THESE	11
V. METHODOLOGIE DE LA THESE	12
VI. MOYENS ET MATERIELS MIS A DISPOSITION.....	14
VII. ORGANISATION DU TRAVAIL	14
VIII. SELECTION DU CANDIDAT	14
IX. ECHEANCIER	14
X. BIBLIOGRAPHIE.....	15

I. DOMAINE DE LA RECHERCHE

Tout d'abord, la notion de titre exécutoire entre dans le domaine des procédures civiles d'exécution anciennement appelées voies d'exécution. Le droit de l'exécution se définit comme « *l'ensemble des moyens légaux dont dispose une personne qui souhaite obtenir l'exécution, sinon volontaire, au mieux forcée* » des actes et des jugements « *dont elle est créancière* »¹. L'expression « procédures civiles d'exécution » est apparue en 1991², mais n'a été consacrée qu'en 2012 par le législateur lors de l'entrée en vigueur du Code des procédures civiles d'exécution. Le choix de ce changement vient d'un rapport remis au président de la République, lequel expliquait que le titre de procédures civiles d'exécution « *visait à définir des procédures respectueuses des droits de chacun, hors du champ pénal et du champ administratif et qui tendent à l'exécution d'une décision ou d'un titre revêtu d'une autorité impliquant que le débiteur doit s'y soumettre* »³. Les procédures civiles d'exécution tendent à assurer une égalité de traitement entre les créanciers et les débiteurs en même temps que la sauvegarde des libertés⁴.

De plus, la notion de titre exécutoire relève de la procédure civile, laquelle est complémentaire aux procédures civiles d'exécution⁵. Certains auteurs rappellent que les voies d'exécution constituent le prolongement nécessaire de la procédure civile afin d'assurer l'effectivité des droits substantiels des créanciers⁶.

Il en ressort que la notion de titre exécutoire, en tant qu'élément fondamental du droit de l'exécution, se trouve à la frontière d'autres disciplines juridiques. Plus largement, la théorie, la philosophie du droit et le droit civil seront ainsi une ressource, mais aussi un appui méthodologique essentiel, pour le traitement de ce qui s'apparente à un « sujet-notion ». La théorie du droit s'attache à la « *signification de la norme juridique par une analyse de sa finalité, de sa fonction et par une réflexion sur sa structure* »⁷. La philosophie du droit s'intéresse à la « *genèse des normes et des droits, et aux fondements de sa validité* »⁸. Le droit civil recouvre notamment les règles relatives aux personnes, aux biens, aux sûretés⁹. Ces matières contribueront à une meilleure compréhension de la notion de titre exécutoire au regard de sa

¹ Leborgne A., *Droit de l'exécution*, 3^e éd., 2019, Dalloz, coll. Précis ; Debard T., Guinchard S., *Lexique des termes juridiques 2022-2023*, 30^{ème} éd., 2022, Dalloz, coll. Lexique

² Loi n°91-650, 9 juillet 1991 ; Perrot R. et Théry Ph., *procédures civiles d'exécution*, 1^{re} et 2^e éd., 2000 et 2005, Dalloz ; Leborgne A., *Droit de l'exécution*, 3^e éd., 2019, Dalloz, coll. Précis

³ Rapport au président de la République relatif à l'ordonnance n°2011-1895 du 19 décembre 2011 relative à la partie législative du CPCE, JO 20 déc. 2011, p. 21462

⁴ Perrot R. et Théry Ph., *Procédures civiles d'exécution*, 3^e éd., 2013, Dalloz

⁵ Hoonakker P., *Procédures civiles d'exécution*, 11^e éd., 2022, Bruylant, coll. paradigme

⁶ Salati O., (dir.), *Procédures civiles d'exécution*, 13^e éd., 2021, Sirey, coll. Université

⁷ Bergel J.-L., *Théorie générale du droit*, 5^e éd., 2012, Dalloz, coll. Méthodes du droit

⁸ Colonna d'Istria F., *Philosophie du droit et pratique des juristes*, 1^{re} éd. 2021, Dalloz, coll. méthodes du droit

⁹ CORNU G., *Vocabulaire juridique*, Ass. Henri Capitant, PUF, 14^e éd., 2022

technicité, mais aussi à la quête de (re)construction d'un sujet dont la cohérence théorique reste à, si ce n'est découvrir, consolider.

Ensuite, bien que le titre exécutoire ne soit pas sans interactions avec le droit administratif et le droit pénal, ces deux domaines ne feront l'objet que de développements succincts. L'essentiel des recherches se concentrera sur le droit civil, lequel suffit déjà à nourrir de nombreuses questions de nature à clarifier ou renouveler la notion du titre exécutoire. Cette dernière est d'ailleurs par essence attachée au droit civil.

Enfin, l'aspect pratique de cette thèse reposera sur l'inclusion dans le travail doctoral des réflexions ou préoccupations apportées par l'expérience professionnelle, en cabinet, liée au traitement et à la compréhension par les praticiens du titre exécutoire. Le travail de mise en lumière de ces réflexions ne pourra se faire sans l'exploitation de la jurisprudence actualisée, mais aussi de la prise en compte des questionnements plus larges sur les droits fondamentaux.

II. DESCRIPTION ET ENJEUX DU SUJET

1. Repères étymologiques

Le sujet, pris en l'intitulé « la notion de titre exécutoire », comporte trois termes aux origines latines distinctes.

Premièrement, le mot *titre*, apparu au XVII^e siècle, a pour racine le latin *titulus* et se définit comme un écrit reconnaissant un droit¹⁰.

Deuxièmement, le terme *exécutoire*, apparu au XIV^e siècle, provient du latin *executorus* et signifie la réalisation. La combinaison des mots « titre » et « exécutoire » est récente et semblerait justifier, au sens large, que les titres étaient préalablement représentés par des jugements et des actes notariés¹¹. Une recherche approfondie sur les origines de cette expression sera nécessaire afin de comprendre le choix du législateur et évoluer vers la recherche d'une définition.

Troisièmement, la « notion » vient du latin *notio* et désigne une idée que l'on se fait de l'esprit, une connaissance élémentaire¹². Elle se distingue classiquement du concept qui prend racine dans le latin

¹⁰ Baumgartner E. et Ménard P., *Dictionnaire étymologique et historique de la langue française*, 1996, éd. Le livre de poche, coll. la pochothèque

¹¹ Laher R., « Le crépuscule du bref d'exécution », *Revue juridique thémis*, 1^{er} déc. 2012, RJT 46-3, p.431

¹² Dictionnaire Le Robert, éd. Le Robert, 2023 ; Dictionnaire le Larousse, éd. Larousse.fr, 2023 ; Baumgartner E. et Ménard P., *Dictionnaire étymologique et historique de la langue française*, 1996, éd. Le livre de poche, coll. la pochothèque

conceptus et signifie l'action de recevoir la pensée. Le lexique philosophique distingue le concept, en tant qu'idée abstraite et générale, de la notion, en tant qu'objet abstrait de connaissance¹³. Actuellement, la notion se définit comme une « *représentation abstraite d'un objet matériel ou intellectuel envisagé par l'ordre juridique* »¹⁴ et le concept permet de « *doter un terme d'un régime juridique* »¹⁵. Ainsi, l'expression « notion conceptuelle » consiste à accorder une définition complète selon des critères logiques tout en maintenant un contenu abstrait mais déterminé¹⁶.

Le choix des termes du sujet répond au caractère abstrait et imprécis que connaît la notion de titre exécutoire. Ces caractères se justifient par l'absence de définition et de cadre sur la notion, lesquels se constatent par un retour aux sources.

2. Eléments historiques

Depuis la loi des XII tables¹⁷, la notion de titre exécutoire a évolué sans qu'aucune définition ne lui ait été consacrée. Les grandes dates historiques propres à ladite notion le prouvent. L'expression « *titre exécutoire* » a été créée au Moyen-Âge et employée par les praticiens du droit pendant de nombreuses années. Au XIX^e siècle, le législateur a consacré cette notion dans l'ancien Code de procédure civile, laquelle n'a fait l'objet que d'une simple citation « *Il ne sera procédé à aucune saisie mobilière ou immobilière, qu'en vertu d'un titre exécutoire, [...]* »¹⁸. La notion de titre exécutoire a été revalorisée par la loi n°91-650 du 9 juillet 1991 qui lui a consacré un article en listant les titres¹⁹. L'abrogation de cette loi par l'ordonnance n°2011-1895 du 19 décembre 2011 a été suivie par la création du Code des procédures civiles d'exécution. L'article L.111-3 du Code des procédures civiles d'exécution a repris l'ancien article 3 de la loi du 9 juillet 1991 en listant l'ensemble des titres exécutoires, toujours sans définition. L'actuel article doit être complété par l'article L.111-5 du Code des procédures civiles d'exécution pour les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, l'article L.252 du Livre des procédures fiscales, l'article L.582-2 du Code de la sécurité sociale.

3. Essai de définition

Actuellement, le titre exécutoire n'est pas défini par le législateur²⁰. La doctrine, quant à elle, tente d'apporter une définition fonctionnelle de la notion de titre exécutoire mais celle-ci varie d'un auteur à un autre. Perrot définissait le titre exécutoire comme un « *acte écrit délivré au nom du Souverain qui*

¹³ Lalande A., *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, 17^e éd., 1991, PUF

¹⁴ Bergel J.-L., *Méthodologie juridique, fondamentale et appliquée*, 3^e éd., 2018, PUF, Themis droit, PUF, n°24 ; Pescatore P., « introduction à la science du droit », Luxembourg, RIDC 1960, n°138

¹⁵ Bergel J.-L., *Méthodologie juridique, fondamentale et appliquée*, 3^e éd., 2018, PUF, Themis droit, PUF, n°24

¹⁶ Tusseau G., « Critique d'une métanotion fonctionnelle : la notion (trop) fonctionnelle de "notion fonctionnelle" », RFDA 2009, p. 641

¹⁷ Premier corpus des lois romaines écrites entre 451 et 449 av J.-C. : Castaldo A., Levy J.-P., *Histoire du droit civil*, 2^e éd., 2010, Dalloz, coll. Précis, p.1009

¹⁸ Anc. CPC, art. 551

¹⁹ L. n° 91-650, 9 juill. 1991, art. 3

²⁰ CPC exéc., art. L. 111-2, art. L. 111-3

donne pouvoir à son titulaire de procéder à l'exécution forcée du droit qu'il constate »²¹. Le professeur Leborgne définit le titre comme un « *acte qui donne pouvoir au créancier de procéder à l'exécution forcée du droit qu'il constate* »²². D'autres auteurs se contentent non pas de définir la notion mais de rappeler la liste des titres exécutoires et s'intéressent aux effets de ces différents titres²³.

La consécration d'une définition conceptuelle²⁴ de la notion de titre exécutoire est indispensable. Elle permettra une évolution de la notion, telle qu'actuellement posée, en une notion conceptuelle, c'est-à-dire une notion dont les fondements, les fonctions, et les principes, peuvent être tenues ensemble dans une construction théorique. Dans cette perspective, il conviendra d'analyser, pour tenter de proposer des solutions adaptées, les hésitations doctrinales et jurisprudentielles actuelles. Ces discussions doctrinales et jurisprudentielles existent tant sur les conditions communes à tous les titres exécutoires que sur les conditions propres à chaque titre exécutoire lesquelles justifient la diversité de ces titres. Il en résulte que la thèse aura pour principal enjeu de construire un essai de définition du titre exécutoire.

4. Diversité de titres

Il existe une diversité de titres exécutoires.

Parmi les titres exécutoires se trouvent des actes juridictionnels et des actes non juridictionnels. Un acte juridictionnel est « *un acte par lequel une juridiction tranche une contestation au terme d'une procédure organisée et qui, pour toutes ces raisons, est revêtu de l'autorité de la chose jugée, acte de juridictions contentieuses* »²⁵. Cet acte émane d'une juridiction tandis qu'un acte non juridictionnel est un acte qui n'émane pas d'une juridiction²⁶.

Plus précisément, parmi les actes non juridictionnels érigés au rang de titres exécutoires, figure classiquement l'acte notarié²⁷ mais aussi les titres délivrés par les personnes morales de droit public qualifiés comme tels par la loi et auxquelles sont attachées les effets d'un jugement²⁸, mais aussi plusieurs titres récents tels que certaines décisions rendues par le directeur d'un organisme débiteur de prestations familiales²⁹, les transactions et les actes constatant un accord issu d'une médiation, d'une conciliation ou d'une procédure participative, lorsqu'ils sont contresignés par les avocats de chacune des parties et revêtus de la formule exécutoire par le greffe de la juridiction compétente³⁰. Ce dernier titre a

²¹ Perrot R., Théry Ph., *Procédures civiles d'exécution*, 3^e éd., 2013, Dalloz, n°129.

²² Leborgne A., *Droit de l'exécution, Voies d'exécution et procédures de distribution*, 3^e éd., 2019, Dalloz, coll. Précis, n°373

²³ Cagnoli P., *Procédures civiles d'exécution*, 1^{re} éd., 2018, LGDJ, coll. Droit du paiement

²⁴ Tusseau G., « Critique d'une métanotion fonctionnelle : la notion (trop) fonctionnelle de "notion fonctionnelle", RFDA 2009, p. 641

²⁵ CORNU G., *Vocabulaire juridique*,

²⁶ Debard T., Guinchard S., *Lexique des termes juridiques 2022-2023*, 30^e éd., 2022, Dalloz, coll. Lexique

²⁷ Acte notarié reconnu comme titre exécutoire par Loi Ventôse du 17 mars 1803

²⁸ CPC exéc., art. L.111-3 6°

²⁹ CSS, art. L. 585-2

³⁰ CPC exéc., art. L.111-3 7°

été ajouté par la loi n°2021-1729 du 22 décembre 2021 au 7° de l'article L. 111-3 du Code des procédures civiles d'exécution³¹.

De même, tous les titres ne sont pas l'œuvre des mêmes catégories d'auteurs. Le législateur a reconnu que certaines décisions rendues par le directeur d'un organisme débiteur de prestation familiale, personne privée chargée d'une mission de service public, sont des titres exécutoires au même titre qu'un acte notarié délivré par un officier public et ministériel³². Outre, l'autorisation pour une personne morale de droit public de délivrer des titres exécutoires, l'essence même de la notion de titre exécutoire ne permet, actuellement, pas de répondre sur les raisons pour lesquelles le titre « CAF »³³ a été admis, ni même sur la valeur juridique que représente ce titre puisqu'il est systématiquement déclaré nul dès qu'un acte notarié ou une décision de justice est prononcé.

Par ailleurs, l'acte contresigné par avocat est qualifié de titre exécutoire lorsque la formule exécutoire est apposée par le greffe, officier public, délégataire de la puissance publique. *A priori*, l'avocat est un auxiliaire de justice qui n'a pas le pouvoir de qualifier un acte de titre exécutoire. L'apposition de la formule exécutoire par le greffe est indispensable pour que ce titre devienne un titre exécutoire. Toutefois, la qualification du titre exécutoire ne peut se limiter à la seule apposition de la formule exécutoire. Un auteur estime que « *l'apposition de la formule exécutoire par le greffe permet de remédier à l'inconstitutionnalité mais le pouvoir vérificateur du greffier est limité à la nature de l'acte* »³⁴. Ces présupposés mériteraient d'être questionnés.

Ainsi, la liste de ces titres ne cesse de s'allonger et nourrit le flou juridique porté par la notion de titre exécutoire. La nécessité de tenter d'élaborer une définition conceptuelle de la notion de titre exécutoire, fondée sur un critère opératoire, permettra d'éclairer les choix du législateur et d'encadrer son action. Ce dernier qualifie de titre exécutoire une variété d'actes différents par nature dans le but de concourir au phénomène de déjudiciarisation de la justice.

5. Déjudiciarisation

Le législateur souhaite répondre aux exigences de la déjudiciarisation des différends. La déjudiciarisation consiste à traiter les litiges hors le recours d'un juge, afin de désengorger les tribunaux soumis à un contentieux grandissant et à une réduction des effectifs des magistrats³⁵. Les enjeux contemporains pour le service public de la justice sont effectivement ceux de la simplification et de la

³¹ L. n°2021-1729, 22 décembre 2021 dite pour la confiance dans l'institution judiciaire

³² Cons. Const. 29 juill. 1998, n°98-403 DC ; Leborgne A., *Droit de l'exécution*, 3^e éd., 2019, Dalloz, coll. Précis

³³ GUINCHARD S., MOUSSA T., (dir.), *Droit et pratique des voies d'exécution*, 10^e éd., 2022, Dalloz, coll. Dalloz Action

³⁴ Reverchon-Billot M., « l'acte contresigné par avocat : un nouveau titre exécutoire de la justice participative », *Procédures*, Avr. 2022, n°4, Etude 6

³⁵ Cimamonti S., Perrier J.-B. (dir.), *Rapport les enjeux de la déjudiciarisation*, laboratoire de droit privé et de sciences criminelles d'Aix-Marseille Université EA 4690, mission recherche droit et justice, 2018

modernisation, ce qui passe par la promotion de sa célérité et de sa qualité³⁶. Un rapport justifie le principe de déjudiciarisation de la justice par un intérêt économique, une simplification des procédures, un désengorgement des juridictions et une accélération du traitement des affaires³⁷. Ces impératifs socio-économiques ne peuvent être occultés et ils sont à la source de l'allongement de la liste des titres exécutoires. L'opportunité de cette liste, actuellement non dotée d'un cadre notionnel capable d'en rationaliser la compréhension, mérite d'être appréciée. La notion de titre exécutoire doit assurément pouvoir s'adapter aux enjeux contemporains, ce qui justifierait des interventions législatives « *ad hoc* », mais aussi traverser les époques en épousant l'impératif de sécurité juridique et de lisibilité du droit. Cette dernière ambition impose d'offrir les moyens de concevoir des règles de droit qui ne soient pas purement énumératives, ni l'agglomérat de successions de choix législatifs non concertés.

La clarification de la notion de titre exécutoire doit également, intervenir par une harmonisation et un encadrement des conditions spécifiques et communes des titres exécutoires afin de s'orienter vers un régime commun.

6. Différences de régimes

La jurisprudence a pu se positionner sur un certain nombre de problématiques. Toutefois, des incertitudes demeurent sur le principe de l'autorité de la chose jugée. Ce principe ne s'applique qu'aux décisions de justice et provoque un conflit sur le principe de concentration des moyens. Les autres hésitations jurisprudentielles interviennent sur l'acquisition et l'étendue de la force exécutoire³⁸, la notification limitée aux actes judiciaires³⁹, les conséquences relatives au cumul de deux titres exécutoires⁴⁰, la prescription des titres⁴¹, le délai butoir, les annexes des actes notariés, la contestation des titres exécutoires auprès du juge de l'exécution⁴², l'étendue des pouvoirs du juge de l'exécution selon que le litige porte sur un acte judiciaire ou extrajudiciaire⁴³.

³⁶ Magendie J.-Cl., Rapport « célérité et qualité de la justice, la gestion du temps dans le procès », doc. Franç., 2004

³⁷ Cimamonti S., Perrier J.-B. (dir.), Rapport les enjeux de la déjudiciarisation, laboratoire de droit privé et de sciences criminelles d'Aix-Marseille Université EA 4690, mission recherche droit et justice, 2018 ; Rapport du Comité des États généraux de la justice, « Rendre justice aux citoyens », 2022

³⁸ Cass. 2^e civ., 22 oct. 2009, n°08-19022 ; Dr. et proc. 2010, 86, obs. Léon

³⁹ CPC, art. 503

⁴⁰ Cass. 1^{re} civ., 1^{er} mars 2017, n°15-18012 ; Cass. 2^e civ., 18 fév. 2016, n°15-13991, n°15-15778, 15-13945

⁴¹ Cass. avis, 4 juill. 2016, n°16-70004 ; Cass. 1^{re} civ., 8 juin 2016, n°15-19614

⁴² Sur les procès-verbaux de conciliation : Cass. 3^e civ., 6 juin 2019, n°17-19486 ; Sur les titres délivrés par les huissiers de justice : Cass. 2^e civ., 18 juin 2009, n°08-10843 ; sur les actes notariés : Cass. 2^e civ., 18 fév. 2016 n°15-13991, n°15-15778, n°15-13945 ; Cass. ch. mixte, 21 déc. 2012, n°11-28688

⁴³ Cholet D., Rép. pr. civ. Dalloz, *V° Exécution des jugements*, avril 2022, n°67 ; Cass. 2^e civ., 20 mai 2021, n°19-25156, n°19-22553 ; Cass. 2^e civ., 25 mars 2021, n°19-25156 ; Cass. 2^e civ., 19 nov. 2020, n°19-20700 ; Cass., 2^e civ., 28 sept. 2017, n°15-26640 ; Kieffer F., « Les contours de l'office du juge de l'exécution...bis repetita », Dalloz actualité, 13 avr. 2021 ; Payan G., « Titre exécutoire : intangibilité et conditions de mise à exécution », Dalloz actualité, 1^{er} juin 2021

Par exemple, une incohérence juridique demeure en matière de prescription des titres exécutoires. L'article L.111-4 du Code des procédures civile d'exécution ne s'applique pas à l'ensemble des titres exécutoires. Seuls les actes juridictionnels sont soumis à ce régime. Les actes non juridictionnels sont soumis au droit commun. On peut s'interroger sur les raisons de cette différence de régime. Le régime de la prescription pourrait être rendu plus cohérent.

7. Controverses persistantes. Qualités de la créance.

L'article L.111-2 du Code des procédures civiles d'exécution précise les conditions communes à tous les titres exécutoires. Cet article considère qu'un titre est exécutoire à condition qu'il constate une créance liquide et exigible, identifie les parties et soit revêtu de la formule exécutoire. Pourtant des controverses doctrinales et jurisprudentielles existent sur le critère de constat d'une créance⁴⁴, l'identification exacte des parties, l'étendue et la circulation du titre⁴⁵.

Une discussion doctrinale persiste, également, sur la suppression du caractère certain de la créance⁴⁶. Certains auteurs dont le professeur Piedelièvre estiment que le critère certain de la créance est une exigence indiscutable⁴⁷ tandis que Perrot considèrerait que ce critère est « inutile »⁴⁸. Cette divergence doctrinale interfère avec le contenu des titres exécutoires et alimente le contentieux sur les conditions relatives aux titres exécutoires. Ce caractère, n'ayant pas été repris par le législateur dans le Code des procédures civiles d'exécution, n'a pas fait cesser la discussion. C'est pourquoi, il est nécessaire de rechercher les raisons pour lesquelles ce caractère n'a pas été repris afin d'en déterminer son degré d'importance et les conséquences qui peuvent retentir sur la notion⁴⁹.

8. Controverses persistantes. Formule exécutoire.

Un autre débat doctrinal demeure sur le rôle de la formule exécutoire. Le professeur Couchez considère que la formule exécutoire est le « fondement du titre » tandis qu'Hébraud considèrerait qu'il ne s'agit que d'un « signe » de la force exécutoire et ne constitue pas le titre en lui-même⁵⁰. Le rôle de la formule exécutoire se retrouve en droit comparé. En droit anglo-saxon, la formule exécutoire ne revêt pas des mêmes conditions de fond et de forme qu'en droit français mais justifie son intérêt. Le *writ* d'exécution revêtu de la formule exécutoire tout comme le titre exécutoire français ordonnent l'exécution forcée⁵¹.

⁴⁴ Salati O., (dir.), *procédures civiles d'exécution*, 13^e éd., 2021, Sirey, coll. Université, p. 62 ; Cass. 2^e civ., 21 mars 2002, n°00-19051 ; Dr. et proc. 2022, 306, obs. Leborgne A., Cass. 2^e civ., 19 nov. 2009, n°08-14325 ; Gaz. pal. 28-30 mars 2010, p.15, obs. Brenner C., Cass. 2^e civ., 14 janv. 2021, n°18-23238

⁴⁵ Guinchard S., Moussa T., (dir.), *Droit et pratique des voies d'exécution*, 10^e éd., 2022, Dalloz, coll. Dalloz Action, n°0112-93 ; Cass. com., 21 oct. 2020, n°19-15545 ; Cass. 2^e civ., 17 déc. 2009, n°09-11612 ; Cass., 2^e civ., 19 déc. 2002, n°00-20774 ; sur l'étendue du titre : Cass. 2^e civ., 8 janv. 2015, n°13-27377

⁴⁶ Cass. 2^e civ., 25 juin 2020, n°19-2319 ; JCP G. 2020, 983, obs. Laher R. ; Cass. 2^e civ., 22 mars 2018, n°17-10635 ; JCP N. 2018, 367, obs. Jullienne M.

⁴⁷ Piedelièvre S., *Procédure civiles d'exécution*, 2016, Economica, coll. Corpus droit privé, n°98

⁴⁸ Perrot R. et Théry Ph., *procédures civiles d'exécution*, 3^e éd., 2013, Dalloz, n°118

⁴⁹ Brenner C., *Le Lamy droit de l'exécution forcée*, 2020, Lamyline

⁵⁰ RTD civ. 1996, p. 480, obs. R. Perrot ; RIDC, 1957, p. 174, obs. P. Hébraud

⁵¹ Laher R., « Le crépuscule du bref d'exécution », *Revue juridique thémis*, 1^{er} déc. 2012, RJT 46-3, p. 431

Force est de constater qu'en l'absence de la formule exécutoire, le créancier ne peut engager les mesures d'exécution forcée. Des tempéraments à ce caractère interviennent, lesquels engendrent une discussion doctrinale. Une analyse sur ce débat est nécessaire afin d'en faire ressortir une solution sur l'intérêt et la portée de la formule exécutoire et éclairer la fonction de la force exécutoire.

La formule exécutoire fait également l'objet d'une incohérence juridique quant aux conditions de son apposition par le greffe⁵². Une récente réforme⁵³ précise qu'en matière de procédure participative, les parties ont le choix entre l'homologation par le juge et l'apposition de la formule exécutoire par le greffe. Lorsque la formule exécutoire est apposée par le greffe, les parties intéressées peuvent demander la suppression de l'apposition de la formule exécutoire. L'enjeu sur ce point repose la question du rôle de la formule exécutoire dans les titres exécutoires⁵⁴.

9. Controverses persistantes. Étendue de la force exécutoire

La force exécutoire a pu être remise en cause en matière d'annexes d'actes notariés. La difficulté repose sur la caractérisation de ces annexes en tant qu'élément faisant partie intégrante de l'acte authentique. Une chambre mixte de la Cour de cassation estime que les annexes n'ont pas besoin d'être intégrées à l'acte pour justifier de l'authenticité⁵⁵. Ce principe n'a pas été réaffirmé et demeure incertain.

Par ailleurs, la force exécutoire ne s'applique pas à l'ensemble des décisions de justice rendues par les magistrats. La jurisprudence fluctue relativement aux décisions rendues par le juge de l'exécution en matière de saisie des rémunérations⁵⁶ ou encore aux décisions de fixation de créances rendues à l'occasion d'une procédure collective⁵⁷. La Cour de cassation considère que ces titres ne sont pas des titres exécutoires mais ne définit pas les caractéristiques que doit revêtir un titre exécutoire. L'enjeu sur cette discussion repose sur la nature et le caractère que doit endosser une décision de justice pour pouvoir être qualifiée de titre exécutoire. Cet enjeu peut s'étendre aux actes notariés qui, selon la Cour de cassation, ne revêtent pas des attributs du jugement⁵⁸.

Outre le flou juridique sur les conditions et les effets de la notion de titre exécutoire, les fonctions du titre exécutoires sont aussi affectées par l'imprécision conceptuelle.

⁵² Incohérence sur l'apposition de la formule exécutoire selon qu'elle est apposée par le greffe, un officier ministériel, juge : Cass. 2^e civ., 3 fév. 2022, n°20-15420, D. 2022, 284

⁵³ D. n°2022-245, 25 févr. 2022, art. 1 ; CPC, art. 1570

⁵⁴ D. n°2022-245, 25 févr. 2022, art. 1 ; CPC, art. 1568 à 1571 ; A. Leborgne, *Droit de l'exécution*, D. 2022, p. 1331

⁵⁵ Cass. ch. mixte, 21 déc. 2012, n°11-28688

⁵⁶ Théry Ph., « Juger ou ne pas juger de la vérification par le juge de la créance du saisissant », *RTD civ.*, 2021, p. 472 ; J.-J. Ansault, *Gaz. Pal.*, 15 juin 2021, n°22, p. 27 ; Cass. 2^e civ., 4 mars 2021, n°19-22704 ; Cass. 2^e civ., 6 sept. 2018, n°17-21337 ;

⁵⁷ Cass. 2^e civ., 14 janv. 2021, n°18-23238 ; D. 2021, p. 141 ; *Rev. prat. pec.* 2021, 13, chron. Kieffer F.

⁵⁸ Leborgne A., *Droit de l'exécution*, D. 2017, p. 1388 ; Cass. 1^{re} civ., 1^{er} mars 2017, n°15-18012 ; Cass. 2^e civ., 18 févr. 2016, n°15-13991, 15-15778 et 15-13945

10. Fonctions du titre exécutoire

La notion de titre exécutoire a pour fonction principale de permettre le droit à l'exécution forcée tout en respectant les droits fondamentaux⁵⁹. Le titre exécutoire a également pour but de créer des obligations entre les parties, de sauvegarder les droits du débiteur, de justifier d'un équilibre entre les droits du créancier et du débiteur, d'informer le débiteur par voie de notification⁶⁰. Or, l'ensemble des titres exécutoires ne remplissent pas les mêmes fonctions. Seule une décision de justice doit être notifiée ou signifiée⁶¹, ce qui ne justifie pas la fonction d'information que revêt un titre exécutoire. De même, un bail authentique ne permettra pas l'expulsion d'un locataire. Seule une décision de justice prononçant l'expulsion permettra son expulsion⁶². Ces différences méritent sans doute d'être explorées afin de déterminer dans quelle mesure elles sont fondées et opportunes.

III. PROBLEMATIQUE

La problématique sera élaborée au cours de la première année de recherche.

Une ébauche succincte peut être formulée ainsi : est-il possible de définir conceptuellement le titre exécutoire pour établir un cadre normatif cohérent et en phase avec les mutations contemporaines du droit marquées par la judiciarisation.

IV. OBJECTIFS DE LA THESE

La thèse poursuit un objectif principal et des objectifs dérivés.

D'une part, l'objectif principal est de tenter de proposer une définition conceptuelle du titre exécutoire intégrant tant les actes juridictionnels que non juridictionnels. Cette démarche visera à déterminer si les titres exécutoires peuvent répondre à une vision unitaire, telle qu'elle est sous-entendue dans le titre du chapitre 1, Titre 1, Livre 1 du Code des procédures civiles d'exécution⁶³.

⁵⁹ Droit au procès équitable : CEDH, 19 mars 1997, n°18357/91, *Hornsby c. Grèce*, ECLI:CE:ECHR:1998:0401JUD001835791 ; CEDH, 21 avr. 1998, n°24550/94, *Estima Jorge c. Portugal*, ECLI:CE:ECHR:1998:0421JUD002455094

⁶⁰ CHOLET D., « Répertoire de procédure civile, Exécution des jugements et des actes », 2022, Dalloz, coll. Encyclopédie

⁶¹ CPC, art. 503

⁶² CPCE, art. L.411-1

⁶³ Titre : *le créancier et le titre exécutoire*, chap. 1, Titre 1, Livre 1 CPCE

D'autre part, les objectifs dérivés sont les suivants :

- Le premier objectif dérivé est de faire émerger, *de lege lata*, un cadre normatif de la notion de titre exécutoire dans un contexte de déjudiciarisation de la justice afin de mieux appréhender la multiplication de nouveaux titres exécutoires non juridictionnels⁶⁴ et guider les choix législatifs futurs.
- Le deuxième objectif dérivé consiste, *de lege ferenda*, à faire des propositions en vue d'une uniformisation des conditions d'élaboration (de fond et de forme) des titres exécutoires non juridictionnels et de leurs effets.
- Le troisième objectif, d'ordre légistique, consiste à déterminer si une modification substantielle du Code des procédures civiles d'exécution est utile ou nécessaire pour acter les apports de la recherche. Ces évolutions pourront intervenir par l'insertion d'une définition et la codification de décisions jurisprudentielles ainsi que des solutions apportées par la thèse aux controverses actuelles.

V. METHODOLOGIE DE LA THESE

L'analyse critique, les recherches historiques, juridiques et sociologiques articuleront principalement ce travail de recherche.

Pour tendre à une clarification de la notion, plusieurs approches pourront être conjuguées.

Une approche historique permettra de rechercher l'essence même de la notion de titre exécutoire. Elle concourra à l'élaboration d'un critère de définition. Il conviendra, également, d'établir s'il serait opportun de l'introduire dans le Code des procédures civiles d'exécution par une réflexion sur les sources du droit et de légistique.

Les évolutions économiques et sociales conduisant à des réformes récurrentes, les incohérences de régime ainsi que les incertitudes persistantes quant à sa mise en œuvre confirment le besoin de clarifier cette notion fondamentale qu'est le titre exécutoire. Pour y parvenir, l'approche juridique doit reposer sur un travail de comparaison complet. Chaque titre exécutoire sera comparé au titre exécutoire de référence, la décision de justice, laquelle revêt de toutes les conditions et fonctions d'un titre exécutoire. Cette étude mettra en exergue les raisons pour lesquelles les titres exécutoires extrajuridictionnels n'ont pas la même valeur qu'une décision de justice et n'apportent pas les mêmes garanties. Un travail de recherche d'uniformisation des caractéristiques des titres exécutoires sera effectué afin de dissiper l'imprécision juridique et déterminer s'il est possible ou souhaitable de faire cesser la hiérarchisation

⁶⁴ Januel P., « Les limites du mouvement continu de déjudiciarisation », Dalloz actualité, 12 sept. 2022

des titres exécutoires non juridictionnels⁶⁵. L'enjeu de cette uniformisation consiste à ce que tous les titres exécutoires revêtent de mêmes conditions, effets, fonctions, régimes et répondent tous à une seule et même définition. La recherche d'une définition conceptuelle⁶⁶ est indispensable. Elle clarifiera théoriquement la notion de titre exécutoire et permettra une évolution de la notion vers une notion conceptuelle. L'intérêt d'évoluer vers une notion conceptuelle consistera à désigner le terme par une dénomination particulière et une description de son contenu⁶⁷.

La multiplicité de ces avatars permettra de porter un regard sur la cohérence de la liste fixée à l'article L.111-3 Code des procédures civiles d'exécution et d'encadrer la notion tout en permettant la reconnaissance de nouveaux titres par le législateur.

Une approche socio-économique permettra d'analyser les raisons pour lesquelles le législateur a créé de nombreux titres exécutoires. Elle aura pour objet de mieux comprendre la place du titre exécutoire dans la pratique juridique contemporaine. La tendance à la déjudiciarisation des différends et la société de consommateurs ultra-connectée influencent sans doute les règles et les pratiques pour mieux répondre aux besoins du justiciable et à l'engorgement des tribunaux⁶⁸.

Une approche théorique et une approche pratique permettront de comprendre les difficultés que rencontrent les praticiens en matière de mise à exécution d'un titre exécutoire. Ces difficultés transformées en problèmes juridiques seront analysées. Une précision sur chaque terme juridique, une définition conceptuelle, un encadrement de chaque condition et un régime propre à la notion de titre exécutoire seront indispensables pour élucider cette notion fondamentale si abstraite⁶⁹.

Cette approche sera complétée par une activité pratique au sein d'un cabinet d'avocat spécialisé en voies d'exécution. Ce cabinet dispose d'un grand nombre de dossier soumis à un réel contentieux en matière de titre exécutoire et permettra d'approfondir ce travail de recherche.

La recherche sera complétée par des recherches documentaires auprès de différentes bibliothèques de France, des participations à des séminaires ainsi que des colloques.

⁶⁵ Fradin O., « Regards croisés sur l'effectivité de l'exécution forcée - Les pré-requis de l'exécution forcée - la hiérarchie des titres exécutoires », Dr. et proc., EJT, 2017, n°5, suppl. 15 juin 2017, p. 8

⁶⁶ Tusseau G., « Critique d'une métanotion fonctionnelle : la notion (trop) fonctionnelle de "notion fonctionnelle", RFDA 2009, p. 641

⁶⁷ BERGEL J.-L., *Méthodologie juridique, fondamentale et appliquée*, 3^e éd., 2018, PUF, coll. Themis droit

⁶⁸ Januel P., « Les limites du mouvement continu de déjudiciarisation », Dalloz actualité, 12 sept. 2022 ; Théry Ph., « La déjudiciarisation des procédures d'exécution », LPA 6 janv. 1993, n°3, p. 12 ; Sannino P., « procédure simplifiée de recouvrement des petites créances, encore et toujours la déjudiciarisation », JCP N 2016, 1127

⁶⁹ Ansaloni G., « Frontières des branches du droit et pratique des cabinets d'avocats : pour l'intégration d'une logique d'intermédiation dans le champ du savoir juridique », in *Mélanges en l'honneur de Philippe Théry*, les coutures du droit, 2022, LGDJ

VI. MOYENS ET MATERIELS MIS A DISPOSITION

Une base de données et l'accès à l'ensemble des dossiers sont prévus par l'employeur.

Le doctorant sera doté de son propre bureau et matériel (informatique, papeterie).

L'université fournira l'accès à la documentation en ligne et en bibliothèque auquel l'inscription en thèse donne droit.

VII. ORGANISATION DU TRAVAIL

Il est préconisé que la semaine de travail se répartisse de la façon suivante :

Pour une semaine de 35 heures :

- 3 jours en cabinet
- 2 jours consacrés au travail de thèse

VIII. SELECTION DU CANDIDAT

L'expérience professionnelle acquise dans le domaine des procédures civiles d'exécution et les besoins du cabinet dans le service des voies d'exécution ont permis la sélection du candidat. Le candidat sera tenu d'effectuer l'ensemble des recherches juridiques et résoudre les problématiques en lien avec la notion de titre exécutoire.

IX. ECHEANCIER

Ce projet s'établit sur une période de trois années.

La première année consistera à collecter, analyser et synthétiser un maximum de recueil documentaire, afin d'élaborer une problématique définitive et un projet de plan qui devront être validé par la direction de thèse.

Le premier semestre de la deuxième année consistera à actualiser les recherches, analyser l'ensemble des documents afin de pouvoir aboutir à un plan définitif.

Le deuxième semestre de la deuxième année ainsi que la troisième année seront consacrés à la rédaction de la thèse.

X. BIBLIOGRAPHIE

I. Ouvrages généraux :

- BRENNER C., *Procédures civiles d'exécution*, 11^e éd., 2021, Dalloz, coll. Le cours
- CAGNOLI P., *Procédures civiles d'exécution*, 1^{re} éd., 2018, LGDJ, coll. droit du paiement
- CASTALDO A. et LEVY J.-P., 2^e éd., 2010, *Histoire du droit civil*, Dalloz, coll. Précis,
- CAYROL N., *Droit de l'exécution*, 3^e éd., 2019, LGDJ, coll. précis Domat, sous coll. droit privé
- DONNIER M. et DONNIER J.-B., *Voies d'exécution et procédure de distribution*, 9^e éd., 2017, LexisNexis
- FRICERO N., *Procédures civiles d'exécution*, 11^e éd., 2022, Gualino, coll. memento
- GUINCHARD S., MOUSSA T., (dir.), *Droit et pratique des voies d'exécution*, 10^e éd., 2022, Dalloz, coll. Dalloz Action
- GUINCHARD S., (dir.), *Droit et pratique de la procédure civile, Droit interne et européen*, 10^e éd., 2020, Dalloz, coll. Dalloz Action
- HOONAKKER P., *Procédures civiles d'exécution*, 11^{ème} éd., 2022, Bruylant, coll. paradigme
- LAUBA R., *Le contentieux de l'exécution*, 13^{ème} éd., 2017, LexisNexis
- LEBORGNE A., *Droit de l'exécution*, 3^e éd., 2019, Dalloz, coll. Précis
- PELLIER J.-D., *Voies d'exécution*, 1^{re} éd., 2022, Dalloz, coll. Mémento
- PERROT R. et THERY Ph., *Procédures civiles d'exécution*, 3^e éd., 2013, Dalloz
- PIEDELIEVRE S., *Procédures civiles d'exécution*, 2016, Economica, coll. Corpus droit privé
- SALATI O., (dir.), *Procédures civiles d'exécution*, 13^e éd., 2021, Sirey, coll. Université
- SOLUS H. et PERROT R., *Droit judiciaire privé, t. 3, Procédure de première instance*, 1991, Sirey

II. Dictionnaires – Lexiques :

- BAUMGARTNER E., MENARD P., *Dictionnaire étymologique et historique de la langue française*, 1996, éd. Le livre de poche, coll. la pochothèque
- CORNU G., *Vocabulaire juridique*, Ass. Henri Capitant, PUF, 14^e éd., 2022

DEBARD T., GUINCHARD S., *Lexique des termes juridiques 2022-2023*, 30^{ème} éd., 2022, Dalloz, coll. Lexique

LALANDE A., *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, 17^e éd., 1991, PUF

LITTRE E., *Dictionnaire de la langue française*, 1877

III. Ouvrages spéciaux :

ANSALONI G., « Frontières des branches du droit et pratique des cabinets d'avocats : pour l'intégration d'une logique d'intermédiation dans le champ du savoir juridique », in *Mélanges en l'honneur de Philippe Théry, les coutures du droit*, 2022, LGDJ

BELLEY J.-G., (dir.), *le droit soluble, contributions québécoises à l'étude de l'internormativité*, 1996, LGDJ, coll. droit et société

BERGEL J.-L., *Méthodologie juridique, fondamentale et appliquée*, 3^e éd., 2018, PUF, coll. Themis droit

BERGEL J.-L., *Théorie générale du droit*, 5^e éd., 2012, Dalloz, coll. Méthodes du droit

BRENNER C., *Le Lamy droit de l'exécution forcée*, 2020, Lamyline

CHAMBRE NATIONALE DES HUISSIERS DE JUSTICE – C.N.H.J., *10^e anniversaire de la loi du 9 juillet 1991 sur la réforme des procédures civiles d'exécution*, 2002, EJT, coll. passerelle

CHOLET D., *Répertoire de procédure civile, Exécution des jugements et des actes*, 2022, Dalloz, coll. Encyclopédie

COLONNA d'ISTRIA F., *Philosophie du droit et pratique des juristes*, 1^{re} éd., 2021, Dalloz, coll. méthodes du droit

DELMAS-MARTY M., *Le flou du droit*, 1986, PUF, coll. les voies du droit

FREJAVILLE, *Déclin de la formule exécutoire et les réactions des tribunaux, t.1.*, 1950, Mélanges Ripert, p.212

HART, *le concept de droit*, 1994, éd. Fac univ. de Saint Louis, Bruxelles, 1994

HERON J., LE BARS T., SALHI K., *Droit judiciaire privé*, 7^e éd., 2019, LGDJ, coll. précis Domat

JARROSSON C., *Réflexion sur l'imperium*, 1991, Mélanges P. BELLET, Litec

KANT E., LANGLOIS L., *Leçons d'éthique*, 1997, LGF, coll. classique philo

LAHI L., *Jurisclasseur procédure civile*, 2022, LexisNexis

MONTOUX D., *Jurisclasseur Notarial*, 2022, LexisNexis

PLANIOL M., RIPERT G., *Traité pratique de droit civil français*, 2^e éd., LGDJ, 1954, p.154

RICOEUR P., *Le Juste I*, 1995, Esprit

UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3, INSTITUT D'ETUDES JUDICIAIRES, *L'exécution. XXIII^e colloque des Instituts d'Études Judiciaires*, 2001, Lyon, L'Harmattan

WEBER M., *Économie et société, t.1, Les catégories de la sociologie*, 2003, Pocket, coll. Agora

IV. Thèses :

BAUDIN H., *Essai sur la relativité de la force exécutoire des décisions de justice*, thèse, 1931

BLERY C., *L'efficacité substantielle des jugements civils*, thèse, 2000, LGDJ

CAZAUX, *La formule exécutoire*, thèse, 1942, Paris

GOUJON-BETHAN T., *L'homologation par le juge. Essai sur une fonction juridictionnelle*, thèse, 2019, LGDJ

GUESSOUM A., *Force exécutoire et obligation*, thèse, 2014

LAHER R., *Imperium et jurisdictio en droit judiciaire privé*, thèse, 2016, Mare et Martin

LARGUIER J., *Étude sur la notion de titre en droit privé*, thèse, 1948, Montpellier

V. Chroniques et articles :

CALBARIAC G., « L'exécution des décisions de justice », D. 1947, chron. XXII, p. 85

BERGEL J.-L., « A la recherche de concepts émergents en droit », D. 2012, p. 1567

BERGEL J.-L., « La force exécutoire et le recouvrement des créances », *Procédures*, 2008, n°8/9, spé. 6

BLERY C., « Retour sur l'autorité de la chose jugée », *Dalloz actualité*, 28 avr. 2020

CAYROL N., « L'étendue de la saisine du juge de l'exécution. A propos des transactions homologuées », *RTD civ.* 2018, p. 220

CAYROL N., « Les restitutions consécutives à l'exécution d'un arrêt cassé », *RTD civ.* 2019, p.405

COULON J.-M., « La justice en procès », D. 2002, p. 493

DESDEVISES Y., « Le titre exécutoire requis », Procédures 2008, n°8/9, dossier p. 3

DESDEVISES Y., « Les transactions homologuées : vers des contrats juridictionnalisables ? », Cahier droit des affaires, 2000, p. 284

DROSS W., « Réformer la transaction ? », Dr. et proc., EJT 2014, p. 26

FRADIN O., « Regards croisés sur l'effectivité de l'exécution forcée – Les pré-requis de l'exécution forcée – La hiérarchie des titres exécutoires », Dr. et proc., EJT 2017, n°5, suppl. du 15 juin 2017, p. 8

FRICERO N., « Procédure civile », D. 2022, p. 625

FRICERO N., « Procédure civile », D. 2021, p. 543

FRICERO N., « La formule exécutoire : instrument procédure ou clause de style ? » Dr. et proc. 2010

FULCHIRON H., « La part de flou dans le droit », RTD civ. 2022, p. 333

GOUJON-BETHAN T., « Pour exécuter, notifier le jugement et l'arrêt qui le confirme », D. actu, 9 sept. 2022

GUIOMARD P., « L'acte notarié ne constitue un acte notarié que lorsqu'il est revêtu de la formule exécutoire », D. 2006, p. 2055

HEBRAUD P., « L'exécution des jugements civils, bulletin de la société de législation comparée, rapport 5^{ème} journée du droit franco-latino-américaines », RIDC 1957, p. 170

HOONAKKER Ph., « La prescription de l'exécution forcée depuis la loi n°2008-561 du 17 juin 2008 », Dr et proc. 2009, p. 15

JANUEL P., « Les limites du mouvement continu de déjudiciarisation », Dalloz actualité, 12 sept. 2022

JANUEL P., « Les limites du mouvement continu de déjudiciarisation », Dalloz actualité, 4 sept. 2008

KIEFFER F., « Les contours de l'office du juge de l'exécution...bis repetita », Dalloz actualité, 13 avr. 2021

LAHER R., « Le crépuscule du bref d'exécution », Revue juridique thémis, 1^{er} déc. 2012, RJT 46-3, p.431

LASCOUME P., SEVERIN E., « Le droit comme activité sociale pour une approche wébérienne des activités juridiques », Dr. et soc. 1998, n°9, p. 171

LEBORGNE A., « Droit de l'exécution », D. 2022, p. 1331

- LEBORGNE A., « Droit de l'exécution », D. 2021, p. 1353
- LEBORGNE A., « Droit de l'exécution », D. 2020, p. 1380
- LEBORGNE A., « Droit de l'exécution », D. 2019, p. 1306
- LEBORGNE A., « Droit de l'exécution », D. 2018, p. 1223
- LEBORGNE A., « Droit de l'exécution », D. 2017, p. 1388
- LEBORGNE A., « Droit de l'exécution », D. 2016, p. 1279
- LEBORGNE A., « Droit de l'exécution », D. 2015, p. 1339
- LEBORGNE A., « Droit de l'exécution », D. 2014, p. 1466
- LEBORGNE A., « Droit de l'exécution », D. 2013, p. 1574
- LEBORGNE A., « Droit de l'exécution », D. 2012, p. 1509
- LEBORGNE A., « Droit de l'exécution », D. 2010, p.1 307
- LEFORT C., « Jurisprudence commentée », Dr. et proc., EJT, 2011, p. 125
- LIBCHABER R., « Jurisprudence commentée », Defrénois, art. 39040
- MOUTARDIER H., « Un nouveau titre exécutoire en matière familiale », AJ Famille, 2022, p. 84
- PAYAN G., « Décision du bâtonnier ne constitue pas un titre exécutoire », Dalloz actualité, 7 juin 2021
- PAYAN G., « Titre exécutoire : intangibilité et conditions de mise à exécution », Dalloz actualité, 1^{er} juin 2021
- PERROT R., « Vérification du titre exécutoire », Procédures, juill. 2014, n°7, comm. 204, p. 19
- PERROT R., « Caducité : produit-elle un effet rétroactif ? », RTD civ. 2011, p. 591
- PERROT R., « Juge de l'exécution : compétence sur les incidents relatifs aux actes notariés », RTD civ. 2009, p. 577
- PERROT R., « Titre exécutoire : quand la formule exécutoire est-elle requise ? », RTD civ. 1996, p. 480
- PERROT R., « Juge de l'exécution. Compétence d'attribution : difficultés relatives aux titres exécutoires », RTD civ. 1995, p. 691.
- PERROT R., « Injonction de payer. Voies de recours contre une ordonnance revêtue de la formule exécutoire : opposition ? ou pourvoi en cassation ? », RTD civ. 1993, p. 657

PERROT R., « Voies de recours. Délai : Point de départ en cas de notification successives », RTD civ. 1993, p. 651

PESCATORE P., « Introduction à la science du droit », RIDC 1960, n°138

PUTMAN E., « Jurisprudence commentée », Dr. et proc., EJT 2011, p. 19

REVERCHON-BILLOT M., « L'acte contresigné par avocat : un nouveau titre exécutoire de la justice participative », Procédures, Avr. 2022, n°4, étude 6

THERY Ph., « Juger ou ne pas juger de la vérification par le juge de la créance du saisissant », RTD civ. 2021, p.472

THERY Ph., « La nature des autorisations de saisie », RTD civ. 2018, p. 211

THERY Ph., « Titre exécutoire : le pantalon du banquier ou le cumul de l'acte notarié et du jugement », RTD civ. 2016, p. 442

THERY Ph., « La responsabilité du bénéficiaire de l'exécution provisoire en cas d'infirmité : menaces sur le référé ? », RTD civ. 2006, p. 368

THERY Ph., « La déjudiciarisation des procédures d'exécution », LPA 6 janv. 1993, n°3, p. 12

THIBIERGE C., « Le droit souple, réflexion sur les textures du droit », RTD civ. 2003, p. 599

TUSSEAU G., « Critique d'une métanotion fonctionnelle : la notion (trop) fonctionnelle de "notion fonctionnelle" », RFDA 2009, p. 641

SANNINO P., « Procédure simplifiée de recouvrement des petites créances, encore et toujours la déjudiciarisation », JCP N 2016, 1127

VION, « La procédure de délivrance d'une seconde copie exécutoire », Defrénois, 1981, art. 32719, p. 1044

VI. Rapport, lois, décrets, circulaires :

Rapport du Comité des États généraux de la justice, « Rendre justice aux citoyens », 2022

Rapport Perben D., « Mission relative à l'avenir de la profession d'avocat », 2020

Rapport les enjeux de la déjudiciarisation, laboratoire de droit privé et de sciences criminelles d'Aix-Marseille Université EA 4690, mission recherche droit et justice, S. Cimamonti, J-B. Perrier (dir.), 2018

Rapport Haeri K., « L'avenir de la profession d'avocat », 2017

Rapport Guinchard S., « L'ambition raisonnée d'une justice apaisée », La documentation française, 2008

Rapport Magendie J.-Cl., « Célérité et qualité de la justice devant la Cour d'appel », 2008

Rapport Magendie J.-Cl., « Célérité et qualité de la justice, la gestion du temps dans le procès », La documentation française, 2004

VII. Arrêts :

A. Juridictions judiciaires :

Cass. 1^{re} civ., 21 sept. 2022, n°19-22693

CA Paris, pôle 1, 10^e ch., 2 juin 2022, n°21/10236

CA Aix-en-Provence, 7 avr. 2022, n°21-09619

Cass. 2^e civ., 3 févr. 2022, n°20-15420

Cass. 2^e civ., 13 janv. 2022, n°20-17344

Cass. 3^e civ., 20 oct. 2021, n°20-18305

Cass. 2^e civ., 20 mai 2021, n°19-22553

Cass. 2^e civ., 25 mars 2021, n°19-25156

Cass. 2^e civ., 4 mars 2021, n°19-22704

Cass. 2^e civ., 14 janv. 2021, n°19-20721

Cass. 2^e civ., 14 janv. 2021, n°18-23238

Cass. 2^e civ., 19 nov. 2020, n°19-20700

Cass. com., 21 oct. 2020, n°19-15545

Cass. 2^e civ., 17 sept. 2020, n°19-17721

Cass. 2^e civ., 25 juin 2020, n°19-2319

Cass. 2^e civ., 5 sept. 2019, n°17-28471

Cass. 2^e civ., 27 juin 2019, n°18-10836

Cass. 2^e civ., 27 juin 2019, n°18-595

Cass. 3^e civ., 6 juin 2019, n°17-19486

Cass. 2^e civ., 6 sept. 2018, n°17-21337

Cass. com., 4 juill. 2018, n°16-20205

Cass. 2^e civ., 22 mars 2018, n°17-10635

Cass. 2^e civ., 1^{er} févr. 2018, n°16-25097

Cass. 2^e civ., 28 sept. 2017, n°15-26640

CA Douai, 29 juin 2017, n°15-07590

Cass. 2^e civ., 16 mars 2017, n°16-11314

Cass. 1^{re} civ., 1^{er} mars 2017, n°15-18012

Cass. avis, 4 juill. 2016, n°16-70004

Cass. 1^{re} civ., 8 juin 2016, n°15-19614

Cass. 1^{re} civ., 6 avr. 2016, n°15-11077

Cass. 2^e civ., 18 févr. 2016, n°15-13991, n°15-15778, 15-13945

Cass. 2^e civ., 7 janv. 2016, n°14-26449

CA Aix-en-Provence, 3 avr. 2015, n°13-15341

Cass. 2^e civ., 18 févr. 2015, n°15-13.945

Cass. 2^e civ., 8 janv. 2015, n°13-27377

Cass. 1^{re} civ., 2 juill. 2014, n°13-19.626

Cass. 2^e civ., 27 sept. 2012, n°11-20649

Cass. ch. mixte, 21 déc. 2012, n°11-28688, n°12-15.063

Cass. 1^{re} civ., 9 févr. 2011, n°09-75653

Cass. 2^e civ., 21 oct. 2010, n°09-12378

Cass. 2^e civ., 25 mars 2010, n°09-12127

Cass. 2^e civ., 11 févr. 2010, n°09-65404

Cass. 2^e civ., 17 déc. 2009, n°09-11612

Cass. 2^e civ., 19 nov. 2009, n°08-14325
Cass. 2^e civ., 18 juin 2009, n°08-10843
Cass. 2^e civ., 22 oct. 2009, n°08-19022
Cass., 2^e civ., 6 nov. 2008, n°07-18465
Cass. 2^e civ., 23 oct. 2008, n°07-20035
Cass. 2^e civ., 28 mars 2008, n°06-19988
Cass. 2^e civ., 28 juin 2006, n°04-17514
Cass. ch. mixte, 26 mai 2006, n°03-16800
Cass. 2^e civ., 10 févr. 2005, n°03-15067 et n°03-15068
Cass. 1^{re} civ., 11 janv. 2005, n°03-16719
Cass. 2^e civ., 27 mai 2004, n°02-18542
Cass. 2^e civ., 6 mai 2004, n°02-18985
Cass. 2^e civ., 19 déc. 2002, n°00-20774
Cass. com., 1^{er} oct. 2002, n°01-03216
Cass. 2^e civ., 21 mars 2002, n°00-19.051
Cass. 2^e civ., 22 mars 2001, n°99-12011
Cass. 2^e civ., 6 juin 1996, n°94-20293
Cass. avis, 16 juin 1995, Bull civ. Avis 9
Cass. 2^e civ., 26 oct. 1994, Bull civ. II, n°207
Cass. 3^e civ., 10 juill. 1991, n°90-11847
Cass. 2^e civ., 10 févr. 1977, Bull civ. II n°32

B. Institution :

Cons. const., 29 juill. 1998, n°98-403 DC

C. Juridictions européennes :

CEDH, déc., 18 avr. 2002, n°49144/99, Ouzinis c. Grèce, ECLI: CE:ECHR:2002:0418JUD004914499

CEDH, déc., 28 oct. 1998, n°28090/95, Perez de Rada Cavanilles c. Espagne, ECLI: CE:ECHR:1998:1028JUD002809095

CEDH, déc., 21 avr. 1998, n°24550/94, Estima Jorge c. Portugal, ECLI: CE:ECHR:1998:0421JUD002455094

CEDH, déc., 19 mars 1997, n°18357/91, Hornsby c. Grèce, ECLI: CE:ECHR:1998:0401JUD001835791



**Convention pour le versement d'une subvention
de l'Université Jean Moulin Lyon III à l'Université Jean Monnet Saint Etienne
pour l'organisation des 29èmes Journées d'Histoire du Management et des
Organisations**

ENTRE

L'Université Jean Moulin Lyon III

Établissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Dont le siège est situé 1C, avenue des Frères Lumière, 69372 LYON Cedex 08
N° SIRET : 196 924 377 00282
Représentée par son Président Éric CARPANO

Ci-après dénommée « **UL3** »

Agissant dans le cadre des activités du Centre de recherche en droit et management des services de santé (CRDMS) dirigé par Monsieur Guillaume ROUSSET
d'une part ;

ET

L'Université Jean Monnet Saint-Etienne

Établissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Dont le siège est situé 10 rue Tréfilerie – CS 82301 - 42023 Saint-Etienne cedex 2
N° SIRET : 194 210 951 00423
Représentée par son Président, Monsieur Florent PIGEON

Ci-après dénommée « **UJM** »

Agissant au nom et pour la mise en œuvre des activités de l'Unité de recherche Conception de l'Action en Situation (CoActiS) dont l'antenne stéphanoise est dirigée par Madame Maud DAMPERAT
d'autre part ;

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de collaboration entre l'**UL3** et l'**UJM** pour l'organisation des **29èmes Journées d'Histoire du Management et des Organisations**.

Ces journées se tiendront les 21 et 22 mars 2024 dans les locaux de l'Université Jean Monnet Saint-Etienne et seront organisées avec l'Association des Historiens du Management et des Organisations.

Monsieur Anthony GALLUZZO, Professeur des Universités est le responsable pour l'**UJM**.

Article 2 – Modalités financières

L'**UL3** apporte son soutien à l'**UJM** par une participation financière d'un montant de 1 500 € (mille cinq cent euros), non soumis à TVA.

Cette somme sera versée sur le compte ouvert au nom de l'Agent Comptable de l'Université Jean Monnet :

Domiciliation : DDFIP, 11 rue Mi-Carême, 42000 Saint Etienne
Code banque : 10071
Code guichet : 42000
N° de compte : 00001002885
Clé RIB : 67
IBAN : FR76 1007 1420 0000 0010 0288 567
BIC : TRPUFRP1

Le règlement se fera en une fois à la signature de la présente convention sur présentation d'une facture adressée via Chorus Pro par l'**UJM**, après transmission d'un bon de commande par l'**UL3**.

Le règlement sera effectué dans les trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception de la facture.

Article 3 – Engagement des partenaires

L'**UJM** s'engage à utiliser la participation financière conformément aux objectifs définis à l'article 1 et à remettre à l'**UL3** avant le 31 juillet 2024, un compte-rendu du déroulement du colloque.

Article 4 – Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à la date de signature par les parties.

Elle s'éteint dès lors que chacune des parties a rempli l'ensemble des obligations, objet de la présente convention.

Article 5 – Clauses de publicité

L'**UJM** s'engage à faire expressément mention sur tout support de communication ainsi que dans une éventuelle publication ultérieure des actes de la participation l'Université Jean Moulin Lyon 3 et de son Centre de recherche en droit et management des services de santé (CRDMS) en qualité de partenaire de la manifestation et d'y apposer leurs logos.

Article 6 – Modification et dénonciation de la convention

Toute modification au présent acte s'effectuera par voie d'avenant signé des parties.

En cas de non respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de non tenue de la manifestation ou d'utilisation des fonds non conforme à leur objet, la subvention devra être reversée à l'UL3.

Article 7 – Litiges

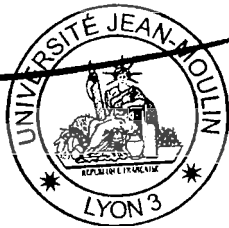
Pour tout litige que pourrait soulever l'application de la présente convention, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable. Si l'accord ne pouvait intervenir, le tribunal compétent sera saisi.

Fait à Lyon, le 23 octobre 2023

Pour l'Université Jean Moulin – Lyon III

Le Président,

Éric CARPANO



Pour l'Université Jean Monnet Saint Etienne

Le Président,

Florent PIGEON



CONVENTION DE FINANCEMENT

ENTRE

L'Université Jean Moulin Lyon 3

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Dont le siège social est situé 1 C avenue des Frères Lumière, CS 78242 69372 Lyon Cedex 08

N° SIRET 196 924 377 00282

Représenté par son Président, Monsieur Éric Carpano,

Ci-après dénommée « Université Lyon 3 »

ET

Le Centre National de la Recherche Scientifique

Établissement public à caractère scientifique et technologique

Dont le siège social est situé 3 rue Michel-Ange 75794 PARIS Cedex 16

Représenté par son Président Directeur Général, Monsieur Antoine Petit, qui a délégué sa signature pour le présent accord à Monsieur Laurent Barbieri, Délégué Régional de la circonscription Rhône Auvergne,

Ci-après dénommé « CNRS »

Agissant au nom et pour la mise en œuvre des activités de l'UMR 5600 EVS, dirigée par Monsieur Etienne Cossart,

Ci-après dénommée « UMR EVS »

Le CNRS et l'Université Lyon 3 sont ci-après désignés individuellement par « la Partie » et ensemble par « les Parties ».

PREAMBULE :

Suite à la demande du directeur de l'UMR EVS adressée aux tutelles de cette UMR de renforcer son pôle de gestion en permettant l'embauche d'un personnel supplémentaire, l'Université Lyon 3 a accepté de contribuer sur les années 2023 et 2024 à l'effort collectif attendu.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention, ci-après la Convention a pour objet de déterminer les modalités et conditions de versement, par l'Université Lyon 3, d'une participation aux frais de recrutement, par le CNRS, d'un personnel gestionnaire de laboratoire en Contrat à Durée Déterminée, affecté à l'UMR EVS.

ARTICLE 2 : Montant

Le montant de la participation versée par l'Université Lyon 3 s'élève à 15 000 € (quinze mille euros) non soumis à TVA.

S'agissant d'une subvention sans contrepartie directe, la participation de l'Université Lyon 3 n'entre pas dans le champ d'application de la TVA.

ARTICLE 3 : Engagements des Parties

Les fonds devront être utilisés sur des dépenses de type « frais de personnel » pour garantir la continuité de l'activité de gestion financière de l'UMR EVS.

Dans l'hypothèse où tout ou partie des fonds ne pourraient pas être utilisés dans le cadre de l'objet cité plus haut, le CNRS s'engage à reverser la somme correspondante à l'Université Lyon 3.

ARTICLE 4 : Versement

4.1 La somme de 15 000 euros sera versée par virement au compte ouvert au nom de l'agent comptable du CNRS :

Titulaire du compte :

CNRS DELEGATION RHONE AUVERGNE AGENCE COMPTABLE

IBAN : FR76 1007 1690 0000 0010 0426 670

BIC (Bank Identification Code) : TRPUFRP1

4.2 Le paiement sera effectué en une seule fois à la signature de la Convention sur présentation d'un appel de fonds qui sera déposé sur CHORUS PRO et après transmission d'un bon de commande par l'Université Lyon 3 au CNRS.

ARTICLE 5 : Date d'effet – Durée

La Convention entrera en vigueur à compter de sa signature et produit ses effets jusqu'au complet accomplissement de son objet, au plus tard le 31 décembre 2024.

Toute modification de la présente convention se fera par voie d'avenant.

ARTICLE 6 : Résiliation

La Convention peut être résiliée par l'une des Parties en cas d'inexécution par l'autre Partie d'une ou de plusieurs de ses obligations au titre de la Convention, dans la mesure où la Partie fautive n'a pas remédié à son manquement dans un délai de deux mois à compter de la notification de son manquement par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 : Litiges

Tout différend né entre les Parties du fait de l'interprétation et / ou de l'exécution de la Convention sera soumis, à défaut de résolution amiable, au Tribunal administratif compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

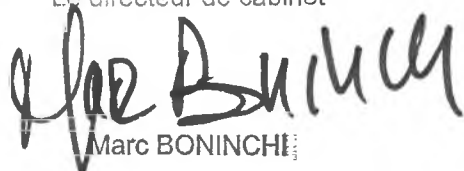
A Lyon, le 31 octobre 2023

A Villeurbanne, le 22/11/2023

Pour l'Université Lyon 3
Eric CARPANO
Président

Pour le Président Directeur Général du CNRS,
par délégation :
Laurent BARBIERI
Délégué régional du CNRS Rhône Auvergne

Pour le président de l'Université
Jean Moulin Lyon 3 et par délégation,
Le directeur de cabinet


Marc BONINCHI



Avenant 1

à la Convention financière relative à l'Appel à projets 2022 de l'Alliance Campus Rhodanien Projet « HART »

Vu la demande de prolongation de la date de réalisation du projet ACR « HART » présentée par son porteur, le Professeur Didier VINOT, rattaché au centre de recherche Magellan,

Vu la Convention financière ci-après désignée par « la convention initiale », signée le 3 janvier 2023,

ENTRE :

La communauté d'universités et établissements Université de Lyon

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé 92 rue Pasteur - CS 30122 – 69361 LYON cedex 07,
N° SIRET 130021 363 00010, Code APE 85.42Z,
Représentée par son Président, Monsieur Frank DEBOUCK,

Ci-après désignée par « **UdL** »,

D'une part

ET

L'Université Jean Moulin Lyon 3

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08,
N° de SIRET 19 69 243 77 00282, code APE 8542Z,
Représentée par son Président, Monsieur le Professeur Éric CARPANO,

Ci-après désignée par « **UJML3** »,

Agissant en son nom et dans le cadre des activités du centre de recherche Magellan représentée par son Directeur, Monsieur Jean-Fabrice LEBRATY.

Ci-après désigné par « Laboratoire »

D'autre part

Ci-après dénommées individuellement par « la Partie » ou collectivement par « les Parties »

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Cet avenant a pour objet la modification des articles **5.1** et **6** de la convention initiale.

ARTICLE 2 : MODALITES DU REGLEMENT

L'Article 5.1 « Échéancier de règlement » alinéa 7 de la convention initiale, est modifié selon les termes suivants :

- Le versement du solde d'un montant maximum de 2 000 € (deux mille euros) sur présentation par l'UJML3 du relevé de dépenses associées au projet et signé par son Agent comptable, du rapport d'activité du projet et d'un appel de fonds reprenant les références

de la présente convention et du numéro du bon de commande délivré par l'UdL. L'UJML3 s'engage à présenter ces documents avant le **30 avril 2024** sur la plateforme ChorusPro

Le reste de l'Article demeure inchangé.

ARTICLE 3 : ELEGIBILITE DES DEPENSES

L'Article 6 de la convention initiale « Eligibilité des dépenses », alinéa 1, est modifié selon les termes suivants :

Les dépenses sont éligibles **du 1er janvier 2023 au 30 mars 2024**.

Le reste de l'article demeure inchangé.

ARTICLE 4 : AUTRES CLAUSES

Les autres dispositions de la convention initiale qui n'ont pas été modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Lyon en deux (2) exemplaires, le 15 novembre 2023

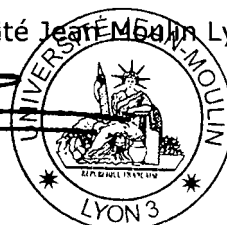
Pour l'Université de Lyon

Le Président
Frank DEBOUCK

Pour le président et par délégation
Jean-Luc ARGENTIER
Directeur général des services

Pour l'Université Jean Monnet Lyon 3

Le Président
Eric CARPANO



Convention de financement

Participation aux activités de la MSH LSE

ENTRE

L'Université Jean Moulin Lyon 3,

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 1C avenue des Frères Lumière – CS 78242 – 69372 Lyon Cedex 08, représenté par son Président, Monsieur Éric CARPANO.

Ci-après désignée « Université Lyon 3 »

Le Centre National de la Recherche Scientifique

Établissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège est situé 3 rue Michel-Ange 75794 Paris Cedex 16, représenté par son Président Directeur Général, Monsieur Antoine PETIT, qui a délégué sa signature pour le présent accord à Monsieur Laurent BARBIERI, délégué régional du CNRS Rhône Auvergne.

Ci-après désigné « CNRS »,

Agissant au nom et pour la mise en œuvre des activités de la Maison des Sciences de l'Homme Lyon Saint-Etienne - UAR 2000, 14 avenue Berthelot - 69363 Lyon cedex 07, dirigée par Gilles POLLET.

Ci-après désignée « MSH LSE »,

L'Université Lyon 3 et la MSH LSE sont ci-après désignées individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

PRÉALABLEMENT, IL A ÉTÉ EXPOSÉ QUE :

L'Université Jean Moulin Lyon 3 offre un espace d'apprentissage et de recherche centré sur les sciences humaines et sociales, en lien avec les grandes questions de notre société.

Depuis plusieurs années, l'Université Lyon 3 s'est engagée en faveur du libre accès aux publications scientifiques et aux données de la recherche et a créée en 2017 Prairial, une plateforme de revues en accès ouvert. En 2021, l'Université Lyon 3 a participé aux côtés de la Maison des Sciences de l'Homme Lyon St-Étienne (MSH LSE) à la création d'un pôle éditorial de soutien aux revues de sciences humaines et sociales en accès ouvert pour l'ensemble du site de Lyon Saint-Étienne. Le pôle éditorial ainsi créé a pris le nom de Prairial, la plateforme de diffusion de revues constituant désormais une brique du dispositif mis en place.

La MSH LSE, structure rassemblant 51 laboratoires de recherche dans lesquels les expertises des chercheurs couvrent tout le spectre des SHS, accompagne les chercheurs, ingénieurs et doctorants dans la réalisation de leurs programmes scientifiques en mobilisant des ressources et des compétences techniques en informatique, science ouverte, numérisation, statistiques, audiovisuel et médiation scientifique. Au titre de ses missions, la MSH LSE prend part aux activités du pôle éditorial Prairial.

Ayant pour volonté de soutenir les activités de la MSH LSE, et plus particulièrement les activités du pôle éditorial Prairial, l'Université Lyon 3 a décidé de verser à la MSH LSE une somme de 20 000 € dédiée au recrutement d'un personnel.

Il convient alors d'établir une convention, ci-après la Convention, pour encadrer le versement de cette somme et permettre à l'Université Lyon 3 de soutenir les activités de la MSH LSE.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

La Convention a pour objet de fixer les conditions et les modalités de versement par l'Université Lyon 3 au CNRS pour la MSH LSE d'une somme de vingt-mille euros (20 000 €) pour contribuer aux activités de la MSH LSE.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DES PARTIES

2.1 La Présidence de l'Université Lyon 3 a décidé de participer au recrutement en contrat à durée déterminée d'un personnel, dont le positionnement sera effectif sur le site de Lyon du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024. L'Université Lyon 3 s'engage sur un montant de 20 000€ (vingt mille euros).

2.2 La MSH LSE s'engage à affecter la somme obtenue au financement d'un poste dédié aux activités du pôle éditorial Prairial.

2.3 Le contrat de travail sera établi par le CNRS. La personne recrutée sera un personnel CNRS - MSH LSE.

ARTICLE 3 – MODALITÉS DU VERSEMENT

3.1 Dans le cadre de son programme de soutien à la MSH LSE, l'Université Lyon 3 s'engage à verser au CNRS pour la MSH LSE la somme de vingt mille euros (20 000 €), non soumis à TVA.

3.2 Cette somme de vingt mille euros (20 000 €) sera versée au CNRS, en un seul versement, à la signature de la Convention, sur présentation d'une facture adressée via Chorus Pro par le CNRS, après transmission d'un bon de commande par l'Université Lyon 3.

3.3 Le règlement s'effectuera par virement, dans les trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception de la facture, sur le compte du CNRS dont les coordonnées sont les suivantes :

IBAN (International Bank Account Number)							BIC (Bank Identifier Code)
FR76	1007	1690	0000	0010	0426	670	TRPUFRP1

3.5 L'emploi par la MSH LSE de la contribution forfaitaire versée par l'Université Lyon 3 n'est néanmoins soumis à aucune condition de délai, ni à fourniture de justificatifs.

ARTICLE 4 – DURÉE

La Convention entre en vigueur à compter de sa signature par les Parties. Elle prendra fin après exécution complète par les Parties de leurs obligations et au plus tard le 31 décembre 2023.

La Convention peut être renouvelée à la fin de cette période par un avenant qui précise notamment l'objet de cette prolongation ainsi que les modalités de son financement.

ARTICLE 5 – RÉSILIATION

La Convention peut être résiliée de plein droit par l'une des Parties en cas de manquement par l'autre Partie à l'une ou l'autre de ses obligations au titre de la Convention, dans la mesure où la Partie défaillante n'a pas remédié à son manquement dans un délai d'un mois (1) mois à compter de la réception d'une notification adressée par la Partie plaignante par courrier recommandé avec avis de réception.

En cas de non-respect des dispositions de la Convention, l'Université Lyon 3 se réserve le droit de résilier la Convention et d'exiger le remboursement de tout ou partie des crédits versés.

ARTICLE 6 – LITIGES

La Convention est soumise aux lois et règlements français.

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de la Convention, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, les tribunaux compétents seront saisis.

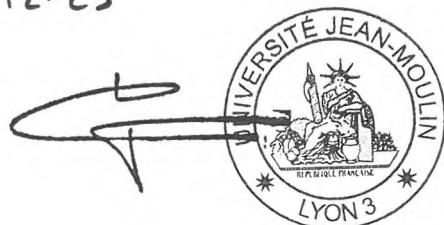
Fait à Lyon, en deux (2) exemplaires originaux,

Pour l'Université Lyon 3

Eric CARPANO

Président

Date : 01-12-23



**Pour le Président Directeur Général du
CNRS**

Et par délégation

Laurent BARBIERI

Délégué régional Rhône Auvergne

Date :

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Aurélie DE SOUSA', is written over a rectangular stamp.

Aurélie DE SOUSA

Déléguée régionale adjointe

CNRS DR7 Rhône Auvergne

Copie pour information

Le directeur de la MSH LSE

Gilles POLLET

**Convention de séjour de recherche
(article L. 434-1 du Code de la recherche)**

ENTRE,

L'Université Jean Moulin Lyon 3,

Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,

SIRET 196 924 377 00282

dont le siège social est situé 1C, avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

représentée par son Président, Monsieur le Professeur Eric CARPANO,

Ci-après dénommée « l'Etablissement »

agissant dans le cadre de la mise en œuvre des activités de l'Institut d'Histoire des représentations et des idées dans les Modernités, (IHRIM, UMR 5317), dirigé par Madame Marina Mestre Zaragoza, ci-après désigné « Laboratoire » dont les tutelles sont CNRS, Université Lumière Lyon 2, Université Jean Moulin Lyon 3, l'ENS de Lyon, Université Jean Monnet, Université Clermont Auvergne.

ET

Mme JANAINA SILVEIRA MAFRA

née le 13 septembre 1977,

demeurant Flor-de-indio - 100 - Ap 102 Bloco J, Liberdade, Belo Horizonte - Minas Gerais, Brasil

de nationalité brésilienne

Doctorante inscrite à l'Universidade Federal de Minas Gerais, dans le cadre de la préparation d'une thèse de doctorat.

ci-après dénommé « la Doctorante »,

L'Etablissement et la Doctorante ci-après dénommés « les Parties », ou individuellement par « la Partie »

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités d'accueil de la Doctorante, au sein de l'Institut d'Histoire des représentations et des idées dans les Modernités, (IHRIM, UMR 5317), dans le cadre des dispositions de l'article L. 434-1 du Code de la recherche, encadrant l'accueil des chercheurs et des doctorants de nationalité étrangère bénéficiaires d'une bourse attribuée sur critères scientifiques, pour préparer sa thèse de doctorat portant sur « l'analyse de l'oïkos que proposent Xénophon et Platon », ci-après désigné « Projet de thèse ».

Le Projet de thèse et les objectifs du séjour de recherche relatif à ce projet sont détaillés en Annexe 1, partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 2 - DURÉE

La Doctorante est accueillie au sein du Laboratoire pour une durée de 6 mois à compter du 1^{er} janvier jusqu'au 30 juin 2024 (non inclus), durée de la bourse d'étude du Gouvernement Brésilien, octroyée par la Fondation Capes comme l'atteste le document joint en annexe2.

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2024, sous réserve de sa signature par les Parties, et prendra fin le 30 juin 2024 (non inclus), date de fin du séjour de la Doctorante au sein de l'Établissement.

Nonobstant l'échéance ou la résiliation de la présente convention, les dispositions des articles 8 (propriété intellectuelle) et 9 (confidentialité-Publication) ci-dessous demeureront en vigueur, pour la durée qui leur est propre.

ARTICLE 3 - MONTANT ET MODALITÉS DE FINANCEMENT DU SÉJOUR

La Doctorante certifie bénéficier d'une bourse d'un montant de sept mille huit cent euros (7800€) accordée selon des critères scientifiques et versée, après sélection, par la Fondation CAPES, pour une durée de six (6) mois. L'attestation de bourse est annexée à la présente convention.

Le financement dédié à cette activité n'a pas le caractère d'un salaire au sens de l'article L. 3221-3 du Code du travail.

La Doctorante ne percevra aucun financement de la part de l'Établissement.
Elle prendra en charge notamment les frais relatifs à son séjour et aux travaux de sa recherche (les frais de mission, déplacement, hébergement...).

ARTICLE 4 - LES CONDITIONS MATÉRIELLES DE RÉALISATION DU PROJET DE RECHERCHE

L'Établissement s'engage à mettre à la disposition de la Doctorante le bureau partagé des doctorants.

Pendant son séjour de recherche, la Doctorante bénéficiera d'un compte informatique temporaire et aura accès à la Bibliothèque Universitaire de l'Établissement pour l'exercice de son activité de recherche relative à son Projet de thèse dans les conditions et selon les modalités définies par l'Établissement.

ARTICLE 5 - MODALITÉS D'INTÉGRATION DANS LE LABORATOIRE

Pendant la durée de son séjour de recherche, la Doctorante est placée sous la responsabilité scientifique et l'autorité fonctionnelle de la directrice du Laboratoire.

Monsieur Jean François Pradeau est le référent scientifique pour l'Établissement. Il veillera à sa bonne intégration au sein du Laboratoire.

La Doctorante doit se conformer aux règles, procédures et usages qui lui sont applicables du fait de sa présence au sein de l'Établissement et du Laboratoire qui l'accueille : elle sera soumise notamment au règlement intérieur du Laboratoire, au règlement intérieur de l'Établissement et à la charte informatique de l'Établissement et devra respecter les règles et consignes d'hygiène et de sécurité en vigueur au sein du Laboratoire et de l'Établissement.

La Doctorante devra suivre les indications données concernant l'utilisation des équipements, outils et installations telles que, de façon non limitative, les instructions opératoires, les horaires, les informations sur les risques encourus et les protections spécifiques.

En intégrant le Laboratoire, la Doctorante s'engage à respecter les principes de la Protection du Potentiel Scientifique et Technique (PPST) de la Nation définie dans le décret n° 2011-1425 du 2 novembre 2011 portant application de l'article 413-7 du Code pénal et relatif à la protection du

potentiel scientifique et technique de la Nation.

La Doctorante s'engage à respecter le Règlement (UE) 2016-679 relatif à la protection des données personnelles dans leur collecte et traitement des données à caractère personnel.

ARTICLE 6 – PERIODES DE FERMETURE ET AUTORISATION D'ABSENCE

La Doctorante ne pourra pas être présente au sein de l'Etablissement lors des périodes de fermeture de l'Etablissement.

En 2024, les périodes de fermeture sont les suivantes :

- - du 01/01/2024 au 03/01/2024 inclus

La Doctorante s'engage à informer sans délai Madame Anne Laure Motkin, secrétaire générale de l'IHRIM en cas d'absence.

ARTICLE 7 - COUVERTURE SOCIALE ET ASSURANCES

La Doctorante non inscrite en France bénéficie de la protection universelle maladie (PUMA) au titre de la résidence conformément aux articles L. 160-1, R 111-2 et D. 160-2 du Code de la sécurité sociale.

La Doctorante bénéficie des dispositions du livre IV du Code de la sécurité sociale relatif aux accidents du travail et maladies professionnelles

La Doctorante doit souscrire un contrat d'assurance rapatriement et responsabilité civile pour la durée du séjour.

Dans le cas des chercheurs et des doctorants non-inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur en France, une assurance couverture maladie doit être contractée pour les périodes non couvertes par la Puma. La Doctorante s'engage alors à souscrire cette assurance privée pour couverture maladie et à la prendre à sa charge sur ses fonds propres.

Les attestations d'assurance sont annexées à la présente convention.

ARTICLE 8 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Définitions :

Elles s'appliquent à la présente convention et en particulier aux articles 8 et 9.

« Information » : toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, protégeables ou non et/ou protégées ou non par un droit de propriété intellectuelle, y compris, sans que cette liste ne soit limitative, les savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, programmes, logiciels, concepts, les dossiers, les plans, schémas, dessins, formules, ainsi que tous les droits y afférents.

« Connaissances Antérieures » : toute Information obtenue par les Parties antérieurement au séjour de la Doctorante au sein du Laboratoire.

« Résultats » : toute Information obtenue par la Doctorante dans le cadre de la présente

convention pendant son séjour de recherche.

8.1 Les Connaissances Antérieures des Parties restent leur propriété respective.

8.2 La création de propriété intellectuelle est régie conformément aux dispositions législatives et réglementaires françaises en vigueur (Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 113-9- 1 et L. 611-7-1).

Ainsi, les droits sur les inventions réalisées par la Doctorante accueillie par l'Etablissement réalisant de la recherche, dans l'exécution de la présente convention appartiennent à l'Etablissement.

Les droits patrimoniaux sur les logiciels créés par la Doctorante accueillie par l'Etablissement réalisant de la recherche dans le cadre de la présente convention appartiennent à l'Etablissement.

L'Etablissement s'engage à ce que le nom de la Doctorante, si elle est considérée comme inventeur, soit mentionné dans les demandes de brevets, à moins que la Doctorante ne s'y oppose.

La Doctorante s'engage à déclarer tout Résultat à l'Etablissement, à donner toutes signatures et à prêter son entier concours à l'Etablissement pour la mise en œuvre le cas échéant des procédures de protection de ces Résultats (notamment pour le dépôt éventuel d'une demande de brevet, son maintien en vigueur et sa défense) ainsi que pour leur exploitation éventuelle et ce tant en France qu'à l'étranger. Pour ce faire, la Doctorante s'engage notamment à informer l'Etablissement de tout changement de coordonnées.

L'ensemble de ces dispositions demeure valable à l'expiration de la présente convention, y compris en cas de résiliation.

ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITÉ-PUBLICATION

La Doctorante s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les Informations appartenant à l'Etablissement ou détenues par l'Etablissement en particulier les Connaissances Antérieures de l'Etablissement auxquelles elle pourra avoir connaissance, sous quelque forme que ce soit, du fait de son séjour au sein de l'Etablissement et/ou du Laboratoire. Elle s'engage à ne pas utiliser lesdites Informations ou les Résultats obtenus dans le cadre de ses recherches à d'autres fins que celles prévues à la présente convention et à ne pas les publier ni divulguer à des tiers sans l'autorisation préalable de l'Etablissement.

La Doctorante s'engage à ne pas utiliser ou céder les Informations dont elle pourrait avoir connaissance lors de la réalisation de ses travaux ou de son séjour au sein du Laboratoire, à ses fins personnelles ou pour compte de tiers, sans accord préalable écrit de l'Etablissement.

Toute publication scientifique ou communication, par la Doctorante, relative aux travaux de recherche ou aux Résultats obtenus dans le cadre de la présente convention, sous quelque forme que ce soit, écrite ou orale, sur quelque support que ce soit, notamment, sans que cette liste soit limitative, dans la presse scientifique, sous forme de poster et/ou de résumés de congrès à des fins de présentation orale, devra recevoir l'accord préalable écrit de l'Etablissement.

Dans ce cadre, il est entendu que le projet de publication ou communication devra être adressé à Monsieur Pradeau ou à la Directrice du Laboratoire.

Ces publications et communications, par la Doctorante, devront faire état de la collaboration entre les Parties et devront explicitement mentionner l'Etablissement, le Laboratoire et le cadre dans lequel ces activités ont été menées, sauf demande expresse faite dans les 15 jours de la réception du projet de publication ou communication, par l'Etablissement de ne pas être mentionnée.

Ces engagements resteront en vigueur nonobstant la résiliation ou l'arrivée à échéance de la présente convention.

ARTICLE 10 - DÉONTOLOGIE ET INTÉGRITÉ SCIENTIFIQUE

La Doctorante s'engage à mener ses travaux de recherche dans le respect des exigences de l'intégrité scientifique, pour en garantir le caractère honnête et scientifiquement rigoureux, conformément à l'article L. 211-2 du Code de la recherche et au décret n° 2021-1572 du 3 décembre 2021 relatif au respect des exigences de l'intégrité scientifique par les établissements publics contribuant au service public de la recherche et les fondations reconnues d'utilité publique ayant pour activité principale la recherche publique.

La Doctorante est également soumise aux principes éthiques et déontologiques inhérents à la recherche scientifique mentionnés dans :

- le Code de conduite européen pour l'intégrité en recherche ;
- la charte française de déontologie des métiers de la recherche.

ARTICLE 11 - MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les Parties fera l'objet d'un avenant.

La présente convention peut être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre Partie en cas d'inexécution par l'autre Partie d'une ou plusieurs des obligations qui lui incombent, dès lors que la Partie défaillante, mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de ses griefs, ne s'est toujours pas acquittée de celles-ci, à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la réception de cette lettre.

La résiliation de la présente convention ne dispense pas les Parties de remplir leurs obligations jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sans préjudice de l'indemnisation des dommages éventuellement subis par la partie plaignante du fait de la résiliation anticipée de la convention.

La résiliation de la présente convention ne dispense pas la Doctorante de remplir ses engagements conformément aux stipulations concernant la confidentialité et la propriété intellectuelle (articles 8 et 9) de la présente convention.

ARTICLE 12 - REGLEMENT DES LITIGES

La présente convention est régie par le droit français.

En cas de difficultés relatives à l'interprétation, l'exécution, la validité et/ou la fin de la présente convention, les Parties s'engagent à rechercher un règlement amiable.

À défaut de règlement amiable dans un délai de deux (2) mois à compter du jour où les Parties se seront réunies ou auront tenté de se réunir, le litige sera porté devant les tribunaux compétents par la Partie la plus diligente.

ARTICLE 13 – ANNEXES

Sont annexés à la présente convention pour en faire partie intégrante, les documents suivants :

Le Projet de thèse et objectifs du séjour
L'attestation de bourse

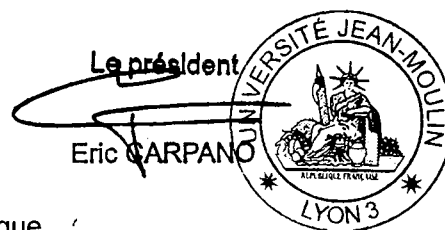
Les attestations d'assurance

Fait en deux exemplaires originaux à Lyon, le 15 novembre 2023.

La Doctorante

Jeanne S. Mefia

L'établissement



Référent scientifique
Jean-François Pradeau
Le 21/11/2023,

h

Annexe 1 : Projet de thèse

Annexe 2 : attestation de bourse

Annexe 3 : attestations d'assurance

UNIVERSITÉ FÉDÉRALE DU MINAS GERAIS
FACULTÉ DE PHILOSOPHIE ET SCIENCES HUMAINES – FAFICH
Programme de Doctorat en Philosophie

PROJET DÉFINITIF DE DOCTORAT
Ligne de Recherche : Philosophie Antique et Médiévale

Élève : Janaína Silveira Mafra

Directeur de Thèse : Prof. Dr. Jacyntho José Lins Brandão

1- Titre :

La gestion et la dissolution de l'οἶκος¹ dans la période classique

2- Objectifs :

2.1- Objectif général :

Effectuer des recherches sur le thème de la gestion de l'οἶκος, dans *l'Économique*, de Xénophon, et de sa dissolution, dans *La République*, de Platon, en expliquant comment et pourquoi cette gestion et cette dissolution ont lieu dans les œuvres mentionnées.

2.2- Objectifs spécifiques :

- a) Expliciter l'idéal d'économie et de Femme dans *l'Économique*.
- b) Montrer le caractère paradoxal – tenant compte du sens grec de παράδοξος, à savoir, παρά, contre, la δόξα et le ἔθος hégémoniques – de la pensée de Platon, qui, dans la première, la deuxième et la troisième vagues (κύματα) de *La République* met en question l'idéal susmentionné.
- c) Investiguer la notion de φύσις dans les œuvres citées, montrant que Platon, dans *La République*, dialectise et problématise justement le sens de φύσις présent dans *l'Économique*, qu'il comprend comme une δόξα commun.

¹ Οἶκος est un terme dont le champ sémantique est plus ample que celui de l'οἰκία, la maison où réside la famille. Sa signification peut être appréhendée à travers l'opposition à la cité-État (πόλις) : alors que cette dernière est du domaine du politique et du public, le premier est du domaine du privé. L'οἶκος, donc, est tout ce que la famille possède, c'est-à-dire, l'οἰκία avec ses meubles et ses décorations, les esclaves, les animaux, les biens en espèces et les terres, ainsi que ses valeurs éthiques et ses traditions. L'οἰκονόμος est celui qui gère ce patrimoine, et l'οἰκονομία est la gestion de l'οἶκος. Sur le terme οἶκος et de ses dérivés, voir CHANTRAINE, 1977, p. 781-782 et POMEROY, 1994, p. 31, 213-215. Sur le terme πόλις, voir BRISSON ; PRADEAU, 1998, p. 14-16.

d) Montrer que, alors que dans l'*Économique* la maison est considérée comme un modèle pour la cité, dans *La République* les maisons des gardiens sont considérées comme une entrave à la cité juste.

e) Montrer que, dans *La République*, Platon cherche des solutions pour le problème du manque d'unité de la πόλις, qui, selon lui, est indispensable pour le bon fonctionnement de la vie politique.

2.3- Objectifs de mon séjour de recherche au sein de l'Université Jean Moulin – Lyon 3 :

De manière générale, notre séjour de recherche au sein de l'Université Jean Moulin - Lyon 3 vise à contribuer à notre apprentissage et à notre formation. Se former dans un établissement étranger est une opportunité unique et riche à bien des égards : culturel, linguistique et académique. Ce séjour de recherche vise à améliorer notre recherche, en mettant à jour, en élargissant et en approfondissant notre apprentissage, avec l'incorporation de nouveaux modèles et méthodes de gestion de la recherche. Plus précisément, lors du stage doctoral, nous avons l'intention d'écrire le troisième chapitre de notre thèse.

3- Développement :

L'hypothèse de ce travail est que l'*Économique* de Xénophon, considéré comme un dialogue socratique², fournit une notion d'économie à laquelle Platon, de manière radicale, se contrapose dans *La République*, en proposant la dissolution de l'*oïkos* des gardiens comme étant l'une des conditions pour l'idéalisation de la cité juste. Afin de développer cette hypothèse avec l'originalité requise en doctorat – hypothèse que nous n'avons encore vu dans aucune étude de longue étendue –, seront abordées, de manière approfondie, dans notre thèse, et, de manière succincte, dans les deux parties suivantes du présent texte, la gestion de l'*oïkos* dans l'*Économique* de Xénophon et sa dissolution, dans *La République* de Platon.

3.1- La gestion de l'*oïkos* dans l'*Économique* de Xénophon

Ἐπεὶ δ' ἀμφοτέρωτα ταῦτα καὶ ἔργων καὶ ἐπιμελείας δεῖται τὰ τε ἔνδον καὶ τὰ ἔξω, καὶ τὴν φύσιν, εὐθύς παρεσκεύασεν ὁ θεός, ὥς

² Sur l'importance des dialogues socratiques de Xénophon, qui va au-delà de l'intérêt à résoudre le « Problème de Socrate », voir BRISSON ; DORION, 2004, 137-140. Pour de tels commentateurs, le « Problème de Socrate » est insoluble. L. Rossetti (2015, 17-47) (traduit par nos soins), à son tour, se réclamant aussi bien des socratiques majeurs que des mineurs, soutient que Socrate est le dialogue socratique « en chair et en os ».

έμοι δοκεῖ, τὴν μὲν τῆς γυναικὸς ἐπὶ τὰ ἐνδον ἔργα καὶ ἐπιμελήματα, <τὴν δὲ τοῦ ἀνδρὸς ἐπὶ τὰ ἔξω ἔργα καὶ ἐπιμελήματα>.

Une fois que les deux tâches, celles de l'intérieur de la maison (τὰ ἐνδον), et celles de l'extérieur (τὰ ἔξω), exigent des travaux et des soins, (καὶ ἔργων καὶ ἐπιμελείας δεῖται), il me semble que le dieu a préparé (παρεσκεύασεν ὁ θεός) la nature (τὴν φύσιν), celle de la femme (τὴν μὲν τῆς γυναικὸς) pour les travaux et les soins de l'intérieur de la maison (ἐπὶ τὰ ἐνδον ἔργα καὶ ἐπιμελήματα), et celle de l'homme (τὴν δὲ τοῦ ἀνδρὸς) pour les travaux et les soins de l'extérieur (ἐπὶ τὰ ἔξω ἔργα καὶ ἐπιμελήματα)³.

(XÉNOPHON, *L'Économique* VII, 22)

L'Économique de Xénophon contient le traité de vie matrimoniale le plus développé que la Grèce classique nous a laissé⁴. Le texte est présenté comme un ensemble de préceptes sur le mode de gérer son propre patrimoine afin de le maintenir, l'augmenter et le transmettre aux descendants. Il s'agit d'une conversation entre Socrate et Critobule, un riche athénien. Afin d'éviter que son patrimoine ne soit dilapidé, ce dernier souhaite savoir quelle est la meilleure manière de le gérer. Comme il n'a pas beaucoup de biens, Socrate décide de lui raconter la conversation qu'il a entretenue avec Ischomaque, un propriétaire ayant bien réussi⁵. C'est lors de ce second dialogue, qui a lieu dans un autre dialogue⁶, qu'Ischomaque, en parlant avec Socrate sur l'*oikonomia*, fait mention au rôle réservé à son épouse. Interrogé par le philosophe, qui aimerait savoir si Ischomaque reste chez lui pour de gérer ses biens, ce dernier lui répond qu'il ne reste jamais chez lui, car sa femme est capable de s'occuper des affaires domestiques sans son aide. Cependant, elle n'avait pas cette connaissance lorsqu'Ischomaque l'a reçue des mains de son père. En arrivant chez son mari, elle n'avait pas encore quinze ans, et, auparavant, l'on faisait bien attention à ce qu'elle voie, entende et parle le moins possible. Ischomaque dit alors à Socrate qu'il suffisait qu'elle arrive chez lui en sachant

³ Les traductions des textes grecs et modernes sont de notre responsabilité.

⁴ Cf. FOUCAULT, 1984, Chap. III.

⁵ La pauvreté de Socrate est notoire, il pourrait donc difficilement se réclamer d'une expérience dans le domaine domestique. Il ne fait que poser simplement des questions à Ischomaque, acceptant ses réponses sans les soumettre, comme à l'accoutumé, à la réfutation et à l'ironie. Cf. POMEROY, 1994, p. 59 et HOBDEN, 2017, p. 162. Sur la réfutation socratique, voir VLASTOS, 1994 [2012], p. 17-54 (traduit par nos soins) et, en contraposition à ce texte, DIXSAUT, 2005[2012], p. 55-86 (traduit par nos soins).

⁶ Ce recours caractéristiquement socratique de situer un dialogue dans l'autre est souvent utilisé par Platon et Xénophon. Ici, Socrate raconte à Critobule la conversation qu'il a entretenue avec Ischomaque. À ce moment-là, à son tour, Ischomaque raconte à Socrate la conversation qu'il a eue avec son épouse.

travailler les fils de laine, tisser une tunique, et de quelle manière les travaux du métier à tisser sont distribués aux esclaves⁷.

Ischomaque rappelle que, au lieu d'un accord réciproque entre futurs époux, il y a eu une alliance entre lui et les parents de celle qui deviendrait sa femme. À l'occasion, il réfléchissait à propos de lui-même et les parents de la future épouse à propos du meilleur candidat pour la maison et pour les enfants. Il l'a choisie et ses parents l'ont choisi parmi les possibles maris⁸. L'objectif de cette alliance est l'effort mutuel pour maintenir le patrimoine dans le meilleur état possible et l'augmenter par des moyens honorables et légitimes⁹. En utilisant un recours discursif, qui fait passer la coutume (ἔθος) pour la nature (φύσις), Ischomaque dit que les tâches de la maison sont partagées selon la nature que les dieux octroient à l'homme et à la femme. Aux hommes, sont attribués les travaux de l'extérieur : labourer la terre, semer, planter, faire brouter le bétail et les activités en dehors du foyer, les activités politiques. À la femme, reviennent les travaux de l'intérieur : les nourrissons doivent être élevés sous le toit, et de cette même façon doivent être préparées les farines issues des céréales et faits les habits avec des fils de laine¹⁰.

Dans l'activité domestique, la maîtresse de maison a un certain pouvoir sur ceux qui n'en ont aucun ou presque aucun, puisqu'elle doit diriger le travail des femmes esclaves et de certains des hommes esclaves¹¹. Ce qui fait la différence entre la bonne maîtresse de maison et la mauvaise, c'est-à-dire, celle qui est dotée de qualités réelles de celle qui ne l'est pas, c'est la manière d'utiliser ce pouvoir. Ce n'est pas par hasard que Xénophon, par la bouche d'Ischomaque, compare la fonction de la femme dans l'*oïkos* avec celle de « la reine des abeilles » (ἡγεμὼν μέλιττα)¹². Comme cette dernière, la maîtresse de maison doit rester à la maison, faire en sorte que tous les esclaves qui

⁷ L'*Économique*, VII, 6.

⁸ L'*Économique*, VII, 11.

⁹ L'*Économique*, VII, 15.

¹⁰ L'*Économique*, VII, 20-21.

¹¹ Selon Xénophon, les esclaves sont acquis par l'achat (L'*Économique*, I, 13 ; III, 10 ; XII, 3), quoique leur reproduction interne soit implicite (IX, 5). L'esclavage par la guerre est également mentionné. Elle est la source fondamentale de l'esclavage. Avec une lecture intersectionnelle, Domingo Suárez (2001, p. 43) rappelle que c'est la force de travail des esclaves et des femmes – qui non seulement gèrent et organisent le foyer, mais également éduquent les esclaves qui travaillent en son sein – qui permet aux hommes libres d'avoir le temps nécessaire pour vaquer aux occupations politiques et de défense de la cité. Sur le problème de l'esclavage en Grèce antique, qui, en fonction d'une limite d'espace, ne sera pas approfondi ici, voir, outre le livre de Suárez, celui de J. A. D. Trabulsi (2006, p. 29 e 30) et la deuxième partie de celui de M. I. Finley (1989, p. 103-211).

¹² L'*Économique*, VII, 3.

doivent travailler à l'extérieur partent ensemble, surveiller ceux qui travaillent au sein du foyer, recevoir ce qu'ils apportent, distribuer ce qu'ils doivent dépenser, penser à l'avance à ce qui doit être économisé et faire attention à ce qu'ils ne dépensent pas en un mois ce qui doit être dépensé en un an¹³.

Cependant, pour que ce pouvoir que la maîtresse de maison possède puisse être exercé efficacement, directement ou par l'intermédiaire d'une gouvernante, il faut que règne au sein du foyer un ordre comparable à celui qui doit régner sur le champ de bataille ou à l'intérieur d'une embarcation. Afin de savoir quelle est la meilleure manière de gouverner la maison, d'y retrouver facilement tout ce dont on a besoin au moment précis et de plaire au mari en lui donnant ce qu'il demande, il faut choisir attentivement la bonne place pour chaque objet et, une fois l'y avoir posé, apprendre à l'esclave à le prendre et à le remettre à la bonne place. De cette manière, on pourra savoir ce qui est à disposition, en bon état ou pas¹⁴. Ischomaque rappelle alors comment il a tout enseigné à sa femme sur chacune des pièces de la maison, ainsi que l'usage qui leur est réservé. Il y a la place pour conserver le grain et le vin, pour ranger la vaisselle à usage quotidien et celle des jours de fête, qui a une valeur plus élevée. La maîtresse de maison surveillera avec attention chacune de ces pièces et aura, dans le gouvernement du foyer, l'autorité d'une reine, même si la royauté exercée sur les esclaves ne peut pas être comparée à celle exercée par un chef ou un roi sur les hommes libres¹⁵.

La distance entre la femme d'Ischomaque et Pénélope est infime, comme si quatre siècles n'avaient pas modifié la condition de la femme. Comme Pénélope, la femme d'Ischomaque est mariée par ses parents, file, tisse et est entourée de ses esclaves. C'est elle, comme Pénélope, qui a la clé de la pièce où sont rangés les objets précieux, et qui donne des ordres aux esclaves sur les tâches qu'ils doivent mener à bien chaque jour¹⁶. Les similitudes des coutumes entre l'*Odysée* et l'*Économique*, cependant, ne vont pas plus loin. Ischomaque n'est pas un héros d'épopée, mais un citoyen athénien. Il est même possible qu'une campagne militaire l'oblige à abandonner Attique, mais, s'il est tout le temps à l'extérieur, c'est presque toujours pour intervenir dans les conversations

¹³ L'*Économique*, VII, 35-36.

¹⁴ L'*Économique*, VIII, 10.

¹⁵ Selon Suárez (2001, p. 16), dans l'*Économique*, les rapports entre femme et homme sont définis comme une structure productive. Quoiqu'elle prenne part à la reproduction et au contrôle de la vie au foyer, la femme est intégrée au sein des rapports d'esclavage en tant que subordonnée à l'homme.

¹⁶ Pour la comparaison entre Pénélope et l'épouse d'Ischomaque, voir MOSSÉ, 1991, Chapitre I.

de l'ἀγορά ou pour être dans la πύξ, où sont décidées les affaires de la cité¹⁷. Nous ne pouvons pas oublier qu'aux yeux de Socrate il est le καλός κ'ἀγαθός par excellence, l'homme beau et bon capable d'organiser sa propriété, à la différence du premier interlocuteur du philosophe, Critobule, qui dilapide sa fortune en menant une vie mondaine. Nous connaissons, grâce à d'autres œuvres, en quoi consiste cette vie : en plus de dépenser excessivement avec des sacrifices, des hôtes et des guerres, Critobule dépense avec des banquets et des courtisanes. Les épouses légitimes sont exclues de cette vie. La femme respectable n'a même pas la permission de participer à un banquet, même si celui-ci est célébré dans sa propre maison. Les femmes ne peuvent, en aucun cas, faire usage public de la parole. La cité, ce « club d'hommes » les renferme définitivement dans le gynécée¹⁸.

3.2- La dissolution de l'οἶκος dans *La République* de Platon

Οὐδὲν ἄρα ἐστίν, ὦ φίλε, ἐπιτήδευμα τῶν πόλιν διοικούντων γυναικὸς διότι γυνή, οὐδ' ἄνδρὸς διότι ἀνὴρ, ἀλλ' ὁμοίως διεσπαρμέναι αἱ φύσεις ἐν ἀμφοῖν τοῖν ζώοις, καὶ πάντων μὲν μετέχει γυνὴ ἐπιτηδευμάτων κατὰ φύσιν, πάντων δὲ ἀνὴρ [...]

Il n'est pas (οὐδὲν ἐστίν) alors, ô mon ami, d'occupation relative à la gestion de la cité qui appartienne à une femme (ἐπιτήδευμα τῶν πόλιν διοικούντων γυναικὸς) parce qu'elle est une femme (διότι γυνή), ni à un homme (οὐδ' ἄνδρὸς) parce qu'il est un homme (διότι ἀνὴρ), mais les natures sont partagées de manière semblable chez les deux êtres vivants (ἀλλ' ὁμοίως διεσπαρμέναι αἱ φύσεις ἐν ἀμφοῖν τοῖν ζώοις). La femme (γυνή), par nature (κατὰ φύσιν), participe à toutes les occupations (πάντων μετέχει ἐπιτηδευμάτων), l'homme (ἀνὴρ), de sa part, aussi, de toutes (πάντων) [...]¹⁹.

¹⁷ Même si les champs de l'*oikonomia* et de la politique sont distincts (cf. la note 1 de ce texte), les activités politiques dans la cité sont, pour Xénophon, une projection de l'organisation de l'*oikos*. L'exploitation agricole d'Ischomaque est décrite comme un phénomène parallèle à la cité, pensée comme le champ d'action de l'homme beau et bon. Dans ce sens, on peut dire que l'*Économique* est un traité politique du gouvernement de la *polis*. À ce sujet, voir SUÁREZ, 2001, p. 9.

¹⁸ Sur le *statut* de la femme dans la Grèce antique, nous nous réclamons du livre de Claude Mossé (1991). En évoquant le fameux discours de Périclès, l'Oraison funèbre, présente dans Thucydide, (2, 44, 2), Trabulsi rappelle le programme d'exclusion et d'invisibilité des femmes grecques dans l'antiquité, qui, avec les jeunes, les métèques et les esclaves, étaient exclues de la participation politique. Selon Périclès, ni même leurs mérites ne devaient donner lieu à des commentaires (2006, p. 26).

¹⁹ La séquence du texte est problématique : [...] ἐπὶ πᾶσι δὲ ἀσθενέστερον γυνὴ ἀνδρὸς/..., mais dans tous les cas la femme est plus faible (ἀσθενέστερον) que l'homme (PLATON, *La République* 455e2). Nous avons analysé les passages de *La République* où Platon, en conflit avec ce qui est dit en 455d5-e 1, réitère, sans discussion, les conceptions courantes sur les femmes à son époque. Ces analyses seront explorées dans notre recherche.

Sur le livre V de *La République*, lors d'une conversation avec Adimante et Glaucon, Socrate parle de l'organisation de la cité juste en ce qui concerne les femmes des gardiens et l'éducation de leurs enfants. Il reconnaît son état de perplexité et ses doutes, mais ses idées sont, quoi qu'il en soit, radicales. Son premier précepte (la première vague) est que les femmes des gardiens reçoivent la même éducation que les hommes et puissent avoir la même fonction qu'eux : ladite égalité entre femmes et hommes²⁰. Le deuxième précepte (la deuxième vague) est qu'il y ait une communauté de femmes et d'enfants, et, par conséquent, la dissolution de l'*oïkos* des gardiens comme forme de communauté intermédiaire entre l'individu et la *polis*²¹. Le troisième précepte (la troisième vague) est que les philosophes, hommes ou femmes, doivent devenir des gouvernants, et les gouvernants, hommes ou femmes, des philosophes²². De telles idées surprennent les lecteurs de *La République*, qui se demandent comment et pourquoi Platon, par la bouche de Socrate, les défend.

Prenons comme point de départ la première vague, à savoir, celle qui concerne l'éducation et les fonctions des gardiennes. Socrate suit l'indication du livre III, dans lequel les guerriers mâles sont comparés à des chiens de garde. Il rajoute qu'il en est de même pour leurs femelles. Celles-ci doivent participer de la même vigile que les mâles, partir avec eux à la chasse et tout faire en commun. Il s'agit du premier argument en faveur de ladite égalité entre femmes et hommes. Certains lecteurs le considèrent défaillant, une fois qu'il est fondé sur une comparaison animale²³. L'argument le plus

²⁰ Pour une théorie alternative à celle selon laquelle Platon est défenseur de l'égalité entre femmes et hommes, voir les articles d'ANNAS, 1976, p. 307-321 et POMEROY, 1975, p. 32-35. Silvia Campese relève, dans son texte, les controverses engendrées par cette théorie, qui, il faut bien le souligner, n'est pas consensuelle parmi les commentateurs. A ce sujet, voir VEGETTI, 1998, p. 258, note 1, et aussi la position d'Étienne Helmer (2022 [2021.1], p. 152-167), qui, par le biais d'un oxymore, soutient, étayé non seulement sur *La République*, mais également sur les *Lois*, que les femmes sont, pour Platon, des « similaires inférieures » aux hommes.

²¹ Nous allons investiguer à fond, au cours de la réalisation de cette recherche, si la dissolution de l'*oïkos*, ainsi que l'éducation avec de la gymnastique et de la musique concerne tout le monde ou seulement la classe des gardiens, comme *La République* l'indique maintes fois. Pour une discussion au bénéfice de la première hypothèse, qui contraste avec la nôtre, voir MOTTA, 2010. Pour une approche intéressante, selon laquelle l'*oïkos* des gardiens n'est pas dissolu dans *La République*, mais en effet étendu et politisé, voir HELMER, 2022 [2011], p. 143-151 et 2022 [2021.1], p. 152-167 (traduit par nos soins).

²² Sur le livre VII, plus précisément sur 540c3-6, Socrate rappelle que ce qu'il a dit à propos des gouvernants ne revient pas plus aux hommes qu'aux femmes, au moins à toutes celles qui, par nature, sont compétentes.

²³ Cf. ANNAS, 1981, p. 81 et 184. Au contraire, ADAM, 1902, p. 280-282, considère la comparaison convaincante, parce qu'elle propose un retour à la nature par les êtres humains. Quant à la notion de nature, nous y vouerons intégralement le deuxième chapitre de notre thèse.

utile pour Socrate, cependant, est celui qui se trouve sur 455d5-e1, mentionné sur la deuxième épigraphe du présent texte. Un tel argument se présente comme une réponse à un adversaire imaginaire, partisan de l'opinion populaire grecque selon laquelle la femme diffère complètement de l'homme par sa nature.

La réponse de Socrate est que l'opinion en question se fonde sur une distinction erronée, basée non pas sur des espèces (κατ'εἶδη), mais simplement sur des noms (κατ'αὐτὸ τὸ ὄνομα)²⁴. Afin de faire correctement la distinction, il faut prendre en compte les différences d'ἔργον, de fonction sociale. Nous pouvons dire, par exemple, qu'un médecin est l'égal d'un médecin, mais différent d'un menuisier²⁵. Même s'il existe une différence évidente entre mâle et femelle, liée à la sphère de la reproduction, celle-ci ne suffit pas à différencier les fonctions. Au contraire, Platon considère la reproduction comme un élément isolé du reste de la personnalité²⁶. La distinction entre mâle et femelle doit, selon lui, se fonder sur un critère approprié, et, comme dit Monique Dixsaut²⁷, sur chaque dialogue, le critère concerne la question posée. Dans *La République*, il doit être établi par rapport au problème général qui est celui de la justice dans la *polis*. En effet, le critère est défini comme l'occupation propre aux personnes qui gèrent une cité²⁸. C'est à partir de cela qu'il faut dire si les femmes sont égales aux hommes. En général, la femme n'était pas considérée capable d'autorité politique, mais Platon, contraire à cette opinion, recourt à une astuce : il déplace le point de vue du jugement de la politique comme activité concrète sur les qualités intellectuelles du politicien, et affirme que la femme peut être l'égale de l'homme quant à la nature²⁹, c'est-à-dire, par rapport aux caractéristiques intellectuelles liées à la sphère de la science et de l'apprentissage, caractéristiques que les deux sexes peuvent avoir en mesure identique³⁰.

Certaines raisons peuvent justifier l'approche de Platon sur ce point. Pour en discuter, nous allons la comparer à celle de Xénophon, dans l'*Économique*. Sur le

²⁴ *La République* 454a6 e a7.

²⁵ *La République* 454d2-5.

²⁶ *La République* 454d7-e4.

²⁷ 2001 [2021], p. 63.

²⁸ *La République* 455d6-7.

²⁹ Platon donne ici une autre signification au terme φύσις. Dans l'*Économique*, elle était basée sur la distinction sexuelle, raison pour laquelle il y avait deux natures distinctes, celle de l'homme et celle de la femme. Maintenant elle est associée aux facultés intellectives de l'âme, raison pour laquelle il peut y avoir une même nature entre l'homme et la femme.

³⁰ *La République* 455b4-c3.

chapitre VII de son livre, Xénophon dédie quelques paragraphes à l'explication des différences entre les sexes. Sa position est, au fond, opposée à celle de Platon, puisqu'il pense que les vertus de la femme et de l'homme sont différentes et liées à la structure et à la fonction biologique différente des deux sexes. Comme nous l'avons vu, selon Xénophon la différence entre les fonctions du mâle et de la femelle est établie par la divinité, qui partage entre les deux sexes l'espace de la communauté : l'homme s'occupe de ce qui se produit à l'extérieur du foyer ; la femme, de ce qui se produit à l'intérieur³¹. Xénophon se lie aux thèses les plus profondes de l'anthropologie grecque, comme l'a démontré Jean Pierre Vernant³² il y a bien longtemps. À partir de ce principe, les caractéristiques des deux sexes dépendent de l'espace d'action que la divinité leur a attribué : l'homme est plus résistant et plus courageux, puisqu'il doit vivre à l'extérieur et faire la guerre ; la femme est plus timide et craintive, puisqu'elle doit veiller sur les nourrissons qu'elle engendre et conserver les biens que l'homme rapporte à la maison³³. Comme on peut le voir, le fait de donner naissance à des enfants n'est pas, pour Xénophon, une différence infime, sans importance pour le reste de l'âme des femmes, il s'agit d'une différence qui concerne la personnalité toute entière.

Platon dit que la deuxième vague (la communauté de femmes et d'enfants³⁴) suit la première (ladite égalité entre femmes et hommes). Une telle communauté, ne l'oublions pas, concerne la classe des magistrats, elle est considérée comme une bonne chose pour la *polis*, car elle rend difficile l'hostilité non seulement entre la classe des magistrats et des autres citoyens, mais également l'hostilité au sein même de la classe des magistrats. Dans *La République*, Socrate légifère sur peu de choses, et particulièrement sur des choses compliquées comme la réglementation des mariages et l'éducation des enfants³⁵, mais l'idée générale sous-jacente du passage est que les actes des magistrats dans la cité idéale devraient se soumettre à une norme. De cette soumission résulte l'ordre et l'harmonie, indispensables à l'unité de la *polis*. Platon part

³¹ L'*Économique* VII, 22-23.

³² Dans son livre, Vernant (1965, p. 155-201) parle de la complémentarité des activités des dieux Hermès et Hestia, qui se rapportent, respectivement, aux espaces extérieur et intérieur du foyer. Il fait un raisonnement analogue sur la complémentarité des activités des hommes et des femmes dans l'*Économique* de Xénophon.

³³ L'*Économique* VII, 24-25.

³⁴ Selon le livre V de *La République*, les femmes seront communes aux hommes, c'est-à-dire, aucune ne cohabitera avec un homme comme son épouse exclusive. La conséquence en est que les pères et les enfants ne se reconnaîtront pas. Les enfants nés conformément aux règles de l'État seront communs à tous et élevés par la cité.

³⁵ Pour les détails de cette réglementation, voir les textes de S. Saïd (1986, p. 142-162) et de S. Campese (VEGETTI, 1998, 264-279).

du principe que le plus grand mal pour une cité tient au fait qu'elle soit divisée en parties opposées, qui constituent beaucoup de cités dans la cité. Il pense que par le biais des sentiments d'affection entre gouvernants et gouvernés – des sentiments qui sont une conséquence du renoncement à la propriété privée de la part des premiers – l'on peut atteindre une unité³⁶. La cité parfaite, donc idéale, est celle où il n'y a pas de distinction entre le mien et le tien et qui tend à être comme un unique homme³⁷.

En partant de l'expérience mentale qu'est le dialogue, on peut supposer qu'à l'origine la *polis* était constituée de l'union des *oïkoi*, des communautés familiales. Cette origine, cependant, est un aspect négatif de la cité à être surpassé. Les grandes communautés familiales, qui au début de l'histoire humaine auraient été unies pour constituer les cités, portaient en elles des coutumes et des traditions conflictuelles. Or, ce conflit est potentiellement destructeur pour la cité, car il casse son unité. L'*oïkos* est alors la source de division de la cité. À partir du moment où il est plus ancien que la *polis*, il est également le véhicule de coutumes archaïques, de passions et de valeurs égoïstes pouvant s'opposer à la planification et à l'unité de la *polis*. La possibilité de rechute dans un état pré-politique représente un danger fortement ressenti dans *La République*. Une cause de dissolution encore plus dangereuse pour la *polis* est la concurrence économique entre les *oïkoi*. Lorsqu'il développe sa critique du profit, Platon suggère que le danger pour la cité se trouve dans la tendance naturelle de tout δεσπότης d'augmenter sa propriété familiale. En cela aussi il s'oppose à la morale commune de son temps. Dans l'Athènes démocratique et impérialiste³⁸, celui qui gère bien sa propriété est un bon conseiller pour la ville, puisqu'il cherche à augmenter la cité comme il augmente sa maison³⁹. Platon critique tout autant la politique impérialiste athénienne que la morale d'acquisition à la base de la conception généralisée entre ses concitoyens de ce qu'est la bonne gestion de l'*oïkos*. C'est au tout début de *La République* qu'il met en scène l'honnête métèque Céphale, qui identifie la justice avec la modération et se vante de n'avoir ni agrandi ni diminué sa propriété familiale⁴⁰.

³⁶ *La República* 462a9-b2.

³⁷ Cf. *La République* 462c3-d6. Pour Saïd (1986, p. 142-143), *La République*, ainsi que l'*Assemblée des Femmes*, d'Aristophane, voit le jour suite à la constatation d'un échec. La cité est en crise, et cette crise est essentiellement une crise d'unité. Pour l'importance de l'unité de la *polis* pour Platon, voir PRADEAU, 1997, p. 25-54 et 1999, p. 47.

³⁸ Pour un bilan de l'Empire Athénien, voir FINLEY, 1989, p. 43-64.

³⁹ *Les Mémoires*, III, 6, 4

⁴⁰ *La République* 330b1-7.

L'attitude de Céphale, quoiqu'il appartienne à une cité corrompue, est juste⁴¹. En somme, nous pouvons dire que, selon Platon, l'*oïkos* est nuisible à la formation du citoyen. Sa tendance interne est d'agrandir continuellement, infligeant ainsi aux cités de nombreux dommages, comme ceux qui sont dénombrés sur le livre V de *La République* : la possession d'un *oïkos* et d'une famille transforme le fait de se réjouir et de s'affliger en choses privées⁴². De cette possession dérivent les procès (δικαί), les accusations réciproques (ἐγκλήματα), les litiges (στάσεις), la flatterie (κολακεία), les dettes (δανειζόμενοι) et les soucis pour trouver l'argent nécessaire pour élever un fils⁴³, tout ce qui est sans noblesse et qu'il faut éviter. La gestion de la maison ne forme pas un bon citoyen, c'est pour cela qu'il faut, dans *La République*, la dissoudre. À la surprise du lecteur, Platon finit alors par remplacer la triade traditionnelle des devoirs : être un homme excellent, un bon seigneur de sa propre maison et un membre de la communauté politique, par le tandem : être un homme juste et un bon citoyen, mettant ainsi entre parenthèses la sphère privée⁴⁴.

4- Méthodologie :

Pour le développement de cette recherche, nous allons effectuer une approche historico-philologique surtout des deux œuvres antiques mentionnées, à savoir, l'*Économique* et *La République*, car au-delà de l'impératif du travail sur les textes grecs, il faudra explorer de manière contextualisée leurs contributions historiques. Dans le premier chapitre, nous allons investiguer si Xénophon et Platon peuvent être considérés comme des amis (φίλοι) dans le sens grec, une fois que ce sont des socratiques, qui, comme beaucoup d'autres, se disputent, à travers leurs écrits, l'héritage du maître⁴⁵. Nous ferons, en outre, une étude comparative des deux œuvres en ce qui concerne les idéaux de l'économie et de la femme. Dans le deuxième chapitre, nous allons explorer

⁴¹ Même si certains commentateurs pensent le contraire, Jacyntho Brandão, dans ses articles de 2016 et 2017, parle également d'un Céphale juste.

⁴² *La République* 464d1-3.

⁴³ *La République* 465c1-3.

⁴⁴ Sur la dissolution de l'*oïkos* dans *La République*, voir le texte de C. Natali (2005). Pour l'approche critique de É. Helmer, voir les articles mentionnés sur la note 21 de ce texte.

⁴⁵ Sur le phénomène littéraire du « dialogue socratique » et la dispute entre les socratiques pour l'héritage du « maître », voir ROSSETTI, 2015 [2011], pp. 17-49. Sur la notion grecque de φιλία, Deleuze, dans l'introduction de *Qu'est-ce que la Philosophie ?* (2010 [1992], pp. 7-21) parle de « l'amitié par la sagesse », en rappelant que les amis du savoir sont, comme les prétendants de Pénélope, des amis-rivaux, ou, dans le sens platonicien, des pratiquants de l'ἀμφισβήτησις, c'est-à-dire du dialogue entendu comme une dispute entre égaux. Pour les pondérations sur le problème du rétablissement de Xénophon en tant que philosophe, nous travaillerons avec les textes de BRISSON ; DORION, 2004, ROSSETTI, 2015 [2011] et ALTMAN, 2022.

la plurivocité de la notion de φύσις, pour pouvoir ensuite expliciter ses sens spécifiques chez les deux auteurs. Dans le troisième chapitre, nous verrons que la maison chez Xénophon sert de modèle à la cité, alors que chez Platon les maisons des gardiens sont considérées comme une entrave à la cité juste. Et, pour conclure, nous verrons à quel point l'unité de la cité est une condition pour la vie politique dans *La République*.

4.1- Structure de la thèse :

Introduction :

Chapitre 1 : Les deux idéaux d'économie et de femme

1.1 - Xénophon et Platon, des amis (φίλοι) grecs ?

1.2 – L'idéal d'économie et de Femme dans l'*Économique*

1.3- La problématisation de cet idéal dans *La République* : les trois vagues (κύματα)

Chapitre 2 : Les deux notions de φύσις

2.1- La plurivocité de la notion de φύσις

2.2- La φύσις comme justification de la δόξα commun dans l'*Économique*

2.3- La φύσις dialectisée dans *La République*

Chapitre 3 : Les deux idéaux de cité

3.1- La maison comme modèle pour la cité dans l'*Économique*

3.2- Les maisons des gardiens comme une entrave à la cité juste de Platon

3.3- L'unité de la cité : une condition pour la vie politique dans *La République*

Conclusion

4.2- Chronogramme :

Étapes	2022	2023-1	2023-2	2024-1	2024-2	2025-1	2025-2	2026-1	2026-2
Obtention de crédits	x								
Élaboration du projet définitif		x							
Préparation pour la selection du « Programa Doutorado Sanduíche no Exterior - PDSE / CAPES PrInt UFMG »		x							
Introduction								x	x
Élaboration du chapitre 1			x	x					

Élaboration du chapitre 2	x				x				
Élaboration du chapitre 3						x	x		
Conclusion et révision de la thèse								x	x
Soutenance de la thèse									x

5- Bibliographie :

Primaire :

ADAM, J. (1969 [1902]). *The Republic of Plato*. Cambridge: Cambridge University Press.

CHANTRAINE, P. (1949). Xénophon. *Économique*. Paris : Les Belles Lettres.

DELEUZE, G.; GUATTARI, F. (2010 [1992]). *O que é a filosofia?* Trad.: Bento Prado Júnior e Alberto Alonso Munoz. São Paulo: Editora 34.

DORION, L. -A. (2011 [2000]). Xénophon. *Les Mémoires*. Paris : Les Belles Lettres.

FOUCAULT, M. (1984). "Chapitre III : Économique". In : *L'Histoire de la sexualité II. L'usage des plaisirs*. Paris : Gallimard, p. 153-199.

KURY, M. da G. (1982). Tucídides. *História da guerra do Peloponeso*. Brasília: Editora Universidade de Brasília.

LEROUX, G. (2004 [2002]). Platon. *La République*. Paris : GF Flammarion.

NUNES, C. A. (2002). Homero. *Odisseia*. Rio de Janeiro: Ediouro.

PEREIRA, M. H. da R. (2005). Platão. *A República*. Lisboa: Fundação Calouste Gulbenkian.

POMEROY, S. (1994). Xenophon. *Œconomicus. A Social and Historical Commentary*. Oxford: Clarendon Press.

PRADO, A. L. A. de A. P. (2006). Platão. *A República*. São Paulo: Martins Fontes.

_____. (1999). Xenofonte. *Econômico*. São Paulo: Martins Fontes.

SUÁREZ, D. P. (2001). *Esclaves et affranchis en Grèce. Xenophon : Économique*. Paris : Presses Universitaires Franc-Comtoises.

VAN DAELE, H. (1963). Aristophane. *L'assemblée des femmes*. Paris : Les Belles Lettres.

VEGETTI, M. (1998). Platone. *La Repubblica*. Napoli: Bibliopolis.

Secondaire :

- ALTMAN, W. H. F. (2022). *The Relay Race of Virtue: Platos Debts to Xenophon*. New York: Suny Press.
- ANNAS, J. (1976). "Plato's *Republic* and Feminism". *Philosophy*, 51, p. 307-321.
- _____. (1981). *An introduction to Plato's Republic*. Oxford: Oxford University Press.
- ARAÚJO, C. (2005). *Florescimento Cooperativo na República de Platão: uma teoria da justiça*. 254f. Tese. Universidade Federal do Rio de Janeiro, Rio de Janeiro.
- _____. (2009). "A possível *República* de Platão". *Morus – utopia e renascimento*, n. 6, pp. 221-228.
- ARAÚJO, C.; HADDAD, A. B. (orgs). (2022). *A República de Platão: Companion em homenagem à Maria das Graças de Moraes Augusto*. Rio de Janeiro: Nau Editora.
- AUGUSTO, M. das G. de M. (1998/1999). "O filósofo cômico". *Kléos* 2/3, pp. 84-99.
- _____. (2012/2013). "Politeia e utopia: o caso platônico". *Kléos* 16/17, pp. 103-151.
- _____. (2015). "*Koinonía* e *politeia*: a função das mulheres na *pólis*. Aproximações e diferenças entre as *Mulheres na Assembleia* e a *República*". In: V. Aguirre y M. Troconis (eds). *Mujeres en Grecia y Roma y su transcendencia: diosas, heroínas y esposas*. Ciudad Universitaria: Universidad Nacional Autónoma de México, pp. 153-214.
- AUGUSTO, M. das G. de M.; FIALHO, M. do C.; SILVA, M. de F. (coords.). (2019). *Casas, patrimônio, civilização: Nomos versus physis no Pensamento grego*. Coimbra: Imprensa da Universidade de Coimbra.
- BRANDÃO, J. L. (2000). "O filósofo econômico". *Anais do III Simpósio Nacional de Filosofia Antiga. Ética e Filosofia Política*. IFCS/UFRJ, pp. 49-53.
- _____. (2016). "O filósofo na casa de um homem justo (comentário à *República* 327a-331d, parte 1)". *VirtuaJus*, 12/1, pp. 8-20.
- _____. (2017). "O filósofo na casa de um homem justo (comentário à *República* 327a-331d, parte 2)". *VirtuaJus*, 2/2, pp. 21-41.
- _____. (2022). "Da radicalidade de Platão: nota sobre a *República* 543a-547c". In: ARAÚJO, C.; HADDAD, A. B. (orgs). *A República de Platão: Companion em homenagem à Maria das Graças de Moraes Augusto*. Rio de Janeiro: Nau Editora, pp. 259-278.
- BRISSON, L. ; PRADEAU, J-F. (1998). *Le vocabulaire de Platon*. Paris : Ellipses.

- BRISSON, L. ; DORION, L.-A. (2004). “Pour une relecture des écrits socratiques de Xénophon”. *Les études philosophiques*, 2, 69, p. 137-140.
- CLEMENS, L. “Étienne Hemer, *oikonomia*. Philosophie grecque de l'économie, Paris, Classiques Garnier, 2021, 200p.” *Revue de philosophie ancienne*, 2, pp. 273-291.
- DIXSAUT, M. (2001). *Le naturel philosophe : Essai sur les dialogues de Platon*. Paris : Librairie Philosophique J. Vrin.
- _____. (2012 [2005]). “Refutação e dialética”. Trad.: Janaína Mafra. In: MARQUES, M. (coord.) *Refutação*. São Paulo: Editora Paulus, p. 55-86.
- _____. (2021 [2001]). *Metamorfoses da dialética nos diálogos de Platão*. Trad. Janaína Mafra. Col. Cátedra (UnB). São Paulo: Editora Paulus.
- DORION, L.-A. (2022). “Askêsis, genèse de la vertu et exemplarité de Socrate chez Platon et Xénophon”. *Revue de philosophie ancienne*, 2, pp.159-211.
- FINLEY, M. I. (1989). *Economia e sociedade na Grécia Antiga*. Trad.: Marylene Michael. São Paulo: Martins Fontes.
- HELMER, Étienne. (2011). “Le remodelage politique de l'*oikos* dans la *République* : de la famille au modèle familial, de l'économie domestique à l'économie politique”. *Plato Journal*, n. 11, p. 1-11.
- (2022 [2011]). “A remodelagem política do *oîkos* na *República*: da família ao modelo familiar, da economia doméstica à economia política”. Trad. Janaína Mafra. *Añansi: Revista de Filosofia*, 3/1, p. 143-151.
- (2021.1) “Semblables inférieures : quels lieux pour les femmes dans la cité juste de Platon ?” *Plato Journal*, n. 21, p. 97-109.
- (2022 [2021.1]). “Semelhantes inferiores: quais lugares para as mulheres na cidade justa de Platão?”. Trad. Janaína Mafra. *Añansi: Revista de Filosofia*, 3/1, p. 152-167.
- . (2021.2) *Oikonomia, philosophie grecque de l'économie*. Paris : Classiques Garnier.
- HOBDEN, F. (2017). “Xenophon’s *Oeconomicus*”. In: FLOWER, M. A. *The Cambridge Companion to Xenophon*. Cambridge: Cambridge University Press, p. 152-174.
- MARQUES, M. (2010). “Paradoxo e natureza no livro V da *República*”. *Kriterion*, 122, p. 429-440.
- . (2006). “Entre aparecer e ser: sobre *República* V”. In: MARTINHO, M. (Org.). *I Simpósio de Estudos Clássicos da USP*. São Paulo: Humanitas, v. 1, p. 247-270.

- . (2009). “Aparecer e imagem no livro VI da *República*”. In: PERINE, M. (Org.). *Estudos Platônicos: Sobre o ser e o aparecer, o belo e o bem*. São Paulo: Loyola, p. 137-166.
- . (2011). “Contra a teoria de dois mundos na filosofia de Platão (*República* V 476e-478e)”. In: CONTE, J.; BAUCHWITZ, O. F. (orgs). *O que é metafísica? Atas do III Colóquio Internacional de Metafísica*. Natal: EDUFRN, pp. 245-260.
- MOTTA, G. D. da. (2010). *A educação como fundamento da unidade e da felicidade da pólis na República, de Platão*. 293f. Tese. Universidade Federal do Rio de Janeiro, Rio de Janeiro.
- MOSSÉ, C. (1991). *La Femme dans la Grèce antique*. Paris : Éditions Complexe.
- NADDAF, G. (2005). *The Greek Concept of Nature*. Albany, NY : State University of New York Press.
- NATALI, C. (2005) “L’élision de l’*oikos* dans la *République* de Platon”. In : DIXSAUT, M. (Dir.). *Études sur la République de Platon. 1. De la justice. Éducation, psychologie et politique*. Paris : Librairie Philosophique J. Vrin, p. 98-223.
- PRADEAU, J-F. (1997). *Platon et la cité*. Paris : Presses Universitaires de France.
- . (1999). *Platon*. Paris : Ellipses.
- . (2008). *La communauté des affections : Études sur la pensée éthique et politique de Platon*. Paris : Librairie Philosophique J. Vrin.
- (org). (2009). *Socrate : vie privée, vie publique*. Paris : Les Belles Lettres.
- POMEROY, S. (1975). “Feminism in book V of Plato’s *Republic*”. *Apeiron*, 8, p. 32-35.
- ROSSETTI, L. (2015 [2011]). *O diálogo socrático*. Trad.: Janaína Mafra. Col. Cátedra (UnB). São Paulo: Editora Paulus.
- SAÏD, S. (1986). “La République de Platon et la communauté de femmes”. *L’Antiquité Classique*, 55, p. 142-162.
- TRABULSI, J. A. D. (2006). *Participation directe et démocratie grecque. Une Histoire exemplaire ?* Besançon : Presses universitaires de Franche-Comté.
- VERNANT, J.-P. (1980 [1965]). *Mythe et pensée chez les grecs. Études de psychologie historique*. Paris : Éditions la decouverte.
- VLASTOS, G. (2012 [1994]) “*Élenchos* socrático: método é tudo”. Trad.: Janaína Mafra. In: MARQUES, M. (coord.) *Refutação*. São Paulo: Editora Paulus, p. 17-54.

Instruments philologiques :

- BRANDWOOD, L. A. (1976). *A Word Index to Plato*. Leeds: W. S. Maney & Son.

- CHANTRAINE, P. (1977). *Dictionnaire étymologique de la langue grecque*. Paris : Klincksieck.
- DENNISTON, J. D. (1954 [1934]). *The Greek Particles*. Oxford: Oxford University Press.
- HUMBERT, J. (1945). *Syntaxe Grecque*. Paris: Libraire C. Klincksieck.
- LIDDELL, H.; SCOTT, R.; JONES, S. (1996 [1843]). *A Greek-English Lexicon*. Oxford: Oxford University Press.



Ministério da Educação - MEC
Fundação Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nível Superior - CAPES
Setor Bancário Norte, Quadra 2, Bloco L, Lote 06
CEP 70.040-031 - Brasília, DF

Chère Madame, cher Monsieur
JANAÍNA SILVEIRA MAFRA
Flor-de-índio - 100 - Ap 102 Bloco J
Liberdade
Belo Horizonte - Minas Gerais
Brasil
31.270-215

20/10/2023

Référence du dossier: CAPES-PRINT - 88887.910890/2023-00

A QUI DE DROIT

Nous certifions que M./Mme JANAÍNA SILVEIRA MAFRA est titulaire d'une bourse d'études du Gouvernement Brésilien, octroyée par la Fondation Capes, pour poursuivre des études de séjour de formation de DOUTORADO SANDUICHE au UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3.

La bourse couvre les éléments suivants:

Rubrique	Montant unitaire	Parcelles (maximum)	Montant total
Aide installation	€ 1 300,00	1	€ 1 300,00
Assurance médicale	€ 90,00	6	€ 540,00
Frais de mobilité - seule tranche	€ 950,00	1	€ 950,00
Mensualité	€ 1 300,00	6	€ 7 800,00

.Indemnité de déplacement pour le coût du passage comme extrait ci-dessous: BRAZIL/ FRANCE / BRAZIL.

.La durée de la bourse est de 01/2024 to 06/2024

Respectueusement,

Vanessa Fernandes de Araújo Vargas
Coordonnateur Général des Bourses et Projets Internationaux
Le document est indépendant de sa reconnaissance de signature, parce que c'est un document public
- Article 19, Incise II, Constitution Fédérale du Brésil.

TRAVEL ASSISTANCE VOUCHER

Voucher: 08130137



Central Operativa

Trips in Brazil: +55 11 31329280
International Trips:
DDR +55 11 25269311

E-mail:
assistenciaw@gtassess.com.br
WhatsApp: +1 863 201 4364

Hiring Party Data

Name: Janaina Silveira Matra
Address: Rua Flor de Indio
City: Belo Horizonte

DOCUMENT: 033.085.936-61
Neighborhood: Liberdade
State: MG

Date of birth: 13/09/1977
Zip: 31270-215

Data of the Contracted Plan

Travel Destination: Europa
Form of payment: A VISTA
Effective date: 31/12/2023

Plan: 10477 STUDENT FULL
Frequency: Única
End date of validity: 29/06/2024

Issue Date: 03/11/2023 11:17:32

Amount (US\$): 661,32

Exchange Tx (R\$): 4,99

Amount (R\$): 3.299,99

Communication through WhatsApp must only be done by text and images, do not use voice messages.

Hired Assistances

- | | | |
|---|---|-----|
| 1 | Guidance and guidance to the medical care network, in urgent and emergency cases. | YES |
| 2 | AVAILABLE 24 HOURS CENTRAL OPERATIVE | YES |
| 3 | Guidance in case of luggage misplaced | YES |
| 4 | GUIDANCE IN CASE OF LOSS OF DOCUMENTS | YES |
| 5 | GUIDANCE FOR TRANSFER OF JUDICIAL BOND PAYMENT | YES |
| 6 | ORIENTATION OF PROCEDURES FOR REIMBURSEMENT OF EXPENSES | YES |
| 7 | Transmission of urgent messages | YES |

<http://www.vouchergta.me/9558221JAN>



Hired Insurance Coverage for Urgency and Emergency

- | | | |
|----|---|----------------|
| 1 | Medical, Hospital and/or Travel Expenses Abroad, including COVID 19 (PER EVENT) | US\$100.000,00 |
| 2 | DENTAL EXPENSES TRAVELING ABROAD | US\$800,00 |
| 3 | PHARMACEUTICAL EXPENSES | US\$800,00 |
| 4 | Medical Transportation | US\$20.000,00 |
| 5 | Legal Assistance | US\$10.000,00 |
| 6 | SECURITY AND LEGAL EXPENSES | US\$10.000,00 |
| 7 | Trp interruption | US\$1.200,00 |
| 8 | DAMAGE TO BAG | US\$130,00 |
| 9 | LUGGAGE DELAY | US\$600,00 |
| 10 | Loss of Travel Luggage | US\$1.200,00 |
| 11 | Cancellation Of Travel Plus Reason | US\$1.500,00 |
| 12 | HEALTH RETURN | US\$60.000,00 |

- | | | |
|----|---|---------------|
| 13 | BODY TRANSFER | US\$30.000,00 |
| 14 | ACCOMPANYING IN CASE OF PROLONGED HOSPITALIZATION | US\$2.600,00 |
| 15 | EXTENSION OF STAY | US\$1.600,00 |
| 16 | INSURED EARLY RETURN | US\$2.000,00 |
| 17 | FLIGHT DELAY | US\$600,00 |
| 18 | Insurance for Accidental Death | US\$25.000,00 |
| 19 | Life Insurance for Permanent Disability | US\$25.000,00 |

A Inclusão do covid 19, na cobertura global da DMH, é válida somente para os bilhetes emitidos/adquiridos a partir de 01/10/2023.
Pregnancy, sports and pre-existence, included in medical and hospital coverage.
PASSENGERS OVER 64 YEARS OLD DMH IS LIMITED TO US\$50.000,00 IN THE UNITED STATES AND CANADA AND TO US\$100.000,00 IN THE OTHER COUNTRIES.

This voucher contains a summary of the hired coverage and it is part of the general conditions which should be consulted and are available on the website www.gtassess.com.br. By hiring this product, the insured member agrees and knows the Travel Assistance conditions available at the website www.gtassess.com.br.

GTA TRAVEL ASSISTANCE TICKET – Part I

Bilhete: 9558221

CHUBB



Dear insured member, we are glad to have you as our client, after all, all we want is for you to have a trip with no worries.

The Travel Assistance Ticket is composed of two parts, this is Part I containing the hired assistance coverage, limits, and amounts. The Ticket Part II contains complementary information as excluded risks, documents required in case of claims and other issues related to these themes.

Caution: Travel assistance is not health insurance! Read all the agreement conditions observing your rights and duties, as well as the hired insured amount limit for each coverage.

Check if coverage and insured amounts accomplish the requirements of the destination country(ies) of your trip.

Name : Janaina Silveira Mafra	DOCUMENT : 033 085 936-61	Date of birth : 13/09/1977
Address : Rua Flor de Índio	Neighborhood : Liberdade	
City : Belo Horizonte	State : MG	Zip : 31270-215
Travel Destination : Europa	Plan : 10477-STUDENT FULL	
Form of payment : A VISTA	Frequency : Única	
Effective date : 31/12/2023	End date of validity : 29/06/2024	

Hired Insurance Coverage for Urgency and Emergency

	Covered Amount	Amount per coverage
1 Medical, Hospital and/or Travel Expenses Abroad, including COVID 19 (PER EVENT)	US\$100 000,00	0,000
2 DENTAL EXPENSES TRAVELING ABROAD	US\$800,00	0,000
3 PHARMACEUTICAL EXPENSES	US\$800,00	0,000
4 Medical Transportation	US\$20 000,00	0,000
5 Legal Assistance	US\$10 000,00	0,000
6 SECURITY AND LEGAL EXPENSES	US\$10 000,00	0,000
7 Trip interruption	US\$1 200,00	0,000
8 DAMAGE TO BAG	US\$130,00	0,000
9 LUGGAGE DELAY	US\$600,00	0,000
10 Loss of Travel Luggage	US\$1 200,00	0,000
11 Cancellation Of Travel Plus Reason	US\$1 500,00	0,000
12 HEALTH RETURN	US\$60 000,00	0,000
13 BODY TRANSFER	US\$30 000,00	0,000
14 ACCOMPANYING IN CASE OF PROLONGED HOSPITALIZATION	US\$2 600,00	0,000
15 EXTENSION OF STAY	US\$1 600,00	0,000
16 INSURED EARLY RETURN	US\$2 000,00	0,000
17 FLIGHT DELAY	US\$600,00	0,000
18 Insurance for Accidental Death	US\$25 000,00	0,000
19 Life Insurance for Permanent Disability	US\$25 000,00	0,000

A inclusão de covid 19, no cobertura global de Chubb, é válida somente para os bilhetes emitidos a partir de 01/10/2023.
Pregnancy, sports and pre-existence: included in medical and hospital coverage. PASSENGERS OVER 64 YEARS OLD LIMITS LIMITED TO US\$50 000,00 IN THE UNITED STATES AND CANADA AND TO US\$100 000,00 IN THE OTHER COUNTRIES.

Payment Details: Single Charge to the insured member by the Insurance Representative
Total single premium (R\$): R\$801,59 IOF Tx: R\$3,05

(*)Effective date: 31/12/2023

(*)End date of validity: 29/06/2024

SUSEP Process Number of the Product: 15414.900439/2015-34

Insurance Company: Chubb Seguros Brasil S.A. CNPJ: 03.502.099/0001-18

SUSEP Code: 0651-3

Insurance Representative: BRAZILIAN ASSIST REPRESENTACAO E TURISMO LTDA

CNPJ: 19.021.175/0001-03

Insurance Agent: PENTAGONO ADM. E CORRETAGEM DE SEGUROS LTDA

SUSEP Code: 10.2054064.7

GTA TRAVEL ASSISTANCE TICKET – Part I

Bilhete: 9558221

CHUBB



There will be no charges for grace periods or deductibles for this insurance, except in case of suicide or its attempt, when the stated period is of two uninterrupted years as from the hiring base date or its reissuing after suspension, regardless of the insured member's mental sanity state. The payment destined to the Representative party as its revenue charged over the single value insurance amount minus IOF (tax over Financial Operations), which composes all the coverage described here and the above-mentioned assistances is of % or else R\$. The revenue destined to the insurance Broker, applied over the single insurance value minus IOF, which contains all the coverage described here and the above-mentioned assistance is of %.

8.02

(*) The coverage period of this insurance will be effective during the round trip of the insured member, from the departure location to the destination as indicated in the ticket, including the destination stay except for the Cancellation coverage that starts at 12 A.M. of the day when the payment was effective and ends at the date of departure (travel starting date). This insurance is effective for a determined period and will not be renewed.

(**) Important: For values on foreign currency, the corresponding value will be paid in national currency converted by the exchange rate of the hiring date of the Travel Assistance, based on regras específicas do BACEN e CMN.

Name	Family Tie	D.O.B.	% Participation

In case you have indicated beneficiaries for Accidental Death, Trip Cancellation and Interruption due to the death of the insured member coverage, the indication in the above field will prevail. In case there is no indication of beneficiaries, the legal Beneficiaries will be considered according to article 792 of the Civil Code of 2002. For all other coverage, the insured member is the beneficiary.

24 HOUR CALL CENTER FOR THE TRAVELING PERIOD

For assistance services requests during your trip, contact the following:

Trips in Brazil: +55 11 31329280

E-mail: assistenciaw@gtaassist.com.br

International Trips: DDR +55 11 25269311

Whatsapp: +57 316 4367669

Assistance services will be provided by a company under the responsibility of Chubb Seguros Brasil S.A.

GENERAL CONDITIONS

General conditions may be referred to at Chubb link

https://clausulas_brasil_chubblatinamerica.com/procsusep15414900439201534viaqemb

PROCEDURES AND DOCUMENTATION IN CASE OF CLAIMS

In case of a claim covered by the insurance, during its validity, the insured member or Beneficiary must contact the Customer Service Center in order to report the event, if it is not listed as excluded risk. For more information about the conditions stated in excluded risks, refer to General Conditions of the Travel Assistance.

For reporting a claim, access: <https://www.chubb.com/br-pt/claims/>

GTA TRAVEL ASSISTANCE TICKET – Part I

Bilhete: 9558221

CHUBB



ANTICIPATED RETURN

In case the insured member anticipates the return from the insured trip, the Travel assistance Ticket is automatically cancelled as from the date of arrival to the original starting location of the trip or his/her domicile, and all events occurring before the cancellation date are covered. There will be no restitution of the paid value in this case.

COOLING OFF PERIOD

The insured member may cancel the hired insurance as long as before the trip and within 7 days as from the issue date of this insurance ticket, in this case, the amount paid for the insurance will be reimbursed through the same means of the value payment at hiring time, with no damages to other means and available formats. In order to exercise this right the insured member must inform withdrawal by the same channel used when hiring the travel assistance. In case the same channel is not available for cancellation, the insured member may contact Chubb Seguros Customer Service number at 0800 200 9076 for details

DOUBTS AND FURTHER INQUIRIES RELATED TO THE INSURANCE

Chubb Seguros Customer Service Call Center (CSH): 0800 200 9097 providing services 24h, 7 days per week. Call for inquiries, complaints and requests. Hearing or Speech Impaired 0800 722 5112 providing services 24hours, 7 days per week.

All data collected by Chubb Seguros do Brasil S.A. through partners will be treated according to the legislation in effect. We process these data to sell the insurance or for activities related to the insurance. You can find more information about members' purposes and rights in the available privacy policy at www.chubb.com/br

SUSEP – Private Insurance Superintendence – Federal Bureau responsible for monitoring, regulating, and controlling insurance, open complementary pension fund, capitalization funds, reinsurance and insurance sales markets. The contract conditions/regulation of this product issued by the company/entity to SUSEP may be referred to at the following website: www.susep.gov.br, using the process number on this ticket. Registration of this plan at SUSEP does not imply, on behalf of the Autarchy, as incentive or recommendation to its trade. Exclusive Customer Service Call Center (Mon – Fri from 9:30a.m. to 5:00 p.m.) 0800 021 8484.

Ombudsman: Had a complaint at CSH with no satisfying solution? Send an e-mail to ouvidoria@chubb.com or call 0800-722-5059 Mon – Fri from 08 A.M. to 6 P.M. except on holidays. For the hearing and speech impaired 0800.724.5084 Mon-Fri 8 A.M. to 6 P.M. except on holidays. Mail Box: 310, Agency 72300019, ZIP: 01031-970.

Fraud Hotline: 0800 770 8135 – if you know about or suspect of fraud to the hired services from Chubb, please report. The channel is free of charge and confidential, dedicated to receiving calls from Monday through Friday from 9 A.M. to 5 P.M. and /or messages 24 hours per day, only available for calls made from Brazilian territory.

São Paulo, 03/11/2023

Luciano Mariani
Presidente (Brasil) Chubb

TRAVEL ASSISTANCE VALUE CHARGE AUTHORIZATION TERM

Bilhete: W08130137

CHUBB



I, Janaina Silveira Mafra, CPF/MF/ID number 033.065.936-61
applicant to the GTA Travel Assistance Plan: STUDENT FULL hereby
authorize payment of R\$01.59 for the travel assistance insurance may be paid along
with the payments of the acquired product(s)/service(s).

Janaina S. Mafra
INSURED MEMBER SIGNATURE

Starting date for risk coverage:

End date for risk coverage:

NOTES

1) The insured member may choose to withdraw from the hired travel assistance, if done before the trip and within 7 (seven) days as from the proposal signature, in case of individual policy hiring, or the issuing of the ticket in case of hiring by ticket, or the effective payment of the insurance value, whichever comes last.

2) In case of fractioned payments, the first payment is considered as effective payment.

Issue date: 03/11/2023 11:17:32



Territoires d'Innovation

« Dijon, alimentation durable 2030 »

AVENANT N°4 A L'ACCORD DE CONSORTIUM

(ci-après « l'Avenant »)

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

DIJON MÉTROPOLE, 40 avenue du drapeau - CS 17510 - 21 075 - Dijon Cedex, représentée par son Président Monsieur François REBSAMEN, ci-après désignée « **DIJON MÉTROPOLE** » ou « **le Porteur de Projet** »,

ET

Le CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DIJON-BOURGOGNE, Etablissement public de santé – situé 1, Boulevard Jeanne d'Arc – BP 77908 – 21079 Dijon Cedex, représenté par Madame Nadège BAILLE, Directrice Générale, ci-après désigné le « **CHU Dijon - Bourgogne** »,

ET

SEB DEVELOPPEMENT, dont le siège social est sis 112 Chemin du Moulin Carron, 69130 Ecully, immatriculée au RCS de Lyon sous le numéro 016 950 842, représentée par Mr Philippe SUMEIRE, Directeur Général, ci-après désignée « **SEB** »,

ET

L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT, Etablissement public à caractère scientifique et technologique, ayant son siège 147, Rue de l'Université - 75338 PARIS CEDEX 07, représenté par Madame Nathalie MUNIER-JOLAIN, Présidente du Centre Bourgogne-Franche-Comté, ci-après désigné par « **INRAE** »,

ET

DIJON CEREALES, Société Coopérative Agricole, dont le siège social est sis 4 Boulevard de Beauregard BP 4075 – 21604 Longvic cedex, immatriculée au RCS de Dijon sous le numéro 378 610 703, représentée par Monsieur Christophe RICHARDOT, Directeur Général, ci-après désignée « **Dijon Céréales** »,

ET

AGRONOV, Association loi 1901, dont le siège social est sis 3 rue des Coulots – 21110 Bretenière, représenté par Monsieur Frédéric IMBERT, ci-après désigné « **Agronov** »,

ET

VITAGORA, Association loi 1901, dont le siège social est sis 16 rue de l'hôpital – 21000 Dijon, représentée par Monsieur Pierre GUEZ, Directeur Général, ci-après désignée « **Vitagora** »,

ET

CEN, dont le siège est sis 18 rue Pauline Kergomard 21000 Dijon, représentée par Georges MAYEUX, Gérant, ci-après désignée « **CEN** »,

ET

CAMPUS DES MÉTIERS -CREATIV', dont le siège est sis 17 avenue de Champollion 21000 Dijon, représenté par Madame Océane CHARRET-GODARD, Présidente, et par délégation, Monsieur RIANI Eimen, ci-après désigné « CAMPUS »,

ET

YUMAIN, dont le siège est sis 14 rue Pierre de Coubertin 21000 Dijon, représentée par Monsieur Xavier BRUNEAU, Président, ci-après désignée « YUMAIN »,

ET

ATOL CD, dont le siège est sis rue des Terres d'Or 21000 Gevrey Chambertin, représentée par Monsieur Jean-Philippe PORCHEROT, Directeur Général, ci-après désignée « ATOL »,

ET

L'INSTITUT NATIONAL SUPERIEUR DES SCIENCES AGRONOMIQUES DE L'ALIMENTATION ET DE L'ENVIRONNEMENT, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 42 rue Scheffer – 75016 Paris, représenté par Madame Anne-Lucie WACK, en qualité de Directrice générale, et par délégation, Monsieur ROCHE-BRUYN, directeur, au titre de son école l'Institut Agro Dijon, situé 26 bd Docteur Petit-Jean, 21079 Dijon Cedex, ci-après désigné « Institut Agro »,

ET

AGARIC-IG SAS, dont le siège est sis 144 rue Rambuteau 71000 Macon, représentée par Madame Michèle BARGEOT, Présidente, ci-après désignée « AGARIC »,

ET

MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE, dont le siège est sis 57 rue Cuvier 75005 Paris, représenté par Monsieur Bruno DAVID, Président, ci-après désigné « MNHN »,

ET

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3, dont le siège est sis 1C avenue des Frères Lumière – CS 78242, 69372 LYON Cedex 08, représentée par Monsieur Eric CARPANO, Président, ci-après désignée « UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 »,

ET

UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE, dont le siège est sis Esplanade Erasme, maison de l'université, BP 27877, 21078 Dijon Cedex, représentée par Monsieur Vincent Thomas, Président, ci-après désignée « UB »,

ET

VILLE DE DIJON ACTION SOCIALE, 11 rue de l'Hôpital, 21000 Dijon, représentée par Monsieur François REBSAMEN, Maire, ci-après désignée « VILLE DE DIJON ACTION SOCIALE »,

ET

AGRO INNOVATION INTERNATIONAL, Société par Actions Simplifiée, dont le siège social est 18 Avenue Franklin Roosevelt 35400 Saint Malo, France, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des sociétés de Saint Malo sous le numéro 402 947 014 et représentée par Monsieur Didier BILLERET en sa qualité de Directeur Général, ci-après désignée « A.I.I. »,

ET

ADEME, dont le siège social est sis 20 Avenue du Grésillé 49004 Angers, représentée par Monsieur Arnaud LEROY et par délégation, Monsieur Jean-Luc SAUBLET, Directeur régional délégué ci-après désignée « ADEME »,

ET

ARVALIS, dont le siège social est sise 1 rue des Coulots 21110 Bretenière, représentée par Madame Diane CHAVASSIEUX, Ingénieure, ci-après désignée « ARVALIS »,

ET

EPI'SOUIRE, Association dont le siège social est sis 4 Place Jacques Prévert 21000 Dijon, représentée par Monsieur Thierry FOUSSET, Président, ci-après désignée « EPI'SOUIRE »,

ET

MAISON PHARE, dont le siège social est sise 2 Allée de Grenoble 21000 Dijon, représentée par Monsieur Djamel SAYAD, Directeur, ci-après désignée « MAISON PHARE »,

ET

BANQUE ALIMENTAIRE BOURGOGNE 21, Association loi 1901 dont le siège social est sis 2 rue de Skopje 21 000 DIJON, représentée par Monsieur Gérard BOUCHOT, Président, ci-après désignée « BANQUE ALIMENTAIRE BOURGOGNE 21 »,

ET

POMONA – TERREAZUR Bourgogne Franche Comté, dont le siège social est sis Parc Excellence 2000 3, avenue de Strasbourg 21800 Chevigny-Saint-Sauveur, représentée par Annie KABS, Directrice Régionale, ci-après désignée « POMONA-TERREAZUR »,

ET

POMONA-PASSION FROID Bourgogne Franche-Comté, dont le siège social est sis rue Konrad ADENAUER, 21 800 Chevigny-Saint-Sauveur, représenté par Alain VAN MELLO, directeur régional, ci-après désignée par « POMONA-PASSION FROID »,

ET

ELZEARD SAS, 14 rue Cendrillon à Pessac, représentée par sa Présidente Directeur général, Florence AMARDEILH, ci-après désignée « ELZEARD »,

ET

KÛRA SAS, dont le siège est sis Hôtel d'entreprises, ZA du Charolais, secteur Est, 71120, Vendenesse les Charolles représentée par son PDG, M. Hervé DURAND,

ET

SOCIETE C&C SAS, dont le siège social est sis 14 rue Jean de Cirey - 21000 DIJON, représentée par son Président *Didier LIVIO* »

ET

BUFFON & CO, dont le siège social est sis 4 bis, rue Léon Fourney – 21500 MONTBARD, représenté par M. Benoit WARTEL et M. Nicolas CRABOT, co-fondateurs et Directeurs généraux

ET

SOCIETE AVEINE, dont le siège est sis 80 rue des Haies 75020 PARIS, représenté par son Président, M. Nicolas NAIGEON

ET

SOCIETE AG DATA HUB, dont le siège est sis 9 avenue Georges V 75008 PARIS, représenté par son directeur général, M. Sébastien PICARDAT

Ci-après désignés individuellement par un « Partenaire » et collectivement par les « Partenaires »,

ÉTANT PRÉALABLEMENT INDIQUE QUE :

Le présent avenant (ci-après « **l'Avenant n°4** ») a pour objet :

- d'approuver l'adhésion des sociétés MANGER DU SENS et FOOD PILOT .
- de se prononcer sur le retrait de la société CEN.

Les Partenaires se saisissent par ailleurs de l'occasion de l'Avenant n°4 pour mettre à jour les informations relatives aux correspondants et représentants.

EN CONSÉQUENCE, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 – MODIFICATIONS APPORTÉES	8
ARTICLE 2 – CHAMP D’APPLICATION DU PRÉSENT AVENANT.....	12
ARTICLE 3 – ANNEXES DE L’AVENANT	12
ARTICLE 4 - ENTRÉE EN VIGUEUR	12

ARTICLE 1 – MODIFICATIONS APPORTÉES

1.1. Modifications relatives à l'adhésion de nouveaux membres

Pour rappel, conformément à l'article 5.1 de l'Accord, l'avenant vise à acter l'adhésion de nouveaux membres :

« L'adhésion d'un nouveau Partenaire à l'Accord nécessite une décision unanime du Comité de Pilotage au cours de laquelle la question est portée à l'ordre du jour. La décision entérinant l'adhésion d'un nouveau Partenaire sera soumise, pour information, aux Financeurs.

L'adhésion du Partenaire deviendra effective à la date prévue dans l'avenant signé par le nouveau Partenaire et tous les Partenaires et qui devra stipuler la Part du Projet du nouveau Partenaire ainsi que sa contribution financière.

À compter de cette date, le nouveau Partenaire sera tenu par les obligations fixées à l'Accord, déterminées notamment en fonction du niveau d'avancement du Projet à la date d'entrée du nouveau Partenaire.

La contribution du nouveau Partenaire sera décrite dans une annexe jointe à l'avenant. »

En application de ces dispositions, le comité de pilotage s'est réuni pour approuver l'adhésion de :

- MANGER DU SENS (1.1.1), et
- FOOD PILOT (1.1.2).

1.1.1. Approbation de l'adhésion de MANGER DU SENS

Le Comité de pilotage adopte à l'unanimité l'adhésion de la société MANGER DU SENS à l'Accord, conformément à l'article 5.1 précité.

La description de la Part de projet du nouveau Partenaire est jointe en annexe de l'Avenant n°4.

Il est rappelé qu'au sein de l'Accord de consortium, l'ensemble des articles et des annexes concernant la dénomination sociale de la société, son siège social ainsi que le nom de son représentant seront rédigés de la manière suivante :

« Société MANGER DU SENS, dont le siège social est sis 87 rue de Chatillon 35 000 Rennes, immatriculée au registre national de commerce et des sociétés sous le n°897 956 959 – Les correspondances étant adressée à M. Freddy THIBURCE représentant physique de la société Présidente »

Le représentant au comité de pilotage est Monsieur Freddy THIBURCE, co-fondateur et dirigeant.

1.2. Approbation de l'adhésion de FOOD PILOT

Le Comité de pilotage adopte à l'unanimité l'adhésion de la société FOOD PILOT à l'Accord, conformément à l'article 5.1 précité de l'Accord.

La description de la Part de projet du nouveau Partenaire est jointe en annexe de l'Avenant n°4.

Il est rappelé qu'au sein de l'Accord de consortium, l'ensemble des articles et des annexes concernant la dénomination sociale de la société, son siège social ainsi que le nom de son représentant seront rédigés de la manière suivante :

« Société FOOD PILOT, dont le siège social est sis 10 place Françoise Héritier 34 000 Montpellier immatriculée au registre national de commerce et des sociétés sous le n°918 987 652- Les correspondances étant adressée à M. Didier LIVIO, Président »

Le représentant au comité de pilotage est M. Didier LIVIO.

1.3. Modifications relatives au retrait de CEN

Les stipulations de l'Accord de consortium prévoient les conditions de retrait d'un partenaire.

En premier lieu, conformément aux stipulations de l'article 5.3 de l'Accord de consortium, relatives au retrait d'un partenaire, il est prévu que :

« a) Tout Partenaire peut décider de mettre fin à sa participation au Projet. Le Partenaire qui décide de se retirer doit adresser au Porteur de Projet sa demande exposant les motifs de son retrait. Dans les quinze (15) jours calendaires suivant la réception de cette lettre, le Porteur de Projet convoquera une réunion exceptionnelle du Comité de Pilotage, qui devra se réunir afin de statuer à la majorité qualifiée sur les conséquences d'un tel retrait. Le Partenaire qui se retire ne prend pas part au vote.

L'exécution de la Part du Projet du Partenaire souhaitant se retirer pourra, après décision des autres Partenaires en Comité de Pilotage, être confiée à un autre Partenaire ou à un tiers désigné par le Comité de Pilotage.

À l'issue du Comité de Pilotage, le Porteur de Projet transmettra la décision du Comité de Pilotage à la CDC. Par ailleurs, la décision sera également notifiée au Partenaire désirant se retirer.

b) Dans le cas où un Partenaire n'aurait pas trouvé les co-financements nécessaires à la mise en œuvre de sa Part du Projet, suite en particulier à l'impossibilité de valoriser le temps des personnels permanents, selon le règlement financier et l'interprétation apportée par la CDC, ce Partenaire pourra décider de mettre fin à sa participation au Projet.

Les modalités de son retrait sont précisées ci-dessus. Par exception à l'article 5.5, aucun dommage et indemnité ne pourra lui être réclamé par un Partenaire en raison du préjudice éventuel subi en raison de ce retrait. »

En deuxième lieu, l'article 5.5 précise que :

« Dans les cas prévus aux articles 5.2 à 5.4, le Partenaire exclu ou qui se retire (« le Partenaire Défaillant ») s'engage à :

- communiquer aux autres Partenaires ou au tiers subrogé, gratuitement et sans délai, tous les dossiers, informations nécessaires pour leur permettre de poursuivre l'exécution de sa Part du Projet en ses lieux et place ;

- à concéder aux Partenaires ou au tiers qui se substituent à lui toute licence sur les Connaissances Nouvelles déjà obtenues et qui seraient nécessaires aussi bien pour les besoins du Projet que dans un but d'exploitation des Connaissances Nouvelles, ainsi qu'à accorder sur ses Connaissances Antérieures nécessaires les licences d'utilisation et d'exploitation, et ce dans les conditions prévues à l'article 8. Les licences d'ores et déjà concédées par le Partenaire Défaillant aux autres Partenaires demeureront en vigueur.

Les droits éventuellement concédés au titre de l'article 8 par un ou plusieurs Partenaires au Partenaire Défaillant prendront fin à compter de la date d'effet de la résiliation.

Le retrait d'un Partenaire ne dispense pas ledit Partenaire de remplir les obligations contractées jusqu'à la date d'effet de la résiliation et ne saurait en aucun cas être interprété comme une renonciation des autres Partenaires à l'exercice de leurs droits et à d'éventuels dommages et intérêts, sous réserve du b) de l'article 5.3.

La résiliation de l'Accord à l'égard du Partenaire exclu ou qui se retire prendra effet de plein droit à la date décidée en Comité de Pilotage. »

En troisième lieu, l'article 12.1.2 précise que les conséquences du retrait seront statuées à la majorité qualifiée équivalente aux deux tiers des partenaires ayant voix délibérative.

Par courrier en date du 13 octobre 2023, annexé à l'Avenant n°4, le Partenaire CEN a fait part aux Partenaires de l'Accord de consortium de sa volonté de se retirer du Projet en raison, notamment, d'un changement de stratégie de développement de son entreprise.

Le Partenaire CEN n'a pas pris part au vote.

Ce retrait a été approuvé à l'unanimité.

La date de retrait du Partenaire CEN a été fixée au **2 novembre 2023**.

1.4. Modifications relatives aux correspondants et représentants

Il est apporté les modifications ci-après exposées aux stipulations de l'Accord :

Rédaction initiale				Rédaction adoptée à la suite de l'avenant			
ARTICLE 21 – CORRESPONDANCES							
« Tout avis ou communication entre les Partenaires qui interviendra au titre du présent Accord devra se faire par écrit, par lettre recommandée avec accusé de réception, par message électronique avec accusé de réception et sera réputé valablement fait à compter de sa réception par le Partenaire récipiendaire				Est procédé à la modification des correspondants pour les partenaires suivants : AGRONOV - BUFFON&CO – FOODTECH – AVEINE – AG DATA HUB – ORANGE – CULTURE CHEF			
				La nouvelle rédaction de l'article est la suivante :			
« Tout avis ou communication entre les Partenaires qui interviendra au titre du présent Accord devra se faire par écrit, par lettre recommandée avec accusé de réception, par message électronique avec accusé de réception et sera réputé valablement fait à compter de sa réception par le Partenaire récipiendaire.							
ORGANISME	Titre	Prénom	NOM	ORGANISME	Titre	Prénom	NOM
ADEME	Madame	Emmanuelle	SALAZAR	ADEME	Madame	Emmanuelle	SALAZAR
AGARIC-IG SAS	Monsieur	Lionel	BARGEOT	AGARIC-IG SAS	Monsieur	Lionel	BARGEOT
AGRO INNOVATION INTERNATIONALE	Monsieur	Robin	GAILLARD	AGRO INNOVATION INTERNATIONALE	Monsieur	Robin	GAILLARD
AGRONOV	Madame	Audrey	MAGNI	AG DATA HUB	Monsieur	Sébastien	Picardat
ARVALIS	Madame	Christelle	MOREAU	AGRONOV	Madame	Constance	RAVEL
ATOL CD	Monsieur	Charles	JUHEL	ARVALIS	Madame	Christelle	MOREAU
BANQUE ALIMENTAIRE DE BOURGOGNE 21	Monsieur	Jean	CHEVALDONNE	ATOL CD	Monsieur	Charles	JUHEL
BUFFON & Co	Monsieur	Clément	TERNEYRE	AVEINE	Monsieur	Nicolas	Naigeon
CEN	Monsieur	Florent	HERPIN	BANQUE ALIMENTAIRE DE BOURGOGNE 21	Monsieur	Jean	CHEVALDONNE
CHU DIJON BOURGOGNE	Monsieur	Antoine	LEZE	BUFFON & Co	Monsieur	Nicolas	CRABOT
CHU DIJON BOURGOGNE	Monsieur	Antoine	LEZE				
CREATIV' 21	Madame	Aurélie	GIMBERT	CHU DIJON BOURGOGNE	Monsieur	Antoine	LEZE
DIJON CEREALES	Monsieur	Laura	HALUPKA		Monsieur	Thierry	BOURGET
DIJON METROPOLE	Madame	Hélène	RIAMON		Madame	Audrey	LICANDRO
ELZEARD SAS	Monsieur	Gilles	DELAPORTE				
EPI'SOURIRE	Madame	Patricia	AGUERA				
INRAE BFC	Monsieur	Mathieu	JACQUES				

INSTITUT AGRO	Monsieur	François	ROCHE-BRUYN	CREATIV' 21	Monsieur	Eimen	RIANI
KÛRA SAS	Monsieur	Hervé	DURAND	DIJON CEREALES	Madame	Laura	HALUPKA
MAISON PHARE MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE	Monsieur	Mathieu	DEPOIL	DIJON METROPOLE	Madame	Marie- Hélène	RIAMON
	Madame	Vanessa	DEMANOFF	ELZEARD SAS	Monsieur	Gilles	DELAPORTE
	Madame	Camila	ANDRADE	EPI'SOUIRE	Madame	Patricia	AGUERA
	Madame	Anne	DOZIERES	FOOD PILOT	Monsieur	Didier	LIVIO
POMONA-TERRE AZUR	Monsieur	Stéphane	TAISANT	INRAE BFC	Monsieur	Mathieu	JACQUES
POMONA-PASSION				INSTITUT AGRO	Monsieur	François	ROCHE-BRUYN
FROID	Madame	Laëtitia	MANCINI	KÛRA SAS	Monsieur	Hervé	DURAND
SEB				MAISON PHARE	Monsieur	Mathieu	DEPOIL
DEVELOPPEMENT	Monsieur	Vincent	ROULLIER	MANGER DU SENS MUSEUM	Monsieur	Freddy	THIBURCE
UNIVERSITE DE BOURGOGNE	POLE RECHERCHE DE L'UNIVERSITE DE BOURGOGNE			NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE	Madame	Vanessa	DEMANOFF
UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3	Madame	Soline	BEAUD		Madame	Camila	ANDRADE
VILLE DE DIJON - CCAS	Madame	Adeline	OURGAUD		Madame	Anne	DOZIERES
VILLE DE DIJON - CCAS	Monsieur	Fabrice	HEITZMANN	POMONA-TERRE AZUR	Madame	Audrey	DAVID
VITAGORA	Monsieur	Christophe	BREUILLET	POMONA-PASSION			
YUMAIN	Monsieur	Xavier	BRUNEAU	FROID	Madame	Laëtitia	MANCINI
				SEB			
				DEVELOPPEMENT	Monsieur	Vincent	ROULLIER
					POLE RECHERCH E DE L'UNIVERS ITE DE BOURGOG NE		
				UNIVERSITE DE BOURGOGNE			
				UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3	Madame	Soline	BEAUD
				VILLE DE DIJON - CCAS	Madame	Adeline	OURGAUD
					Monsieur	Fabrice	HEITZMANN
				VITAGORA	Monsieur	Christophe	BREUILLET
				YUMAIN	Monsieur	Xavier	BRUNEAU

REPRÉSENTANTS DU COMITÉ DE PILOTAGE

Le CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DIJON-BOURGOGNE, Etablissement public de santé – situé 1, Boulevard Jeanne d'Arc – BP 77908 – 21079 Dijon Cedex, représenté par Madame Nadège BAILLE, Directrice Générale, ci-après désigné le « CHU Dijon - Bourgogne »,

MAISON PHARE, dont le siège social est sise 2 Allée de Grenoble 21000 Dijon, représentée par Monsieur Djamel SAYAD, Président, ci-après désignée « MAISON PHARE »,

Le CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DIJON-BOURGOGNE, Etablissement public de santé – situé 1, Boulevard Jeanne d'Arc – BP 77908 – 21079 Dijon Cedex, représenté par Monsieur Freddy SERVEAUX, Directeur Général, ci-après désigné le « CHU Dijon - Bourgogne »,

MAISON PHARE, dont le siège social est sise 2 Allée de Grenoble 21000 Dijon, représentée par Mathieu DEPOIL, directeur, ci-après désignée « MAISON PHARE »,

POMONA – TERREAZUR Bourgogne Franche Comté, dont le siège social est sis Parc Excellence 2000 3, avenue de Strasbourg 21800 Chevigny-Saint-Sauveur, représentée par Annie KABS, Directrice Régionale, ci-après désignée « POMONA-TERREAZUR »,

POMONA – TERREAZUR Bourgogne Franche Comté, dont le siège social est sis Parc Excellence 2000 3, avenue de Strasbourg 21800 Chevigny-Saint-Sauveur, représentée par Franck DAVOINE, Directeur Régionale, ci-après désignée « POMONA-TERREAZUR »,

ARTICLE 2 – CHAMP D'APPLICATION DU PRÉSENT AVENANT

Toutes les stipulations de l'Accord, et de ses annexes non modifiées par l'Avenant n°4 restent inchangées.

ARTICLE 3 – ANNEXES DE L'AVENANT

Sont annexées à l'Avenant n°4 et en font partie intégrante les annexes suivantes :

- Annexe 1 : Présentation de la société MANGER DU SENS
- Annexe 2 : Présentation de la société FOOD PILOT
- Annexe 3 : Lettre de retrait de CEN
- Annexe 4 : Représentants du comité de pilotage

ARTICLE 4 - ENTRÉE EN VIGUEUR

Conformément à l'article 20 de l'Accord, l'Avenant n°4 entrera en vigueur dès son approbation par le Comité de Pilotage, et son envoi en signature aux Partenaires par le Porteur de Projet.

ARTICLE 5 – SIGNATURE

En foi de quoi, les Partenaires ont fait signer en nombre 32 exemplaires originaux l'Avenant n°4 par leurs représentants respectifs dûment autorisés, à la date indiquée ci-dessous.

Pour (Nom de l'organisme partenaire)

Nom : (Nom du représentant) **Le président de l'université**

Titre : (Titre du représentant)

Date : 13.11.2023

Eric CARPANO



ANNEXE 4 : REPRÉSENTANTS DU COMITÉ DE PILOTAGE

DIJON MÉTROPOLE, 40 avenue du drapeau - CS 17510 - 21 075 - Dijon Cedex, représentée par son Président Monsieur François REBSAMEN, ci-après désignée « DIJON MÉTROPOLE » ou « le Porteur de Projet »,

ET

Le CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DIJON-BOURGOGNE, Etablissement public de santé – situé 1, Boulevard Jeanne d'Arc – BP 77908 – 21079 Dijon Cedex, représenté par Monsieur Freddy SERVEAUX, Directeur Général, ci-après désigné le « CHU Dijon - Bourgogne »,

ET

SEB DEVELOPPEMENT, dont le siège social est sis 112 Chemin du Moulin Carron, 69130 Ecully, immatriculée au RCS de Lyon sous le numéro 016 950 842, représentée par Mr Philippe SUMEIRE, Directeur Général, ci-après désignée « SEB »,

ET

L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT, Etablissement public à caractère scientifique et technologique, ayant son siège 147, Rue de l'Université - 75338 PARIS CEDEX 07, représenté par Madame Nathalie MUNIER-JOLAIN, Présidente du Centre Bourgogne-Franche-Comté, ci-après désigné par « INRAE »,

ET

DIJON CEREALES, Société Coopérative Agricole, dont le siège social est sis 4 Boulevard de Beauregard BP 4075 – 21604 Longvic cedex, immatriculée au RCS de Dijon sous le numéro 378 610 703, représentée par Monsieur Christophe RICHARDOT, Directeur Général, ci-après désignée « Dijon Céréales »,

ET

AGRONOV, Association loi 1901, dont le siège social est sis 3 rue des Coulots – 21110 Bretenière, représenté par Monsieur Frédéric IMBERT, ci-après désigné « Agronov »,

ET

VITAGORA, Association loi 1901, dont le siège social est sis 16 rue de l'hôpital – 21000 Dijon, représentée par Monsieur Pierre GUEZ, Directeur Général, ci-après désignée « Vitagora »,

ET

CAMPUS DES MÉTIERS -CREATIV', dont le siège est sis 17 avenue de Champollion 21000 Dijon, représenté par Madame Océane CHARRET-GODARD, Présidente, et par délégation, Monsieur RIANI Eimen, ci-après désigné « CAMPUS »,

ET

YUMAIN, dont le siège est sis 14 rue Pierre de Coubertin 21000 Dijon, représentée par Monsieur Xavier BRUNEAU, Président, ci-après désignée « YUMAIN »,

ET

ATOL CD, dont le siège est sis rue des Terres d'Or 21000 Gevrey Chambertin, représentée par Monsieur Jean-Philippe PORCHEROT, Directeur Général, ci-après désignée « ATOL »,

ET

L'INSTITUT NATIONAL SUPERIEUR DES SCIENCES AGRONOMIQUES DE L'ALIMENTATION ET DE L'ENVIRONNEMENT, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 42 rue Scheffer – 75016 Paris, représenté par Madame Anne-Lucie WACK, en qualité de Directrice générale, et par délégation, Monsieur ROCHE-BRUYN, directeur, au titre de son école l'Institut Agro Dijon, situé 26 bd Docteur Petit-Jean, 21079 Dijon Cedex, ci-après désigné « Institut Agro »,

ET

AGARIC-IG SARL, dont le siège est sis 144 rue Rambuteau 71000 Macon, représentée par Monsieur Lionel BARGEOT, Présidente, ci-après désignée « AGARIC »,

ET

MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE, dont le siège est sis 57 rue Cuvier 75005 Paris, représenté par Monsieur Gilles BLOCH, Président, ci-après désigné « MNHN »,

ET

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3, dont le siège est sis 1C avenue des Frères Lumière – CS 78242, 69372 LYON Cedex 08, représentée par Monsieur Eric CARPANO, Président, ci-après désignée « UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 »,

ET

UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE, dont le siège est sis Esplanade Erasme, maison de l'université, BP 27877, 21078 Dijon Cedex, représentée par Monsieur Vincent Thomas, Président, ci-après désignée « UB »,

ET

VILLE DE DIJON ACTION SOCIALE, 11 rue de l'Hôpital, 21000 Dijon, représentée par Monsieur François REBSAMEN, Maire, ci-après désignée « VILLE DE DIJON ACTION SOCIALE »,

ET

AGRO INNOVATION INTERNATIONAL, Société par Actions Simplifiée, dont le siège social est 18 Avenue Franklin Roosevelt 35400 Saint Malo, France, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des sociétés de Saint Malo sous le numéro 402 947 014 et représentée par Monsieur Didier BILLERET en sa qualité de Directeur Général, ci-après désignée « A.I.I »,

ET

ADEME, dont le siège social est sis 20 Avenue du Grésillé 49004 Angers, représentée par Monsieur Arnaud LEROY et par délégation, Monsieur Jean-Luc SAUBLET, Directeur régional délégué ci-après désignée « ADEME »,

ET

ARVALIS, dont le siège social est sise 1 rue des Coulots 21110 Bretenière, représentée par Madame Diane CHAVASSIEUX, Ingénieure, ci-après désignée « ARVALIS »,

ET

EPI'SOURIRE, Association dont le siège social est sis 4 Place Jacques Prévert 21000 Dijon, représentée par Monsieur Thierry FOUSSET, Président, ci-après désignée « EPI'SOURIRE »,

ET

MAISON PHARE, dont le siège social est sise 2 Allée de Grenoble 21000 Dijon, représentée par Monsieur Mathieu DEPOIL, Directeur, ci-après désignée « MAISON PHARE »,

ET

BANQUE ALIMENTAIRE BOURGOGNE 21, Association loi 1901 dont le siège social est sis 2 rue de Skopje 21 000 DIJON, représentée par Monsieur Laurent BRONDEL, Président, ci-après désignée « BANQUE ALIMENTAIRE BOURGOGNE 21 »,

ET

POMONA – TERREAZUR Bourgogne Franche Comté, dont le siège social est sis Parc Excellence 2000 3, avenue de Strasbourg 21800 Chevigny-Saint-Sauveur, représentée par Franck DAVOINE, Directeur Régionale, ci-après désignée « POMONA-TERREAZUR »,

ET

POMONA-PASSION FROID Bourgogne Franche-Comté, dont le siège social est sis rue Konrad ADENAUER, 21 800 Chevigny-Saint-Sauveur, représenté par Alain VAN MELLO, directeur régional, ci-après désignée par « POMONA-PASSIION FROID »,

ET

ELZEARD SAS, 14 rue Cendrillon à Pessac, représentée par sa Présidente Directeur général, Florence AMARDEILH, ci-après désignée « ELZEARD »,

ET

KūRA SAS, dont le siège est sis Hôtel d'entreprises, ZA du Charolais, secteur Est, 71120, Vendenesse les Charolles représentée par son PDG, M. Hervé DURAND,

ET

SOCIETE C&C SAS, dont le siège social est sis 14 rue Jean de Cirey - 21000 DIJON, représentée par son Président Didier LIVIO »

ET

BUFFON & CO, dont le siège social est sis 4 bis, rue Léon Fourney – 21500 MONTBARD, représenté par M. Benoit WARTEL et M. Nicolas CRABOT, co-fondateurs et Directeurs généraux

ET

SOCIETE AVEINE, dont le siège est sis 80 rue des Haies 75020 PARIS, représenté par son Président, M. Nicolas NAIGEON

ET

SOCIETE AG DATA HUB, dont le siège est sis 9 avenue Georges V 75008 PARIS, représenté par son directeur général, M. Sébastien PICARDAT

ET

MANGER DU SENS, dont le siège est sis 87 rue de Châtillon 35000 Rennes, représenté par son directeur général, M. Freddy THIBURCE

ET

FOOD PILOT, dont le siège est sis 10 place Françoise Héritier 34000 Montpellier, représenté par son président, M. Didier LIVIO

PROJET « MON RESTAURANT LOCAL ENGAGÉ »



Depuis la candidature de la Métropole de Dijon au Territoire d'Innovation, le sujet de l'engagement de la restauration vers la transition alimentaire a toujours été au cœur des réflexions. Cependant, dans le TI Alimentation Durable 2030, les restaurants sont peu intégrés, car c'est un secteur peu structuré. **Ce projet est une opportunité pour la métropole d'encourager les restaurateurs dans l'application de bonnes pratiques, tout en servant à l'activité commerciale et économique des restaurants.**



PROJET « MON RESTAURANT LOCAL ENGAGÉ »



Nous avons identifié trois limites aux démarches existantes au travers des questionnements suivants :

- **Comment impliquer massivement les restaurateurs sur un territoire?**
- **Comment créer les conditions d'un reporting facile pour les restaurateurs et opposable aux tiers ?**
- **Comment réussir à déployer le label de façon rapide et à très faible coût pour les professionnels?**

Ainsi, avec cette action « **ProDij – Mon restaurant local engagé** », nous souhaitons apporter des réponses concrètes à ces 3 questions et développer des pratiques plus durables pour une restauration attractive et différenciante.

Le but de cette action est donc d'offrir à la restauration commerciale un label ou un signe de reconnaissance qui pourra les guider vers la durabilité, en créant un référentiel universel avec des indicateurs sur l'ensemble de leur activité (de l'acquisition de matières premières jusqu'à la préparation).

PROJET « MON RESTAURANT LOCAL ENGAGÉ »



L'enjeu de l'action :

Il s'agit de construire et de déployer une méthode et un cahier des charges exigeants à partir des différents labels de restauration responsable existants ou en devenir, de leur enrichissement éventuel, afin de faciliter toutes démarches de progrès à impact positif sur les transitions.

En résumé, l'objectif d'innovation est triple :

- ***Impliquer les citoyens-consommateurs pour créer les conditions favorables à la massification de l'engagement des acteurs de la restauration commerciale en faveur de la transition écologique et climatique,***
- ***Créer un système de labellisation ou un signe de reconnaissance via l'exploitation des données en temps réel obtenues par les logiciels comptables des restaurants,***
- ***Simplifier, automatiser et rendre accessible les démarches de progrès « ProDij – Mon restaurant local engagé ».***

PROJET « MON RESTAURANT LOCAL ENGAGÉ »



Démarche méthodologique et plan d'action envisagés autour de cinq intentions :

1. **Déployer et valoriser la mention « Fait maison » sur le territoire de Dijon métropole**
2. **Cartographier et enrichir les référentiels de restauration durable existants pour créer un « référentiel universel »**
3. **Organiser une consultation citoyenne d'envergure à l'échelle territoriale**
4. **Accompagner les acteurs de la restauration commerciale dans la réduction de leur empreinte environnementale et l'amélioration de leurs pratiques sociales**

- ☐ Un téléchargement automatique des datas là où elles sont
- ☐ Des questionnaires semi spécifiques par nature adaptée aussi au public des restaurants grâce au référentiel « restaurant durable » de l'Ademe
- ☐ Une empreinte environnementale opposable aux tiers grâce au socle scientifique de l'analyse de cycle de vie

5. **Co-créer, tester et évaluer la faisabilité technique d'un pilote de recueil de la donnée sur Dijon métropole rapidement duplicable sur d'autres territoires à moindre coût**

Livrable attendu : Une feuille de route du déploiement et de la répliquabilité de « ProDij. Mon restaurant local engagé »

UN MOT RAPIDE SUR
foodpilöt

FAIRE ÉVOLUER RAPIDEMENT ET MASSIVEMENT LES ENTREPRISES VERS UN MODÈLE DURABLE



COLLECTER

des données automatiquement ou par questionnaire simplifié pour calculer des indicateurs tout au long de la supply chain, des exploitations agricoles jusqu'au produit fini en sortie d'usine



MESURER

et calculer les indicateurs RSE des entreprises et évaluer vos gammes et vos produits



PILOTER

vos trajectoires de progrès et plans d'action pour améliorer votre empreinte environnementale et RSE et celles de vos gammes et de vos produits



PUBLIER

les progrès des filières et des entreprises en temps réel

Et vérifié par Bureau Veritas
(module intégré pour vérifier la véracité de l'affichage environnemental publié par une entreprise sur ses produits)

UNE INNOVATION PORTÉE PAR FOOD PILOT REPRISE DANS LE FUTUR DISPOSITIF DE L’AFFICHAGE ENVIRONNEMENTAL PUBLIC

NIVEAU 1

Une notation sur la base
des tables ACV
(= données génériques
moyennes Agribalyse)

NIVEAU 2

Des questionnaires de mise en
œuvre de bonnes
pratiques agronomique,
d’élevage et industrielles
sous forme de questions reliées à
des impacts environnementaux

NIVEAU 3



Sur datas réelles
scopes 1,2 et 3

Food Pilot combine data génériques, data réelles et data semi spécifiques

Pour **accroître une concurrence positive** dans les rayons alimentaires, **renforcer la crédibilité des scores** et
permettre ainsi aux consommateurs de **donner en confiance de la valeur**
aux produits alimentaires les plus durables

UN EXEMPLE D’ÉVALUATION PRODUIT GERBLÉ, LE COOKIE CITRON PAVOT



- Niveau 3 : Blé & emballages, sur datas réelles  SMART AGRICULTURE 
- Niveau 2 : Sucre & Huile de colza, sur questionnaires et data semi-spécifiques
- Niveau 1: Citron & pavot, agribalyse et data tables ACV

LES ENTREPRISES PARTICIPANT AU PILOTE





DIJON METROPOLE
40 avenue du Drapeau
CS 17510
21075 DIJON Cedex

Dijon, le 13 octobre 2023,

A l'attention de Madame Sandrine SALAT

OBJET : DEPART CONSORTIUM DU TI

Madame,

Je fais suite à votre e-mail du 10 octobre 2023 et je vous confirme le souhait de la société CEN de quitter le Consortium du TI.

En septembre 2021, la société CEN a repris la branche d'activités de la société CEN NUTRIMENT. Depuis, pour pérenniser l'activité économique de CEN, nous avons revu la stratégie de développement de l'entreprise. Le projet ProDij – alimentation durable pour 2030 n'a plus de résonance avec nos activités actuelles et nous ne disposons plus du personnel requis pour suivre ce projet.

Pour ces raisons, nous souhaitons donc quitter le consortium.

Je vous présente par avance nos excuses pour les désagréments que pourrait causer la sortie de notre société du consortium,

Restant à votre disposition,

Bien cordialement,


Georges MAYEUX
Gérant



Université Claude Bernard Lyon 1



— université
— lumière
— Lyon 2



CONVENTION DE PARTENARIAT CULTUREL ET SCIENTIFIQUE

ENTRE :

La Ville de Lyon, Service archéologique dont le siège social est Place de la Comédie – 69205 Lyon Cedex 01, représentée par son maire en exercice, Monsieur Grégory Doucet, et par délégation par Madame Nathalie Perrin-Gilbert, Adjointe déléguée à la Culture, agissant en vertu de l'arrêté du Maire de Lyon en date du 10 juillet 2020 lui déléguant les compétences en matière culturelle, autorisée aux fins des présentes par la délibération n°2022/2066 adoptée le 10/11/2022 en séance du conseil municipal, envoyée en préfecture le 16/11/2022,

Ci-après dénommée « le SAVL »,

D'une part

ET

Le Centre National de la Recherche scientifique, établissement public à caractère scientifique et technologique, 3 rue Michel-Ange – 75794 PARIS Cedex 16, représenté par son Président et Directeur Général, Monsieur Antoine Petit, lequel a délégué sa signature pour la présente convention à Monsieur Laurent Barbieri, CNRS-Délégation régionale Rhône Auvergne, 2 avenue Albert Einstein - BP 61335 – 69609 Villeurbanne Cedex,

L'Université Claude Bernard Lyon 1, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, 43 boulevard du 11 novembre 1918, 69100 Villeurbanne (Siret n° 196 917 744 0001 – Code NAF 85.42Z), représentée par son Président, Monsieur Frédéric Fleury,

L'Université Lumière Lyon 2, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, 18 quai Claude Bernard – 69335 LYON Cedex 07 (Siret n° 196 917 751 00014 – code NAF 85.42Z), représentée par sa Présidente, Madame Nathalie Dompnier,

L'Université Jean Moulin Lyon 3, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, 1C avenue des Frères Lumière, CS78242 - 69372 Lyon Cedex 08 (Siret n° 196 924 377 00282 – code NAF 85.42Z), représentée par son Président, Monsieur Eric Carpano,

L'Université Jean Monnet Saint-Etienne, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, 10 rue Tréfilerie, 42023 Saint-Etienne Cedex 2 (Siret n° 194 210 951 00423 – code NAF 85.42Z), représentée par son Président, Monsieur Florent Pigeon,

L'Ecole Normale Supérieure de Lyon, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, 15 Parvis René Descartes, 69342 Lyon cedex 07 (Siret n° 130 008 121 00019 – code NAF 85.42Z), représentée par son Président, Monsieur Emmanuel Trizac,

L'Université Aix Marseille Université, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, Jardin du Pharo, 58 boulevard Charles Livon, 13 284 Marseille Cedex 07 (Siret n° 130 015 332 00013 – code NAF 85.42Z), représentée par son président, Monsieur Eric Berton,

Ci-après dénommés les « Établissements »,

Agissant au nom et pour le compte de la fédération de recherche 3747, **Maison de l'Orient et de la Méditerranée Jean Pouilloux**, 7 rue Raulin 69007 Lyon, dirigée par Madame Sabine Fourrier, directrice, et Madame Anne Flammin, directrice adjointe,

Ci-après dénommée « la MOM ».

Le **CNRS** ayant reçu mandat de l'**UJM** pour négocier et signer cette convention en leur nom.

D'autre part

Les Etablissements et le SAVL sont ci-après dénommés collectivement « les Parties ».

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ :

Le Service archéologique de la Ville de Lyon (SAVL), opérateur d'archéologie préventive, est un acteur de terrain majeur sur le territoire de la ville. Ses différentes missions relèvent de la réalisation opérationnelle des diagnostics et fouilles prescrits par les services de l'Etat, de la conservation et l'exploitation des archives du sol, de l'enregistrement des données archéologiques et de leur diffusion, tant dans le domaine scientifique que vers les acteurs publics et privés de l'aménagement du territoire, ainsi que de la médiation à destination du grand public.

La Maison de l'Orient et de la Méditerranée Jean Pouilloux (MOM), fédération de recherche, hébergée principalement sur le site de l'Université Lyon 2 « Berges du Rhône », est composée d'unités de recherche se consacrant à l'étude, sous tous leurs aspects, des sociétés anciennes de la Préhistoire au monde médiéval, au Proche et Moyen-Orient, en Méditerranée et sur le territoire métropolitain.

La fédération comprend les laboratoires suivants :

- Le laboratoire ArAr, Archéologie et Archéométrie (UMR 5138) ;
- Le laboratoire Archéorient : Environnements et sociétés de l'Orient ancien (UMR 5133) ;
- Le laboratoire HiSoMA, Histoire et Sources des Mondes Antiques (UMR 5189) ;
- Le bureau lyonnais du laboratoire IRAA, Institut de Recherche sur l'Architecture Antique (UAR 3155).

La MOM a mis en place cinq axes stratégiques interdisciplinaires qui permettent de fédérer les membres des laboratoires (chercheurs, enseignants-chercheurs, post-doctorants, ingénieurs) autour de thématiques communes :

- Les données de la recherche, de l'acquisition à l'archivage,
- Eaux et sociétés, de l'hydraulique à l'environnement sur la longue durée,
- Le chantier dans la ville et la ville en chantier,
- Savoirs en société,
- Labos junior.

Par ailleurs, la MOM, au travers notamment des six services mutualisés qui lui sont directement rattachés, développe et met à la disposition de la communauté scientifique, des ressources communes et des instruments de recherche (sept plateformes technologiques). Elle soutient également des actions de diffusion des savoirs qui contribuent à sa reconnaissance auprès des institutions régionales et du grand public.

Le SAVL et la MOM souhaitent établir un cadre pérenne à leur collaboration qui s'appuie sur le constat d'un rapprochement de leurs préoccupations et du potentiel de nombreuses formes de coopération scientifique, notamment dans le cadre de l'étude des collections archéologiques du SAVL. Cette collaboration pourra prendre diverses formes listées à l'article 2 de la présente convention. La complémentarité des compétences de la Ville de Lyon et des Établissements conduira à l'émergence de différents projets permettant d'affirmer les objectifs scientifiques et culturels du SAVL et de la MOM.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention résulte de la volonté des Parties de formaliser leurs actions de collaboration scientifique ainsi que leur coopération en matière de valorisation. Elle vise à préciser les principes et les modalités du partenariat qu'elles souhaitent structurer sur des projets de natures diverses.

ARTICLE 2 : FORME DE LA COOPÉRATION

La coopération entre le SAVL et la MOM se fera à Lyon, sur les terrains des opérations archéologiques, dans les locaux du SAVL (10 rue Neyret – 69001 Lyon) ou dans les locaux de la MOM et de ses plateformes technologiques (7 rue Raulin – 69007 Lyon ; « Campus Porte des Alpes », OMEAA-Bâtiment Europe, 5 avenue Pierre Mendès France 69676 Bron Cedex ; Campus de la DOUA, centre de datation par le radiocarbone, 40 bd Niels Bohr – 69622 Villeurbanne Cedex).

La mise en œuvre des collaborations fera l'objet de conventions particulières d'application (cf. Article 7) pouvant couvrir les champs suivants :

- **En matière de formation des étudiants** rattachés aux laboratoires de la MOM, ou suivant les programmes d'enseignement universitaire dans le cadre des Masters « Archéologie, Sciences pour l'Archéologie » et « Mondes Anciens », et dans le cadre de conventions formalisées :

- La participation d'étudiants à l'inventaire du matériel archéologique des opérations réalisées par le SAVL (céramique, instrumentum divers, monnaies, restes osseux...),
- La participation d'étudiants à des sessions de lavage, étude, tri, remontage, dessin et conditionnement du mobilier archéologique, encadrées par les archéologues référents du SAVL,
- La participation d'étudiants aux opérations archéologiques menées par le SAVL,
- Le tutorat par les archéologues du SAVL des étudiants dans le cadre de conventions de stages formalisées,
- L'intervention du SAVL dans ses sphères de compétence lors de sessions de formation traditionnellement organisées par les laboratoires de la MOM.

Les enseignants-chercheurs rattachés aux laboratoires de la MOM, responsables de mentions de licence ou master, pourront inscrire dans les programmes les possibilités de stages au SAVL dans le cadre des formations pratiques, facultatives ou obligatoires.

- **En matière de recherche ou d'appui à la recherche :**

- L'élaboration conjointe de réponses à des appels à projets dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche, de la valorisation ou de l'innovation numérique,
- La collaboration du SAVL à la réalisation de projets menés dans les laboratoires, les services de la MOM, en particulier dans le cadre d'interventions sur le sous-sol ou le bâti,
- La co-organisation de manifestations scientifiques telles que des colloques, des tables-rondes, des séminaires et journées d'études...

En cas de collaboration de recherche, une convention particulière d'application sera établie aux fins de déterminer son objet et ses modalités d'application (moyens, personnels, durée, propriété intellectuelle...).

- **En matière d'ingénierie et de partage d'outils :**

- L'accès des archéologues du SAVL aux prestations payantes des plateformes technologiques de la MOM et de ses laboratoires,
- La collaboration, avec les membres de la MOM, référents en matière d'équipements techniques, pour l'utilisation du matériel spécifique sur des terrains et des sites lyonnais,
- L'accès partagé à des ressources documentaires dont les modalités d'utilisation et de création pourront être définies dans le cadre d'une convention ultérieure.

- **En matière de médiation scientifique et valorisation :**

- Des propositions de sujets d'exposition, de conférences ou autres dispositifs de médiation à destination du grand public qui pourront être organisés dans les locaux du SAVL et de la MOM, ou ailleurs (dont l'événement annuel ArchéoLyon, organisé par le SAVL),

- Des participations à /ou des organisations communes d'actions de transmission des savoirs à des événements nationaux ou européens tels que les Journées européennes de l'Archéologie, les Journées européennes du Patrimoine, la Fête de la Science, etc...
- La publication par MOM Éditions, après soumission au comité éditorial et aux expertises, d'ouvrages scientifiques ou d'actes de colloques résultant de la coopération.

ARTICLE 3 : SUIVI DE LA COOPERATION

Un comité de suivi sera mis en place pour accompagner et évaluer le déroulement de cette coopération. Il sera constitué à l'initiative conjointe de la direction de la MOM et de la direction du SAVL sur le principe de la plus grande représentativité des membres choisis au regard de leur implication dans les divers projets menés dans le cadre de la présente convention. Il se réunira au minimum une fois par an, alternativement dans les locaux du SAVL et dans ceux de la MOM.

Le comité de suivi sera composé de douze membres, six représentant les principales entités de la MOM intéressées par la présente convention, dont sa direction, et six représentant le SAVL dont sa direction. Le comité de suivi établira, chaque année, un bilan des actions conduites dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 4 : DIFFUSION DES RÉSULTATS

Chaque Partie demeure libre de diffuser ses connaissances antérieures propres et les résultats de ses propres travaux. Les résultats obtenus en commun sous quelque forme que ce soit (orale, écrite, audiovisuelle, numérique, etc...) devront être avalisés par toutes les Parties ayant collaboré à l'obtention des dits résultats avant de pouvoir être diffusés par une ou plusieurs Parties.

Le SAVL et la MOM s'engagent à s'informer mutuellement et au préalable des projets de diffusion des résultats qu'ils envisagent de mener.

Toute publication concernant les résultats de recherches issues de la présente convention devra porter la mention du SAVL et de la MOM, en plus des affiliations des auteurs.

ARTICLE 5 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Dans le respect des droits des étudiants et des agents, le régime de propriété des œuvres, produits ou résultats des recherches obtenus dans le cadre de la présente convention, et les procédures de valorisation mises en place par les Parties sont définies comme suit :

- Sous réserve des droits d'auteurs des personnes physiques, auteurs des œuvres, le cas échéant, les documents réalisés dans le cadre de la présente convention appartiennent aux Parties, au prorata de leurs apports respectifs matériels, intellectuels et financiers ;
- Sous réserve des droits d'auteurs des personnes physiques, auteurs des œuvres, le cas échéant, chacune des Parties peut utiliser gratuitement les produits obtenus dans le cadre de la présente convention pour ses besoins propres de recherche, d'enseignement et pour ses besoins propres de communication ou de valorisation ;
- Chaque agent ou étudiant des Parties peut utiliser les œuvres qu'il a créées pour les besoins de la recherche notamment aux fins de publications scientifiques, dans le respect du code de la propriété intellectuelle et des règles spécifiques à son établissement d'origine ;
- Le SAVL et la MOM s'engagent à s'informer mutuellement et au préalable de

- l'utilisation des produits obtenus dans le cadre de la présente convention ;
- Les sources de crédits photos seront systématiquement citées sur les différents documents et supports ;
 - La mention de la participation des Parties sera présente pour toute action et tous supports définis dans la présente convention, à l'exception des publications scientifiques qui devront satisfaire aux règles de publication en vigueur dans les laboratoires impliqués ou requises par le cadre contractuel dans lequel s'effectuera la recherche concernée ;
 - Dans l'hypothèse où des œuvres, produits ou résultats des recherches obtenus dans le cadre de la présente convention s'avèreraient susceptibles de faire l'objet d'une exploitation industrielle et commerciale, les Parties se rencontreront et conviendront des modalités de cette exploitation.

ARTICLE 6 : RESPONSABILITES

Si la mise en œuvre de la présente convention implique des déplacements sur le terrain, dans les locaux du SAVL et de la MOM ou sur un autre lieu, les agents devront alors se conformer au règlement intérieur de l'établissement d'accueil et aux instructions techniques concernant les matériels. Ces déplacements ou accueils feront l'objet d'un ordre de mission ou d'une convention d'accueil si les déplacements sont très fréquents. Chaque agent reste néanmoins sous la responsabilité de l'établissement d'origine dont il relève.

Les matériels et équipements mis par une Partie à la disposition des autres ou financés par cette Partie dans le cadre d'une convention particulière d'application restent la propriété de celle-ci. Chaque Partie est responsable des dommages qu'elle cause à l'occasion de l'exécution de la convention aux biens de l'autre Partie.

Chaque Partie ne peut être tenue pour responsable de la survenance de vols ou dommages que subirait le matériel utilisé par l'autre Partie.

Pendant la phase de travail sur le site de l'autre Partie, la Partie invitée est responsable du matériel utilisé et des conditions de sécurité de son emploi. En cas de dommages ou d'accident, la Partie invitée s'engage à informer la direction de la Partie invitant dans les plus brefs délais. Dans cette hypothèse et sauf faute grave de la Partie invitant, la Partie invitée prend en charge la réparation des dommages matériels, corporels et immatériels causés à des tiers, aux salariés ou au matériel de la Partie invitant et s'engage à renoncer à toute action en justice contre la Partie invitant. Cela donnera lieu au remboursement des dépenses de toute nature résultant des dommages.

ARTICLE 7 : CONVENTIONS PARTICULIÈRES D'APPLICATION

Pour chacune des actions envisagées de coopération, une convention particulière d'application sera conclue en référence à la présente convention de partenariat.

Toute convention particulière d'application devra impérativement déterminer les objectifs communs, la nature et la durée de la collaboration, les modalités d'application, les moyens humains, matériels et financiers mis en œuvre par chacune des Parties ainsi que les modalités de communication et de promotion associées.

ARTICLE 8 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue à compter de la date de sa dernière signature et jusqu'au 31 décembre 2026.

Elle pourra être reconduite par voie d'avenant si telle est la volonté des Parties.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 10 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des Parties pour un motif dûment justifié. La résiliation devient effective après un préavis de trois mois à compter de la réception d'un courrier recommandé avec accusé de réception.

Cette résiliation n'emporte pas automatiquement la résiliation des conventions particulières qui en auraient découlé, afin que les actions entreprises ne soient pas interrompues.

ARTICLE 11 : LITIGES

Toute contestation pouvant naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est de la compétence des juridictions françaises.

Les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable avant d'engager un recours contentieux et de saisir la juridiction compétente.

Au cas où les Parties ne parviennent pas à résoudre leur différend dans un délai de deux mois à compter de la survenance du différend, notifié par la Partie plaignante à l'autre Partie, le litige est définitivement tranché par les tribunaux compétents.

Fait à Villeurbanne, en sept (7) exemplaires.

La Ville de Lyon

Monsieur Grégory Doucet
Le maire,

Date : 06/09/23

Par délégation

Nathalie PERRIN-GILBERT

Adjointe au Maire de Lyon

Déléguée à la Culture



Pour le Centre National de la Recherche scientifique

Pour le Président-Directeur général, par délégation,

Monsieur Laurent Barbieri,

Délégué régional de la région Rhône Auvergne

Date : 21/07/2023

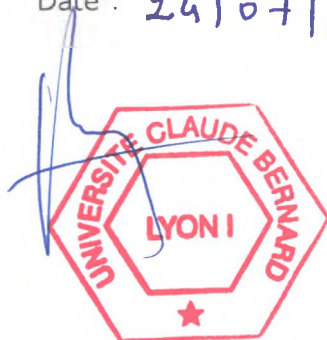


Aurélie DE SOUSA
Déléguée régionale adjointe
CNRS DR7 Rhône Auvergne

Pour l'Université Claude Bernard Lyon 1

Monsieur Frédéric Fleury
Président,

Date : 24/07/2023



Pour l'Université Lumière Lyon 2

Madame Nathalie Dompnier
Présidente,

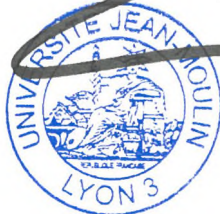
Date : 17/07/2023



Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

Monsieur Eric Carpano
Président,

Date : 01.09.2023



Pour l'Ecole Normale Supérieure de Lyon

Monsieur Emmanuel Trizac

Président,

Date :



Emmanuel TRIZAC
Président
Ecole Normale Supérieure de Lyon

Pour Aix Marseille Université

Monsieur Eric Berton
Président,

Date :

A handwritten signature in blue ink is written over a circular blue stamp. The stamp contains the text "université d'Aix-Marseille" around the top and "AMU." at the bottom, with a stylized star-like symbol in the center.

AVENANT n°1 à la CONVENTION CADRE 2021-2025
ISERL
INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDE DES RELIGIONS ET DE LA LAICITE

ENTRE

L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2
18 quai Claude Bernard – 69365 Lyon Cedex 07
Représentée par sa Présidente, Nathalie DOMPNIER
Ci après dénommée Université Lyon 2

ET

L'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 LYON CEDEX 08
Représentée par son Président Éric CARPANO
Ci après dénommée Université Lyon 3

ET

L'UNIVERSITÉ JEAN MONNET SAINT-ÉTIENNE
10, Rue Tréfilerie - CS 82301 - 42023 SAINT-ÉTIENNE CEDEX 2
Représentée par son Président Florent PIGEON
Ci après dénommée Université Saint-Etienne

ET

L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE de Lyon
15 parvis Descartes – BP 7000 -69341 Lyon Cedex 07
Représentée par son Président, Emmanuel TRIZAC
Ci-après dénommée ENS de Lyon

ET

AFPICL (Association des Fondateurs et des Protecteurs de l'Institut Catholique de Lyon) - ICLy,
Établissement d'Enseignement Supérieur Privé d'Intérêt Général (**EESPIG**)
Représentée par son Recteur, le Pr Olivier ARTUS
10 place des Archives – 69002 Lyon
Ci-après dénommée ICLy

L'Universités Lyon 2, l'Université Lyon 3, l'Université de Saint-Etienne, l'ENS de Lyon, l'ICLy sont nommées collectivement « Tutelles » ou individuellement « Tutelle »

Vu la convention cadre 2021-2025 de renouvellement de la Structure Fédérative de Recherche
« Institut supérieur des religions et de la laïcité » (ISERL),

La convention cadre étant ci-après dénommée « la Convention »,

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Adhésion d'une nouvelle Tutelle

L'Institut Catholique de Lyon (ICLy) intègre la Structure Fédérative de Recherche « Institut supérieur des religions et de la laïcité » (ISERL), en tant que Tutelle. À ce titre, elle doit se conformer aux règles de la Structure fédérative définies dans la Convention, jointe en annexe 1.

Article 2 : La liste des laboratoires de l'ISERL

Le présent avenant n°1 a pour objet l'ajout au projet des équipes partenaires suivantes, qui complète l'annexe 1 de la Convention :

L'UR CONFLUENCE : Sciences et Humanités (EA 1598)

Article 3 : Les Moyens

La contribution financière annuelle de l'ICLy qui complète l'annexe 2 de la Convention est de 5000 euros.

À l'exception de ce qui précède, les stipulations de la Convention demeurent inchangées et continuent de régir les relations entre les Tutelles.

Le présent avenant est établi en cinq (5) exemplaires originaux,

Pour l'**UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2**
Sa Présidente, Nathalie DOMPNIER

Fait à Lyon, le 21/09/2023



Pour l'**UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3**
Son Président, Eric CARPANO

A large, stylized handwritten signature in dark ink, starting with a large loop and extending horizontally to the right.

Fait à Lyon, le 04-10-23

Pour l'UNIVERSITÉ JEAN MONNET SAINT-ÉTIENNE
Son Président, Florent PIGEON




Fait à Saint-Etienne, le

07 DEC. 2023

Pour l'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE de Lyon
Son Président Emmanuel Trizac

Fait à Lyon, le



Emmanuel TRIZAC
Président
Ecole Normale Supérieure de Lyon

Pour l'AFPICL (Association des Fondateurs et des Protecteurs de l'Institut Catholique de Lyon) - ICLy
Son Recteur, le Pr Olivier ARTUS



Professeur Olivier ARTUS
Recteur de l'UCLy

Fait à Lyon, le 7 juillet 2023

ANNEXE 1 – Convention cadre 2021-2025 ISERL

**CONVENTION DE PARTENARIAT entre l'Université Jean Moulin Et
l'Association Jeunes Ambassadeurs
Année 23-24**

ENTRE LES SOUSSIGNES

ASSOCIATION JEUNES AMBASSADEURS

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

Enregistrée sous le numéro 439 591 058 00011

Dont le siège social est sis 3 place de la Bourse à 69002 Lyon

Adresse postale : Palais de la Bourse, 20 rue de la Bourse, 69289 Lyon Cedex 02

Représentée par son Président en exercice, Monsieur Noël COMTE

Ci-après dénommée « **L'Association** »

D'une part,

ET

L'université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel. Dont le siège social se situe : 1C avenue des frères Lumière CS 78242, 69372 Lyon CEDEX 08

Représentée par son Président, le professeur Eric CARPANO

Ci-après dénommée « **Le Partenaire** »

D'autre part,

Ensemble ci-après « les Partenaires ».

IL EST RAPPELE CE QUI SUIT :

Le programme Jeunes Ambassadeurs (« JA »), créé en 1999 à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon, est un dispositif d'accueil privilégié et d'intégration des étudiants étrangers (sélectionnés parmi les grands établissements d'enseignement supérieur) dans la vie économique et culturelle des villes de Lyon, Grenoble, Saint-Etienne, Chambéry et Valence.

Le programme Jeunes Ambassadeurs, qui se veut profondément ancré dans le tissu économique auvergnat-rhône-alpin, a pour objectif de contribuer à la promotion et au rayonnement international de ces territoires et de leurs atouts en favorisant la création de relations de qualité, durables, entre les étudiants étrangers et les entreprises.

A cette fin, l'Association Jeunes Ambassadeurs compose chaque année des binômes constitués d'un étudiant étranger sélectionné et d'un parrain issu du tissu économique et culturel de la région. Le binôme a pour objet de développer une relation privilégiée et de faire découvrir à l'étudiant le territoire, l'activité professionnelle du parrain mais aussi la vie « à la française ». Ils participent tous deux aux 4 grands événements qui ponctuent la Promotion et, s'ils le souhaitent, au planning événementiel mis en place par l'Association.

L'Association Jeunes Ambassadeurs a également créé un réseau « *ja4ever* », destiné à conserver les liens entre les étudiants étrangers ayant participé au programme JA et ses acteurs économiques, culturels, touristiques, d'enseignement, etc. de la Région Auvergne- Rhône-Alpes.

Le Partenaire est un établissement d'enseignement supérieur qui accueille chaque année des étudiants étrangers compte tenu des liens qu'il tisse avec des Universités et Ecoles étrangères.

Le Partenaire s'est déclaré intéressé pour permettre l'intégration de certains de ses étudiants étrangers au programme JEUNES AMBASSADEURS.

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT

La présente convention a pour objet la participation du partenaire au Programme JEUNES AMBASSADEURS.

Elle matérialise la volonté respective des partenaires de promouvoir la région, ses activités et ses enseignements, et de la faire partager à des étudiants étrangers.

En conséquence de quoi, les partenaires souscrivent la présente convention destinée à soutenir le programme JEUNES AMBASSADEURS et son réseau JA4Ever, à sélectionner des étudiants étrangers dont le parcours et l'origine présentent un intérêt, à leur attribuer des parrains (un parrain pour un étudiant).

ARTICLE 2 ENGAGEMENTS DU PARTENAIRE

2.1. Le Partenaire adhère à l'Association JEUNES AMBASSADEURS. A cette fin, il s'engage à souscrire une adhésion dont le coût sera fonction du nombre d'étudiants étrangers intégrés au programme. Les modalités de l'adhésion sont décrites par la présente convention.

2.2. Le Partenaire présélectionnera, à chaque début d'année universitaire, des étudiants étrangers susceptibles d'être intéressés par le programme JEUNES AMBASSADEURS, et les soumettra à l'Association.

2.3. Le Partenaire pourra participer aux événements organisés par l'Association JEUNES AMBASSADEURS à destination de la promotion JA sélectionnée (Soirée des vœux, Trophées, Jafterwork, visites...). Cette participation s'opérera selon les modalités et dates définies chaque année.

Le Partenaire pourra proposer de participer activement à l'organisation d'un événement (par exemple en faisant intervenir un de ses membres, etc.) ou de soutenir plus particulièrement tel ou tel événement.

2.4. Le Partenaire participera au comité de Pilotage de l'Antenne du Programme JEUNES AMBASSADEURS à laquelle il est rattaché.

ARTICLE 3 ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

3.1. Parmi la liste qui lui sera transmise par le Partenaire, l'Association opérera la sélection définitive des étudiants étrangers à qui il sera proposé d'intégrer le programme JEUNES AMBASSADEURS et s'engage à supprimer les données des étudiants qui seront écartés du dispositif.

Elle se charge également de recruter des parrains.

L'Association attribuera un parrain à chaque étudiant (constitution des binômes), dans la limite du nombre de parrains s'étant déclaré volontaires pour participer au Programme. L'Association ne serait être tenue responsable du nombre de parrains disponibles qu'elle pourra attribuer aux étudiants sélectionnés.

3.2. L'Association organisera, pour chaque année universitaire, des événements et manifestations à destination des étudiants sélectionnés (Trophées, soirées des vœux, découvertes touristiques, culturelles, économiques de la Région Auvergne Rhône-Alpes, etc.).



L'Association organise notamment les Trophées, auxquels peuvent participer les étudiants ayant intégré le programme, et dont l'objet est d'identifier et de soutenir des projets destinés à tisser des liens économiques, touristiques ou culturels entre le pays d'origine de l'étudiant et la Région Auvergne Rhône-Alpes. La participation des étudiants aux Trophées est volontaire. L'Association se charge de mettre en place et d'organiser le Jury qui sélectionnera puis désignera les projets récompensés, et d'organiser le suivi de la réalisation des projets.

L'Association accompagnera les étudiants et leur procurera une aide à leur participation au Programme JEUNES AMBASSADEURS, notamment pour ceux qui participent aux Trophées.

3.3. L'Association désignera un interlocuteur dédié pour le Partenaire dans le cadre du présent partenariat à qui le Partenaire pourra s'adresser.

3.4. L'Association s'engage à mettre à disposition du Partenaire et des étudiants sélectionnés son réseau JA4ever.

Elle s'engage également à faire figurer le logo du Partenaire sur l'ensemble de ses supports de communication, à l'inviter systématiquement (ou son représentant) aux manifestations et événements qu'elle organise.

3.5. L'Association s'engage à offrir au Partenaire un poste de Coach dans l'Association JEUNES AMBASSADEURS pour l'Antenne dont il dépend, à charge pour le Partenaire de bien vouloir le désigner. Le rôle du coach consiste à faire bénéficier l'étudiant de ses contacts dans le monde de l'entreprise et le monde économique local, à aider l'étudiant dans la construction d'un projet (projet facultatif néanmoins) et enfin et surtout à soutenir l'étudiant dans la promotion de la Région AuRA dans son pays d'origine.

ARTICLE 4 DUREE DE LA CONVENTION

Le partenariat prend effet rétroactivement au 1^{er} septembre 2023 et se terminera le 31 août 2024. Il est conclu pour l'année universitaire 2023/2024.

Il pourra être résilié par anticipation suivant accord amiable écrit des parties.

ARTICLE 5 ADHESION DU PARTENAIRE

Le coût de l'Adhésion est fonction du nombre d'étudiants définitivement sélectionnés et participant au programme Jeunes Ambassadeurs.

A titre purement informatif, le coût de l'adhésion pour l'année universitaire 2023/2024 figure en annexe 1 jointe aux présentes. En cas de modification, l'Association s'engage à communiquer au Partenaire le coût de l'adhésion en début d'année universitaire.

L'adhésion du Partenaire est payable par chèque ou virement bancaire à l'ordre de l'Association JEUNES AMBASSADEURS avant le 30 avril de l'année universitaire en cours, pour chaque promotion JA. L'Association remettra chaque année au Partenaire un reçu d'adhésion après réception de son paiement.

ARTICLE 6 RUPTURE ANTICIPÉE DE LA CONVENTION

Hors les cas de rupture à échéance visés à l'article 4 ci-dessus, les partenaires pourront mettre un terme à la présente convention en cas de manquements graves de l'un ou de l'autre, plus particulièrement :

- En cas de non-paiement de l'adhésion par le Partenaire
- En cas de non-participation du partenaire au Comité de Pilotage auquel il est rattaché

Cette résiliation ne deviendra effective que trente (30) jours après la première présentation de la lettre recommandée avec accusé de réception adressée par le partenaire estimant être victime de manquement(s), exposant le ou les manquement(s) reprochés(s), à moins que, dans ce délai, le Partenaire défaillant n'ait satisfait à ses obligations. L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas le Partenaire défaillant de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE 7 DISPOSITIONS DIVERSES

L'Association rappelle qu'elle ne peut être tenue de la prise en charge des étudiants étrangers sélectionnés, ni voir sa responsabilité engagée pour leurs activités et leurs séjours en France, en dehors des événements ponctuels qu'elle organise (son intervention se limitant à la période comprise entre leur arrivée sur site et leur départ).

L'Association ne serait également être tenue d'un quelconque manquement de l'un des étudiants ou de l'un des parrains participant au programme, ou encore d'une relation jugée insatisfaisante entre un étudiant et un parrain. Elle invite toutefois le Partenaire à lui signaler toute difficulté de façon à pouvoir le cas échéant intervenir et à les prendre en compte pour la constitution des futurs binômes.

L'Association rappelle enfin que les démarches des étudiants, notamment pour l'élaboration et la réalisation de leur projet, se font sous leur propre responsabilité.

L'Association **signera électroniquement la convention**, et dans la mesure du possible, nous demandons aux partenaires de faire de même, afin de faciliter la procédure.

ARTICLE 8 ELECTION DE DOMICILE

Les Parties élisent domicile à l'adresse figurant en première page des présentes. Elles s'engagent à notifier à l'autre Partie tout changement d'adresse et, pour l'exécution de la présente convention, à adresser leurs correspondances à la dite adresse.

ARTICLE 9 REGLEMENT DES LITIGES

Le droit français est applicable à la présente convention. En cas de difficulté sur son interprétation ou son exécution les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, les tribunaux compétents seront ceux de Lyon.

ARTICLE 10 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

10.1 Réglementation Applicable

Les Partenaires sont tenues au respect des législations et réglementations françaises et européennes en matière de protection des données à caractère personnel en vigueur - notamment la Loi "Informatique et Libertés" n°78/17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2018, et le Règlement Général sur la Protection des Données n°2016/679 du 27 avril 2016 (ci-après la « Réglementation Applicable »). Conformément à la Réglementation Applicable, l'Association et l'école s'engagent à assurer la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel qu'elle aura à traiter dans le cadre de la présente convention et à procéder aux formalités relatives au traitement des données à caractère personnel.

10.2 Traitements de données à caractère personnel

10.2.1 Pour l'Association :

En tant que responsable de traitement au sens de la Réglementation Applicable, l'Association collecte, par l'intermédiaire de l'école :

- les noms, prénoms, adresses mails, téléphones des représentants légaux et de certains collaborateurs de l'école ;
- les noms, prénoms, des étudiants.

Les données à caractère personnel traitées par l'Association sont utilisées pour les finalités suivantes :

- suivi et exécution de la présente convention avec l'école ;
- parrainage d'étudiants étrangers par un acteur économique. Pour l'école il s'agit du parrainage d'étudiants d'échange francophones par des personnels de l'école (professeurs ou personnel administratif)

Elles sont destinées, et peuvent être communiquées dans le respect de la Réglementation Applicable pour les finalités décrites ci-dessus, à l'Association, notamment à son personnel autorisé.

La durée de conservation des données à caractère personnel est de la présente convention :

- cinq (5) ans après la fin de l'exécution de la présente convention pour les collaborateurs et les représentants légaux de l'école ;
- les données des étudiants ayant été JA sont conservées dans la base JA4Ever sans date précise de durée, le principe de l'Association permettant aux anciens JA et parrains de garder des liens au sein de notre réseau. Lors de leur inscription sur le site, les étudiants acceptent la charte de l'Association qui précise la collecte de données et les informe de leur droit de suppression de ces données personnelles. Cette mention est également présente dans les "mentions légales" de notre site.

10.2.2 Pour l'école :

En tant que responsable de traitement au sens de la Réglementation Applicable, l'école collecte, par l'intermédiaire de l'Association, les noms, le prénom, la fonction, le courriel professionnel et le numéro de téléphone professionnel des représentants légaux et de certains collaborateurs de l'Association.

Les données à caractère personnel traitées par l'école sont utilisées pour les finalités suivantes :

- suivi et exécution de la présente convention ;
- Propositions relatives à l'offre de service de l'école.

Elles sont destinées et peuvent être communiquées, dans le respect de la Réglementation Applicable pour une ou plusieurs des finalités décrites ci-dessus, à l'école et à son personnel autorisé.

La durée de conservation des données à caractère personnel est de cinq (5) ans après la fin de l'exécution de la présente convention.

10.3 Mesures organisationnelles et techniques :

Les Partenaires déclarent :

- avoir désigné un Délégué à la protection des données (mentionné ci-dessous) ;
- tenir un registre décrivant les traitements nécessaires à la réalisation de la présente convention ;
- avoir mis en place les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité des données à caractère personnel adapté au risque ;
- avoir mis en place les mesures techniques et organisationnelles pour notifier toute violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente.

10.4 Informations des personnes concernées

Les Partenaires doivent informer les personnes dont les données à caractère personnel sont traitées par l'Association ou l'école au titre de la présente convention :

- Des traitements des données à caractère personnel mis en œuvre par chaque partie et des finalités associées, visés ci-dessus ;
- Des destinataires des données à caractère personnel visés ci-dessus ;
- De la conservation des données à caractère personnel pour une durée maximum de cinq (5) ans à compter de la fin de la présente convention ;
- Qu'elles peuvent introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ;

- Qu'elles peuvent exercer les droits d'accès, de rectification, de suppression, de limitation du traitement, d'opposition, dont elles bénéficient en vertu de la Réglementation Applicable, par l'envoi d'un courrier aux adresses suivantes :

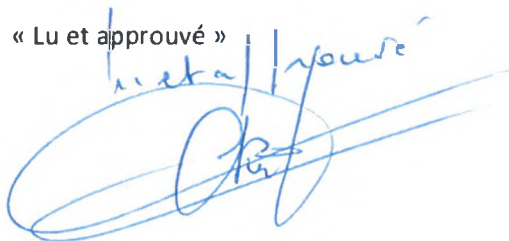
- ✓ Auprès de l'Association : Coordonnées du DPO de l'Association.
- ✓ Auprès de : COORDONNEES DE LA PERSONNE DE CONTACTE POUR L'ECOLE.

Fait en deux exemplaires

Le 25/10/2023, A Lyon

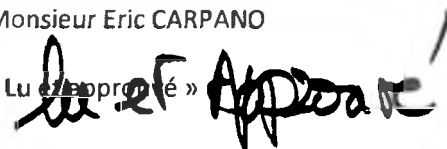
ASSOCIATION JEUNES AMBASSADEURS
Monsieur Noël Comte

« Lu et approuvé »

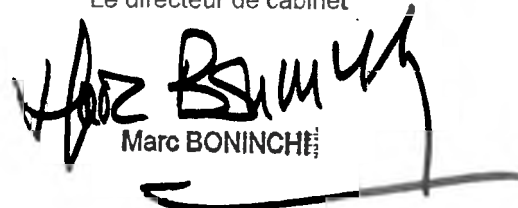


UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON III
Monsieur Eric CARPANO

« Lu et approuvé »



Pour le président de l'Université
Jean Moulin Lyon 3 et par délégation,
Le directeur de cabinet


Marc BONINCHE

École / Université : Université Jean Moulin Lyon 3

Nom et prénom du correspondant : AGARD Carisse

Fonction au sein de l'établissement : Gestionnaire Accueil étudiants internationaux

Email : carisse.agard@univ-lyon3.fr

Téléphone : 04 78 78 71 04

Adresse postale du correspondant au sein de l'établissement : 10 avenue des Frères Lumière
CS 78242
69372 Lyon Cedex 08

Adresse postale pour la facturation :

Directeur de l'Etablissement : Eric Carpano, Président

Téléphone :

Email : presidency@univ-lyon3.fr

Nous adhérons à l'Association Jeunes Ambassadeurs

Les cotisations sont annuelles, et appelées pour la période du 1er juillet 2023 au 30 juin 2024
Cotisation établie en fonction du nombre d'étudiants participant à la promotion 2023/2024

- ☐ de 1 à 5 étudiants / 600 €
- ☐ de 6 à 10 étudiants / 850 €
- ☐ de 11 à 20 étudiants / 1100 €
- ☐ de 21 à 30 étudiant / 1600€
- ☐ à partir de 31 étudiants / 2000€

Ce bulletin est à retourner à l'adresse ci-dessous par courrier ou par mail accompagné de votre règlement à l'ordre de l'Association Jeunes Ambassadeurs ou de votre bon de commande pour établissement d'une facture. Règlement possible par virement.

Vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent (Loi "Informatique et Libertés"). Pour l'exercer, vous pouvez envoyer votre demande à info@jeunes-ambassadeurs.com

Merci de privilégier la signature électronique

Date : 20/11/2023

Signature :

Service Général des Relations Internationales


Responsable Administrative et Financière
Camille Villain

ASSOCIATION JEUNES AMBASSADEURS

Bureau : 3 place de la Bourse | 69002 LYON

Adresse postale : Palais de la Bourse, 20 rue de la Bourse | 69289 Lyon Cedex 02

Tél : +33 (0)9 82 32 73 56 - Port : +33 (0)6 84 28 57 60

info@jeunes-ambassadeurs.com • www.jeunes-ambassadeurs.com

LYON ■ SAINT-ETIENNE ■ GRENOBLE ■ CHAMBERY ■ CLERMONT-FERRAND ■ VALENCIE

Conditions générales de vente

Les présentes conditions générales s'appliquent aux ventes effectuées par la SAS LA BOUCLE à ses clients.

Art. 1 - Prestations / Tarifs

L'envoi du devis signé avec la mention « bon pour accord » par le client constitue une acceptation définitive de l'ensemble des services et bien chiffrés ci-dessous. Les tarifs sont indiqués en euros. En donnant cette acceptation, le client s'engage à faire respecter les normes en vigueur concernant la consommation d'alcool, la limitation des horaires (Horaire de service et de maître d'hôtel) et le respect du voisinage attenant. La société SAS LA BOUCLE ne peut être tenue pour responsable d'une consommation excessive d'alcool. Ceci est la responsabilité unique du client.

En cas de non-respect des horaires indiqués, un montant forfaitaire de 35€ HT sera appliqué par personne présente sur place et pour chaque heure supplémentaire effectuée.

Art. 2 - Garantie de prix

Les tarifs HT ou TTC indiqués sur les devis sont ceux en vigueur au moment de leur élaboration. La TVA applicable sera celle en vigueur au moment de la prestation.

Art.3 - Conditions de règlement / Pénalités de retard

Dans le cadre d'une réception privée (c'est-à-dire une réception commandée par un particulier : mariage, anniversaire, baptême, fête de famille), un acompte de 30% sera demandé. La réservation sera considérée comme définitive à réception de cet acompte par la SAS LA BOUCLE.

Pour les clients professionnels et associations un acompte de 30% sera demandé pour un montant de devis supérieur à 1500€HT. La réservation sera considérée comme définitive à réception de cet acompte par la SAS LA BOUCLE.

Le règlement du solde pourra être effectué directement à l'issue de la réception ou à réception de la facture.

Pour les clients professionnels, le règlement des prestations pourra s'effectuer au plus tard 30 jours à la date de réception de facture. Pour les clients professionnels, conformément à l'article L. 441-6 du code du commerce, des pénalités de retard, au taux annuel de 20%, et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement minimum de 40.00 € sont dues à défaut de règlement le jour suivant la date de paiement figurant sur la facture.

Art. 4 - Modification du nombre de couvert et des quantités

La modification du nombre de couverts, au-delà de 10%, du nombre de convives, devra être faite par envoi de mail à l'adresse commande@laboucle-traiteur.com au plus tard une semaine avant la réalisation de l'évènement. La facturation sera ajustée, au réel, en fonction des biens et prestations retirés.

La modification du nombre de couverts, en dessous de 10%, devra être faite par envoi de mail à l'adresse commande@laboucle-traiteur.com au plus tard une semaine avant la réalisation de l'évènement. La facturation sera ajustée, au réel, en fonction des biens et prestations ajoutés.

Art. 5 - Annulation de la réservation

Dans le cas où l'annulation de la réservation, est indépendante de la volonté de la SAS LA BOUCLE des conditions particulières seront appliquées.

Pour les particuliers :

- Avant 30 jours, 15% du montant global de la réservation sera dû à la SAS LA BOUCLE
- De 30 jours à la date de l'évènement, 30% du montant global de la réservation sera dû à la SAS LA BOUCLE.

Pour les professionnels, l'annulation devra intervenir 72h avant la date de l'évènement. Passé ce délai, l'acompte versé ne pourra pas être restitué.

Art. 6 - Responsabilité / Assurance

LA SAS LA BOUCLE engage sa responsabilité civile sur les prestations qu'il facture. Tout événement extérieur de force majeure (manifestation, blocage, accident, grève générale ou particulière) dégage sa responsabilité.

En outre, il appartient au client d'assurer à ses frais les biens de valeur que ses invités ou lui-même introduiraient sur le lieu de la réception.

La SAS LA BOUCLE décline toute responsabilité en cas de vol de fond et valeur, perte, dégradation des effets appartenant aux clients et/ou aux participants qui pourraient survenir à l'occasion de la réception.

Enfin, le client sera responsable de toute perte, casse, dégradation qui pourrait être causée par les participants et/ou le personnel dont il a la charge, sur les biens et le matériel appartenant à la SAS LA BOUCLE et ceux mis à la disposition de l'organisation.

Art. 7 - Réclamations / litiges

Toute réclamation sur la prestation fournie, devra être effectuée par écrit dans un délai de 24 heures suivant la prestation.

Toute contestation concernant la facturation devra être formulée par courrier AR et ne pourra être prise en compte passé un délai de 8 jours après la facturation.

Le fait de passer commande implique l'adhésion entière et sans réserve aux conditions générales de vente. A défaut de règlement amiable, tous litiges seront de la seule compétence du Tribunal de Commerce de Lyon.



<p>Vertrag über die Zuwendungsbewilligung durch die Deutsch-Französische Hochschule für die Durchführung einer wissenschaftlichen Veranstaltung für Nach Nachwuchswissenschaftler (Forschungsateliers, Sommerschulen)</p>	<p>Convention concernant l'attribution d'allocations par L'Université franco-allemande pour la mise en œuvre d'une manifestation scientifique pour jeunes chercheurs (Ateliers de recherche, Écoles d'été)</p>
<p>NBV-42-23-II</p>	
<p>Zwischen</p> <p>der Deutsch-Französischen Hochschule Sitz: Kohlweg 7, 66123 Saarbrücken</p> <p>vertreten durch ihren Präsidenten, Prof. Dr. Philippe Gréciano, als Anweisungsbefugter für den Haushalt der Deutsch-Französischen Hochschule, nachfolgend DFH oder Zuwendungsgeberin genannt,</p> <p>und folgenden Zuwendungsempfängern</p> <p>Freie Universität Berlin vertreten durch Herrn Prof. Dr. Günter M. Ziegler, Präsident, Kaiserwerther Str. 16-18, 14195 Berlin</p> <p>und/et</p> <p>Université Jean Moulin - Lyon 3 représentée par Monsieur Eric Carpano, son Président, 1C avenue des Frères Lumière, 69372 Lyon Cedex 08</p>	<p>Entre</p> <p>l'Université franco-allemande Sise: Kohlweg 7 D-66123 Saarbrücken</p> <p>représentée par son président, Monsieur Philippe Gréciano, en sa qualité d'ordonnateur principal du budget de l'Université franco-allemande, ci-après désignée UFA ou bailleur d'allocation,</p> <p>et les allocataires suivants</p>
<p>im folgenden Zuwendungsempfänger genannt, wird auf Grundlage</p> <ul style="list-style-type: none"> • des Weimarer Abkommens vom 19. September 1997, • der „Ausschreibung: wissenschaftliche Veranstaltungen für Nachwuchswissenschaftler (Forschungsateliers, Sommerschulen)“ vom 08.12.2022, • sowie des Antrages der Zuwendungsempfänger auf Förderung <p>folgendes vereinbart:</p>	<p>appelés ci-après allocataire (s), vu :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'accord de Weimar du 19 septembre 1997, • L' « Appel à projets pour le financement de manifestations scientifiques pour jeunes chercheurs (Ateliers de recherche, Écoles d'été) » du 08/12/2022, • ainsi que la demande de soutien déposée par les allocataires, <p>il est convenu ce qui suit :</p>

Inhaltsverzeichnis			Sommaire		
Teil 1			1ère partie		
Allgemeine Bestimmungen			Dispositions générales		
		3			3
Artikel 1	Gegenstand des Vertrages	3	Article 1	Objet de la convention	3
Artikel 2	Grundlagen der Förderung	3	Article 2	Nature du soutien	3
Artikel 3	Förderdauer und Laufzeit des Vertrages	3	Article 3	Durée du soutien de l'UFA et de la convention	3
Artikel 4	Zuwendungen der DFH	4	Article 4	Allocations attribuées par l'UFA	4
Artikel 5	Auszahlung der Zuwendungen	4	Article 5	Versement des allocations	4
Artikel 6	Bankverbindung	4	Article 6	Coordonnées bancaires	4
Artikel 7	Weitere Finanzierungsmittel	5	Article 7	Autres financements	5
Teil 2			2ème partie		
Fördergrundlagen und Bestimmungen zur Verwendung der DFH-Zuwendungen			Conditions d'attribution et d'utilisation des allocations de l'UFA		
		5			5
Artikel 1	Wahrung der Grundsätze einer sparsamen Verwendung öffentlicher Gelder	5	Article 1	Principes relatifs à une bonne utilisation des fonds publics	5
Artikel 2	Verwendung der Zuwendungen	5	Article 2	Utilisation des allocations	5
Teil 3			3ème partie		
Kontrolle der Verwendung der Zuwendungen, Überprüfung der Durchführung der Veranstaltung und Erstattung der Mittel			Contrôle de l'utilisation des allocations, suivi de la mise en œuvre de la manifestation et remboursement des allocations		
		7			7
Artikel 1	Nachweis über die Verwendung der Mittel	8	Article 1	Justification de l'utilisation des allocations	8
Artikel 2	Prüfung der Mittelverwendung	9	Article 2	Contrôle de l'utilisation des allocations	9
Artikel 3	Erstattung der Mittel	9	Article 3	Remboursement des allocations	9
Teil 4			4ème partie		
Schlussbestimmungen			Dispositions finales		
		10			10
Artikel 1	Verpflichtung zu Werbemaßnahmen	10	Article 1	Obligations en matière de relations publiques	10
Artikel 2	Inkrafttreten des Vertrages	11	Article 2	Entrée en vigueur de la convention	11
Artikel 3	Gerichtsstand	11	Article 3	Litiges	11
Artikel 4	Änderung des Vertrages	11	Article 4	Modification de la présente convention	11
Artikel 5	Beendigung des Vertrages	12	Article 5	Fin de la présente convention	12
	Unterschriften	12		Signatures	12

Teil 1 Allgemeine Bestimmungen	1ère partie Dispositions générales
Artikel 1 Gegenstand des Vertrags	Article 1 Objet de la convention
<p>Gegenstand dieses Vertrags ist die Zuwendungsbewilligung durch die DFH für die Durchführung der Veranstaltung</p> <p>Avantgarden im Spannungsfeld von Gender im deutschsprachigen Raum von 1945 bis heute: Soziabilitäten, Ästhetiken, Erinnerungsprozesse</p> <p>unter der Leitung von</p> <p style="text-align: center;">Herrn Prof. Dr. Jenny Schrödl und/et Madame Sibylle Goepper</p> <p>Die Bedingungen für die Verwendung der Zuwendungen durch die Zuwendungsempfänger werden im vorliegenden Vertrag sowie durch die Vertragsunterlagen geregelt, auf die im Vertrag hingewiesen wird.</p>	<p>Cette convention a pour objet l'attribution d'allocations par l'UFA pour la mise en œuvre de la manifestation</p> <p>Avant-gardes au prisme du genre dans l'espace germanophone de 1945 à nos jours : sociabilités, esthétiques, mémoires</p> <p>sous la responsabilité de</p> <p>Les modalités de l'utilisation des allocations par les allocataires sont définies par cette convention et les pièces contractuelles auxquelles elle renvoie.</p>
Artikel 2 Grundlagen der Förderung	Article 2 Nature du soutien
<ol style="list-style-type: none"> 1. Die von der DFH als Förderung der Veranstaltung gewährte Zuwendung ist ein vorläufiger Zuschuss. 2. Sie ist entsprechend ihrer Zweckbestimmung zu verwenden. 3. Die Zuwendungsempfänger verpflichten sich, die Veranstaltung unter Einhaltung des vorliegenden Vertrages und der darin genannten Bestimmungen durchzuführen. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. L'allocation, attribuée par l'UFA à titre de soutien de la manifestation, constitue une subvention provisoire. 2. Elle doit être utilisée conformément à son affectation. 3. Les allocataires s'engagent à mettre en œuvre la manifestation dans le respect de la présente convention et des dispositions auxquelles elle renvoie.
Artikel 3 Förderdauer und Laufzeit des Vertrags	Article 3 Durée du soutien de l'UFA et de la convention
<p>Dieser Vertrag dient der Durchführung der o.g. Veranstaltung in dem Zeitraum vom 12.10.2023 bis 14.10.2023.</p>	<p>Cette convention couvre donc la mise en œuvre de la manifestation du 12/10/2023 au 14/10/2023.</p>

Artikel 4 Zuwendungen der DFH	Article 4 Allocations attribuées par l'UFA
<p>In Anwendung ihrer Finanzierungsrichtlinien gilt folgendes für den von der DFH gewährten vorläufigen Zuschuss:</p>	<p>En application de ses règles de financement, les dispositions suivantes s'appliquent concernant la subvention provisoire allouée par l'UFA :</p>
<p>4.1 Förderbetrag</p> <p>Der von der DFH für die Kooperation gewährte Förderbetrag beträgt:</p> <p style="text-align: center;">10.000,00 €.</p>	<p>4.1 Montant total du soutien de l'UFA</p> <p>Le montant attribué par l'UFA pour la coopération est de :</p>
<p>4.2 Haushaltsvorbehalt und Bewilligungsverfahren</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Die vorgesehene Förderung erfolgt nur im Rahmen der jährlich durch den Hochschulrat zur Verfügung gestellten Haushaltsmittel. 2. Es gibt keinen Rechtsanspruch auf Gewährung der finanziellen Förderung durch die DFH. 	<p>4.2 Clause de réserve budgétaire et modalités d'attribution du soutien financier</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le soutien sera crédité sous réserve du montant des crédits disponibles arrêté chaque année par le Conseil d'université de l'UFA. 2. Il n'y a pas de droit à l'attribution de soutien financier de l'UFA.
Artikel 5 Auszahlung der Zuwendungen durch die DFH	Article 5 Versement des allocations par l'UFA
<p>Nach Erhalt und Prüfung des von den Zuwendungsempfängern unterschriebenen Vertrages wird die DFH die Mittel überweisen. Hierfür benötigt sie die jeweils gültige/n Bankverbindung/en.</p>	<p>Dès réception et après contrôle de la convention signée par l'ensemble des allocataires, l'UFA procédera au versement des fonds sur le/s compte/s dont les coordonnées auront être communiquées à l'UFA.</p>
Artikel 6 Bankverbindung	Article 6 Coordonnées bancaires
<p>Auf Wunsch der Zuwendungsempfänger wird die Fördersumme i.H.v. von 10.000,00 € auf folgendes Konto überwiesen:</p> <p><i>Empfänger: Université Jean Moulin Lyon 3</i></p> <p><i>Bank: TP Lyon</i></p> <p><i>IBAN: FR76 1007 1690 0000 0010 0433 460</i></p> <p><i>BIC: TRPUFRP1</i></p> <p><i>Verwendungszweck: Colloque "Avant-gardes", Sibylle Goepper, NBV-42-23-II</i></p>	<p>Après s'être mis d'accord, les allocataires souhaitent que le soutien à hauteur de 10.000,00€ accordé pour ce projet soit versé sur le compte bancaire suivant :</p> <p><i>Bénéficiaire : Université Jean Moulin Lyon 3</i></p> <p><i>Nom de la banque : TP Lyon</i></p> <p><i>IBAN : FR76 1007 1690 0000 0010 0433 460</i></p> <p><i>BIC : TRPUFRP1</i></p> <p><i>Objet du virement : Colloque "Avant-gardes", Sibylle Goepper, NBV-42-23-II</i></p>

Artikel 7 Weitere Finanzierungsmittel	Article 7 Autres financements
<p>Die Zuwendungsempfänger verpflichten sich, vorrangig eigene finanzielle Mittel oder Drittmittel zur Finanzierung der Veranstaltung einzusetzen.</p>	<p>Les allocataires s'engagent à utiliser prioritairement leurs propres moyens financiers ou ceux versés par d'autres organismes pour le financement de la manifestation.</p>
Teil 2 Fördergrundlagen und Bestimmungen zur Verwendung der DFH-Zuwendungen	2ème partie Conditions d'attribution et d'utilisation des allocations de l'UFA
Artikel 1 Wahrung der Grundsätze einer sparsamen Verwendung öffentlicher Gelder	Article 1 Principes relatifs à une bonne utilisation des fonds publics
<ol style="list-style-type: none"> 1. Bei Antragstellung und Verwendung der von der DFH bewilligten Fördermittel ist auf Sparsamkeit und Effizienz unbedingt zu achten. 2. Die sonstigen bei den Zuwendungsempfängern geltenden rechtlichen Bestimmungen sind zu berücksichtigen. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dans le cadre de la demande de soutien et des dépenses des allocations, il y a lieu de veiller au respect des principes d'économie et de rentabilité. 2. Les mesures devront respecter les dispositions réglementaires par ailleurs en vigueur au sein de l'organisme allocataire.
Artikel 2 Verwendung der Zuwendungen	Article 2 Utilisation des allocations attribuées
2.1 Allgemeine Bestimmungen <ol style="list-style-type: none"> 1. Die von der DFH gewährten Zuwendungen dienen ausschließlich der Deckung spezifischer, für die Durchführung der Veranstaltung entstandener Kosten. 2. Die DFH ist über eine nachträgliche Änderung der Überweisung oder der Aufteilung unter den Partnern umgehend zu informieren. 3. Bei Beteiligung eines Drittlandes können die Zuwendungen ebenfalls Kosten decken, die für die Drittlandinstitution entstanden sind. Der Zuwendungsempfänger kann auf Grundlage der von der Drittlandinstitution vorgelegten Belege die Ausgaben selbst übernehmen oder dieser erstatten. Der Zuwendungsempfänger legt der DFH für diese Ausgaben einen Nachweis vor. 	2.1 Dispositions générales <ol style="list-style-type: none"> 1. Les allocations attribuées par l'UFA sont exclusivement destinées à couvrir les frais spécifiques engagés pour la mise en œuvre de la manifestation. 2. Toute modification ultérieure du versement de la répartition initiale doit faire l'objet d'une information communiquée à l'UFA. 3. Dans le cadre de coopérations trinationales, les allocations peuvent également couvrir les dépenses engagées pour l'établissement tiers. Sur la base des justificatifs qui lui seront fournis par l'établissement tiers, l'allocataire procédera au règlement direct des dépenses ou au remboursement de l'établissement tiers et procédera à la justification de ces dépenses auprès de l'UFA.
2.2 Förderfähige Ausgaben	2.2 Dépenses éligibles

<p>Die Fördermittel werden für die Deckung folgender Kosten gewährt und sind entsprechend ihrer Zweckbestimmung zu verwenden:</p> <p>1. Personalkosten</p> <p>Unterstützt werden können:</p> <ul style="list-style-type: none"> • i.d.R. mit der Organisation und Durchführung der Veranstaltung beauftragte studentische Hilfskräfte, Techniker, Dolmetscher etc. • in Ausnahmefällen Honorare für Referenten <p>Die Höhe der Vergütungen ist in Anwendung der innerhalb der Institution geltenden rechtlichen Bestimmungen festzulegen.</p> <p>2. Reise- und Aufenthaltskosten, Tagegelder</p> <p>Die Kosten müssen in direktem Zusammenhang mit der Durchführung der Veranstaltung stehen. Übernommen werden können die für die Programmbeauftragten, Referenten, Lehrende, studentische Hilfskräfte und Teilnehmer entstandenen Kosten.</p> <p>Die Höhe der Reisekosten und Tagegelder richtet sich nach den an den Institutionen geltenden Bestimmungen. Die Zuwendungsempfänger verpflichten sich zu einer sparsamen Durchführung der Reisen und Nutzung der Tagegelder.</p> <p>Die Mittel für Reise- und Aufenthaltskosten decken die erforderlichen Fahrt-, Übernachtungs- und Verpflegungskosten. Bei Auszahlung von Tagegeldern, die die Verpflegungskosten enthalten, können die Zuwendungsempfänger diese Kosten nicht zusätzlich geltend machen.</p> <p>3. Exkursionen</p> <p>Kosten können auf Grundlage der lt. Finanzierungsplan errechneten Höhe gedeckt werden.</p> <p>4. Empfangs- und Bewirtungskosten</p> <p>Für die Bewirtung können Zuwendungen i.H.v. 35 €¹ pro Mahlzeit incl. Getränken und pro Teilnehmer verwendet werden. Gegebenenfalls müssen die von der Gastgeberinstitution übernommenen Verpflegungskosten bei der Errechnung der Höhe der Tagegelder des Vertreters der eingeladenen Institution abgezogen werden.</p> <p>Empfangs- und Bewirtungskosten, die nicht in direktem Zusammenhang mit der Durchführung der Veranstaltung stehen, können nicht übernommen werden.</p>	<p>Les allocations sont destinées au financement des dépenses suivantes et doivent être utilisées conformément à leur affectation :</p> <p>1. Frais de personnel</p> <p>Peuvent faire l'objet d'un soutien :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en principe les étudiants, techniciens, traducteurs etc. impliqués dans l'organisation et la mise en œuvre de la manifestation • dans des cas exceptionnels les honoraires des intervenants <p>Le montant des rémunérations du personnel vacataire est à fixer en application des dispositions réglementaires en vigueur dans l'établissement.</p> <p>2. Frais de déplacement et de séjour, indemnités journalières</p> <p>Les dépenses devront être liées à la mise en œuvre de la manifestation. Sont acceptées les dépenses engagées pour les responsables de programme, les intervenants, les enseignants, les étudiants et les participants à la manifestation.</p> <p>Le montant des frais de déplacement et des indemnités journalières est fixé en application des dispositions réglementaires en vigueur dans l'établissement. Les allocataires devront veiller à la réalisation économe de l'action, y compris concernant les indemnités journalières.</p> <p>Ces indemnités couvrent les frais de voyage, d'hébergement et de restauration engagés lors du déplacement. En cas de versement d'indemnités journalières comprenant les frais de restauration, ces dépenses ne devront pas être justifiées également au titre des frais d'accueil et de réception.</p> <p>3. Excursions</p> <p>Les frais peuvent être couverts jusqu'au montant indiqué dans le plan de financement.</p> <p>4. Frais d'accueil et de réception</p> <p>Les repas offerts aux participants pourront être couverts par les allocations dans la limite de 35 €¹ par repas (boissons comprises) et par participant. Le cas échéant, la prise en charge des frais de restauration par l'établissement ayant invité devra être déduite lors du calcul du montant des indemnités journalières du représentant de l'établissement invité.</p> <p>Ne sont pas éligibles au titre des frais de réception les dépenses n'étant pas exclusivement et spécifiquement liées à la mise en œuvre de la manifestation.</p>
---	---

¹ Gemäß den in Deutschland geltenden Bestimmungen und in Ermangelung spezifischer Regelungen in Frankreich. / Selon les règles en vigueur en Allemagne et en l'absence de réglementation spécifique en France.

<p>Die Institutionen müssen im Rahmen des Nachweises über die Verwendung der Mittel eine Kopie der Rechnung vorlegen, aus der Name und Funktion der Teilnehmer und die Anzahl der Gedecke hervorgehen.</p> <p>Die DFH befürwortet eine „angemessene“ Gestaltung der Bewirtung.</p> <p>5. Raumkosten</p> <p>Kosten für im Rahmen der Veranstaltung angemietete Räumlichkeiten können übernommen werden.</p> <p>6. Bürokosten</p> <p>Im Rahmen der Veranstaltung entstandene Bürokosten (Telefon, Postwertzeichen, etc.) können übernommen werden.</p> <p>7. Kosten für Kommunikation, Werbung und Öffentlichkeitsarbeit</p> <p>I.d.R. können Kosten für die Erstellung von Faltblätter, Broschüren und Plakaten, für die digitale Kommunikation sowie für nachhaltige Merchandisingprodukte übernommen werden.</p> <p>Diese Werbeträger müssen mit dem Logo der DFH versehen und der Veranstaltung zuzuordnen sein.</p> <p>Merchandisingprodukte können bis zu einem maximalen Betrag von 300€ finanziert werden.</p> <p>8. Publikationskosten</p> <p>Kosten für den Druck von Forschungsberichten, Tagungsbänden, Monographien und weiteren im Rahmen der Veranstaltung entstandenen wissenschaftlichen Veröffentlichungen können mit einem Betrag bis zu 1.500 € übernommen werden, sofern sie beantragt wurden.</p>	<p>Dans le cadre de la justification de l'utilisation des allocations, les établissements devront faire parvenir à l'UFA copie des pièces justificatives des dépenses de restauration (nom et fonction des convives, nombre de couverts, motif du déjeuner).</p> <p>L'UFA appréciera le caractère « raisonnable » des repas.</p> <p>5. Frais de location</p> <p>Les frais de location concernant les locaux loués dans le cadre de la manifestation peuvent être couverts.</p> <p>6. Frais de bureau</p> <p>Les frais de bureau (téléphone, courrier etc.) peuvent être couverts dans la mesure où ils sont liés à la manifestation.</p> <p>7. Communication, publicité et relations publiques</p> <p>Peuvent, en principe, faire l'objet d'un soutien les dépenses en lien avec la conception de dépliants, brochures et affiches, ainsi qu'avec la communication numérique et la production d'articles promotionnels éco-responsables.</p> <p>Chaque support devra porter le logo de l'UFA et l'identification de la manifestation.</p> <p>Les articles promotionnels peuvent bénéficier d'un soutien financier jusqu'à concurrence de 300 € maximum.</p> <p>8. Frais d'édition</p> <p>Peuvent, à partir du moment où ils sont demandés dans la demande de soutien, faire l'objet d'un soutien jusqu'à hauteur de 1 500 € l'impression de rapports de recherche, d'actes de colloques, de monographies et autres publications scientifiques élaborées dans le cadre de la manifestation.</p>
<p>2.3 Nicht förderfähige Ausgaben</p> <p>1. Verwaltungskosten</p> <p>Verwaltungskosten sind nicht förderfähig. Die Verwendung von Zuwendungen für Verwaltungskosten wird demnach von der Deutsch-Französischen Hochschule nicht akzeptiert.</p>	<p>2.3 Dépenses non éligibles</p> <p>1. Frais de gestion</p> <p>Les frais de gestion ne sont pas éligibles. En conséquence, l'Université franco-allemande n'accepte pas le prélèvement par l'allocataire de frais de gestion sur le montant des allocations attribué.</p>

Teil 3 Kontrolle der Verwendung der Zuwendungen, Überprüfung der Durchführung der Veranstaltung und Erstattung der Mittel	3ème partie Contrôle de l'utilisation des allocations, suivi de la mise en œuvre de la manifestation et remboursement des allocations
Artikel 1 Nachweis über die Verwendung der Mittel	Article 1 Justification de l'utilisation des allocations
<p>1.1 Allgemeine Bestimmungen</p> <ol style="list-style-type: none"> Die Zuwendungsempfänger verpflichten sich zum Nachweis der Verwendung der Mittel und zur Auskunftserteilung gegenüber der DFH. Hierfür erstellen sie einen Sachbericht und einen zahlenmäßigen Nachweis. Dieser Nachweis muss vier Monate nach Durchführung der Veranstaltung bei der DFH eingehen. Wenn das von der DFH finanzierte Projekt die Erstellung einer Publikation beinhaltet, verpflichten sich die Zuwendungsempfänger zunächst, innerhalb von vier Monaten nach der Veranstaltung einen vorläufigen Nachweis zu erbringen. Dieser wird später durch den Nachweis über die Verwendung der für die Publikation gewährten Mittel ergänzt. Dieser Nachweis wird innerhalb von vier Monaten nach Erscheinen der Publikation an die DFH übermittelt. Die DFH kann den Veranstaltern einen Fragebogen zur Verfügung stellen, den die Teilnehmer ausfüllen und an die DFH senden müssen. Mit der Prüfung der Verwendung der den Zuwendungsempfängern bewilligten Mittel verfolgt die DFH das Ziel der Sicherstellung der Transparenz ihrer Arbeit und der Wahrung der Grundsätze einer sparsamen Verwendung öffentlicher Gelder. 	<p>1.1 Dispositions générales</p> <ol style="list-style-type: none"> Les établissements s'engagent à justifier l'utilisation des allocations et à répondre aux demandes d'information complémentaires de l'UFA. A cette fin, ils fourniront un rapport d'activité et rempliront un compte de gestion. Le justificatif devra être rendu à l'UFA quatre mois après la manifestation. Lorsque le projet financé par l'UFA comprend l'élaboration d'une publication, les établissements s'engagent dans un premier temps à fournir un justificatif provisoire dans les quatre mois après la manifestation. Celui-ci sera complété ensuite par la justification de l'utilisation des allocations accordées pour la publication. Ce justificatif sera transmis à l'UFA dans les quatre mois suivants la sortie de la publication. L'UFA pourra mettre un questionnaire à disposition des organisateurs ; celui-ci devra être rempli par les participants et transmis à l'UFA. Dans le cadre du contrôle de l'utilisation des allocations attribuées aux établissements allocataires, l'UFA a pour objectif de garantir la transparence de son action et le respect des principes relatifs à une bonne utilisation des fonds publics.
<p>1.2 Belege</p> <p>Belege müssen der DFH auf Anfrage zur Verfügung gestellt werden. Die Zuwendungsempfänger sind verpflichtet, diese sowie alle weiteren in Zusammenhang mit der Förderung stehenden Unterlagen fünf Jahre aufzubewahren, soweit keine steuerrechtlichen oder anderen Vorschriften eine längere Dauer vorschreiben. Zur Aufbewahrung können auch Bild- oder elektronische Datenträger verwendet werden.</p>	<p>1.2 Pièces justificatives</p> <p>Les pièces justificatives seront à fournir sur demande de l'UFA. Les allocataires sont tenus de conserver pendant cinq ans les pièces justificatives ainsi que tous les autres documents relatifs au soutien financier, à moins que les réglementations en matière de droit fiscal ou d'autre nature n'imposent un délai de conservation plus long. Des supports informatiques ou vidéos peuvent également être utilisés pour la conservation de ces documents.</p>
<p>1.3 Übertragung der Mittel auf Dritte</p>	<p>1.3 Transfert de fonds à des tiers</p>

Werden unter Berücksichtigung des Zweckes Mittel auf Dritte übertragen, müssen die Zuwendungsempfänger auch die Verwendung dieser Mittel nachweisen.	Lors du transfert des fonds à des tiers, dans le cadre de la réalisation de l'objectif d'allocation, les allocataires seront tenus de justifier également l'utilisation des allocations transférées.
Artikel 2 Prüfung der Mittelverwendung	Article 2 Contrôle de l'utilisation des allocations
2.1 Folgen der Prüfung <ol style="list-style-type: none"> 1. Beträge nicht nachgewiesener Ausgaben müssen der DFH erstattet werden. 2. Werden bei der Prüfung des zahlenmäßigen Nachweises Unstimmigkeiten festgestellt, wird der Zuwendungsempfänger um Stellungnahme gebeten. 3. Bestätigt sich ein Regelverstoß etwa gegen die Richtlinien über die Förderfähigkeit von Ausgaben gemäß Teil 2 dieses Vertrages, müssen die jeweiligen Beträge erstattet werden. 4. Leistet der Zuwendungsempfänger dieser Verpflichtung keine Folge, werden weitere Infrastrukturmittel nicht überwiesen. 5. Die Ergebnisse der Prüfung der Durchführung der Veranstaltung sowie der Mittelverwendung nach Spiegelung der Informationen im Förderantrag mit denen des Sachberichtes werden den Gutachtern im Rahmen der Evaluation eines eventuellen Antrags auf Förderung einer weiteren Veranstaltung durch die DFH zur Verfügung gestellt. 	2.1 Conséquences du contrôle <ol style="list-style-type: none"> 1. Le montant des dépenses n'ayant pas été justifiées devra être remboursé à l'UFA. 2. Si une irrégularité est constatée lors du contrôle du compte de gestion, l'allocataire est immédiatement contacté pour un complément d'information. 3. Si l'irrégularité est avérée (par exemple dépense contrevenant aux règles relatives à l'éligibilité des dépenses définies dans la 2^{ème} partie de la présente convention), elle entraîne une demande de remboursement. 4. Si l'allocataire ne donne pas suite à la demande de remboursement, les aides aux frais de fonctionnement ne seraient pas versées à la prochaine échéance de versement. 5. Les résultats du contrôle du déroulement de la manifestation ainsi que de l'utilisation des allocations, établi en confrontant les informations figurant dans la demande de soutien avec celles indiquées dans le rapport d'activité, sont transmis aux experts lors de l'évaluation d'une éventuelle demande de soutien pour une manifestation ultérieure.
2.2 Ortsbegehungen <p>Die DFH behält sich die Möglichkeit vor, Prüfungen der Verwendung der bewilligten Zuwendungen vor Ort durchzuführen.</p> <p>Die Zuwendungsempfänger verpflichten sich, der DFH Auskünfte zu erteilen und alle Belege, Nachweise sowie die Durchführung der Veranstaltung betreffende Unterlagen zur Verfügung zu stellen. Diese Ortsbegehung kann entweder von Mitarbeitern der DFH oder durch von ihr beauftragte Personen durchgeführt werden.</p>	2.2 Visites sur site <p>L'UFA se réserve la possibilité de procéder à un contrôle sur place de l'utilisation des allocations versées.</p> <p>L'allocataire s'engage à répondre aux demandes de justifications et à mettre à disposition de l'UFA les pièces comptables, justificatifs et tout autre document relatif à la mise en œuvre de la manifestation. Cette visite sur site pourra être effectuée soit par des collaborateurs de l'UFA, soit par des mandataires désignés à cet effet par l'UFA.</p>
Artikel 3 Erstattung der Mittel	Article 3 Remboursement des allocations

<p>3.1 Nicht verausgabte Mittel</p> <p>Nicht verausgabte Mittel müssen bis fünf Monate nach Beendigung der Veranstaltung auf folgendes Konto der DFH rückerstattet werden:</p> <p style="text-align: center;">Sparkasse Saarbrücken BLZ : 590 501 01 Konto-Nr.: 700 492 IBAN: DE52 5905 0101 0000 7004 92 BIC : SAKSDE55XXX</p> <p>Die Überweisung muss das Aktenzeichen der Veranstaltung ausweisen. Die Zuwendungsempfänger sind nicht verpflichtet, Beträge unter 50 € zu erstatten.</p>	<p>3.1 Allocations non dépensées</p> <p>Les allocations non dépensées doivent être remboursées à l'UFA cinq mois après la manifestation. Le remboursement sera à effectuer sur le compte bancaire suivant :</p> <p style="text-align: center;">Banque Européenne Crédit Mutuel Banque 11899 Guichet 00201 N° de compte 00020030145 ; clé 25 IBAN : FR 76 1189 9002 0100 0200 3014 525 BIC: CMCIFR2A</p> <p>Lors du virement, il y a lieu d'indiquer les références de la manifestation. Les allocataires sont dispensés de rembourser au bailleur d'allocation le solde inférieur à 50 €.</p>
<p>3.2 Annullierung oder Kündigung des Vertrags</p> <p>Die Zuwendung muss rückerstattet werden, wenn der vorliegende Vertrag annulliert oder rückwirkend gekündigt oder nichtig wird. Dies gilt insbesondere, wenn</p> <ul style="list-style-type: none"> • die Zuwendung auf Grundlage falscher oder unvollständiger Informationen erwirkt wurde, • die Zuwendung nicht oder nicht mehr für den vorgesehenen Zweck verwendet wird. 	<p>3.2 Annulation ou résiliation de la convention</p> <p>L'allocation doit être remboursée si la présente convention d'allocation est annulée ou résiliée avec effet rétroactif ou si elle devient caduque. Ceci vaut en particulier si :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'allocation a été obtenue sur la base d'indications erronées ou incomplètes, • l'allocation n'est pas ou n'est plus utilisée aux fins prévues.
<p style="text-align: center;">Teil 4 Schlussbestimmungen</p>	<p style="text-align: center;">4^{ème} partie Dispositions finales</p>
<p style="text-align: center;">Artikel 1 Verpflichtung zu Werbemaßnahmen</p>	<p style="text-align: center;">Article 1 Obligations de l'allocataire en matière de relations publiques</p>
<p>Der Zuwendungsempfänger verpflichtet sich:</p> <ul style="list-style-type: none"> • im Rahmen seiner Presse- und Öffentlichkeitsarbeit (einschließlich Website, Datenbank...) ausdrücklich auf die Förderung durch die DFH hinzuweisen. Ein sichtbarer Hinweis auf die Förderung der DFH in Form ihres Logos und ihrer Adresse mit dem Text „von der DFH geförderte Veranstaltung“ sowie Informationen über die DFH sind anzubringen, • bei Zuwendungen für die Herausgabe von Veröffentlichungen eine zu vereinbarende Anzahl von Freixemplaren zur Verfügung zu stellen. 	<p>L'allocataire s'engage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à mentionner explicitement le soutien de l'UFA dans le cadre des actions de communication (y compris les sites internet, les bases de données,...). Il fera ainsi figurer une indication visible du soutien accordé par l'UFA en apposant son logo et les coordonnées de l'UFA avec la mention « Manifestation soutenue par l'Université franco-allemande » et veillera à faire figurer un texte présentant l'UFA et son action, • à mettre à disposition gratuitement un certain nombre d'exemplaires défini à l'avance en cas d'allocations attribuées pour l'édition de brochures.

Artikel 2 Inkrafttreten des Vertrages	Article 2 Entrée en vigueur de la convention
<p>Der vorliegende Vertrag tritt mit Unterzeichnung aller Vertragspartner in Kraft. Er muss ausgefüllt und von Institutsleitungen und Programmbeauftragten unterschrieben an die DFH zurückgesandt werden. Die Zuwendungsempfänger verpflichten sich, die Veranstaltung unter Einhaltung der in diesem Vertrag genannten Bestimmungen durchzuführen.</p>	<p>La présente convention entre en vigueur dès la signature par l'ensemble des allocataires. La convention devra être retournée à l'UFA revêtue de la signature de la direction de l'établissement et du responsable de programmes et dûment complétée. Les allocataires s'engagent à mettre en œuvre la manifestation dans le respect de la présente convention et des dispositions auxquelles elles renvoient.</p>
Artikel 3 Gerichtsstand	Article 3 Litiges
<p>Alle im Zusammenhang mit der Erfüllung des vorliegenden Vertrages entstehenden Streitfälle fallen in die Zuständigkeit der Gerichte am Ort des jeweiligen Zuwendungsempfängers.</p>	<p>Tout litige relatif à l'exécution de cette convention relève des tribunaux du lieu où est situé le siège de l'allocataire.</p>
Artikel 4 Änderung des Vertrags	Article 4 Modification de la présente convention
<p>Jede Änderung des vorliegenden Vertrages bedarf der Unterrichtung der DFH.</p>	<p>Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'une information de l'UFA.</p>
Artikel 5 Beendigung des Vertrags	Article 5 Fin de la présente convention
<p>5.1 Änderungen der Veranstaltung</p> <p>Wenn die Veranstaltung das ursprünglich von den Gutachtern positiv bewertete Konzept in einem oder mehreren Punkten abwandelt oder sich im Förderantrag dargestellte Gegebenheiten grundlegend ändern, entscheidet das Sekretariat der DFH über die Notwendigkeit einer erneuten Antragstellung.</p>	<p>5.1 Modification de la manifestation</p> <p>Si la manifestation est transformée, à quelque niveau que ce soit, par rapport au projet initialement évalué de manière positive par les experts ou si des données significatives relatives au formulaire de demande devaient être modifiées, il appartient au Secrétariat de l'UFA de décider si la modification exige une nouvelle évaluation.</p>
<p>5.2 Kündigung des Vertrages</p> <p>Die DFH behält sich das Recht vor, den Vertrag zu kündigen, wenn ersichtlich ist, dass der Zuwendungszweck nicht erreicht werden kann.</p>	<p>5.2 Résiliation de la convention</p> <p>L'UFA se réserve le droit de résilier la convention d'allocation, lorsqu'il aura été constaté que l'objectif d'allocation ne peut être atteint.</p>

Für die Zuwendungsgeberin / Pour le bailleur d'allocation

Saarbrücken, den / le 07.12.2023

Marjorie Berthomier

DocuSigned by:

Marjorie Berthomier

AEC8A83512BFD480...

Der Präsident, in Vertretung der stellvertretende Generalsekretär /
Le Président, par délégation le Secrétaire général adjoint**Für den deutschen Zuwendungsempfänger**Berlin 29-12-2023 | 11:29 MEZ
....., den

Jenny Schrödl

DocuSigned by:

Jenny Schrödl

060B010A8F08404...

Unterschrift des deutschen verantwortlichen Leiters der Veranstaltung

Andrea Güttner 05-01-2024 | 09:39 MEZ
....., den

DocuSigned by:

Andrea Güttner

822F6C2407EF449...

Andrea Güttner

Unterschrift eines Vertretungsberechtigten des Zuwendungsempfängers mit Stempel

Pour l'allocataire françaisLyon 13-12-2023 | 19:09 CET
....., le

Sibylle Goepper

DocuSigned by:

Sibylle Goepper

30B49DE60C1145C...

Signature de l'organisateur français de la manifestation

Lyon 29-12-2023 | 16:19 CET
....., le

Eric Carpano

DocuSigned by:



6C003AC663B3462...

Signature d'une personne habilitée à représenter l'allocataire avec cachet de l'institution

Sollte der oder die unterzeichnende Vertretungsberechtigte nicht Leiter (bzw. direkter Stellvertreter) der Hochschule oder Forschungseinrichtung sein, muss die **Zeichnungsbefugnis** (Vollmacht) der DFH übermittelt werden.

Au cas où la personne habilitée à représenter l'allocataire et chargée de signer le présent document ne soit pas le directeur/la directrice (ou son adjoint direct) de l'établissement d'enseignement supérieur ou de l'organisme de recherche, une **attestation de délégation de signature** devra être transmise à l'UFA.